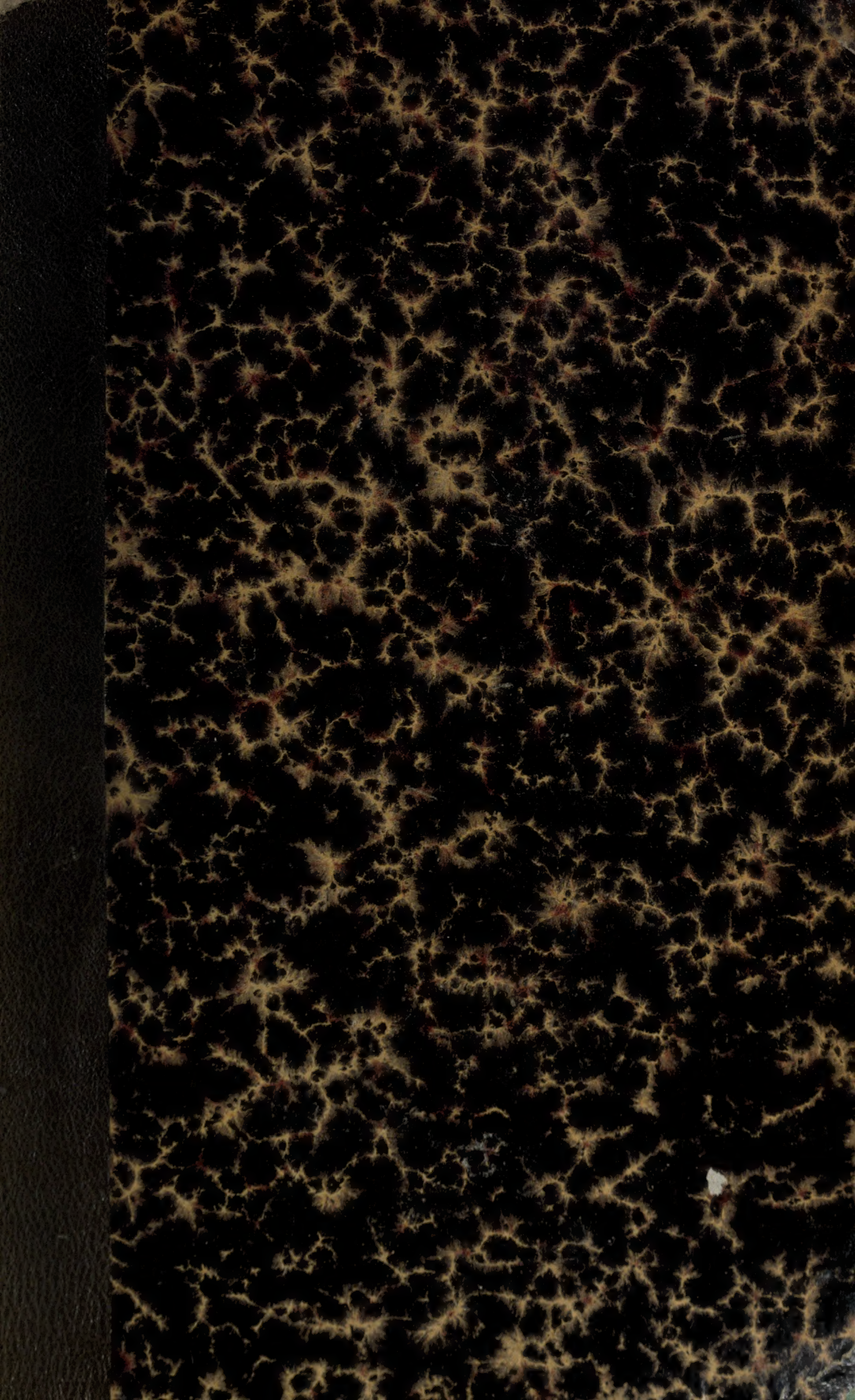






CORRESPONDANCE

DE

NAPOLÉON Ier

CORRESPONDANCE

DE

NAPOLÉON Ier

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, RUE GARANCIÈRE, 8.

CORRESPONDANCE

DE

NAPOLÉON Ier

PUBLIÉE

PAR ORDRE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON III.

TOME VINGT-NEUVIÈME.

ŒUVRES DE NAPOLÉON Ier
A SAINTE-HÉLÈNE.

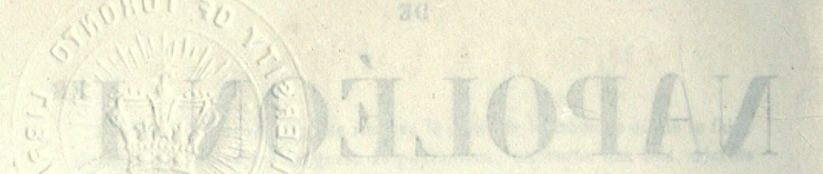


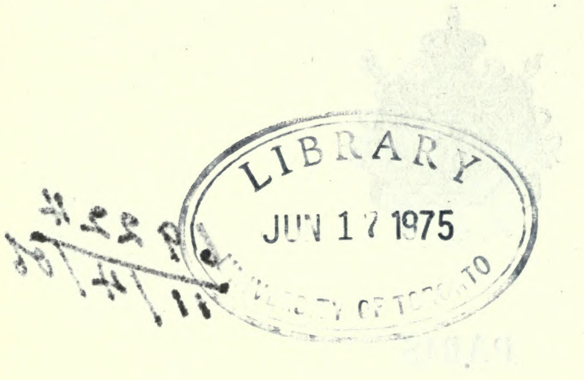
PARIS

HENRI PLON,
ÉDITEUR DES OEUVRES DE L'EMPEREUR,
RUE GARANCIÈRE, 10.

J. DUMAINE,
LIBRAIRE-ÉDITEUR DE L'EMPEREUR,
RUE DAUPHINE, 30.

MDCCCLXX.




LIBRARY
JUN 17 1975
UNIVERSITY OF TORONTO

RAPPORT A L'EMPEREUR

SUR

LA PUBLICATION DES ŒUVRES DE SAINTE-HÉLÈNE.

SIRE,

L'œuvre que vous nous avez confiée est arrivée à la fin de sa première partie : l'Europe coalisée a renversé Napoléon Ier; l'Empire est tombé; nous n'avons plus à montrer l'Empereur agissant à la tête du Gouvernement. Mais notre tâche est loin d'être terminée : au point de vue de la postérité, les OEuvres de Napoléon à Sainte-Hélène ne sont pas d'une importance moindre que sa Correspondance. Si celle-ci fait voir l'homme de guerre, le politique, l'administrateur en pleine action, souvent entraîné par les circonstances, ébloui par la grandeur même de sa mission, il nous reste à faire connaître le prisonnier de Sainte-Hélène, confiné dans son île, au milieu des mers; et, ici, c'est le philosophe, le penseur, le précurseur en quelque sorte d'une ère nouvelle qui va se manifester.

Avec son style concis, dans les adieux qu'il fait à ses derniers soldats, Napoléon, traçant le programme de ses OEuvres à Sainte-Hélène, dit : « J'écrirai les grandes choses que nous avons faites ensemble. »

La tâche pour nous est ici beaucoup plus facile. Et d'abord, toute indécision sur la question de publicité est levée par la volonté même de Napoléon Ier; ce qu'il écrit à Sainte-Hélène,

c'est à la postérité qu'il l'adresse : il veut, il demande expressément que ses écrits soient publiés, et il en charge les rares dévouements qui sont autour de lui. Si jusqu'à présent nous avons publié les documents qui caractérisent l'action de l'Empereur, aujourd'hui la parole appartient exclusivement à Napoléon, qui nous dit : « Voilà comment je dois paraître devant l'histoire; voilà les motifs qui m'ont fait agir; voilà l'explication de mes actes; voilà les conseils que je donne à mes successeurs, à mon pays, à l'humanité tout entière. » De l'indécision et du doute pour la publication de cette partie de ses Œuvres, il ne pouvait y en avoir, puisque nous ne faisons qu'exécuter la volonté même de l'Empereur.

Par des circonstances heureuses, nous sommes en mesure de donner, sinon des Œuvres tout à fait inédites, du moins les écrits connus notablement corrigés par la main même de l'auteur, et d'établir ainsi le texte dans toute sa sincérité.

Les Œuvres de Sainte-Hélène n'auront jamais paru d'une façon aussi complète et aussi authentique. Dans la période de 1815 à 1830, quelques-uns des ouvrages ont été publiés par les exilés revenant de Sainte-Hélène, mais à d'assez longs intervalles, sans ensemble, avec des entraves considérables opposées à leur impression par le gouvernement de la Restauration, qui en avait gêné la publicité et formellement interdit l'annonce.

L'esprit de parti, l'opinion régnante du moment, avaient aussi influencé les éditeurs, et les avaient induits à introduire de prétendues corrections, dont quelques-unes étaient des altérations de la pensée même.

De 1830 à 1848, chacun des hommes dévoués qui avaient été à Sainte-Hélène a continué ces publications isolément, successivement; il en a été de même depuis 1848 jusqu'en 1867, où l'Imprimerie Impériale a fait la première tentative de publication d'ensemble des Œuvres de Sainte-Hélène.

Les éditions antérieures sont des plus incorrectes; on a mêlé ce qui est de l'Empereur et ce qui appartient à ses éditeurs, sans

en prévenir; des éditions très-différentes entre elles de la même œuvre ont souvent été publiées; enfin, malgré l'honorable tentative de 1867, il est impossible, jusqu'à ce jour, au lecteur consciencieux de s'assurer s'il a le texte véritable de Napoléon Ier. C'est un mélange de vrai et de faux, de publications souvent incohérentes et sans suite, qui ne permet pas de juger et de bien connaître le monument historique de Sainte-Hélène.

Les motifs que nous venons d'indiquer expliquent suffisamment pourquoi ces Œuvres n'ont pas frappé l'opinion comme elles le devaient; pourquoi, aujourd'hui encore, elles sont si peu connues. Les meilleurs commentaires, à cet égard, se trouvent dans les études sur les Œuvres de Napoléon, placées en tête de l'édition de l'Imprimerie Impériale de 1867, par MM. Armand Carrel, Thiers, Villemain, Sainte-Beuve, etc.

Pour plusieurs des ouvrages que nous publions, des recherches heureuses nous ont rendus possesseurs des textes originaux eux-mêmes, que nous avons recueillis, après un examen minutieux et avec le plus grand soin, dans les papiers que Votre Majesté possède, dans ceux que nous avons obtenus de l'héritage du général Montholon, de la famille du général Bertrand, du comte Marchand; dans ceux encore que les héritiers de lady Holland ont bien voulu remettre au Président de la Commission; dans ceux, enfin, qui se trouvent au British Museum de Londres. Tous ces documents n'étaient pas en la possession de l'éditeur de 1867.

Là où nous n'avions pas de texte original corrigé par l'Empereur, nous avons tâché, en interrogeant les souvenirs des rares survivants de la captivité de Sainte-Hélène, de démêler ce qui devait être attribué à Napoléon Ier de ce qui devait être, au contraire, considéré comme des réflexions ou adjonctions faites par les différents auteurs et éditeurs.

Ce travail est surtout difficile pour le *Mémorial de Sainte-Hélène,* qui ne rapporte presque jamais que des conversations.

Grâce donc à tous ces nouveaux documents et à des recherches

assidues, la Commission croit être arrivée à donner en grande partie un texte incontestable, tel que l'a voulu Napoléon; et, dans les autres endroits, elle pense s'être rapprochée autant que possible du texte vrai. Fidèle, du reste, aux principes adoptés depuis que nous sommes réunis, sans se laisser ni décourager ni exciter par les attaques de toute nature dont elle a été l'objet, attaques passionnées, injustes, témoignant presque toujours d'une grande ignorance, et trop évidemment dictées par l'esprit de parti, la Commission, en se maintenant dans les sphères élevées où les attaques n'atteignent plus et où la sérénité et le calme de l'esprit se puisent dans la conviction d'un devoir accompli et d'un service rendu, la Commission, Sire, a la conscience d'avoir fait ce qui dépendait d'elle pour remplir la haute mission dont vous l'avez investie, et elle a l'espoir d'avoir, en grande partie du moins, suffi à sa tâche. Sans prétendre faire une œuvre irréprochable et parfaite, elle s'est efforcée d'atteindre le but que vous lui avez indiqué : donner pleinement à connaître Napoléon Ier en action et dans ses écrits, préparer et rassembler un faisceau de documents originaux d'un intérêt incomparable pour éclairer du jour le plus direct les diverses phases de la grande histoire du premier Empire.

Il ne nous appartient pas de juger les Œuvres de Napoléon à Sainte-Hélène; mais ce que nous devons faire, c'est de signaler leur portée réelle.

Napoléon Ier a écrit dans son cruel exil pour la postérité; il s'est résumé dans ses études avec ce style concis, imagé, qui est l'homme tout entier et qui prouve bien qu'il parlait comme il agissait, d'une seule et même âme.

Peu de critiques se sont attaquées à ce qui a été écrit à Sainte-Hélène; mais beaucoup se sont attaquées à l'homme. Dans ces critiques on a pris à partie l'auteur bien plus que l'œuvre, et l'on a répété que Napoléon avait voulu mettre un masque devant l'histoire, qu'il avait voulu se représenter sous un faux jour. La lecture attentive des Œuvres que nous publions, bien plus que

les faibles raisonnements que nous pourrions faire, répondra à ces reproches, et nous irons même plus loin en disant : « Qu'importe à l'histoire quand les paroles de Sainte-Hélène n'auraient point toujours été conformes aux actes mêmes de Napoléon? L'enseignement qu'on doit tirer de l'étude de ces hommes extraordinaires qui apparaissent dans l'humanité à de longs intervalles doit venir non-seulement de ce qu'ils ont fait, mais de ce qu'ils auraient voulu faire, de ce qu'ils ont expliqué, de ce qu'ils ont dit et écrit, surtout quand le malheur s'attachant à l'homme l'a fait en quelque sorte se survivre à lui-même et assister à la postérité. Napoléon, revenu de tout, dégagé finalement de tout intérêt terrestre, les yeux fixés sur l'avenir pendant ses six années de martyre à Sainte-Hélène, donne des conseils à ceux qui peuvent lui succéder, à son pays, à tous les peuples. »

D'une lecture soutenue et suivie, il ressort avec la dernière évidence que la pensée de Napoléon à Sainte-Hélène est une pensée d'émancipation pour l'humanité, de progrès démocratique, d'application des grands principes de notre Révolution. Tels les derniers rayons du soleil couchant derrière l'immensité de l'Océan éclairent le ciel, telle la pensée de Napoléon Ier éclaire l'avenir. Sa croyance, ses conseils suprêmes ont été dirigés vers l'émancipation des peuples et leur liberté.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION,

NAPOLÉON

(JÉRÔME).

La Commission n'a pas publié tout ce que contiennent les éditions précédentes des Œuvres attribuées à Napoléon Ier, parce que, dans certaines parties dont elle n'a pu retrouver le manuscrit original, elle n'a reconnu ni la pensée ni le style de l'Empereur.

ŒUVRES

DE

NAPOLÉON PREMIER

A SAINTE-HÉLÈNE.

SIÉGE DE TOULON[1].

AOUT-DÉCEMBRE 1793.

I. L'escadre, l'arsenal, la ville de Toulon sont livrés aux Anglais (27 août 1793). — II. Investissement de Toulon par l'armée française. — III. Napoléon commande l'artillerie de siége (12 septembre). — IV. Première sortie de la garnison (14 octobre). — V. Conseil de guerre (15 octobre). — VI. Travaux contre le fort Mulgrave, dit *Petit-Gibraltar*. — VII. Le général en chef O'Hara fait prisonnier (30 novembre). — VIII. Le fort Mulgrave pris d'assaut (17 décembre). — IX. Entrée des Français dans Toulon (18 décembre). — X. Napoléon inspecte et fait armer les côtes de la Méditerranée.

I. La Convention nationale commença son règne à la fin de septembre 1792. Elle fut dès ses premières séances déchirée par deux factions, celle de la Montagne et celle de la Gironde. La première avait son foyer dans la capitale; elle était appuyée par tous les jacobins de France; la seconde dominait dans les villes de Lyon, Marseille, Toulon, Montpellier, Nîmes, Bordeaux, Brest, et dans un grand nombre de départements. Le 31 mai 1793, les sections de Paris cernèrent le palais de la Convention, lui dictèrent un décret de proscription contre vingt-deux députés, chefs de la Gironde; depuis, la Montagne triomphante gouverna sans opposition. Soixante et dix départements, indignés, coururent aux armes : le peuple de Paris avait, disaient-ils, usurpé la souveraineté nationale; ils levèrent des bataillons et commencèrent la guerre civile. Mais la Mon-

[1] Cette dictée est reproduite d'après le manuscrit original portant des corrections de la main de Napoléon Ier, et communiqué par Sa Majesté l'Empereur Napoléon III.

tagne, maîtresse de la Convention et de la capitale, soutenue par les sociétés populaires et par les armées, disposant en outre du trésor et de la planche aux assignats, se joua des vaines menaces des fédéralistes.

La petite armée que le Calvados fit marcher sur Paris fut défaite par quelques escadrons de gendarmes.

En peu de semaines toute la République fut pacifiée, hormis Lyon, Marseille, Toulon et quelques villes du Languedoc. Lyon, assiégé par une partie de l'armée des Alpes et par des bataillons de volontaires levés en Bourgogne et en Auvergne, fit une longue et brillante résistance; sa garde nationale était organisée de longue main; 3,000 réfugiés des provinces du Midi, parmi lesquels se trouvaient bon nombre d'anciens officiers, s'y étaient enrôlés. Marseille et Toulon firent marcher 6,000 gardes nationaux; Montpellier et Nîmes, 4,000. Ces deux divisions devaient se réunir à Orange, et de là se porter au secours de Lyon. Les représentants du peuple à l'armée des Alpes détachèrent de Grenoble 2,000 hommes d'infanterie de ligne, 500 Allobroges à cheval et deux batteries d'artillerie, sous les ordres du colonel Carteaux. Cette petite colonne descendit la rive gauche du Rhône, rencontra l'avant-garde des Marseillais à Orange, la mit en fuite, se porta sur Pont-Saint-Esprit, dispersa l'avant-garde des Nîmois, occupa le château, marcha sur Avignon, en chassa, le 16 juillet, l'armée marseillaise, qui repassa en toute hâte la Durance. Dans un petit combat, le général des fédéralistes fut fait prisonnier; c'était un ancien dragon, maître culottier à Marseille. Carteaux s'avança sur Aix, s'empara, le 20 août, de cette capitale de la Provence, attaqua le 24 août le camp des fédérés, retranché et armé de vingt-six pièces de gros canon sur les hauteurs de Septèmes, le força et entra dans Marseille, qui, depuis le 21 août, était en proie à toutes les fureurs de la guerre civile. Les sections nos 9, 11, 12, 13, 14 s'étaient déclarées pour la Montagne; elles avaient sommé la municipalité de reconnaître la Convention, ce qui avait été rejeté avec indignation; on courut aux armes. Le combat durait encore lorsque les fuyards du camp de Septèmes annoncèrent la perte de la bataille; au même moment les Allobroges se saisirent de la porte d'Aix: les chefs des fédéralistes, épouvantés, abandonnèrent en toute hâte l'hôtel de ville, ne songeant plus qu'à leur salut; ils se réfugièrent à Toulon, accompagnés d'un millier d'hommes.

On avait su à Toulon, le 22 août, l'entrée de Carteaux à Aix. A cette nouvelle, les sections ne gardèrent plus de mesure; elles arrêtèrent et enfermèrent au fort Lamalgue les représentants du peuple

Bayle et Beauvais, qui y étaient en mission. Les représentants Fréron, Barras et le général Lapoype, qui y étaient de passage, ne s'échappèrent de la ville qu'après avoir couru bien des dangers; ils arrivèrent à Nice, quartier général de l'armée d'Italie. Les autorités de Toulon étaient toutes compromises; elles avaient également pris part à la révolte : la municipalité, le directoire du département, l'ordonnateur de la marine, la plupart des employés de l'arsenal, le vice-amiral Trogoff [1], commandant l'escadre, une grande partie des officiers, tous se sentaient également coupables; et, sachant à quels ennemis ils avaient affaire, ils ne virent plus de salut pour eux que dans une trahison bien infâme : ils livrèrent l'escadre, le port, l'arsenal, la ville, les forts, aux puissances coalisées ennemies de la France. L'escadre, forte de dix-huit vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, était mouillée en rade; trahie par son amiral, elle resta fidèle et se défendit contre les flottes anglaise et espagnole; mais, abandonnée par la terre, menacée par ces mêmes batteries de côte qui la devaient protéger, elle dut céder. Le contre-amiral Saint-Julien et quelques officiers fidèles purent à peine se sauver. Elle fut la proie de l'ennemi, ainsi que les treize vaisseaux de ligne qui étaient dans les bassins, et les magasins de l'arsenal, qui étaient bien approvisionnés.

Les amiraux anglais et espagnol occupèrent d'abord Toulon avec 5,000 hommes, qu'ils détachèrent de leurs équipages; ils y arborèrent le pavillon blanc, et en prirent possession au nom des Bourbons. Il leur arriva des troupes d'Espagne, de Naples, de Piémont et de Gibraltar; à la fin de septembre la garnison était de 14,000 hommes : 3,000 Anglais, 4,000 Napolitains, 2,000 Sardes et 5,000 Espagnols. Ils désarmèrent alors les gardes nationales de Toulon, qui leur étaient devenues suspectes, licencièrent les équipages de l'escadre française, embarquèrent 5,000 matelots bretons ou normands, qui leur donnaient de l'inquiétude, sur quatre vaisseaux de ligne français, qu'ils armèrent en flûte et qu'ils envoyèrent à Rochefort et à Brest. L'amiral Hood sentit le besoin, pour assurer son mouillage dans les rades, d'établir des fortifications sur la hauteur du cap Brun, qui domine la batterie de côte de ce nom, et sur la sommité du promontoire du Caire, qui commande les batteries de l'Éguillette et de Balaguier, lesquelles maîtrisent la grande et la petite rade. La garnison s'étendit d'un côté jusqu'à Saint-Nazaire et au delà des gor-

[1] Le comte de Trogoff de Kerlessy, né à Lanmeur (Finistère), était contre-amiral, lorsqu'il commandait, à Toulon, la flotte française, livrée aux Anglo-Espagnols le 27 août 1793.

ges d'Ollioules, de l'autre jusqu'à la Valette et Hyères. Toutes les batteries de côte, depuis celles de Bandol jusqu'à celles de la rade d'Hyères, furent désarmées et détruites. Les ennemis occupèrent les îles d'Hyères.

II. Aussitôt que le général Carteaux fut instruit de l'entrée des Anglais à Toulon, il porta son quartier général à Cuges et son avant-garde au Beausset, ses avant-postes à l'entrée des gorges. Les habitants de ces deux petites villes s'armèrent et montrèrent beaucoup de zèle. La division Carteaux se montait en tout à 12,000 hommes de bonnes et mauvaises troupes, sur lesquelles il fut obligé d'en laisser 4,000 à Marseille et sur les différents points de la côte. Il n'osa point, avec 8,000 qui lui restaient, passer les gorges ; il se contenta de les observer. Mais les représentants Fréron et Barras, arrivés à Nice, requirent le général Brunet, commandant l'armée d'Italie, de détacher 5,000 hommes contre Toulon, sous les ordres du général Lapoype. Lapoype plaça son quartier général à Solliès et ses avant-postes à la Valette. Les divisions Carteaux et Lapoype n'avaient aucune communication entre elles; elles étaient séparées par le groupe des montagnes du Faron. Dès que Carteaux se vit soutenu par la division Lapoype, il attaqua les gorges d'Ollioules, s'en empara, le 8 septembre, après un combat de quelques heures, porta son quartier général au Beausset et son avant-garde au delà des gorges d'Ollioules. Le chef de bataillon Dommartin, commandant de l'artillerie, officier distingué, fut dans ce combat grièvement blessé. Les divisions de Carteaux et de Lapoype étaient indépendantes ; elles appartenaient à deux armées différentes, la première à l'armée des Alpes, la seconde à l'armée d'Italie. Lapoype avec sa droite observait le fort et la montagne du Faron, avec son centre couvrait la chaussée de la Valette, et avec sa gauche les hauteurs du cap Brun; il réarma le fort Brégançon et les batteries de la rade d'Hyères. Carteaux avec sa gauche bloqua le fort des Pomets, avec son centre les forts Rouge et Blanc, avec sa droite le fort Malbousquet ; sa réserve occupa Ollioules, et un détachement, Six-Fours ; il fit réarmer les batteries de Saint-Nazaire et de Bandol. L'ennemi resta maître de toute la montagne du Faron jusqu'au fort Malbousquet, de toute la presqu'île des Sablettes et du promontoire du Caire jusqu'au village de la Seyne.

III. La trahison qui avait mis au pouvoir des Anglais la flotte de la Méditerranée, l'arsenal et la ville de Toulon, consterna la Con-

vention. Elle nomma le général Carteaux commandant en chef de l'armée de siége. Le Comité de salut public fit demander un ancien officier d'artillerie capable de diriger l'artillerie du siége : Napoléon fut désigné ; il était alors chef de bataillon d'artillerie [1]. Il reçut l'ordre de se rendre en toute diligence au quartier général de l'armée devant Toulon pour y organiser et commander le parc et l'artillerie. Il arriva au Beausset le 12 septembre, se présenta au général Carteaux, et ne tarda pas à s'apercevoir de son incapacité. De colonel, commandant la petite colonne envoyée contre les fédéralistes, cet officier venait d'être promu, dans l'espace de trois mois, aux grades de général de brigade, de général de division et de général en chef ; il n'avait aucune notion d'une place et des opérations d'un siége.

L'artillerie de l'armée consistait en deux batteries de campagne, que commandait le capitaine Sugny, venu de l'armée d'Italie avec le général Lapoype; en trois batteries d'artillerie à cheval et à pied, que commandait le chef de bataillon Dommartin (absent, ayant été blessé au combat d'Ollioules), et qui étaient alors dirigées par d'anciens sergents d'artillerie; et en huit pièces de 24 tirées de l'arsenal de Marseille. Depuis seize jours que Toulon était au pouvoir de l'ennemi, rien n'avait encore été fait pour organiser l'équipage de siége.

Le 13 septembre, à la pointe du jour, le général en chef conduisit Napoléon à une batterie qu'il avait fait établir pour brûler l'escadre anglaise. Cette batterie était placée au débouché des gorges d'Ollioules, un peu à droite de la chaussée, sur une petite hauteur, à 2,000 toises du rivage de la mer; elle était composée de huit pièces de 24, qu'il supposait devoir brûler l'escadre mouillée à 400 toises du rivage, c'est-à-dire à une grande lieue de la batterie. Les grenadiers de Bourgogne et du premier bataillon de la Côte-d'Or, disséminés dans les bastides voisines, étaient occupés à chauffer des boulets avec des soufflets de cuisine; il est difficile de s'imaginer rien de plus ridicule.

Napoléon fit parquer les huit pièces de 24 de la batterie, prit toutes les mesures pour organiser l'artillerie, et en moins de six semaines il réunit cent pièces de gros calibre, des mortiers à grande portée, des pièces de 24 abondamment approvisionnées ; il organisa des ateliers, fit rappeler plusieurs officiers du corps de l'artillerie

[1] Sur les états de service de Napoléon conservés aux archives du ministère de la guerre, on voit que sa nomination de chef de bataillon est du 28 vendémiaire an II (19 octobre 1793). Il fut classé en cette qualité au 2e régiment d'artillerie à pied, alors en garnison à Besançon.

qui, par les événements de la révolution, s'étaient retirés dans leurs foyers, entre autres le chef de bataillon Gassendi, qu'il mit à la tête de l'arsenal de Marseille; il établit deux batteries sur le bord de la mer, dites *batteries de la Montagne* et *des Sans-Culottes;* elles obligèrent, après de vives canonnades, les vaisseaux ennemis à s'éloigner et à évacuer la petite rade. Aucun officier du génie n'était attaché au siége dans ces premiers mois; il était obligé de faire le service de commandant du génie et de l'artillerie, de directeur du parc; il allait tous les jours aux batteries.

IV. Le 14 octobre, les assiégés sortirent au nombre de 4,000 hommes, pour s'emparer de la batterie de la Montagne et de celle des Sans-Culottes, qui inquiétaient leurs escadres. Une colonne déboucha par le fort Malbousquet et prit position à mi-chemin de Malbousquet à Ollioules; une autre longea la mer pour arriver au cap Bréga, où étaient placées ces batteries. Le commandant d'artillerie accourut au milieu du feu avec l'aide de camp de Carteaux, Almeiras, bon officier, depuis général de division. Il avait inspiré une telle confiance aux troupes, qu'aussitôt qu'elles l'aperçurent il y eut un cri unanime pour lui demander des ordres. Il fut ainsi investi par le vœu du soldat de l'exercice du commandement, quoiqu'il y eût des généraux présents. Le résultat répondit à la confiance de l'armée. La sortie de l'ennemi fut d'abord contenue, ensuite repoussée dans la place; les batteries furent sauvées. Il se forma dès ce moment une idée des troupes coalisées. Les Napolitains, qui composaient une partie de leurs forces, étaient mauvais; ils étaient toujours mis à l'avant-garde.

Du côté de l'est, Lapoype avait des escarmouches journalières avec les postes de l'ennemi placés sur le revers du Faron. Le 1er octobre, il les avait repoussés, était parvenu sur la montagne, mais avait été arrêté par le fort et, peu d'heures après, chassé de la crête et forcé de rentrer dans son camp. Le 15 octobre, il fut plus heureux; il attaqua la hauteur du cap Brun et l'emporta après un vif engagement.

V. A la fin de septembre on avait tenu un conseil de guerre à Ollioules pour décider de quel côté devait être la principale attaque. Devait-elle se faire du côté de l'est ou de l'ouest? sur le terrain occupé par la division Lapoype ou sur celui occupé par la division Carteaux? Les opinions furent unanimes qu'il fallait attaquer par l'ouest et réunir le grand parc de siége à Ollioules. Du côté de l'est,

Toulon est couvert par le fort Faron et le fort Lamalgue; du côté de l'ouest, il ne l'est que par le fort Malbousquet, qui n'est qu'un fort de campagne.

Un second conseil eut lieu le 15 octobre; on y lut un plan, envoyé de Paris, sur la conduite du siége; il était approuvé par le comité du génie et rédigé par le général d'Arçon. Il supposait l'armée forte de 60,000 hommes et abondamment fournie de tout le matériel nécessaire. Il voulait qu'elle s'emparât d'abord de la montagne et du fort Faron, des forts Rouge et Blanc, de celui de Sainte-Catherine, et qu'ensuite elle ouvrît la tranchée sur les fronts du milieu de l'enceinte de Toulon, négligeant également le fort Lamalgue et le fort Malbousquet. Mais l'ennemi était établi solidement au fort Faron, et les localités étaient telles qu'il n'était pas facile d'y ouvrir la tranchée. D'ailleurs, en supposant cela fait, les opérations subséquentes auraient entraîné dans des longueurs qui eussent donné le temps aux assiégés de recevoir les renforts qu'ils attendaient pour faire lever le siége et envahir la Provence.

Le commandant d'artillerie proposa un plan tout différent. Il posa en principe que, si l'on pouvait bloquer Toulon par mer comme il l'était par terre, cette place tomberait d'elle-même, parce que les ennemis préféreraient s'approprier les trente et un vaisseaux de guerre français, mettre le feu aux magasins, détruire l'arsenal, faire sauter les jetées du bassin et évacuer la ville, plutôt que d'y abandonner une garnison de 15,000 hommes, qui, une fois bloqués, seraient obligés de capituler plus tôt ou plus tard, et qui alors, pour obtenir une capitulation honorable, seraient forcés de remettre l'escadre, l'arsenal, les magasins, les fortifications intacts. Or il était facile de bloquer Toulon par mer, en obligeant l'escadre d'évacuer les grande et petite rades; il suffisait pour cela de placer une batterie de trente pièces de 36 ou de 24, quatre de 16 à boulets rouges et dix mortiers à la Gomer, à l'extrémité du promontoire de l'Éguillette, et une seconde de pareille force au promontoire de Balaguier; ces deux batteries ne seraient éloignées que de 700 toises de la Grosse Tour, et elles jetteraient des bombes, des obus, des boulets sur toute l'étendue de la petite et de la grande rade. Le général Marescot, alors capitaine du génie, qui arrivait pour commander cette arme, ne partageait pas ces espérances; mais il convenait de l'à-propos de chasser l'escadre anglaise et de bloquer Toulon, ce qu'il regardait comme un préalable indispensable pour pouvoir ensuite conduire les attaques avec la rapidité et la vigueur convenables.

Mais déjà les généraux ennemis avaient senti l'importance des

caps de Balaguier et de l'Éguillette ; ils travaillaient depuis un mois au fort Mulgrave, sur la hauteur du promontoire du Caire; ils n'avaient rien négligé et ne négligeaient rien pour le rendre formidable. Les équipages des vaisseaux, toutes les ressources en bois et en ouvriers qu'offrait l'arsenal de Toulon, ils les avaient prodigués et les prodiguaient encore tous les jours. Déjà ce fort justifiait le surnom qu'ils lui avaient donné de *Petit-Gibraltar*.

Le surlendemain de son arrivée à l'armée, Napoléon avait été à la position du Caire, que l'ennemi n'occupait pas encore, et, ayant conçu sur-le-champ son projet, il s'était rendu chez le général en chef et lui avait offert de le faire entrer dans Toulon avant huit jours; que pour cela il fallait occuper en force la position du Caire, de manière que l'artillerie pût sur le-champ placer des batteries à l'extrémité des caps de l'Éguillette et de Balaguier. Le général Carteaux n'était capable ni de comprendre ni d'exécuter un pareil plan; il chargea cependant le brave adjudant général Delaborde, depuis général de la Garde impériale, de s'y porter avec 400 hommes. Mais peu de jours après l'ennemi débarqua 4,000 hommes, chassa le général Delaborde et commença à élever le fort Mulgrave. Pendant les huit premiers jours, le commandant d'artillerie ne cessa de demander que l'on renforçât Delaborde, afin qu'il pût chasser les ennemis de ce point; il ne put l'obtenir. Carteaux ne se croyait pas assez fort pour s'étendre sur sa droite, ou plutôt il n'en comprenait pas l'importance. A la fin d'octobre, les choses étaient bien changées : on ne pouvait plus penser à brusquer l'attaque de cette position; il fallait établir de bonnes batteries de canons et de mortiers, raser les ouvrages et faire taire l'artillerie de ce fort.

Toutes ces idées furent adoptées par le conseil. Le commandant d'artillerie eut ordre de faire toutes les dispositions pour les détails de son arme; il y travailla sans retard et avec la plus grande activité.

Cependant il se trouvait journellement contrarié par l'ignorance de l'état-major, qui voulait sans cesse le distraire du plan arrêté en conseil, pour employer ses canons dans une direction opposée, soit pour battre sans but des forts, soit pour essayer de jeter quelques projectiles dans la ville et brûler quelques maisons.

Un jour le général en chef le conduisit sur une hauteur entre le fort Malbousquet et les forts Rouge et Blanc, et lui proposa d'y établir une batterie qui les battrait à la fois. Il essaya en vain de lui expliquer que c'était en plaçant trois ou quatre batteries contre un fort, de manière que les feux convergeassent, que l'assiégeant avait

l'avantage sur le feu des assiégés, et que de pauvres batteries construites en terre et à la hâte l'emporteront sur des batteries construites avec soin et ayant le relief de fortifications permanentes; que cette batterie, construite entre trois forts, serait rasée dans un quart d'heure, et que les canonniers en seraient tous tués. Carteaux, ayant toute la présomption de l'ignorance, insista, et, quelles que soient les rigueurs de la discipline militaire, cet ordre ne fut pas exécuté, parce qu'il n'était pas exécutable.

Une autre fois ce général lui ordonna de construire une batterie, toujours dans la direction opposée au plan général, et sur une terrasse en avant d'une bastide où il n'y avait pas le recul nécessaire pour les pièces. Les décombres de la maison l'eussent rendue intenable pour les canonniers. Il fallut encore désobéir.

Les batteries des Sans-Culottes et de la Montagne fixaient l'attention de l'armée et de tout le Midi. Le feu y était épouvantable. Plusieurs chaloupes anglaises avaient été coulées bas; plusieurs frégates avaient été dématées; quatre vaisseaux de ligne avaient été si considérablement endommagés, qu'ils avaient dû entrer dans le bassin pour se réparer. Le général en chef, profitant d'un moment où le commandant d'artillerie s'était absenté vingt-quatre heures pour aller visiter l'arsenal de Marseille et presser le départ de quelques objets indispensables, ordonna l'évacuation de cette batterie, sous le prétexte qu'on y perdait beaucoup de canonniers. A neuf heures du soir, l'évacuation commençait, lorsqu'il arriva. Il fallut encore désobéir.

Il existait à Marseille une vieille coulevrine qui était un objet de curiosité; on mit dans la tête de l'état-major que la reddition de Toulon tenait à cette coulevrine; qu'elle avait des propriétés merveilleuses; qu'elle portait au moins à deux lieues : le commandant de l'artillerie s'assura que cette coulevrine, qui était extrêmement pesante, était chambrée et ne pouvait rendre aucun service. Cependant il fallut se donner beaucoup de peine et sacrifier beaucoup de moyens pour traîner cette antiquaille, avec laquelle on tira seulement quelques boulets.

Fatigué et tourmenté de tant de contrariétés, Napoléon écrivit au général en chef pour lui demander qu'il lui fît connaître ses idées générales et qu'il lui en laissât l'exécution pour les détails de son arme : Carteaux répondit que le plan auquel il s'attachait définitivement était que le commandant de l'artillerie chauffât Toulon pendant trois jours, après quoi il le ferait attaquer par trois colonnes. A côté de ces phrases singulières le commandant de l'artillerie mit

ce qu'on devait faire pour s'emparer de cette ville, en répétant ce qu'il avait dit au conseil de guerre ; il remit ce mémoire au représentant Gasparin. C'était un homme d'esprit : Napoléon en faisait cas et lui a eu des obligations pendant ce siége. Celui-ci expédia ce plan à Paris par un courrier extraordinaire, qui rapporta l'ordre à Carteaux de quitter sur-le-champ l'armée de siége et de se rendre à celle des Alpes. Lyon venait d'être pris ; le général Doppet, qui y commandait l'armée, fut nommé pour le remplacer. Le général Lapoype, comme le plus ancien général, prit le commandement par intérim. Il établit, le 15 novembre, son quartier général à Ollioules. Pendant le peu de jours qu'il commanda, il mérita l'estime de l'armée.

VI. Le commandant de l'artillerie fit construire neuf batteries de canons et de mortiers, deux de plein fouet sur deux mamelons parallèles, dits *des Quatre-Moulins* et *des Sablettes,* éloignés du fort Mulgrave, protégeant les trois batteries des Hommes-sans-peur, des Braves et des Patriotes-du-Midi, placées à 100 toises des retranchements du fort, mais dominées. Les batteries de Bréga battaient l'isthme des Sablettes et l'anse du Lazaret. La canonnade était journalière ; elle avait pour but de retarder les travaux que l'ennemi faisait pour donner un nouveau degré de force au Petit-Gibraltar. Les batteries assiégeantes ne tardèrent pas à acquérir la supériorité, ce qui décida les assiégés à faire une sortie pour les détruire. Ils débouchèrent, le 8 novembre, sur la batterie des Sablettes et sur la batterie des Moulins ; ils furent repoussés à cette dernière, mais ils enlevèrent et enclouèrent la batterie des Sablettes. L'adjudant général Victor, depuis duc de Bellune, qui commandait cette batterie, la reprit quelques jours après.

Le général en chef Doppet arriva au siége le 10 novembre : il était Savoyard, médecin, ayant plus d'esprit que Carteaux, mais aussi ignorant dans tout ce qui tenait à l'art de la guerre ; c'était un coryphée de la société des jacobins, ennemi de tout ce qui avait du talent. Peu de jours après son arrivée, une bombe anglaise mit le feu à un magasin à poudre de la batterie de la Montagne ; le commandant de l'artillerie s'y trouvait ; il y courut de grands dangers ; plusieurs canonniers furent tués. Se rendant le soir chez le général en chef pour lui rendre compte de cet accident, il le trouva verbalisant, voulant prouver que c'étaient des aristocrates qui avaient mis le feu à ce magasin.

Le lendemain, un bataillon de la Côte-d'Or se trouvant de tran-

chée au fort Mulgrave, indigné des mauvais traitements que des Espagnols faisaient endurer à un volontaire qu'ils avaient fait prisonnier, courut aux armes et marcha au fort; le régiment de Bourgogne le suivit; toute la division du général Brulé fut entraînée; une épouvantable canonnade et une vive fusillade s'engagèrent. Le commandant de l'artillerie se trouvait au quartier général : il se rendit chez le général en chef, mais lui-même ignorait la raison de cet événement; ils y coururent. Il était quatre heures après midi. L'opinion du commandant d'artillerie fut que, *puisque le vin était tiré, il fallait le boire,* qu'il en coûterait moins pour pousser l'attaque à fond que pour battre en retraite. Le général lui donna ordre de se porter à la tête de l'attaque pour la diriger. Nos tirailleurs couvraient tout le promontoire et avaient enveloppé le fort, et le commandant d'artillerie formait deux compagnies de grenadiers en colonne pour pénétrer par la gorge, lorsque le général en chef, ayant eu un de ses aides de camp tué près de lui, quoique assez loin du feu, fit battre la retraite. Les tirailleurs, apercevant ce mouvement rétrograde et entendant la retraite, se découragèrent : l'attaque fut manquée. Napoléon arriva près du général en chef, le visage couvert de sang d'une légère blessure qu'il avait reçue au front et qui n'était pas encore pansée; il lui dit : *Le jean-foutre qui a fait battre la retraite nous a fait manquer Toulon.* Les soldats, qui venaient de perdre bon nombre de leurs camarades dans la retraite, témoignèrent leur mécontentement; ils parlaient hautement de se porter à des voies de fait contre le général en chef : *Quand cessera-t-on de nous envoyer des peintres et des médecins pour nous commander?* Huit jours après Doppet fut envoyé à l'armée des Pyrénées; il signala son arrivée en faisant guillotiner grand nombre de généraux.

Doppet avait amené avec lui de Lyon le vieux général de division Duteil pour commander l'artillerie du siége; mais Napoléon avait une mission *ad hoc* du gouvernement; il fut maintenu dans le commandement. Il y avait dans l'artillerie deux généraux de ce nom : l'aîné, qui a longtemps commandé l'école d'Auxonne, était un excellent officier d'artillerie; son école était la seule où les officiers fussent à même de s'instruire. En 1788 il y distingua Napoléon, alors lieutenant d'artillerie, et pressentit ses talents militaires. Ce général ne partagea pas l'opinion nationale; il était déjà fort âgé, mais bon Français; il refusa cependant d'émigrer et resta à son poste; il commanda l'artillerie au siége de Lyon, sous Kellermann. Après la prise de cette ville, il ne put échapper au comité de surveillance de Collot-d'Herbois et de Fouché; il fut traduit au tribunal révolutionnaire et

condamné à mort. Son jugement était motivé sur les retards qu'il avait mis à envoyer l'artillerie pour le siége de Toulon. C'est en vain qu'il produisit les lettres de remercîment que lui écrivait Napoléon pour le bon ordre et l'activité qu'il avait mis dans l'envoi de ces convois.

Le général Duteil cadet était d'un caractère tout opposé, n'entendant rien à l'artillerie; c'était un bon homme. Arrivé devant Toulon, il fut fort aise de se trouver débarrassé d'une fonction qu'il était incapable de remplir, et que les circonstances rendaient bien chanceuse. Il est depuis mort à Metz, commandant d'armes.

Le vœu du soldat fut exaucé : le brave Dugommier prit, le 20 novembre, le commandement de l'armée. Il avait quarante ans de service, était né un des riches colons de la Martinique. Officier retiré au moment de la révolution, il se mit à la tête des patriotes et défendit la ville de Saint-Pierre; chassé de l'île lorsque les Anglais y entrèrent, il perdit tous ses biens. Il était employé comme général de brigade à l'armée d'Italie, lorsque les Piémontais, voulant profiter de la diversion du siége de Toulon, méditèrent de passer le Var et d'entrer en Provence; il les battit au camp de Gilette, ce qui les décida à reprendre leurs lignes. Il avait toutes les qualités d'un vieux militaire; extrêmement brave de sa personne, il aimait les braves et en était aimé; il était bon, quoique vif, très-actif, juste, avait le coup d'œil militaire, le sang-froid et de l'opiniâtreté dans le combat.

VII. L'armée de Lyon fut partagée entre les armées des Alpes, des Pyrénées et de Toulon. Ce secours ne fut pas aussi considérable qu'il aurait pu l'être; l'armée de siége, après l'avoir reçu, n'était encore que de 30,000 hommes sous les armes, de bonnes et mauvaises troupes. Le général O'Hara, commandant en chef les coalisés, attendait un renfort de 12,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux; il nourrissait l'espoir de faire lever le siége, de s'emparer du parc d'Ollioules, de tourner l'armée française d'Italie, de se joindre avec l'armée piémontaise, et d'établir ses quartiers d'hiver sur la Durance, en s'emparant de toute la Provence. Cette province manquait de vivres, et, quelques tentatives qu'eussent faites les négociants de Marseille, l'occupation de Toulon par l'ennemi et la présence des escadres anglaise, espagnole et napolitaine dans la Méditerranée, rendaient leurs efforts infructueux. Cette partie de la République n'espérait de salut que dans la prompte reddition de Toulon, et cependant, depuis quatre mois que ce siége était commencé, on en était, disait-on, à canonner une redoute de campagne, étrangère

aux fortifications de la place; l'ennemi était paisible possesseur non-seulement de la ville et des forts, mais de tout l'espace compris entre la ville, la montagne du Faron et le fort Malbousquet. Tous les efforts des assiégeants étaient faits dans une direction opposée à la ville, ce qui excitait une désapprobation générale. On croyait que le siége n'était pas encore commencé, puisque la tranchée n'était pas encore ouverte contre les forts et les ouvrages de fortification permanente. Les autorités constituées qui résidaient à Marseille, ne connaissant les projets du siége de Toulon que par la commune renommée, alarmées de la disette qui allait en croissant, proposèrent à la Convention de lever le siége, d'évacuer la Provence et de repasser la Durance. « Aujourd'hui, disaient-elles, nous sommes maîtres d'opérer cette retraite avec ordre; plus tard nous serons obligés de la faire précipitamment et avec perte. Les ennemis, maîtres de la Provence, seront obligés de la nourrir, et, au printemps, l'armée bien reposée repassera la Durance, attaquera l'ennemi comme François Ier le fit contre Charles-Quint. » Cette lettre arriva à Paris peu de jours avant la nouvelle de la prise de Toulon, ce qui démontra assez combien le plan d'opérations qui a été suivi à ce siége, quoique si simple et si évident dans ses résultats, était peu compris.

Les batteries étaient disposées, tout était prêt pour attaquer le fort Mulgrave; le commandant d'artillerie jugea convenable d'élever une batterie sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malbousquet, afin que, le lendemain du jour où le Petit-Gibraltar serait pris, elle pût ouvrir son feu. Il calculait que cette attaque, pendant la discussion du conseil de guerre que tiendraient les assiégés pour décider le parti à prendre, produirait un grand effet moral. Pour étonner, il fallait surprendre, et, par conséquent, que l'ennemi ignorât l'existence de cette batterie; à cet effet il l'avait masquée par un rideau de branches d'olivier, ce qui avait réussi. Mais le 29 novembre, à quatre heures après midi, les représentants du peuple s'y rendirent; elle était armée de huit pièces de 24 et de quatre mortiers; elle avait reçu le nom de *la Convention;* ils demandèrent aux canonniers ce qui empêchait qu'on commençât le feu : les canonniers répondirent qu'ils étaient prêts, que leurs canons feraient un excellent effet. Les représentants les autorisèrent à tirer. Le commandant d'artillerie, qui se trouvait au quartier général, étonné d'entendre le feu, ce qui était contraire à ses projets, se rendit chez le général en chef pour se plaindre. Le mal était fait, il était sans remède.

Le lendemain, à la pointe du jour, O'Hara sortit à la tête de

7,000 hommes, passa le ruisseau de Las, sous le fort Saint-Antoine, culbuta tous les postes qui défendaient cette batterie, s'en empara et l'encloua. La générale battit à Ollioules, où l'alarme fut très-vive. Dugommier et le commandant d'artillerie montèrent à cheval. Dugommier se porta dans la direction de l'attaque, rallia les troupes et envoya des ordres pour faire avancer ses réserves. Le commandant d'artillerie plaça sur les différentes positions des canons de campagne pour protéger la retraite et retarder le mouvement de l'ennemi, qui menaçait le parc d'Ollioules. Ces dispositions faites, il se rendit sur une hauteur vis-à-vis de la batterie. Il avait fait creuser un boyau de cette hauteur au pied de l'épaulement, au travers du vallon qui les séparait, pour l'approvisionnement de la batterie; une grande quantité de branches d'olivier le recouvrait. L'armée ennemie était rangée en bataille sur la droite et sur la gauche, et un groupe d'officiers d'état-major était sur la plate-forme. Il prit le bataillon qui se trouvait là en position, se glissa dans le boyau; arrivé au pied de l'épaulement sans avoir été aperçu par l'ennemi, il ordonna une décharge sur les troupes de la droite, une autre sur celles de la gauche; c'étaient les Napolitains de ce côté, de l'autre les Anglais. Les Napolitains firent feu sans voir d'ennemi, croyant que les Anglais avaient tiré sur eux. Au même moment, un officier portant l'uniforme rouge, qui se promenait froidement sur la plate-forme, monta sur l'épaulement pour découvrir d'où venait cet accident : un coup de fusil, parti du boyau, lui cassa le bras : il tomba au pied du talus; les soldats le tirèrent à eux et le portèrent dans le boyau : c'était le général en chef anglais O'Hara. Il disparut ainsi au milieu de son armée sans qu'elle s'en aperçût; il remit son épée, fit connaître son grade au commandant d'artillerie, qui le garantit de toute insulte. Au même moment Dugommier, après avoir rallié les troupes, avait débordé la droite de l'ennemi et menaçait de couper ses communications avec la ville, ce qui le décida à la retraite; elle devint bientôt une fuite; il fut poursuivi l'épée dans les reins jusque devant Toulon et sur le chemin couvert de Malbousquet. Dugommier reçut deux blessures dans cette journée, mais elles furent légères. Le commandant d'artillerie, à cette occasion, fut promu au grade de colonel. Le général Mouret voulut mal à propos profiter de l'élan des troupes pour escalader le fort Malbousquet, ce qui n'était pas faisable. Suchet, depuis maréchal de France, alors chef de bataillon des volontaires de l'Ardèche, s'y fit remarquer.

VIII. Un corps d'élite de 2,500 chasseurs et grenadiers, que

Dugommier avait demandés à l'armée d'Italie, était arrivé; tout prescrivait de ne plus perdre un moment pour s'emparer du promontoire du Caire; il se résolut à donner l'assaut au Petit-Gibraltar. Les députés de la Convention en Provence se réunirent à Ollioules. Le 14 décembre, les batteries françaises commencèrent à faire un feu roulant de bombes et de boulets avec quinze mortiers et trente pièces de gros calibre; il continua toute la journée et la nuit du 15 et du 16, la nuit du 16 au 17. L'artillerie eut les plus heureux effets; les pièces ennemies, plusieurs fois démontées, avaient été remplacées par de nouvelles; les palissades, les épaulements avaient été désorganisés; la grande quantité de bombes qui tombaient dans la redoute avait obligé la garnison à prendre position dehors, en arrière, afin de se mettre à l'abri. Le général en chef résolut donc de marcher à la redoute à une heure du matin; il espérait y entrer en même temps que la garnison. Toute la journée du 16 la pluie tomba par torrents, ce qui contraria divers mouvements des colonnes. Dugommier, augurant mal de ces contrariétés, voulut remettre l'attaque au lendemain; mais, pressé d'un côté par les représentants, qui formaient un comité et se montraient animés de toute l'impatience révolutionnaire, et de l'autre par les conseils du commandant d'artillerie, qui jugea que le mauvais temps n'était pas une circonstance défavorable, il continua ses dispositions. A minuit, tout étant réuni au village de la Seyne, il forma quatre colonnes : deux, faibles, prirent position sur les flancs du promontoire pour observer les deux redoutes de Balaguier et de l'Éguillette; la troisième, composée de troupes d'élite, commandée par Delaborde, marcha droit au Petit-Gibraltar; la quatrième resta en réserve. Dugommier se mit à la tête de l'attaque, arriva au pied du promontoire : les tirailleurs s'engagèrent. L'ennemi avait eu la précaution d'embarrasser les chemins, de manière qu'il eût le temps de faire prendre les armes à son camp, de rentrer dans le fort et de garnir les parapets; il avait plus de tirailleurs qu'on ne l'avait supposé. Une partie de la colonne française s'éparpilla pour les repousser. La nuit était fort obscure. Une fois le mouvement ralenti, la colonne se désorganisa; on arriva cependant au pied du fort, on se logea dans plusieurs flèches; trente ou quarante grenadiers pénétrèrent dans le fort, mais ils furent repoussés par le feu d'un réduit en bois et obligés d'en ressortir. Dugommier, désespéré, se porta sur sa quatrième colonne ou réserve; le commandant d'artillerie marchait à sa tête; il se fit précéder par un bataillon qu'il confia au capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait parfaitement les localités. A trois heures du matin Muiron escalada le fort

à une embrasure par laquelle entrèrent le général Dugommier et le commandant d'artillerie; Delaborde et Guillot entrèrent par un autre côté. Les canonniers se firent égorger sur leurs pièces; la garnison se rallia à sa réserve, sur un mamelon à une portée de fusil du fort; elle s'y reforma et fit trois attaques pour le reprendre. Vers cinq heures du matin elle amena des pièces de campagne; mais le commandant d'artillerie avait fait venir des canonniers et tourner les pièces du fort contre l'ennemi. Au milieu de l'obscurité, de la pluie, d'un vent épouvantable et du désordre, des cadavres, des cris des blessés et des mourants, il eut beaucoup de peine à réorganiser six pièces; mais, aussitôt qu'elles commencèrent le feu, l'ennemi renonça à ses attaques et battit en retraite. Peu de moments après, le jour parut. Ces trois heures furent trois heures d'anxiété et d'inquiétude. Ce ne fut qu'au jour, et lorsqu'on était maître du fort depuis longtemps, que les représentants vinrent, le sabre à la main, d'un air décidé et luron, complimenter les soldats. A la pointe du jour on aperçut des bataillons anglais en position sur les mamelons qui dominent l'Éguillette et Balaguier; ils étaient à une portée de canon du Petit-Gibraltar, qui, par sa position sur le sommet du promontoire, les dominait. L'armée victorieuse passa les deux premières heures du jour à se rallier. Le commandant d'artillerie fit venir quelques batteries de campagne, et à dix heures on descendit sur l'ennemi, qui s'embarqua avec précipitation sous la protection de ses bâtiments de guerre. A midi il était entièrement chassé du promontoire, et les Français en étaient maîtres.

Ces deux forts ne sont que des batteries en maçonnerie, tout à fait au bord de la mer, ayant à leur gorge une grosse tour servant de logement et de réduit, dont la plate-forme même est dominée à 20 toises par les mamelons du promontoire. Ces batteries n'étaient point destinées à faire une défense du côté de terre contre un ennemi qui aurait du canon. Soixante bouches à feu de 24 et vingt mortiers étaient parqués sur leurs porte-corps et leurs camions, à une portée de canon, au village de la Seyne, parce qu'il était important de les mettre sur-le-champ en action. Cependant le commandant d'artillerie se refusa à se placer dans les deux batteries, parce que les parapets étaient en pierre, et que la tour qui servait de gorge était tellement près que les ricochets des boulets et les débris de la tour auraient tué les canonniers. Il traça des batteries sur les hauteurs; il fallut le reste du jour pour les construire. Quelques pièces de 12 et quelques obusiers commencèrent le feu contre les chaloupes lorsqu'elles voulaient passer de la petite à la grande rade. La plus grande alarme

régnait dans la rade; les vaisseaux avaient levé l'ancre, le temps était brumeux et menaçait de sauter au libeccio [1], vent qui dure trois jours et souffle avec force; il eût empêché pendant ce temps les escadres coalisées de sortir des rades et eût entraîné leur entière destruction.

Cet assaut coûta 1,000 hommes tués ou blessés à l'armée républicaine. Le commandant d'artillerie eut un cheval tué par la batterie du Petit-Gibraltar; la veille de l'attaque, il avait été jeté à terre et meurtri. A l'entrée du village de la Seyne, le matin, au moment de l'assaut, en entrant par une embrasure, il reçut d'un canonnier anglais un coup de lance qui le blessa légèrement au mollet. Le général Delaborde et le capitaine Muiron furent blessés grièvement. La perte de l'ennemi, en tués, blessés ou prisonniers, s'éleva à 2,500 hommes.

IX. Après avoir tracé les batteries et donné tous les ordres nécessaires au parc, le commandant d'artillerie se porta à la batterie de la Convention pour attaquer le fort Malbousquet. Il dit aux généraux : *Demain, ou après au plus tard, vous souperez dans Toulon;* ce qui devint sur-le-champ un objet de discussion; quelques-uns l'espéraient; le plus grand nombre n'y comptaient pas, quoique tous fussent fiers de la victoire que l'on avait obtenue.

Aussitôt que l'amiral anglais eut connaissance de la prise du Petit-Gibraltar, il envoya ordre aux troupes de tenir aux forts de l'Éguillette et de Balaguier, afin que les renforts qu'il allait envoyer de la ville pussent débarquer et le reprendre, la sûreté de son mouillage en dépendant. A cet effet, il se rendit à Toulon et demanda qu'on débarquât 6,000 hommes pour reprendre ce fort, ou, si l'on ne pouvait le reprendre, pour se retrancher sur les deux mamelons audessus de Balaguier et de l'Éguillette, afin de gagner huit ou dix jours, temps où étaient attendus les renforts. Mais, lorsqu'on lui fit signal à midi que le pavillon tricolore flottait sur les batteries, et que les troupes alliées s'étaient rembarquées, il craignit de se trouver enfermé dans les rades; il ordonna à son escadre de lever l'ancre, d'appareiller, de sortir des rades et de croiser hors de la portée du canon des côtes.

Le conseil de guerre, pendant ce temps-là, se réunit; les procès-verbaux sont tombés dans les mains de Dugommier, qui les compara aux procès-verbaux du conseil français tenu à Ollioules le 15 octobre; il trouva que Napoléon avait tout prévu; ce vieux et brave général se plaisait à le raconter. En effet, ces procès-verbaux disaient :

[1] Vent du sud-ouest.

« Que le conseil avait demandé aux officiers d'artillerie et du génie s'il y avait un point de la grande et petite rade où l'escadre pût mouiller sans être soumise aux bombes et boulets rouges des batteries de l'Éguillette et de Balaguier : que ces deux corps avaient répondu que non.

» Si l'escadre quitte les rades, combien faut-il laisser de garnison à Toulon? Combien de temps pourra-t-elle se défendre? Réponse : Il faut 18,000 hommes, qui pourront se défendre au plus quarante jours, s'ils ont des vivres.

» Troisième question : N'est-il pas conforme aux intérêts des alliés d'abandonner de suite la ville, en mettant le feu à tout ce que l'on ne peut pas emporter? Le conseil de guerre opine unanimement à l'évacuation : la garnison qu'on laisserait dans Toulon serait sans retraite; elle ne pourrait plus recevoir de secours; elle manquerait de plusieurs approvisionnements indispensables; d'ailleurs, quinze jours plus tôt ou plus tard, elle serait obligée de capituler, et alors forcée de restituer l'arsenal, la flotte et les établissements intacts. »

La nouvelle se répandit dans Toulon que le conseil de guerre avait décidé l'évacuation; la surprise et l'alarme furent au dernier point. Les habitants ne s'étaient point aperçus de la prise du Petit-Gibraltar. Ils avaient su qu'il y avait eu une attaque dans la nuit, mais ils n'y avaient attaché aucune importance, et, au moment où ils se flattaient d'être délivrés par l'arrivée des secours qui étaient attendus, ils devaient songer à quitter leurs maisons et leur patrie!

Le conseil de guerre avait ordonné de faire sauter les forts des Pomets et Lamalgue. Le fort des Pomets sauta dans la nuit du 17 au 18. Les forts Faron, Malbousquet, Rouge, Blanc, de Sainte-Catherine, furent évacués dans la même nuit. Le 18 tous ces forts furent occupés.

Le 17, avant le jour, pendant qu'on attaquait le Petit-Gibraltar, Lapoype avait gravi la montagne du Faron après un combat assez chaud, et avait bloqué le fort. Laharpe, depuis général de division, tué à l'armée d'Italie, alors colonel d'Auvergne, se distingua à cette affaire. L'état des choses était si peu connu, que, lorsque l'armée apprit que le fort des Pomets avait sauté, le bruit se répandit que c'était par accident que le feu avait pris au magasin à poudre. Maîtresse du fort Malbousquet et de tous les forts environnant Toulon, hormis Lamalgue, que l'ennemi occupait encore, l'armée s'avança dans la journée du 18 sous les remparts. Plusieurs mortiers jouèrent tout le jour contre la ville.

L'escadre anglaise-espagnole était parvenue à sortir et croisait hors

des rades ; la mer était couverte de chaloupes et de petits bâtiments qui se rendaient à bord de l'escadre ; il fallait passer près des batteries françaises : plusieurs bâtiments, bon nombre de chaloupes furent coulés bas.

Dans la soirée du 18, une épouvantable explosion annonça la destruction du magasin général ; au même moment le feu se manifesta à quatre ou cinq endroits de l'arsenal, et une demi-heure après la rade se couvrit de flammes : c'était l'incendie de neuf vaisseaux de haut bord et quatre frégates françaises ; l'horizon, à plusieurs lieues, en était en feu ; on y voyait comme en plein jour. Ce spectacle était sublime, mais déchirant. On s'attendait à chaque instant à l'explosion du fort Lamalgue ; mais la garnison, craignant de se trouver coupée de la ville, ne se donna pas le temps de charger les mines ; dans la nuit même, les tirailleurs français y entrèrent. La terreur était dans Toulon. La plus grande partie des habitants s'était embarquée en toute hâte ; ce qui en restait s'était barricadé dans les maisons par la crainte des traînards. L'armée assiégeante était rangée en bataille sur les glacis.

Le 18, à dix heures du soir, le colonel Cervoni jeta une porte à terre et entra à la tête d'une patrouille de 200 hommes. Il parcourut toute la ville ; il y régnait le plus grand silence ; le port était encombré de bagages que les habitants n'avaient pas eu le temps d'embarquer. Il courut un bruit que des mèches étaient placées pour faire sauter les magasins à poudre : des piquets de canonniers furent envoyés pour s'en assurer. Immédiatement après, les troupes destinées à la garde de la ville entrèrent. Le désordre était extrême à l'arsenal de la marine : 8 ou 900 galériens travaillaient avec la plus grande ardeur à éteindre le feu. Ces forçats avaient rendu les plus grands services ; ils avaient imposé à l'officier anglais Sidney Smith, chargé de brûler les vaisseaux et l'arsenal. Cet officier s'acquitta fort mal de cette tâche, la République lui dut les trésors bien précieux qu'elle y trouva. Le commandant d'artillerie s'y rendit avec tout ce qu'il y avait de canonniers et d'ouvriers disponibles ; il réussit, après plusieurs jours, à éteindre le feu et à conserver l'arsenal. Les pertes que la marine avait faites étaient considérables, mais il lui restait encore des ressources immenses ; on sauva tous les magasins, hormis le magasin général. Il y avait trente et un vaisseaux de guerre à Toulon lors de la trahison ; quatre vaisseaux avaient été employés pour porter 5,000 matelots à Brest et à Rochefort : les coalisés en brûlèrent neuf en rade, ils en laissèrent treize désarmés dans les bassins, ils en emmenèrent quatre, dont un fut brûlé à Livourne.

On avait craint qu'ils ne fissent sauter le bassin et plusieurs des jetées ; ils n'en eurent pas le temps. Les treize vaisseaux ou frégates qui brûlèrent dans la rade formèrent des écueils qui la rétrécirent ; on essaya, pendant huit ou dix ans, divers moyens pour les retirer ; enfin des plongeurs napolitains sont venus à bout de tout retirer morceau par morceau, en sciant les carcasses.

L'armée fit son entrée le 19 ; depuis soixante et douze heures elle était sous les armes au milieu de la boue et de la pluie. Elle se livra dans la ville à des désordres qui semblaient autorisés par les promesses faites aux soldats pendant le cours du siége. Le général en chef rétablit l'ordre en déclarant que toutes les propriétés de Toulon étaient propriétés de l'armée ; il fit vider les magasins particuliers et les meubles des maisons abandonnées dans des magasins centraux. Depuis, la République se saisit de tout, moyennant une année de solde en gratification qui fut accordée à chaque officier ou soldat.

L'émigration de Toulon fut très-considérable ; les vaisseaux napolitains, anglais et espagnols en étaient encombrés, ce qui les obligea à mouiller dans la rade d'Hyères et à faire camper les réfugiés dans les îles de Porquerolles et du Levant. Il est dit que le nombre de ces émigrés était de 14,000.

Dugommier donna l'ordre de laisser flotter le pavillon blanc sur tous les forts et batteries de la rade, ce qui trompa un grand nombre de bâtiments de guerre et de commerce, chargés pour le compte des ennemis ; pendant les trente jours qui suivirent la prise de la ville, il n'en est pas un où l'on n'ait pris des bâtiments richement chargés. Une frégate anglaise avait déjà mouillé sous la grande tour ; elle portait plusieurs millions ; on la considérait comme prise, lorsque deux officiers de marine l'abordèrent avec un petit bateau, en déclarant au capitaine qu'ils amarinaient la frégate comme leur prise. Le capitaine mit à fond de cale ces deux aventuriers, coupa ses câbles, et eut le bonheur d'échapper sans éprouver aucune avarie majeure. A la fin de décembre, à huit heures du soir, le commandant d'artillerie, étant sur le quai, vit aborder un canot anglais ; l'officier lui demanda le logement de lord Hood : c'était le capitaine d'un beau brick qui venait porter des dépêches et annoncer l'arrivée des renforts. On prit le bâtiment et on lut ses dépêches.

Les représentants établirent un tribunal révolutionnaire, selon les lois du temps ; mais tous les coupables étaient échappés, ils avaient suivi l'ennemi ; tout ce qui s'était résolu à rester se sentait innocent. Cependant ce tribunal fit arrêter plusieurs personnes qui, par divers accidents, n'avaient pu suivre l'ennemi, et les fit justement punir en

expiation de leurs forfaits. Mais huit ou dix victimes étaient peu; on eut recours à un moyen affreux qui caractérise l'esprit de cette période : on fit publier que tous ceux qui avaient conservé de l'emploi dans l'arsenal du temps des Anglais eussent à se rendre au Champ-de-Mars afin de donner leurs noms ; on leur insinua que c'était pour les réemployer; à peu près deux cents personnes, chefs ouvriers, petits commis et autres gens subalternes s'y rendirent de bonne foi ; on prit leurs noms, et on constata qu'ils avaient conservé leurs emplois sous le gouvernement anglais, et aussitôt le tribunal révolutionnaire, en plein champ, les condamna à mort. Un bataillon de Sans-Culottes et de Marseillais, commandé à cet effet, les fusilla. Cette action n'a pas besoin de commentaire ; mais c'est la seule exécution que l'on ait faite à Toulon. Il est faux qu'on ait mitraillé qui que ce soit; le commandant d'artillerie et les canonniers de ligne ne s'y fussent pas prêtés. A Lyon, ce furent les canonniers de l'armée révolutionnaire qui commirent ces horreurs. Depuis, un décret de la Convention donna au port de Toulon le nom de *Port-la-Montagne*, et ordonna que tous les édifices publics fussent démolis, excepté ceux jugés nécessaires pour la marine et le service public. Ce décret extravagant fut mis à exécution, mais avec beaucoup de lenteur; cinq ou six maisons seulement furent démolies, et peu de temps après reconstruites.

L'escadre anglaise séjourna un mois ou six semaines dans la rade d'Hyères; c'était un objet d'inquiétude : on n'avait aucun mortier dans Toulon qui pût lancer des mobiles au delà de 1,500 toises, et l'escadre était mouillée à 2,400 du rivage. Si l'on eût eu alors quelques mortiers à la Villantroys, et tels qu'on s'en est servi depuis, on l'aurait empêchée de mouiller dans la rade. Enfin, après avoir fait sauter les forts de Porquerolles et de Port-Cros, l'ennemi se retira dans la rade de Porto-Ferrajo, où il débarqua une grande partie des émigrés toulonnais.

La nouvelle de la prise de Toulon, au moment où on s'y attendait le moins, fit un effet prodigieux dans toute la France et dans toute l'Europe. Le 24 décembre, la Convention ordonna une fête nationale. La prise de Toulon fut le signal des succès qui ont illustré la campagne de 1794. Peu de temps après, l'armée du Rhin reprit les lignes de Wissembourg et débloqua Landau. Dugommier, avec une partie de l'armée, partit pour les Pyrénées-Orientales, où Doppet ne faisait que des sottises. Une autre partie de cette armée fut envoyée dans la Vendée; beaucoup de bataillons retournèrent à l'armée d'Italie. Dugommier donna l'ordre au commandant d'artillerie de le suivre ;

mais il arriva d'autres ordres de Paris, qui le chargèrent de réarmer d'abord les côtes de la Méditerranée, spécialement Toulon, et de se rendre ensuite à l'armée d'Italie pour y commander l'arme de l'artillerie.

A ce siége a commencé la réputation de Napoléon. Tous les généraux, représentants et soldats qui avaient entendu les avis qu'il avait donnés dans les différents conseils, trois mois avant la prise, ceux qui avaient été témoins de son activité, présagèrent la carrière militaire qu'il a depuis remplie. Dès ce moment, la confiance de tous les soldats d'Italie lui fut acquise. Dugommier écrivit au Comité de salut public, en demandant pour lui le grade de général de brigade, ces propres mots : « Récompensez et avancez ce jeune homme, car, si on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout seul. » A l'armée des Pyrénées, Dugommier parlait sans cesse de son commandant d'artillerie de Toulon, et en avait inculqué une haute opinion dans l'esprit des généraux et officiers qui depuis, de l'armée d'Espagne, se rendirent en Italie. De Perpignan, il lui envoyait des courriers à Nice lorsqu'il remportait des succès.

X. 1° Il y a trois espèces de batteries de côte : celles de première classe, qui sont destinées à défendre un port ou rade où peut mouiller une escadre; celles de seconde classe, qui doivent défendre un port marchand ou une rade où peuvent mouiller seulement les bâtiments de commerce; enfin celles de troisième classe, dont le but est de protéger le cabotage.

Les batteries de première classe sont composées de douze pièces de 36, quatre pièces de 16 ou de 18 en bronze, avec un gril à boulets rouges, quatre mortiers de 12 pouces à la Gomer; total, vingt bouches à feu, indépendamment de huit pièces de campagne, trois de 6, trois de 12, et deux obusiers, pour défendre la gorge et la plage voisine et flanquer la batterie. Ces batteries doivent avoir à la gorge une tour du modèle n° 1, qui porte quatre caronades de 24 ou quatre pièces de 12 sur sa plate-forme, et qui contient : un logement pour soixante hommes; un magasin de vivres capable de contenir le biscuit, la farine, les légumes, le vin, la viande salée, l'huile, le tabac pour cent vingt hommes pendant vingt jours; un magasin à poudre, capable de contenir les poudres et gargousses pour quatre mille coups de canon, ou deux cents coups par pièce; un petit atelier pouvant contenir une forge, le charbon, les outils, les fers, les pièces de rechange pour réparer les affûts. Cette tour doit avoir deux étages, au moins 24 pieds de haut, un fossé, une

contrescarpe, un chemin couvert avec places d'armes, dans l'une desquelles il doit y avoir un puits ou citerne.

Les batteries de la seconde espèce sont composées de quatre pièces de 24, deux de 16, un gril, deux mortiers; total, huit bouches à feu, indépendamment de deux pièces de campagne au moins; elles ont une tour du modèle n° 2, qui porte deux caronades de 18 sur sa plate-forme ou deux pièces de 6, et qui contient un logement pour vingt-quatre hommes, un magasin de vivres pour quarante-huit pendant dix jours, un magasin à poudre pour seize cents coups, un petit atelier sans forge, mais contenant les pièces de rechange en fer et en bois pour la réparation des affûts, un fossé sans contrescarpe avec chemin couvert, puits ou citerne.

Les batteries de la troisième espèce sont composées de deux pièces de 18, indépendamment d'un obusier à grande portée. Elles ont une tour du modèle n° 3 à un étage, portant sur sa plate-forme un obusier ou une petite pièce, et contenant un logement pour dix hommes, un magasin de vivres pour vingt pendant dix jours, un magasin à poudre pour quatre cents coups. Cette tour n'a ni fossé, ni chemin couvert, ni la batterie de gril à boulets rouges.

Les pièces de campagne attachées aux batteries sont pour leur défense du côté de terre et pour la défense des anses et plages contre les chaloupes et les débarquements.

2° Les tours sont placées, au moins, celles n° 1 à 60 toises de la plate-forme, celles n° 2 à 40, celles n° 3 à 20.

3° Les pièces sont éloignées l'une de l'autre de 4 à 6 toises, à moins que les localités ne s'y opposent.

4° Les parapets sont en terre au-dessus des genouillères; la maçonnerie ne doit pas être plus élevée.

5° La plate-forme des mortiers est séparée par une traverse des pièces de canon.

6° La batterie à boulets rouges est séparée également par une traverse.

7° La batterie de douze pièces est partagée en deux par une traverse, et, si les localités s'y prêtent, les deux plates-formes sont sur différents plans de 7 ou 8 toises de différence.

8° On construit trois plates-formes pour deux mortiers et quatre pour deux mortiers à plaque.

9° On fait une traverse parallèle à la batterie à 5 toises du heurtoir pour quatre pièces de canon; cette traverse a 24 pieds de longueur sur 6 de hauteur et 9 pieds de largeur; derrière elle on met les 16 gargousses, 4 par pièce. Ces gargousses sont dans les gar-

goussiers ou dans une caisse de bois ; à mesure de la consommation, on les remplace du magasin à la tour.

10° Vis-à-vis des plates-formes de mortiers, on fait, parallèlement à l'épaulement et à 5 toises, une traverse de 12 pieds pour deux mortiers ; on y place derrière 4 bombes par mortier, que l'on remplace à mesure de la consommation par le magasin de la tour.

11° Le gril ou four à boulets rouges est placé à 3 pieds au plus du revêtement intérieur, vis-à-vis un merlon, au lieu d'une pièce ; il est ainsi à l'abri des boulets et des accidents du feu.

12° On place plusieurs tonneaux ou gabions pleins de terre ; on construit des traverses rondes en gazon, de 2 pieds de diamètre, pour servir d'abri aux canonniers contre les éclats de bombes et d'obus.

13° Le tir à boulet rouge a lieu avec des pièces en bronze du calibre de 12, au plus de 18 ; le boulet doit être rouge cerise.

14° Les gargousses sont de 3 ou 4 livres de poudre au plus. Pour tirer à boulet rouge, pour une pièce de 18, on met 2 gargousses l'une sur l'autre, chacune de 3 livres ; pour le 24, de 4 livres ; pour le 36, on met 3 gargousses de 4 livres ; on a grand soin de la faire entrer dans l'âme sans frottement : si la poudre touche les parois de l'âme, il y a accident.

Les vaisseaux ne mouillent jamais dans des endroits où ils soient exposés à recevoir des boulets et des bombes, pas plus qu'une armée ne campe jamais à portée du feu d'une batterie. Avec des mortiers à la Gomer, qui ne portent qu'à 1,500 toises, ou des pièces de 36 sur affûts de côte, qui ne permettent de tirer qu'à 17 degrés et ne donnent au canon qu'une portée de 8 à 900 toises, on ne peut empêcher une escadre ennemie de mouiller dans la rade d'Hyères, où elle mouille à 2,000 toises, éloignée de toute terre. Il faut dans ce cas installer les affûts de côte de manière que les pièces puissent tirer sous l'angle de 43 degrés et lancent les obus ou les boulets à 2,000 et 2,300 toises, et avoir des mortiers à plaque qui jettent la bombe de 2,500 à 3,000 toises. Depuis que les batteries d'Hyères ont été ainsi armées, les Anglais n'y sont plus revenus. La même chose a eu lieu pour la Spezia, et sur l'Océan pour l'île d'Aix, la Gironde, l'Escaut et les rades de Brest. Les canons des vaisseaux tirent sur affûts marins, c'est-à-dire sous l'angle de 25 degrés ; la bande du vaisseau fait qu'ils tirent souvent sous celui de 43 degrés. Il n'est donc pas étonnant que les boulets des vaisseaux arrivent à terre et que ceux des batteries de terre n'arrivent pas à la hauteur des navires ; on se récrie alors sur la mauvaise qualité de la poudre, ce qui donne

lieu à des soupçons de trahison ou de négligence; il est donc bon que dans chaque batterie il y ait un ou deux affûts qui permettent de tirer sous l'angle de 43 degrés, quoique ce tir soit incertain et de nul effet dans les cas ordinaires.

Sur les côtes de la Méditerranée, il n'y a que neuf bons mouillages pour les vaisseaux de ligne :

1° Bouc, qui est défendu par un fort; l'entrée en est très-étroite; c'est le port du Rhône, il doit être le chantier de construction de la Méditerranée; Toulon et la Spezia doivent en être les ports d'armement.

2° Le mouillage de l'Estaque, au fond de la baie de Marseille, mauvais, que les escadres ne prennent que bien rarement. Deux batteries sont cependant nécessaires, mais on peut ne les armer qu'à moitié; le besoin arrivant, en vingt-quatre heures l'armement serait complété.

3° Toulon : 1° trois batteries réunies en une seule au cap Sepet, défendu par la tour de la Croix-des-Signaux; par ce moyen, si l'ennemi s'empare de cette presqu'île, il ne peut pas se servir des pièces contre la rade, puisque le fort est à l'abri d'un coup de main; cela dispense d'avoir en temps de guerre un camp dans cette presqu'île; 2° une batterie au cap de Balaguier; 3° une à celui de l'Éguillette; ce qui fait cinq batteries ou cent bouches à feu, indépendamment de quarante pièces de campagne, quinze de 6, quinze de 12 et dix obusiers de campagne à grande portée, pour la côte ouest des rades; une batterie au pied du fort Lamalgue, une à la Grosse Tour, une au cap Brun, ce qui fait trois batteries ou soixante bouches à feu, indépendamment de neuf pièces de 6, neuf de 12 et six obusiers de campagne à grande portée, pour la côte est; total, cent soixante bouches à feu. On ne parle pas des batteries sur les jetées, cela regarde l'armement de la place.

4° Iles d'Hyères : le mouillage pour des vaisseaux de guerre est à l'île de Port-Cros; il y faut deux batteries.

5° Fréjus : deux batteries pour appuyer le flanc de la rade.

6° Le golfe Jouan : trois batteries.

7° Villefranche : deux batteries.

8° Gênes, défendue par la ville.

9° La Spezia : quatre batteries de première classe.

En déterminant de même le nombre des batteries de deuxième classe, celles de troisième classe, en construisant les tours, on n'aura plus besoin de construire à la hâte des corps de garde et des magasins qui tombent en ruine en temps de paix. Les pièces, les

boulets, les affûts, les armements, seront renfermés dans les tours. En quarante-huit heures, toutes les côtes de France pourront être armées ou désarmées. Toutes les batteries pourraient même n'être armées qu'au tiers ou à la moitié, selon la nature de la guerre où l'on serait engagé, selon que l'ennemi serait plus ou moins maître de la mer. Ce système serait permanent et fixe.

Les pièces de 48 sont avantageuses pour la défense des rades comme Toulon, la Spezia. On peut en mettre un tiers; c'est-à-dire que, sur les douze pièces de 36 qui composent une batterie, il est avantageux d'avoir quatre pièces de 48; ce qui ferait trente-deux pièces de 48 pour la défense de la rade de Toulon. Il n'est pas vrai que le calibre de 24 fasse contre les vaisseaux le même effet que celui de 36, ni que celui de 36 fasse le même effet que celui de 48.

PRÉCIS

DES

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE D'ITALIE

PENDANT LES ANNÉES 1792, 1793, 1794 ET 1795[1].

I. Précis des événements qui ont eu lieu à l'armée d'Italie depuis le commencement de la guerre, et pendant les années 1792 et 1793, jusqu'au siége de Toulon. — II. Napoléon dirige l'armée dans la campagne de 1794. Prise de Saorgio, d'Oneille, du col de Tende et de toute la chaîne supérieure des Alpes (avril 1794). — III. Marche de l'armée au travers de Montenotte (octobre 1794). — IV. Expéditions maritimes. Combat de Noli (mars 1795). — V. Napoléon apaise plusieurs insurrections à Toulon. — VI. Il quitte le commandement de l'artillerie de l'armée. Il arrive à Paris (juin 1795). — VII. Kellermann, battu, se rallie dans la ligne de Borghetto (juillet 1795). — VIII. Bataille de Loano (décembre 1795).

I. La guerre de la première coalition commença en 1792. Le général Montesquiou, commandant l'armée du Midi, était chargé de la défense de toute la frontière depuis Genève jusqu'à Antibes. La campagne s'ouvrit en septembre. De son camp de Cessieu il se porta sur l'Isère, au Fort-Barraux, s'empara en peu de semaines de Chambéry et de toute la Savoie. Les Piémontais se retirèrent au delà des Alpes. Le lieutenant général Anselme, commandant une division de 10,000 hommes, était chargé de défendre le Var, depuis le camp de Tournoux, près du col de l'Argentière, jusqu'à Antibes. L'amiral Truguet, avec neuf vaisseaux de guerre portant 2,000 hommes de débarquement, croisait entre Antibes et Monaco. Le Var est une mauvaise ligne de défense. L'escadre française en menaçait les derrières. Cela décida la cour de Turin à faire prendre à son armée une ligne de défense au revers des Alpes maritimes, la droite appuyée au Var et à ses affluents, le centre sur Lantosca, et la gauche à la Roja, en avant de Saorgio. Le 23 septembre, le général Anselme,

[1] Cette dictée est reproduite d'après le texte original portant des corrections de la main de Napoléon Ier, et communiqué par Sa Majesté l'Empereur Napoléon III.

instruit que l'armée piémontaise avait commencé son mouvement, passa le Var à la tête de 4,000 hommes, s'empara de Nice, du fort Montalban et de Villefranche sans éprouver aucune résistance. Ces deux dernières places étaient parfaitement armées et munies d'une belle artillerie. Leurs garnisons furent faites prisonnières de guerre. Il avait passé le Var à gué; le surlendemain ce torrent grossit : il se trouva dans Nice, séparé pendant huit ou dix jours du reste de son armée. L'ennemi ignora cette circonstance ou ne sut point en profiter. Anselme poussa une avant-garde en avant de Scarena, sur la chaussée de Turin. L'escadre se rendit devant Oneille, port qui appartenait au roi de Sardaigne; l'amiral somma le commandant de se rendre; son parlementaire fut maltraité, les troupes de débarquement s'emparèrent de la ville et y commirent beaucoup de désordres; les matelots étaient très-peu disciplinés : quelques jours après, elles se rembarquèrent. De son côté, Anselme ne sut pas maintenir la discipline parmi les troupes; il fut même accusé d'avoir participé aux désordres dont se plaignit la ville de Nice; il fut rappelé.

Au commencement de 1793, le gouvernement sépara l'armée des Alpes de l'armée d'Italie, dont il confia le commandement au général Biron. Le 14 février 1793, divers combats eurent lieu sur les hauteurs de Scarena, de Sospello, de Lantosca; l'une et l'autre armée s'en emparèrent successivement; mais enfin Sospello resta pour toujours à l'armée française. L'avant-garde s'établit entre Sospello et Breglio, au camp de Brouis. Le 11 avril, Biron s'empara de Lantosca et des hauteurs jusqu'à Belvedere; il fit beaucoup de prisonniers, prit quelques pièces de canon. Quelque temps après il fut appelé au commandement de l'armée de la Vendée; le général Brunet lui succéda. L'armée avait reçu des renforts; elle comptait alors 30,000 hommes sous les armes, ce qui, avec les troupes qui étaient en garnison en Provence, les dépôts et les malades, portait les états de situation de l'armée à 68,000 hommes. L'ennemi s'était aussi renforcé de ses propres levées et d'une belle division autrichienne; il avait fortifié sa position par un grand nombre de batteries et d'ouvrages; sa droite était appuyée au camp d'Utelle, son centre en avant du col de Raus, et sa gauche en avant de Saorgio, place forte à cheval sur la chaussée de Nice à Turin.

Le général Brunet désira avec raison s'emparer de toutes les Alpes maritimes, chasser l'ennemi au delà du col de Tende, et placer son armée sur le sommet des Alpes, au pendant des eaux, ce qui lui donnerait une position beaucoup plus forte, qui exigerait moins de monde pour la garder. Ce projet était fort raisonnable; il avait assez

de forces pour l'exécuter, mais il n'avait pas les talents militaires pour diriger une opération de cette importance. Le 8 juin 1793, il attaqua sur toute la ligne. Tout ce qu'il était possible de faire, les soldats français le firent; toutes les positions qu'il était possible d'enlever, ils les enlevèrent; mais les camps des Fourches et de Raus, qu'occupait l'ennemi, étaient imprenables. Brunet s'entêta en réitérant, le 12 juin, des efforts inutiles, qui donnèrent de la gloire à l'armée piémontaise et firent périr l'élite des grenadiers de l'armée. Les positions des Piémontais passèrent pour inexpugnables; ils continuèrent à s'y fortifier. Dans le mois d'août, la trahison de Toulon nécessita un détachement de l'armée d'Italie pour former l'armée de siége; mais, quoique affaiblie, elle repoussa toutes les tentatives que firent les Piémontais, dans le courant d'octobre, pour entrer en Provence en passant le Var. Une de leurs divisions, forte de 4,000 hommes, fut battue et presque détruite par Dugommier à Gilette, ce qui les décida à reprendre leurs positions.

Brunet, accusé injustement de trahison et d'avoir favorisé l'insurrection de Marseille, fut traduit au tribunal révolutionnaire de Paris et périt sur l'échafaud.

Après la prise de Toulon, Napoléon passa les deux premiers mois de 1794 à armer les côtes de la Méditerranée. Il arriva à Nice en mars, y prit le commandement en chef de l'artillerie; le général Dumerbion commandait l'armée. Ce général, vieux capitaine de grenadiers, avait obtenu les grades de colonel, de général de brigade et de division dans la campagne de 1792 et 1793, à l'armée d'Italie; il en connaissait toutes les positions, et avait commandé une attaque sous Brunet, au mois de juin. C'était un homme de soixante ans, d'un esprit droit, brave de sa personne, assez instruit, mais rongé de goutte et presque constamment au lit; il était des mois entiers sans pouvoir bouger. Le général Gaultier[1] était son chef d'état-major; d'Eyssautier, son ordonnateur en chef; Haller, administrateur des finances et munitionnaire; le général Dujard, commandant l'artillerie en second; le colonel Gassendi était directeur du parc; le général Vial commandait le génie; les généraux Macquard, Dallemagne, Masséna, etc., commandaient les divers corps. Le quartier général était à Nice depuis deux ans, où rien ne se ressentait de la guerre, étant éloigné de dix lieues des avant-postes.

II. Le général commandant l'artillerie passa une partie de mars à visiter la position qu'occupait l'armée et à s'instruire des différents

[1] Gaultier de Kervéguen.

combats qui avaient eu lieu depuis 1792. Il demeura plusieurs jours au camp de Brouis qu'occupait le général Macquard; il se convainquit de toute la force des positions de l'ennemi et de l'imprudence des attaques des 8 et 12 juin, qui avaient été désastreuses pour les Français.

Dans les montagnes, on trouve partout un grand nombre de positions extrêmement fortes par elles-mêmes, qu'il faut bien se garder d'attaquer. Le génie de cette guerre consiste à occuper des camps ou sur les flancs ou sur les derrières de ceux de l'ennemi, qui ne lui laissent que l'alternative, ou d'évacuer ses positions sans combattre pour en prendre d'autres plus en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. Dans la guerre de montagnes, celui qui attaque a du désavantage. Même dans la guerre offensive, l'art consiste à n'avoir que des combats défensifs et à obliger l'ennemi à attaquer.

Les positions de l'ennemi étaient bien liées : la droite était solidement appuyée, mais la gauche l'était mal; de ce côté le pays était beaucoup plus facile. Napoléon conçut alors un plan d'opérations qui, sans engager l'armée dans des affaires difficiles, devait la rendre maîtresse de la chaîne supérieure des Alpes et obliger l'ennemi à abandonner lui-même les camps si redoutables de Raus et des Fourches. Il consistait à tourner la gauche de l'ennemi en passant la Roja, la Nervia et la Taggia [1], à occuper le mont Tanarda, Rocca-Barbona, Tanarello, et à intercepter la chaussée de Saorgio, ligne de communication de l'ennemi, derrière le mamelon de Marta.

Un grand nombre de corsaires étaient stationnés à Oneille, d'où ils interceptaient les communications de Nice à Gênes, ce qui nuisait à l'armée et encore plus à l'approvisionnement de la Provence, où régnait la disette. La même opération remédiait à ce mal : lorsque l'armée serait sur le Monte-Grande, elle dominerait les sources du Tanaro et toute la vallée d'Oneille; cette ville, Ormea, Garessio et Loano tomberaient en son pouvoir.

Ainsi ce plan de campagne aurait trois grands résultats : 1° placer la défensive du comté de Nice dans sa position naturelle sur la crête supérieure des Alpes: 2° porter la droite dans un pays où les montagnes, beaucoup moins élevées, offraient plus d'avantages; 3° couvrir une portion de la Rivière de Gênes et détruire le repaire des corsaires qui empêcheraient les communications entre Gênes, le grand centre du commerce, l'armée et Marseille. On ne pouvait pas craindre que l'ennemi profitât, pour prendre l'offensive, du détachement que l'armée française aurait fait par sa droite : un pareil mouvement dans un pays de mamelons ne serait à redouter qu'autant qu'on

[1] *L'Argentina* ou *fiumana di Taggia*.

perdrait du temps pour frapper les coups décisifs; car, si on a gagné quelques marches sur l'ennemi, on est arrivé sur ses flancs, et alors il n'est plus temps de prendre l'offensive; mais, dans la guerre de montagnes, obliger l'ennemi à sortir de ses positions pour attaquer les vôtres, c'est ce que nous avons dit être dans le génie et dans la bonne conduite de cette guerre. En effet, les positions au col de Beolet, au col de Brouis, au col de Perus, moins fortes peut-être que celles des Piémontais, l'étaient cependant extrêmement; leur supériorité numérique leur eût été inutile, et enfin, ces positions forcées, l'ennemi eût été arrêté aux positions du col de Brouis, de Castiglione et de Lucerame, encore assez fortes. Les Piémontais pouvaient prendre le parti d'attaquer les positions du mont Tanarda et du Tanarello aussitôt qu'ils verraient les Français les occuper; mais ces positions étaient bonnes par elles-mêmes, et on rentrait encore dans les mêmes principes de la guerre de montagnes; on obligeait l'ennemi à attaquer. Dans ce cas, d'ailleurs, toutes les troupes françaises restées au camp de Brouis pouvaient, en traversant la Roja et le mont Giove, se porter à leur secours; et enfin l'opération sur les sources du Tanaro et sur Ormea était elle-même une seconde diversion qui détournerait l'ennemi de s'engager dans de mauvaises affaires de montagnes, très-hasardeuses, et le déterminerait à faire repasser son armée dans la plaine pour couvrir la capitale.

Ce plan fut renvoyé à un conseil où se trouvèrent les deux représentants du peuple commissaires à l'armée, le général Dumerbion, le général d'artillerie, le général Masséna, le général Vial, commandant le génie, le général de brigade Rusca, officier de troupes légères, né dans ces montagnes, dont il avait une connaissance spéciale. La réputation dont jouissait l'auteur lui évita de longues discussions. On se souvenait de ses prédictions de Toulon : son plan fut adopté.

Il y avait une objection politique : il fallait emprunter le territoire de la république de Gênes. Mais les alliés l'avaient eux-mêmes emprunté six mois auparavant, lorsque 2,000 Piémontais traversèrent le territoire génois, s'embarquèrent à Oneille pour Toulon; ils ne devaient le faire que par de petits détachements désarmés, et ils le firent en masse, armés et tambour battant. D'ailleurs on se souvenait de la catastrophe de *la Modeste*. Cette frégate était mouillée dans le port de Gênes et amarrée au quai : le 5 octobre 1793, trois vaisseaux et deux frégates anglaises mouillèrent dans le port; un vaisseau anglais de 74 se plaça à côté de *la Modeste*. Le maître d'équipage pria honnêtement l'officier de quart de la frégate de déranger une chaloupe qui gênait la manœuvre du vaisseau anglais,

ce que les Français firent avec empressement; une demi-heure après, le capitaine anglais requit le commandant de *la Modeste* d'arborer le pavillon blanc, disant qu'il ne savait pas ce que c'était que le pavillon tricolore. Les coalisés étaient alors maîtres de Toulon. L'officier français répondit à cette insulte comme l'honneur le lui prescrivait. Mais les Anglais avaient trois ponts volants de préparés, ils les jetèrent sur la frégate et l'abordèrent; au même moment, des hunes et du pont, ils commencèrent une vive fusillade. L'équipage de *la Modeste* n'était préparé à rien; partie se jeta à l'eau; les Anglais les poursuivirent avec des chaloupes, les tuèrent ou les blessèrent. La colère des Génois fut alors à son comble. Drake, cet infâme agent de l'Angleterre, fut hué et menacé par le peuple; il courut quelques dangers. Mais Doria était doge : le sénat fit des excuses; la frégate ne fut pas restituée. Les représentants du peuple à Marseille mirent embargo sur les bâtiments génois; ils s'attendaient à ce que la Convention déclarerait la guerre : mais la famine désolait la France et surtout le Midi; le pavillon génois était nécessaire pour approvisionner la Provence; la Convention dissimula, déclara qu'il fallait tout attribuer à la faiblesse des Génois et que les relations continueraient comme à l'ordinaire. Cependant il n'en était pas moins vrai que l'indépendance et la neutralité de cette république avaient été violées.

Le 6 avril, une division de 14,000 hommes, formant cinq brigades, passa la Roja et s'empara du château de Vintimille. Une brigade sous les ordres de Masséna marcha sur le mont Tanarda et y prit position; la seconde brigade, après avoir passé la Taggia, prit position à Monte-Grande; les trois autres, sous le commandement immédiat du général d'artillerie, se portèrent sur Oneille et culbutèrent une division autrichienne qui était placée sur les hauteurs de Sant'Agata; le général de brigade français Brulé fut tué. Le lendemain l'armée entra dans Oneille; elle y trouva douze pièces de canon. Les populations de la ville et de la vallée s'étaient tout entières sauvées. Douze autres pièces furent prises près du col de Saint-Silvestre; les Piémontais voulaient les évacuer sur Ormea, mais elles tombèrent dans les mains de la 2e brigade, qui débouchait par le col Mezzaluna. L'armée marcha sur Ponte-di-Nava; le reste de la division autrichienne y était en position : elle fut attaquée, battue, précipitée des hauteurs du mont Ariolo dans le Tanaro. La place d'Ormea capitula le même jour; il y avait 400 hommes de garnison, une salle d'armes de plusieurs milliers de fusils et une vingtaine de pièces de canon. Une manufacture de draps, dont les magasins

étaient remplis, servit à l'habillement de l'armée. Le lendemain, 18, elle prit possession de Garessio, établit ses communications, par les monts San-Bernardo et Rocca-Barbena, avec Loano, autre petite ville située au bord de la mer et qui appartenait au roi de Sardaigne.

L'alarme fut vive dans tout le Piémont. L'ennemi, comme on l'avait prévu, se dépêcha d'évacuer tous les revers des Alpes; mais il le fit trop tard et ne put emmener son artillerie. Masséna, de Tanarello, déboucha sur les derrières de Saorgio, coupant ainsi la chaussée et la retraite de l'ennemi derrière le mamelon de Marta. Saorgio capitula le 29 avril; ce fort aurait pu tenir plus longtemps; il avait des magasins considérables en munitions de guerre et de bouche. Le 8 mai, Masséna se porta sur le col de Tende, par le col Ardente, dans le temps que le général Macquard attaquait de front; l'attaque réussit : l'armée fut maîtresse de toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes. Sa droite, placée en avant d'Ormea, communiquait avec le col de Tende par le col de Termini, et, du col de Tende, elle occupait la chaîne des Alpes jusqu'au col de l'Argentière, où était le premier poste de l'armée des Alpes. L'exécution de ce plan valut 3 ou 4,000 prisonniers, soixante ou soixante et dix pièces de canon, deux places fortes et la possession de toutes les hautes Alpes jusqu'aux premiers mamelons des Apennins. L'armée couvrait ainsi plus de la moitié de la Rivière du Ponent, et, quoiqu'elle s'étendît de quinze lieues sur sa droite, sa position en était plus forte et exigeait moins de troupes pour la garder. Rien ne put plus empêcher le cabotage entre Gênes et la Provence. La perte de l'armée fut légère. La chute de Saorgio et de toutes ces grandes positions, pour lesquelles on avait fait tant de projets et versé beaucoup de sang, accrut dans l'armée la réputation du général d'artillerie, et déjà l'opinion l'appelait au commandement en chef.

III. L'équipage d'artillerie de montagne avait été perfectionné; le lieutenant-colonel Faultrier, sous-directeur du parc, officier d'ouvriers, en avait soigné tous les détails. Les pièces de 3 piémontaises trouvées dans l'arsenal de Nice et dans les places d'Ormea et de Saorgio ou dans les camps abandonnés par l'ennemi, étaient assez légères pour pouvoir les porter à dos de mulet; mais ce calibre ne pouvait pas satisfaire à tous les besoins. Il avait été construit dans la guerre de Corse, en 1768, des affûts-traîneaux et des leviers porte-corps qui avaient servi au transport des pièces de 4 à la suite des colonnes; ce moyen fut adopté pour les pièces de 8, de 12 et les obusiers de 6 pouces. On imagina aussi une forge de montagne,

transportable à dos de mulet. Aux expéditions d'Oneille, d'Ormea et de Saorgio, un train d'artillerie de vingt-quatre pièces de canon suivit l'armée dans toutes ses opérations dans les montagnes; elles furent fort utiles, surtout pour l'effet moral qu'elles produisirent sur les troupes et sur l'ennemi.

Cependant l'armée piémontaise, campée dans les plaines et sur les mamelons du pied des Alpes, était dans la plus grande abondance; elle se remettait de ses fatigues et réparait ses pertes; elle se renforçait tous les jours par l'arrivée de nouveaux bataillons autrichiens, tandis que les armées françaises, campées sur les crêtes de la chaîne supérieure des Alpes, sur une demi-circonférence de soixante lieues d'étendue, depuis le mont Blanc jusqu'aux sources du Tanaro, périssaient de misère et de maladies. Les communications étaient difficiles, les vivres rares et fort coûteux; les chevaux souffraient beaucoup, ainsi que tout le matériel de l'armée. L'air, les eaux crues de ces régions élevées occasionnaient beaucoup de maladies; les pertes qu'éprouvait l'armée dans les hôpitaux tous les trois mois auraient pu suffire à la consommation d'une grande bataille. Cette défensive était plus onéreuse pour les finances et plus périlleuse pour les hommes qu'une campagne offensive. La défensive des Alpes, outre ces désavantages, en a qui tiennent à la nature de la topographie du pays. Les divers corps de l'armée campés sur ces sommités ne peuvent se secourir, ils sont isolés; pour aller de la droite à la gauche, il faut vingt jours, tandis que l'armée qui défend le Piémont est placée dans de belles plaines, occupe le diamètre et peut en peu de jours se réunir en force sur le point qu'elle veut attaquer. Le Comité de salut public désirait que l'armée prît l'offensive. Le général d'artillerie eut des conférences à cet effet à Colmars avec des officiers de l'armée des Alpes; mais on ne tomba pas d'accord. Il fallait au préalable que les deux armées fussent soumises à un seul général en chef.

En septembre une division autrichienne se réunit sur la Bormida; elle forma des magasins à Dego. Une division anglaise devait débarquer à Vado, et les deux armées réunies occuper Savone et forcer la république de Gênes, privée de toute communication par terre et par mer, de se déclarer contre la France. La rade de Vado avait remplacé celle d'Oneille; elle était le refuge des croisières anglaises et des corsaires; ils interceptaient le commerce de Gênes à Marseille. Le général d'artillerie proposa d'occuper les positions de San-Giacomo, de Montenotte et de Vado; la droite de l'armée serait ainsi aux portes de Gênes. Le général en chef Dumerbion partit lui-même

à la tête de trois divisions formant 18,000 hommes, avec un train de vingt pièces d'artillerie de l'équipage de montagne. Le général d'artillerie dirigea l'armée, qui déboucha par le col de Bardinetto et pénétra en Montferrat par la chaussée qui longe la Bormida; elle campa le 4 octobre sur la hauteur de Biestro, et le 5 elle descendit dans la plaine. Il concevait l'espérance de tomber sur les derrières de l'armée autrichienne; mais celle-ci s'en aperçut à temps et opéra sa retraite sur Cairo et Dego. Elle fut vivement poursuivie par l'avant-garde française que commandait le général Cervoni; la canonnade dura toute la soirée du 5; elle durait encore à dix heures du soir. L'armée autrichienne se replia sur Acqui, abandonnant ses magasins et des prisonniers; elle perdit un millier d'hommes.

Le général Dumerbion n'avait ni l'ordre ni le projet d'entrer en Italie; sa cavalerie était sur le Rhône par défaut de subsistances; en poursuivant l'ennemi il eût fait une pointe, il eût attiré à lui toutes les forces autrichiennes et sardes : il se contenta donc de cette reconnaissance, se replia par Montenotte sur Savone et prit position sur les hauteurs de Vado, conservant un poste dans la vallée de Savone.

L'artillerie arma les côtes de manière que cette rade pût offrir une protection à une escadre française; le génie construisit de fortes redoutes sur les hauteurs de Vado, qui communiquaient, par San-Giacomo, Melogno, Settepani, Bardinetto, San-Bernardo, avec les camps placés sur les hauteurs du Tanaro. Ce prolongement de la droite de l'armée affaiblissait sa position, mais il avait bien des avantages : 1° il la rendait maîtresse de toute la Rivière du Ponent, de toutes les côtes, et empêchait l'armée austro-sarde de pouvoir communiquer et agir de concert avec les flottes anglaises; 2° il lui assurait la navigation de Gênes avec Marseille, puisque, maîtresse de tous les ports de la côte, elle pouvait établir des batteries pour protéger le cabotage; 3° dans cette position, elle était en mesure de soutenir les partisans des Français dans Gênes et de prévenir l'ennemi sous les murs de cette ville, s'il voulait s'y porter, comme il en avait le projet. Cette opération, qui déjouait les projets des ennemis et conservait la neutralité de Gênes, retentit dans l'Italie et y causa de vives alarmes. Les avant-postes de l'armée se trouvaient ainsi à dix lieues de Gênes, et quelquefois les reconnaissances et les coureurs s'en approchaient jusqu'à trois lieues.

Napoléon employa le reste de l'automne à faire armer de bonnes batteries de côte les promontoires depuis Vado jusqu'au Var, afin de protéger la navigation de Gênes à Nice. En janvier, il passa une nuit

sur le col de Tende, d'où, au soleil levant, il découvrit les belles plaines qui déjà étaient l'objet de ses méditations. *Italiam! Italiam!*

Pendant l'hiver, il fit plusieurs courses à Toulon et à Marseille pour inspecter les arsenaux et les batteries des côtes. Ce fut dans une de ces tournées que, la ville de Marseille étant fort agitée, le représentant du peuple Maignet lui témoigna quelques inquiétudes que la société populaire ne se portât aux magasins à poudre et aux magasins d'armes renfermés dans les forts Saint-Nicolas et Saint-Jean. Ces forts avaient été démolis par le peuple dans la révolution. Sur la demande de ce représentant, il fit un projet pour construire une muraille crénelée fermant ces forts du côté de la ville. Ce plan fut envoyé à Paris et dénoncé à la Convention comme projet liberticide pour relever ces forts contre les patriotes de Marseille. La Convention manda par un décret spécial le commandant d'artillerie de Marseille à la barre; ce commandant d'artillerie était le colonel Sugny : il s'y rendit; mais, dès le premier interrogatoire, il fit connaître que ce n'était pas lui qui avait rédigé ce projet; l'ordre fut alors adressé au général d'artillerie de l'armée de se rendre à la barre. Dans ce temps de terreur une accusation équivalait à un jugement : Napoléon eut beaucoup de peine à s'y soustraire et à faire révoquer ce décret. Il y parvint toutefois, parce que, l'ennemi faisant des mouvements, les représentants du peuple écrivirent que sa présence était nécessaire à l'armée, et décidèrent les députés des Bouches-du-Rhône à se désister de leur dénonciation.

IV. Pendant les années 1792 et 1793, les flottes françaises avaient été maîtresses de la Méditerranée. Après la prise d'Oneille, le contre-amiral Truguet avait mouillé dans le port de Gênes, où il avait séjourné longtemps. Le contre-amiral La Touche-Tréville, avec une escadre de dix vaisseaux de ligne, en avait profité pour se présenter le 16 décembre 1792 devant Naples. Le capitaine du port alla à sa rencontre, offrit l'entrée à six vaisseaux, déclarant que le roi ne pouvait pas en recevoir un plus grand nombre sans violer sa neutralité. L'amiral passa outre, jeta l'ancre devant les fenêtres du palais, débarqua le sieur Belleville, qui, en habit de grenadier de la garde nationale, fut présenté au roi par le chevalier Acton. Il était porteur d'une lettre du contre-amiral, qui demandait : 1° que le roi proclamât sa neutralité; 2° qu'il désavouât la note de son ministre à Constantinople, qui, pour engager la Porte à ne pas recevoir comme ambassadeur de France M. de Semonville, s'était permis des réflexions outrageantes à la nation. Il obtint tout ce qu'il demandait; la cour de

Naples s'estima fort heureuse d'être quitte à si bon marché de cette désagréable visite.

Dans le mois de janvier 1793, l'amiral Truguet appareilla de Gênes et mouilla dans le port d'Ajaccio, île de Corse; il y fut joint par un convoi portant 4,000 hommes de la phalange marseillaise, auxquels il réunit 2,000 hommes de troupes de ligne que Paoli, commandant la 23e division militaire, mit sous ses ordres, et avec ces troupes il se rendit aux îles Saint-Pierre, opéra sa jonction avec une partie de l'escadre de l'amiral La Touche-Tréville; il mit garnison dans le fort et mouilla devant Cagliari, capitale de la Sardaigne, le 12 février. Au même moment, 800 hommes partis de Bonifacio, sous les ordres du colonel Colonna Cesari et sous l'escorte d'une corvette, opérèrent une contre-attaque dans le nord de la Sardaigne. L'expédition de Sardaigne était annoncée depuis six mois; les Sardes s'étaient préparés. La division française débarqua sans obstacle sur la plage de Cagliari, mais le lendemain, à la pointe du jour, chargés par un régiment de dragons sardes, les soldats de la phalange marseillaise crièrent à la trahison, se mirent en déroute et se seraient tous fait prendre si la brigade de ligne n'eût fait bonne contenance et pris l'arrière-garde. L'amiral se trouva fort heureux de pouvoir rembarquer son armée sans qu'elle eût éprouvé une perte sensible. Mais pendant tout ce temps son escadre, embossée sous les forts, reçut des boulets et des bombes; deux vaisseaux de haut bord furent brûlés. Il rentra à Toulon, ne rapportant que de la honte de cette expédition, où il avait perdu trois vaisseaux de 74 ou 80 et plusieurs frégates.

Les troupes marseillaises étaient des troupes levées à la hâte, dirigées par des clubs; dans tous les pays, amis ou neutres, où elles débarquaient, elles portaient la terreur, cherchaient partout des aristocrates ou des prêtres, avaient soif de sang et de crimes. Les équipages de l'escadre étaient complets et formés de matelots expérimentés, mais constamment réunis en société populaire, occupés à rédiger et signer des pétitions; chaque vaisseau était en proie à la plus épouvantable anarchie. Le général Casabianca, qui commandait le débarquement, était un très-brave homme. Il s'était distingué à la conquête de la Savoie, mais il n'avait aucune habitude du commandement en chef; d'ailleurs, il avait sous ses ordres de mauvaises troupes et aucun état-major; il ne pouvait pas réussir. C'est le même qui depuis a été sénateur.

Au mois de mars 1793, l'Espagne ayant déclaré la guerre à la France, les flottes combinées, anglaise-espagnole, dominèrent dans

la Méditerranée et croisèrent sur les côtes de Gênes et de Provence. La trahison de Toulon anéantit la marine française de la Méditerranée. A la reprise de la ville, on retrouva dix-huit vaisseaux et partie des magasins. La flotte espagnole, mécontente des Anglais, rentra dans ses ports. Le contre-amiral Martin, avec dix vaisseaux, sortit de Toulon et prit la mer en 1794; poursuivi par une escadre anglaise supérieure, il mouilla dans le golfe Jouan, où le général d'artillerie établit de grosses batteries pour le protéger; il profita, peu de temps après, d'un coup de vent pour rentrer dans Toulon. Cette escadre fut successivement augmentée dans l'automne par les armements qui sortirent de l'arsenal de Toulon.

Au commencement de 1795, l'amiral anglais Hotham, avec quinze vaisseaux de guerre, dont quatre à trois ponts, deux napolitains, croisait entre la Corse et l'Italie. L'amiral Martin, avec une escadre de seize vaisseaux de guerre et cent transports, sur lesquels étaient embarqués 10,000 hommes, était mouillé en rade de Toulon. Les opinions étaient partagées sur la destination de cet armement, lorsque le conventionnel Le Tourneur, de la Manche, arriva avec des pouvoirs extraordinaires; il fit connaître que l'intention du Comité de salut public était d'occuper Rome, pour punir cette cour des insultes qu'elle commettait tous les jours, et venger le sang de Basseville. Basseville, agent français auprès du Pape, avait, en 1792, arboré la cocarde tricolore, ainsi que les artistes de l'école de Rome qui siégeaient à l'Académie. Grand nombre d'émigrés français qui étaient dans cette capitale agitaient le peuple. Le 13 janvier 1793, la canaille assaillit à la promenade la voiture de Basseville à coups de pierres; son cocher changea de direction, le ramena à son hôtel. Les portes en sont enfoncées. Basseville reçoit un coup de baïonnette dans le bas-ventre; en chemise, tenant ses entrailles dans les mains, il est traîné dans les rues et enfin déposé dans un corps de garde, sur le lit de camp, où il expira le lendemain. Azara, ambassadeur d'Espagne, qui s'était entremis pour protéger les artistes français, courut lui-même des dangers.

Cet attentat avait indigné toute la France; le moment était arrivé d'en tirer vengeance, de débarquer à l'embouchure du Tibre, de s'emparer de Rome, où l'on avait de nombreux partisans. Un conseil de guerre fut réuni à Toulon, dans le courant de février 1795, pour aviser aux moyens d'exécution du projet. Le général d'artillerie fut d'opinion que cette expédition compromettrait l'armée d'Italie et se terminerait elle-même par un désastre; que, si cependant on la voulait entreprendre, il fallait en même temps surprendre le mont

Argentaro, Orbitello et la place de Civitá-Vecchia, et y débarquer l'armée; 10,000 hommes lui paraissaient une force trop faible pour tenter un pareil coup de main; il était impossible de le faire sans cavalerie; il fallait au moins embarquer 1,500 chevaux de chasseurs ou hussards; ce qui, avec 500 chevaux d'artillerie et d'état-major, formerait une augmentation considérable au convoi; l'armée, à peine débarquée, aurait à combattre 25 ou 30,000 Napolitains, dont 5,000 de bonne cavalerie; elle aurait aussi à craindre une division autrichienne, qui se réunirait dans la Lombardie; elle ne pouvait pas compter sur des partisans à Rome, puisque cette opération ne pourrait pas être de longue durée, et que, après avoir vengé le sang de Basseville et mis la ville à contribution, elle devrait songer à se rembarquer; que, maître de la mer, cette opération était hasardeuse, entreprise avec 10,000 hommes seulement; mais que, sans être maître de la mer, ce serait conduire ce corps d'armée à une destruction certaine; qu'il fallait donc que l'escadre française sortît seule, qu'elle battît l'escadre anglaise, la chassât de la Méditerranée; qu'alors le convoi prendrait la mer; que, après avoir débarqué l'armée, l'escadre et le convoi se porteraient devant Naples pour inquiéter cette cour et l'obliger à garder ses forces pour sa propre défense. Le représentant du peuple fut d'autant plus mécontent de la désapprobation formelle que donnait à ses projets le général d'artillerie, qu'il entraînait l'avis de tous les officiers généraux. Les marins déclarèrent qu'il était dangereux pour le salut de l'escadre que le convoi sortît en pleine mer tant qu'une flotte ennemie croiserait dans ces parages. Il fut résolu que le contre-amiral Martin sortirait seul pour donner chasse aux Anglais.

Il appareilla le 1er mars. Arrivé près de Saint-Florent, il captura un vaisseau anglais de 74, *le Berwick,* qui sortait de cette rade. Les escadres française et anglaise se signalèrent le 8 dans le canal de Livourne. A l'aspect de l'ennemi, la résolution de Le Tourneur faiblit; il ordonna la retraite. L'armée anglaise donna chasse à son tour. Le 13, les deux escadres étaient par le travers du cap Noli, Rivière de Gênes. *Le Mercure,* de 74, et le vaisseau à trois ponts *le Sans-Culotte* se séparèrent dans la nuit. Le lendemain, à la pointe du jour, le vaisseau *le Ça ira,* de 74, qui avait été démâté par un abordage avec le vaisseau *la Victoire,* tomba sous le vent; *le Censeur* lui donna la remorque. Les deux armées étaient égales en nombre, mais non en force : l'escadre française, de quinze vaisseaux, était réduite à treize, dont aucun de trois ponts; l'escadre anglaise, de treize vaisseaux, en avait quatre à trois ponts. L'escadre française

continua sa retraite, mais elle ne put éviter deux engagements : *le Censeur* et *le Ça ira* se battirent contre un vaisseau à trois ponts et deux vaisseaux de 74 anglais. *Le Tonnant, le Duquesne* et *la Victoire* furent engagés toute la journée; le reste de la ligne française ne le fut pas. *Le Censeur* et *le Ça ira* furent pris après une vive résistance. L'escadre mouilla aux îles d'Hyères, où *le Sans-Culotte* et *le Mercure* la rallièrent. *Le Ça ira* coula en rade de la Spezia. Le vaisseau anglais à trois ponts *l'Illustrious* coula et se perdit par suite du combat. Ainsi, des deux côtés, la perte fut de chacun deux vaisseaux. Cet engagement fut le premier de cette guerre qui eut lieu dans la Méditerranée entre les deux nations. Si l'escadre française se fût battue en ligne dans le canal de Libourne, il est à penser qu'elle aurait soutenu l'honneur du pavillon.

Mais cet événement était fort heureux pour la République : si on avait eu des succès, que les vaisseaux anglais se fussent retirés à Gibraltar, on eût fait sortir le convoi. Cette expédition, sans but raisonnable et mal calculée, ne pouvait avoir que l'issue la plus funeste. Les troupes débarquèrent et se rendirent à Nice, où elles furent très-utiles, deux mois après, pour défendre cette frontière contre les attaques du général autrichien de Vins. Cet armement coûta quelques millions au trésor, mais il ne fut pas sans procurer de grands avantages. Le grand-duc de Toscane reconnut la République et envoya comme ambassadeur à Paris le comte Carletti; la Convention le reçut le 14 mars 1795. La république de Venise, qui s'était refusée à entrer dans la coalition et avait reçu un agent français, fut stimulée par le bruit de cet armement, et envoya pour ambassadeur le noble Quirini; la nomination de cet envoyé est du 14 mars. Gênes se raffermit dans ses dispositions de neutralité. Le roi de Naples était entré dans la coalition aussitôt que l'escadre anglaise et espagnole avait dominé dans la Méditerranée; il avait puissamment concouru à la défense de Toulon. Mais ce prince, ainsi que Rome, le roi de Sardaigne, les ducs de Modène et de Parme, devait céder à l'ascendant de la République dans la campagne de 1796.

V. Depuis le 9 thermidor (27 juillet 1794), le Midi était fort agité. Le tribunal révolutionnaire de Marseille avait fait périr sur l'échafaud toute l'élite du commerce de cette ville. Les jacobins composant la société populaire avaient encore la haute main; ils gémissaient de la ruine de la Montagne et frémissaient des lois modérées qui régnaient alors. D'un autre côté, le reste du parti des sections,

quoique fort affaibli par l'émigration et les pertes de toute espèce, s'agitait; il était animé par un esprit violent de vengeance. La population de Toulon, tous les ouvriers de l'arsenal, les équipages de l'escadre, tenaient au premier parti; ils voyaient avec défaveur les représentants Mariette et Cambon, qu'ils accusaient d'être du parti des réacteurs. Dans ces circonstances, un corsaire français amena à Toulon une prise espagnole; elle avait à bord une vingtaine d'émigrés, la plus grande partie composait la famille Chabrillant. Un rassemblement tumultueux eut lieu à l'arsenal et dans les rues; on se porta aux prisons pour égorger ces malheureux. Les représentants se rendirent à l'arsenal; après avoir harangué dans une salle les officiers de l'administration, ils haranguèrent les ouvriers dans leurs chantiers, leur promirent de traduire les émigrés à une commission extraordinaire et de les faire juger dans les vingt-quatre heures. Mais ils étaient eux-mêmes suspects; ils n'avaient aucune influence sur l'opinion; leurs discours furent mal interprétés. Une voix se fit entendre : *A la lanterne les protecteurs des émigrés!* La journée était fort avancée, on commençait à allumer les réverbères. Le tapage devenait horrible, la foule tumultueuse. La garde accourut et fut repoussée. Dans cette circonstance, le général d'artillerie reconnut parmi les chefs du tumulte plusieurs canonniers qui avaient servi sous lui au siége de Toulon. Il monta sur un chantier; les canonniers firent respecter leur général et imposèrent silence; il eut le bonheur de faire effet, de calmer les passions de cette aveugle multitude. Les représentants sortirent sains et saufs de l'arsenal. Mais le désordre était plus grand encore dans les rues. Aux portes des prisons, la résistance de la garde commençait à mollir; il s'y rendit, le peuple fut contenu; il promit que le lendemain au jour les émigrés seraient traduits et jugés. Il n'eût pas été aisé de persuader que ces émigrés n'étaient pas dans le cas de la loi, puisqu'ils n'avaient pas violé leur ban. Dans la nuit, il fit placer ces malheureux dans des caissons du parc et les fit sortir comme un convoi d'artillerie; un bateau les attendait dans la rade d'Hyères, où ils s'embarquèrent et furent ainsi sauvés.

La fermentation alla à Toulon en augmentant, et enfin le 30 mai on y courut aux armes. Ils se déclarèrent en insurrection, arrêtèrent ou mirent en fuite les représentants qui se trouvaient dans la ville. Mais ceux-ci prirent le dessus à Marseille et marchèrent contre Toulon. Les Toulonnais sortirent avec 3,000 hommes et deux pièces de canon à leur rencontre. Le combat eut lieu sur les hauteurs de Cuges. La victoire se déclarait pour les Toulonnais, lorsque le géné-

ral Pacthod arriva avec un corps de troupes de ligne. Quelques jours après, Toulon fut soumis. Lors de cet événement, Napoléon avait quitté la Provence depuis un mois.

VI. Les comités de gouvernement présentèrent le tableau des officiers généraux qui devaient être employés pendant la campagne de 1795. Un grand nombre d'officiers qui avaient été éloignés depuis la fin de 1792, pendant 1793 et 1794, reçurent du service; il se trouva beaucoup de généraux d'artillerie qu'on ne pouvait employer. Napoléon, âgé alors de vingt-cinq ans, était le plus jeune de tous; il fut porté sur le tableau des généraux d'infanterie pour être employé dans l'artillerie lorsqu'il y aurait des inspections vacantes. Il dut quitter l'armée d'Italie, comme Kellermann venait d'en prendre le commandement. Il conféra avec ce général à Marseille, lui donna tous les renseignements qu'il pouvait désirer, et partit pour Paris. Il apprit à Châtillon-sur-Seine, chez le père du capitaine Marmont, son aide de camp, la journée du 1er prairial; ce qui le décida à y séjourner quelques jours pour attendre que la tranquillité fût rétablie dans la capitale.

Arrivé à Paris, il se présenta chez Aubry, membre du Comité de salut public, qui avait fait le rapport sur le travail militaire, lui observa qu'il avait commandé l'artillerie du siége de Toulon et celle de l'armée d'Italie depuis deux ans, qu'il avait armé les côtes de la Méditerranée, et qu'il lui était pénible de quitter un corps où il servait depuis son enfance. Ce représentant objecta qu'il y avait un grand nombre de généraux d'artillerie et qu'il était le plus jeune; que, aussitôt qu'il y aurait des places vacantes, il y serait appelé. Mais Aubry, six mois avant, était encore capitaine d'artillerie; il n'avait pas fait la guerre depuis la révolution, et cependant il s'était porté sur le travail comme général de division inspecteur d'artillerie. Peu de jours après, le Comité de salut public fit expédier à Napoléon l'ordre de se rendre à l'armée de la Vendée pour y commander une brigade d'infanterie : en réponse, il donna sa démission. Cependant ce travail excitait beaucoup de réclamations. Les officiers déplacés se rendaient en foule à Paris; beaucoup étaient des officiers distingués, le plus grand nombre étaient sans mérite et s'étaient avancés par les clubs; mais tous, trouvant dans le général d'artillerie un homme qui jouissait d'une réputation intacte, s'attachaient dans leurs réclamations et pétitions à le nommer comme une preuve de l'injustice et de la partialité de ce travail.

Huit jours après que Napoléon eut donné sa démission, et pen-

dant qu'il attendait la réponse du Comité de salut public, Kellermann se fit battre, perdit sa position de San-Giacomo, et écrivit que, si on ne lui envoyait pas de prompts renforts, il serait obligé de quitter même Nice. L'alarme fut grande, le Comité de salut public convoqua tous les députés qui avaient été à l'armée d'Italie pour avoir des renseignements; ceux-ci, unanimement, désignèrent le général d'artillerie comme connaissant le mieux les positions qu'occupait l'armée, et comme le plus capable d'indiquer le parti à prendre. Il reçut une réquisition de se rendre au Comité; il eut plusieurs conférences avec Sieyès et Doulcet-Pontécoulant, Le Tourneur, Jean Debry. Il rédigea les instructions que le Comité adopta; il fut requis par un décret spécial, en qualité de général de brigade d'artillerie, pour être spécialement chargé, jusqu'à nouvel ordre, de la direction des opérations militaires. C'est dans cette situation qu'il passa deux ou trois mois jusqu'au 13 vendémiaire.

VII. Lorsque Kellermann avait pris, le 19 mai 1795, le commandement de l'armée d'Italie, l'armée était dans les positions où l'avait mise Napoléon au mois d'octobre de l'année précédente, après le combat de Cairo. Ces positions étaient les suivantes : la gauche, depuis le col de l'Argentière jusqu'au col du Sabbione, forte de 5,000 hommes; le centre, commandé par le général Macquard, occupait le col du Sabbione, le col de Tende, le Mont-Bertrand, le Tanarello; il était de 8,000 hommes; la droite occupait le col de Termini, les hauteurs d'Ormea, les cols San-Bernardo, de Bardinetto, de Settepani, de Melogno, de San-Giacomo, de la Madonna, de Vado; elle était de 25,000 hommes, sous les ordres des généraux de division Serurier, Laharpe et Masséna.

La cour de Vienne avait été vivement alarmée de l'affaire de Cairo et de la position que l'armée française avait prise à la fin de 1794. De cette position de Vado, elle menaçait Gènes, dont la perte eût ouvert la porte du Milanais. Elle réunit, pour la campagne de 1795, sous les ordres du général de Vins, une armée de 30,000 Autrichiens pour agir de concert avec l'armée piémontaise. L'escadre anglaise croisa sur les côtes de Savone et Vado pour seconder les opérations du général autrichien, qui porta successivement son quartier général à Acqui, à Dego, et de là se porta sur les hauteurs de Savone, dont il s'empara le 23; ce qui le mit en communication avec l'escadre anglaise.

Le général de Vins partagea son armée en trois corps, qui débouchèrent le 23 juin. La droite, divisée en cinq colonnes, attaqua la

gauche de l'armée française depuis le col de Termini jusqu'aux hauteurs d'Ormea ; le centre marcha sur trois colonnes principales, qui se subdivisèrent en un grand nombre d'autres, et attaqua toutes les positions de Bardinetto à San-Giacomo ; la gauche attaqua la droite aux positions de Vado. Le 25 et le 26, on se battit partout avec acharnement. L'armée française conserva ses positions, hormis la redoute de Melogno, le col de Spinardo et la crête de San-Giacomo. Par la possession de la redoute de Melogno, l'ennemi menaçait le centre de l'armée. Cette position n'est éloignée de Finale, sur le bord de la mer, que de deux lieues. Le 27, Kellermann la fit attaquer, sentant toute l'importance de la reprendre ; mais il échoua. Le 28, il battit en retraite, évacua San-Giacomo, Vado, Finale, et prit une position provisoire. Enfin, le 7 juillet, aussitôt qu'il eut reçu les ordres du Comité de salut public, qui répondait à ses courriers des 24, 25, 26, 27 et 28, il s'établit à la position de Borghetto.

Kellermann était brave soldat, extrêmement actif, avait beaucoup de bonnes qualités ; mais il était tout à fait privé des moyens nécessaires pour la direction en chef d'une armée. Il ne fit, dans la conduite de cette guerre, que des fautes. Le Comité lui observa « que l'armée ne s'était étendue en 1794 au delà des hauteurs du Tanaro et n'avait prolongé sa droite par Bardinetto, Melogno, San-Giacomo, que pour occuper Vado ; qu'elle n'avait évacué Vado que pour empêcher l'armée autrichienne de se concerter avec l'escadre anglaise, et pour pouvoir accourir au secours de Gênes, si l'ennemi se portait sur cette ville soit par mer, soit par le col de la Bocchetta ; qu'elle n'occupait pas Vado comme une position défensive, mais comme une position offensive, pour être plus à portée de déboucher sur l'ennemi, s'il se présentait dans la Rivière ; que, aussitôt que les Autrichiens s'étaient portés sur Savone, il aurait dû marcher pour les combattre, pour empêcher qu'ils ne s'emparassent de cette ville et ne lui interceptassent sa communication avec Gênes ; mais que, puisqu'il ne l'avait pas pu faire, 1° il eût dû évacuer Vado pour appuyer sa droite sur San-Giacomo ; 2° que lorsque, par le résultat de la journée du 25, l'ennemi s'était emparé de Melogno et de la crête de San-Giacomo, il devait dans la nuit profiter de l'avantage qu'avait obtenu à sa droite le général Laharpe pour évacuer Vado, et se servir des troupes de Laharpe pour renforcer l'attaque sur San-Giacomo et Melogno ; elle eût été couronnée d'un plein succès ; 3° que lorsque, le 27, il se résolut d'attaquer Melogno, il était encore temps de ployer sa droite, pour qu'elle se trouvât à cette attaque, profitant du nouvel avantage qu'elle avait obtenu le 26 sur la gauche

de l'ennemi; cette manœuvre eût encore décidé de la victoire. » Ces dépêches, qui étaient écrites de main de maître, étonnèrent beaucoup l'état-major, qui cependant devina bientôt qui les avait dictées[1].

Il y a dans la Rivière du Ponent trois lignes qui couvrent le comté de Nice et barrent la Rivière, la droite appuyée à la mer et la gauche à la crête supérieure des montagnes. La première de ces lignes est celle de Borghetto, la deuxième celle de Monte-Grande, la troisième celle de la Taggia. Le général d'artillerie avait reconnu depuis longtemps ces trois lignes, accompagné de l'adjudant général Saint-Hilaire, brave et excellent officier, qui depuis s'est couvert de gloire dans cent batailles et est mort général de division sur les champs d'Essling. La ligne de Borghetto appuie sa droite à la mer, au village de Borghetto, à une lieue de Loano, sur un mamelon qui domine toute la plaine de Loano, et sa gauche à un grand rocher isolé. Masséna fit construire sur ce rocher une redoute que l'armée appela *le Petit-Gibraltar*, en mémoire du fort Mulgrave à Toulon : elle était vis-à-vis le Champ-des-Prêtres. De là on communique par des montagnes escarpées jusqu'aux hauteurs qui dominent Ormea, Loano, Rocca-Barbena; le mont San-Bernardo, Garessio sont hors de cette ligne et appartiennent naturellement à l'ennemi; mais Ormea est couvert. Cette ligne est extrêmement forte; son étendue est considérable, cinq ou six lieues; mais presque partout elle est inabordable. Elle ne peut être attaquée que par la gorge de Zuccarello, où est le château de ce nom, qu'on arma; ce fut un excellent poste de bataille. Dans le courant de juillet, août et septembre, de Vins projeta plusieurs fois d'attaquer cette ligne : il ne l'osa jamais sérieusement. De Zuccarello une ligne aboutit à Albenga, passant derrière le petit ruisseau de l'Arrosia : c'est une bonne position dans le cas où la partie de la ligne de Zuccarello à Borghetto serait forcée.

La position de Monte-Grande, qui s'attache au col de Pizzo et au col de Mezzaluna et s'appuie à la mer derrière San-Lorenzo, est une ligne beaucoup moins bonne, mais encore très-forte. Celle qui appuie sa droite à l'embouchure de la Taggia, son centre à Monte-Ceppo et sa gauche à Monte-Tanarda et au col Ardente, est moins forte que celle de Borghetto, mais plus forte que celle de Monte-Grande. La première ligne couvre Oneille et toutes les positions de la Rivière, d'Oneille à Borghetto. La deuxième couvre Oneille et Ormea et tous les débouchés du Tanaro. La troisième couvre toute la partie de la Rivière du Ponent, d'Oneille à San-Remo. Cette ligne a cela de particulier qu'elle peut défendre San-Remo, et que, si on

[1] Voir tome Ier, les pièces nos 52, 53, 57 et 60.

y est forcé, on peut évacuer cette ville et s'appuyer à Ospitaletto, entre elle et Bordighiera, sans que la ligne soit moins bonne. L'ennemi peut tourner la première ligne en débouchant par la vallée du Tanaro et en s'emparant du Monte-Ariolo, et menaçant alors de tomber sur le Monte-Grande et sur Oneille; mais Ormea et le Monte-Ariolo sont si près de la ligne, que les réserves peuvent servir à la défense de cette position. Elle peut aussi être tournée par le col de Tende, mais ce serait changer le théâtre de la guerre; l'ennemi ne pourrait faire un si grand mouvement sans qu'on en fût instruit, ce qui indiquerait de choisir le moment où ses troupes seraient en marche pour attaquer et détruire ce qu'il aurait laissé devant la ligne de Borghetto. La deuxième ligne et surtout la troisième ont cela d'avantageux, qu'elles ne peuvent pas être tournées par la vallée du Tanaro, qui est en dehors; qu'elles se rattachent au col Ardente, c'est-à-dire jusqu'au col de Tende; que le col Ardente et la Tanarda non-seulement concourent à la défense du col de Tende, mais même, le col de Tende forcé, prennent de revers, avant le défilé de Saorgio, la route qui conduit à Nice. A ne considérer donc que la seule défense du comté de Nice, la ligne de la Taggia serait la meilleure, parce que toutes les troupes seraient concentrées et à portée de défendre le col de Tende.

VIII. Le gouvernement jugea le commandement de l'armée d'Italie au-dessus des forces de Kellermann; il l'envoya en septembre commander l'armée des Alpes, et confia l'armée d'Italie au général Scherer, qui commandait l'armée des Pyrénées-Orientales, devenue inutile par la paix conclue avec l'Espagne.

Scherer mena en Italie un renfort de deux divisions de bonnes troupes. L'armée autrichienne avait également été renforcée; elle n'avait pas rempli, dans la campagne de 1795, l'espérance de sa cour; mais cependant elle avait eu des succès importants; elle s'était emparée de la position de San-Giacomo, et, de Vado, interceptait Gênes et était en communication avec l'escadre anglaise. Au commencement de novembre, l'armée française occupait toujours la ligne de Borghetto avec cinq divisions : celle de gauche, sous les ordres du général Serurier, était à Ormea; deux, sous les ordres des généraux Masséna et Laharpe, étaient à Zuccarello et à Castelvecchio; et deux, sous les ordres des généraux Augereau et Sauret, étaient vis-à-vis de Borghetto; ce qui formait une force active de 35 à 36,000 hommes. Le quartier général de l'armée autrichienne était à Finale; sa droite, composée de Piémontais, à Garessio; son centre, commandé

par Argenteau, à Rocca-Barbena, et sa gauche, toute composée d'Autrichiens, en avant de Loano, où elle avait construit beaucoup de redoutes pour défendre la plaine. Ses forces en ligne étaient de 45,000 hommes; les maladies de l'automne lui faisaient éprouver des pertes considérables, ainsi qu'à l'armée piémontaise. L'armée française avait beaucoup de peine à vivre; la saison, déjà avancée, lui faisait désirer de prendre ses quartiers d'hiver. Scherer se décida à risquer une bataille qui les rendît sûrs et rétablît la communication avec Gênes, en obligeant l'ennemi à hiverner au delà des montagnes.

Le 21 novembre au soir, Masséna se mit en mouvement avec sa division et celle de Laharpe. A la pointe du jour, il attaqua le centre de l'ennemi placé à Rocca-Barbena, le culbuta, le poursuivit l'épée dans les reins, le jeta dans la Bormida, s'empara de Melogno et vint finir la journée en bivouaquant son avant-garde sur les hauteurs de San-Giacomo. Le 22, à la pointe du jour, Serurier escarmoucha avec la droite de l'ennemi et tint en respect toute l'armée piémontaise. Augereau déboucha par Borghetto, attaqua la gauche et s'empara de toutes les positions. L'ennemi précipita sa retraite sur Finale et continua sur Savone en toute hâte, lorsqu'il se vit prévenu par Masséna sur le sommet de San-Giacomo. Serurier, qui, par ses bonnes manœuvres, avait contenu des troupes doubles des siennes sans éprouver d'échecs notables, fut renforcé de deux brigades dans la journée du 23. Le 24, il attaqua sérieusement à son tour et rejeta l'armée piémontaise dans le camp retranché de Ceva. Les armées autrichienne et sarde firent des pertes très-considérables : la plus grande partie de leur artillerie, des magasins, des bagages et 4,000 prisonniers. L'armée française se couvrit de gloire dans cette journée. L'armée autrichienne abandonna toute la Rivière de Gênes et alla prendre ses quartiers d'hiver au delà de l'Apennin. L'une et l'autre armée entrèrent dans leurs quartiers d'hiver. Les communications des Français avec Gênes furent libres. Le quartier général retourna à Nice. Ainsi finit l'année 1795.

13 VENDÉMIAIRE

I. Constitution de l'an III. — II. Lois additionnelles. — III. Résistance armée des sections de Paris. — IV. Dispositions d'attaque et de défense des Tuileries. — V. Combat du 13 vendémiaire. — VI. Napoléon commandant en chef l'armée de l'intérieur. — VII. Des cinq directeurs. — Barras. — VIII. Revellière Lépaux. — IX. Reubell. — X. Carnot. — XI. Le Tourneur (de la Manche).

I. La chute de la municipalité du 31 mai, de Danton et de Robespierre, amena la fin du gouvernement révolutionnaire. Depuis, la Convention fut successivement gouvernée par des factions qui ne surent acquérir aucune prépondérance; ses principes varièrent chaque mois. Une épouvantable réaction affligea l'intérieur de la République. Les domaines cessèrent de se vendre, et le discrédit des assignats s'accrut chaque jour. Les armées se trouvèrent sans solde; les réquisitions et le maximum y avaient seuls maintenu l'abondance; le pain même du soldat ne fut plus assuré. Le recrutement, dont les lois avaient été exécutées avec la plus grande rigueur sous le gouvernement révolutionnaire, cessa. Les armées continuèrent d'obtenir de grands succès, parce que jamais elles n'avaient été plus nombreuses; mais elles éprouvaient des pertes journalières, qu'il n'y eut plus moyen de réparer. Le parti de l'étranger, qui s'étayait du prétexte du rétablissement des Bourbons, acquérait chaque jour de nouvelles forces. Les communications étaient devenues plus faciles avec l'extérieur. La perte de la République se tramait publiquement. La révolution était vieille; elle avait froissé bien des intérêts; une main de fer avait pesé sur les individus; bien des crimes avaient été commis; ils furent tous relevés avec acharnement pour exciter tous les jours davantage l'animadversion publique contre tous ceux qui avaient gouverné, administré ou participé d'une manière quelconque au succès de la révolution. Pichegru s'était vendu. Les prosélytes des ennemis de la République ne furent cependant pas nombreux dans l'armée; elle

[1] Cette dictée est reproduite d'après le texte original portant des corrections de la main de Napoléon Ier, et communiqué par Sa Majesté l'Empereur Napoléon III.

resta fidèle aux principes pour lesquels elle avait versé tant de sang et remporté tant de victoires. Tous les partis étaient fatigués de la Convention, elle l'était d'elle-même; elle vit enfin que le salut de la patrie, le sien propre, exigeaient que, sans délai, elle remplît sa mission : elle décréta la constitution connue sous le nom de *Constitution de l'an* III, qui confiait le gouvernement à cinq personnes, sous le nom de *Directoire;* la législature à deux conseils, dits des *Cinq-Cents* et des *Anciens.* Cette constitution fut soumise à l'acceptation du peuple, réuni en assemblées primaires.

II. L'opinion était généralement répandue qu'il fallait attribuer le peu de durée de la constitution de 1791 à la loi de la Constituante qui avait exclu ses membres de la législature. La Convention ne tomba pas dans la même faute; elle joignit à la Constitution deux lois additionnelles, par lesquelles elle prescrivit que les deux tiers de la législature nouvelle seraient composés des membres de la Convention, et que les assemblées électorales des départements n'auraient à nommer, pour cette fois, qu'un tiers seulement des deux Conseils. Ces deux lois additionnelles furent soumises à l'acceptation du peuple. Le mécontentement fut général. Le parti de l'étranger voyait tous ses projets déjoués; il s'était flatté que les deux Conseils seraient composés en majorité d'hommes mal disposés pour la révolution ou même de ceux qui en avaient été victimes; il se flattait d'arriver à la contre-révolution par l'influence même de la législature. Ce parti ne manquait pas de très-bonnes raisons pour déguiser les véritables motifs de son mécontentement. Il alléguait que les droits du peuple étaient méconnus, puisque la Convention, qui n'avait eu de mission que pour proposer une constitution, usurpait les pouvoirs d'un corps électoral. Quant à la Constitution en elle-même, elle était préférable sans doute à ce qui existait, et sur ce point tous les partis étaient d'accord. Les uns, il est vrai, eussent voulu un président au lieu de cinq directeurs; les autres auraient désiré un conseil plus populaire; mais en général on vit cette nouvelle constitution avec plaisir. Les comités secrets que dirigeait le parti de l'étranger n'attachaient au une importance à des formes de gouvernement qu'ils ne voulaient pas maintenir; ils n'étudiaient dans la Constitution que le moyen d'en profiter pour opérer la contre-révolution; et tout ce qui tendait à ôter l'autorité des mains de la Convention et des conventionnels conduisait à ce but.

Les quarante-huit sections de Paris se réunirent; ce furent quarante-huit tribunes qu'occupèrent les orateurs les plus virulents,

Laharpe, Sérizi, Lacretelle jeune, Vaublanc, Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely). Il fallait peu de talent pour exciter les esprits contre la Convention, et plusieurs de ces orateurs en montrèrent beaucoup. La capitale fut mise en fermentation.

Après le 9 thermidor, la ville de Paris avait organisé sa garde nationale. Elle avait eu en vue d'en éloigner les jacobins; elle était tombée dans l'excès contraire, et les contre-révolutionnaires s'y trouvaient en assez grand nombre. Cette garde nationale était de 40,000 hommes armés et habillés; elle partagea toute l'exaspération des sections contre la Convention. Celles-ci, ayant rejeté les lois additionnelles, se succédèrent à la barre de la Convention pour y déclarer hautement leur opinion. La Convention cependant croyait encore que toute cette agitation se calmerait aussitôt que les provinces auraient manifesté leur opinion par l'acceptation de la Constitution et des lois additionnelles. Elle croyait pouvoir comparer cette agitation de la capitale à ces commotions si communes à Londres, et dont Rome avait si souvent donné l'exemple aux temps des comices. Elle proclama, le 23 septembre, l'acceptation de la Constitution et des lois additionnelles par la majorité des assemblées primaires de la République; mais, dès le lendemain, les sections de Paris, sans tenir compte de cette acceptation, nommèrent des députés pour former une assemblée centrale d'électeurs, qui se réunit à l'Odéon.

III. Les sections de Paris avaient mesuré leurs forces; elles méprisaient la faiblesse de la Convention. Cette assemblée de l'Odéon était un comité d'insurrection. La Convention se réveilla; elle annula l'assemblée de l'Odéon, la déclara illégale, et ordonna à ses comités de la dissoudre par la force. Le 10 vendémiaire, la force armée se porta à l'Odéon et exécuta cet ordre. Quelques hommes rassemblés sur la place de l'Odéon firent entendre des murmures, se permirent quelques injures, mais n'opposèrent aucune résistance. Le décret qui fermait l'Odéon excita l'indignation des sections : celle Le Pelletier, dont le chef-lieu était au couvent des Filles Saint-Thomas, était la plus animée. Un décret de la Convention ordonna que le lieu de ses séances fût fermé, l'assemblée dissoute et la section désarmée. Le 12 vendémiaire (3 octobre), à sept ou huit heures du soir, le général Menou, accompagné des représentants du peuple, commissaires près de l'armée de l'intérieur, se rendit, avec un corps nombreux de troupes, au lieu des séances de la section Le Pelletier pour y faire exécuter le décret de la Convention. Infanterie, cavalerie, artillerie, tout fut entassé dans la rue Vivienne, à l'extrémité de laquelle est le

couvent des Filles Saint-Thomas. Les sectionnaires occupaient les fenêtres des maisons de cette rue. Plusieurs de leurs bataillons se rangèrent en bataille dans la cour du couvent, et la force militaire que commandait le général Menou se trouva compromise. Le comité de la section s'était déclaré représentant du peuple souverain dans l'exercice de ses fonctions; il refusa d'obéir aux ordres de la Convention, et, après une heure d'inutiles pourparlers, le général Menou et les commissaires de la Convention se retirèrent, par une espèce de capitulation, sans avoir désarmé ni dissous ce rassemblement. La section, demeurée victorieuse, se constitua en permanence, envoya des députations à toutes les autres sections, vanta ses succès, et pressa l'organisation qui pourrait assurer sa résistance. Elle prépara ainsi la journée du 13 vendémiaire.

Napoléon, attaché depuis quelques mois à la direction du mouvement des armées de la République, était au spectacle au théâtre Feydeau, lorsque, instruit de la scène singulière qui se passait si près de lui, il fut curieux d'en observer les circonstances. Voyant les troupes conventionnelles repoussées, il courut aux tribunes de la Convention pour juger de l'effet de cette nouvelle, et suivre les développements et la couleur qu'on y donnerait. La Convention était dans la plus grande agitation. Les représentants auprès de l'armée, pour se disculper, se hâtèrent d'accuser Menou; ils attribuèrent à la trahison ce qui n'était dû qu'à la malhabileté : il fut mis en arrestation. Alors différents représentants se montrèrent successivement à la tribune; ils peignirent l'étendue du danger; les nouvelles qui, à chaque instant, arrivaient des sections ne faisaient voir que trop combien il était grand. Chacun des membres proposa le général qui avait sa confiance pour remplacer Menou; les thermidoriens proposaient Barras, mais il était peu agréable aux autres partis; ceux qui avaient été à Toulon, à l'armée d'Italie, et les membres du Comité de salut public, qui avaient des relations journalières avec Napoléon, le proposèrent comme plus capable que personne de les tirer de ce pas dangereux par la promptitude de son coup d'œil, l'énergie et la modération de son caractère. Mariette, qui était du parti des modérés et un des membres les plus influents du comité des quarante, appuya ce choix.

Napoléon, qui entendait tout du milieu de la foule où il était caché, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire.

Il se décida enfin, et se rendit au comité, auquel il peignit vivement l'impossibilité de pouvoir diriger une opération aussi importante avec trois représentants qui, dans le fait, exerçaient tous les pouvoirs

4.

et gênaient toutes les opérations du général; il ajouta qu'il avait été témoin de l'événement de la rue Vivienne, que les commissaires avaient été les plus coupables et s'étaient pourtant trouvés au sein de l'assemblée des accusateurs triomphants. Frappé de ces raisons, mais dans l'impossibilité de destituer les commissaires sans une longue discussion dans l'assemblée, le comité, pour tout concilier, car il n'avait pas de temps à perdre, prit le parti de proposer pour général en chef Barras, en donnant le commandement en second à Napoléon. Par là on se trouva débarrassé des trois commissaires sans qu'ils eussent à se plaindre.

Aussitôt que Napoléon se trouva chargé du commandement des forces qui devaient protéger l'assemblée, il se transporta dans un des cabinets des Tuileries où était Menou, afin d'obtenir de lui les renseignements nécessaires sur les forces, la position de ses troupes et de son artillerie. L'armée n'était que de 5,000 hommes de toutes armes; le parc était de quarante pièces de canon, alors parquées aux Sablons sous la garde de vingt-cinq hommes. Il était une heure après minuit. Le général expédia aussitôt un chef d'escadron du 21e de chasseurs (Murat), avec 300 chevaux, pour se rendre en toute diligence aux Sablons et ramener l'artillerie dans le jardin des Tuileries. Un moment plus tard il n'eût été plus temps : cet officier, arrivant à trois heures aux Sablons, s'y trouva avec la tête d'une colonne de la section Le Pelletier qui venait saisir le parc; mais il était à cheval et en plaine; la section se retira, et, à cinq heures du matin, les quarante pièces de canon entrèrent aux Tuileries.

IV. Depuis six heures jusqu'à neuf, Napoléon plaça cette artillerie à la tête du pont Louis XVI[1], du Pont-Royal, de la rue de Rohan, au cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Tournant, etc.; il en confia la garde à des officiers sûrs. La mèche était allumée, et la petite armée distribuée aux différents postes ou en réserve au jardin et au Carrousel.

La générale battait dans tous les quartiers; les bataillons de garde nationale prenaient position aux débouchés des rues, cernant le palais et le jardin des Tuileries; leurs tambours portaient l'audace jusqu'à venir battre la générale sur le Carrousel et sur la place Louis XV. Le danger était imminent : 40,000 gardes nationaux bien armés, organisés depuis longtemps, étaient sous les armes, fort animés contre la Convention; les troupes de ligne chargées de la défendre étaient peu nombreuses et pouvaient être facilement entraînées par le

[1] Le pont de la Concorde.

sentiment de la population qui les environnait. La Convention, pour accroître ses forces, donna des armes à 1,500 individus, dits *les Patriotes de* 89; c'étaient des hommes qui, depuis le 9 thermidor, avaient perdu leurs emplois et quitté leurs départements, où ils étaient poursuivis par l'opinion; elle en forma trois bataillons sous les ordres du général Berruyer. Ces hommes se battirent avec la plus grande valeur; ils entraînèrent la troupe de ligne, et furent pour beaucoup dans le succès de la journée. Un comité de quarante membres, sous la présidence de Cambacérès, composé des Comités de salut public et de sûreté générale, dirigeait toutes les affaires, discutait beaucoup, ne décidait rien, pendant que le danger devenait à chaque instant plus pressant. Les uns voulaient qu'on posât les armes et qu'on reçût les sectionnaires comme les sénateurs romains avaient reçu les Gaulois; d'autres voulaient qu'on se retirât sur les hauteurs de Saint-Cloud, au camp de César, pour y être joint par l'armée des côtes de l'Océan; d'autres proposaient qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections pour leur faire diverses propositions. Pendant ces vaines discussions, un nommé Lafond déboucha sur le Pont-Neuf, venant de la section Le Pelletier, à deux heures après midi, à la tête de trois ou quatre bataillons, dans le temps qu'une autre colonne de même force venait de l'Odéon à sa rencontre. Ces colonnes se réunirent sur la place Dauphine. Le général Carteaux, qui était placé au Pont-Neuf avec 400 hommes et quatre pièces de canon, ayant l'ordre de défendre les deux côtés du pont, quitta son poste et se replia sous les guichets du Louvre. En même temps un bataillon de garde nationale occupa le jardin de l'Infante; il se disait fidèle à la Convention et pourtant saisissait ce poste sans ordre. D'un autre côté, Saint-Roch, le Théâtre-Français et l'hôtel de Noailles étaient occupés en force par les gardes nationales. Les postes conventionnels n'étaient séparés que de douze à quinze pas. Les sectionnaires envoyaient des femmes pour corrompre les soldats; les chefs mêmes se présentèrent plusieurs fois sans armes et les chapeaux en l'air, « pour fraterniser, » disaient-ils.

V. Les affaires empiraient d'une manière étrange. Danican, général des sections, envoya un parlementaire sommer la Convention d'éloigner les troupes qui menaçaient le peuple et de désarmer les terroristes. Ce parlementaire, à trois heures après midi, traversa les postes, les yeux bandés, avec toutes les formes de la guerre; il fut introduit ainsi au milieu du comité des quarante, qu'il émut par ses menaces. Il n'obtint rien. La nuit approchait; les sectionnaires en auraient

profité pour se faufiler de maison en maison jusqu'aux Tuileries, déjà étroitement bloquées. A peu près à la même heure, Napoléon fit apporter dans la salle de la Convention huit cents fusils, des gibernes et des cartouches pour armer les conventionnels eux-mêmes et les bureaux, comme corps de réserve; cette mesure en alarma plusieurs, qui ne comprirent qu'alors la grandeur du danger. Enfin, à quatre heures un quart, des coups de fusil furent tirés de l'hôtel de Noailles, des balles tombèrent sur le perron des Tuileries et blessèrent une femme qui entrait dans le jardin. Au même moment, la colonne de Lafond déboucha par le quai Voltaire, marchant sur le Pont-Royal en battant la charge. Alors les batteries tirèrent; une pièce de 8, placée au cul-de-sac Dauphin, commença le feu et servit de signal. Après plusieurs décharges, Saint-Roch fut enlevé. La colonne de Lafond, prise en tête et en écharpe par l'artillerie placée sur le quai, à la hauteur du guichet du Louvre et à la tête du Pont-Royal, fut mise en déroute; la rue Saint-Honoré, la rue Saint-Florentin et les lieux adjacents furent balayés. Une centaine d'hommes essayèrent de résister au Théâtre de la République: quelques obus les en délogèrent. A six heures du soir tout était fini. Si l'on entendit de loin en loin quelques coups de canon pendant la nuit, ce fut pour empêcher les barricades que quelques habitants avaient cherché à établir avec des tonneaux.

Il y eut environ 200 tués ou blessés du côté des sectionnaires et presque autant du côté des conventionnels, la plus grande partie de ceux-ci aux portes de Saint-Roch.

Trois représentants, Fréron, Louvet et Sieyès, montrèrent de la résolution.

La section des Quinze-Vingts, faubourg Saint-Antoine, est la seule qui ait fourni 250 hommes à la Convention, tant ses dernières oscillations politiques lui avaient indisposé le peuple. Toutefois, si les faubourgs ne se levèrent pas en sa faveur, ils n'agirent pas non plus contre elle.

La force de l'armée de la Convention était de 8,500 hommes, en y comprenant les représentants eux-mêmes.

Il existait encore des rassemblements dans la section Le Pelletier. Le 14 au matin, des colonnes débouchèrent contre eux par les boulevards, la rue Richelieu et le Palais-Royal; des canons avaient été placés aux principales avenues. Les sectionnaires furent promptement délogés, et le reste de la journée fut employé à parcourir la ville, à visiter les chefs-lieux de section, ramasser les armes et lire des proclamations.

Le soir tout était rentré dans l'ordre, et Paris se trouvait parfaitement tranquille [1].

Lorsque, après ce grand événement, les officiers de l'armée de l'intérieur furent présentés en corps à la Convention, celle-ci, par acclamation, nomma Napoléon général en chef de cette armée, Barras ne pouvant cumuler plus longtemps le titre de représentant avec des fonctions militaires.

Le général Menou fut traduit à un conseil de guerre; les comités voulaient sa mort. Le général en chef le sauva en disant aux juges que, si Menou méritait la mort, les trois représentants qui avaient dirigé les opérations et parlementé avec les sectionnaires la méritaient aussi; que la Convention n'avait qu'à mettre en jugement les trois députés, et qu'alors ils condamneraient Menou. L'esprit de corps fut plus puissant que la voix des ennemis de ce général; il fut acquitté. La commission condamna plusieurs individus à mort par contumace, entre autres Vaublanc. Le nommé Lafond fut seul exécuté. Ce jeune homme avait montré beaucoup de courage dans l'action; la tête de sa colonne, sur le Pont-Royal, se reforma trois fois sous la mitraille, avant de se disperser tout à fait. C'était un émigré : il n'y eut pas moyen de le sauver, quelque désir qu'en eussent les officiers; l'imprudence de ses réponses déjoua constamment leurs bonnes intentions.

Il est faux qu'on ait fait tirer à poudre au commencement de l'action; cela n'eût servi qu'à enhardir les sectionnaires et à compromettre les troupes; mais il est vrai que, le combat une fois engagé, le succès n'étant plus douteux, alors, en effet, on ne tira plus qu'à poudre.

VI. Après le 13 vendémiaire, Napoléon eut à réorganiser la garde nationale, qui était un objet de la plus haute importance, comptant alors cent quatre bataillons. Il forma en même temps la garde du Directoire et réorganisa celle du Corps législatif. Ces mêmes éléments se trouvèrent précisément, dans la suite, une des causes de son succès à la fameuse journée du 18 brumaire. Il avait laissé de tels souvenirs parmi ces corps, qu'à son retour d'Égypte, bien que le Directoire eût recommandé à sa garde de ne point lui rendre d'honneurs militaires, il ne put l'obtenir et les empêcher de battre au champ dès qu'il paraissait.

Le peu de mois qu'il commanda l'armée de l'intérieur se trouvèrent remplis de difficultés et d'embarras attachés à l'installation d'un

[1] Voir t. I, p. 91, n° 73, le Rapport du général Bonaparte sur la journée du 13 vendémiaire.

gouvernement nouveau, dont les membres étaient divisés entre eux, et souvent en opposition avec les Conseils : une fermentation sourde parmi les anciens sectionnaires, qui étaient encore puissants dans Paris ; la turbulence active des jacobins, qui s'étaient réunis en assemblée patriotique sous le nom de *Société du Panthéon;* les agents des étrangers, qui fomentaient partout la discorde; le discrédit des finances et du papier-monnaie, qui mécontentait les troupes à l'extrême; mais, plus que tout cela encore, l'horrible famine qui, à cette époque, désola la capitale; dix ou douze fois les faibles distributions journalières que le gouvernement faisait au peuple manquèrent. Il fallait une activité, une dextérité peu communes pour surmonter tant d'obstacles et maintenir le calme dans la capitale en dépit de circonstances si fâcheuses et si graves. La société du Panthéon donnait chaque jour plus d'inquiétudes au gouvernement; la police n'osait aborder cette société de front : le général en chef fit mettre le scellé sur le lieu où elle tenait ses séances; les membres ne bougèrent plus tant qu'il demeura présent. Ce ne fut qu'après son départ qu'ils parurent de nouveau sous l'influence de Babeuf, Antonelle et autres, et éclatèrent au camp de Grenelle. Il eut souvent à haranguer à la halle, dans les rues, aux sections et dans les faubourgs; et une remarque curieuse, c'est que, de toutes les parties de la capitale, le faubourg Saint-Antoine est celui qu'il a toujours trouvé le plus facile à entendre raison et à recevoir des impulsions généreuses.

Ce fut pendant qu'il commandait à Paris que Napoléon fit connaissance de Mme de Beauharnais. On avait exécuté le désarmement général. Il se présenta à l'état-major un jeune homme de dix ou douze ans, qui vint le supplier de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été général de la République. Ce jeune homme était Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Napoléon, touché de la nature de sa demande et des grâces de son âge, lui accorda ce qu'il demandait. Eugène se mit à pleurer en voyant l'épée de son père; le général en fut touché et lui témoigna tant de bienveillance que Mme de Beauharnais se crut obligée de se rendre chez lui le lendemain lui en faire des remercîments. Chacun connaît la grâce extrême de l'impératrice Joséphine, ses manières douces et attrayantes. La connaissance devint bientôt intime et tendre, et ils ne tardèrent pas à se marier.

On reprochait à Scherer, commandant l'armée d'Italie, de ne pas avoir su profiter de la bataille de Loano; depuis on était peu satisfait de sa conduite. On voyait à son quartier général de Nice beau-

coup plus d'employés que de militaires. Ce général demandait de l'argent pour solder ses troupes et réorganiser les différents services, il demandait des chevaux pour remplacer les siens, qui étaient morts faute de fourrage. Le gouvernement ne pouvait donner ni l'un ni l'autre; il lui fit des réponses dilatoires : il l'amusa par de vaines promesses. Scherer s'en aperçut et fit connaître que, si l'on tardait davantage, il serait obligé d'évacuer la Rivière de Gênes, de revenir sur la Roja et peut-être de repasser le Var. Le Directoire consulta le général de l'armée de l'intérieur, qui lui remit un mémoire sur cet objet[1].

Un jeune général de vingt-cinq ans ne pouvait rester plus longtemps à la tête de l'armée de Paris; le sentiment de ses talents et la confiance que l'armée d'Italie avait en lui le désignèrent comme le seul capable de la tirer de la fâcheuse situation où elle se trouvait; tout cela décida le gouvernement à le nommer général en chef de l'armée d'Italie. Il quitta Paris le 4 mars 1796. Le général Hatry, âgé de soixante ans, employé à l'armée de Sambre-et-Meuse, le remplaça à l'armée de Paris, qui avait perdu son importance depuis que la crise des subsistances était passée et que le gouvernement se trouvait assis.

VII. Barras était officier au régiment de l'île de France à la Révolution; il fut nommé député à la Convention nationale par son département, celui du Var. Après le 31 mai, il fut nommé avec Fréron commissaire en Provence, qui était le foyer de la guerre civile. De retour à Paris, il se jeta dans le parti thermidorien; menacé par Robespierre ainsi que Tallien, ils se réunirent à ce qui restait des amis de Danton et firent la journée du 9 thermidor. Au moment de la crise, la Convention le nomma pour marcher à la Commune, qui s'était insurgée pour Robespierre; il réussit : cet événement lui donna une grande célébrité. Les thermidoriens, après la chute de Robespierre, devinrent les hommes de la France. Le 12 vendémiaire, lors de l'arrestation de Menou, les comités imaginèrent, pour se défaire des trois commissaires près de l'armée de l'intérieur, de réunir dans sa personne les pouvoirs de commissaire et ceux de commandant de cette armée. Mais les circonstances étaient trop graves pour lui; il n'avait point fait la guerre. Les événements de thermidor et de vendémiaire le portèrent au Directoire; il avait peu l'habitude du travail; cependant il fit mieux que l'on ne s'y était attendu. On lui reprocha sa dépense, ses liaisons avec des hommes

[1] Voir t. I, p. 95, la note sur l'armée d'Italie.

d'affaires, la fortune qu'il fit pendant les quatre ans qu'il fut en place, qu'il ne prenait pas la peine de dissimuler, ce qui contribua à la corruption de l'administration à cette époque. Barras était d'une haute stature, il parla quelquefois dans des moments d'orage, et sa voix couvrait alors toute la salle. Ses facultés morales ne lui permettaient pas d'aller au delà de quelques phrases. La passion avec laquelle il parlait l'aurait fait prendre pour un homme de résolution. En fructidor il forma avec Reubell et Revellière la majorité contre Carnot et Barthélemy. Après cette journée, il fut en apparence l'homme le plus considérable du Directoire, mais en réalité c'était Reubell qui faisait les affaires. Il soutint toujours, depuis le 13 vendémiaire, en public, le rôle d'un ami chaud de Napoléon, quoiqu'ils fussent brouillés, Napoléon ayant amèrement critiqué les mesures qui suivirent le 18 fructidor et spécialement la loi du 19. Il montra de la dextérité au 30 prairial an VII et ne partagea pas la disgrâce de ses collègues.

VIII. Revellière-Lépeaux, député de Maine-et-Loire à la Convention, fut un des soixante et treize arrêtés au 31 mai [1]. Bossu, de l'extérieur le plus désagréable qui soit possible; il avait le corps d'Ésope. Il écrivait passablement; son esprit était de peu d'étendue; il n'avait ni l'habitude des affaires, ni la connaissance des hommes. Il fut alternativement dominé, selon les temps, par Carnot et Reubell. Le Jardin des plantes et la théophilanthropie faisaient toute son occupation. Il était fanatique par tempérament; du reste, patriote chaud et sincère, citoyen probe, bien intentionné; il entra pauvre au Directoire et en sortit pauvre. La nature ne lui avait accordé que les qualités d'un magistrat subalterne.

IX. Reubell était un des meilleurs avocats de Colmar; il avait beaucoup de cet esprit qui caractérise un bon praticien. Il prenait facilement des préventions contre les individus, croyait peu à la vertu, était d'un patriotisme assez exalté. Quoi que l'on en ait dit, il ne s'est point enrichi au Directoire; il était, il est vrai, environné de fournisseurs, mais par la tournure de son esprit il se plaisait dans la conversation d'hommes actifs et entreprenants; il jouissait de leurs flatteries sans leur faire payer les complaisances qu'il avait pour eux. Il avait une haine particulière contre le système germanique et la

[1] Ces soixante et treize sont les députés à la Convention qui protestèrent contre les événements du 31 mai et contre le décret d'arrestation des députés connus sous le nom de *Girondins*.

noblesse immédiate de l'Empire. Il a montré de l'énergie dans les assemblées, soit avant, soit après sa magistrature. Il aimait à faire. Il avait été membre de la Constituante et de la Convention. Commissaire à Mayence pendant le siége, il ne montra ni caractère, ni courage, ni talents militaires; il contribua à la reddition de la place, qui devait encore se défendre. Il avait, comme les praticiens, un préjugé d'état contre les militaires, qu'il ne pouvait dissimuler.

X. Carnot était entré très-jeune dans le génie; il soutint dans ce corps le système de Montalembert. Il passait pour un original parmi ses camarades. Il était chevalier de Saint-Louis à la Révolution, qu'il embrassa chaudement. Il fut nommé à la Convention et membre du Comité de salut public, avec Robespierre, Barère, Couthon, Saint-Just, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois. Il montra constamment une grande exaltation contre les nobles, ce qui lui occasionna plusieurs querelles singulières avec Robespierre, qui, sur les derniers temps, en protégeait un grand nombre. Il était travailleur sincère dans tout ce qu'il faisait, sans intrigue et facile à tromper. Il était près de Jourdan comme commissaire de la Convention au déblocus de Maubeuge; il y rendit des services importants. Au Comité de salut public, il dirigea les opérations de la guerre, où il fut utile, sans mériter les éloges qu'on lui a donnés. Il n'avait aucune expérience de la guerre, ses idées étaient fausses sur toutes les parties de l'art militaire, même sur l'attaque et la défense des places et sur les principes des fortifications, qu'il avait étudiés dès son enfance. Il a imprimé sur ces matières des ouvrages qui ne peuvent être avoués que par un homme qui n'a aucune pratique de la guerre. Il montra du courage moral. Après thermidor, lorsque la Convention mit en arrestation tous les membres du Comité de salut public excepté lui, il voulut partager ce sort. Cette conduite fut d'autant plus noble, que l'opinion publique était violemment prononcée contre le Comité, et qu'effectivement Collot d'Herbois et Billaud-Varennes, avec qui il voulait s'associer, étaient des hommes affreux. Il fut nommé membre du Directoire après vendémiaire. Mais, depuis le 9 thermidor, il avait l'âme déchirée par les reproches de l'opinion publique, qui attribuait au Comité tout le sang qui avait coulé sur les échafauds. Il sentit le besoin de plaire, il se laissa entraîner par les meneurs du parti de l'étranger; alors il fut porté aux nues, mais il ne mérita pas les éloges des ennemis de la France; il se trouva placé dans une fausse position et succomba au 18 fructidor. Après le 18 brumaire, il fut rappelé et mis au ministère de guerre par le Premier Consul :

il y montra peu de talents et eut beaucoup de querelles avec le ministre des finances et le directeur du trésor Dufresne, dans lesquelles il avait le plus souvent tort. Enfin il quitta le ministère, persuadé qu'il ne pourrait plus aller faute d'argent. Membre du Tribunat, il parla et vota contre l'Empire, mais sa conduite toujours droite ne donna point d'ombrage au gouvernement. L'Empereur lui accorda une retraite de 20,000 francs. Tant que les choses prospérèrent, il ne dit mot et se tint dans son cabinet; mais, après la campagne de Russie, lors des malheurs de la France, il demanda du service. La ville d'Anvers lui fut confiée; il s'y comporta bien.

XI. Le Tourneur, député pour le département de la Manche, avait été officier du génie. On a peine à expliquer comment il fut nommé au Directoire; ce ne peut être que par une de ces bizarreries attachées aux grandes assemblées. Il avait peu d'esprit, était d'un petit caractère. Il y avait à la Convention cent députés qui valaient mieux que lui. Du reste, il était probe et honnête homme, et bien intentionné.

CAMPAGNES D'ITALIE[1].

(1796 — 1797.)

CHAPITRE PREMIER.

DESCRIPTION DE L'ITALIE.

I. De l'Italie. — II. Des Alpes. — III. Des Apennins. — IV. De la grande plaine d'Italie. — De la vallée du Pô et des vallées dont les eaux se jettent dans l'Adriatique, au nord et au sud du Pô. — V. Frontières de l'Italie du côté de terre. — Lignes qui couvrent la vallée du Pô. — Lignes qui coupent la vallée du Pô. — VI. Capitales de l'Italie. — VII. Moyens maritimes de l'Italie. — VIII. Situation des diverses puissances de l'Italie en 1796.

I. L'Italie est environnée par les Alpes et par la mer. Ses limites naturelles sont déterminées avec autant de précision que si c'était une île. Elle est comprise entre le 36e et le 46e degré de latitude, le 4e et le 16e de longitude de Paris; elle est composée de trois parties : la continentale, la presqu'île et les îles. La première est séparée de la seconde par l'isthme de Parme. Si de Parme, comme centre, vous tracez une demi-circonférence du côté du nord avec un rayon égal à la distance de Parme aux bouches du Var ou aux bouches de l'Isonzo (60 lieues), vous aurez tracé le développement de la chaîne supérieure des Alpes qui sépare l'Italie du continent. Ce demi-cercle forme le territoire de la partie dite *continentale*, dont la surface est de 5,000 lieues carrées. La presqu'île est un trapèze compris entre la partie continentale au nord, la Méditerranée à l'ouest, l'Adriatique à l'est, la mer d'Ionie au sud, dont les deux côtés principaux ont 200 à 210 lieues de longueur, et les deux autres côtés de 60 à 30 lieues; sa surface est de 6,000 lieues carrées. La troisième partie, ou les îles, savoir, la Sicile, la Sardaigne, la Corse, qui géographiquement appartient plus à l'Italie qu'à la France, forme une

[1] Les onze premiers chapitres des *Campagnes d'Italie* sont reproduits d'après le texte original portant des corrections de la main de Napoléon Ier, et communiqué par Sa Majesté l'Empereur Napoléon III.

surface de 4,000 lieues carrées; ce qui porte à 15,000 lieues carrées la surface de toute l'Italie.

On a considéré ici les limites naturelles sans entrer dans aucune division politique. Ainsi on n'a compris ni la Savoie, qui est au delà des Alpes, ni la Dalmatie, ni l'Istrie, et l'on a compris la partie des bailliages suisses-italiens qui sont en deçà des Alpes, et toute la partie du Tyrol qui verse ses eaux dans l'Adige et est en deçà du Brenner; tout cela d'ailleurs forme peu de changements. Du côté de l'est, on a placé la borne à l'Isonzo, quoique la division naturelle des montagnes passerait entre Laybach et l'Isonzo, comprendrait une portion de la Carniole et de l'Istrie et joindrait l'Adriatique à Fiume; mais à l'Isonzo les montagnes des Alpes s'abaissent et deviennent d'une moindre considération.

Ainsi l'Italie n'a que 150 lieues de frontières avec le continent de l'Europe, et ces 150 lieues sont fortifiées par la plus forte barrière que l'on puisse opposer aux hommes : les plus hautes montagnes de l'Europe, que défendent des neiges éternelles et des roches escarpées.

La population de la partie continentale est de 7 millions d'âmes, celle de la presqu'île de 8 millions, et celle des îles est de 2,300,000. La population totale de l'Italie est de 17 à 18 millions d'habitants.

Les anciens divisaient l'Italie en trois parties : la Gaule cisalpine, qui comprenait toute la partie continentale; elle était bornée par le Rubicon du côté de l'est et par la Magra du côté de l'ouest; l'Italie proprement dite comprenait la Toscane, les États romains et une partie du royaume de Naples; enfin la Grande-Grèce, ou la partie méridionale de la presqu'île. La première partie avait été habitée par les Gaulois; ceux d'Autun ont fondé Milan six cents ans avant Jésus-Christ; ceux de la Loire, Crémone et Mantoue. La deuxième partie était habitée par les Italiens proprement dits, et la troisième par les colonies grecques. Sous Auguste, on comptait 4,600,000 citoyens romains habitants de l'Italie.

II. Les Alpes sont les plus grandes montagnes de l'Europe; elles séparent l'Italie du continent. Grand nombre de cols les traversent; cependant un petit nombre sont seuls pratiqués par les armées, les voyageurs et le commerce. A 1,400 toises d'élévation on ne trouve plus de trace de végétation; à une plus grande hauteur les hommes respirent et vivent péniblement; au-dessus de 1,600 toises sont les glaciers et les montagnes de neiges éternelles, d'où sortent des rivières dans toutes les directions qui se rendent dans le Pô, le Rhône,

le Rhin, le Danube ou l'Adriatique. La partie des Alpes qui verse ses eaux dans le Pô et l'Adriatique appartient à l'Italie ; celle qui les verse dans le Rhône appartient à la France; celle qui les verse dans le Rhin et le Danube appartient à l'Allemagne. Le Rhône reçoit les eaux de tout le versant des Alpes du côté de la France et de la Suisse, depuis le Saint-Gothard jusqu'au col de l'Argentière, et les porte dans la Méditerranée; la Cagne et l'Argens, qui s'y jettent près d'Hyères, ne prennent pas leur source dans les Alpes, mais dans les collines de la Provence. Toutes les eaux des Alpes sont arrêtées par la Durance et ses affluents, qui se jettent dans le Rhône.

La Suisse est tout entière dans les Alpes, entre le Rhône, le Rhin et le Jura ; c'est une surface de 2,600 lieues carrées, couverte de grandes montagnes, remplies de lacs et de vallées, dont les deux principales sont celles de l'Aar et de la Limmat. Les eaux de la Suisse coulent dans le Rhin ou le Rhône, aucune d'elles dans le Danube. Elle est séparée de la vallée du Pô par deux chaînes : celle qui sépare la vallée du Pô de la vallée du Rhône, qui est la haute chaîne, et celle qui sépare cette dernière de la vallée du Rhin.

Les eaux des Alpes cadoriques, juliennes et doriques coulent dans le Danube, soit par des vallées perpendiculaires, telles que celles de l'Iller, du Lech, de l'Isar, de l'Inn et de l'Enns, soit par des vallées transversales; après avoir coulé parallèlement au Danube, elles finissent par s'y jeter, telles que la Drave et la Mur. Il s'ensuit que les plaines d'Allemagne sont séparées des plaines de l'Italie, ou la vallée du Danube de la vallée du Pô, 1° par les hautes chaînes des Alpes qui dominent l'Italie et d'où découlent les eaux qui coulent d'un côté dans le Pô et l'Adriatique, et de l'autre dans la Drave ; 2° par la chaîne qui sépare la vallée de la Drave de la vallée de la Mur; 3° par la chaîne qui sépare la vallée de la Mur de la vallée du Danube.

Toutes les vallées tombent perpendiculairement du sommet des Alpes dans le Pô ou l'Adriatique, et sans qu'il y ait aucune vallée transversale ou parallèle; d'où il résulte que les Alpes du côté de l'Italie forment un amphithéâtre qui se termine à la chaîne supérieure. En gardant le débouché de toutes ces vallées, on garde toute la frontière. Le mont qui domine le col de Tende est élevé de 1,400 toises; le mont Viso, de 1,545 toises; le mont Genèvre, de 1,700 toises; le pic de Saint-Michel, sur le mont Cenis, de 1,795 toises; le mont Blanc, de 2,450 toises; le mont Rose, de 2,300 toises; le pic de Gletscherberg, sur le Saint-Gothard, de 1,900 toises, et le mont Brenner, de 1,250 toises. Ces sommités dominent la demi-circonférence de la haute chaîne des Alpes, et, vues des

plaines d'Italie, elles se présentent comme des géants de glace placés pour défendre l'entrée de cette belle contrée.

Les Alpes se divisent en Alpes maritimes, cottiennes, grecques, pennines, rhétiennes, cadoriennes, noriques, juliennes. Les Alpes maritimes séparent la vallée du Pô de la mer : c'est une deuxième barrière de ce côté. Le Var et les Alpes cottiennes et grecques séparent l'Italie de la France; les Alpes pennines séparent l'Italie de la Suisse; les Alpes rhétiennes, du Tyrol; les Alpes cadoriennes et juliennes, de l'Autriche; les Alpes noriques sont une seconde ligne et dominent la Drave et la Mur.

Les Alpes maritimes commencent au mont Ariolo, à huit lieues de la Méditerranée, près de Savone; elles longent parallèlement la mer pendant vingt-cinq lieues jusqu'au col de l'Argentière, où commencent les Alpes cottiennes. Le comté de Nice est assis sur leur revers du côté de la mer. Les cols principaux et les plus fréquentés sont le col Ardente et le col de Tende; ce dernier est élevé de 897 toises au-dessus de la mer. Les torrents qui découlent des Alpes maritimes sont : l'Arrosia, qui descend du Monte-Grande et se jette dans la mer près d'Albenga; la Taggia, qui descend du col Ardente et a son embouchure près de San-Remo; la Roja, qui descend du col de Tende et finit à Vintimille, après douze lieues de cours, et le Var, qui descend du mont Pelouze, près le col de l'Argentière, serpente vingt-deux lieues et arrive à la mer entre Nice et Antibes, formant la limite de la France et de l'Italie.

Les cols de l'Argentière, du mont Genèvre, du mont Cenis, sont dans les Alpes cottiennes; celui du petit Saint-Bernard dans les Alpes grecques; ceux du grand Saint-Bernard, du Simplon, du Saint-Gothard, dans les Alpes pennines; le Splügen, le Brenner, dans les Alpes rhétiennes; Tarvis, dans les Alpes carniques; on les appelle aussi *Alpes juliennes*.

Le mont Blanc est le point le plus élevé; il domine toute l'Europe. De ce point central, les Alpes vont toujours en diminuant d'élévation, soit du côté de l'Adriatique, soit du côté de la Méditerranée.

Dans le système de montagnes que domine le mont Viso, prennent leur source : le Var, qui se jette dans la Méditerranée; la Durance, qui se jette dans le Rhône, et le Pô, qui traverse toutes les plaines d'Italie, en recueillant toutes les eaux de cette pente des Alpes et d'une portion de l'Apennin. Dans le système de montagnes que domine le Saint-Gothard, prennent leur source : le Rhin, le Rhône, l'Inn, un des plus gros affluents du Danube, et le Tessin, un des plus gros affluents du Pô. Dans le système de montagnes que domine

le mont Brenner, prennent leur source : l'Adda, qui se jette dans le Pô, et l'Adige, qui va à l'Adriatique. Enfin, dans les Alpes cadoriennes, la Piave, le Tagliamento et l'Isonzo prennent leur source; la Brenta et la Livenza ont les leurs au pied de ces montagnes. Le Pô, le Rhône et le Rhin ont 120 à 200 lieues de cours; ce sont, pour la largeur, la profondeur et la rapidité de leurs eaux, de très-gros fleuves; mais le Danube, qui a 555 lieues de cours et reçoit 120 rivières navigables, est le premier fleuve de l'Europe. Le Nil, en Afrique, est plus considérable encore : il a 800 lieues de cours.

III. Les Apennins sont des montagnes du second ordre, beaucoup inférieures aux Alpes; ils traversent l'Italie et séparent les eaux qui se jettent dans l'Adriatique de celles qui vont dans la Méditerranée. Ils commencent où finissent les Alpes, aux collines de San-Giacomo, près du mont Ariolo, le dernier des Alpes. San-Giacomo et le col de Cadibona, près de Savone, sont plus bas encore, de sorte que ce point est la partie la plus basse des Alpes et la partie la plus basse des Apennins. Depuis leur premier col, celui de Cadibona, les Apennins vont toujours en s'élevant, par un mouvement inverse à celui des Alpes, jusqu'au centre de l'Italie. Ils se divisent en Apennins liguriens, Apennins étrusques, Apennins romains et Apennins napolitains.

Les Apennins liguriens commencent au mont San-Giacomo, à la source de la Bormida, près de Savone; ils finissent au mont San-Pellegrino, sur les confins de la Toscane; ils ont cinquante lieues. Ils séparent les États de Gênes du Montferrat et du duché de Parme. La crête supérieure est éloignée de trois à douze lieues de la mer, et de douze à vingt du Pô. Le mont San-Pellegrino a 800 toises au-dessus de la mer. Les eaux des Apennins liguriens descendent, d'un côté, dans la Méditerranée par des torrents extrêmement rapides, qui forment un grand nombre de petites vallées, et, de l'autre côté, elles descendent dans la vallée du Pô par des torrents dont la rapidité est moindre. Des torrents qui vont à la Méditerranée, la Magra est le plus considérable; il s'y jette près de la Spezia, et a douze lieues de cours.

Lors de la campagne de 1796, il n'y avait, pour suivre le bord de la mer, aucun chemin praticable à l'artillerie. Pour se rendre de Nice à Gênes, on fut obligé de transporter les pièces sur affûts de montagne, et, lors de l'ouverture de la campagne, les équipages durent arriver par mer à Savone, d'où ils purent entrer en Italie par le col de Cadibona, qui fut rendu facilement praticable aux voitures. Il n'y

avait alors qu'une seule chaussée qui permît de se rendre de la mer dans l'intérieur de l'Italie, c'était celle de Gênes, dite *chaussée de la Bocchetta*. Mais en 1812 le chemin de Nice à Gênes, appelé *chemin de la Corniche,* était ouvert pendant trente lieues : il permet aux voitures une facile communication entre ces deux villes. La chaussée de Savone à Alexandrie par Cadibona, et celle de la Spezia à Parme, ont ouvert deux autres débouchés des ports de Savone et de la Spezia au Pô ; Savone est à vingt lieues du Pô, Gênes à quinze, et la Spezia à vingt-quatre.

Les Apennins étrusques commencent à la montagne de San-Pellegrino et se terminent au mont Coronaro ; ils ont trente lieues d'étendue ; ils s'élèvent graduellement et s'approchent de l'Adriatique. Le mont Cornaro est à dix lieues de Rimini, port de l'Adriatique, et à quarante lieues d'Orbitello, port de la Méditerranée. Ces montagnes séparent la Toscane des duchés de Parme et de Modène, des légations de Bologne et de la Romagne. L'Arno et l'Ombrone sont les principales rivières qui coulent du haut de ces montagnes dans la Méditerranée ; elles ne coulent pas perpendiculairement à la mer, elles serpentent et sont considérables. De l'autre côté, les eaux se versent dans l'Adriatique par des torrents rapides et de peu de cours. Lors de la campagne d'Italie, en 1796, il y avait deux chaussées qui traversaient les Apennins et communiquaient de la Méditerranée à l'Adriatique ; celle de Modène, appelée *chaussée de la Garfagnana,* débouchait sur Lucques et traversait le mont Cimone, élevé de 1,000 toises au-dessus de la mer. En 1812 on avait tracé et commencé les travaux d'une chaussée de Florence à Rimini.

Les Apennins romains commencent au mont Coronaro et se terminent au mont Velino ; leur étendue est de soixante lieues. Ils partagent la péninsule par le milieu entre les deux mers ; leur distance n'en est jamais de plus de douze à quinze lieues, la presqu'île en ayant alors trente de large.

Le mont Velino est le point le plus élevé de tous les Apennins ; il a 1,300 toises au-dessus de la mer. Arrivés à ce point, les Apennins vont en baissant jusqu'à l'extrémité du royaume de Naples. Ce mont est couvert de neige tout l'été. Ainsi, dans l'espace de cent trente lieues, depuis le col de Cadibona, les Apennins se sont élevés progressivement jusqu'à 1,300 toises. Le mont Velino est le point culminant et central de la presqu'île de l'Italie. Il est situé à dix-huit lieues de Rome et à dix-huit lieues de Pescara, point opposé sur l'Adriatique. Le mont Gennaro, près de Rome, a 675 toises d'élévation ; le mont Radicosa, 455 toises.

Des eaux des Apennins romains qui coulent dans la Méditerranée, la principale rivière est le Tibre, qui reçoit quarante-deux torrents, et dont le cours est de cinquante lieues. Il serpente parallèlement aux Apennins et prend sa source sur le sommet des Apennins étrusques. Les Apennins romains versent leurs eaux dans l'Adriatique par de petites vallées perpendiculaires à la mer. Trois chaussées traversent les Apennins romains et communiquent de la Méditerranée à l'Adriatique : 1° celle de Fano à Perugia et Rome ; 2° celle d'Ancône à Foligno, à Spoleto et à Rome ; 3° celle de Pescara à Terni et à Rome.

Les Apennins napolitains ou du Vésuve courent soixante et dix lieues entre l'Adriatique et la Méditerranée, et partagent presque également la presqu'île depuis le mont Velino jusqu'au mont Caruso. Le Vésuve a 584 toises. Ces montagnes vont toujours en s'abaissant. La crête supérieure des Apennins napolitains passe à quinze lieues de Naples et à dix-huit de l'Adriatique. Les vallées serpentent. Les principales rivières sont le Sacco et le Volturno. Depuis le mont Caruso, les Apennins se divisent en deux branches : l'une entre en Calabre, et les eaux de leurs sommets coulent, d'un côté, dans la Méditerranée, et, de l'autre, dans le golfe de Tarente ; la sommité de cette chaîne s'approche de la Méditerranée et vient mourir près de Reggio, après avoir parcouru un espace de cinquante lieues. L'autre branche entre dans le pays de Bari et dans celui d'Otrante ; elle sépare les eaux qui coulent dans l'Adriatique de celles qui coulent dans le golfe de Tarente ; elle parcourt trente lieues. Toutes ces montagnes suivent la loi constante et vont toujours en s'abaissant.

Ainsi, on peut parcourir, pendant l'espace de deux cent quatre-vingts lieues, la crête supérieure des Apennins, depuis Cadibona jusqu'à la mer de Sicile. Ceci est le tracé de la chaîne supérieure des Apennins ou pentes qui versent les eaux, d'un côté, dans la Méditerranée, et, de l'autre, dans l'Adriatique. Différentes ramifications courent et rencontrent les deux mers, mais elles sont toutes subordonnées à la chaîne principale.

IV. La grande plaine de l'Italie septentrionale est comprise entre les Alpes, les Apennins et l'Adriatique. Elle est composée de la vallée du Pô et des vallées qui débouchent dans l'Adriatique au nord et au midi du Pô. Les eaux de toutes ces vallées communiquent ou peuvent communiquer entre elles. Cette plaine comprend le Piémont, la Lombardie, les duchés de Parme et de Modène, les légations de Bologne, Ferrare, et la Romagne, et tous les États de la république de Venise. Elle est une des plus riches du monde ; couverte de grandes et nom-

breuses villes, elle nourrit une population de cinq ou six millions d'habitants.

Le Pô, appelé *Éridan* par les Grecs, est une mer par le grand nombre de rivières dont il reçoit les eaux : sur la rive gauche, il reçoit toutes celles qui tombent de la crête supérieure des Alpes rhétiennes, pennines et cottiennes; sur la rive droite, toutes celles qui coulent des Alpes maritimes et toutes les eaux des Apennins liguriens. Il reçoit, à Turin, la Dora, qui prend sa source au mont Genèvre; à Chivasso, la Dora Baltea, qui descend du mont Saint-Bernard; entre Casale et Valenza, la Sesia, qui descend du Simplon; à Pavie, le Tessin, qui sort du Saint-Gothard; entre Plaisance et Crémone, l'Adda, qui descend du Brenner; près de Borgoforte, l'Oglio; un peu plus loin, le Mincio. Sur la rive droite, il reçoit le Tanaro, qui prend sa source au col de Tende, et se rend au Pô; près de Bassignana, entre Valenza et Alexandrie, cette rivière a alors reçu la Stura, qui descend du col de l'Argentière, et la Bormida, qui descend des hauteurs de Bardinetto et de San-Giacomo. Le Pô reçoit au-dessus de Castelnovo la Scrivia, qui descend du col de la Bocchetta; près de Plaisance, la Trebbia, qui prend sa source au col de Torriglia, à trois lieues de Gênes; près de Colorno, le Taro; près de Guastalla, le Crostolo; près de Mirandola, le Panaro; vis-à-vis Mantoue, la Secchia; près de Ferrare, le Reno; rivières qui toutes ont leur source dans les Apennins liguriens.

Il se jette dans l'Adriatique par sept bouches, à dix lieues de Ferrare, à dix lieues de Venise, à deux lieues des bouches de l'Adige, à huit lieues de Ravenne; il a 130 à 135 lieues de cours; sa largeur est de 130 toises vis-à-vis Turin, de 200 toises vis-à-vis Plaisance, de 300 toises à Borgoforte, de 600 toises à Ponte-di-Lagoscuro, vis-à-vis Ferrare. Élevé au-dessus du sol, sa pente est d'un pied sur 1,000 toises. Il est encaissé par des digues qui, à certains endroits, ont jusqu'à trente pieds d'élévation. Cette belle plaine est menacée, comme la Hollande, d'être submergée par les eaux. Les rivières qui entrent dans le Pô par la rive droite, surtout depuis le Taro, y causent de fréquentes inondations et occasionnent un grand nombre d'accidents et de désordres; ce qui donne lieu à de grandes questions d'hydraulique, et a rendu les ingénieurs italiens plus experts dans cette science que tous les autres savants de l'Europe. Le système des eaux a souvent donné lieu à des guerres entre Parme, Modène, Bologne et Ferrare. Lorsque les eaux du Pô s'élèvent rapidement à plus de trois pieds de leur niveau ordinaire, des populations tout entières se portent sur les digues pour veiller à leur conservation. Ces alertes ont sou-

vent lieu deux ou trois fois par année, et parfois plusieurs années se passent sans qu'il y en ait.

Les affluents des deux rives du Pô diffèrent en ce que ceux de la rive gauche sont des rivières, et ceux de la rive droite des torrents, parce que ceux de la rive gauche descendent des Alpes, où il y a des glaciers, et, dès lors, ne tarissent jamais, et que ceux de la rive droite descendent des Apennins, montagnes du second ordre, très-inclinées, d'où les eaux coulent rapidement pendant la saison des pluies.

Les rivières au nord du Pô qui se jettent dans l'Adriatique sont . l'Adige, qui prend sa source au pied du Brenner; la Brenta, qui prend sa source dans les derniers mamelons des Alpes, du côté de Trente; la Piave, la Livenza et le Tagliamento, qui prennent leur source dans les Alpes cadoriennes, et enfin l'Isonzo, qui prend sa source au pied du col de Tarvis. Toutes ces rivières se jettent dans l'Adriatique ou dans les lagunes de Venise. L'Adige seule demeure constamment une rivière, tandis que les autres sont des torrents.

Les vallées du midi du Pô comprennent successivement, du nord au midi, le Senio, le Ronco, le Savio, le Luso ou Rubicon, et forment dans leur réunion les provinces de la Romagne. Ces torrents, de peu d'importance, sont guéables presque toute l'année, hormis la saison des grandes eaux; ils prennent leur source dans les Apennins étrusques, et se jettent dans l'Adriatique aux environs de Fusignano, Ravenne, Faenza, Cesena et Rimini. Tous les lacs de Comacchio, sur la rive droite du Pô, sont des déversements et filtrations du Pô, dont les eaux s'étendent jusqu'à Ravenne.

V. La France borne l'Italie depuis l'embouchure du Var sur la Méditerranée jusqu'au petit Saint-Bernard. Depuis le pied du Saint-Bernard, du côté de la France, au village de Séez, jusqu'à la vallée de Barcelonnette, il y a trente lieues; du côté de l'Italie il n'y en a que dix-huit, mesurées de la vallée d'Aoste à la vallée de la Stura, vis-à-vis le col de l'Argentière. Mais de la Stura il faut franchir la haute chaîne des Alpes pour descendre dans le comté de Nice et suivre les bords de la rive gauche du Var. Une armée qui, d'Italie, franchit le Var est entrée en France; mais une armée qui, de France, franchit le Var n'est pas entrée en Italie; elle n'est que sur le revers des Alpes maritimes; il faut qu'elle franchisse la haute crête des Alpes pour descendre en Italie : l'obstacle reste encore tout entier.

Le Var est un torrent qui est guéable une partie de l'année; il coule dans des montagnes où tous les chemins sont impraticables à l'artillerie. Une armée ne pourrait donc entrer en Italie, en passant

le Var, que par le bas de cette rivière, pour s'emparer d'abord de Nice. Pour que le Var fût une ligne de quelque considération, il faudrait un fort à l'embouchure, qui barrât les eaux, détruisît les gués et donnât des inondations. Le Var passé, et l'armée maîtresse du comté de Nice, il faut, pour entrer en Italie, passer le col de Tende, ou continuer à longer la mer jusqu'à Oneille, pour passer les Alpes à Ponte-di-Nava et gagner le Tanaro, ou longer la mer jusqu'à Savone et Gênes, pour les passer à Cadibona et à la Bocchetta. Pour s'opposer à tous ces projets, la meilleure ligne à prendre est celle de la Roja : la droite de cette ligne s'étend du col de Tende à Saorgio, le centre de Saorgio à Breglio, et la gauche de Breglio à la mer. La place de Saorgio et un petit fort sur les hauteurs de Breglio serviraient d'appui à cette ligne et garderaient la chaussée qui conduit à Tende. Cette ligne forcée, la Rivière de Gênes en offre plusieurs autres, telles que les rameaux du Monte-Grande, qui couvrent San-Remo. Mais alors le col de Tende reste en dehors de la ligne et doit être défendu par la place de Coni et par un corps placé en Piémont. La place de Gênes est importante comme point d'appui de cette frontière et comme grand port maritime.

Si une armée française veut entrer en Italie par les Alpes cottiennes et grecques, elle doit passer par un des cinq cols : de l'Argentière, élevé de 900 toises, de la Croix, du mont Genèvre, du mont Cenis, élevés de 1,060 toises, ou du petit Saint-Bernard, élevé de 1,150 toises. Si cette crête supérieure appartient au roi d'Italie, des tours casematées doivent être construites sur les pitons pour protéger les petites places qui défendraient ces cols. Du col de l'Argentière, une armée française doit déboucher dans les trois vallées de la Stura, de la Maira et de Bellino; du col de la Croix, dans les vallées de San-Martino, de Pragelas; du col du mont Genèvre, dans les vallées de Pragelas et de Suse; du col du mont Cenis, dans la vallée de Suse; de celui du petit Saint-Bernard, dans la vallée d'Aoste. Le roi de Sardaigne avait les forts de Demonte, Château-Dauphin, Exilles, Fenestrelle, la Brunette et le fort de Bard, qui fermaient en seconde ligne tous ces débouchés, tout comme les places de Coni, d'Ormea, de Ceva, fermaient les débouchés des Alpes maritimes.

Les frontières des États sont ou des chaînes de montagnes, ou de grands fleuves, ou d'arides et grands déserts. La France est ainsi défendue par le Rhin, l'Italie par la chaîne des Alpes, l'Égypte par les déserts de la Libye, de la Nubie et de l'Arabie. De tous ces obstacles, les déserts sont sans doute les plus difficiles à franchir;

les montagnes tiennent le second rang ; les larges fleuves n'ont que le troisième.

Sur les frontières de la Suisse, quatre cols principaux servent de communication aux deux États : ceux du Saint-Bernard, élevé de 1,240 toises ; du Simplon, élevé de 1,050 toises ; du Saint-Gothard, élevé de 1,060 toises, et du Splügen, élevé de 988 toises. Le Simplon débouche sur la rive droite du lac Majeur et du Tessin. De Domo d'Ossola au lac Majeur, il est plusieurs positions faciles à fortifier, entre autres le château d'Arona. Le Tessin forme une dernière ligne contre les agressions de la France et aussi contre une armée qui déboucherait par le Simplon ; la droite est appuyée au lac Majeur et aux montagnes, la gauche au Pô, au défilé de Stradella, qui communiquent sans interruption avec l'Apennin ligurien. Le Tessin est rapide, large. Le pont de Pavie, retranché et bien gardé, et un bon fort au défilé de Stradella, couvriraient l'Italie, du côté de la France. Le col du Saint-Gothard est impraticable à l'artillerie. Du Saint-Gothard au lac de Lugano, et entre les lacs Majeur et de Côme, il est un grand nombre de positions qui offrent de bonnes lignes, et où quelques forts de peu de valeur seraient d'un grand effet ; ils ont jadis existé. Dans tous les cas, on doit être maître par des barques armées de tous les lacs. Le quatrième col, celui du Splügen, débouche dans la Valteline. La Valteline appartient sans doute géographiquement à l'Italie, ses eaux appartenant à la vallée du Pô ; elles y coulent par l'Adda. L'Adda forme le lac de Côme ; mais ce lac est environné de montagnes impraticables, comme toutes celles du Bergamasque et du Brescian.

Du côté de l'Autriche, l'Italie confine avec le Tyrol, la Carinthie et la Carniole. Cette frontière est la plus faible ; c'est aussi la plus étendue. Du côté du Tyrol est le col du Brenner, élevé de 730 toises, qui conduit à Trente. De Trente, trois chaussées débouchent en Italie : une suit la Chiese, le lac d'Idro, et arrive sur Brescia ; la place de la Rocca-d'Anfo la ferme parfaitement ; l'autre longe la rive gauche et débouche sur Vérone ; l'Adige sert de ligne contre ce débouché ; la troisième suit la Brenta et débouche à Bassano, sur la rive gauche de la Brenta. Du côté de la Carinthie est le col de Tarvis, élevé de..... toises ; enfin, du côté de la Carniole se trouve la ligne de l'Isonzo.

En 1796, on pouvait, de la France, traverser les Alpes pour entrer en Italie, 1° par la chaussée du col de Tende ; on trouvait à son débouché la place forte de Coni ; 2° par le col de l'Argentière ; mais aucun chemin n'était praticable pour l'artillerie ; la position du

pas de Suse et le fort Demonte défendaient la vallée de la Stura; 3° de Grenoble et de Briançon, par le mont Genèvre; mais ce chemin était impraticable à l'artillerie, et à son débouché en Piémont étaient Fenestrelle et Exilles; 4° par la Savoie, Chambéry et le mont Cenis; mais, de Lans-le-Bourg à la Novalaise, la route était impraticable aux voitures, et la vallée était fermée par les forteresses de Suse et de la Brunette; 5° par la Tarentaise, on arrivait au pied du petit Saint-Bernard; 6° par le Valais, à celui du grand Saint-Bernard; mais le passage de ces deux montagnes n'était pas propre aux voitures, et le fort de Bard, qui fermait la vallée, interceptait le passage dans la plaine; 7° par le Valais une route arrivait jusqu'à Brigg, où elle cessait d'être praticable aux charrois. Le passage du Simplon n'était pas possible, non plus que celui du Saint-Gothard et celui du Splügen.

En 1812, toutes ces forteresses étaient démolies : Coni, Demonte, la Brunette, Suse, Bard, Exilles et quatre grandes chaussées avaient ouvert les Alpes à toute espèce de voitures, sans qu'elles fussent même obligées d'enrayer, savoir : celles de la Corniche, du mont Genèvre, du mont Cenis, du Simplon. Ces chaussées, qui ont coûté tant de millions et d'années de travaux, sont considérées comme les plus beaux ouvrages de ce genre qui soient sortis de la main des hommes.

Les lignes qu'une armée italienne ou française doit prendre pour s'opposer à une invasion du côté de l'Allemagne sont celles qui suivent la rive droite des rivières qui se jettent dans l'Adriatique au nord du Pô; ces lignes couvrent toute la vallée du Pô, et dès lors ferment la péninsule et couvrent la haute, moyenne et basse Italie. Ce sont les meilleures lignes de défense. Celles qui suivent les rivières qui se jettent dans le Pô coupent la vallée du Pô et découvrent la moyenne et la basse Italie; il faut deux armées manœuvrant sur les deux rives du Pô.

Les lignes de défense qui couvrent la vallée du Pô sont celles de l'Isonzo, du Tagliamento, de la Livenza, de la Piave, de la Brenta et de l'Adige.

La ligne de l'Isonzo couvre toute l'Italie, puisqu'elle en est la limite. De Tarvis à Caporetto, cette rivière coule dans des montagnes impraticables. A Caporetto est la chaussée qui, par Cividale, se rend à Udine. Dans la troisième partie de cette ligne, de Gorizia à l'embouchure de l'Isonzo dans la mer, on compte les débouchés de Gradisca, de Gorizia, de Montfalcone. La place vénitienne de Palmanova sert de dépôt et de réserve à sa défense; mais cette ligne est

tournée par la chaussée de Pontebba, qui descend sur Osoppo et le Tagliamento : il faut donc occuper, par une bonne place, une position près de Tarvis qui intercepterait les deux chaussées, celle de Pontebba et celle de l'Isonzo.

La ligne de la Livenza peut être tournée par sa gauche, de Sacile aux montagnes. La Livenza n'est pas guéable; elle est marécageuse, quoique peu large.

La ligne de la Piave est défendue par la forêt de Montello, et de là à la mer elle est couverte par des marais impraticables; mais la Piave est fréquemment guéable; pour rendre cette ligne de quelque importance, il faudrait en resserrer le lit de manière qu'elle ne le fût jamais, et y pratiquer des inondations. Cette ligne a l'avantage de couvrir Venise.

La ligne de la Brenta, sur la gauche de Bassano, est fermée par des gorges faciles à défendre; de Bassano à Brondolo, la Brenta est guéable.

La grande chaussée de Munich à Vérone, qui passe le Brenner et passe l'Adige, tourne ces cinq lignes; de sorte que, si l'ennemi avait un corps d'armée dans la Bavière et le Tyrol, il arriverait par cette route sur la rive droite de l'Adige, et couperait, de l'Italie, l'armée occupant une de ces lignes.

L'Adige est la sixième et dernière ligne qui couvre la vallée du Pô; c'est sans comparaison la meilleure. Cette rivière est large, rapide et profonde, jamais guéable; elle a 60 toises de largeur à Vérone. Cependant cette ligne laisse à découvert le pays vénitien et la ville de Venise. En occupant le lac de Garda par quelques chaloupes canonnières, et la chaussée de la Chiese par le fort de la Rocca-d'Anfo, la ligne de l'Adige couvre parfaitement le reste de l'Italie. Les montagnes du Brescian, du Bergamasque, du Milanais, sont impraticables. L'ennemi ne pourrait pénétrer que par le Simplon, s'il était maître de la Suisse. Cette ligne se divise en trois parties : la première, entre le lac de Garda et le plateau de Rivoli; la deuxième, depuis Rivoli jusqu'à Legnago; la troisième, depuis Legnago jusqu'à la mer. La première est défendue par les hauteurs de Monte-Baldo et la position de la Corona; l'ennemi ne peut y pénétrer avec de l'artillerie; il faut qu'il soit maître du plateau de Rivoli pour pouvoir recevoir son artillerie, que, dans ce cas, il ferait descendre par la chaussée qui longe la rive gauche de l'Adige, depuis Roveredo. Les forts de Vérone et la partie de la ville sur la rive gauche doivent nécessairement être occupés comme têtes de pont. La petite place de Legnago sert de tête de pont au centre de la ligne.

De Legnago à la mer il y a beaucoup de marais; on peut, en profitant des eaux de l'Adige, de la Brenta et du Pô, se ménager un moyen de communiquer avec la place de Venise. En coupant une digue de l'Adige plus bas que Porto-Legnago, on inonde tout le terrain entre cette rivière et le Pô; on réunit leurs eaux à celles de la Molinella : alors tout le pays, de Legnago à la mer, est impraticable. En ouvrant l'écluse de Castagnaro, le canal Blanc se remplit par les eaux de l'Adige. Ce canal se jette dans le Pô : il forme alors une seconde ligne, en cas que l'ennemi ait passé l'Adige entre Castagnaro et la mer. La meilleure manière de défendre l'Adige est de camper sur la rive gauche, sur les hauteurs de Caldiero, derrière l'Alpone, la droite appuyée aux marais d'Arcole, avec deux ponts à Ronco, la gauche appuyée à de belles hauteurs, qu'il serait facile de retrancher en peu de semaines : alors toute la partie de la ligne de Rivoli à Ronco est couverte, et, si l'ennemi veut passer l'Adige entre Arcole et la mer, on est en position de tomber sur ses derrières.

Le Mincio est la première ligne qui coupe la vallée du Pô. Cette ligne exige que l'on soit maître du lac de Garda et de la forteresse de la Rocca-d'Anfo. Le Mincio est une rivière de très-peu de largeur, c'est un léger obstacle en lui-même; mais, en bouchant tous les canaux d'irrigation qui l'appauvrissent, il cesse d'être guéable. Les places de Peschiera et de Mantoue font la principale force de cette ligne. Mantoue défend le Serraglio et la partie du Mincio jusqu'au Pô. Les collines de Monzambano et de Volta, sur la rive droite, dominent la rive gauche; celles de Salionze et de Valeggio, sur la rive gauche, dominent la rive droite. Une petite citadelle sur la rive gauche, au mamelon de Valeggio, une autre sur le mamelon de Salionze, le rétablissement de la petite place de Goito, couvertes par des inondations, rendraient cette ligne assez bonne; l'armée qui l'occuperait serait obligée d'avoir un corps détaché sur la rive droite du Pô.

L'Oglio est souvent guéable; il a l'inconvénient, du côté de sa source et de sa gauche, de s'approcher de l'Adda; de sorte qu'une armée qui serait placée sur la rive droite de cette rivière serait facilement coupée de Milan, ce qui est fréquemment arrivé dans les guerres de Venise et des Visconti. Mais, si la retraite de cette armée devait se faire par la rive droite du Pô, cette ligne pourrait, dans ce cas, être de quelque utilité.

L'Adda est quelquefois guéable. Des fortifications permanentes ou de campagne sont nécessaires à Lecco, à Trezzo, à Cassano, à Lodi, ainsi que des barques armées sur le lac de Côme. La place de Pizzi-

ghettone appuie le bas de la ligne; une place à Plaisance, avec un pont sur le Pô, serait le complément de cette ligne. A défaut de cette place, il faut une deuxième armée sur la rive droite du Pô.

Le Tessin est une bonne ligne ; le fleuve est large, profond, rapide ; mais il est nécessaire d'occuper Pavie comme tête de pont. Une place à Stradella serait le complément de cette ligne pour arrêter l'ennemi sur la rive droite du Pô. A défaut de cette place, il faut une armée sur la rive droite du Pô. Stradella est le point le plus étroit de la vallée du Pô; un fort la boucherait en entier; là viennent aboutir les derniers mamelons des Apennins liguriens; la vallée n'a pas la largeur d'une portée de canon; le Pô coule jusqu'à leur pied. Le canon de Stradella battrait partout. Plus haut, plus bas que ce point, la vallée a deux, trois ou quatre lieues de large, et un fort tel que celui de Stradella ne la fermerait pas.

VI. L'Italie, isolée dans ses limites naturelles, séparée par la mer et par de très-hautes montagnes du reste de l'Europe, semble être appelée à former une grande et puissante nation; mais elle a dans sa configuration géographique un vice capital, que l'on peut considérer comme la cause des malheurs qu'elle a essuyés et du morcellement de ce beau pays en plusieurs monarchies ou républiques indépendantes : sa longueur est sans proportion avec sa largeur. Si l'Italie eût été bornée par le mont Velino, c'est-à-dire à peu près à la hauteur de Rome, et que toute la partie de terrain comprise entre le mont Velino et la mer d'Ionie, y compris la Sicile, eût été jetée entre la Sardaigne, la Corse, Gênes et la Toscane, elle eût eu un centre près de tous les points de la circonférence; elle eût eu unité de rivières, de climat et d'intérêts locaux. Mais d'un côté les trois grandes îles, qui sont un tiers de sa surface, et qui ont des intérêts, des positions et sont dans des circonstances isolées, d'un autre côté cette partie de la péninsule au sud du mont Velino et qui forme le royaume de Naples, sont étrangères aux intérêts, au climat, aux besoins de toute la vallée du Pô. Ainsi, pendant que les Gaulois passaient les Alpes cottiennes six cents ans avant Jésus-Christ et s'établissaient dans la vallée du Pô, les Grecs débarquaient sur les côtes méridionales par la mer Ionienne et fondaient les colonies de Tarente, de Salente, de Crotone, de Sabarte, États qui furent connus sous le nom générique de *Grande Grèce*. Rome, qui subjugua et la Gaule et la Grèce, rangea toute l'Italie sous ses lois. Quelques siècles après Jésus-Christ, lorsque le séjour des empereurs fut transporté à Constantinople, les barbares passèrent l'Isonzo et l'Adige et

fondèrent divers États; le trône de la puissante monarchie des Lombards s'établit à Pavie. Les flottes de Constantinople maintinrent la domination impériale sur les côtes de la partie méridionale. Plus tard, les rois de France pénétrèrent souvent en Italie par les Alpes cottiennes, et les empereurs d'Allemagne par les Alpes juliennes et rhétiennes. Les papes les opposèrent les uns aux autres et se maintinrent par cette politique dans une espèce d'indépendance, et à la faveur des divisions et de l'anarchie qui s'établirent dans toutes les villes.

Mais, quoique le sud de l'Italie soit, par sa situation, séparé du nord, l'Italie est une seule nation. L'unité de langage, de mœurs, de littérature, doit, dans un avenir plus ou moins éloigné, réunir enfin ses habitants dans un seul gouvernement. Pour exister, la première condition de cette monarchie sera d'être puissance maritime, afin de maintenir la suprématie sur ses îles et pouvoir défendre ses côtes.

Les opinions sont partagées sur le lieu qui serait le plus propre à être la capitale. Les uns désignent Venise, parce que le premier besoin de l'Italie est d'être puissance maritime. Venise, par sa situation à l'abri de toute attaque, est le dépôt naturel du commerce du Levant, de l'Allemagne; c'est, commercialement parlant, le point le plus près de Turin, de Milan, plus que Gênes même; la mer la rapproche de tous les points des côtes. D'autres sont conduits par l'histoire et d'anciens souvenirs à Rome; ils disent que Rome est plus centrale; qu'elle est à portée des trois grandes îles de Sicile, de Sardaigne et de Corse; qu'elle est à portée de Naples, la plus grande population de l'Italie; qu'elle est dans un juste éloignement de tous les points de la frontière attaquable, soit que l'ennemi se présente par la frontière française, la frontière suisse ou la frontière autrichienne : Rome est à une distance de cent vingt à cent quarante lieues; que, la frontière des Alpes forcée, elle est garantie par la frontière du Pô, et enfin par la frontière des Apennins; que la France et l'Espagne sont de grandes puissances maritimes, qu'elles n'ont pas leur capitale placée dans un port; que Rome, près des côtes de la Méditerranée et de l'Adriatique, est à même de pourvoir rapidement, avec économie, par l'Adriatique, et partant d'Ancône et de Venise, à l'approvisionnement et à la défense de la frontière de l'Isonzo et de l'Adige; que, par le Tibre, Gênes, Villefranche, elle peut pourvoir aux besoins de la frontière du Var et des Alpes cottiennes; qu'elle est heureusement située pour inquiéter, par l'Adriatique et la Méditerranée, les flancs d'une armée qui passerait le Pô et s'engagerait dans l'Apennin sans être maîtresse de la mer; que,

de Rome, les dépôts que contient une grande capitale pourraient être transportés sur Naples et Tarente pour les soustraire à un ennemi vainqueur; qu'enfin Rome existe; qu'elle offre beaucoup plus de ressources pour les besoins d'une grande capitale qu'aucune ville du monde; qu'elle a surtout pour elle la magie et la noblesse de son nom. Ainsi, quoiqu'elle n'ait pas toutes les qualités désirables, Rome est, sans contredit, la capitale que les Italiens choisiront un jour.

L'Italie, par sa population et ses richesses, peut entretenir 400,000 hommes de toutes armes, indépendamment de la marine. La guerre d'Italie exige moins de cavalerie que celle d'Allemagne; 30,000 chevaux lui seraient suffisants. L'arme de l'artillerie devrait être nombreuse pour pourvoir à la défense des côtes et de tous les établissements maritimes. Les chevaux sont rares en Italie; cependant Naples, la Toscane et Rome en fournissent des races estimées; l'Albanie, la Suisse, l'Allemagne, l'Afrique devraient y pourvoir; on rétablirait les haras, qui ont été sacrifiés au bien de l'agriculture et au profit que donnent les bêtes à cornes. Dans les douzième et treizième siècles, les diverses puissances de l'Italie entretenaient 100,000 chevaux. A cette époque, la Toscane seule avait une armée de 100,000 hommes, parce que les armées ne s'éloignaient jamais à plus de quelques marches de leurs villes. Un état militaire de 400,000 hommes suffirait pour fournir trois armées de 100,000 hommes pour la défense de ses frontières de France, de Suisse et d'Allemagne.

VII. Aucune partie de l'Europe n'est située d'une manière aussi avantageuse que cette péninsule pour être une grande puissance maritime; elle a, depuis les bouches du Var jusqu'au détroit de Sicile, deux cent quatre-vingts lieues de côtes; du détroit de Sicile au cap d'Otrante, sur la mer d'Ionie, cent trente lieues; du cap d'Otrante à l'embouchure de l'Isonzo, sur l'Adriatique, deux cent trente lieues. Les trois îles de Corse, de Sicile et de Sardaigne ont cinq cent trente lieues de côtes; l'Italie, compris ses grandes et petites îles, a donc environ douze cents lieues de côtes; et ne sont pas comprises dans ce calcul celles de la Dalmatie, de l'Istrie, des bouches de Cattaro, des îles Ioniennes, qui dépendaient de l'Italie. La France a sur la Méditerranée cent trente lieues de côtes, sur l'Océan quatre cent soixante et dix, en tout six cents lieues. L'Espagne, compris ses îles, a sur la Méditerranée cinq cents lieues de côtes et trois cents sur l'Océan, en tout huit cents lieues. Ainsi l'Italie a un tiers de côtes de plus que l'Espagne et moitié de plus que la France. La France a trois ports dont les villes ont 100,000 âmes de population; l'Italie a

Gênes, Naples, Palerme et Venise, dont la population est supérieure; Naples a 400,000 habitants. Les côtes opposées de la Méditerranée et de l'Adriatique étant peu éloignées l'une de l'autre, presque toute la population de l'Italie est à portée des côtes. Lucques, Pise, Rome, Ravenne, etc., éloignées de trois ou quatre lieues de la mer, sont susceptibles de jouir de tous les avantages d'une ville maritime et de fournir de nombreux matelots. Ses trois grands ports militaires d'armement et de construction sont : la Spezia pour les mers liguriennes, Tarente pour les mers d'Ionie, et Venise pour l'Adriatique. L'Italie a toutes les ressources en bois, chanvre, et généralement tout ce qui est nécessaire aux constructions navales.

La Spezia est le plus beau port de l'univers; sa rade est même supérieure à celle de Toulon; sa défense par terre et par mer est facile. Les projets rédigés sous l'Empire, et dont on avait commencé l'exécution, ont prouvé qu'avec des dépenses médiocres les établissements maritimes seraient à l'abri et renfermés dans une place susceptible de la plus grande résistance. Ses chantiers seraient à portée de recevoir les bois de la Corse, de la Ligurie, de la Toscane, les fers de l'île d'Elbe, des Alpes et de tout l'Apennin. Ses escadres domineraient les mers de Corse et de Sardaigne, et auraient pour refuge les rades de Porto-Ferrajo, de Saint-Florent, d'Ajaccio, de Porto-Vecchio, de Saint-Pierre de Sardaigne, de Vado et de Villefranche.

Tarente est merveilleusement située pour dominer la Sicile, la Grèce, le Levant et les côtes d'Égypte et de Syrie. Il a été fait, sous l'Empire, des projets pour les fortifications de terre et les établissements maritimes. Les plus grandes flottes y sont à l'abri des vents et de toute attaque d'un ennemi supérieur.

Enfin, à Venise, tout ce qui est nécessaire existe déjà. Les Vénitiens n'avaient que des vaisseaux d'un tirant de dix-huit pieds d'eau; mais, sous l'Empire, grand nombre de vaisseaux du modèle français y ont été construits, et moyennant les travaux faits au canal de Malamocco, et par le secours des chameaux, des vaisseaux tout armés, du modèle français de 74, en sont sortis et se sont battus avec gloire peu d'instants après leur sortie. Une commission d'ingénieurs des ponts et chaussées, présidée par M. Prony, avait arrêté un plan qui, moyennant quelques millions et quelques années de travaux, permettrait aux vaisseaux de sortir tout armés sans le secours des chameaux.

La Sicile, Malte, Corfou, l'Istrie, la Dalmatie, et spécialement Raguse, offrent des ports et des refuges aux plus grandes escadres.

Les ports de Gênes, de Castellamare, de Bari, d'Ancône, où peuvent entrer des vaisseaux du premier rang, seraient quatre ports secondaires, soit pour construire, soit pour armer et réparer ou ravitailler de petites escadres.

L'Italie peut lever et avoir pour le service de la marine, même en la prenant dans une époque de décadence, 120,000 matelots. Les marins génois, pisans, vénitiens, ont été célèbres pendant plusieurs siècles. L'Italie pourrait entretenir trois ou quatre cents bâtiments de guerre, dont cent ou cent vingt vaisseaux de ligne au-dessus de 74. Son pavillon lutterait avec avantage contre ceux de France, d'Espagne, de Constantinople et des quatre puissances barbaresques.

VIII. Le roi de Sardaigne possédait la Savoie, le comté de Nice, le Piémont, le Montferrat. La Savoie et le comté de Nice lui avaient été enlevés dans les campagnes de 1792, 1793, 1794 et 1795, et l'armée française occupait la crête supérieure des Alpes. Le Piémont et le Montferrat, compris entre le Tessin, les États de Parme, la république de Gênes et les Alpes, formaient une population de deux millions d'habitants, qui, avec les 500,000 de la Sardaigne et les 400,000 de la Savoie et du comté de Nice, portaient le nombre de ses sujets à environ 3 millions. En temps de paix, le roi de Sardaigne entretenait 25,000 hommes sous les armes; il avait 25 millions de revenu. Au moment de la campagne de 1796, il avait, moyennant les subsides de l'Angleterre et des efforts extraordinaires, 60,000 hommes sous les armes, indépendamment des Autrichiens et des Napolitains. Ses troupes étaient aguerries par une longue guerre. Les places de la Brunette, de Suse, de Fenestrelle, de Bard, de Tortone, de Cherasco, d'Alexandrie, de Turin, étaient en bon état, bien armées et parfaitement approvisionnées. Ces forteresses, situées aux défilés de toutes les montagnes, faisaient considérer sa frontière comme inexpugnable.

La république de Gênes, au midi du Piémont, bordée par la mer et composée des Rivières du Ponent, qui a trente lieues de côtes, et du Levant, qui en a vingt-cinq, comptait 500,000 habitants. Elle ne mettait, en temps de paix, que 3 ou 4,000 hommes sous les armes; mais, en cas de besoin, tous les citoyens génois devenaient soldats, et 8 ou 10,000 hommes des fiefs impériaux et des vallées de la Fontana-Buona étaient enrégimentés pour la défense de la capitale. La ville de Gênes est très-bien fortifiée; l'enceinte a quatre lieues d'étendue; mais un petit nombre de points seulement sont attaquables. La petite forteresse de Gavi défend le défilé de la Bocchetta.

La république de Lucques, petit pays qui s'étend le long de la mer de Toscane, avait 140,000 âmes de population et 2 millions de revenu. Le duché de Parme, Plaisance et Guastalla avait 500,000 habitants. Il confinait à la république de Gênes, au Pô, aux États de Modène. Son état militaire était de 3,000 hommes, ses revenus de 4 millions.

La Lombardie autrichienne, séparée des États du roi de Sardaigne par le Tessin, de la Suisse par les Alpes, du duché de Parme par le Pô, et confinant à l'est aux États de la république de Venise, formait une population de 1,200,000 âmes; Milan était la capitale et avait une citadelle en bon état. Cette partie de l'Italie, appartenant à l'Autriche, n'avait aucun état militaire, et payait même un impôt pour être exempte de recrutement. L'Autriche n'avait qu'un régiment italien, le régiment de Strasoldo. Pavie, Milan, Côme, Lodi, Crémone, Mantoue, formaient les subdivisions de la Lombardie autrichienne. Les fortifications de Pizzighettone sur l'Adda étaient en mauvais état. Mantoue, quoique négligée, était une bonne place.

La république de Venise avait à l'ouest la Lombardie autrichienne, au nord les Alpes cadoriennes, qui la séparaient du Tyrol et de la Carinthie, à l'est la Carinthie, la Carniole, l'Istrie, la Dalmatie. Sa population était de 3 millions d'habitants. Elle pouvait mettre 25,000 hommes sous les armes. Sa flotte dominait l'Adriatique. Elle avait treize régiments d'Esclavons; c'étaient de bons soldats. Le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, la Polésine, le Véronais, le Vicentin, le Padouan, le Bassanais, le Trévisan, le Cadorin, le Feltrin, le Bellunais, le Frioul, formaient ses États sur la rive droite de l'Isonzo; l'Istrie et la Dalmatie, ceux sur les bords de l'Adriatique.

Le duché de Modène comprenait les duchés de Reggio, Modène et la Mirandola. Il confinait au Pô, au duché de Parme, à la légation de Bologne et aux Apennins toscans. Il était gouverné par le dernier rejeton de la maison d'Este; la femme de l'archiduc Ferdinand d'Autriche, sa fille, était son héritière. Le duc de Modène était tout autrichien. Son état militaire était de 6,000 hommes; il avait un arsenal, un dépôt d'artillerie et un grand trésor. La population de ses États s'élevait à 400,000 âmes.

La Toscane, bornée par la Méditerranée, les Apennins, les républiques de Gênes et de Lucques, et les États du Pape, avait un million de population. L'archiduc Ferdinand, frère de l'empereur, y régnait. Son état militaire était de 6,000 hommes; ses revenus, de 15 millions de francs. Il avait un port de grand commerce, Livourne.

Le grand-duc de Toscane avait reconnu la République en 1795; il était neutre et en paix. La Toscane et la république de Venise étaient les seules puissances d'Italie qui fussent en paix avec la France.

Les États du Pape étaient bornés par le Pô, la Toscane, l'Adriatique, la Méditerranée et le royaume de Naples. Ils avaient 2,500,000 âmes de population, dont les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne 900,000 âmes; les Marches et le patrimoine de Saint-Pierre, y compris Rome, 1,600,000 âmes. Le port d'Ancône, sur l'Adriatique, avait une mauvaise forteresse. Cività-Vecchia, sur la Méditerranée, était régulièrement fortifiée. Le Pape entretenait 4 ou 5,000 hommes de troupes.

Le royaume de Naples, borné par les États du Pape et par la mer, avait une population de 6 millions d'âmes, dont 4,500,000 sur le continent et 1,500,000 âmes en Sicile. L'armée napolitaine était de 60,000 hommes; la cavalerie était excellente. La marine se composait de trois vaisseaux de ligne et quelques frégates.

La Corse appartenait à la France depuis le milieu du siècle dernier; sa population était de 180,000 âmes; elle était alors au pouvoir des Anglais.

L'île de Malte avait une population de 100,000 âmes; elle était à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

Ainsi l'état militaire des puissances de l'Italie était de 160,000 hommes sous les armes, et en peu de temps il pouvait être facilement porté à 300,000. L'armée italienne était beaucoup plus forte en infanterie qu'en cavalerie. Tout ce qui n'était pas piémontais ou esclavon était de peu de valeur.

CHAPITRE II.

BATAILLE DE MONTENOTTE.

I. Plan de campagne. — II. État de situation des armées. — III. Napoléon arrive à Nice (27 mars 1796). — IV. Bataille de Montenotte (12 avril). — V. Bataille de Millesimo (14 avril). — VI. Combat de Dego (15 avril). — VII. Combat de San-Michele (19 avril). Bataille de Mondovi (22 avril). — VIII. Armistice de Cherasco (28 avril). — IX. Convient-il de passer le Pô et de s'éloigner davantage de la France? — X. L'aide de camp Murat traverse le Piémont et porte à Paris la nouvelle des victoires de l'armée.

I. Le roi de Sardaigne, que sa position géographique et militaire a fait appeler *le portier des Alpes,* avait en 1796 des forteresses à

l'issue de toutes les gorges qui conduisent en Piémont. Pour pénétrer en Italie en forçant les Alpes, il fallait s'emparer d'une ou plusieurs de ces forteresses; les routes ne permettaient pas le transport de l'artillerie de siége; les montagnes sont couvertes de neige les trois quarts de l'année, ce qui ne laisse que très-peu de temps pour le siége des places. Napoléon conçut l'idée de tourner toutes les Alpes et d'entrer en Italie précisément au point où cessent ces hautes montagnes et où les Apennins commencent, comme on l'a vu dans le chapitre Ier. Le mont Blanc est le point le plus élevé des Alpes, d'où la chaîne de ces montagnes va en s'abaissant du côté de l'Adriatique, comme du côté de la Méditerranée, jusqu'au mont San-Giacomo, où elles finissent et où commencent les Apennins, qui s'élèvent graduellement jusqu'au mont Velino, près de Rome. Le mont San-Giacomo est donc tout à la fois le point le plus abaissé des Alpes et des Apennins, celui où finissent les unes et où commencent les autres. Savone, port de mer et place forte, se trouvait placée pour servir de dépôt et de point d'appui. De cette ville à la Madonna, il y a trois milles; une chaussée ferrée y conduisait; et de la Madonna à Carcare il y a six milles, qu'on pouvait rendre praticables à l'artillerie en peu de jours. A Carcare on trouve des chemins pour les voitures, qui conduisent dans l'intérieur du Piémont et du Montferrat; ce point était le seul par où l'on pût entrer en Italie sans trouver de montagnes. Les élévations du terrain y sont si peu de chose, qu'on a conçu plus tard, sous l'Empire, le projet d'un canal qui aurait joint l'Adriatique à la Méditerranée par le Pô, le Tanaro, la Bormida, et un système d'écluses depuis cette rivière jusqu'à Savone. En pénétrant en Italie par Savone, Cadibona, Carcare et la Bormida, on pouvait se flatter de séparer les armées sardes et autrichiennes, puisque de là on menaçait également la Lombardie et le Piémont; on pouvait marcher sur Milan comme sur Turin. Les Piémontais avaient intérêt à couvrir Turin et les Autrichiens à couvrir Milan.

II. L'armée ennemie était commandée par le général Beaulieu, officier distingué, qui avait acquis de la réputation dans les campagnes du Nord. Elle était munie de tout ce qui pouvait la rendre redoutable. Elle se composait d'Autrichiens, de Sardes, de Napolitains. Elle était double en nombre de l'armée française, et devait s'accroître successivement des contingents de Naples, du Pape, de Modène et de Parme. Elle se divisait en deux grands corps : l'armée active autrichienne, composée de quatre divisions d'infanterie de qua-

rante-deux bataillons, quarante-quatre escadrons et cent quarante pièces de canon, forte de 45,000 hommes, sous les lieutenants généraux Argenteau, Melas, Vukassovich, Liptai, Sebottendorf; l'armée active de Sardaigne, composée de trois divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, en tout 25,000 hommes et soixante pièces de canon : elle était commandée par le général autrichien Colli et par les généraux Provera et La Tour. Le reste des forces sardes tenait garnison dans les places ou défendait la frontière opposée à l'armée française des Alpes, sous le commandement du duc d'Aoste.

L'armée française était composée de quatre divisions actives d'infanterie et deux de cavalerie, sous les généraux Masséna, Augereau, Laharpe, Serurier, Stengel et Kilmaine; en tout 25,000 hommes d'infanterie, 2,500 de cavalerie, 2,500 d'artillerie, sapeurs, administration, etc.; total 30,000 hommes présents sous les armes. L'effectif de l'armée se montait à 106,000 hommes; mais 36,000 étaient prisonniers, morts ou désertés; depuis longtemps on attendait de passer une revue régulière pour les effacer des états de situation; 20,000 étaient dans la 8e division militaire, à Toulon, Marseille, Avignon, depuis les bouches du Rhône jusqu'à celles du Var; ils ne pouvaient être employés qu'à la défense de la Provence, dépendant du ministre. Il restait un effectif de 50,000 hommes sur la rive gauche du Var, dont 5,000 aux hôpitaux, 7,000 formant les dépôts des corps d'infanterie, de cavalerie (celui-ci était de 2,500 hommes non montés) et d'artillerie; il restait 38,000 hommes présents sous les armes, prêts à entrer en campagne; 8,000 hommes d'infanterie et d'artillerie étaient employés aux garnisons de Nice, Villefranche, Monaco, des côtes de Gênes, de Saorgio, et à la garde de la crête supérieure des Alpes, du col de l'Argentière au Tanaro. La cavalerie était dans le plus mauvais état, quoiqu'elle eût été longtemps sur le Rhône pour se refaire; mais elle y avait manqué de subsistances.

Les arsenaux de Nice et d'Antibes étaient bien pourvus en artillerie, mais manquaient de moyens de transport; tous les chevaux de trait avaient péri de misère. La pénurie des finances était telle que, malgré tous ses efforts, le gouvernement ne put donner que 2,000 louis en espèces au trésor de l'armée pour l'ouverture de la campagne, et un million en traites, qui furent en partie protestées. Elle manquait de tout et ne pouvait rien espérer de la France; elle devait tout attendre de la victoire. Ce n'était que dans les plaines d'Italie qu'elle pouvait organiser ses transports, atteler son artillerie, habiller ses soldats, monter sa cavalerie. L'armée française n'avait que 30,000 hom-

mes présents sous les armes et trente pièces de canon; on lui en opposait 80,000 et deux cents pièces de canon. Si elle eût eu à lutter dans une bataille générale, sans doute l'infériorité du nombre, son infériorité en artillerie et cavalerie, ne lui eussent pas permis de résister. Elle dut donc suppléer au nombre par la rapidité des marches, au manque d'artillerie par la nature des manœuvres, à l'infériorité de sa cavalerie par le choix des positions; car le moral des soldats français était excellent; ils s'étaient signalés et aguerris sur les rochers des Alpes et des Pyrénées. Les privations, la pauvreté, la misère, sont l'école du bon soldat.

III. Napoléon arriva à Nice le 27 mars; le tableau de l'armée, qui lui fut présenté par le général Scherer, se trouva pire encore que tout ce qu'il avait pu s'imaginer. Le pain était mal assuré; depuis longtemps on ne faisait plus de distribution de viande. Il n'y avait que cinq cents mulets pour les transports; on ne devait pas songer à conduire plus de trente pièces de canon. Chaque jour la position empirait : il ne fallait pas perdre un instant. L'armée ne pouvait plus vivre où elle était; il fallait avancer ou reculer : il donna des ordres pour qu'elle avançât et pour surprendre l'ennemi dès le début de la campagne, l'étourdir par des succès éclatants et décisifs. Le quartier général n'avait jamais quitté Nice depuis le commencement de la guerre : il le fit mettre en marche pour se rendre à Albenga. Depuis longtemps toutes les administrations se regardaient comme à poste fixe, et s'occupaient bien plus des commodités de la vie que des besoins de l'armée.

En passant la revue des troupes, il leur dit : « Soldats, vous êtes nus, mal nourris; le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers, sont admirables; mais ils ne vous procurent aucune gloire; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage ou de constance? » Ce discours d'un jeune général de vingt-six ans, sur lequel rejaillissait le souvenir des opérations de Toulon, de Saorgio, de Cairo, fut accueilli par de vives acclamations.

En voulant tourner les Alpes et entrer en Italie par le col de Cadibona, il fallait que toute l'armée se rassemblât sur son extrême droite, opération dangereuse si les neiges n'eussent pas alors couvert les débouchés des Alpes. Le passage de l'ordre défensif à l'ordre

offensif est une des opérations les plus délicates. Serurier fut placé à Garessio avec sa division pour observer les camps de Colli, près de Ceva; Masséna et Augereau, à Loano, Finale et Savone. Laharpe était placé pour menacer Gênes; son avant-garde, commandée par le général de brigade Cervoni, occupait Voltri. Le ministre de France demanda au sénat de Gênes le passage par la Bocchetta et les clefs de Gavi, annonçant que les Français voulaient pénétrer en Lombardie et appuyer leurs opérations sur Gènes. La rumeur fut extrême dans cette ville; le sénat, les conseils se mirent en permanence. Le contre-coup s'en fit ressentir à Milan.

IV. Beaulieu, alarmé, accourut en toute hâte au secours de Gênes. Il porta son quartier général à Novi, partagea son armée en trois corps : la droite, composée de Piémontais et commandée par Colli, ayant son quartier général à Ceva, fut chargée de défendre la Stura et le Tanaro; le centre, sous les ordres d'Argenteau, mit son quartier général à Sassello et marcha sur Montenotte pour couper l'armée française pendant sa marche sur Gênes, en tombant sur son flanc gauche, et lui intercepter à Savone la route de la Corniche. De sa personne, Beaulieu, avec sa gauche, marcha par la Bocchetta sur Voltri pour couvrir Gênes.

Au premier aspect, ces dispositions paraissaient bien entendues; mais, en étudiant mieux les circonstances du pays, on découvrit que Beaulieu divisait ses forces, puisque toute communication était impraticable entre son centre et sa gauche autrement que par derrière les montagnes, tandis que l'armée française, au contraire, était placée de manière à pouvoir se réunir en peu d'heures et tomber en masse sur l'un ou sur l'autre des corps ennemis, et, l'un d'eux défait, l'autre était dans l'absolue nécessité de se retirer.

Le général Argenteau, commandant le centre de l'armée ennemie, campa à Montenotte inférieure le 10 avril; le 11, il marcha sur Montelegino pour déboucher par la Madonna sur Savone. Le colonel Rampon, qui était chargé de la garde des trois redoutes de Montelegino, ayant eu avis de la marche de l'ennemi, poussa une forte reconnaissance à sa rencontre; elle fut ramenée depuis midi jusqu'à deux heures, qu'elle rentra dans les redoutes. Argenteau essaya de les enlever d'emblée; il fut repoussé dans trois attaques consécutives par Rampon. Comme ses troupes étaient fatiguées, il prit position, ayant le projet le lendemain de tourner les redoutes pour les faire tomber. Beaulieu, de son côté, déboucha le 10 sur Gênes. Le même jour il attaqua le général Cervoni en avant de Voltri; celui-ci défen-

dit sa position toute la journée, prit position le 11 sur le mont de la Fourche, se reploya dans la soirée et la nuit, et rejoignit sa division, celle de Laharpe, qui, le 12 avant le jour, était en position derrière Rampon sur Montelegino. Dans la nuit, le général en chef marcha avec les divisions Augereau et Masséna, celle-ci par le col de Cadibona, et déboucha par le Bric de Menao et par Castlas, par derrière Montenotte. A la pointe du jour du 12, Argenteau, enveloppé de tous côtés, fut attaqué en tête par Rampon et Laharpe, en queue et en flanc par la division Masséna : la déroute fut complète; tout fut tué, pris ou se débanda. Quatre drapeaux, cinq pièces de canon, 2,000 prisonniers, furent les trophées de cette journée.

Dans le même temps, Beaulieu se présentait à Voltri, mais il n'y trouvait plus personne; il s'y aboucha, sans obstacle, avec Nelson, amiral anglais. Ce ne fut que dans la journée du 13 que ce général apprit le désastre de Montenotte et l'entrée des Français dans le Piémont. Il lui fallut alors replier en toute hâte ses troupes sur elles-mêmes, et repasser les mauvais chemins où les dispositions de son plan l'avaient forcé de se jeter. Ce détour fut tel, qu'une partie seule de ses troupes put arriver à Millesimo deux jours après, et qu'il lui fallut douze jours pour évacuer ses magasins de Voltri et de la Bocchetta; ce qui l'obligea à laisser des troupes pour les protéger.

V. Le 12 avril, le quartier général de l'armée arriva à Carcare. Les Piémontais s'étaient retirés sur Millesimo et les Autrichiens sur Dego. Ces deux positions étaient liées par une brigade piémontaise qui occupait les hauteurs de Biestro. A Millesimo, les Piémontais étaient à cheval sur le chemin qui couvre le Piémont; ils furent rejoints par Colli, avec tout ce qu'il put tirer de la droite. A Dego, les Autrichiens occupaient la position qui défend le chemin d'Acqui, route directe du Milanais; ils furent rejoints par Beaulieu et tout ce qu'il put ramener de Voltri. Là il se trouvait en position de recevoir tous les renforts que pourrait lui fournir la Lombardie. Ainsi les deux grands débouchés du Piémont et du Milanais étaient couverts; l'ennemi se flattait d'avoir le temps de s'y établir et de s'y retrancher. Quelque avantageuse qu'eût été la bataille de Montenotte pour les Français, l'ennemi avait trouvé dans la supériorité du nombre de quoi réparer ses pertes. Mais, le surlendemain 14, la bataille de Millesimo ouvrit les deux routes de Turin et de Milan.

Augereau, formant la gauche, marcha sur Millesimo; Masséna, avec le centre, se porta sur Biestro et Dego, et Laharpe, avec la droite, chemina sur les hauteurs de Cairo : l'armée française occu-

pait ainsi quatre lieues de terrain de la droite à la gauche. L'ennemi avait appuyé sa droite en faisant occuper le mamelon de Cosseria, qui domine les deux branches de la Bormida. Mais, dès le 13, le général Augereau, dont les troupes n'avaient pas donné à la bataille de Montenotte, poussa la droite de l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il lui enleva les gorges de Millesimo et cerna le mamelon de Cosseria. Le général autrichien Provera, avec son arrière-garde forte de 2,000 hommes, fut coupé. Dans une position aussi désespérée, il paya d'audace. Ce général se réfugia dans un vieux castel ruiné et s'y barricada. De cette hauteur, il voyait la droite de l'armée sarde, qui faisait des dispositions pour la bataille du lendemain, où il espérait être dégagé. Le général en chef sentait l'importance de s'emparer, dans la journée même du 13, du château de Cosseria. Mais ce poste était trop fort, plusieurs attaques échouèrent. Le lendemain, les deux armées furent aux mains. Masséna et Laharpe enlevèrent Dego après un combat opiniâtre; Menard et Joubert, les hauteurs de Biestro. Toutes les attaques de Colli pour dégager Cosseria furent vaines; il fut battu et poursuivi l'épée dans les reins. Alors Provera posa les armes. L'ennemi, vivement poursuivi dans les gorges de Spigno, sur la route d'Acqui, par 400 hommes des 22e de chasseurs, 7e hussards et 15e de dragons, y laissa une trentaine de pièces de canon attelées et soixante caissons, quinze drapeaux et 6,000 prisonniers, parmi lesquels deux généraux et vingt-quatre colonels. Le général en chef se trouva partout dans les moments les plus importants.

La séparation des deux armées, autrichienne et sarde, fut dès lors bien marquée. Beaulieu porta son quartier général à Acqui, route du Milanais, et Colli se porta à Ceva, pour s'opposer à la jonction de Serurier et couvrir Turin.

VI. Cependant la division de grenadiers autrichiens de Vukassovich, qui avait été dirigée de Voltri par Sassello, arriva le 15 avril à trois heures du matin à Dego. La position n'était plus occupée que par quelques bataillons français. Ces grenadiers enlevèrent facilement ce village, et l'alarme fut grande au quartier général français, où l'on avait peine à comprendre comment les ennemis pouvaient être à Dego, lorsque les avant-postes, placés sur la route d'Acqui, n'étaient pas inquiétés. Napoléon y marcha; après deux heures d'un combat très-chaud, Dego fut repris, et la division ennemie fut presque entièrement prisonnière ou tuée. L'adjudant général Lanusse, depuis général de division, mort glorieusement sur le champ de ba-

taille d'Alexandrie en Égypte, en 1801, décida de la victoire, un moment incertaine. A la tête de deux bataillons de troupes légères, il gravissait la gauche du mamelon de Dego; des bataillons de grenadiers hongrois accoururent pour les empêcher de monter; les deux colonnes avancèrent et rétrogradèrent trois fois; mais, à la troisième, Lanusse, mettant son chapeau au bout de son épée, s'avança audacieusement et décida de la victoire. Cette action, qui se passa sous les yeux du général en chef, lui valut le grade de général de brigade. Les généraux Causse et Banel furent tués; ils venaient des Pyrénées-Orientales. Les officiers qui avaient servi dans cette armée montraient une impétuosité et un courage des plus distingués.

C'est dans le village de Dego que Napoléon remarqua pour la première fois un chef de bataillon, qu'il fit colonel : c'était Lannes, qui depuis fut maréchal de l'Empire, duc de Montebello, et déploya les plus grands talents; on le verra constamment dans la suite prendre la plus grande part à tous les événements.

Après le combat de Dego, les opérations furent dirigées contre les Piémontais; l'on se contenta de tenir les Autrichiens en échec. Laharpe fut placé en observation au camp de San-Benedetto, sur le Belbo. Beaulieu, affaibli, ne s'occupa plus qu'à rallier et organiser les débris de son armée. La division Laharpe, obligée de demeurer plusieurs jours dans cette position, souffrit par le défaut de subsistances, le manque de transports et l'épuisement d'un pays où avaient séjourné tant de troupes; elle se livra à quelques désordres.

Serurier, instruit à Garessio des batailles de Montenotte et de Millesimo, s'empara de la hauteur de San-Giovanni-di-Murialdo, entra dans Ceva le même jour qu'Augereau arrivait sur les hauteurs de Montezemolo. Le 17, après une vaine résistance, Colli évacua le camp retranché de Ceva, repassa le Tanaro et se retira derrière la Corsaglia, occupant par sa droite la Madonna de Vico. Le même jour, le général en chef porta son quartier général à Ceva; l'ennemi y avait laissé l'artillerie du camp, qu'il n'avait pas eu le temps d'emmener, et s'était contenté de mettre garnison dans le fort.

Ce fut un spectacle sublime que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de Montezemolo : de là elle découvrit les immenses et fertiles plaines du Piémont. Le Pô, le Tanaro, une foule d'autres rivières serpentaient au loin. Cette ceinture, blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières, qui paraissaient les limites d'un autre monde, que la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par

enchantement : « Annibal a forcé les Alpes, dit Napoléon en fixant ses regards sur ces montagnes, nous, nous les avons tournées ! » Phrase heureuse, qui exprimait en deux mots la pensée et l'esprit de la campagne.

L'armée passa le Tanaro. Pour la première fois elle se trouvait en plaine, la cavalerie devenait nécessaire ; le général Stengel, qui la commandait, passa la Corsaglia à Lesegno et battit la plaine pour éclairer le pays. Le quartier général arriva au château de Lesegno, sur la rive droite de cette rivière, près de l'endroit où elle se jette dans le Tanaro.

VII. Le général Serurier, le 19 avril, passa le pont de San-Michele pour attaquer la droite de l'armée de Colli, en même temps que Masséna passait le Tanaro pour tourner sa gauche ; mais Colli, jugeant le danger de sa position, l'avait abandonnée pendant la nuit et marchait lui-même sur sa droite pour prendre position à Mondovi. Il se trouva, par une circonstance fortuite, avec ses forces précisément devant San-Michele comme le général Serurier débouchait du pont ; il fit halte, lui opposa des forces supérieures et le força de se replier. Serurier se fût pourtant maintenu dans San-Michele, si un de ses régiments d'infanterie légère ne se fût livré au pillage. Serurier déboucha le 22 par le pont de Torre, Masséna par celui de San-Michele, le général en chef par Lesegno. Ces trois colonnes se portèrent sur Mondovi. Colli y avait déjà élevé quelques redoutes et y avait pris position, sa droite à la Madonna de Vico et sa gauche à la Bicoque. Serurier enleva la redoute de la Bicoque et décida de la bataille de Mondovi. Cette ville et tous ses magasins tombèrent au pouvoir du vainqueur.

Le général Stengel, qui s'était trop éloigné en plaine avec un millier de chevaux à la poursuite de l'ennemi, fut attaqué par la cavalerie piémontaise, qui était brave et en très-bon état. Il fit toutes les dispositions qu'on devait attendre d'un général consommé. Il opérait sa retraite sur ses renforts, lorsque, dans une charge, il tomba blessé à mort d'un coup de pointe. Le colonel Murat, à la tête de trois régiments de cavalerie, repoussa les Piémontais, les poursuivit à son tour pendant quelques heures. Le général Stengel, Alsacien, était un excellent officier de hussards ; il avait servi sous Dumouriez et aux autres campagnes du Nord, était adroit, intelligent, alerte ; il réunissait les qualités de la jeunesse à celles de l'âge avancé ; c'était un vrai général d'avant-poste. Deux ou trois jours avant sa mort, lorsqu'il était entré le premier dans Lesegno, le général en chef y

arriva quelques heures après, et, quelque chose dont il eût besoin, tout était prêt : les défilés, les gués avaient été reconnus, des guides étaient assurés, le curé et le maître de poste avaient été interrogés, des intelligences étaient déjà liées avec les habitants, des espions étaient envoyés dans plusieurs directions, les lettres de la poste saisies et celles qui pouvaient donner des renseignements militaires traduites et analysées; toutes les mesures étaient prises pour former des magasins de subsistances, pour rafraîchir les troupes. Malheureusement Stengel avait la vue basse, défaut essentiel dans sa profession et qui lui fut funeste.

La perte des Piémontais fut de 3,000 hommes à cette bataille, huit pièces de canon, dix drapeaux, 1,500 prisonniers, dont trois généraux. Après la bataille de Mondovi, le général en chef marcha sur Cherasco, Serurier se porta sur Fossano et Augereau sur Alba. Beaulieu avait, d'Acqui, marché sur Nizza-della-Paglia avec la moitié de son armée pour faire une diversion favorable aux Piémontais, mais trop tard; il se replia sur le Pô aussitôt qu'il apprit le traité de Cherasco.

VIII. Ces trois colonnes entrèrent à la fois dans Cherasco, Fossano et Alba. Le quartier général de Colli était à Fossano; Serurier l'en délogea.

Cherasco, à l'embouchure de la Stura et du Tanaro, était fort, mais mal armé et point approvisionné, parce qu'il n'était pas frontière. Cette acquisition était importante pour l'armée; on ne perdit pas un moment pour le mettre en état de défense ; les magasins d'artillerie étaient remplis de tout ce qui était nécessaire pour en compléter l'armement. L'avant-garde française passa la Stura et se porta en avant de la petite ville de Brà. Cependant la jonction de Serurier avait permis de communiquer avec Nice par Ponte-di-Nava; il en arriva des renforts d'artillerie et tout le matériel que l'on avait pu organiser. L'armée s'était enrichie dans tous ces différents combats de beaucoup de canons et de chevaux ; on en leva beaucoup dans la plaine de Mondovi. Peu de jours après l'entrée à Cherasco, l'armée eut soixante bouches à feu approvisionnées et bien attelées.

Les soldats, qui avaient été sans distributions durant les dix jours de cette campagne, en reçurent de régulières. Le pillage et le désordre, suite ordinaire de la rapidité des mouvements, cessèrent; on rétablit la discipline; l'armée changea promptement de face au milieu de l'abondance et des ressources qu'offrait ce beau pays. Les pertes d'ailleurs n'avaient as été aussi grandes que l'on pourrait le

croire. La rapidité des mouvements, l'impétuosité des troupes et surtout l'art de les opposer toujours à l'ennemi au moins en nombre égal, et souvent en nombre supérieur, joints aux succès constants qu'elles avaient obtenus, avaient épargné bien des hommes. D'ailleurs, ces pertes étaient réparées, les soldats arrivaient par tous les débouchés de tous les dépôts et de tous les hôpitaux de la Rivière de Gênes, au seul bruit de la victoire et de l'abondance qui régnait. La misère avait été telle jusque-là dans l'armée française, qu'on oserait à peine la décrire : les officiers, depuis plusieurs années, ne recevaient que 8 francs par mois de solde, et l'état-major était entièrement à pied. Le maréchal Berthier a conservé dans ses papiers un ordre du jour d'Albenga qui accordait une gratification de trois louis à chaque général de division.

Cherasco est à dix lieues de Turin, quinze d'Alexandrie, dix-huit de Tortone, vingt-cinq de Gênes, vingt de Savone. La cour de Sardaigne ne savait plus à quoi se résoudre; son armée était découragée et en partie détruite. L'armée autrichienne n'avait plus d'autre pensée que de couvrir Milan. Les esprits étaient fort agités dans tout le Piémont. La cour ne jouissait nullement de la confiance publique; elle se mit à la discrétion de Napoléon et sollicita un armistice. Bien des personnes eussent préféré que l'armée eût marché sur Turin; mais Turin était une place forte, il fallait du gros canon pour en enfoncer les portes. Le roi avait encore un grand nombre de forteresses, et, malgré les victoires qu'on venait de remporter, le moindre échec, le plus léger caprice de la fortune pouvait tout renverser; les deux armées ennemies, réunies, étaient encore, malgré leurs revers, supérieures à l'armée française; elles avaient une artillerie considérable et surtout une cavalerie qui n'avait pas souffert.

Dans l'armée française, en dépit de ses victoires, il y avait de l'étonnement; elle était frappée de la grandeur de l'entreprise; le succès paraissait problématique quand on considérait la faiblesse des moyens; les esprits se fussent exagéré le moindre revers. Des officiers, même des généraux, ne concevaient pas qu'on osât songer à la conquête de l'Italie avec aussi peu d'artillerie, une si mauvaise cavalerie et une armée aussi faible, que les maladies et l'éloignement de la France affaibliraient encore tous les jours. On trouve des traces de ces sentiments de l'armée dans la proclamation que le général en chef adressa à ses soldats à Cherasco [1] :

« Soldats, vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs

[1] Voir le texte complet de cette proclamation, t. I, p. 187.

places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait 15,000 prisonniers, tué ou blessé plus de 10,000 hommes.

Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. Vous égalez aujourd'hui par vos services l'armée conquérante de Hollande et du Rhin.

» Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. Grâces vous en soient rendues, soldats! La patrie reconnaissante vous devra sa prospérité; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 1794, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

» Les deux armées qui naguère vous attaquaient avec audace fuient épouvantées devant vous; les hommes pervers qui riaient de votre misère, se réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos ennemis, sont confondus et tremblants.

» Mais, soldats, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire. Ni Turin ni Milan ne sont à vous. Les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Basseville!... On dit qu'il en est parmi vous dont le courage mollit, qui préféreraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes! Non, je ne puis le croire. Les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego, de Mondovi, brûlent de porter au loin la gloire du peuple français. »

Les conférences pour la suspension d'armes se tinrent au quartier général, dans la maison de Salmatoris, alors maître d'hôtel du roi de Sardaigne, et qui depuis a été préfet du palais de l'Empereur Napoléon. Le général piémontais La Tour et le colonel Costa [1] étaient chargés des pouvoirs du roi. Le comte [2] La Tour était un vieux soldat, lieutenant général au service de Sardaigne, très-opposé à toutes les nouvelles idées, de peu d'instruction et d'une capacité médiocre. Le colonel Costa, natif de Savoie, était dans la force de l'âge; il s'exprimait avec facilité, avait de l'esprit, et se montra sous des rapports avantageux. Les conditions furent que le roi quitterait la coalition, et enverrait un plénipotentiaire à Paris pour y traiter de la paix définitive; que jusque-là il y aurait armistice; que Ceva,

[1] Le marquis Costa de Beauregard, colonel, chef d'état-major de l'armée piémontaise.

[2] Le baron de La Tour.

Coni, Tortone ou, à son défaut, Alexandrie, seraient remises sur-le-champ à l'armée française avec toute l'artillerie et les magasins; qu'elle continuerait d'occuper tout le terrain qui se trouvait en ce moment en sa possession; que les routes militaires, dans toutes les directions, permettraient la libre communication de l'armée avec la France, et de la France avec l'armée; que Valenza serait immédiatement évacuée par les Napolitains et remise au général français, jusqu'à ce qu'il eût effectué le passage du Pô; enfin que les milices du pays seraient licenciées, et que les troupes régulières seraient disséminées dans les garnisons, de manière qu'elles ne donnassent aucun ombrage à l'armée française.

Désormais les Autrichiens, isolés, pouvaient être poursuivis jusque dans l'intérieur de la Lombardie; les troupes de l'armée des Alpes, devenues disponibles, allaient en partie descendre en Italie; la ligne de communication avec Paris était raccourcie de moitié; enfin on avait des points d'appui et de grands dépôts d'artillerie pour former des équipages de siége et pour assiéger Turin même, si le Directoire n'agréait pas la paix.

IX. L'armistice conclu, et les places de Coni, Tortone et Ceva occupées, on se demanda s'il fallait aller en avant, et jusqu'où. On concevait que l'armistice qui avait fait tomber toutes les places fortes et séparé l'armée piémontaise de l'armée autrichienne était utile; mais ne serait-il pas désormais plus avantageux de profiter des moyens acquis pour révolutionner entièrement le Piémont et Gênes avant d'aller plus loin? Le gouvernement français avait le droit de refuser les négociations proposées et de déclarer sa volonté par un *ultimatum*. Ne serait-il pas impolitique de s'éloigner de la France, de passer le Tessin sans être sûr de ses derrières? Les rois de Sardaigne, qui ont été si utiles à la France tant qu'ils ont été fidèles, ont le plus contribué à ses revers dès qu'ils ont changé de politique. Aujourd'hui la disposition des esprits de cette cour ne saurait permettre la moindre illusion; les nobles et les prêtres la dominent; ils sont ennemis irréconciliables de la République. Si on avançait et qu'on éprouvât une défaite, que n'aurait-on pas à redouter de leur haine et de leur vengeance? Gênes même devrait donner de grandes inquiétudes. Le système de l'oligarchie y domine toujours, et, quelque nombreux que puissent s'y trouver les partisans de la France, ils demeurent sans influence dans leurs décisions politiques. Les bourgeois de Gênes peuvent bien déclamer, mais là se borne tout leur pouvoir; les oligarques gouvernent, ils commandent aux troupes et disposent de 8 à 10,000 paysans des

vallées de Fontana-Buona et autres, qu'ils appellent à leur défense quand ils en ont besoin. Enfin, où doit-on donc s'arrêter, après avoir passé le Tessin? Doit-on aussi passer l'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige, la Brenta, la Piave, le Tagliamento, l'Isonzo? Est-il sage de laisser sur ses derrières de si nombreuses populations si mal disposées? Le moyen d'aller vite n'est-il pas d'aller doucement et de se faire des appuis dans tous les pays où l'on passe, en changeant le gouvernement et confiant l'administration à des personnes de mêmes principes et de mêmes intérêts que nous? Si l'on se porte dans le pays de Venise, n'obligera-t-on pas cette république, qui peut disposer de 50,000 hommes, à prendre parti pour l'ennemi?

On répondait à cela : L'armée française doit profiter de sa victoire; elle ne doit s'arrêter qu'à la meilleure ligne de défense contre les armées autrichiennes qui ne tarderont pas à déboucher du Tyrol et du Frioul. Cette ligne, c'est l'Adige : elle couvre toutes les vallées du Pô ; elle intercepte la moyenne et basse Italie; elle isole la place de Mantoue, et probablement cette place sera prise avant que l'armée ennemie soit refaite et en position de la secourir.

C'est pour avoir méconnu ce principe que le maréchal de Villars manqua tout le but de la guerre en 1733. Il était à la tête de 50,000 hommes réunis au camp de Vigevano en octobre; n'ayant pas d'armée ennemie devant lui, il pouvait se porter où il voulait. Il se borna à se tenir en observation sur l'Oglio, à cheval sur le Pô; ayant ainsi perdu l'occasion, il ne la retrouva plus : trois mois après, Mercy arriva dans le Serraglio avec une armée. Le maréchal de Coigny, quoique à la tête d'une armée très-supérieure pendant toute la campagne de 1734, et victorieux dans deux batailles rangées, celles de Parme et de Guastalla, ne sut tirer aucun parti de tant d'avantages; il manœuvra alternativement sur les deux rives du Pô. Si ces généraux avaient bien connu la topographie de l'Italie, dès le mois de novembre Villars eût pris position sur l'Adige, interceptant ainsi toute l'Italie, et Coigny eût profité de ses victoires pour s'y porter à tire-d'aile.

Sur l'Adige on a le moyen de pourvoir à toutes les dépenses de l'armée, parce qu'on en fait partager le poids à une grande population : à celle du Piémont, de la Lombardie, aux légations de Bologne, Ferrare, aux duchés de Parme et de Modène. On craint de voir Venise se déclarer contre la France? Le meilleur moyen de l'empêcher, c'est de porter en peu de jours la guerre au milieu de ses États; elle n'est point préparée à un pareil événement; elle n'a point eu le temps de faire des levées et de prendre des résolutions;

il faut empêcher le sénat de délibérer. Si l'armée reste sur la rive droite du Tessin, les Autrichiens forceront cette république de faire cause commune avec eux, ou elle-même se jettera dans leurs bras, influencée par l'esprit de parti. Le roi de Sardaigne n'est plus à craindre : ses milices sont congédiées; les Anglais vont cesser leurs subsides; les affaires intérieures y sont dans le plus mauvais état. Quelque parti que prenne la cour, les mécontents s'accroîtront; après la fièvre vient la faiblesse. 15 à 18,000 hommes sont toutes les forces qui lui restent; disséminés dans un grand nombre de villes, ils suffiront à peine à maintenir la tranquillité intérieure. D'un autre côté, le mécontentement de la cour de Vienne contre le cabinet de Turin ira en croissant; elle lui reprochera qu'à la première bataille perdue il a désespéré de la cause commune. Ce n'est pas ainsi qu'avait agi en 1705 Victor-Amédée, après la victoire que Vendôme remporta à Cassano, où le prince Eugène fut acculé sur les bords du lac d'Iseo, où trois armées françaises envahirent tous ses États, même le comté de Nice; il ne lui restait plus que Turin, et cependant il tint ferme, persista dans son alliance avec l'Autriche. Il en fut récompensé l'année suivante par la bataille de Turin, où il reconquit tous ses États, en conséquence de cette marche si audacieuse du prince Eugène que la fortune se plut à couronner d'un si grand succès.

Les oligarques de Gênes ne sont pas à craindre; la meilleure garantie contre eux, ce sont les profits immenses qu'ils recueillent de leur neutralité. On veut propager les principes de la liberté en Piémont et à Gênes : il faut allumer la guerre civile, soulever le peuple contre les nobles et les prêtres; on devient responsable des excès qui accompagnent toujours une pareille lutte. Arrivée au contraire sur l'Adige, l'armée sera maîtresse de tous les États de la maison d'Autriche en Italie et de tous ceux du Pape en deçà de l'Apennin, en position de proclamer les principes de la liberté et d'exciter le patriotisme italien contre la domination étrangère. On n'aura pas besoin d'exciter les divisions parmi les diverses classes des citoyens : nobles, bourgeois, paysans, tout sera appelé à marcher d'accord pour le rétablissement de la patrie italienne. Le mot *Italia! Italia!* proclamé à Milan, à Bologne, à Vérone, produira un effet magique. Proclamé sur la droite du Tessin, les Italiens diront : « Pourquoi n'avancez-vous pas? »

X. Le colonel Murat, premier aide de camp, fut expédié pour Paris avec vingt et un drapeaux et l'armistice de Cherasco. Son arrivée

à Paris, par le mont Cenis, avec tant de trophées et l'acte de soumission du roi de Sardaigne, causa une grande joie dans la capitale et y excita le plus vif enthousiasme. L'aide de camp Junot, qui avait été expédié, après la bataille de Millesimo, par la route de Nice, arriva après Murat.

La province d'Alba, que les Français occupèrent en entier, était de tout le Piémont le pays le plus opposé à l'autorité royale, celui qui contenait le plus de germes révolutionnaires; il y avait déjà éclaté des troubles; plus tard encore il en éclata de nouveaux. Si l'on eût voulu continuer la guerre avec le roi de Sardaigne, c'est là que l'on eût trouvé le plus de secours et le plus de dispositions à l'insurrection.

Ainsi, au bout de quinze jours, le premier point du plan de campagne était atteint; de grands résultats étaient obtenus : les forteresses piémontaises des Alpes étaient tombées; la coalition était affaiblie d'une puissance qui lui fournissait 60 à 70,000 hommes, et qui était plus importante encore par sa position.

Depuis le commencement de cette campagne, dans le courant d'un mois, la législature avait décrété cinq fois que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie, dans les séances des 21, 22, 24, 25 et 26 avril, et chaque fois pour de nouvelles victoires.

Conformément aux conditions de l'armistice de Cherasco, le roi de Sardaigne envoya à Paris le comte de Revel pour traiter de la paix définitive. Il la conclut et signa le 15 mai 1796. Par ce traité, les places d'Alexandrie et de Coni furent remises à l'armée d'Italie; Suse, la Brunette, Exilles, démolies, et les Alpes ouvertes; ce qui mit le roi à la disposition de la République, n'ayant plus d'autres points fortifiés que Turin et le fort de Bard.

CHAPITRE III.

BATAILLE DE LODI.

I. Passage du Pô (7 mai 1796). — II. Combat de Fombio (8 mai). Mort du général Laharpe. — III. Armistice accordé au duc de Parme (9 mai). — IV. Bataille de Lodi (10 mai). — V. Entrée à Milan (15 mai). — VI. Armistice accordé au duc de Modène (17 mai). — VII. Berthier. — VIII. Masséna. — IX. Augereau. — X. Serurier.

I. Les portes des places de Coni, Tortone et Ceva furent ouvertes aux Français dans les premiers jours de mai. Masséna marcha avec

sa division sur Alexandrie, et y prit de nombreux magasins appartenant à l'armée autrichienne. Le quartier général arriva à Tortone, en passant par Alba, Nizza-della-Paglia et le couvent de Bosco. Tortone était une très-belle forteresse; elle se trouvait abondamment pourvue d'artillerie et de toutes sortes de munitions de guerre.

Beaulieu, consterné, s'était retiré au delà du Pô pour couvrir Milan; il comptait défendre le passage du Pô vis-à-vis Valenza, et, celui-ci forcé, celui de la Sesia et du Tessin. Il plaça ses troupes sur la rive gauche de l'Agogna, au camp de Valeggio. Il y fut renforcé par une division de réserve de dix bataillons, ce qui lui donnait une armée égale à l'armée française.

Dans toutes les dispositions politiques et militaires, Valenza avait été désignée comme le lieu où les Français devaient opérer le passage du Pô; dans les conférences de Cherasco, on avait laissé percer mystérieusement cette intention; dans la conclusion de l'armistice, un article prescrivit la remise de cette ville aux Français pour qu'ils y effectuassent le passage du fleuve. Masséna, à peine arrivé à Alexandrie, poussa des partis dans la direction de Valenza.

Augereau partit d'Alba et campa à l'embouchure de la Scrivia. Serurier se rendit à Tortone, où Laharpe était arrivé par la route d'Acqui; les grenadiers de l'armée y avaient été rassemblés au nombre de 3,500; ils formaient dix bataillons. Avec ces troupes d'élite, la cavalerie et vingt-quatre pièces de canon, Napoléon se porta à marches forcées sur Plaisance pour y surprendre le passage du Pô. Le passage une fois démasqué, toutes les divisions françaises abandonnèrent leurs positions et marchèrent en toute hâte sur Plaisance.

Le 7 mai, à neuf heures du matin, il arriva devant cette ville, ayant fait seize lieues en trente-six heures. Il se rendit au bord de la rivière, où il demeura jusqu'à ce que le passage fût effectué et l'avant-garde sur la rive gauche. Le bac de Plaisance portait 500 hommes ou 50 chevaux, et faisait la traversée en une demi-heure. Le colonel d'artillerie Andréossy, directeur des ponts, et l'adjudant général Frontin avaient pris sur le Pô, de Castel-San-Giovanni à Plaisance, dix bateaux chargés de 500 blessés et de la pharmacie de l'armée autrichienne. Le colonel Lannes passa le premier avec 900 grenadiers. Deux escadrons de hussards ennemis tentèrent vainement d'empêcher le débarquement. Peu d'heures après, toute l'avant-garde était de l'autre côté. Dans la nuit du 7 au 8, toute l'armée arriva. Le 9, le pont fut achevé. Le soir même du 7, le général Laharpe, commandant les grenadiers, établit son quartier général à Cascina Demetri, entre Fombio et le Pô. Ce fleuve à Plai-

sance est très-rapide; sa largeur est de 250 toises. Les passages des rivières de cette importance sont les opérations les plus critiques de la guerre.

II. La division autrichienne de Liptai, forte de huit bataillons et huit escadrons, partie de Pavie, arriva dans la nuit à Fombio, à une lieue du pont de Plaisance. Le 8, à une heure après midi, on s'aperçut que les clochers et les maisons du village étaient crénelés et remplis de troupes; que les chaussées, qui traversaient des rizières, étaient occupées par du canon. Il devenait de la plus haute importance de déloger l'ennemi de Fombio. Il pouvait recevoir de grands renforts; il eût été par trop dangereux d'être obligé de livrer bataille avec une aussi grande rivière à dos. Napoléon ordonna les dispositions qu'exigeait la nature du terrain. Lannes attaqua par la gauche, Lanusse sur le centre, Dallemagne sur la droite. En une heure de temps le village fut enlevé; la division autrichienne qui le défendait fut culbutée; elle perdit ses canons, 2,500 prisonniers, trois drapeaux. Les débris se jetèrent dans Pizzighettone et y passèrent l'Adda. La forteresse de Pizzighettone n'était pas armée peu de jours auparavant; elle était encore si loin du théâtre de la guerre et de tout danger, que l'ennemi n'y avait pas songé; mais Liptai eut le temps de lever les ponts-levis, de placer du canon de campagne sur le rempart. L'avant-garde française s'arrêta au village de Maleo à la nuit close, à une demi-portée de canon de Pizzighettone. Laharpe rétrograda pour se placer en avant de Codogno, couvrant les routes de Pavie et de Lodi.

On savait, par les prisonniers faits à Fombio, que Beaulieu était en marche pour camper avec son armée derrière Fombio. Il se pouvait donc que quelques-uns de ses corps, ignorant ce qui s'était passé dans l'après-midi, se portassent sur Codogno pour y cantonner; les troupes en furent prévenues. Après avoir ordonné la plus grande surveillance, le général en chef retourna à Plaisance, où était son quartier général. Pendant la nuit, Masséna passa le Pô et se plaça en réserve à la tête du pont pour soutenir Laharpe en cas de besoin. Ce qui avait été prévu arriva. La marche des troupes de Tortone à Plaisance, quelque rapide qu'elle eût été, n'avait pu être assez secrète pour que Beaulieu n'en eût pas eu connaissance; il mit toutes ses troupes en marche pour occuper le pays entre le Tessin et l'Adda, espérant arriver à temps vis-à-vis Plaisance pour empêcher le passage du fleuve; il savait que les Français n'avaient point d'équipage de pontons. Un de ses régiments de cavalerie qui précé-

dait la colonne où il était se présenta aux avant-postes du général Laharpe, venant par la route de Pavie; il y donna l'alarme. Les Français prirent les armes; après quelques décharges, ils n'entendirent plus rien. Cependant Laharpe, suivi d'un piquet et de quelques officiers, se porta en avant pour vérifier ce que cela pouvait être et interroger lui-même les habitants des premières métairies qui étaient sur la route, qui lui dirent que cette alarme avait été donnée par un régiment de cavalerie qui ignorait que les Français eussent passé le Pô, et qu'au premier coup de fusil il avait pris à gauche pour gagner Lodi. Laharpe retourna dans son camp; mais, au lieu de revenir par la chaussée d'où les troupes l'avaient vu partir, il prit malheureusement un sentier voisin. Les soldats étaient très au guet; ils accueillirent leur général par un feu de file très-vif : Laharpe tomba mort; il fut tué par ses propres soldats! Il était Suisse, du canton de Vaud. Sa haine contre le gouvernement de Berne lui ayant attiré des persécutions, il s'était réfugié en France. C'était un officier d'une bravoure distinguée; grenadier par la taille et par le cœur, conduisant avec intelligence ses troupes, dont il était fort aimé, quoique d'un caractère inquiet. On a observé que, pendant le combat de Fombio, tout le soir qui a précédé sa mort il avait été fort inquiet, très-abattu, ne donnant point d'ordres, privé en quelque sorte de ses facultés ordinaires, tout à fait dominé par un pressentiment funeste. Ce triste événement parvint à quatre heures du matin au quartier général. Berthier fut sur-le-champ envoyé à cette division d'avant-garde; il y trouva les troupes désolées.

III. En entrant dans les États de Parme, Napoléon reçut, au passage de la Trebbia, des envoyés du prince pour lui demander la paix et sa protection. Le duc de Parme n'était d'aucune importance politique; il n'y avait aucun avantage à saisir ses États. Il lui laissa le soin d'administrer son duché, en lui imposant, pour condition de l'armistice, tous les sacrifices dont son pays était susceptible. On recueillit ainsi tous les avantages, et on se délivra de tous les embarras du gouvernement. Ce parti était le plus simple, le plus sage. Le 9 mai au matin, l'armistice fut signé à Plaisance. Le duc paya deux millions en argent, versa dans les magasins de l'armée une grande quantité de blé, d'avoine, etc., fournit 1,600 chevaux d'artillerie ou de cavalerie, et s'engagea à défrayer toutes les routes militaires et les hôpitaux qui seraient établis dans ses États. C'est dans cette occasion que Napoléon imposa une contribution d'objets d'art pour le musée de Paris : c'est le premier exemple de ce genre

qu'on rencontre dans l'histoire moderne. Parme fournit vingt tableaux, au choix des commissaires français; parmi eux se trouva le fameux *Saint Jérôme*. Le duc fit proposer deux millions pour conserver ce tableau; les agents de l'armée étaient fort de cette opinion. Le général en chef dit qu'il ne resterait bientôt plus rien des deux millions qu'on lui donnerait, tandis que la possession d'un pareil chef-d'œuvre à Paris ornerait cette capitale pendant des siècles et enfanterait d'autres chefs-d'œuvre.

La ville de Parme est située à trente lieues du golfe de Rapallo, sur la Méditerranée; à même distance des bouches du Pô sur l'Adriatique; à soixante lieues des bouches du Var, frontière ouest de l'Italie du côté de la France; à soixante lieues de l'Isonzo, frontière est de l'Italie et sa limite avec l'Allemagne, et à soixante lieues sud du col de Saint-Gothard, limite de la Suisse; à deux cent dix lieues de la mer d'Ionie; à vingt lieues de la Spezia; à quatre lieues du Pô. Sa population était de 40,000 âmes. Sa citadelle était en mauvais état. Les duchés de Parme, Plaisance, Guastalla furent possédés par la maison Farnèse. Élisabeth, femme de Philippe V, héritière de cette maison, porta ces duchés dans la maison d'Espagne. Don Carlos, son fils, les possédait en 1714; depuis, ayant été appelé au trône de Naples, ces pays passèrent à l'Autriche en 1748, par le traité d'Aix-la-Chapelle; l'infant don Philippe en fut investi depuis; son fils Ferdinand lui succéda en 1762. C'est le fameux élève de Condillac; il est mort en 1802. Il habitait le château de Colorno, environné de moines et livré à toutes les pratiques les plus minutieuses de la religion.

IV. L'armée leva dans la ville de Plaisance 400 chevaux d'artillerie. Le 10, elle marcha de Casal-Pusterlengo sur Lodi, où Beaulieu avait réuni les divisions Sebottendórf et Roselmini, et avait dirigé sur Milan et Cassano Colli et Vukassovich. La destinée de ces dernières troupes dépendait désormais de la rapidité des marches. On pouvait les couper de l'Oglio et les faire prisonnières; mais à une lieue de Casal l'avant-garde française trouva une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens avantageusement postés, défendant la chaussée de Lodi. Il fallut manœuvrer; on y mit toute l'ardeur, et elle toute l'opiniâtreté que requéraient les circonstances. Enfin le désordre se mit dans ses rangs. Elle fut poursuivie l'épée dans les reins jusque dans Lodi. Cette place avait des murailles; l'ennemi voulut en fermer les portes, mais les soldats français y entrèrent pêle-mêle avec les fuyards, qui se rallièrent derrière la ligne de bataille que Beaulieu avait prise sur

la rive gauche de l'Adda. Ce général démasqua vingt-cinq à trente pièces de canon pour défendre le pont : les Français lui en opposèrent sur-le-champ un pareil nombre.

La ligne autrichienne était de 12,000 hommes d'infanterie et 4,000 hommes de cavalerie; ce qui, joint aux 10,000 qui se retiraient sur Cassano, à 8,000 qui avaient été battus à Fombio, et dont les débris s'étaient retirés à Pizzighettone, et aux 2,000 de la garnison du château de Milan, formait 35 ou 36,000 hommes, seuls restes de son armée.

Napoléon, dans l'espoir de couper la division qui marchait par Cassano, résolut de passer le pont de l'Adda ce même jour sous le feu des ennemis, et de les étonner par une opération si hardie. En conséquence, après quelques heures de repos dans Lodi, sur les cinq heures du soir, il ordonna au général Beaumont, commandant la cavalerie, de passer l'Adda à une demi-lieue au-dessus, où se trouvait un gué praticable en ce moment, et, aussitôt qu'il serait sur l'autre rive, d'engager la canonnade avec une batterie d'artillerie légère sur le flanc droit de l'ennemi. En même temps il plaça aux débouchés du pont et sur la rive droite toute l'artillerie disponible de l'armée, la dirigeant sur les pièces ennemies qui enfilaient le pont. Il forma les grenadiers en colonne serrée derrière le rempart de la ville qui borde l'Adda, où elle se trouvait plus près des batteries ennemies que la ligne même de l'infanterie autrichienne, qui s'était éloignée de la rivière pour profiter d'un pli de terrain qui la mettait en partie à l'abri des boulets des batteries françaises, et, dès qu'il vit le feu de l'ennemi se ralentir, que la tête de la cavalerie française commençait à se former sur la rive gauche, que cette manœuvre inquiétait l'ennemi, il fit battre la charge. La tête de la colonne par un simple à-gauche se trouva sur le pont, qu'elle traversa en peu de secondes au pas de course, et s'empara sur-le-champ du canon de l'ennemi. La colonne n'était exposée au feu de l'ennemi qu'au moment où elle convergeait par un à-gauche pour passer le pont; aussi en un clin d'œil fut-elle à l'autre bord, sans essuyer de perte; elle tomba sur la ligne ennemie, l'enfonça, la contraignit de se retirer sur Crema dans le plus grand désordre, avec la perte de son artillerie, de plusieurs drapeaux et de 2,500 prisonniers. Une action si vigoureuse, exécutée sous un feu si meurtrier, mais conduite avec toute la prudence convenable, a été regardée par les militaires comme une des actions les plus brillantes de la guerre. Les Français ne perdirent pas plus de 200 hommes; les ennemis furent écrasés [1].

[1] On lit ce qui suit dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* : « Vendémiaire et

Mais Colli et Vukassovich avaient passé l'Adda à Cassano et se retiraient par la chaussée de Brescia, ce qui décida la marche des Français sur Pizzighettone. Ils mettaient de l'importance à chasser de suite l'ennemi de cette forteresse, pour qu'il n'eût pas le temps de l'armer et de l'approvisionner. A peine fut-elle cernée qu'elle se rendit; il y avait 300 hommes, que l'ennemi sacrifia pour favoriser sa retraite.

Napoléon, dans sa ronde de nuit, rencontra un bivouac de prisonniers où était un vieil officier hongrois bavard; il lui demanda comment allaient leurs affaires. Le vieux capitaine ne pouvait disconvenir que cela n'allât très-mal : « Mais, ajouta-t-il, il n'y a plus moyen d'y rien comprendre; nous avons affaire à un jeune général qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs; on ne sait jamais comment il faut se placer. Cette manière de faire la guerre est insupportable et viole tous les usages. »

La cavalerie légère française entra à Crémone après une assez brillante charge, et poursuivit l'arrière-garde autrichienne jusqu'à l'Oglio.

V. Aucune troupe française n'était encore entrée à Milan, quoique cette capitale fût à plusieurs journées sur les derrières de l'armée, qui avait des postes à Crémone; mais les administrations autrichiennes l'avaient évacuée et s'étaient réfugiées dans Mantoue. La ville était gardée par les gardes nationales. La municipalité et les États de Lombardie envoyèrent à Lodi une députation, à la tête de laquelle était Melzi, pour protester de leur soumission et implorer la clémence du vainqueur. C'est en souvenir de cette mission que le roi d'Italie institua depuis le duché de Lodi en faveur de Melzi.

Le 15 mai, le vainqueur fit son entrée dans Milan sous un arc de triomphe, au milieu d'un peuple immense et de la nombreuse garde nationale de la ville, habillée aux trois couleurs, vert, rouge

même Montenotte, disait l'Empereur, ne me portèrent pas encore à me croire un homme supérieur. Ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien devenir, après tout, un acteur décisif sur notre scène politique. Alors naquit la première étincelle de la haute ambition. » *Mémorial de Sainte-Hélène, etc.*, par le comte de Las Cases, tome I, p. 193, édition de 1823.) On lit aussi dans les *Récits de la Captivité* : « Ce n'est que le soir de Lodi que je me suis cru un homme supérieur et que m'est venue l'ambition d'exécuter les grandes choses qui, jusque-là, occupaient ma pensée comme un rêve fantastique. » (Tome II, page 424 des *Récits de la Captivité de l'Empereur Napoléon à Sainte-Hélène,* par le général Montholon, 2 volumes in-8°, Paris, 1847.)

et blanc; à sa tête était le duc de Serbelloni, qu'elle s'était choisi pour chef.

Augereau rétrograda pour occuper Pavie; Serurier occupa Lodi, Crémone; la division Laharpe, Côme, Cassano, Lucco. Les troupes légères prirent position sur l'Oglio. Des têtes de pont furent construites à Lodi, Cassano, Lucco, Pizzighettone, armées et approvisionnées.

Napoléon dit à Milan à ses soldats, par l'ordre du jour :

« Soldats, vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche.

» Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels de paix et d'amitié pour la France.

» Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie.

» Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité.

» L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tessin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour; ces boulevards vantés de l'Italie ont été insuffisants; vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin.

» Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République. Là vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

» Oui, Soldats, vous avez beaucoup fait. Mais ne vous reste-t-il donc plus rien à faire? Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie? Mais je vous vois déjà courir aux armes; un lâche repos vous fatigue; les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien, partons! Nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger!

» Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent : l'heure de la vengeance a sonné!

» Mais que les peuples soient sans inquiétude; nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendants des Brutus des Scipion et des grands hommes que nous avons pris pour

modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel est le fruit de nos victoires; elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

» Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse, qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie !* »

L'armée employa ces six jours de repos à l'amélioration de son matériel; rien ne fut épargné pour compléter les équipages d'artillerie. Le Piémont, le Parmesan avaient fourni de grandes ressources, mais il s'en trouva de bien plus considérables en Lombardie; ce qui mit à même de faire la solde, de pourvoir à tous les besoins, de régulariser les services.

Milan est situé au milieu d'une des plus riches plaines du monde, entre les Alpes, le Pô et l'Adda, à trente-deux lieues du sommet des Alpes au col de Saint-Gothard, à huit lieues du Pô, à six du Tessin, à six de l'Adda, à quarante-trois du mont Cenis, à vingt-huit de Gênes, à vingt-huit de Turin, à vingt-neuf de Parme, à cinquante-six de Venise. Sa population était de 120,000 âmes; l'enceinte était de 10,000 toises; elle avait dix portes, cent quarante couvents d'hommes ou de femmes et cent confréries. Sa cathédrale est la plus belle et la plus vaste d'Italie après Saint-Pierre de Rome; elle est revêtue de marbre blanc; elle a été commencée par Galéas en 1300, et terminée en 1810 par Napoléon. L'hôpital, la bibliothèque Ambroisienne et grand nombre de beaux palais embellissent cette ville. Le naviglio la fait communiquer avec le Tessin et l'Adda; leurs eaux se réunissent dans Milan par six écluses. Un autre canal a été construit, pendant le royaume d'Italie, pour joindre Pavie et Milan et établir une communication directe avec le Pô et favoriser les communications avec Gênes. Le transport des marchandises de Gênes se faisait par roulage jusqu'à Cambio, sur le Pô, et de là elles étaient embarquées sur ce fleuve, et arrivaient par le bas Tessin à Pavie, où elles étaient déchargées pour Milan; moyennant le nouveau canal, elles continuent leur navigation jusqu'à Milan, et de là partent sur l'Adda.

Milan a été fondé par les Gaulois d'Autun, l'an 580 avant Jésus-Christ. Cette ville a été assiégée quarante fois, prise vingt fois, entièrement détruite quatre fois. Sa citadelle a été construite sur les ruines

du palais des Visconti. Tout y est plein du souvenir des archevêques saint Ambroise et saint Charles Borromée. Sous l'empire romain, Milan était la capitale de la Gaule cisalpine; elle a été depuis la capitale du royaume des Ostrogoths; elle a été à la tête de la ligue des républiques lombardes dans le onzième siècle; depuis, le chef-lieu du parti des Guelfes pendant les douzième et treizième siècles. Othon Visconti, un de ses archevêques, favorisé par les Gibelins, usurpa la souveraineté; les Visconti la conservèrent jusqu'en 1450, que cette maison s'éteignit. L'héritière naturelle fut Valentine Visconti, épouse du duc d'Orléans qui fut assassiné par le duc de Bourgogne; aïeule de Louis XII, elle porta ce duché dans la maison de France. Le condottiere François Sforce succéda aux Visconti. Louis XII s'empara en 1508 de Milan, qui resta sous la domination de la France jusqu'en 1526, que Charles-Quint s'en saisit et en investit Philippe II. Les rois d'Espagne la possédèrent jusqu'en 1714, où elle passa à la maison d'Autriche, à qui elle appartenait encore en 1796.

Milan était capitale de la Lombardie autrichienne, qui se divisait en sept provinces : celles de Milan, Pavie, Varese, Côme, Lodi, Crémone et Mantoue. La Lombardie avait ses priviléges particuliers. L'empereur d'Autriche y tenait un prince du sang comme gouverneur général et confiait les principales affaires à son ministre dirigeant. Elle avait des États, composés de députés des sept provinces; ces États étaient assez souvent opposés au gouverneur général et au ministre autrichien. Le comte de Melzi était, parmi ces députés, le plus accrédité par ses lumières, son patriotisme et sa probité. Il a été depuis président de la république italienne et chancelier du royaume d'Italie. Il était plein d'amour de son pays et tout dévoué à l'idée de l'indépendance de l'Italie. Il comptait à Milan parmi les familles nobles et aisées du pays. Les couleurs verte, blanche et rouge devinrent les couleurs nationales de l'Italie libre. Des gardes nationales se formèrent dans toutes les villes. Serbelloni, le premier colonel de celle de Milan, était le plus grand seigneur du pays, jouissant d'une très-grande popularité et d'une grande fortune. Il a été depuis fort connu à Paris, où il est demeuré longtemps en qualité d'ambassadeur de la république cisalpine.

A Milan, comme dans toutes les grandes villes d'Italie, et peut-être dans toutes celles de l'Europe, la révolution française avait excité d'abord le plus vif enthousiasme et parlé à tous les sentiments; mais plus tard les hideuses scènes du temps de la Terreur avaient changé ces bonnes dispositions. Toutefois les idées de la révolution conservaient encore à Milan de chauds partisans; la masse du peuple était

remuée par l'attrait de l'égalité. Les Autrichiens, malgré leur longue domination, n'avaient pas inspiré d'attachement à ces peuples; hormis quelques familles nobles, ils déplaisaient à cause de leur morgue et de la brutalité de leurs manières. Le gouverneur général, l'archiduc Ferdinand, n'y était ni aimé ni estimé; on l'accusait d'aimer l'argent, d'influer sur l'administration pour favoriser les déprédations, de spéculer sur les blés, et autres reproches de ce genre toujours très-impopulaires. Il était marié à la princesse Béatrix d'Este, fille héritière du dernier duc de Modène, alors régnant.

La citadelle de Milan était bien armée et bien approvisionnée; Beaulieu y avait laissé 2,500 hommes de garnison. Le général français Despinoy fut chargé du commandement de Milan et du blocus de la citadelle. L'artillerie forma l'équipage de siége, en tirant les pièces et les munitions de guerre des places du Piémont qui avaient garnison française : Tortone, Alexandrie, Coni, Ceva, Cherasco.

VI. Les trois duchés de Modène, Reggio et la Mirandola, sur la rive droite du Pô inférieur, étaient gouvernés par le dernier prince de la maison d'Este, vieillard avare, dont l'unique plaisir était d'entasser l'or. Il était méprisé de ses sujets. A l'approche de l'armée, il dépêcha le commandeur d'Este, son frère naturel, pour solliciter un armistice et la protection de Napoléon. La ville de Modène avait une enceinte bastionnée, un arsenal bien pourvu; son état militaire était de 4,000 hommes. Ce prince n'était, du reste, d'aucune considération politique. Il fut traité comme le duc de Parme, sans égard d'ailleurs à ses liaisons de sang avec la maison d'Autriche. L'armistice fut conclu et signé à Milan le 17 mai [1]. Il paya dix millions, donna des chevaux, des subsistances de toute espèce et un certain nombre de chefs-d'œuvre. Il envoya des plénipotentiaires à Paris pour traiter de la paix; mais elle ne fut point conclue; les négociations languirent, et enfin furent rompues. Voulant mettre son trésor à l'abri, il se réfugia à Venise, où il mourut en 1798. En lui s'éteignit la maison d'Este, si célèbre dans le moyen âge, et chantée avec tant de grâce et de génie par l'Arioste et le Tasse. Sa fille, la princesse Béatrix, épouse de l'archiduc Ferdinand, était la mère de l'impératrice d'Autriche, morte en 1816.

Les nouvelles successives du passage du Pô, de la bataille de Lodi, de l'occupation de la Lombardie, des armistices des ducs de Parme et de Modène, enivrèrent le Directoire, qui adopta le plan funeste de diviser l'armée d'Italie en deux armées. Napoléon, avec 20,000

[1] Voir le texte de cet armistice, tome I, p. 290.

hommes, devait passer le Pô, marcher sur Rome et Naples ; et Kellermann, avec les 20,000 autres, commanderait sur la rive gauche du Pô et couvrirait le siége de Mantoue. Napoléon, indigné d'une telle ingratitude, envoya sa démission, se refusant à être l'instrument de la perte de l'armée d'Italie et de ses frères d'armes[1]. Il dit que tous les hommes qui s'enfonceraient dans le fond de la presqu'île seraient perdus ; que l'armée principale, confiée à Kellermann, serait insuffisante pour se maintenir, et serait obligée de repasser les Alpes en peu de semaines. « Un mauvais général, disait-il, vaut mieux que deux bons. » Le gouvernement ouvrit les yeux et rapporta ces mesures liberticides. Depuis il ne s'occupa de l'armée d'Italie que pour approuver ce que Napoléon avait fait ou projeté.

VII. Berthier était âgé d'environ quarante-deux ans. Son père, ingénieur-géographe, avait eu l'honneur de voir quelquefois Louis XV et Louis XVI, parce qu'il était chargé de lever la carte des chasses, et que ces princes, à leur retour de la chasse, aimaient à relever les fautes qu'ils y avaient aperçues. Berthier, jeune encore, fit la guerre d'Amérique comme lieutenant adjoint à l'état-major de Rochambeau. Il était colonel à l'époque de la Révolution, et commanda la garde nationale de Versailles, où il se montra fort opposé au parti de Lecointre. Employé dans la Vendée comme chef d'état-major des armées révolutionnaires, il y fut blessé. Après le 9 thermidor, il fut chef d'état-major de Kellermann à l'armée des Alpes, et le suivit à l'armée d'Italie. C'est lui qui fit prendre à l'armée la ligne de Borghetto, qui arrêta l'ennemi. Lorsque Kellermann retourna à l'armée des Alpes, il l'emmena ; mais, quand Napoléon prit le commandement de l'armée d'Italie, Berthier demanda et obtint la place de son chef d'état-major ; il l'a toujours suivi en cette qualité dans les campagnes d'Italie et d'Égypte. Depuis il a été ministre de la guerre, major général de la Grande Armée, prince de Neuchâtel et de Wagram. Il a épousé une princesse de Bavière, et a été comblé des bienfaits de Napoléon. Il avait une grande activité ; il suivait son général dans toutes ses reconnaissances et dans toutes ses courses, sans que cela ralentît en rien son travail des bureaux. Il était d'un caractère indécis, peu propre à commander en chef, mais possédant toutes les qualités d'un bon chef d'état-major. Il connaissait bien la carte, entendait bien la partie des reconnaissances, soignait lui-même l'expédition des ordres, était rompu à présenter avec simplicité les mouvements les plus composés

[1] Voir les lettres que Napoléon écrivit à cette occasion au Directoire exécutif et au citoyen Carnot, un des Directeurs, tome I, pages 277 et 279.

d'une armée. Au commencement, on voulut lui attirer la disgrâce de son chef, en le désignant comme son mentor et publiant que c'était lui qui dirigeait les opérations : on ne réussit pas. Il fit tout ce qui dépendait de lui pour faire cesser des bruits qui le rendaient ridicule dans l'armée. Après la campagne d'Italie, il eut le commandement de l'armée chargée d'aller s'emparer de Rome et d'y proclamer la république romaine.

VIII. Masséna, né à Nice, était entré au service de France dans le régiment de Royal-Italien; il était officier au moment de la révolution. Il avança rapidement et devint général de division. A l'armée d'Italie, il servit sous les généraux en chef Dugommier, Dumerbion, Kellermann et Scherer. Il était fortement constitué, infatigable, nuit et jour à cheval parmi les rochers et dans les montagnes; c'était le genre de guerre qu'il entendait spécialement. Il était décidé, brave, intrépide, plein d'ambition et d'amour-propre; son caractère distinctif était l'opiniâtreté; il n'était jamais découragé. Il négligeait la discipline, soignait mal l'administration, et, par cette raison, était peu aimé du soldat. Il faisait assez mal les dispositions d'une attaque. Sa conversation était peu intéressante; mais au premier coup de canon, au milieu des boulets et des dangers, sa pensée acquérait de la force et de la clarté. Était-il battu, il recommençait comme s'il eût été vainqueur. A la fin de la campagne d'Italie, il reçut la commission d'aller porter au Directoire les préliminaires de Leoben. Lors de la campagne d'Égypte, il eut le commandement en chef de l'armée d'Helvétie, et contribua à sauver la République par le gain de la bataille de Zurich. Depuis, il a été maréchal, duc de Rivoli et prince d'Essling.

IX. Augereau, né au faubourg Saint-Marceau, était sergent au moment de la révolution. Ce devait être un sous-officier distingué, puisqu'il fut choisi pour aller à Naples instruire les troupes napolitaines. Il servit d'abord dans la Vendée. Il fut fait général à l'armée des Pyrénées-Orientales, où il commanda une des principales divisions. A la paix avec l'Espagne, il conduisit sa division à l'armée d'Italie, et y fit toutes les campagnes sous Napoléon, qui l'envoya, pour le 18 fructidor, à Paris. Le Directoire ensuite lui donna le commandement en chef de l'armée du Rhin. Il était incapable de se conduire, il n'avait point d'instruction, peu d'étendue dans l'esprit. Il avait peu d'éducation. Il maintenait l'ordre et la discipline parmi ses soldats; il en était aimé. Ses attaques étaient régulières et faites avec ordre; il divisait bien ses colonnes, plaçait bien ses réserves, se bat-

tait avec intrépidité. Mais tout cela ne durait qu'un jour; vainqueur ou vaincu, il était le plus souvent découragé le soir, que cela tînt soit à la nature de son caractère, soit au peu de calcul et de pénétration de son esprit. Ses opinions politiques l'attachaient au parti de Babeuf, à celui des anarchistes les plus prononcés; il était entouré par un bon nombre d'entre eux. Il fut nommé député au Corps législatif en 1798, se mit dans les intrigues du Manége; il y fut souvent ridicule. Les gens de ce parti n'étaient point sans instruction; personne n'était moins propre que lui aux discussions politiques et aux affaires civiles, dont il aimait à se mêler. Il fut, sous l'Empire, duc de Castiglione et maréchal de France.

X. Serurier, né dans l'Aisne, était major d'infanterie au commencement de la révolution. Il avait conservé toutes les formes et la rigidité d'un major. Il était fort sévère sur la discipline et passait pour aristocrate, ce qui lui a fait courir bien des dangers au milieu des camps, surtout dans les premières années. Il a gagné la bataille de Mondovi et pris Mantoue; il a eu l'honneur de voir défiler devant lui le maréchal Wurmser. Il était brave, intrépide de sa personne, mais peu heureux. Il avait moins d'élan que les précédents; mais il les dépassait par la moralité de son caractère, la sagesse de ses opinions politiques et la sûreté de son commerce. Il eut l'honorable mission de porter au Directoire les drapeaux pris au prince Charles. Il a depuis été fait maréchal de France, gouverneur des Invalides et sénateur.

CHAPITRE IV.

RÉVOLTE DE PAVIE.

I. L'armée quitte ses cantonnements pour prendre la ligne de l'Adige. — II. Révolte de Pavie (24 mai 1796). — III. Prise et sac de Pavie (26 mai). — IV. Causes de cette révolte. — V. L'armée entre sur le territoire de la république de Venise (28 mai). — VI. Bataille de Borghetto. Passage du Mincio (30 mai). — VII. L'armée arrive sur l'Adige (3 juin). — VIII. Description de Mantoue. — IX. Blocus de Mantoue (4 juin). — X. Armistice avec Naples (5 juin).

I. A l'ouverture de la campagne, la ville de Mantoue était désarmée. La cour de Vienne espérait que son armée prendrait et conserverait l'offensive; elle comptait sur des victoires et non sur des

défaites; ce ne fut qu'après le traité de Cherasco qu'elle ordonna l'armement et l'approvisionnement de Mantoue et des places de la Lombardie. Des militaires ont pensé que si, au lieu de prendre des cantonnements dans le Milanais, l'armée française eût continué sa marche pour rejeter Beaulieu au delà de l'Adige, Mantoue aurait été surprise. Mais il était contre tout principe de laisser derrière soi un si grand nombre de grandes villes et une population de plus d'un million d'habitants sans en avoir pris possession et s'être assuré de leurs dispositions.

Les Français ne séjournèrent que sept ou huit jours dans la Lombardie; dès le 22 mai, tous les cantonnements étaient levés. Ce peu de jours fut bien employé : les gardes nationales formées dans toutes les villes de la Lombardie, les autorités renouvelées et le pays organisé assurèrent la domination française. Le général Despinoy prit le commandement de Milan. Une brigade investit la citadelle. Les divisions d'infanterie et de cavalerie formèrent de petits dépôts de convalescents et d'hommes fatigués, qui tinrent garnison dans les points les plus importants. Le dépôt de la division Augereau, fort de 300 hommes, se réunit dans la citadelle de Pavie, ce qui était suffisant pour sa garde et celle du pont du Tessin.

II. Le quartier général arriva le 24 mai à Lodi. Il y avait deux heures que le général en chef y était, lorsqu'il apprit l'insurrection de Pavie et de tous les villages de cette province, que la division Augereau avait quittée depuis le 20. Une légère commotion s'était même fait sentir à Milan. Il repartit aussitôt pour cette capitale avec 300 chevaux, six pièces d'artillerie et un bataillon de grenadiers; il y arriva le soir même et trouva le calme rétabli. La garnison de la citadelle, qui avait fait une sortie, était rejetée dans ses remparts : les groupes étaient entièrement dispersés. Il continua sa route sur Pavie, se faisant précéder par l'archevêque de Milan, et envoyant des agents dans toutes les directions avec des proclamations pour éclairer les paysans. Cet archevêque était un vieillard de quatre-vingts ans, de la maison Visconti, respectable par son âge et son caractère, mais sans esprit ni réputation; sa mission n'eut aucun succès; il ne persuada personne.

Les insurgés de Pavie, qui devaient se joindre à la garnison du château de Milan, avaient poussé une avant-garde de 800 hommes jusqu'à Binasco. Lannes l'attaqua. Binasco fut pris, pillé, brûlé. On espérait que l'incendie, qui pouvait se voir des murs de Pavie, imposerait à cette ville; il n'en fut rien; 8 ou 10,000 paysans s'y étaient

jetés et s'en étaient rendus les maîtres. Ils étaient conduits par des hommes turbulents et des agents de l'Autriche, auxquels les maux du pays importaient peu; en cas de non-succès, ils s'étaient ménagé les moyens de gagner la Suisse.

Le soir on publia la proclamation suivante dans Milan; elle fut affichée dans la nuit aux portes de Pavie :

« Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte aux derniers excès dans plusieurs communes, méconnaît la République et brave l'armée triomphante des rois. Ce délire inconcevable est digne de pitié; l'on égare ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle au principe qu'a adopté sa nation de ne pas faire la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir; mais ceux qui, sous vingt-quatre heures, n'auront pas posé les armes, seront traités comme rebelles; leurs villages seront brûlés. Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux! Son sort sera celui de toutes les communes qui s'obstineront à la révolte. »

III. Le 26 mai, cette petite colonne quitta Binasco, arriva à Pavie à quatre heures de l'après-midi. Les portes étaient fermées; la garnison française avait capitulé; depuis plusieurs heures les insurgés étaient les maîtres de la citadelle; ce succès les avait fort enhardis. Il paraissait difficile de s'emparer d'une ville de 30,000 âmes en insurrection, fermée d'un mur et même d'une ancienne enceinte bastionnée, en très-mauvais état il est vrai, mais à l'abri d'un coup de main, avec seulement 1,500 hommes et six pièces de campagne. Le tocsin sonnait dans toutes les campagnes environnantes; le moindre pas rétrograde eût augmenté le mal et obligé à rappeler l'armée déjà sur l'Oglio. Dans une pareille circonstance, la prudence prescrivait la témérité; Napoléon brusqua l'attaque. Les six pièces d'artillerie tirèrent longtemps pour enfoncer les portes; elles ne purent y parvenir, mais du moins la mitraille et les obus débusquèrent les paysans postés sur la muraille, et permirent aux grenadiers d'enfoncer les portes à coups de hache. Ils entrèrent au pas de charge, débouchèrent sur la place et se logèrent dans les maisons qui faisaient la tête des rues. Un peloton de cavalerie se porta sur le pont du Tessin et fit une charge heureuse. Les paysans craignirent d'être coupés; ils quittèrent la ville, gagnèrent la campagne; la cavalerie les poursuivit et en sabra un grand nombre. Alors les magistrats, les notables, ayant à leur tête l'archevêque de Milan et l'évêque de Pavie, vinrent demander grâce.

Les 300 Français qui avaient été faits prisonniers dans la citadelle se délivrèrent eux-mêmes pendant ce tumulte et arrivèrent sur la place, désarmés, en mauvais état. Le premier mouvement du général fut de faire décimer cette garnison : « Lâches, leur dit-il, je vous avais confié un poste essentiel au salut de l'armée; vous l'avez abandonné à de misérables paysans, sans opposer la moindre résistance! » Le capitaine commandant ce détachement fut arrêté. C'était un homme sans esprit, qui voulait se justifier sur un ordre du général Haquin. Celui-ci venait de Paris; il avait été arrêté par les insurgés comme il changeait de chevaux à la poste; ils lui avaient mis le pistolet sur la gorge, le menaçant de la mort s'il ne faisait rendre la citadelle; il persuada à la garnison du fort de se rendre. Mais, quelque coupable que fût le général Haquin, cela ne pouvait justifier le commandant du fort, qui n'était nullement sous ses ordres, et qui, y eût-il été, ne le devait plus reconnaître dès l'instant qu'il était prisonnier; aussi ce capitaine fut-il livré à un conseil de guerre et passé par les armes.

Le désordre était extrême dans la ville. Plusieurs feux étaient allumés pour incendier divers quartiers. La compassion l'emporta. Toutefois le pillage dura quelques heures et fit plus de peur que de mal; il ne s'exerça que sur quelques boutiques d'orfévrerie; mais la renommée se plut à accroître les pertes de la ville, ce qui fut une leçon salutaire pour toute l'Italie [1].

Des colonnes mobiles envoyées dans toutes les campagnes opérèrent un désarmement général. On prit des otages dans toute la Lombardie; le choix tomba sur les principales familles, même sans qu'elles fussent suspectes. On jugea que le voyage en France des personnes les plus influentes serait utile. Elles revinrent en effet peu de mois après; plusieurs avaient voyagé dans toutes nos provinces, elles s'y étaient francisées.

La ville de Pavie est située à sept lieues de Milan, sur le Tessin, à deux lieues de son embouchure sur le Pô. Elle a 850 toises de large et 2,500 de tour; elle a un pont de pierre sur le Tessin, le seul qui existe sur ce fleuve; elle est fermée par une enceinte bastionnée, en ruine. Elle fut la capitale de la monarchie des Lombards; elle a été très-puissante. Rivale de Milan dans les onzième et douzième siècles, elle était le centre du parti des Gibelins, c'est-à-dire des empereurs et des nobles dans le temps que Milan était guelfe, du parti des papes et du peuple. En 1525, François Ier perdit, par sa faute, cette célèbre bataille de Pavie, où il fut fait prisonnier. Son

[1] Voir, t. I, p. 341, la lettre au Directoire sur ces événements de Pavie.

université est renommée : les Volta, les Spallanzani, les Marcotti, les Fontana, y ont professé.

IV. On attribua ce soulèvement à la contribution extraordinaire de 20 millions qui venait d'être frappée, aux réquisitions nécessaires à l'armée, peut-être à quelques vexations particulières. Les troupes étaient nues; ce qui justifiait le titre de bandits et de brigands que leur donnaient les ennemis. Les Lombards, les Italiens ne se regardaient pas comme vaincus : c'était l'armée autrichienne qui avait été battue; aucun corps italien n'était au service de l'Autriche; le pays payait même une contribution pour être exempt du recrutement. C'était un principe reconnu par la cour de Vienne, qu'il était impossible de faire de bons soldats des Italiens. Cette circonstance, d'être obligé de vivre des ressources locales, retarda beaucoup l'esprit public de l'Italie. Si, au contraire, l'armée française avait pu être entretenue des deniers de la France, dès les premiers jours on eût pu lever des corps nombreux d'Italiens. Mais vouloir appeler une nation à la liberté, à l'indépendance, vouloir que l'esprit public se forme au milieu d'elle, qu'elle lève des troupes, et lui enlever en même temps ses principales ressources, sont deux idées contradictoires, et c'est dans leur conciliation que consiste le talent. Néanmoins, dans le commencement, il y eut mécontentement, murmures, conjurations. La conduite d'un général dans un pays conquis est environnée d'écueils : s'il est dur, il irrite et accroît le nombre de ses ennemis; s'il est doux, il donne des espérances qui font ensuite ressortir davantage les abus et les vexations inévitablement attachés à l'état de guerre. Quoi qu'il en soit, si une sédition dans ces circonstances est calmée à temps, et que le conquérant sache y employer un mélange de sévérité, de justice et de douceur, elle n'aura eu qu'un bon effet; elle aura été avantageuse et sera une nouvelle garantie pour l'avenir.

V. Pendant ce temps l'armée avait continué de marcher sur l'Oglio, sous les ordres de Berthier; son général la rejoignit à Soncino, et le 28 il entra avec elle à Brescia, une des plus grandes villes de la terre ferme vénitienne. Ses habitants étaient mécontents de la domination des nobles vénitiens. Brescia est à onze lieues de Crémone, quinze de Mantoue, trente-huit de Venise, vingt-quatre de Trente, quatorze de Milan. Elle fut soumise à la république de Venise en 1426 Elle a 50,000 habitants. Toute la province compte 500,000 âmes partie habitant les montagnes, partie de riches plaines.

La proclamation suivante fut affichée :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont retirés au delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république de Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les usages, les propriétés seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude : la plus sévère discipline sera maintenue; tout ce qui sera fourni à l'armée sera exactement payé en argent.

» Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les magistrats et les prêtres à faire connaître ses sentiments au peuple, afin que la confiance cimente l'amitié qui depuis longtemps unit les deux nations.

» Fidèle dans le chemin de l'honneur comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de sa liberté et de son gouvernement. »

Le sénat envoya des provéditeurs au-devant de l'armée pour protester de sa neutralité. Il fut convenu qu'il fournirait toutes les subsistances nécessaires, sauf à en compter par la suite.

Beaulieu avait reçu, sur le Mincio, beaucoup de renforts. A la première nouvelle des mouvements de l'armée, il avait porté son quartier général derrière le Mincio, qu'il voulait défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue, qui chaque jour augmentait ses fortifications et ses approvisionnements. Sans avoir égard aux protestations des Vénitiens, il força les portes de la forteresse de Peschiera et y appuya sa droite, que commandait le général Liptai; il appuya son centre à Valeggio et Borghetto, où il plaça la division Pittoni et la division Sebottendorff à Pozzolo; Colli à Goito, renforcé par la garnison de Mantoue; sa réserve sous Melas, forte de 15,000 hommes, campa à Villafranca pour se porter sur le point qui serait menacé.

VI. Le 29 mai, l'armée française était placée, la gauche à Desenzano, le centre à Montechiaro, la droite à Castiglione, négligeant tout à fait Mantoue, qu'elle laissa sur sa droite. Le 30, à la pointe du jour, elle déboucha sur Borghetto, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvements qui lui firent croire qu'elle passerait le Mincio à Peschiera, et y avoir attiré la réserve de Villafranca. Aux appro-

ches de Borghetto, l'avant-garde française trouva 3,000 hommes de cavalerie autrichienne et napolitaine dans la plaine, et 4,000 hommes d'infanterie retranchés dans ce village sur les hauteurs de Valeggio.

Le général Murat chargea la cavalerie ennemie; il obtint dans ce combat des succès importants. C'était la première fois que la cavalerie française, vu le mauvais état où elle avait été, se mesurait avec avantage avec la cavalerie autrichienne. Elle prit neuf pièces de canon, deux étendards et 2,000 hommes, parmi lesquels le prince de Cuto, commandant la cavalerie napolitaine. Depuis ce temps la cavalerie française rivalisa avec l'infanterie. Le colonel Gardanne, qui marchait à la tête des grenadiers, entra au pas de charge dans Borghetto. L'ennemi en brûla le pont, qu'il était impossible de rétablir sous le feu de la hauteur de Valeggio. Gardanne se jeta à l'eau : les Autrichiens crurent voir la terrible colonne du pont de Lodi; ils battirent en retraite. Valeggio fut enlevé; il était dix heures du matin.

A midi, le pont étant achevé, les divisions françaises passèrent le Mincio. Augereau remonta la rive gauche, se portant sur Peschiera, et occupa les hauteurs de Castelnovo. Serurier suivit les troupes qui évacuaient Valeggio sur Villafranca. Le général en chef suivit cette division tant que l'ennemi fut en vue; mais, comme ce dernier évitait de combattre, il rentra à Valeggio, où avait été marqué le quartier général. La division Masséna, qui devait le couvrir, faisant la soupe sur la rive droite du Mincio, n'avait pas encore passé le pont. La division Sebottendorf, ayant entendu la canonnade de Valeggio, se mit en marche, remontant la rive gauche de la rivière. Ses coureurs arrivèrent près de Valeggio sans rencontrer aucune troupe; ils entrèrent dans le bourg et parvinrent jusqu'au logement où était le général en chef. Son piquet d'escorte n'eut que le temps de fermer la porte cochère et de crier aux armes; ce qui lui donna le temps de monter à cheval et de sortir par des jardins de derrière. Les soldats de Masséna culbutèrent leurs marmites, passèrent le pont. Le bruit des tambours mit en fuite les hussards autrichiens. Sebottendorf fut suivi et mené battant toute la soirée; il perdit beaucoup de monde.

Le danger qu'avait couru Napoléon lui fit sentir la nécessité d'avoir une garde d'hommes d'élite stylés à ce service et chargés de veiller spécialement à sa sûreté. Il forma un corps auquel il donna le nom de *Guides;* le chef d'escadron Bessières fut chargé de l'organiser. Ce corps eut dès ce moment l'uniforme qu'on a connu aux chasseurs de la Garde, dont il a été le noyau. Il était composé d'hommes d'élite

de dix ans de service au moins, et a rendu de grands services dans les batailles; 30 ou 40 de ces braves, lancés à propos, ont toujours amené les plus grands résultats. Les Guides étaient alors pour une bataille ce que les escadrons de service ont été depuis sous l'Empereur; ce qui s'explique facilement, parce que les uns et les autres étaient sous sa main, et qu'il les lançait à propos dans les moments importants.

Bessières, né en Languedoc, commença à servir dans le 22e de chasseurs, à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il était d'une bravoure froide, calme au milieu du feu; il avait de très-bons yeux; il était fort habitué aux manœuvres de cavalerie, et propre surtout à commander une réserve. On le verra, dans toutes les grandes batailles, rendre les plus grands services. Lui et Murat étaient les premiers officiers de cavalerie de l'armée, mais de qualités bien opposées: Murat était un officier d'avant-garde, aventureux et bouillant; Bessières était un officier de réserve, plein de vigueur, mais prudent et circonspect. Il fut, dès le moment de la création des Guides, chargé exclusivement de la garde du général en chef et de celle du quartier général. Il a été depuis duc d'Istrie, maréchal de l'Empire et l'un des maréchaux de la Garde.

VII. Pour couvrir le siége de Mantoue et l'Italie, il était nécessaire que l'armée française occupât la ligne de l'Adige et les ponts de Vérone et de Legnago. Toutes les insinuations du provéditeur Foscarelli pour s'opposer à la marche sur Vérone furent vaines. Le 3 juin, Masséna s'empara de cette ville, située à trente-deux lieues de Milan, vingt-cinq de Venise, seize de Trente. Elle a trois ponts de pierre sur l'Adige; le Ponte-Vecchio a 60 toises de long et trois arches. Cette ville a 60,000 habitants; elle est grande, belle, riche, très-saine. Elle fut soumise aux Vénitiens en 1405. Son enceinte, à cheval sur la rivière, a 6,000 toises; ses forts sont situés sur les hauteurs qui dominent la rive gauche.

Porto-Legnago fut armé, et l'armée d'observation occupa le Monte-Baldo par sa gauche, Vérone par son centre, le bas Adige par sa droite; elle couvrait le siége de Mantoue. On avait atteint le but. Le drapeau tricolore flottait sur les débouchés du Tyrol. Il fallait actuellement forcer Mantoue et enlever à l'Autriche ce boulevard. On se flattait de réussir avant l'arrivée de la nouvelle armée autrichienne; mais que de combats, que d'événements, que de dangers on devait encore surmonter!

VIII. Mantoue est située au milieu de trois lacs formés par les eaux du Mincio, qui sort du lac de Garda, à Peschiera, et se jette dans le Pô près de Governolo. Elle communiquait à la terre ferme par cinq digues. La première, celle de la Favorite, qui séparait le lac Supérieur du lac du Milieu, a 300 toises de long; elle est en pierre; les moulins de la ville y sont adossés; elle a des vannes pour le déchargement des eaux. Au débouché est la citadelle de la Favorite, pentagone régulier assez fort et dont plusieurs fronts sont favorisés par des inondations. C'est par cette chaussée que l'on sort de Mantoue pour aller à Roverbella, et de là à Vérone ou Peschiera. La chaussée de Saint-Georges a 180 toises de long; elle débouche dans le faubourg de Saint-Georges; c'est le chemin de Porto-Legnago. Cette chaussée était fermée par une porte en pierre, et au milieu du lac par des ponts-levis. La troisième digue est la chaussée de Pietole. Le lac Inférieur n'a là que 80 toises de large; mais le terrain qui existe entre le lac et la place est occupé par un camp retranché sous la place, avec des fossés pleins d'eau. La quatrième digue est celle de la porte de Cerese, qui conduit à Modène. Elle était fermée par une porte en pierre. Le lac, là, était assez large. Enfin la cinquième digue ou chaussée était celle de Pradella; elle a 200 toises de long : c'est la route de Crémone, défendue par un ouvrage à cornes placé au milieu du lac. Ainsi, des cinq chaussées, celle de la Favorite ou de Roverbella était seule défendue par une citadelle; les quatre autres étaient sans défense, de sorte que l'assiégeant venant se placer sur l'extrémité de ces chaussées pouvait avec une poignée de monde bloquer la garnison.

Cependant, le royaume d'Italie voulant perfectionner cette grande place, on sentit l'importance d'occuper par des ouvrages tous les débouchés de toutes les digues. L'ingénieur Chasseloup fit construire un fort permanent en avant de la chaussée de Saint-Georges, un autre, qui a coûté plusieurs millions, en avant de Pietole; il a détruit la chaussée de Cerese et a construit un fort en avant de la chaussée de Pradella; de sorte que, pour bloquer Mantoue aujourd'hui, il faut bloquer les quatre forts placés aux quatre débouchés.

Le Serraglio est l'espace compris entre le Mincio, Mantoue, le Pô et la Fossa-Maestra, canal qui, du lac de Mantoue, se jette dans le Pô près de Borgoforte. Le Serraglio est un triangle de cinq ou six lieues carrées; c'est une île. Mantoue exige une garnison d'au moins 12,000 hommes; elle doit se maintenir le plus longtemps possible dans le Serraglio pour jouir de toutes les ressources qui s'y trouvent, son territoire étant très-fertile, pour se maintenir maî-

tresse du cours du Pô et tirer des ressources de la rive droite de ce fleuve.

Governolo était jadis fortifié.

L'abbaye de San-Benedetto, chef-lieu des Bénédictins, est sur la rive droite du Pô, vis-à-vis l'embouchure du Mincio. Les garnisons de Mantoue s'en servent en temps de paix pour y établir un hôpital de convalescence; l'air y est meilleur.

IX. L'assiégé, qui sentait toute l'importance de se maintenir à la tête des cinq chaussées, travaillait avec une très-grande activité à y élever des retranchements; mais on ne lui en donna pas le temps. Le 4 juin, le général en chef se porta lui-même au faubourg de Saint-Georges, l'enleva après un combat assez vif, et rejeta l'ennemi dans la place. L'ennemi n'eut que le temps de relever les ponts-levis de la digue; s'il eût tardé quelques minutes, le salut de la place était compromis. Augereau s'empara de la porte de Cerese après une vive résistance. L'ennemi évacua Pietole et se retira dans l'ouvrage à cornes.

Maître ainsi des têtes de ces quatre digues, l'assiégé ne pouvait plus faire de sortie que par la citadelle de la Favorite; de sorte que la garnison fut contenue par une armée assiégeante d'une force inférieure.

Serurier fut chargé du blocus; il plaça son quartier général à Roverbella, comme au point le plus près de la citadelle de la Favorite. Il plaça 3,600 hommes autour de cette citadelle, 600 hommes à Saint-Georges, 600 à Pietole, 600 à Cerese, 1,000 à Pradella; 2,000 hommes, artillerie, cavalerie, infanterie, en colonne mobile autour des lacs et en réserve; une douzaine de barques, armées de canons et montées par des marins français, croisèrent dans les lacs. Avec 8,000 hommes de toutes armes présents sous les armes, Serurier bloqua une garnison qui comptait 14,000 hommes effectifs et plus de 10,000 sous les armes.

On ne jugea pas devoir établir des lignes de circonvallation, et l'on fit une faute; mais les ingénieurs donnaient l'espérance que la place serait rendue avant que l'armée autrichienne fût en position de venir la secourir. Sans doute que ces lignes n'eussent été d'aucune utilité contre Wurmser, lorsqu'il ravitailla la place, la veille de la bataille de Castiglione; Napoléon, qui alors leva le blocus et abandonna son équipage de siége, eût également abandonné les lignes de circonvallation; mais, lorsque Wurmser fut jeté dans Mantoue après la bataille de Bassano, il est probable que, s'il y eût eu des lignes

de circonvallation, il n'eût pas pu les forcer et aurait été obligé de poser les armes. On le sentit alors; c'était le troisième blocus. L'on travailla à des lignes de circonvallation autour de Saint-Georges; on leur dut la reddition du corps du général Provera et le succès de la bataille de la Favorite en janvier 1797.

X. Le roi de Naples, voyant l'Italie supérieure au pouvoir des Français, envoya le prince Belmonte[1] au quartier général demander un armistice, qui fut signé le 5 juin. La division de cavalerie napolitaine de 2,400 chevaux quitta l'armée autrichienne. Un plénipotentiaire napolitain se rendit à Paris pour conclure la paix définitive avec la République. Comme le roi de Naples pouvait mettre 60,000 hommes sur pied, cet armistice était un événement important, d'autant plus que ce prince, éloigné du théâtre de la guerre, est, par sa position géographique, hors de l'influence de l'armée qui domine l'Italie supérieure; du Pô à l'extrémité de la presqu'île il y a deux cents lieues.

Ce ne fut pas sans peine que le général en chef parvint à faire adopter sa politique au gouvernement français, qui, sans calculer les distances, les chances et les forces, voulait révolutionner Rome, Naples et la Toscane. Il s'était fait de fausses idées sur les localités, l'esprit de ces peuples et la puissance des révolutionnaires. Les principes de guerre qui dirigeaient le cabinet étaient mauvais et contraires aux règles.

Le colonel Chasseloup commandait le génie à l'armée d'Italie, où il fut fait général : c'était un des meilleurs officiers de son corps; d'un caractère inégal, mais connaissant bien toutes les ressources de son art.

Lespinasse, commandant l'artillerie, était un vieil officier, brave de sa personne et fort zélé.

Dommartin, Sugny, Songis étaient des officiers de mérite.

Le général d'artillerie Dujard, envoyé pour armer les côtes de Nice et de Provence, fut assassiné au col de Tende par les Barbets.

Beaulieu, après tant de désastres, tomba dans la disgrâce de son maître; il fut rappelé, et Melas prit le commandement par intérim de l'armée autrichienne, dont le quartier général était à Trente. Le maréchal Wurmser fut appelé du commandement de l'armée du haut Rhin à celui de l'armée d'Italie.

[1] Le prince Pignatelli-Belmonte.

CHAPITRE V.

MARCHE SUR LA RIVE DROITE DU PO.

I. Motif de la marche des Français sur l'Apennin. — II. Insurrection des fiefs impériaux. — III. Entrée à Bologne et Ferrare (19 juin 1796). — IV. Armistice accordé au Pape (23 juin). — V. Entrée à Livourne (27 juin). — VI. Napoléon à Florence. — VII. Révolte de Lugo. — VIII. Ouverture de la tranchée devant Mantoue (18 juillet). — IX. Bon état des affaires en Piémont et en Lombardie.

I. L'armée avait atteint sa destination : elle occupait la ligne de l'Adige, elle couvrait le siége de Mantoue et la moyenne et basse Italie. Elle était en mesure de s'opposer aux armées autrichiennes, soit qu'elles débouchassent par le Tyrol, soit qu'elles débouchassent par le Frioul. Elle ne pouvait plus avancer sans avoir pris Mantoue et désarmé les princes de la rive droite du Pô.

Mais, pour assiéger Mantoue, il fallait un équipage de siége; celui de l'armée avait été laissé à Antibes; celui qui avait été formé avec les gros canons tirés des places de Tortone, de Coni et de Ceva, était occupé au siége de la citadelle de Milan; il fallait donc avant tout activer la reddition de cette forteresse.

Le ministre d'Autriche à Gênes, Girola, avait insurgé les fiefs impériaux, organisé des compagnies franches, composées de prisonniers autrichiens qui s'étaient échappés et s'échappaient tous les jours, des déserteurs piémontais ou de Piémontais devenus contrebandiers par le licenciement des troupes légères de l'armée piémontaise. L'oligarchie de Gênes voyait avec complaisance tout ce que ce ministre tramait contre la sûreté de l'armée. Le mal n'était plus tolérable; les routes de l'armée avec Gênes, Savone et Nice, étaient presque interceptées, au point qu'un bataillon de 600 hommes avait dû se battre plusieurs fois pour arriver à l'armée. Il fallait un remède prompt et efficace.

La cour de Rome armait. Si son corps de troupes venait à être renforcé de 5,000 Anglais qui étaient en Corse, cela opérerait une diversion fâcheuse sur la rive droite du Pô, au moment où l'armée autrichienne serait en mesure de reprendre l'offensive.

Il fallait donc passer le Pô, jeter l'armée du Pape au delà de l'Apennin, forcer cette cour à signer un armistice, passer l'Apennin, occuper Livourne, en chasser la factorerie anglaise, réunir les 5 ou

600 réfugiés corses dans cette ville, les envoyer insurger la Corse, ce qui retiendrait la division anglaise à sa propre défense.

Le maréchal Wurmser, qui avait quitté le Rhin avec 30,000 hommes d'élite, était en marche pour l'Italie ; il ne pouvait pas y être arrivé avant le 15 juillet. Il y avait donc trente ou quarante jours pendant lesquels on pouvait faire sans inconvénient les détachements nécessaires, pour qu'ils fussent de retour sur l'Adige avant la mi-juillet.

II. Napoléon se rendit à Milan le 7 juin, fit ouvrir la tranchée devant la citadelle, de là se rendit à Tortone le 13, dirigea une colonne de 1,200 hommes, sous les ordres du colonel Lannes, sur les fiefs impériaux. Le colonel Lannes entra de vive force dans Arquata, fit passer par les armes les brigands qui avaient égorgé un détachement de 150 Français, fit raser le château du marquis de Spinola, sénateur génois, principal moteur de ces rassemblements. En même temps l'aide de camp Murat se rendit à Gênes, fut introduit dans le sénat par le ministre de la République Faipoult, demanda et obtint la destitution du gouverneur de Novi, l'expulsion de Gênes de l'ambassadeur Girola, l'établissement de colonnes de troupes génoises aux diverses étapes, chargées de purger les routes, d'escorter les convois français et de rétablir la sûreté des communications.

Le général Augereau, avec sa division, passa le Pô le 14 juin à Borgoforte, se rendit en quatre marches à Bologne et à Ferrare, s'empara de ces deux Légations, qui appartenaient au Pape.

Le général Vaubois réunit à Modène une brigade de 4,000 hommes et 700 chevaux.

De Tortone, Napoléon traversa Plaisance, Parme, Reggio, et arriva le 19 à Modène. Sa présence électrisa le peuple de ces deux dernières villes, qui appelait à grands cris la liberté. Mais l'armistice était alors scrupuleusement exécuté par la régence; il employa toute son influence pour maintenir ces peuples dans l'obéissance qu'ils devaient à leur souverain, et comprimer leur effervescence. Il reçut à Modène les fêtes que la régence lui offrit, s'étudia à lui inspirer de la confiance et à la revêtir aux yeux des peuples de toute la considération dont elle avait besoin. Depuis longtemps le vieux duc s'était réfugié à Venise avec ses trésors.

La chaussée de Modène à Bologne passe sous les glacis du fort Urbano, appartenant au Pape; ce fort avait d'anciens bastions et des ouvrages avancés; il était armé, approvisionné et défendu par une garnison de 800 hommes. Les troupes de la division Augereau, qui

entraient le même jour à Bologne, n'avaient pas eu le temps de s'en emparer ou de le bloquer. Le colonel Vignolle, sous-chef d'état-major, s'y porta avec 200 Guides et fit capituler la garnison; elle se rendit prisonnière de guerre. Le fort était armé de soixante pièces de canon; la moitié fut mise en chemin pour Borgoforte, où était le parc de siége.

III. La division Augereau trouva à Bologne un cardinal et 400 hommes, qu'elle fit prisonniers. Le cardinal obtint la permission de se rendre à Rome sur sa parole; quelques mois après, comme il se comportait fort mal, le général Berthier lui signifia l'ordre de revenir au quartier général. Il répondit dans un style très-précieux qu'un bref du Saint-Père le dégageait de sa parole, ce qui fit rire beaucoup l'armée.

On trouva dans la citadelle de Ferrare cent quatorze bouches à feu bien approvisionnées, dont quarante furent envoyées au parc de Borgoforte.

Bologne est surnommée *la Dotta*. Elle est située au pied de l'Apennin, sur le Reno; elle a de 50 à 60,000 habitants. Son académie, dite *Institut des Sciences*, est la plus renommée de l'Italie. Les belles rues sont ornées de portiques en arceaux pour le service des piétons. Un canal lui sert à communiquer avec Venise. Elle exerce une grande influence sur les trois Légations, qui étaient mécontentes de la domination des papes, domination bâtarde, déshonorante pour tous les séculiers. « Quoi de pis, disaient-ils, que d'être gouvernés par des prêtres? Nous n'avons aucune patrie; nous sommes régis par des célibataires qui appartiennent à la chrétienté et considèrent les affaires sous un point de vue faux; ils sont accoutumés dès l'enfance aux études théologiques, qui n'apprennent rien moins qu'à juger des affaires du monde. » Bologne surtout brûlait du désir de la liberté; elle renfermait, avec Brescia, les partisans les plus ardents et les plus disposés à faire triompher la cause de l'Italie. Dans aucun lieu on ne témoigna aux Français une affection plus sincère. Cette ville a persisté dans ces sentiments.

L'entrée de l'armée y fut un triomphe; Caprara, Marescalchi et Aldini, députés du sénat, en firent les honneurs; les deux premiers étaient des meilleures familles du pays. Caprara, alors sénateur, a été depuis grand écuyer du roi d'Italie, et Marescalchi, ministre des relations extérieures; Aldini était le meilleur avocat de Bologne, c'était l'homme de confiance du sénat; il a été ministre secrétaire d'État du royaume d'Italie. Il y avait alors à Bologne trois ou quatre

cents Jésuites espagnols; ils étaient dans la crainte; les plus aisés et les plus jeunes s'étaient réfugiés à Rome; l'état-major les rassura et ordonna qu'on eût pour eux tous les égards convenables. Il y avait parmi eux des hommes d'un mérite distingué.

Pendant le peu de jours que Napoléon s'arrêta à Bologne, cette ville changea entièrement de physionomie. Jamais une révolution aussi générale ne s'opéra plus promptement dans les mœurs et les habitudes d'un peuple. Tout ce qui n'était pas prêtre endossa l'habit militaire et l'épée; bon nombre de ceux-ci même furent entraînés par l'esprit qui animait le peuple. La ville et les particuliers donnèrent un grand nombre de fêtes qui portaient un caractère de popularité et de grandeur qu'on voyait pour la première fois en Italie. Le général français se montra constamment au milieu du peuple, sans gardes, et affecta d'aller tous les soirs au théâtre sans autre escorte que les soldats bolonais.

IV. Cependant l'alarme gagna le Vatican. Azara, ministre d'Espagne, muni des pouvoirs du Pape, accourut en toute hâte pour signer, le 23 juin, un armistice qui rassura le Pape. Le Saint-Père s'engagea à envoyer un ministre à Paris pour y traiter de la paix définitive avec la République; que l'armistice durerait jusqu'à la conclusion de la paix; que Bologne et Ferrare resteraient à l'armée française; qu'elle mettrait garnison à Ancône; que le Pape payerait 21 millions en argent, chevaux et denrées nécessaires à l'armée; qu'il livrerait cent objets d'art, au choix des commissaires français, pour être envoyés au musée de Paris.

Les circonstances militaires étaient telles, qu'il ne pouvait entrer dans les projets de Napoléon de marcher sur Rome. Toutefois les philosophes et les ennemis du Saint-Siége virent avec peine cette suspension d'armes; les peuples de Bologne surtout s'inquiétaient de retourner sous la domination du Pape; mais il fut facile de leur faire comprendre que, maître désormais des conditions de la paix, elle ne se ferait pas sans garantir leur liberté. Ils en requirent la promesse et armèrent aussitôt des gardes nationales.

V. Cette importante affaire, qui assurait la tranquillité des flancs de l'armée et contribuait à nous concilier l'esprit des peuples, terminée, Napoléon passa l'Apennin et rejoignit à Pistoja, le 26 juin, la division Vaubois. Il logea chez l'évêque; c'était celui qui avait fait tant de bruit pour des opinions religieuses conformes à celles des prêtres constitutionnels.

Manfredini, premier ministre du grand-duc de Toscane, alarmé du bruit que les troupes françaises devaient traverser Florence, accourut au quartier général; il y fut rassuré, et se convainquit que les Français avaient à cœur de cultiver l'amitié du grand-duc et qu'ils ne passaient sur son territoire que pour se rendre à Sienne.

Le 27 juin, en sortant de Fucecchio, Murat, commandant l'avant-garde, tourna brusquement sur Livourne et y arriva huit heures après, espérant surprendre les négociants anglais, qui avaient dans le port cent bâtiments chargés; mais ils furent prévenus à temps et se réfugièrent dans les ports de la Corse.

L'enceinte de Livourne a été tracée pour 8 ou 10,000 habitants; le commerce a fait de tels progrès, que la population s'est accrue jusqu'à plus de 60,000 âmes, ce qui a obligé de bâtir d'immenses faubourgs qui obstruent les glacis. On entre dans le port avec difficulté. La rade est éloignée de terre et peu sûre; tous les ans il y arrive quelque accident. Elle a succédé au port de Pise, qui était situé à l'embouchure de l'Arno, principale rivière de la Toscane. C'est le port de Florence : il est très-fréquenté par les Anglais, qui y ont établi une factorerie pour l'entrepôt des produits de leurs manufactures, des marchandises des Indes et de leurs colonies. L'occupation de Livourne et la destruction de la factorerie furent très-sensibles au commerce de Londres.

Les réfugiés corses, qui étaient en France au nombre de six cents, s'y réunirent. La communication avec la Corse, par les plages de Fium' Orbo et de la Rocca, ne pouvait être interceptée; une foule d'agents avec des proclamations pénétrèrent dans l'intérieur de l'île. Le vice-roi Elliot ne tarda pas à s'en ressentir : plusieurs insurrections eurent lieu. Les réfugiés étaient des personnes considérables; leur voisinage et leurs correspondances remuèrent la population guerrière des montagnes; des affaires sanglantes se succédèrent. Les Anglais perdaient beaucoup de monde chaque jour; ils ne furent plus assez nombreux pour se maintenir dans le pays; on n'eut plus à craindre qu'ils inquiétassent les côtes de l'Italie, Enfin, dans le mois d'octobre, Gentili et les réfugiés corses débarquèrent en masse dans l'île, la soulevèrent et en chassèrent les Anglais.

Spanocchi, commandant toscan de Livourne, était connu pour son extrême partialité pour les Anglais; quelques inconvenances qu'il se permit comblèrent la mesure : il fut arrêté et conduit à Florence, où il fut mis à la disposition du grand-duc.

Le consul français Belleville eut le maniement des affaires contentieuses des marchandises anglaises. Le trésor de l'armée, malgré une

nuée de voleurs qui accoururent de Marseille et de Gênes, en reçut 12 millions.

Vaubois fut laissé pour commander la ville avec 2,000 hommes de garnison, et toutes les troupes repartirent pour passer l'Apennin, le Pô, et rejoindre l'armée sur l'Adige.

VI. Le général en chef se rendit de Livourne à Florence pour répondre à l'invitation du grand-duc. Il y arriva sans aucune escorte et descendit chez le ministre de France, où l'attendait un bataillon des gardes du prince, comme garde d'honneur. Il fut très-satisfait de l'archiduc, et visita avec curiosité tout ce qui mérita de fixer son attention dans cette ancienne et importante capitale. Les troupes françaises traversèrent deux fois le grand-duché; mais elles passèrent loin de Florence, observèrent la plus exacte discipline et ne donnèrent lieu à aucune réclamation. Le ministère toscan convenait que les Anglais étaient plus maîtres que lui à Livourne, et se plaignait de l'arrogance du résident anglais.

C'est en dînant chez le grand-duc que Napoléon reçut la nouvelle de la prise du château de Milan, qui avait capitulé le 29 juin. De grosses tours, restes du palais des Visconti, dominaient la tranchée; quelques pièces plongeaient sur les tranchées et avaient retardé le cheminement de quelques jours. La garnison, forte de 2,500 hommes, fut prisonnière de guerre. On trouva dans ce château cent bouches à feu. L'équipage de siége fut embarqué immédiatement sur le Pô pour Mantoue; ce qui compléta, avec les pièces tirées du château Urbano et de Ferrare, deux cents bouches à feu bien approvisionnées, jugées suffisantes pour le siége de cette place.

Après le dîner, le grand-duc conduisit son hôte dans la célèbre galerie de Florence, pour y considérer les chefs-d'œuvre des arts; il admira la *Vénus de Médicis*. L'anatomiste Fontana lui fit voir de superbes modèles en cire; il en commanda de pareils pour Paris.

Manfredini, majordome et premier ministre du grand-duc, avait été précepteur de ce prince ainsi que de l'archiduc Charles. Il était de Padoue, dans l'État de Venise; il était propriétaire du régiment autrichien de Manfredini. C'était un homme éclairé, qui était aussi près de presque toutes les idées philosophiques de la révolution qu'il était éloigné de tous leurs excès. Il avait constamment résisté aux prétentions de la cour de Rome, qui, après la mort de Léopold, avait cherché à faire revenir sur les actes de ce prince. C'était un homme d'un sens droit, généralement estimé, qui avait d'ailleurs un secret penchant pour l'indépendance de l'Italie. Il n'était point dans

ce pays de cœurs généreux ou d'âmes bien nées qui ne se sentissent involontairement entraînés, quels que fussent d'ailleurs leur rang et leur position dans le monde, à sacrifier leurs plus chères affections à l'indépendance et à la restauration de cette belle Italie.

VII. Après un court séjour à Florence, Napoléon se rendit à Bologne, où il employa quelques jours à régulariser l'élan public vers la liberté. Lugo s'était révolté, des excès y avaient été commis contre de faibles détachements français. Le général Beyrand y marcha avec sa brigade; il y trouva de la résistance; 4 ou 5,000 paysans s'y étaient jetés. Il les attaqua, les battit, et prit la ville de vive force; elle fut pillée. L'évêque d'Imola, depuis Pie VII, dans le diocèse duquel se trouvait l'insurrection, fit un mandement pour ouvrir les yeux à la populace égarée : « Rendez à César ce qui est à César, disait-il; Jésus-Christ ordonne d'obéir à celui qui a la force. » Il envoya même à Lugo l'évêque d'Édesse, alors son grand vicaire et depuis son aumônier; il échoua dans sa mission. Les rebelles l'accueillirent avec repect, mais n'obéirent point à ses exhortations; ils ne se soumirent qu'à la force.

L'armée passa le Pô; il ne fut laissé sur la rive droite que quelques piquets de gendarmerie et quelques dépôts. Le pays était si bien disposé que les gardes nationales étaient suffisantes. Si la régence de Modène était toute dévouée à l'ennemi, elle était impuissante; les patriotes de Reggio et de Modène étaient de beaucoup les plus forts.

VIII. Mantoue était commandée par le général Canto d'Irles, qui avait sous lui les généraux Roccavina, Roselmini et Vukassovich, avec 12,000 hommes d'infanterie, 500 de cavalerie, 600 d'artillerie, 150 mineurs, 100 marins : 14,000 hommes. Le grand quartier général se porta de Bologne à Roverbella, où était Serurier, qui commandait le blocus. Plusieurs chaloupes françaises étaient sur le lac Inférieur; le colonel Andréossy avait réuni un assez grand nombre de bateaux; il espérait surprendre la place. Déjà 1,000 grenadiers étaient embarqués; ils devaient débarquer à deux heures du matin sous la batterie et le bastion du palais, s'emparer de la porte de la poterne, baisser les ponts-levis de la chaussée de Saint-Georges, par où l'armée fût entrée dans la ville. Ce projet semblait immanquable. Le colonel Lahoz, natif de Mantoue, devait marcher à la tête de la colonne, ainsi que plusieurs patriotes du pays. Mais, le Pô ayant considérablement diminué et les eaux du lac Inférieur s'étant écou-

lées avec rapidité, il ne se trouva plus assez d'eau pour les bateaux. Obligés de prendre au milieu des roseaux pour n'être point aperçus de la place, ils s'y engravèrent dans la nuit; il fut impossible de les dégager; la nuit suivante les eaux diminuèrent encore. Cette expédition fut abandonnée. Il fut agité alors si l'on ouvrirait la tranchée ou non. L'orage du Tyrol paraissait prêt à crever. Mais Chasseloup promit de prendre la place en quinze jours de tranchée; elle était mal armée, et la garnison était fort affaiblie : le général en chef s'y résolut.

Les généraux Murat et Dallemagne passèrent le bras du lac Inférieur à Pietole, où il est très-étroit, et s'emparèrent, après un combat assez vif, du terrain, non inondé, de Pietole au palais du T, et du camp retranché de Migliaretto. Le 18 juillet, tous les obstacles naturels étant franchis, on n'avait devant soi qu'un simple bastion et un large fossé plein d'eau. Le général du génie Chasseloup ouvrit la tranchée. Le siége n'était plus qu'un siége ordinaire. Le 22, la tranchée était à 50 toises du chemin couvert. L'ennemi tenta vainement plusieurs sorties pour retarder l'acheminement; les escarmouches furent meurtrières, mais il fut toujours repoussé avec perte. Le colonel Dupuy, à la tête d'un bataillon de grenadiers, se distingua; c'est le même qui depuis se fit remarquer lors de la révolte du Caire en Égypte.

IX. Le moment approchait où les Autrichiens seraient en mesure de reprendre l'offensive. Napoléon, tranquille sur les travaux du siége de Mantoue, voulut donner une nouvelle activité à l'organisation intérieure de la Lombardie, afin d'être assuré de ses derrières pendant la lutte qui allait commencer; il se rendit à Milan, afin d'être de retour pour le moment de l'offensive.

Le roi de Sardaigne s'était mis absolument à la disposition de la République; il avait livré toutes ses places; Suse, Exilles, Demonte, étaient en démolition; Alexandrie était entre les mains de l'armée d'Italie. Le chevalier Borghese résidait à Milan comme chargé des affaires courantes de Sardaigne; mais le roi envoyait fréquemment au quartier général le comte de Saint-Marsan, soit pour donner des explications particulières, soit pour demander l'assistance nécessaire pour maintenir la paix dans le pays. Ses affaires ne pouvaient pas être en de meilleures mains. Son caractère et sa personne plaisaient au général en chef. Le comte de Saint-Marsan, d'une des meilleures familles du Piémont, avait de vingt-cinq à trente ans; homme froid, doux, éclairé, il ne se laissait dominer par aucun préjugé, et voyait

par conséquent les choses telles qu'elles étaient. Il était personnellement prévenu contre la politique autrichienne, sentiment qu'il tenait de ses ancêtres et de sa propre expérience.

CHAPITRE VI.

BATAILLE DE CASTIGLIONE.

I. Le maréchal Wurmser arrive en Italie à la tête d'une nouvelle armée. — II. Situation de l'armée française. — III. Plan de campagne de l'armée autrichienne. — IV. Wurmser débouche sur trois colonnes (29 juillet 1796), la droite par la chaussée de la Chiese, le centre sur Monte-Baldo, entre l'Adige et le lac de Garde, la gauche par la vallée de l'Adige. — V. Grande et prompte résolution que prend Napoléon. Combat de Salo. Combat de Lonato (31 juillet). — VI. Bataille de Lonato (3 août). — VII. Reddition des trois divisions de droite de l'ennemi et d'une partie de son centre. — VIII. Bataille de Castiglione (5 août). — IX. Second blocus de Mantoue (fin d'août). — X. Conduite des différents peuples de l'Italie à la nouvelle des succès des Autrichiens.

I. Lorsque la cour de Vienne apprit l'arrivée des Français sur les confins du Tyrol et le blocus de Mantoue, elle renonça à l'offensive qu'elle avait projeté de prendre en Alsace, détacha le maréchal Wurmser, à la tête de 30,000 hommes de l'armée du haut Rhin, pour l'envoyer en Italie, qui, réunis à l'armée de Beaulieu, que l'on avait recrutée pendant deux mois, et à la garnison de Mantoue, portèrent cette armée à 80,000 hommes, sans compter les malades de Mantoue.

L'armée française avait rempli sa tâche en détruisant celle de Beaulieu; si les armées du Rhin en eussent fait autant, cette grande lutte eût été terminée.

Cependant le bruit des préparatifs de la maison d'Autriche retentissait dans le pays vénitien; les lettres du commerce se plaisaient à les exagérer encore : avant la fin d'août elle serait maîtresse de Milan; les Français perdraient la péninsule; ils ne pourraient gagner les Alpes; le proverbe se vérifierait de nouveau cette année, que l'Italie était leur tombeau.

II. Napoléon suivait attentivement tous ces préparatifs et en concevait de vives alarmes. Il faisait sentir au Directoire qu'il était impossible que 40,000 hommes pussent soutenir seuls l'effort de toute la puissance autrichienne. Il demandait qu'on lui envoyât des ren-

forts, ou que les armées du Rhin entrassent en campagne sans délai; il rappelait la promesse qu'on lui avait donnée à son départ de Paris, qu'elles commenceraient à opérer le 15 avril. Cependant deux mois s'étaient écoulés sans qu'elles fussent encore sorties de leurs quartiers d'hiver. Elles ouvrirent enfin la campagne au mois de juin; mais alors cette diversion n'était plus utile à l'armée d'Italie : les 30,000 hommes de Wurmser étaient en marche et sur le point d'arriver. Dans cette position, réduit à ses seules forces, il réunit sur l'Adige et sur la Chiese toute son armée, ne laissa qu'un bataillon dans la citadelle de Ferrare, deux à Livourne, seulement des dépôts à Coni, Tortone, Alexandrie, Milan, Pizzighettone. Le siége de Mantoue commençait à donner des maladies; quoiqu'il ne tînt devant cette place malsaine que 7 ou 8,000 hommes, les deux tiers de la garnison, les pertes ne laissaient pas d'être considérables. Il ne put réunir à l'armée d'observation sur l'Adige que 30,000 hommes présents sous les armes; et c'est avec ce petit nombre de braves qu'il fallait lutter contre la principale armée de la maison d'Autriche. La correspondance était très-active entre l'Italie et le Tyrol, où se réunissait l'ennemi. On pouvait s'apercevoir chaque jour de l'influence funeste de ces grands préparatifs sur les esprits des peuples. Les partisans des Français tremblaient, ceux de l'Autriche étaient fiers et menaçants; mais tous s'étonnaient qu'une puissance comme la France laissât une armée qui avait si bien mérité d'elle sans secours et sans appui; ces observations pénétraient jusqu'aux soldats mêmes par leurs communications journalières avec les habitants.

La division Sauret, en position à Salo, couvrait le pays entre les lacs d'Idro et de Garda, interceptant la route de Trente à Brescia par la vallée de la Chiese. Masséna, placé à Bussolengo, occupait la Corona, et Monte-Baldo par la brigade Joubert; le reste de sa division campait sur le plateau de Rivoli. La brigade Dallemagne, de la division Despinoy, gardait les ponts de Vérone; l'autre brigade de cette division gardait l'Adige jusqu'à Porto-Legnago; la division Augereau, Porto-Legnago et le bas Adige. Le général Guillaume commandait à Peschiera, où six galères, sous les ordres du capitaine de vaisseau Allemand, maîtrisaient le lac de Garda. Serurier était au siége de Mantoue. Kilmaine commandait la cavalerie de l'armée; Dommartin, l'artillerie. Le quartier général fut porté à Castelnovo, à portée de l'Adige, de la Chiese et de Mantoue.

III. Wurmser porta son quartier général à Trente et réunit toute son armée dans le Tyrol italien; il la divisa en trois corps. Celui de

gauche, sous les ordres des généraux Davidovich, Meszàros et Mittrovsky, fort de 20,000 hommes, était destiné à déboucher par la vallée de l'Adige; Meszàros devait suivre la chaussée de la rive gauche et pénétrer dans Vérone par les hauteurs; Davidovich et Mittrovsky, avec la cavalerie et l'artillerie, devaient passer l'Adige sur un pont construit vis-à-vis de la Dolce, et se porter sur Cossaria. Le centre, fort de 30,000 hommes, sous Wurmser, formant quatre divisions sous les généraux Melas, Sebottendorf, Bajalich, Liptai, devait pénétrer par Monte-Baldo et le pays entre l'Adige et le lac de Garda. La droite, de 20,000 hommes, sous Quosdanovich, Ott, le prince de Reuss et Ocskai, devait pénétrer par la Chiese, se porter sur Brescia et tourner toute l'armée française, qui, séparée de Milan, aurait sa retraite coupée; son entière destruction devait être l'effet de cette savante combinaison. Fier de sa grande supériorité, Wurmser ne songeait pas à vaincre, mais à profiter de la victoire et à la rendre décisive et fatale à son ennemi[1].

IV. Il y avait à peine quelques jours que Napoléon était arrivé à Milan, qu'il apprit les mouvements du Tyrol. Il se rendit en toute hâte à Castelnovo, où il plaça son quartier général. Dans ce petit bourg, il était à portée des montagnes de Monte-Baldo et de Vérone. Le 29 juillet au matin, il apprit que la Corona était attaquée par une armée; que les troupes légères de la division Meszàros débouchaient sur les hauteurs de Vérone, sur la rive gauche de l'Adige; que des colonnes nombreuses descendaient par la Rocca-d'Anfo. Dans le courant de la nuit, les nouvelles se succédèrent à toutes les heures : on sut que Joubert, attaqué à la Corona, avait résisté tout le jour, mais que le soir il s'était replié sur le plateau de Rivoli que Masséna occupait en force; que les lignes nombreuses des feux des bivouacs autrichiens couvraient tout le pays entre le lac de Garda et l'Adige; que, sur les hauteurs de Vérone, toute la division Meszàros y avait rejoint ses troupes légères; que, du côté de Brescia, Quosdanovich, qui avait débouché par la vallée de la Chiese, s'était par-

[1] En note de la main de l'Empereur :

GÉNÉRAUX AUTRICHIENS.

DROITE.	CENTRE.	GAUCHE.
1° Quosdanovich.	1° Wurmser.	1° Davidovich.
2° Ocskai.	2° Melas.	2° Meszàros.
3° Ott.	3° Sebottendorf.	3° Mittrovsky.
4° Le prince de Reuss.	4° Liptai.	
	5° Bajalich.	

tagé en trois colonnes; qu'une couvrait les hauteurs de Sant'-Osetto[1], paraissant se diriger sur Brescia; qu'une autre avait pris position à Gavardo et menaçait de se porter sur Ponte-San-Marco et Lonato; que la troisième avait marché sur Salo, où elle se battait depuis trois heures du soir. Le 30, à la pointe du jour, on fut instruit que la colonne de Sant'-Osetto avait pénétré à Brescia, où elle n'avait trouvé aucune résistance, y avait fait prisonnières quatre compagnies laissées pour la garde des hôpitaux. Une des communications de l'armée avec Milan se trouvait ainsi interceptée; il ne lui restait plus que celle de Crémone. Des coureurs se faisaient déjà voir sur toutes les routes de Brescia à Milan, Crémone, Mantoue, annonçant qu'une armée de 80,000 hommes avait débouché par Brescia, et en même temps qu'une autre de 100,000 débouchait par Vérone; que Sauret, ayant craint de se trouver coupé de Brescia et de l'armée, avait fait sa retraite sur les hauteurs de Desenzano, ayant laissé le général Guieu à Salo, avec 15,000 hommes, dans un antique château, espèce de forteresse à l'abri d'un coup de main; que la colonne ennemie de Gavardo avait envoyé quelques coureurs sur Ponte-San-Marco, mais qu'ils y avaient été contenus par une compagnie de chasseurs qui était chargée de la garde de ce pont.

V. Le plan de Wurmser se trouva alors dévoilé; il avait pris et comptait garder l'initiative. Il supposait l'armée fixée autour de Mantoue, et qu'en cernant ce point fixe il cernerait l'armée française. Pour déconcerter ces projets, il fallait reprendre soi-même cette initiative, rendre l'armée mobile en levant le siége de Mantoue, sacrifiant les tranchées et l'équipage de siége, pour se porter rapidement avec toute l'armée réunie sur un des corps de l'ennemi, et successivement contre les deux autres. Les Autrichiens étaient deux et demi contre un; mais, si les trois corps étaient attaqués séparément par toute l'armée française, celle-ci aurait, sur le champ de bataille, l'avantage du nombre. La droite, sous Quosdanovich, qui avait débouché sur Brescia, était la plus engagée; Napoléon marcha d'abord contre elle.

La division Serurier brûla ses affûts de siége, ses plates-formes et jeta ses poudres à l'eau, enterra les projectiles, encloua les pièces, et leva le siége de Mantoue dans la nuit du 31 juillet au 1er août. La division Augereau se porta de Legnago sur le Mincio, à Borghetto. Les troupes de Masséna défendirent, toute la journée du 30,

[1] Dans les cartes modernes, ce lieu est désigné sous le nom de *Sant'-Eusebio.*

les hauteurs entre l'Adige et le lac de Garda. La brigade Dallemagne se dirigea sur Lonato.

Napoléon se rendit sur les hauteurs en arrière de Desenzano, fit remarcher Sauret sur Salo pour dégager le général Guieu, compromis dans le mauvais poste où ce général l'avait laissé; cependant il s'y était battu quarante-huit heures contre toute une division ennemie, qui cinq fois lui avait livré l'assaut et cinq fois avait été repoussée. Sauret arriva au moment même où elle tentait un dernier effort; il tomba sur ses flancs, la défit entièrement, lui prit des drapeaux, des canons, des prisonniers.

Dans le même moment, la division autrichienne du général Ocskai de Gavardo s'était portée sur Lonato, pour prendre position sur les hauteurs et opérer sa jonction avec Wurmser sur le Mincio. Napoléon mena lui-même contre elle la brigade Dallemagne. Elle fit des prodiges de valeur; la 32e en faisait partie. Ocskai fut mis en déroute et éprouva une grande perte. Les débris de ces deux divisions battues par Sauret et Dallemagne se rallièrent à Gavardo. Sauret craignit de se compromettre; il revint prendre une position intermédiaire entre Salo et Desenzano.

Pendant ce temps, Wurmser avait fait passer l'Adige à son artillerie et à sa cavalerie. Maître de tout le pays entre l'Adige et le lac de Garda, il plaça une de ses divisions sur les hauteurs de Peschiera pour masquer cette place et garder ses communications; il en dirigea deux autres avec une partie de sa cavalerie sur Borghetto pour s'emparer du pont sur le Mincio et déboucher sur la Chiese, afin de se mettre en communication avec sa droite; enfin, avec ses deux dernières divisions d'infanterie et le reste de sa cavalerie, il marcha sur Mantoue pour faire lever le siége de cette place. Mais déjà depuis vingt-quatre heures il était levé; il trouva les tranchées et les batteries encore entières, les pièces renversées et enclouées; partout des débris d'affûts, de plates-formes et de munitions de toute espèce. La précipitation qui semblait avoir présidé à ces mesures dut le réjouir; tout ce qu'il voyait autour de lui semblait bien plus le résultat de l'épouvante que les suites d'un plan calculé.

Masséna, après avoir contenu l'ennemi toute la journée du 30, passa, la nuit, le Mincio à Peschiera et continua sa marche sur Brescia. La division autrichienne qui se présenta devant Peschiera trouva la rive droite du Mincio garnie de tirailleurs fournis par la garnison et par l'arrière-garde de Masséna, commandée par Pijon, qui avait ordre de disputer le passage de ce fleuve, et, lorsqu'elle y serait forcée, de se concentrer sur Lonato. Augereau, en se portant

sur Brescia, avait passé à Borghetto, coupé le pont et laissé une arrière-garde pour border la rive droite, avec ordre de se concentrer à Castiglione lorsqu'elle serait forcée. Toute la nuit du 31 juillet au 1er août, Napoléon marcha avec les divisions Augereau et Masséna sur Brescia, où il arriva à dix heures du matin.

La division ennemie, instruite que l'armée française débouchait sur elle par toutes les routes, se retira en toute hâte. En entrant dans Brescia, elle y avait trouvé 500 malades; mais elle y resta si peu et fut contrainte d'en sortir si précipitamment, qu'elle n'eut pas le temps de reconnaître ses prisonniers ni d'en disposer. Le général Despinoy et l'adjudant général Herbin, chacun avec quelques bataillons, se mirent à la poursuite de l'ennemi sur Sant'-Osetto et les débouchés de la Chiese. Alors Napoléon, avec les deux divisions Augereau et Masséna, retourna, par une contre-marche rapide, du côté du Mincio sur la Chiese, d'où ces deux divisions étaient parties, pour soutenir leurs arrière-gardes, qui, par cette contre-marche, devinrent leurs avant-gardes.

VI. Le 2 août, Augereau, à la droite, occupa Montechiaro; Masséna, au centre, campa à Ponte-San-Marco, se liant avec Sauret, qui, à la gauche, occupa une hauteur entre Salo et Desenzano, faisant face en arrière pour contenir la droite de Quosdanovich déjà désorganisée. Cependant les arrière-gardes qu'Augereau et que Masséna avaient laissées sur le Mincio s'étaient retirées devant les divisions ennemies, qui avaient forcé le passage de cette rivière; celle d'Augereau, qui avait ordre de se réunir à Castiglione, quitta ce poste avant le temps et revint en désordre joindre son corps. Le général Valette, qui la commandait, fut destitué devant les troupes pour n'avoir pas montré plus de fermeté dans cette occasion. Quant au général Pijon, avec l'arrière-garde de Masséna, il gagna en bon ordre Lonato et s'y établit. L'ennemi, profitant de la faute du général Valette, s'empara de Castiglione le 2 et s'y retrancha.

Le 3 eut lieu la bataille de Lonato. Elle fut donnée par les deux divisions de Wurmser, qui passèrent le Mincio sur le pont de Borghetto, celle de Liptai en était, et par une des brigades de la division Bajalich, qu'il avait laissée devant Peschiera; ce qui, avec la cavalerie, formait un corps de 30,000 hommes; les Français en avaient 20 à 23,000 : aussi le succès ne fut-il pas douteux. Wurmser, avec les deux divisions d'infanterie et la cavalerie qu'il avait conduites à Mantoue, non plus que Quosdanovich, qui était déjà en retraite, ne purent s'y trouver.

A l'aube du jour, l'ennemi se porta sur Lonato, qu'il attaqua vivement; c'est par là qu'il prétendait faire sa jonction avec sa droite, sur laquelle, du reste, il commençait à concevoir des inquiétudes. L'avant-garde de Masséna fut culbutée, Lonato pris. Le général en chef, qui était à Ponte-di-San-Marco, se mit à la tête des troupes. Le général autrichien, s'étant trop étendu, toujours dans l'intention de gagner sur la droite afin d'ouvrir ses communications avec Salo, fut enfoncé par le centre, Lonato repris au pas de charge, et la ligne ennemie coupée. Une partie se replia sur le Mincio, l'autre se jeta sur Salo; mais, prise en front par le général Sauret, qu'elle rencontra, et en queue par le général Saint-Hilaire, tournée de tous côtés, elle fut obligée de mettre bas les armes. Si les Français furent attaqués au centre, ils attaquèrent à la droite. Augereau aborda la division Liptai, qui couvrait Castiglione, et l'enfonça après un combat opiniâtre, où la valeur des troupes suppléa au nombre. L'ennemi éprouva beaucoup de mal, perdit Castiglione et se retira sur Mantoue, d'où lui arrivèrent les premiers renforts, mais seulement quand la journée était finie. La division Augereau perdit beaucoup de braves dans cette affaire opiniâtre; l'armée regretta particulièrement le général Beyrand et le colonel Pourailler, officiers très-distingués.

VII. Quosdanovich eut nouvelle, dans la nuit, de l'issue de la bataille de Lonato. Il en avait entendu tout le jour le canon. Sa position en devint très-embarrassante; sa jonction avec le corps principal de l'armée devenait impossible. Il croyait d'ailleurs que les divisions françaises qui avaient manœuvré contre lui le 2 étaient toujours à sa suite, ce qui lui faisait paraître l'armée française immense; il la voyait partout. Wurmser avait, de Mantoue, dirigé une partie de ses troupes vers Marcaria, à la poursuite de Serurier; il lui fallut perdre du temps pour les faire revenir sur Castiglione. Le 4 il n'était pas en mesure; il employa toute la journée à rassembler ses corps, à réorganiser ce qui avait combattu à Lonato et à réapprovisionner son artillerie.

Napoléon, sur les deux ou trois heures après midi, reconnut la ligne de bataille que prenait l'armée autrichienne; il la trouva formidable : elle présentait encore 25 ou 30,000 combattants. Il ordonna de retrancher Castiglione; il rectifia la position qu'avait prise Augereau, qui était vicieuse, et partit pour Lonato, afin de veiller en personne au mouvement de toutes ses troupes, qu'il devenait de la plus haute importance de réunir dans la nuit autour de Castiglione.

Toute la journée, Sauret et Herbin d'un côté, Dallemagne et Saint-Hilaire de l'autre, avaient marché à la suite des trois divisions ennemies de la droite et de celles coupées du centre à la journée de Lonato, et les avaient poursuivies sans relâche, faisant des prisonniers à chaque pas; des bataillons entiers avaient posé les armes à Sant'-Osetto, d'autres à Gavardo, d'autres enfin erraient incertains dans les vallées voisines. 4 ou 5,000 hommes, instruits par des paysans qu'il n'y avait que 1,200 Français dans Lonato, y marchèrent, dans l'espoir de s'ouvrir un chemin vers le Mincio; il était cinq heures du soir, Napoléon y entrait de son côté, venant de Castiglione. On lui amena un parlementaire. Il apprit en même temps que des colonnes ennemies débouchaient par Ponte-di-San-Marco, qu'elles voulaient rentrer dans Lonato et sommaient cette ville de se rendre. Cependant il était toujours maître de Salo et de Gavardo. Dès lors il était évident que ce ne pouvait être que des colonnes perdues qui cherchaient à se frayer un passage. Il fit monter à cheval son nombreux état-major, se fit amener l'officier parlementaire, et lui fit débander les yeux au milieu de tout le mouvement d'un grand quartier général. « Allez dire à votre général, lui dit-il, que je lui donne huit minutes pour poser les armes; il se trouve au milieu de l'armée française. Passé ce temps, il n'aurait rien à espérer. » Harassés depuis trois jours, errants, incertains, ne sachant que devenir, persuadés qu'ils avaient été trompés par les paysans, ces 4 ou 5,000 hommes posèrent les armes. Ce seul trait peut donner une idée du désordre et de la confusion de ces divisions autrichiennes, qui, battues à Salo, à Lonato, à Gavardo, poursuivies dans toutes les directions, étaient à peu près détruites. Tout le reste du 4 et la nuit entière se passèrent à rallier la totalité des colonnes et à les concentrer sur Castiglione.

VIII. Le 5, avant le jour, l'armée française, forte de 20,000 hommes, occupa les hauteurs de Castiglione, excellente position. La division Serurier, forte de 5,000 hommes, avait reçu l'ordre de partir de Marcaria, de marcher toute la nuit, et de tomber, au jour, sur les derrières de la gauche de Wurmser; son feu devait être le signal de la bataille. On attendait un grand succès moral de cette attaque inopinée, et, pour la rendre plus sensible, l'armée française feignit de reculer. Aussitôt qu'elle entendit les premiers coups de canon du corps de Serurier, qui, étant malade, était remplacé par le général Fiorella, elle marcha vivement à l'ennemi, et tomba sur des troupes déjà ébranlées dans leur confiance et n'ayant plus leur première

ardeur. Le mamelon de Medole[1], au milieu de la plaine, était l'appui de la gauche ennemie. L'adjudant général Verdier fut chargé de l'attaquer; l'aide de camp Marmont y dirigea quelques batteries d'artillerie; le poste fut enlevé. Masséna attaqua la droite, Augereau le centre; Fiorella prit la gauche en revers; la cavalerie légère surprit le quartier général et faillit prendre Wurmser. Partout l'ennemi se mit en retraite. L'excessive fatigue des troupes françaises put seule sauver cette armée, qui gagna en désordre la rive gauche du Mincio, espérant s'y rallier et s'y maintenir; elle y trouvait l'avantage de rester en communication avec Mantoue. Mais la division Augereau marcha sur Borghetto et celle de Masséna sur Peschiera. Le général Guillaume, commandant de cette place, n'ayant que 400 hommes, avait muré les portes; il fallut perdre quelques heures pour les désencombrer. Les troupes autrichiennes qui bloquaient Peschiera étaient fraîches; elles soutinrent longtemps le combat contre le 18e de ligne, que commandait le colonel Suchet; elles furent enfin enfoncées, perdirent dix-huit pièces de canon et beaucoup de prisonniers.

Le général en chef marcha avec la division Serurier sur Vérone, où il arriva le 7, dans la nuit. Wurmser en avait fait fermer les portes, voulant gagner la nuit pour faire filer ses bagages; mais il les fit enfoncer à coups de canon et s'empara de la ville. Les Autrichiens perdirent beaucoup de monde.

La division Augereau, éprouvant des difficultés à opérer son passage à Borghetto, passa sur le pont de Peschiera. Wurmser, ayant perdu la ligne du Mincio, essaya de conserver la position importante de Monte-Baldo et de la Rocca-d'Anfo. Le général Saint-Hilaire attaqua Quosdanovich par la vallée de l'Idro, le 12, s'empara de la Rocca-d'Anfo, de Lodrone, de Riva, et lui fit beaucoup de prisonniers; ce qui obligea les Autrichiens à brûler la flottille du lac. Masséna marcha sur le Monte-Baldo, et reprit la Corona le 11. Augereau remonta la rive gauche de l'Adige, en suivant les crêtes des montagnes, et arriva jusqu'à la hauteur d'Ala. Les combats et manœuvres de ces trois divisions valurent 2,000 prisonniers et quelques pièces de canon.

Après la perte de deux batailles comme celles de Lonato et de Castiglione, Wurmser dut comprendre qu'il ne pouvait plus disputer ce qu'il convenait aux Français d'occuper pour s'assurer la ligne de l'Adige; il se retira à Roveredo et à Trente.

L'armée française avait elle-même besoin de repos.

L'armée autrichienne, après sa défaite, était encore de 40,000 hommes, mais avec cette différence, que désormais un bataillon de

[1] Monte-Modelano, à 3,800 mètres sud-ouest de Solferino.

l'armée d'Italie en mettait quatre des ennemis en fuite, et que partout elle ramassait du canon, des prisonniers et des effets militaires. Wurmser avait, il est vrai, ravitaillé la garnison de Mantoue; il en avait retiré les brigades de Roccavina et de Vukassovich, qu'il avait remplacées par des troupes fraîches; mais il ne ramenait que la moitié de sa belle armée. Du reste, rien ne saurait être comparable au découragement et à la démoralisation de cette armée après ses revers, si ce n'est l'extrême confiance dont elle était animée au commencement de la campagne.

Le plan du général autrichien, qui pouvait réussir dans d'autres circonstances ou contre un autre homme que son adversaire, devait avoir l'issue funeste qu'il a eue; et, bien qu'au premier coup d'œil la défaite de cette grande et belle armée, en si peu de jours, semble ne devoir être attribuée qu'à l'habileté de Napoléon, qui improvisa sans cesse ses manœuvres contre un plan général arrêté à l'avance, on doit convenir que ce plan reposait sur de mauvaises bases. C'était une faute que de faire agir séparément des corps qui n'avaient entre eux aucune communication, vis-à-vis d'une armée centralisée et dont les communications étaient faciles; la droite ne pouvait communiquer avec le centre que par Roveredo et Ledro. Ce fut une seconde faute encore de subdiviser le çorps de la droite, et de donner des buts différents à ses différentes divisions. Celle qui fut à Brescia ne trouva personne contre elle, et celle qui atteignit Lonato eut affaire aux troupes qui, la veille, étaient à Vérone, devant la gauche, laquelle dans ce moment entrait dans le Véronais et n'avait plus personne devant elle.

L'armée autrichienne comptait de très-bonnes troupes, mais elle en avait aussi de médiocres. Tout ce qui était venu du Rhin avec Wurmser était excellent; mais les cadres de l'ancienne armée de Beaulieu, battus dans tant de circonstances, étaient découragés. Aux combats et batailles depuis le 29 juillet jusqu'au 12 août l'armée française fit 15,000 prisonniers, prit soixante et dix pièces de canon et neuf drapeaux, tua ou blessa 25,000 hommes. La perte de l'armée française fut de 7,000 hommes, dont 1,400 prisonniers, 6,000 tués, 5,000 blessés, la moitié légèrement.

IX. La garnison de Mantoue employa les premiers jours de la levée du siége à défaire les ouvrages des assiégeants, à faire entrer les pièces et les munitions de l'équipage de siége; mais les prompts revers de Wurmser ramenèrent bientôt les Français devant la place. La perte de leur équipage d'artillerie ne laissait plus de moyens d'en

continuer le siége. Cet équipage, formé à grandes peines de pièces recueillies dans les différentes places de l'Italie, était une perte bien sensible. D'ailleurs la saison devenait trop mauvaise; l'ouverture et le service de la tranchée eussent été trop dangereux pour les troupes, au moment où la malignité du climat allait exercer tous ses ravages pendant la canicule. Les Français ne songèrent pas à rassembler un second équipage de siége : il n'eût été prêt qu'au moment même où de nouveaux événements pouvaient les exposer à le perdre de nouveau, en les forçant de lever le siége une seconde fois; ils se contentèrent d'un simple blocus. Le général Sahuguet en fut chargé. Il attaqua Governolo et fit attaquer Borgoforte par le général Dallemagne. Le 24 août il était maître de tout le Serraglio; il avait rejeté l'ennemi dans la place et resserré étroitement le blocus. Il s'occupa de multiplier les redoutes et les ouvrages sur la ligne de contrevallation. Tous les jours ses troupes diminuaient par le ravage de la fièvre, et l'on prévoyait avec effroi que ce ravage ne ferait que s'accroître pendant l'automne. Il est vrai que la garnison était soumise aux mêmes maux; cependant elle était mieux abritée dans les maisons et jouissait de plus de commodités que les assiégeants.

X. Aux premiers bruits des revers de l'armée française, les peuples d'Italie démasquèrent leurs dispositions secrètes. Le parti ennemi se montra le plus fort à Crémone, à Casal-Maggiore, à Pavie; mais, en général, la Lombardie conserva un bon esprit. A Milan surtout presque tout le peuple témoigna une grande constance et beaucoup de fortitude; ce qui lui mérita dès lors la confiance de Napoléon, qui lui confia des armes, qu'il ne cessait de demander avec insistance, et dont il fit depuis un bon usage. Il écrivit peu après aux Milanais :

« Lorsque l'armée française battait en retraite, que les partisans de l'Autriche et les ennemis de la liberté de l'Italie la croyaient perdue sans ressource, lorsqu'il était impossible à vous-mêmes de soupçonner que cette retraite n'était qu'une ruse, vous avez montré de l'attachement pour la France, de l'amour pour la liberté; vous avez déployé un zèle et un caractère qui vous ont mérité l'estime de l'armée et vous mériteront la protection de la République. Chaque jour votre peuple se rend davantage digne de la liberté; il acquiert chaque jour de l'énergie; il paraîtra sans doute un jour avec gloire sur la scène du monde. Recevez le témoignage de ma satisfaction et du vœu sincère que fait le peuple français pour vous voir libres et heureux. »

Les peuples de Bologne, Ferrare, Reggio, Modène, montrèrent un vif intérêt pour la cause française; les nouvelles de leurs défaites étaient mal reçues, celles de leurs victoires étaient au contraire accueillies avec enthousiasme. Parme demeura fidèle; mais la régence de Modène se mit en hostilité.

A Rome, les Français furent insultés dans les rues; on suspendit l'exécution des conditions de l'armistice. Le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, témoigna sa joie à la levée du siége de Mantoue; il appela les peuples à l'insurrection; il prit possession de la citadelle de Ferrare et y arbora les couleurs de l'Église; le Pape y envoya aussitôt un légat. On croyait déjà les Français au delà des Alpes. Après la bataille de Castiglione, le cardinal Mattei fut mandé à Brescia; introduit devant le général en chef, il ne répondit que par ce seul mot : *Peccavi;* ce qui désarma le vainqueur, qui se contenta de le tenir trois mois dans un séminaire. Depuis, ce cardinal a été plénipotentiaire du Pape à Tolentino. Il était d'une famille princière de Rome; c'était un homme borné, de peu de talent, mais qui passait pour être d'une dévotion sincère; il était minutieusement attaché aux pratiques du culte. Après la mort du pape Pie VI, la cour de Vienne s'agita beaucoup au conclave de Venise pour le faire nommer pape; mais elle ne réussit point. Chiaramonti, évêque d'Imola, l'emporta et prit le nom de Pie VII.

C'est en récompense de la bonne conduite qu'Augereau tint à la bataille de Lonato, où il commanda la droite et fut chargé de l'attaque de Castiglione, qu'il fut depuis duc de ce nom. Cette journée est la plus belle de la vie de ce général. Napoléon n'a jamais, depuis, voulu l'oublier.

CHAPITRE VII.

MANOEUVRES ET COMBATS ENTRE LE MINCIO ET LA BRENTA.

I. Position de l'armée autrichienne dans le Tyrol au 1er septembre 1796. — II. Bataille de Roveredo (4 septembre). — III. Wurmser descend dans les plaines du Bassanais. — IV. Combats de Primolano, de Cavolo, de Cismon (7 septembre). L'armée française force les gorges de la Brenta. — V. Combat de Vérone (7 septembre). — VI. Bataille de Bassano (8 septembre). — VII. Wurmser passe l'Adige sur le pont de Porto-Legnago (11 septembre). — VIII. Bataille de Saint-Georges (15 septembre). Wurmser est renfermé dans Mantoue. — IX. Troisième blocus de Mantoue.

I. L'armée de Sambre-et-Meuse, celle de Rhin-et-Moselle avaient enfin passé le Rhin; elles s'avançaient rapidement dans le cœur de l'Allemagne : la première était arrivée sur la Regnitz, la seconde sur le Lech. Wurmser, recruté de 20,000 hommes, était dans le Tyrol; il commençait son mouvement pour se porter, avec 30,000 hommes, de Trente au secours de Mantoue, en marchant par les gorges de la Brenta, Bassano et le bas Adige, et laissant Davidovich avec 25,000 hommes à la garde du Tyrol. Napoléon sentait l'importance d'occuper l'armée autrichienne, afin de l'empêcher de faire aucun détachement contre l'armée du Rhin, qui s'approchait des plaines de Bavière. Aussitôt qu'il eut pénétré le projet de Wurmser, il résolut de prendre l'offensive, de battre Wurmser en détail, en le surprenant en flagrant délit, et d'achever la destruction de cette armée qui lui avait donné tant de soucis, qu'elle n'avait pas suffisamment expiés par ses désastres de Lonato et de Castiglione.

Le général Kilmaine, avec un corps de 2,500 à 3,000 hommes de toutes armes, fut chargé de garder l'Adige pour couvrir le blocus de Mantoue, qui était commandé par le général Sahuguet. Kilmaine occupait les plaines de Vérone et de Porto-Legnago. La partie de l'enceinte de Vérone sur la rive gauche de l'Adige avait été relevée, et les forts mis en état de soutenir un siége. Dans les instructions qu'il reçut, tous les événements qui ont eu lieu étaient prévus[1].

Au 1er septembre, Wurmser avec son quartier général était encore à Trente; Davidovich avait le sien à Roveredo, couvrant le Tyrol par la division Vukassovich, qui était campée à Marco, ayant son avant-

[1] Ces instructions, adressées au chef de l'état-major Berthier et au général Kilmaine, se trouvent au tome I, pages 620 et 621.

garde à Serravalle et ses avant-postes à Ala; par la division Reuss, campée à Mori, sur la rive droite de l'Adige, ayant son avant-garde au pont de la Sarca et ses avant-postes sur Lodrone; sa réserve dans l'excellente position de Caliano, derrière Roveredo. Les trois divisions et les réserves de cavalerie avec lesquelles Wurmser voulait agir sur l'Adige étaient en marche entre Trente et Bassano : la division Meszàros, près cette ville; la division Sebottendorf, à Rovigo et Magnano; la division Quosdanovich, à Lavis.

La division Vaubois, formant la gauche française, partit le même jour, 1er septembre, de Lodrone et remonta la Chiese, suivant la chaussée qui conduit à Trente. La division Masséna, la réserve de cavalerie et le quartier général passèrent l'Adige sur le pont de Pol, se dirigeant par la chaussée de la rive gauche. La division Augereau, partie de Vérone, marcha en deuxième ligne sur cette même chaussée, occupant par son infanterie légère la crête supérieure des montagnes qui dominent la chaussée et la vallée sur la rive gauche de l'Adige.

Le Tyrol est une des plus anciennes possessions de la maison d'Autriche; le peuple lui est extrêmement affectionné. Le Trentin, qui est la partie méridionale, appelée le Tyrol italien, était sous la domination d'un évêque, souverain de Trente. Trois chaussées conduisent de Trente en Italie : une à Bassano, suivant la rive gauche de la Brenta; une à Vérone par Roveredo, suivant la rive gauche de l'Adige; une à Brescia, en traversant la Sarca, doublant le lac de Garda, suivant la Chiese et passant à la Rocca-d'Anfo. Une route de traverse joint la chaussée de Vérone à celle de Bassano, sans qu'il soit besoin de remonter jusqu'à Trente, embranchement commun.

II. Le prince de Reuss voulut défendre le pont de la Sarca; mais le général Saint-Hilaire, commandant l'avant-garde de la division Vaubois, l'attaqua avec furie, enleva le pont au pas de charge, fit un bon nombre de prisonniers et le poussa l'épée dans les reins jusque sur son camp de Mori. De son côté, le général Pijon, commandant l'avant-garde de Masséna, culbuta l'avant-garde de Vukassovich à Serravalle, la poursuivit jusqu'au camp de Marco et lui fit quelques centaines de prisonniers. Les deux armées se trouvèrent en présence à cheval sur les deux rives de l'Adige, le 4 septembre, à la pointe du jour. L'attaque fut impétueuse, la résistance fut opiniâtre; mais, aussitôt que Napoléon vit de l'hésitation dans la ligne autrichienne, il fit charger le général Dubois avec 500 chevaux : la charge fut heureuse; mais Dubois tomba mort percé de trois balles.

C'était un brave officier, qui s'était distingué dans les campagnes précédentes sur le Rhin.

L'armée entra dans Roveredo pêle-mêle avec l'ennemi, qui ne put se rallier qu'au défilé en avant de Caliano, position très-forte; l'Adige y est encaissé entre des montagnes à pic. Le défilé n'a pas 40 toises de largeur; des fortifications et une muraille, soutenues par plusieurs batteries, en barraient l'entrée; le général Davidovich, avec une réserve, y était en position. Le général Dommartin plaça une batterie d'artillerie légère, qui prenait la gorge en écharpe. Les tirailleurs s'engagèrent et obtinrent quelques avantages sur la montagne. Neuf bataillons en colonne serrée se précipitèrent dans le défilé, abordèrent l'ennemi, le culbutèrent : artillerie, cavalerie, infanterie, tout se trouva pêle-mêle. Quinze pièces de canon, sept drapeaux, 7,000 hommes furent pris.

De son côté, le général Vaubois força le camp de Mori et poursuivit vivement l'ennemi, en remontant la rive droite de la rivière dans la direction de Trente. Lemarois, aide de camp du général en chef, fut grièvement blessé dans une charge audacieuse et brillante à Roveredo. Ce jeune homme s'était distingué en vendémiaire à Paris et avait beaucoup d'ardeur : il est du département de la Manche.

L'armée continua de marcher une partie de la nuit. Le 5, au jour, elle entra dans Trente. Le soir, la division Vaubois, continuant sa marche, prit position sur l'Avicio, à trois lieues de Trente; les débris de Davidovich étaient en position derrière cette rivière. Napoléon ordonna au général de cavalerie de passer au gué avec trois escadrons, de couper la ligne ennemie et de prendre à dos les troupes qui défendaient le pont, en même temps qu'il les faisait aborder au pas de charge. L'ennemi, mis dans le plus grand désordre, abandonna sa position, et le général Vaubois s'établit sur les rives de l'Avicio.

III. La perte de la bataille de Roveredo, au lieu d'arrêter le mouvement de Wurmser sur Bassano, ne fit que l'accélérer. En effet, coupé de Trente et du Tyrol, il devait se hâter de sortir des gorges et de réunir son armée à Bassano, pour prendre sa ligne d'opérations par le Frioul. Mais un autre motif le détermina : il se laissa persuader que Napoléon voulait se porter sur Inspruck, pour se joindre à l'armée du Rhin, arrivée alors en Bavière, et, sur cette fausse donnée, il fit marcher la division Meszàros sur Mantoue. Le 7 septembre, elle était déjà arrivée devant Vérone, dans le temps que son quartier général, avec les divisions Sebottendorf, Quosda-

novich et ses réserves, arrivait à Bassano, et que son arrière-garde prenait position à Primolano pour défendre les gorges de la Brenta. Dans la nuit du 5 au 6 septembre, on reçut à Trente la nouvelle que donnait le général Kilmaine de Vérone, que la division Meszàros avait passé la Brenta et marchait sur l'Adige, et qu'il était probable qu'elle attaquerait le 7 septembre Vérone. Napoléon conçut sur-le-champ le projet de renfermer Wurmser entre la Brenta et l'Adige, ou, si à son approche il se repliait sur la Piave, de cerner et prendre la division Meszàros, qui déjà était compromise et trop avancée pour se retirer.

Il confia la garde du Tyrol italien au général Vaubois, qui, de sa position de Lavis, était à même de se porter, jusqu'au Brenner, à la rencontre du général Moreau, si sa droite arrivait sur Inspruck.

Il organisa dans la nuit l'administration du pays, et fit afficher la proclamation suivante :

« Tyroliens, vous sollicitez la protection de l'armée française : il faut vous en rendre dignes. Puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée, contraignez ce petit nombre d'hommes opiniâtres à se soumettre. Leur conduite insensée tend à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre. La supériorité des armes françaises est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'Empereur, achetés par l'or de l'Angleterre, le trahissent. Ce malheureux prince ne fait pas un pas qui ne soit une faute. Vous voulez la paix? Les Français combattent pour elle. Nous ne passons sur votre territoire que pour obliger la cour de Vienne de se rendre au vœu de l'Europe désolée et d'entendre le cri de ses peuples. Nous ne venons pas ici pour nous agrandir; la nature a tracé nos limites au Rhin et aux Alpes, dans le même temps qu'elle a posé au Tyrol les limites de la maison d'Autriche.

» Tyroliens, quelle qu'ait été votre conduite passée, rentrez dans vos foyers, quittez des drapeaux tant de fois battus et impuissants pour vous défendre; ce n'est pas quelques ennemis de plus que peuvent redouter les vainqueurs des Alpes et de l'Italie, mais c'est quelques victimes de moins que la générosité de ma nation m'ordonne de chercher à épargner. Nous nous sommes rendus redoutables dans les combats, mais nous sommes les amis de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité.

» La religion, les habitudes, les propriétés des communes qui se soumettront seront respectées. . . . . [1] »

Le 6 septembre, à la pointe du jour, Napoléon se mit en marche avec les divisions Augereau en tête, Masséna et la réserve, par les

[1] Voir le texte complet de cette proclamation, t. I, p. 573.

gorges de la Brenta, pour se porter à tire-d'aile sur Bassano. Il fallait faire ces vingt lieues de chemin difficile en deux jours au plus. Le soir le quartier général et l'armée campèrent à Borgo-di-Val-Sugana.

IV. Le 7, à l'aube du jour, il se remit en marche; son avant-garde ne tarda pas à se rencontrer avec celle de Wurmser, en position derrière Primolano. Il paraissait impossible de l'en déposter. Rien ne résista à l'impétuosité française. La 5e d'infanterie légère en tirailleurs, soutenue par les trois bataillons du 4e de ligne en trois colonnes serrées, enfonça la double ligne autrichienne. Le 5e de dragons, commandé par le colonel Milhaud, coupa la chaussée. L'avant-garde ennemie presque entière posa les armes. Artillerie, drapeaux, équipages, tout fut pris. Le petit fort de Cavolo, qui est une espèce de *chiusa,* voulut en vain résister : il fut tourné, pris.

A la nuit, l'armée française bivouaqua au village de Cismon. Napoléon y prit son quartier général, sans suite, sans bagages, mourant de faim et de lassitude; il passa la nuit au bivouac. Un soldat (qui l'en fit ressouvenir au camp de Boulogne en 1805 lorsqu'il était empereur) partagea avec lui sa ration de pain.

Des parcs de caissons, douze pièces de canon, cinq drapeaux, 4,200 hommes furent pris.

V. Ce même soir la division Meszàros attaquait Vérone, qu'elle espérait occuper sans résistance. Mais tout le terrain en avant de Vérone avait été mis en défense; une forte demi-lune avait été construite en avant de la porte de Vicence. Le général Kilmaine attendait Meszàros. Il défendit les approches de la ville par quelques escadrons de cavalerie, qui, se reployant derrière les fortifications, permirent à trente bouches à feu des remparts de mitrailler la colonne autrichienne. Après quelques vaines tentatives, Meszàros, jugeant impossible de prendre la ville de vive force, se campa à San-Michele, demanda du renfort et un équipage de pont pour passer l'Adige et cerner la ville. Mais Wurmser, se trouvant dans ce moment surpris et menacé dans Bassano même, lui ordonna de se reployer sur lui en toute hâte. Il espérait réunir cette division à temps pour arrêter l'armée française devant Bassano. Il était trop tard : la division Meszàros n'était qu'à Montebello le 8, jour que se donnait la bataille de Bassano.

VI. Le 8 septembre, avant le jour, Napoléon était aux avant-

postes. A six heures l'avant-garde attaqua et culbuta six bataillons, qui étaient en position dans les gorges, sur les deux rives de la Brenta; leurs débris se reployèrent sur la ligne de bataille, qui était d'environ 20,000 hommes, mais qui ne fit qu'une faible résistance. La division Augereau attaqua la gauche; la division Masséna, la droite. L'ennemi fut enfoncé sur tous les points et rejeté sur Bassano. La 4e de ligne, en colonne serrée, passa le pont comme à Lodi. A trois heures, l'armée entra à Bassano et prit 6,000 prisonniers, huit drapeaux, deux équipages de pont, deux cents voitures de bagages, trente-deux pièces de canon, cent voitures de parc de toute espèce, toutes ces voitures attelées à quatre chevaux.

Wurmser se retira en désordre sur Vicence, ne pouvant plus se retirer sur la Piave; il y rallia la division Meszàros. Il se trouvait ainsi coupé des États héréditaires et de ses communications avec l'Autriche. Le général Quosdanovich, avec 3,000 hommes, coupé de Bassano, se replia sur le Frioul. Le 9, la division Masséna marcha sur Vicence, celle d'Augereau sur Padoue, interceptant ces deux grandes routes, dans le cas où Wurmser essayerait de revenir sur la Brenta pour gagner la Piave. Battu à Roveredo, dans les gorges de la Brenta, à Bassano et devant Vérone, il n'avait plus sous ses ordres que des troupes découragées; il en avait perdu l'élite; il lui restait, d'une armée de 60,000 hommes, 16,000 hommes réunis sous ses ordres. Jamais position ne fut plus critique; il désespérait de son salut. Les Français se flattaient à chaque instant de le voir poser les armes.

VII. De ces 16,000 hommes, 6,000 étaient de cavalerie, bonne et non démoralisée, qui n'avait point éprouvé de pertes, n'avait pas été battue; elle inonda tout le pays pour chercher un passage sur l'Adige. Deux escadrons passèrent sur la rive droite de l'Adige, au bac d'Albaredo, pour connaître la position des Français et obtenir quelques nouvelles de Mantoue. Il était impossible à Wurmser de passer l'Adige sur ce bac, talonné comme il l'était par l'armée française et ayant perdu à Bassano son équipage de pont. Sa position était désespérée, lorsque les Français évacuèrent Legnago sans rompre le pont; cette faute d'un chef de bataillon le sauva. Kilmaine, lorsqu'il fut attaqué à Vérone par la division Meszàros, avait appelé à lui les 400 hommes qui gardaient Legnago, et ordonné à Sahuguet de les remplacer par un détachement tiré du blocus de Mantoue. Le chef de bataillon qui commandait ce détachement, ayant eu quelques hommes sabrés sur la route de Legnago à Mantoue, se laissa

persuader que toute l'armée autrichienne avait passé à Albaredo et allait lui couper la retraite. Il ajouta foi au bruit répandu par l'ennemi des désastres de l'armée française, qui aurait péri dans le Tyrol. Il se crut coupé, perdit la tête et évacua la place, se retira vers Mantoue. Wurmser, instruit de cette heureuse circonstance, se dirigea à l'heure même sur Legnago, y entra sans tirer un coup de fusil, profita du pont pour passer l'Adige. Au même moment le général en chef arrivait à Arcole. A cette fâcheuse nouvelle, il s'empara du bac de Ronco, fit passer de suite Masséna sur la rive droite, et ordonna à Augereau de marcher de Padoue sur Legnago; il concevait encore l'espoir de cerner de nouveau le maréchal en arrivant avant lui sur la Molinella. Kilmaine, avec tout ce qu'il avait pu trouver de disponible, s'était placé sur cette rivière, interceptant la route de Mantoue, mais il était faible; il fallait arriver à lui avant l'ennemi. Wurmser perdit un temps précieux à Legnago, soit que l'excès des fatigues l'obligeât de donner quelque repos à ses troupes, soit que, croyant les Français sur le chemin de Vicence à Ronco, il hésitât, dans l'espérance de rouvrir ses communications naturelles par la route de Padoue. Comme il avait beaucoup de cavalerie, il pouvait s'éclairer très au loin. Ses coureurs vinrent enfin lui apprendre que les Français étaient à Montagnana, déjà devant lui, venant par le chemin de Padoue, et qu'ils s'approchaient de Legnago par les deux chaussées. Il se mit alors en route sur Mantoue.

De Ronco, deux chemins conduisent vers Sanguinetto, où on voulait intercepter l'ennemi : l'un à gauche, en suivant l'Adige et allant couper à Cerea le chemin de Legnago à Mantoue; l'autre, conduisant directement de Ronco à Sanguinetto. Le général Pijon, avec l'avant-garde de Masséna, marcha droit sur Sanguinetto. Mais Murat, envoyé en reconnaissance avec la cavalerie légère, avait pris la route de Cerea comme le rapprochant davantage de l'ennemi; il engagea bientôt la canonnade. Pijon, entendant le canon, appuya sa gauche sur Cerea, y arriva, et rangea la 4e légère en bataille derrière le ruisseau pour barrer le chemin. Wurmser était coupé; il était perdu s'il ne parvenait à s'ouvrir le passage. Il attaqua Cerea, déploya toute son armée, et cerna cette faible avant-garde; elle fut bientôt rompue; 3 ou 400 hommes demeurèrent entre ses mains. Maître du champ de bataille, il continua en toute hâte sa marche sur Sanguinetto. Ce fut à l'échauffourée de Cerea que le général en chef, arrivant au galop dans le village, au moment où son avant-garde était mise en déroute, n'eut que le temps de tourner bride et de se sauver en toute hâte. Wurmser arriva quelques minutes après à la place

même où il s'était trouvé. Instruit de cette circonstance par une vieille femme, il le fit poursuivre dans toutes les directions, recommandant surtout qu'on l'amenât vivant. Arrivé à Sanguinetto, Wurmser marcha toute la nuit. Instruit qu'il était attendu à la Molinella par les réserves de Sahuguet et de Kilmaine, il quitta la grande route, prit sur la gauche, et arriva le 12 septembre à Villimpenta, où se trouvait un petit pont faiblement gardé; sa cavalerie le surprit. Le général Charton, accouru du blocus de Mantoue avec 500 hommes de la 12e légère pour défendre ce pont, ne put arriver à temps; il se plaça alors en carré sur le chemin et fit une vigoureuse résistance; mais il fut sabré par les cuirassiers autrichiens et resta mort sur le champ de bataille. Ce détachement fut perdu. Le 14, à Due-Castelli, un autre succès semblable à ceux de Cerea et de Villimpenta vint jeter quelque adoucissement sur les désastres du vieux maréchal : un bataillon d'infanterie légère y fut coupé et rompu par deux régiments de cuirassiers, et perdit 300 hommes. L'armée était extrêmement fatiguée; elle mettait de la négligence dans le service.

VIII. Les petits succès obtenus par l'armée autrichienne aux combats de Cerea, de Villimpenta, de Due-Castelli, l'encouragèrent à tenir la campagne. La garnison sortit de la ville, et Wurmser campa son armée entre Saint-Georges et la citadelle. Il avait alors 33,000 hommes sous ses ordres : 5,000 étaient aux hôpitaux; il laissa 5,000 hommes à la garde de la place, et il fit camper à . . . . .[1] 25,000 hommes, dont 5,000 de cavalerie; il espérait, occupant ainsi la campagne, trouver l'occasion de gagner Legnago et de repasser l'Adige. Mais le général Bon, qui commandait la division Augereau, prit Legnago le 13 septembre, y fit 1,700 prisonniers et prit vingt-quatre pièces de campagne attelées : il délivra 500 Français qui avaient été pris à Cerea et dans d'autres petites rencontres. Le 14 il arriva à Governolo, formant la gauche de l'armée; Masséna, qui était à Due-Castelli, formait le centre; Sahuguet, avec les troupes du blocus, était à la Favorite, formant la droite; Kilmaine avait réuni toute la cavalerie. Les marches forcées faites pendant ces derniers quinze jours avaient fort affaibli les régiments. L'armée, le 16 au soir, comptait 24,000 hommes sous les armes, dont 3,000 de cavalerie. Les armées étaient égales en force, mais le moral des deux armées était bien différent. La cavalerie ennemie avait seule conservé le sien.

Le 15 septembre, le général Bon se mit en marche de Governolo,

[1] Un mot laissé en blanc sur le manuscrit.

appuya sa gauche au Mincio, se dirigeant sur Saint-Georges. Le combat devint fort vif; les Autrichiens y envoyèrent leur réserve. Bon fut non-seulement arrêté, mais même perdit un peu de terrain. Sahuguet s'engagea de son côté sur la droite. L'ennemi croyait que toute la ligne était aux prises, quand Masséna déboucha en colonne sur le centre et porta le désordre dans l'armée ennemie, qui se jeta en toute hâte dans la ville, après avoir perdu 3,000 prisonniers, dont un régiment de cuirassiers tout monté, trois drapeaux, onze pièces de canon.

Après la bataille de Saint-Georges, qui fut fort vive, Wurmser se répandit dans le Serraglio ; il jeta un pont sur le Pô et fit entrer des vivres dans la place.

Le 24 septembre, Ott attaqua Governolo; il fut repoussé avec perte de 1,000 hommes et six pièces de canon. S'il se fût emparé de ce point, le maréchal voulait essayer de se porter par là sur l'Adige.

Enfin, le 1er octobre, Kilmaine, qui commandait le blocus, entra dans le Serraglio, s'empara de Pradella, de Cerese, et bloqua entièrement la place. Cette opération, qui donna lieu à des combats très-vifs, faite avec peu de monde, fit honneur au général.

Depuis le 1er jusqu'au 18 septembre, l'ennemi avait perdu 27,000 hommes, dont 18,000 prisonniers, 3,000 tués, 6,000 blessés, soixante et quinze pièces de canon, vingt-deux drapeaux et étendards, trente généraux, quatre-vingts employés du quartier général, 6,000 chevaux. 16,000 hommes, avec le maréchal, avaient été obligés de se jeter dans Mantoue; 10,000 hommes de cette armée se sauvèrent, sous Davidovich, dans le Tyrol, et sous Quosdanovich, dans le Frioul.

L'armée française avait perdu 7,500 hommes, dont 1,400 prisonniers, 1,800 tués, 4,300 blessés.

Marmont, que le général en chef envoya porter à Paris les drapeaux pris aux batailles de Roveredo, de Bassano, de Saint-Georges, aux combats de Primolano et de Cismon, était un de ses aides de camp; il l'avait trouvé sous-lieutenant d'artillerie à Toulon et se l'était attaché. Il a été depuis duc de Raguse et maréchal de France. Il est du département de la Côte-d'Or.

IX. L'armée n'ayant plus pour le moment aucun ennemi devant elle, les troupes prirent quelque repos. Vaubois occupa Trente et se retrancha sur les bords de l'Avicio. La division Masséna occupa Bassano, observant le passage de la Piave. La division Augereau occupa Vérone. Kilmaine commanda le blocus de Mantoue. Les batailles de

Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges, les combats intermédiaires, les maladies du blocus, avaient affaibli l'armée.

La garnison de Mantoue fit d'abord de nombreuses et fortes sorties; mais les échecs et les maladies calmèrent bientôt son ardeur. A la fin d'octobre elle comptait encore 17,000 hommes sous les armes, 10,000 aux hôpitaux, 30,000 bouches à nourrir; ce qui donnait l'espoir qu'elle ne tarderait pas à rendre la place. Mais le vieux maréchal fit saler la plus grande partie des chevaux de sa cavalerie; ce qui, joint aux vivres de toute espèce qu'il avait recueillis des lieux voisins et surtout de la régence de Modène, qui, pendant les deux levées du siége, avait fait entrer des convois préparés à l'avance, mit la place en état de résister plus longtemps qu'on ne le croyait. Contre toute probabilité, contre la croyance de toute l'Italie, l'armée française était destinée à remporter encore des victoires plus sanglantes et plus glorieuses, et l'Autriche devait lever et perdre encore deux armées nouvelles avant que les destins de ce boulevard de l'Italie fussent accomplis.

Kilmaine, d'origine irlandaise, était un excellent officier de cavalerie. Il avait du sang-froid, du coup d'œil; il était très-propre à commander des corps d'observation détachés, à toutes les commissions délicates qui exigent du discernement, de l'esprit et une tête saine. Il avait été employé en prairial contre le faubourg Saint-Antoine. Lors de la campagne d'Italie, il avait environ cinquante ans. Il rendit des services importants à l'armée, dont il eût été un des principaux généraux sans la faiblesse de sa santé. Il avait une grande connaissance des troupes autrichiennes; familier avec leur tactique, il ne s'en laissait point imposer par les faux bruits qu'elles sont dans l'habitude de répandre sur les derrières d'une armée, ni par ces têtes de colonnes qu'elles jettent sur les communications dans toutes les directions, pour faire croire à la présence de grandes forces où elles ne sont pas. Ses opinions politiques étaient très-modérées.

CHAPITRE VIII.

BATAILLE D'ARCOLE.

I. Le maréchal Alvinzi arrive en Italie à la tête d'une troisième armée. — II. Bon état de l'armée française. L'opinion de tous les peuples d'Italie appelle ses succès. — III. Bataille de la Brenta (5 novembre 1796). Vaubois évacue le Tyrol en désordre. — IV. Bataille de Caldiero (12 novembre). — V. Murmures de l'armée et sentiments divers qui agitent le soldat français. — VI. Marche de nuit de l'armée sur Ronco; elle y passe l'Adige sur un pont de bateaux (14 novembre). — VII. Bataille d'Arcole, première journée (15 novembre). — VIII. Deuxième journée (16 novembre). — IX. Troisième journée (17 novembre). — X. L'armée française rentre triomphante dans Vérone par la porte de Venise, sur la rive droite (18 novembre).

I. Tous les courriers qui portaient à Vienne les nouvelles des succès du prince Charles étaient suivis par les courriers de Wurmser, qui ne rendaient compte que de ses désastres. La cour passa tout le mois de septembre dans ces alternatives de joie et de tristesse. La satisfaction qu'elle éprouvait de ses triomphes ne compensait pas la consternation qu'elle avait de ses défaites. L'Allemagne était sauvée, mais l'Italie était perdue; l'armée qui gardait cette frontière avait disparu. Son nombreux état-major, son vieux maréchal et quelques débris n'avaient trouvé de salut qu'en s'enfermant dans Mantoue, qui, réduite aux abois, manquant de tout, en proie aux fièvres de l'automne, allait être contrainte d'ouvrir ses portes au vainqueur.

Le conseil aulique sentit le besoin de faire des efforts extraordinaires : il rassembla deux armées, la première dans le Frioul, l'autre dans le Tyrol, les mit sous les ordres du maréchal Alvinzi, et lui ordonna de marcher pour sauver Mantoue et délivrer Wurmser.

II. Le contre-coup des défaites des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin devait se faire sentir promptement en Italie. Si ces deux armées ne se maintenaient pas sur la rive droite du Rhin, il était urgent qu'elles fissent de puissants détachements pour renforcer l'armée d'Italie. Le Directoire promettait beaucoup, mais tenait peu; il envoya cependant douze bataillons, tirés de l'armée de la Vendée, qui arrivèrent à Milan dans le courant de septembre et d'octobre. On avait eu soin de les faire marcher en douze colonnes. On accrédita l'opinion que chacune de ces colonnes était d'un régiment et au grand complet; ce qui eût été un renfort très-considérable. Il est vrai que

le soldat français n'avait pas besoin d'être rassuré; il était plein de confiance dans son chef et dans sa propre supériorité; il était bien payé, bien habillé, bien nourri; l'artillerie était belle et nombreuse, la cavalerie bien montée.

Les peuples d'Italie s'étaient associés aux intérêts de l'armée, leur liberté, leur indépendance y étaient attachées; ils étaient aussi convaincus de la supériorité du soldat français sur les soldats allemands que de celle du général vainqueur de Beaulieu et de Wurmser sur le maréchal Alvinzi. Depuis le mois de juillet dernier, l'opinion était bien changée. Alors, à l'annonce de l'arrivée de Wurmser, toute l'Italie s'était attendue à son triomphe; aujourd'hui personne ne mettait en doute celui de l'armée française. L'esprit public des peuples transpadans, de Bologne, Modène et Reggio, était tel, qu'ils pouvaient se suffire à eux-mêmes pour repousser l'armée du Pape, si elle avançait sur le territoire comme elle en faisait la menace.

III. Au commencement d'octobre, le maréchal Alvinzi était encore avec son armée devant l'Isonzo; mais à la fin de ce mois il porta son quartier général à Conegliano, derrière la Piave. Masséna, placé à Bassano, observait ses mouvements. Davidovich avait réuni dans le Tyrol un corps d'armée de 18,000 hommes, y compris les milices tyroliennes. Le général de division Vaubois couvrait Trente, occupant l'Avicio avec un corps de 12,000 hommes. La division Augereau, les réserves de cavalerie et le grand quartier général français étaient à Vérone.

Le projet d'Alvinzi était d'opérer dans Vérone sa jonction avec Davidovich, et de là marcher sur Mantoue. Il jeta, le 1er novembre, deux ponts sur la Piave, et se dirigea en trois colonnes sur la Brenta. Masséna, menaçant de l'attaquer, l'obligea à déployer toute son armée, et, lorsqu'il lui eut reconnu plus de 40,000 hommes, il quitta son camp de Bassano, repassa la Brenta et s'approcha de Vicence, où Napoléon le rejoignit le 5 novembre avec la division Augereau et sa réserve, et le 6, à la pointe du jour, marcha pour donner bataille à Alvinzi, qui avait suivi le mouvement de Masséna. Alvinzi avait porté son quartier général à Fontaniva, son avant-garde, sous le général Liptai, sur la droite de la Brenta, à Carmignano, en avant de sa gauche, que commandait le général Provera; sa droite, sous les ordres de Quosdanovich, était en position entre Bassano et Vicence; le général Mittrovsky commandait un corps d'observation dans les gorges de la Brenta, et le général Hohenzollern commandait sa réserve.

Masséna attaqua à la petite pointe du jour, et, après un combat de plusieurs heures, rejeta l'avant-garde, Quosdanovich, Liptai et la division Provera sur la rive gauche de la Brenta, lui tuant beaucoup de monde et lui faisant des prisonniers.

Napoléon se porta, à la tête de la division Augereau, sur Quosdanovich, le repoussa de Nove et le rejeta sur Bassano. Il était quatre heures après midi; il attachait la plus grande importance à passer le pont et à s'emparer ce jour même de la ville. Mais, Hohenzollern étant arrivé, il ordonna à sa brigade de réserve d'avancer pour seconder l'attaque du pont. Mais un bataillon de 900 Croates, qui avait été coupé, s'était jeté dans un village sur le grand chemin : aussitôt que la tête de la réserve parut pour traverser le village, il l'accueillit par un feu très-vif; il fallut faire avancer des obusiers; le village fut pris, les Croates passés par les armes; mais elle éprouva un retard de deux heures, et, lorsqu'elle arriva au pont, la nuit était close : il fallut remettre au lendemain à forcer ce passage.

Vaubois avait reçu l'ordre d'attaquer les positions de l'ennemi sur la rive droite de l'Avicio. Le 1er novembre, il attaqua les positions de San-Michele et Segonzano. L'ennemi était en force; il se défendit avec la plus grande intrépidité : le succès de Vaubois ne fut pas complet, et la tentative qu'il fit le lendemain ne fut pas plus heureuse. Mais enfin, attaqué à son tour, il fut forcé dans sa position de Lavis et obligé d'abandonner Trente. S'étant rallié, il avait pris position à Caliano; mais Laudon, manœuvrant par la rive droite de l'Adige avec ses Tyroliens, l'avait débordé, s'était emparé de Nomi et de Torbole. Son dessein paraissait être de se porter sur Monte-Baldo et Rivoli. Vaubois n'avait plus personne sur la rive droite et ne pouvait plus rien opposer à cette manœuvre, qui, si elle eût été exécutée par l'ennemi, eût compromis le salut de tout son corps et celui de toute l'armée.

Ces nouvelles fâcheuses arrivèrent au quartier général à deux heures du matin. Il n'y avait plus à hésiter : il fallait courir en toute hâte sur Vérone, si vivement menacée, abandonner le premier projet et toute idée de diversion. Le projet primitif du général en chef avait été, après avoir jeté Alvinzi au delà de la Piave, de remonter les gorges de la Brenta, de couper Davidovich. Le colonel Vignolle, de l'état-major, officier de confiance, fut envoyé pour réunir à Vérone toutes les troupes qu'il pourrait trouver et les porter sur la Corona et Rivoli. Il y trouva un bataillon de la 40e, qui venait d'y arriver de la Vendée, imposa aux premiers tirailleurs ennemis qui se plantèrent sur la Corona. Le lendemain Joubert arriva dans cette posi-

tion importante avec la 4e légère, tirée du blocus de Mantoue; il n'y eut dès lors plus rien à craindre. Vaubois jeta des ponts sur l'Adige, repassa sur la rive droite et occupa en force la position de la Corona et de Rivoli.

L'armée française, de la Brenta, fila, toute la journée du 7, au travers de la ville de Vicence, qui, témoin de la victoire qu'elle avait obtenue, ne put s'expliquer ce mouvement de retraite. Alvinzi, de son côté, avait commencé sa retraite à trois heures du matin, pour passer la Piave; mais il ne tarda pas à être instruit par sa cavalerie légère du mouvement rétrograde de l'armée française; il se reporta sur la Brenta, et le lendemain passa cette rivière pour suivre le mouvement de son ennemi.

Napoléon se porta à la division Vaubois, qu'il fit réunir sur le plateau de Rivoli, et dit :

« Soldats, je ne suis pas content de vous. Vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure. Aucune position n'a pu vous rallier; vous vous êtes abandonnés à une terreur panique; vous vous êtes laissé chasser de positions où une poignée de braves devait arrêter une armée. Soldats de la 39e et de la 85e, vous n'êtes pas des soldats français. Général chef d'état-major, faites écrire sur les drapeaux : *Ils ne sont plus de l'armée d'Italie!* »

Cette harangue, prononcée d'un ton sévère, arracha des larmes à ces vieux soldats; les lois de la discipline ne purent étouffer les accents de leur douleur; plusieurs grenadiers qui avaient des armes d'honneur s'écrièrent : « Général, on nous a calomniés; mettez-nous à l'avant garde, et vous verrez si la 39e et la 85e sont de l'armée d'Italie. » Ayant ainsi produit l'effet qu'il voulait, il leur adressa quelques paroles de consolation. Ces deux régiments, quelques jours après, se couvrirent de gloire.

IV. En dépit des revers qu'il venait d'essuyer sur la Brenta, les opérations d'Alvinzi se trouvaient couronnées des plus brillants succès. Il était maître de tout le Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Mais le plus difficile lui restait encore à faire : c'était de passer l'Adige de vive force devant l'armée française, d'opérer sa jonction avec Davidovich, en passant sur le corps des braves postés en avant de Vérone. La chaussée de Vérone à Vicence longe l'Adige pendant trois lieues, jusqu'à Villanova, où elle tourne perpendiculairement à gauche, se dirigeant droit sur Vicence. A Villanova, la petite rivière de l'Alpone la coupe, et se jette, après avoir traversé Arcole, dans l'Adige, près Albaredo.

Sur la gauche de Villanova se trouvent des hauteurs connues sous le nom de position de Caldiero; en les occupant, on couvre Vérone et on est en mesure de tomber sur les derrières de l'ennemi qui manœuvre sur le bas Adige. La défense de Monte-Baldo assurée, et les troupes de Vaubois ayant repris contenance, Napoléon résolut d'occuper Caldiero, comme donnant plus de chances à la défensive et plus d'énergie à son attitude. Le 11, à deux heures après midi, l'armée passa les ponts de Vérone. La brigade Verdier, en tête, culbuta l'avant-garde ennemie, fit plusieurs centaines de prisonniers, et prit position, à la nuit, au pied de Caldiero.

Le feu des bivouacs, le rapport des affidés, celui des prisonniers, ne laissèrent aucun doute sur les intentions d'Alvinzi : il recevrait la bataille, et s'était établi solidement sur ces belles positions, appuyant sa gauche aux marais d'Arcole et sa droite au mont Olivetto et au village de Colognola. Cette position est bonne dans les deux sens. Il s'était couvert par quelques redoutes et de formidables batteries. A la pointe du jour on reconnut la ligne de bataille de l'ennemi : sa gauche était inexpugnable, sa droite parut mal appuyée. Pour profiter de cette faute, Masséna reçut ordre de marcher avec sa division pour occuper un mamelon qui débordait la droite de l'ennemi et qu'il avait négligé d'occuper. Le général de brigade Launay gravit la hauteur avec intrépidité, à la tête d'un corps de tirailleurs; mais, s'étant trop avancé, il ne put être soutenu à temps par la division, qui, après avoir gravi la hauteur, se trouva arrêtée par un ravin. Il fut repoussé et fait prisonnier. L'ennemi, éclairé sur sa faute, rectifia de suite sa position. Il ne fut plus possible de l'attaquer avec espérance de succès.

Cependant le feu était engagé sur toute la ligne; il se soutint toute la journée. La pluie tombait par torrents; les terres étaient tellement trempées que l'artillerie française ne pouvait faire aucun mouvement, tandis que celle des Autrichiens, étant en position et avantageusement placée, produisait tout son effet. L'ennemi fit plusieurs tentatives pour attaquer à son tour, mais fut vivement repoussé. A la nuit, les deux armées bivouaquèrent sur leurs positions respectives. La pluie continua toute la nuit avec une telle force, que dans la matinée du lendemain le général en chef jugea convenable de rentrer dans son camp en avant de Vérone. Les pertes, dans cette affaire, furent égales. L'ennemi s'attribua, avec raison, la victoire. Ses avant-postes s'approchèrent de San-Michele, et la situation des Français devint vraiment critique.

V. Vaubois avait fait des pertes considérables; il n'avait plus que 8,000 hommes. Les deux autres divisions, après s'être vaillamment battues sur la Brenta et avoir manqué leur opération sur Caldiero, n'avaient plus que 13,000 hommes sous les armes. Le sentiment des forces de l'ennemi était dans toutes les têtes. Les soldats de Vaubois, pour justifier leur retraite, disaient s'être battus un contre trois. L'ennemi avait perdu aussi sans doute, mais il était plus nombreux, mais il avait gagné beaucoup de pays. Il avait compté à son aise le petit nombre des Français; aussi ne doutait-il plus de la délivrance de Mantoue ni de la conquête de l'Italie. Dans son délire, il réunissait et faisait fabriquer avec ostentation une grande quantité d'échelles, menaçant d'enlever Vérone d'assaut.

La garnison de Mantoue s'était réveillée; elle faisait de fréquentes sorties, harcelait sans cesse les assiégeants, qui n'étaient que 8 à 9,000 pour contenir une garnison de 25,000 hommes, dont 10 à 12,000, il est vrai, étaient malades.

Les Français n'étaient plus en position de prendre l'offensive nulle part; ils étaient contenus d'un côté par la position de Caldiero, de l'autre par les gorges du Tyrol. Mais, quand même les positions de l'ennemi eussent permis d'entreprendre contre lui, sa supériorité numérique était trop connue. Il fallait lui laisser prendre l'initiative et attendre patiemment ce qu'il voudrait entreprendre. La saison était extrêmement mauvaise; tous les mouvements se faisaient dans la boue. L'affaire de Caldiero, celle du Tyrol, avaient sensiblement baissé le moral du soldat français. Il avait bien encore le sentiment de sa supériorité à nombre égal, mais il ne croyait pas pouvoir résister à un nombre si supérieur. Un grand nombre de braves avaient été blessés deux ou trois fois à différentes batailles depuis l'entrée en Italie. La mauvaise humeur s'en mêlait : « Nous ne pouvons pas seuls, disaient-ils, remplir la tâche de tous. L'armée d'Alvinzi, qui se trouve ici, est celle devant laquelle les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse se sont retirées, et elles sont oisives en ce moment; pourquoi est-ce à nous à remplir leur tâche? Si nous sommes battus, nous regagnerons les Alpes en fuyards et sans honneur; si, au contraire, nous sommes vainqueurs, à quoi aboutira cette nouvelle victoire? On nous opposera une armée semblable à celle d'Alvinzi, comme Alvinzi lui-même a succédé à Wurmser, comme Wurmser a succédé à Beaulieu, et dans cette lutte inégale il faudra bien que nous finissions par être écrasés. » Napoléon faisait répondre : « Nous n'avons plus qu'un effort à faire, et l'Italie est à nous. L'ennemi est sans doute plus nombreux, mais la moitié de ses troupes est

composée de recrues. Battu, Mantoue succombe, nous demeurons maîtres de tout, nos travaux finissent; car non-seulement l'Italie, mais encore la paix générale est dans Mantoue. Vous voulez aller sur les Alpes, vous n'en êtes plus capables. Des bivouacs arides et glacés de ces stériles rochers, vous avez bien pu conquérir les plaines délicieuses de la Lombardie; mais, des bivouacs riants et fleuris de l'Italie, vous n'êtes plus capables de retourner dans les neiges. Des secours nous sont arrivés; d'autres sont en route; que ceux qui ne veulent plus se battre ne cherchent pas de vains prétextes, car battez Alvinzi, et je vous réponds de votre avenir. » Ces paroles, répétées par tout ce qu'il y avait de cœurs généreux, relevaient les âmes et faisaient passer successivement à des sentiments opposés. Ainsi, tantôt l'armée, dans son découragement, eût voulu se retirer; tantôt, remplie d'enthousiasme, elle parlait d'aller en avant : « Est-ce aux soldats d'Italie de souffrir patiemment les insultes et les provocations de ces esclaves? » Lorsque l'on apprit à Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, que l'armée avait essuyé un échec, les blessés, les malades sortirent des hôpitaux, encore mal guéris, pour reprendre leur place dans les rangs; les blessures d'un grand nombre de ces braves étaient encore sanglantes. Ce spectacle touchant remplissait l'âme des plus vives émotions.

VI. Enfin, le 14 novembre, à la nuit tombante, le camp de Vérone prit les armes; trois colonnes se mirent en marche dans le plus grand silence, traversèrent la ville, passèrent l'Adige sur les trois ponts et se formèrent sur la rive droite. L'heure du départ, la direction, qui est celle de la retraite, le silence que garde l'ordre du jour, contre l'habitude constante d'annoncer qu'on va se battre, la situation des affaires, tout enfin indique qu'on se retire. Ce premier pas de retraite entraîne nécessairement la levée du siége de Mantoue et présage la perte de toute l'Italie. Ceux des habitants qui plaçaient dans les victoires des Français l'espoir de leurs nouvelles destinées suivent, inquiets et le cœur serré, les mouvements de cette armée qui emporte toutes leurs espérances. Cependant l'armée, au lieu de suivre la route de Peschiera, prend tout à coup à gauche et longe l'Adige; elle arrive avant le jour à Ronco; Andréossy achevait d'y jeter un pont. Aux premiers rayons du soleil, elle se voit avec étonnement, par un simple à-gauche, sur l'autre rive. Alors les officiers et les soldats, qui, du temps qu'ils poursuivaient Wurmser, avaient traversé ces lieux, commencèrent à deviner l'intention de leur général : « Il veut tourner Caldiero qu'il n'a pu enlever de front; avec

13,000 hommes, ne pouvant lutter en plaine contre 40,000, il porte son champ de bataille sur des chaussées entourées de vastes marais, où le nombre ne pourra rien, mais où le courage des têtes de colonne décidera de tout. » L'espérance de la victoire ranime alors tous les cœurs, et chacun promet de se surpasser pour seconder un plan si beau et si hardi.

Kilmaine était resté dans Vérone avec 1,500 hommes de toutes armes, les portes fermées, les communications sévèrement interdites. L'ennemi ignorait parfaitement ce mouvement.

Le pont de Ronco fut jeté sur la droite de l'Alpone, à peu près à un quart de lieue de son embouchure, ce qui a été un objet de critique pour les militaires mal instruits. En effet, si le pont eût été placé sur la rive gauche vis-à-vis Albaredo, 1° l'armée se fût trouvée déboucher par une vaste plaine, et c'est ce que son général voulait éviter; 2° Alvinzi, qui occupait les hauteurs de Caldiero, eût, en garnissant la rive droite de l'Alpone, couvert la marche de la colonne qu'il aurait dirigée sur Vérone; elle eût eu le temps de forcer cette ville faiblement gardée et eût opéré sa jonction avec l'armée du Tyrol; la division de Rivoli, prise entre deux feux, eût été obligée de se retirer sur Peschiera; l'armée française tout entière en eût été étrangement compromise. Au lieu qu'en jetant le pont sur la rive droite de l'Alpone on obtenait l'avantage inappréciable, 1° d'attirer l'ennemi sur trois chaussées traversant un vaste marais; 2° de se trouver en communication avec Vérone par la digue qui remonte l'Adige et passe aux villages de Porcile et de Gombioni, où Alvinzi avait son quartier général, sans que l'ennemi eût aucune position à prendre ni pût couvrir d'aucun obstacle naturel le mouvement des troupes qu'il aurait fait marcher pour attaquer Vérone. Cette attaque n'était dès lors plus possible, puisque toute l'armée française l'eût prise en queue, pendant que les murailles de la ville en auraient arrêté la tête.

Trois chaussées partent du pont de Ronco : la première, celle de gauche, se dirige sur Vérone en remontant l'Adige, passe aux villages de Bionde, de Porcile, où elle débouche en plaine; la deuxième, celle du centre, conduit à Villanova et traverse le village d'Arcole, en passant l'Alpone sur un petit pont de pierre; la troisième, celle de droite, descend l'Adige et conduit à Albaredo. Il y a 3,600 toises de Ronco à Porcile, 2,000 de Porcile à Caldiero, 3 lieues de Caldiero à Vérone; il y a 2,200 toises de Ronco à Arcole, 3,000 du pont d'Arcole à Villanova. Il y a 1,000 toises de Ronco à l'embouchure de l'Alpone, 500 de là à Albaredo.

VII. Trois colonnes s'engagèrent sur ces trois chaussées. Celle de gauche remonta l'Adige jusqu'à l'extrémité des marais, au village de Porcile, d'où elle apercevait les clochers de Vérone; il était dès lors impossible à l'ennemi de marcher sur cette ville. La colonne du centre se porta sur Arcole, où les tirailleurs français parvinrent jusqu'au pont sans être aperçus; deux bataillons de Croates, avec deux pièces de canon, y bivouaquaient pour garder les derrières de leur armée et surveiller les partis que la garnison de Legnago aurait pu jeter dans la campagne, cette place n'étant qu'à trois lieues sur la droite. Le pays entre Arcole et l'Adige n'était point gardé; Alvinzi s'était contenté d'ordonner des patrouilles de hussards, qui, trois fois par jour, parcouraient les digues des marais sur les bords de l'Adige. La route de Ronco à Arcole rencontre l'Alpone à 1,200 toises, et de là elle remonte pendant 1,000 toises la rive droite de ce petit ruisseau jusqu'au pont de pierre qui tourne perpendiculairement à droite et entre dans le village d'Arcole.

Les Croates étaient bivouaqués, la droite appuyée au village et la gauche vers l'embouchure, ayant devant leur front la digue, dont ils n'étaient séparés que par le ruisseau; tirant devant eux, ils prirent en flanc la colonne dont la tête était sur Arcole. Elle se replia en toute hâte jusqu'au point où la chaussée cesse de prêter le flanc à la rive gauche. Augereau, indigné de ce mouvement rétrograde de son avant-garde, s'élança sur le pont à la tête de deux bataillons de grenadiers; mais, accueilli par une vive fusillade de flanc, il fut ramené sur sa division.

Alvinzi, instruit de cette attaque, ne la comprit pas d'abord; cependant, à la pointe du jour, il put observer de Caldiero et des clochers voisins le mouvement des Français. Les reconnaissances de ses hussards furent reçues à coups de fusil sur toutes les digues et poursuivies par la cavalerie; il lui fut dès lors évident que les Français avaient passé l'Adige et se trouvaient sur ses derrières. Il lui parut insensé d'imaginer qu'on pût jeter ainsi toute une armée dans des marais impraticables; il pensa que c'étaient des troupes légères qui s'étaient portées de ce côté pour l'inquiéter et masquer une attaque réelle qui déboucherait par la chaussée de Vérone. Cependant, ces reconnaissances lui ayant rapporté que tout était tranquille sous Vérone, il jugea important de chasser des marais ces troupes légères. Il dirigea une division sur la digue d'Arcole, sous Mittrovsky, et une sur la digue de gauche, sous Provera. Vers neuf heures du matin, elles attaquèrent vivement. Masséna, qui était chargé de la digue de gauche, ayant laissé engager l'ennemi, courut sur lui au pas de

charge, l'enfonça, lui causa beaucoup de pertes, et fit un grand nombre de prisonniers. La même chose arriva sur la digue d'Arcole; aussitôt que l'ennemi eut dépassé le coude de la chaussée, il fut attaqué au pas de charge, mis en déroute par Augereau, laissant des prisonniers et du canon au pouvoir du vainqueur; les marais furent couverts de cadavres.

Il devenait de la plus haute importance de s'emparer d'Arcole, puisque de là, en débouchant sur les derrières de l'ennemi, on se fût emparé du pont de Villanova sur l'Alpone, qui était sa seule retraite, et qu'on y eût été établi avant qu'il pût être formé. Mais Arcole résista à plusieurs attaques. Napoléon voulut essayer un dernier effort de sa personne : il saisit un drapeau, s'élance vers le pont et l'y place. La colonne qu'il commandait l'avait à moitié franchi, lorsque le feu de flanc et l'arrivée d'une division ennemie firent manquer l'attaque; les grenadiers de la tête, abandonnés par la queue, hésitèrent; mais, entraînés dans la fuite, ils ne voulaient pas se dessaisir de leur général; ils le prirent par les bras, les habits, et l'entraînèrent avec eux au milieu des morts, des mourants et de la fumée : il fut précipité dans un marais, il y enfonça jusqu'à la moitié du corps; il était au milieu des ennemis. Les grenadiers s'aperçurent que leur général était en danger, un cri se fit entendre : « Soldats ! en avant pour sauver le général ! » Ces braves revinrent aussitôt au pas de course sur l'ennemi, le repoussèrent jusqu'au delà du pont, et Napoléon fut sauvé.

Cette journée fut celle du dévouement militaire. Lannes était accouru de Milan; blessé à Governolo, il était encore souffrant; il se plaça entre l'ennemi et Napoléon, le couvrit de son corps, et reçut trois blessures, ne voulant jamais le quitter. Muiron, aide de camp du général en chef, fut tué couvrant de son corps son général. Mort héroïque et touchante! Belliard, Vignolle, furent blessés en ramenant les troupes en avant. Le brave général Robert fut tué; c'était un soldat solide au feu.

Le général Guieu passa l'Adige à Albaredo, sur le bac, avec une brigade. Arcole fut pris à revers. Mais, pendant ce temps, Alvinzi, instruit du véritable état des choses, avait conçu tout le danger de sa position; il avait abandonné Caldiero en toute hâte, défait ses batteries et fait repasser l'Alpone à tous ses parcs et à ses réserves. Les Français, du haut du clocher de Ronco, virent avec douleur cette proie leur échapper, et ce fut alors, à la vue des mouvements précipités de l'ennemi, qu'on put juger toute l'étendue et les conséquences du dessein de Napoléon. Chacun vit quels pouvaient être

les résultats d'une combinaison si profonde et si hardie. L'armée ennemie, par sa retraite précipitée, échappait à sa destruction.

Ce ne fut que vers les quatre heures que le général Guieu put marcher sur Arcole par la rive gauche de l'Alpone. Le village fut enlevé sans coup férir; mais alors il était sans intérêt; il était six heures trop tard : l'ennemi avait pris sa position naturelle; Arcole n'était plus qu'un poste intermédiaire entre le front des deux armées, tandis que le matin il était sur les derrières de l'ennemi. Toutefois de grands résultats avaient couronné cette journée : Caldiero était évacué; Vérone ne courait plus de danger; deux divisions d'Alvinzi avaient été défaites avec des pertes considérables; de nombreuses colonnes de prisonniers et grand nombre de trophées défilèrent au travers du camp, et remplirent d'enthousiasme les soldats et les officiers. Chacun reprit la confiance et le sentiment de la victoire.

VIII. Cependant Davidovich, avec le corps du Tyrol, avait attaqué la Corona et s'en était emparé; il occupait Rivoli. Vaubois occupait les hauteurs de Bussolengo. Kilmaine, débarrassé de toute crainte sur la rive gauche par l'évacuation de Caldiero, avait dirigé son attention sur l'enceinte de Vérone sur la rive droite. Mais, si Davidovich marchait sur Vaubois et le forçait à se jeter sur Mantoue, il faisait lever le blocus de cette ville et coupait la retraite au quartier général et à l'armée qui était à Ronco. Il y a treize lieues de Rivoli à Mantoue, il y en a dix de Ronco à cette ville, par de très-mauvais chemins. Il fallait donc être à la pointe du jour en mesure de soutenir Vaubois, de protéger le blocus de Mantoue, les communications de l'armée, et de battre Davidovich s'il s'était avancé dans la journée. Pour la réussite de ce projet il était nécessaire de calculer les heures. Le général en chef, dans l'incertitude de ce qui se serait passé dans la journée, crut devoir supposer que tout aurait été mal du côté de Vaubois, qu'il avait été forcé, et qu'il avait pris position entre Roverbella et Castelnovo.

Il fit évacuer Arcole, qui avait coûté tant de sang, replia l'armée sur la rive droite de l'Adige, ne laissant sur la rive gauche qu'une brigade et quelques pièces de canon, et ordonna, dans cette position, que le soldat fît la soupe. Si l'ennemi avait marché sur Rivoli, il fallait lever le pont de l'Adige, disparaître devant Alvinzi, arriver à temps pour secourir Vaubois et couvrir Mantoue. Il laissa à Arcole des bivouacs allumés et entretenus par des piquets de grand'garde, pour qu'Alvinzi ne s'aperçût de rien. A quatre heures du matin, l'armée prit les armes; mais dans le même moment un officier de

Vaubois apprit qu'il était encore à six heures du soir en position à Bussolengo, et que Davidovich n'avait pas bougé. Ce général avait commandé un des corps de Wurmser; il se ressouvenait de la leçon et n'avait garde de se compromettre.

Cependant, vers les trois heures du matin, Alvinzi, instruit de la marche rétrograde des Français, fit occuper Arcole et Porcile, et dirigea au jour deux colonnes sur les deux digues. La fusillade s'engagea à deux cents toises du pont de Ronco. Les Français le repassèrent au pas de charge, tombèrent sur l'ennemi, le rompirent et le poursuivirent vivement jusqu'aux débouchés des marais, qu'il remplit de ses morts. Des drapeaux, du canon et des prisonniers furent les trophées de cette journée, où deux nouvelles divisions autrichiennes furent défaites. Sur le soir, le général en chef, par les mêmes motifs et les mêmes combinaisons, fit le même mouvement que la veille, concentrant toutes ses troupes sur la rive droite de l'Adige, ne laissant qu'une avant-garde sur la rive gauche.

IX. Alvinzi, induit en erreur par un espion qui assurait que les Français étaient en marche sur Mantoue et n'avaient laissé qu'une arrière-garde sur Ronco, déboucha de son camp avant l'aurore. A cinq heures du matin le quartier général français sut que Davidovich n'avait point fait de mouvement, que Vaubois était dans ses mêmes positions. L'armée repassa le pont; les têtes de colonnes des deux armées se rencontrèrent à moitié des digues. Le combat fut opiniâtre, indécis pendant un moment. La 75e fut rompue. Les balles arrivaient sur le pont. Le général en chef plaça la 32e en embuscade, ventre à terre, dans un petit bois de saules, le long de la digue, près de la tête du pont; elle se releva à propos, fit une décharge, marcha à la baïonnette et culbuta dans les marais une colonne serrée, épaisse, dans toute sa longueur : c'étaient 3,000 Croates; ils y périrent tous.

Masséna, sur la gauche, éprouvait des vicissitudes, mais il marcha à la tête de ses troupes, son chapeau au bout de son épée en signe de drapeau, et fit un horrible carnage de la division qui lui était opposée.

Après midi, le général en chef jugea qu'enfin le moment de finir était venu; car, si Vaubois avait été battu ce même jour par Davidovich, il serait obligé de se porter la nuit prochaine à son secours et à celui de Mantoue; dès lors Alvinzi se porterait sur Vérone, il recueillerait l'honneur et les résultats de la victoire; tant d'avantages remportés dans trois journées seraient perdus; au lieu que, s'il le repoussait au delà de Villanova, il pourrait marcher au secours de

Vaubois par Vérone. Il fit compter soigneusement le nombre des prisonniers, récapitula les pertes de l'ennemi; il acquit la preuve qu'il s'était affaibli dans ces trois jours de plus de 25,000 hommes; qu'ainsi désormais ses forces en bataille ne seraient pas supérieures de beaucoup plus d'un tiers aux Français. Il ordonna de sortir des marais et d'aller attaquer l'ennemi en plaine. Les circonstances de ces trois journées avaient tellement changé le moral des deux armées, que la victoire était assurée. L'armée passa le pont jeté à l'embouchure de l'Alpone; Elliot, aide de camp du général en chef, avait été chargé d'en construire un second : il y fut tué. A deux heures après midi, l'armée française était en bataille, sa gauche à Arcole et sa droite dans la direction de Porto-Legnago; elle avait en face l'ennemi, dont la droite appuyait à l'Alpone et la gauche à des marais; il était à cheval sur la route de Vicence. L'adjudant général Lorcet était parti de Legnago avec 6 à 700 hommes, quatre pièces de canon et 200 chevaux, pour tourner les marais auxquels l'ennemi appuyait sa gauche. Vers trois heures, au moment où ce détachement se portait en avant, que la canonnade était vive sur toute la ligne et que les tirailleurs étaient aux mains, le chef d'escadron Hercule[1] eut ordre de se diriger avec 25 Guides et 4 trompettes au travers des roseaux, et de charger sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, lorsque la garnison de Legnago commencerait à canonner par derrière. Cet officier exécuta ce mouvement avec intelligence et contribua beaucoup au succès de la journée. La ligne fut rompue; l'ennemi se mit en retraite. Son général avait échelonné 6 ou 7,000 hommes sur ses derrières pour assurer ses parcs et sa retraite; il n'avait pas sur le champ de bataille plus de monde que les Français; il fut mené battant toute la soirée et perdit beaucoup de prisonniers. L'armée passa la nuit dans sa position. Malgré trois jours de victoire, ce fut un problème parmi les généraux et officiers supérieurs de savoir ce qu'ordonnerait le général pour le lendemain; ils pensaient que, content d'avoir éloigné l'ennemi, il ne s'engagerait pas dans les plaines du Vicentin et qu'il regagnerait Vérone par la rive gauche de l'Adige, pour de là marcher sur Davidovich et occuper Caldiero, ce qui avait été le premier but de sa manœuvre.

Mais l'ennemi avait tellement souffert ces trois jours dans son personnel et dans son moral, qu'il n'était plus à redouter en plaine. Au jour, on reconnut qu'il avait fait dans la nuit sa retraite sur Vicence; l'armée le suivit; mais, arrivée à Villanova, la cavalerie

[1] Damingue (Joseph), dit *Hercule*, était lieutenant des Guides à la bataille d'Arcole; il fut nommé capitaine quelques jours après.

seule continua sa poursuite; l'infanterie s'arrêta pour attendre les rapports de la contenance que ferait son arrière-garde.

Le général en chef entra dans le couvent de San-Bonifacio ; l'église avait servi d'ambulance : 4 ou 500 blessés y avaient été entassés, la plus grande partie étaient morts ; il en sortait une odeur cadavéreuse ; il reculait d'horreur, lorsqu'il s'entendit appeler par son nom. Deux malheureux soldats blessés étaient depuis trois jours au milieu des morts, sans avoir mangé, sans avoir été pansés ; ils désespéraient d'eux-mêmes, mais furent rappelés à la vie par la vue de leur général ; tous les secours leur furent prodigués.

Ayant reçu les rapports que l'ennemi, dans la plus grande déroute, ne tenait nulle part, et que son arrière-garde avait déjà dépassé Montebello, il se porta par un à-gauche sur Vérone pour attaquer l'armée du Tyrol. Les éclaireurs arrêtèrent un officier d'état-major que Davidovich envoyait à Alvinzi ; il venait des montagnes et se croyait au milieu des siens. D'après ses dépêches, on apprit que, depuis trois jours, les deux armées ne s'étaient point communiquées ; que Davidovich ignorait tout ce qui se passait.

Alvinzi perdit dans les trois journées d'Arcole 18,000 hommes, dont 6,000 prisonniers, quatre drapeaux, dix-huit pièces de canon.

X. L'armée française rentra triomphante dans Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement par la porte de Milan. On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des habitants. Les ennemis, même les plus déclarés, ne purent comprimer leur admiration, et joignirent leurs hommages à ceux des patriotes.

Mais l'armée ne s'arrêta pas ; elle passa l'Adige, se porta sur Davidovich, qui, le 17, avait attaqué Bussolengo et avait jeté Vaubois sur Castelnovo. Masséna se porta sur Castelnovo, s'y joignit avec Vaubois, attaqua Rivoli. Augereau se porta par la rive gauche de l'Adige sur Dolce, prit 1,500 hommes, deux équipages de pont, neuf canons et beaucoup de bagages.

Cependant de si grands résultats n'étaient pas obtenus sans perte, l'armée avait plus que jamais besoin de repos ; il n'était pas convenable qu'elle se portât dans le Tyrol et qu'elle s'étendît jusqu'à Trente. Elle occupa le Monte-Baldo, la Corona, les gorges de la Chiese et l'Adige. L'armée d'Alvinzi se rallia à Bassano, celle de Davidovich à Trente.

Il était à croire que Mantoue ouvrirait ses portes avant que le général autrichien pût se former une nouvelle armée. La garnison

de cette place était réduite à la demi-ration; elle avait grand nombre de déserteurs; les hôpitaux étaient encombrés; tout annonçait une prompte reddition; la mortalité y était grande; les maladies moissonnaient chaque mois plus de monde qu'il n'en eût fallu pour gagner une grande bataille.

CHAPITRE IX.

PRÉCIS DES OPÉRATIONS DES ARMÉES DE SAMBRE-ET-MEUSE ET DU RHIN EN ALLEMAGNE, PENDANT L'ANNÉE 1796.

I. Quartiers d'hiver en 1796. — II. Les armées autrichiennes d'Allemagne détachent 30,000 hommes en Italie. — III. Marches et combats en juin. — IV. L'armée du Rhin arrive sur le Neckar le 18 juillet. — V. L'armée de Sambre-et-Meuse arrive sur le Main le 12 juillet. — VI. Marche de l'armée de Sambre-et-Meuse du Main à la Nab. — Positions qu'elle occupe au 21 août. — VII. Marche de l'armée du Rhin du Neckar au Lech. — Bataille de Neresheim (11 août). — Positions qu'elle occupe au 23 août. — VIII. Manœuvres du prince Charles contre l'armée de Sambre-et-Meuse. — Bataille d'Amberg (24 août). — Retraite précipitée de cette armée. — Bataille de Würzburg (3 septembre). — Elle campe sur le Lahn le 10 septembre. — Le 20, elle repasse le Rhin. — IX. Marches et contre-marches de l'armée du Rhin pendant septembre. — Sa retraite. — Bataille de Biberach (2 octobre). — X. Elle passe les Montagnes Noires. — Bataille de l'Elz et de Kandern. — Elle repasse le Rhin sur le pont de Huningue le 25 octobre. — XI. Siége de Kehl et de la tête de pont de Huningue. — XII. Observations.

I. La Prusse avait conclu sa paix avec la République en avril 1795. Une convention, signée le 17 mai suivant, avait réglé la conduite que les armées belligérantes tiendraient dans les provinces prussiennes qu'elles seraient obligées de traverser. Mais cette convention ayant donné lieu à beaucoup de discussions, il fut stipulé, le 5 août 1796, à Berlin, qu'il y aurait une ligne de démarcation qui, partant de Wesel sur le Rhin, suivrait les frontières des montagnes de la Thuringe; qu'aucune armée belligérante ne pourrait la traverser; que les pays du roi de Prusse et les princes allemands qui auraient adhéré à cette confédération prussienne, et qui étaient situés au sud de cette ligne, seraient neutres; que cependant les armées belligérantes pourraient les traverser en payant les fournitures qu'elles exigeraient, mais sans qu'elles pussent y construire aucun retranchement.

Pendant l'été de 1795, les Autrichiens agirent sur le Rhin avec

deux armées : l'une, dite *du Bas-Rhin,* sous le commandement du maréchal Clerfayt; l'autre, dite *du Haut-Rhin,* sous le maréchal Wurmser. A la première, les Français opposèrent l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Jourdan; à la deuxième, ils opposèrent l'armée du Rhin, commandée par Pichegru, qui occupait des lignes de contrevallation autour de Mayence. Malgré la défection de la Prusse, cette campagne se termina à l'avantage des Autrichiens. En octobre, ils forcèrent les lignes de contrevallation de Mayence, y prirent une grande quantité d'artillerie de campagne, et repoussèrent Pichegru dans les lignes de Wissembourg. Les hostilités se terminèrent par une suspension d'armes, signée le 23 décembre 1795, par laquelle il fut stipulé : 1° que l'armée de Sambre-et-Meuse occuperait la place forte de Düsseldorf, ayant ses avant-postes à trois lieues en avant sur la rive gauche de la Wipper; que de là sa ligne suivrait la rive gauche du Rhin jusqu'à l'embouchure de la Nahe, près de Bingen, d'où elle remonterait la rive gauche de la Nahe jusqu'aux montagnes, gagnerait les frontières de l'Alsace, suivrait les lignes de Wissembourg, d'où le Rhin formerait la limite jusqu'à Bâle; 2° que les Autrichiens auraient leurs avant-postes sur la rive gauche de la Sieg, rivière qui débouche dans le Rhin vis-à-vis Bonn; que les pays entre la Wipper et la Sieg seraient neutres; que, de l'embouchure de la Sieg, leur ligne suivrait la rive droite du Rhin jusqu'à l'embouchure de la Nahe, d'où elle passerait le Rhin près de Bingen, et remonterait la rive droite de la Nahe jusqu'aux montagnes; les Autrichiens occupant Mayence et tous les pays sur la rive gauche du Rhin jusqu'à Wissembourg, d'où leur ligne repasserait sur la rive droite et la suivrait jusqu'à Bâle. Ces arrangements convenus, Jourdan porta son quartier général dans le Hundsrück, Pichegru à Strasbourg, Clerfayt à Mayence et Wurmser à Manheim.

La France et l'Autriche, pendant l'hiver, n'oublièrent rien de ce qu'il fallait faire pour recruter, habiller et mettre dans le meilleur état possible leurs armées. Les succès de la campagne passée avaient fait naître de grandes espérances au cabinet de Vienne. Il rappela Clerfayt et le remplaça par l'archiduc Charles. Le général Pichegru donnait des inquiétudes au gouvernement français : les opérations qui avaient causé les malheurs de la fin de la campagne étaient si fausses, qu'on les attribuait à la trahison; cependant le Directoire n'en avait pas de preuves; il n'osait se fixer sur une pensée si affligeante; mais il saisit la première occasion pour ôter ce général de l'armée; il le nomma ambassadeur en Suède. Pichegru refusa cette mission diplomatique et se retira dans ses terres. Moreau fut nommé

général en chef de l'armée du Rhin, et en prit le commandement le 23 mai 1796.

II. Cependant la campagne s'était ouverte en Italie dans le mois d'avril. Les batailles de Montenotte, de Millesimo, de Mondovi, avaient décidé le roi de Sardaigne à signer la convention de Cherasco et à quitter la coalition. Ces nouvelles étonnèrent d'autant plus le conseil aulique, qu'il avait plus compté sur les talents et la réputation du général Beaulieu. Il ordonna alors à l'archiduc de dénoncer l'armistice et de commencer les hostilités sur le Rhin, soit pour empêcher les Français de renforcer leur armée au delà des Alpes, soit pour faire dans l'esprit des peuples une diversion qui détournât l'attention des désastres d'Italie.

En partant de Paris, à la fin de février, Napoléon avait reçu la promesse que, dans le courant d'avril, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse entreraient en campagne; cependant, à la fin de mai, elles étaient encore dans leurs quartiers d'hiver. Toutes les victoires que remportait l'armée d'Italie, tous les pas en avant qu'elle faisait, rendaient plus urgente et faisaient sentir davantage la nécessité que les armées françaises du Rhin entrassent en action. Sous divers prétextes, on en éloignait le moment; mais enfin l'imprudence de l'ennemi fit ce que le gouvernement français n'avait pas eu la sagesse d'ordonner. Moreau, qui était à Paris, n'eut que le temps de se porter à Strasbourg. Toutes les troupes cantonnées sur la Moselle, la Sarre et la Meuse, se mirent en mouvement, et le 1er juin les hostilités commencèrent.

Sur ces entrefaites, les nouvelles de la bataille de Lodi, du passage du Mincio, de la bataille de Borghetto, de l'investissement de Mantoue, de l'arrivée du quartier général de l'armée française à Vérone, ayant ses avant-postes sur les montagnes du Tyrol, firent changer les dispositions de la cour de Vienne. Cette armée, disait-on, cheminait à vol d'oiseau, aucun obstacle ne l'arrêtait; il était important de réprimer son audace. Elle ordonna à Wurmser de se porter en Italie avec 30,000 hommes de l'armée du Haut-Rhin, afin de servir de réserve aux débris de l'armée de Beaulieu, qui se reformait dans le Tyrol, la Carinthie et la Carniole, de pouvoir marcher au secours de Mantoue avant que cette place eût succombé, et de reconquérir les États héréditaires de la Lombardie, dont la conservation lui importait plus que des conquêtes hasardeuses en France. Elle réunit, sous le commandement de l'archiduc, ses deux armées du Rhin, et lui ordonna de ne pas commencer les hostilités, de

laisser subsister l'armistice. Mais cet ordre arriva trop tard, seulement deux heures avant que les hostilités commençassent.

L'archiduc, affaibli du détachement de Wurmser, renonça à tous les projets de conquête qu'il avait conçus, et borna son ambition à défendre le passage du Rhin et à couvrir l'Allemagne. Il avait sous ses ordres : 1° l'armée du Bas-Rhin, sous le général d'artillerie Wartensleben et les feld-maréchaux-lieutenants Kray, Werneck, Hotze, Gruber, Colloredo-Mels, Staader et Lindt; sa force était de cent un bataillons, 71,000 hommes d'infanterie, cent trente-neuf escadrons, 22,700 hommes de cavalerie, total 93,700 hommes, avec lesquels il devait fournir aux garnisons d'Ehrenbreitstein, de Mayence, de Manheim; 2° l'armée du Haut-Rhin, sous le commandement du général d'artillerie Latour, après le départ de Wurmser, et sous celui des feld-maréchaux-lieutenants Sztàray, Frœhlich, le prince de Fürstenberg, Reuss, Riesch et le prince de Condé; sa force était de cinquante-huit bataillons, 65,000 hommes d'infanterie, cent vingt escadrons, 18,000 hommes de cavalerie, total 83,000 hommes. Les forces totales de l'Autriche sur le Rhin étaient ainsi de 176,700 hommes au mois de mai; mais le départ de 30,000 hommes de cette armée pour l'Italie, sans compter le premier détachement de 6,000 hommes, réduisit à 150,000 hommes l'armée de l'archiduc.

Les deux armées françaises réunies comptaient plus de 150,000 combattants. Celle de Sambre-et-Meuse était de 65,000 hommes d'infanterie, 11,000 de cavalerie, total 76,000 hommes; celle de Rhin-et-Moselle, 71,000 hommes d'infanterie, 6,500 de cavalerie, total 77,500 hommes. La première était divisée en trois corps : la gauche, sous Kleber, formée par les divisions Colaud et Lefebvre, était sur la rive droite du Rhin, à Düsseldorf; le général en chef Jourdan était dans le Hundsrück, avec le centre, formé par les divisions Championnet, Grenier et Bernadotte; la droite, sous les ordres de Marceau, était composée de sa division et de celle de Poncet; le général Bonnaud commandait la réserve de cavalerie. L'armée de Rhin-et-Moselle était formée en trois corps : Desaix commandait la gauche; il avait les divisions Beaupuy et Delmas; Saint-Cyr commandait le centre, divisions Duhesme et Taponier; Ferino commandait la droite, divisions Delaborde et Tharreau; le général Bourcier commandait la réserve de cavalerie.

III. Le 1er juin, Kleber partit de Düsseldorf avec son corps d'armée, fort de vingt-quatre bataillons et de vingt escadrons, arriva le 2 sur la Sieg, passa cette rivière après un combat d'avant-garde, en-

leva la position d'Uckerath; le 4, il attaqua le prince de Wurtemberg, campé avec un corps de 15,000 hommes sur les hauteurs d'Altenkirchen, le battit, lui prit 2,000 hommes, quatre drapeaux, douze pièces de canon, et se porta sur la Lahn. Le général en chef Jourdan passa le Rhin à Neuwied et joignit sa gauche sur la Lahn. Marceau leva son camp de Birkenfeld et se porta devant Mayence. Le prince Charles tira un détachement de 8,000 hommes du haut Rhin et marcha sur l'armée de Sambre-et-Meuse. Il attaqua le 15 juin, battit à Wetzlar la division Lefebvre, lui prit un drapeau et sept canons. Jourdan abandonna le projet qu'il avait annoncé de livrer bataille le 17 juin; il se mit de tous côtés en retraite. Il repassa le Rhin sur les ponts de Cologne et de Neuwied, avec une partie de son armée, dirigeant Kleber sur Düsseldorf. Poussé vivement par l'ennemi, ce général fut obligé de recevoir, le 19 juin, à Altenkirchen, un combat dont il se tira avec honneur et sans éprouver une perte sensible; il gagna sa position de Düsseldorf.

Lorsque Wurmser avait mis en marche son détachement pour l'Italie, il avait resserré sa position et placé sa gauche au Rhin, à la petite ville de Frankenthal, qu'il avait retranchée, et sa droite aux montagnes. Moreau le fit attaquer par Desaix et Saint-Cyr; le premier manœuvra entre le Rhin et les montagnes; le second, par Homburg et Deux-Ponts. Le 15 juin, après un combat assez chaud, l'arrière-garde autrichienne fut culbutée et obligée de se retirer dans la tête de pont de Manheim; elle perdit un millier d'hommes. Mais ce petit succès n'équivalait pas à l'échec qu'éprouvait, pendant ce temps, l'armée de Sambre-et-Meuse, qui était refoulée sur le Rhin.

IV. Le gouvernement français sentit enfin que les manœuvres de Moreau sur la rive gauche du Rhin n'étaient d'aucun secours à l'armée de Sambre-et-Meuse; il lui ordonna de passer le Rhin. Le 24 juin, à deux heures du matin, Desaix, avec 2,500 hommes, s'empara de l'île d'Erlen-Rhein, et, dans le courant de la matinée, enleva Kehl; il prit 800 hommes et douze pièces de canon. Le soir, il commença à construire un pont de bateaux, qui fut achevé le 25 à midi. Dans cette journée, ses deux divisions, la réserve de cavalerie, le quartier général et une division de Ferino, passèrent sur la rive droite; total, 40,000 hommes. Le général Saint-Cyr, avec ses deux divisions, resta sur la rive gauche, vis-à-vis la tête de pont de Manheim; une division de Ferino sur le haut Rhin. Le général Sztàray, avec vingt-six bataillons, dont faisaient partie l'armée de Condé et le contingent de Souabe, était chargé de la garde du Rhin

depuis la Suisse jusqu'à Rastadt. Latour, avec vingt-deux bataillons, était à Manheim; il gardait de Rastadt au Main, et occupait, sur la rive gauche, la tête de pont de Manheim. Les troupes de Sztàray étaient disséminées le long de la rive droite. Il avait deux petits camps, chacun de 6,000 hommes, placés à peu de lieues de Kehl, l'un à Willstædt, l'autre près d'Offenburg. Le 26, Ferino remonta le Rhin, se porta sur le camp de Willstædt; le 28, sur celui d'Offenburg : l'ennemi les évacua. Dans le même temps, Desaix, avec son corps et la réserve de l'armée, se portait sur la Rench. Le général Sztàray y était en position avec 10,000 hommes. Il l'attaqua vivement, le força, lui prit dix pièces de canon, 1,200 hommes, et le poursuivit jusqu'à Rastadt, où le général Latour venait d'arriver de Manheim avec 25,000 hommes, et de prendre position derrière la Murg. Mais, aussitôt que Saint-Cyr fut instruit du mouvement de l'ennemi, de Manheim sur le haut Rhin, il le suivit par la rive gauche, passa le pont de Kehl, se porta sur Freudenstadt, força les redoutes placées sur le mont Kniebiss, força le passage de la Murg, après un combat fort vif qui dura toute la journée du 5 juillet. Le général Latour se reploya derrière l'Alb, ayant perdu 1,000 prisonniers. Le quartier général français fut porté à Rastadt. Pendant ce temps, Ferino s'emparait de la Kinzig, remontant le Rhin, et, à mesure qu'il avançait, les brigades qui étaient en position sur la rive gauche passaient ce fleuve et grossissaient son corps d'armée.

L'archiduc, ayant appris, le 26 juin, le passage du Rhin à Kehl, partit à la tête de vingt-quatre bataillons et vingt-neuf escadrons pour se porter au secours de son armée du Haut-Rhin, laissant, pour observer Jourdan, 36,000 hommes sous les ordres de Wartensleben, et 26,000 au camp retranché de Hechtsheim, pour couvrir Mayence. Il rallia le général Latour derrière l'Alb, et il se trouva avoir sous ses ordres quarante-cinq bataillons et quatre-vingts escadrons, savoir : à sa gauche, dans les montagnes, sous le général Keim, dix-neuf bataillons, dix-neuf escadrons; au centre, devant Ettlingen, treize bataillons, vingt-huit escadrons; à sa droite, sous le général Latour, dix bataillons, vingt-neuf escadrons; et trois bataillons, quatre escadrons en observation. Avec des forces si considérables, il avait le projet d'attaquer, le 10, l'armée française et de la jeter dans le Rhin. Mais le général Moreau le prévint. Le 9, Saint-Cyr força le Rothensohl, battit Keim, jeta les Saxons sur le Neckar. L'archiduc, prévenu, fit marcher son centre et sa droite contre Desaix. Celui-ci soutint au village de Malsch les efforts de l'archiduc; il paya d'audace, se maintint la plus grande partie du jour, fit

sa retraite le soir sur une position un peu en arrière. Cette vigoureuse résistance en imposa à l'ennemi, qui, craignant d'être coupé par le général Saint-Cyr, qui déjà était arrivé à Neuenburg, battit en retraite, le 10, sur Pforzheim, après avoir détaché dix bataillons pour compléter les garnisons de Philippsburg et de Manheim. Le lendemain il continua sa route sur Stuttgart, où il passa le Neckar, poursuivi par le général Saint-Cyr. De son côté, le général Ferino avait forcé la position de Biberach sur la Kinzig, traversé la Forêt-Noire, et était arrivé à Villingen. L'ennemi avait entièrement évacué tout le pays entre le Rhin et les Montagnes Noires. Les villes forestières avaient reçu garnison française.

V. Aussitôt que l'on sut au quartier général de Sambre-et-Meuse que l'armée du Rhin avait effectué son passage, le général Kleber partit de nouveau, le 29 juin, de Düsseldorf; il fut rejoint par la division Grenier, qui passa le Rhin à Cologne; il eut un combat à Limburg; le 8 juillet il passa la Lahn. Le général en chef Jourdan, avec le reste de l'armée, le joignit par le pont de Neuwied, poussa le général Wartensleben, eut des affaires d'avant-garde d'une médiocre importance, et passa la Lahn, sur trois colonnes, sur les ponts de Giessen, de Wetzlar et de Leun. Il eut un combat fort vif à Friedberg, battit l'ennemi et passa, le 12, la Nidda, déboucha dans les plaines du Main, prit position devant Francfort, et accorda à Wartensleben une suspension d'armes de quelques jours pour traiter de la reddition de Francfort, qui ouvrit ses portes; mais cela donna le temps à l'ennemi de gagner deux marches et d'arriver sur le haut Main. Francfort était bien armé, bien approvisionné en munitions de guerre et de bouche. Le fort de Kœnigstein, situé à une marche de Francfort sur la grande chaussée de Cologne, se rendit le 21 juillet; il y avait quatre-vingt-treize pièces de canon et 600 hommes de garnison.

VI. Jourdan, ayant reçu ses instructions du gouvernement, laissa Marceau avec 30,000 hommes devant les places; et, seulement avec six divisions, formant 50,000 hommes, il s'avança dans le cœur de l'Allemagne. Il suivit la lisière des montagnes de la Thuringe qui bordent la Saxe, et s'éloigna ainsi du Danube. Le 21 juillet, son avant-garde entra dans Schweinfurt; le quartier général y arriva le 26. Würzburg et sa citadelle, occupés par 3,000 hommes des troupes du prince-évêque, capitulèrent le 24; la garnison mit bas les armes. Le fort de Kœnigshofen capitula le 3 août. Le général

Wartensleben, avec 31,000 hommes, se retira sur Bamberg, sans opposer de résistance. L'armée de Sambre-et-Meuse le suivit, passa la Regnitz à Bamberg, le battit au combat de Forchheim le 6 août; ce qui le décida à se retirer derrière la Vils. Le quartier général français s'établit, le 11 août, à Lauf. Le fort de Rothenberg, placé sur la chaussée de Baireuth à Amberg, capitula; il y avait quarante-trois bouches à feu. Le 15 août, les Français marchèrent sur Sulzbach et Amberg; ils se battirent toute la journée; quatre divisions furent engagées. L'ennemi évacua ses positions de la Vils et se retira derrière la Nab à Schwarzenfeld, s'éloignant toujours davantage de l'armée de l'archiduc. Le 19, l'armée française était au delà de la Vils; le général Bernadotte fut détaché à Neumarkt, sur la chaussée de Ratisbonne à Nuremberg, à dix lieues de Ratisbonne : les deux armées françaises étaient maîtresses de la rive gauche du Danube, elles pouvaient se considérer comme réunies. Le 20, le général en chef, avec cinq divisions, se porta sur la Nab; l'ennemi soutint un combat très-chaud sur les hauteurs de Volfering, mais il évacua dans la nuit.

Le 21 août, la position de l'armée de Sambre-et-Meuse était la suivante : le quartier général était à Amberg; cinq divisions, 40,000 hommes, bordaient la Nab, ayant devant elles l'armée de Wartensleben; sur la droite, à dix lieues, était détachée la division Bernadotte, 7,000 hommes, observant la route de Ratisbonne; Marceau, avec trois divisions, 30,000 hommes, bloquait Mayence, Ehrenbreitstein, et gardait le Main. La Nab est une petite rivière qui se jette dans le Danube à une lieue au-dessus de Ratisbonne. La ligne d'opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse était par Lauf, Nuremberg, Bamberg et Würzburg; elle n'avait aucune communication avec l'armée du Rhin, quoique les deux armées françaises fussent maîtresses de la rive gauche du Danube, et qu'elles fussent placées entre l'armée de l'archiduc et celle de Wartensleben; elle était à une marche des frontières de la Bohême.

Les combats d'Amberg et de Wolfering avaient été très-meurtriers. Le champ de bataille était resté aux Français; du reste, les pertes des deux armées avaient été à peu près égales; le nombre des prisonniers de part et d'autre n'avait pas dépassé 2 ou 300 hommes. C'étaient les seuls événements, et par eux-mêmes insignifiants, qui eussent eu lieu depuis le départ de Francfort.

VII. L'armée du Rhin avait passé le Neckar le 22 juillet, et suivait le prince Charles par les deux chaussées de Gmünd sur la gauche

et de Gœppingen sur la droite; ces deux chaussées, qui suivent, la première la vallée de la Rems, et la seconde la vallée de la Vils, traversent les montagnes de l'Alb, appelées *les Alpes wurtembergeoises*. Les mouvements de l'armée du Rhin furent lents; ce qui fit penser au prince Charles qu'elle n'était pas décidée à agir sérieusement au delà du Neckar, et lui fit prendre position sur le plateau de Weissenstein. Mais, le 23 juillet, Desaix, étant arrivé à Gmünd, poursuivit l'épée dans les reins l'arrière-garde ennemie, et engagea un combat à Aalen, où il fit 500 prisonniers. Le même jour, Saint-Cyr, qui débouchait par la chaussée de droite, arriva à Heidenheim sur la Brenz. Le 5 et le 8 août, des combats d'avant-garde eurent lieu avec des succès variés et la perte de quelques centaines d'hommes. Le contingent saxon abandonna l'armée autrichienne et retourna en Saxe.

Cependant le prince Charles, considérant que les armées françaises n'étaient séparées que par trois marches et allaient opérer leur jonction sur l'Altmühl, se décida à risquer une bataille pour s'y opposer. Son arrière-garde devint son avant-garde; il la poussa à Eglingen, où elle fut attaquée le 10 août par les Français, qui la culbutèrent et lui firent 3 ou 400 prisonniers. Mais, le 11, à la pointe du jour, toute l'armée autrichienne déboucha sur huit colonnes. L'armée française était en avant de Neresheim, où elle occupait un front de huit lieues; elle avait présents quarante-huit bataillons et soixante-six escadrons, 45,000 hommes. Duhesme, avec 6,000 hommes, formait la droite, appuyé à la Brenz, à deux lieues du Danube; Taponier était au centre, ayant neuf bataillons sur les hauteurs de Dunstelkingen, trois à Dischingen, un peu en arrière. Beaupuy formait la gauche en avant de Schweindorf. Delmas, avec 8,000 hommes, formait l'avant-garde; il était à Bopfingen. Les trois colonnes de gauche de l'archiduc débouchèrent, deux par Dischingen et Dillingen, et attaquèrent en front et en queue Duhesme, le séparèrent du centre et le jetèrent à une marche en arrière, dans le temps que la troisième, commandée par le général Frœhlich, passait le Danube à Ulm et prenait l'armée française par derrière. Le quartier général français, les parcs, les administrations, furent chassés de Heidenheim; ils se sauvèrent sur Aalen. Ainsi, dès le commencement de la bataille, l'armée française était tournée, coupée, avait perdu sa ligne d'opérations; le désordre était dans ses parcs et réserves. Ce résultat était quelque chose; mais les trois colonnes qui avaient été employées pour l'obtenir, se trouvant à trois lieues du champ de bataille, ne pouvaient prendre part à l'action. Les deux

colonnes de droite débouchèrent par la chaussée de Nœrdlingen, passèrent entre l'avant-garde et la gauche, et attaquèrent l'extrémité de la ligne de bataille, où commandait le général Gazan. Les trois colonnes du centre, qui formaient l'attaque principale dirigée par l'archiduc en personne, étaient fortes de dix-neuf bataillons et vingt-quatre escadrons; elles débouchèrent sur Aufhausen, culbutèrent les postes de Saint-Cyr, qui ne s'attendait pas à une attaque aussi brusque, et occupait encore les positions où il s'était trouvé la veille au soir en terminant le combat d'Eglingen. Il les rallia sur les hauteurs de Dunstelkingen; tous les efforts de l'archiduc furent vains pendant le reste de la journée pour forcer ces positions. De part et d'autre, la perte fut de 6 à 7,000 hommes. A la nuit, il reploya sa droite sur le chemin entre Nœrdlingen et Donauwœrth au camp de Mœttingen, et sa gauche à Dillingen sur le Danube; le centre coucha sur son champ de bataille. Une petite colonne française reprit Heidenheim et rétablit les communications de l'armée; ce qui décida Moreau à rester sur le champ de bataille pour ramasser ses blessés, préparer sa retraite, ou marcher en avant, suivant les renseignements ultérieurs qu'il recevrait. Il était vainqueur; l'armée de Sambre-et-Meuse avait déjà passé la Rednitz et paraissait se diriger par Amberg sur Ratisbonne; elle avait plusieurs marches sur le prince Charles, qui, n'ayant pas réussi, dans la journée du 11, à culbuter l'armée française et à la jeter dans les défilés des montagnes de l'Alb, n'avait plus un moment à perdre pour ne pas se trouver enveloppé. Il fit sa retraite dans la nuit, regardant la jonction des deux armées françaises comme faite, et renonçant à s'y opposer, puisqu'il leur abandonna la rive gauche du Danube, la Wœrnitz, l'Altmühl, et repassa le Danube et le Lech. La campagne paraissait perdue pour les Autrichiens.

Pendant ce temps le général Ferino, avec vingt-trois bataillons et dix-sept escadrons, le tiers de l'armée, après avoir traversé les montagnes de la Forêt-Noire, s'était emparé de Lindau et de Bregenz sur le lac de Constance, où il avait laissé sept bataillons et trois escadrons, sous les ordres du général Delaborde, pour observer les débouchés du Tyrol, et s'était avancé par Stockach, avec seize bataillons et quatorze escadrons, sur Memmingen. Le 13, le général Abbatucci, qui commandait son avant-garde, attaqua le corps de Condé à Mindelheim et en détruisit plusieurs régiments; après quoi il rejoignit l'armée du Rhin et forma sa droite sur le Lech.

VIII. Le général Moreau resta plusieurs jours sur son champ de

bataille de Neresheim ; il marcha enfin sur Donauwœrth, mais rétrograda sur Hœchstædt, sans même envoyer un parti de cavalerie sur l'Altmühl pour essayer d'opérer sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette hésitation, ces fausses manœuvres inspirèrent confiance à l'archiduc ; il vit qu'il pouvait encore, ce qu'il n'espérait plus, s'opposer à la réunion des deux armées. Il laissa derrière le Lech le général Latour avec trente bataillons, pour contenir et retarder les mouvements de l'armée du Rhin, et avec un détachement de 30,000 hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, il passa le Danube et se porta sur la chaussée de Nuremberg. Le 22 août, il attaqua le général Bernadotte dans sa position en avant de Neumarkt, le poursuivit dans Lauf et Nuremberg, le jeta sur Forchheim. Le général Wartensleben se mit sur-le-champ en mouvement, et repassa la Nab. L'armée de Sambre-et-Meuse se retira sur Amberg et Sulzbach ; mais, attaqué dans cette position, en front par Wartensleben, en flanc et sur ses derrières par un détachement de l'armée du prince Charles, son général ne jugea pas devoir risquer une affaire sérieuse. Sa retraite était devenue fort difficile ; il avait perdu sa ligne de communication, la chaussée de Lauf à Nuremberg ; il manœuvra à travers des montagnes et des chemins à peine praticables aux voitures ; son artillerie, ses charrois en furent fort désorganisés. Ces marches précipitées et sans ordre influèrent sur la discipline de l'armée, qui, le 26, arriva à Forchheim, la gauche à Ebermannstadt, où elle séjourna le 28. Son général médita plusieurs opérations offensives, que la rapidité de la marche du prince Charles, les démonstrations offensives qu'il faisait sur ses derrières, ne lui permirent pas d'exécuter, car déjà l'ennemi avait jeté une division sur Bamberg, avait porté l'alarme au quartier général, mis le désordre dans les parcs et dans les administrations, intercepté la route de Bamberg à Schweinfurt, où l'armée ne put arriver, le 31 août, qu'en faisant pendant trois jours des marches forcées et après s'être ouvert le chemin à la baïonnette. Elle séjourna dans cette ville ; elle en avait besoin.

Würzburg était occupé par le général Hotze, qui avec sa division bloquait la citadelle, où était enfermé le général Bollemont, commandant de l'artillerie, avec 8,000 hommes ; il était soutenu par la division Sztàray ; l'archiduc avec le reste de l'armée était à une marche en arrière. Jourdan profita de cette dissémination de l'armée ennemie, et résolut de s'ouvrir la route de Würzburg. Le 2 septembre avant midi, il se mit en marche ; il attaqua, le lendemain 3, le prince Charles. Kray et Wartensleben arrivèrent pendant la bataille ; ils lui opposèrent 40,000 hommes et 12,000 de cavalerie ; les Fran-

çais n'étaient que 30,000 : ils perdirent la bataille. Ils avaient laissé la division Lefebvre à Schweinfurt.

Jourdan fit sa retraite sur Arnstein et la Lahn, où il arriva le 10 septembre, ses troupes harassées de fatigue et fort démoralisées; il établit son quartier général à Wetzlar. Depuis le 22 août il avait eu à combattre les armées de Wartensleben et de l'archiduc, qui offraient 68,000 combattants; il n'en avait que 44,000. Arrivé sur la Lahn, il fit sa jonction avec Marceau et une division de 10,000 hommes, qui lui arriva de la Hollande; il se trouva alors supérieur à son ennemi.

En quinze jours il avait perdu toutes ses conquêtes en Allemagne, par le seul résultat des manœuvres de son ennemi et par celui de la perte de la bataille de Würzburg. Mais tout pouvait se réparer encore; tout portait à croire que le sort de la campagne devait changer et se terminer en notre faveur. Il conçut bien ce qu'il avait à faire, mais il manqua d'activité et de résolution. Il se laissa prévenir sur la Lahn et jeter au delà du Rhin. Le brave Marceau fut tué au combat d'Altenkirchen. Kleber et Colaud avaient été renvoyés de l'armée pour insubordination. Il dissémina l'armée; partie passa le Rhin; la division Lefebvre occupa le camp de Düsseldorf.

Peu après Jourdan quitta le commandement; mais, par une singularité difficile à expliquer, le Directoire le remplaça par Beurnonville, homme à peine capable de remuer un bataillon.

L'archiduc quitta les bords de la Lahn avec 12,000 hommes, pour se porter contre l'armée de Rhin-et-Moselle, qui était toujours en Bavière, laissant le général Werneck avec 50,000 hommes pour observer l'armée de Sambre-et-Meuse.

IX. Le 23 août, douze jours après la bataille de Neresheim, l'armée française de Rhin-et-Moselle passa enfin le Danube et se porta sur le Lech. Le général Desaix, formant la gauche, arriva vis-à-vis Rain à l'embouchure du Lech; le centre, sous les ordres de Saint-Cyr, était à Augsburg, et la droite, commandée par Ferino, était vis-à-vis de Landsberg. Le lieutenant général Latour, chargé de défendre le passage du Lech, avait placé trois bataillons dans Ingolstadt, une division de huit bataillons, vingt escadrons, vis-à-vis Rain, défendant le bas Lech, et s'était placé avec quinze bataillons sur les hauteurs de Friedberg, vis-à-vis Augsburg; le corps de Condé formait la gauche vis-à-vis Langsberg. Le 24, le général Ferino força le passage au gué de Haunstetten; Saint-Cyr passa au gué de Lechhausen en avant d'Augsburg, et Desaix au gué de Langweid.

Les ponts d'Augsburg furent sur-le-champ réparés, et, après une vive résistance, le général Latour fut chassé des belles positions de Friedberg : il laissa dix-sept pièces de canon et 1,500 prisonniers dans les mains du vainqueur.

Après le passage du Lech, la droite de l'armée française se porta sur Dachau, à trois lieues de Munich, ayant son avant-garde sous les murs de cette ville, le centre sur Pfaffenhofen, la gauche sur le Geisenfeld, avec un corps d'observation sur Ingolstadt. Le général autrichien porta son quartier général à Landshut sur l'Isar, où il réunit son principal corps d'armée; la division du général Nauendorf, 8,000 hommes, que l'archiduc avait détachée pour observer le Danube, après la bataille d'Amberg, occupait Abensberg et couvrait Ratisbonne; le corps de Condé occupait Munich. Il attendit dans cette position, plusieurs jours, le mouvement que ferait le général français; mais, voyant qu'il n'en faisait aucun, il soupçonna qu'il avait passé sur la rive gauche du Danube pour suivre le prince Charles. En conséquence, le 1er septembre, il se porta avec toute son armée en plusieurs colonnes sur Geisenfeld, attaqua la gauche française, et arriva jusqu'à la Paar, mais ne tarda pas à être repoussé et à apprendre par les prisonniers que l'armée n'avait pas bougé et était tout entière sur la rive droite du Danube; il rentra alors dans ses positions. Les pertes furent égales de part et d'autre dans ce combat; l'ennemi laissa un obusier au pouvoir des Français. Le 7 septembre, le général Moreau se décida, sans avoir aucun projet, à marcher en avant. Le 9, la gauche se porta à Neustadt, appuyée au Danube, vis-à-vis d'Abensberg, le centre sur Mainburg et la droite à Mosburg. Munich et Freysing étaient tombés au pouvoir des Français; mais l'ennemi était en position sur la rive gauche de l'Isar. Moreau éprouva peu d'obstacles dans ce mouvement; il y fit 5 ou 600 prisonniers.

L'ennemi s'attendait à ce qu'il se porterait sur Ratisbonne; mais le 8 et le 9 il ne bougea pas, et le 10 il battit en retraite pour reprendre ses positions et détacher le général Desaix, avec 12,000 hommes, à la recherche de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui alors était à plus de quatre-vingts lieues de lui. Desaix passa le Danube dans la nuit du 11 au 12, à Neuburg, et arriva le 12 à Eichstædt, poussa le 14 sur Heideck, à mi-chemin de Nuremberg. Là il apprit en détail tous les événements qui s'étaient passés depuis longtemps, et que déjà l'armée de Sambre-et-Meuse était repoussée sur le Rhin. Il rétrograda; le 16 il rejoignit l'armée sur le Danube. Cependant le général Latour, instruit du mouvement de Desaix, se porta en avant,

engagea sur tous les points des combats de peu d'importance; mais, ayant acquis des renseignements sur la faiblesse du détachement de Desaix et la supériorité sur lui des forces qui restaient sur la rive droite du Danube, il agit avec circonspection.

En abandonnant le Rhin, l'archiduc avait laissé dans les places de Mayence 15,000 hommes d'infanterie et 1,200 de cavalerie; d'Ehrenbreitstein 3,000 d'infanterie; de Manheim 8,800 d'infanterie, 300 de cavalerie; de Philippsburg 2,500 d'infanterie, 300 de cavalerie. Jourdan avait laissé les divisions Marceau, Poncet, Bonnard, 26,000 hommes, sur le Main pour bloquer Mayence et Ehrenbreitstein. Mais Moreau n'avait laissé contre Manheim et Philippsburg qu'une colonne mobile de 2,800 hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, sous les ordres du général de brigade Scherb, qu'il avait tirée de la garnison de Landau. L'archiduc, aussitôt après son arrivée sur la Lahn, ordonna au général Petrasch de tirer neuf bataillons de Manheim et de Philippsburg, d'attaquer le général Scherb et d'enlever les têtes de pont de Kehl et de Huningue. Le général Scherb était toujours à Bruchsal; prévenu à temps par des déserteurs, il battit en retraite le 13 septembre et se retira sur Kehl, qui n'était pas encore entièrement rétabli. Petrasch l'y suivit et l'attaqua, le 18, avec des forces quadruples; mais il échoua et perdit beaucoup de monde. Ce succès des Français fut dû en partie au zèle que témoigna la garde nationale de Strasbourg.

Moreau fut vivement alarmé d'un combat qui avait failli lui enlever sa retraite; il sentit la nécessité de s'approcher du Rhin et commença sa retraite. Il repassa le Lech le jour même que Jourdan repassait le Rhin; il prit position le 20 derrière la Schmutter, le 21 derrière la Mindel, le 22 derrière la Günz : il marchait sur trois colonnes. Ferino commandait la gauche, Saint-Cyr le centre, et Desaix la droite, en le prenant dans le sens de la retraite. Le général Frœhlich suivait Ferino; Latour suivait Saint-Cyr, et le général Nauendorf suivait la rive gauche du Danube, à la hauteur de Desaix. La place forte d'Ulm, qui n'avait aucune garnison, fut heureusement occupée par un détachement sous les ordres de Montrichard, vingt-quatre heures avant que le général Nauendorf pût y entrer. Le 24, l'armée française prit position sur l'Iller, appuyée à Ferino sur Memmingen et à Desaix dans Ulm. Les 25, 26 et 27, elle continua sa retraite. Desaix, suivant la rive gauche du Danube, se dirigeait sur Ehingen; six heures après qu'il eut abandonné Ulm, les Autrichiens y entrèrent. Le 27, l'armée arriva sur le Feder-See. Là, elle apprit que le général Petrasch occupait les débouchés des Montagnes Noires

et que les villes forestières étaient occupées par une nuée de paysans insurgés. Le 28, le général Latour attaqua sur tous les points et fut partout repoussé. Le général Nauendorf, qui jusque-là avait fait la droite de l'armée autrichienne, la quitta, se porta sur Tübingen et se joignit à Petrasch dans la position de Rothweil, s'assurant ainsi en force des vallées de la Kinzig et de la Rench, dans le temps que le prince Charles, avec un corps de 12,000 hommes, arrivait au village de Renchen, envoyant des coureurs sur la Kinzig près de Kehl. Le général Latour, ainsi affaibli, n'avait plus que 25,000 hommes; il se trouvait compromis; cependant il était campé à Schweinhausen, ne paraissant rien redouter. Le général Moreau sentit la nécessité de l'éloigner pour pouvoir forcer les gorges; le 2 octobre, il l'attaqua avec vigueur à Biberach : quelque résistance que voulussent opposer les Autrichiens, ils furent accablés par le nombre et mis dans la plus complète déroute, laissant deux drapeaux, plusieurs pièces de canon et 4 ou 5,000 prisonniers dans les mains du vainqueur.

X. Après cette bataille, l'armée française continua sa retraite. Les bagages, les embarras, les blessés, furent dirigés par les villes forestières sur Huningue, avec une escorte suffisante pour assurer le passage; la droite attaqua les gorges et s'empara des villages de Rothweil et Villingen, le 10 octobre; par une contre-marche elle se porta sur les gorges du Val-d'Enfer. Saint-Cyr arriva le 12 à Freyburg dans la vallée du Rhin. L'armée employa les 13, 14 et 15 à passer cet affreux défilé; elle prit position derrière la petite rivière d'Elz, couvrant Freyburg.

Cependant le prince Charles était arrivé à Ettenheim, où il fut successivement rejoint, le 15 octobre par Petrasch, le 18 par Nauendorf, le 20 par Latour. Les corps de Condé et de Frœhlich suivaient l'armée française en queue dans les gorges du Val-d'Enfer et sur les villes forestières. Ainsi les Français étaient réunis dès le 15, en communication avec la France par les ponts de Vieux-Brisach et de Huningue; le moral et le matériel étaient améliorés; et cependant ils restèrent oisifs. Le 18, l'ennemi marcha à eux, avec 36,000 hommes, sa droite appuyée au Rhin, commandée par Petrasch, son centre commandé par Wartensleben et sa gauche par Latour; on se battit avec vigueur, avec des pertes et des succès égaux. Frœhlich et le corps de Condé étant entrés dans Waldkirch par la vallée de la Forêt-Noire, le général en chef jugea devoir se rapprocher de Freyburg, refusant sa droite, mais couvrant toujours cette ville et Neuf-

Brisach. Le 21, Desaix passa le Rhin à Neuf-Brisach, descendit par la rive gauche sur Strasbourg. L'armée évacua Freyburg, prit position, la droite appuyée à Kandern, la gauche au Rhin, à Schliengen. Elle y fut attaquée le 23; affaiblie du corps de Desaix, elle se trouvait fort inférieure en nombre, mais occupant une belle position; elle défendit son terrain, et le 26 octobre repassa le Rhin sur le pont de Huningue avec un peu de désordre. Ferino resta sur le haut Rhin; le reste de l'armée se porta sur Strasbourg.

Ainsi, après avoir nourri la guerre quatre mois dans l'Allemagne, désarmé et détaché de la cause de l'Empereur le margrave de Bade, le duc de Wurtemberg et l'électeur de Bavière, et leur avoir accordé des armistices et imposé des contributions qu'elle n'eut pas le temps de recevoir, avoir remporté plusieurs victoires sans avoir éprouvé de défaite importante, l'armée française repassa le Rhin. Il ne lui restait plus sur la rive droite que la place de Düsseldorf, la tête de pont de Kehl et celle de Huningue.

XI. Düsseldorf, étant fort au nord, ne fixa pas l'attention des Autrichiens; mais la place de Kehl et la tête de pont de Huningue permettaient à une partie de l'armée d'hiverner sur la rive gauche et d'inquiéter l'Allemagne : ils résolurent de s'emparer de ces deux places. Le 28 octobre, 40,000 hommes les investirent et élevèrent des lignes de contrevallation devant Kehl; elles étaient formées par quinze redoutes appuyées, la droite et la gauche, au Rhin, liées ensemble par des retranchements ayant à peu près 3,500 toises de développement, et investissant complétement, sur la rive droite, tout le système de fortifications de Kehl. De leur côté, les Français travaillèrent avec la même activité à palissader et armer le fort et les ouvrages à cornes du haut et du bas Rhin, à garnir de batteries toute la rive gauche, et s'établirent solidement dans toutes les îles, spécialement dans celles d'Erlen-Rhein et Touffue[1]. En avant de cette dernière, à 1,500 toises de Kehl, ils construisirent un bonnet-de-prêtre en forme de tête de pont. La distance de ce bonnet-de-prêtre à la Kinzig était de 1,000 toises. Perpendiculairement au Rhin, ils établirent un camp retranché de 1,000 toises de développement et une tête de pont à l'île d'Erlen-Rhein. De Kehl à l'embouchure de la Kinzig, en descendant le Rhin, il y avait 500 toises. Ces ouvrages étaient gardés par seize bataillons, qui se relevaient toutes les vingt-quatre heures. Malgré ces préparatifs formidables de

[1] Dans les relations du siége de Kehl, elle est désignée sous le nom d'Ile des Bois (*Busch-Insel*); elle n'existe plus aujourd'hui.

défense, le prince Charles persista à assiéger une place qu'il ne pouvait bloquer que sur une rive, qu'il ne pouvait pas séparer de Strasbourg et de toute la France. Le 21 novembre, il ouvrit la tranchée sur les ouvrages de la Kinzig. Le 22 novembre à la pointe du jour, Desaix sortit du camp retranché de Kehl, à la tête de 16,000 hommes d'infanterie et de 3,000 hommes de cavalerie; il força les lignes de contrevallation, s'empara du village de Suntheim, situé à une lieue du Rhin et derrière le camp de l'ennemi. Mais il avait des forces trop peu considérables; il fut obligé de rentrer dans ses ouvrages après avoir défait plusieurs redoutes de la ligne de contrevallation, encloué quinze pièces de canon, en avoir pris six et fait 1,500 prisonniers. Le 28 novembre l'ennemi démasqua à la fois toutes ses batteries. Le cheminement sur les ouvrages de la Kinzig n'avait été qu'une fausse attaque; la principale se dirigeait sur le bonnet-de-prêtre, en avant de l'île Touffue, et contre l'île d'Erlen-Rhein. Le projet de l'ennemi était de détruire les ponts du Rhin. Le 6 décembre il s'empara de l'île Touffue et du bonnet-de-prêtre. Le 9 décembre il s'empara de tout le dehors des retranchements, se logea dans l'ancienne église de Kehl. Le 18 il s'empara de la droite des retranchements français et de la redoute des Trous-de-loup. Le 3 janvier il s'empara de toute l'île d'Erlen-Rhein. Le 6 il attaqua la corne du haut du Rhin, détruisit les ponts, et le 10 janvier il entra dans Kehl, par capitulation. Les Français évacuèrent ce fort, et emportèrent tout sur la rive de Strasbourg. Les pertes de part et d'autre furent très-considérables, la consommation des munitions immense. L'artillerie française était supérieure par le grand nombre de batteries qu'elle avait construites sur la rive gauche. Les frimas de novembre, décembre et janvier firent beaucoup souffrir les deux armées.

Pendant ce temps, le prince de Fürstenberg était resté vis-à-vis Huningue avec treize bataillons. La droite de l'armée du Rhin, sous les ordres de Ferino, était restée dans cette place. Le général Abbatucci commandait dans la tête de pont; et, à mesure que l'ennemi faisait des préparatifs et annonçait la volonté d'assiéger la tête de pont, ce jeune officier n'oubliait rien de ce qu'il fallait faire pour se préparer à la plus vigoureuse défense. Les batteries de l'ennemi furent prêtes le 25 novembre; il canonna vivement la tête de pont; le 29 le pont fut rompu. Le 30 novembre les Autrichiens donnèrent l'assaut avec 6,000 hommes. Le combat fut vif et opiniâtre. L'ennemi fut repoussé, laissant le tiers de son monde sur le champ de bataille ou prisonnier. Le jeune Abbatucci, général de vingt-quatre ans, de la plus belle espérance, sortit à la tête de la garnison pour chasser les

Autrichiens d'une lunette où ils voulaient se loger; il réussit, mais il tomba blessé à mort. Le résultat de cet assaut fit suspendre le siége. Mais le 19 janvier 1797, après la prise de Kehl, l'ennemi rouvrit la tranchée, et le 19 février la garnison capitula et repassa le Rhin.

Le succès de ces deux opérations permit au prince Charles de prendre ses quartiers d'hiver le long de la rive gauche, dans le Brisgau et le pays de Bade, et de détacher de puissants renforts pour l'armée qui se réunissait derrière la Piave, et dont il prit le commandement en février. Elle était destinée à venger Beaulieu, Wurmser, Alvinzi, et à reconquérir Mantoue, la Lombardie et l'Italie.

XII. — *Première observation : sur le plan de la campagne.* — La mauvaise issue de cette campagne doit être attribuée au plan d'opérations adopté par le gouvernement. Le but de cette invasion en Allemagne était : 1° faire une diversion qui empêchât le cabinet de Vienne de tirer de nouveaux détachements de ses armées du Rhin pour en renforcer son armée d'Italie; 2° détacher les princes du Corps germanique de l'Empereur, soumettre les princes de Bade, de Wurtemberg et de Bavière, accroître la confédération de la neutralité prussienne, de la Saxe et des princes du Nord qui n'y avaient pas encore adhéré; 3° nourrir la guerre en Allemagne, en tirer des contributions et des chevaux, afin de réorganiser l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, et employer les ressources de la République à créer une armée de réserve; 4° s'emparer des forteresses d'Ehrenbreitstein, de Mayence, de Manheim et de Philippsburg, pour assurer les frontières du Rhin, et rendre disponibles, pour la fin de la campagne et pour la suivante, les troupes des blocus de ces places; 5° assurer les quartiers d'hiver des armées françaises en Allemagne et leurs positions, en s'emparant d'Ingolstadt et d'Ulm, afin de pouvoir, après la prise de Mantoue et au printemps de 1797, attaquer de concert, du côté de l'Italie et de l'Allemagne, les États héréditaires.

Pour cela, il y avait deux choses à faire : 1° bloquer strictement les places d'Ehrenbreitstein et de Philippsburg, assiéger Mayence et Manheim; 2° couvrir les siéges et blocus par une forte armée, qui portât la guerre au milieu de l'Allemagne et menaçât les États héréditaires. Cette forte armée aurait dû être de quatre corps, chacun de trois divisions d'infanterie, plusieurs brigades de chasseurs et hussards et une réserve de grosse cavalerie, formant 140 à 150,000 hommes.

L'armée d'observation sur le Rhin devait être forte de trois corps,

de sept divisions d'infanterie, plusieurs brigades de cavalerie, en tout 60,000 hommes; gardant avec son premier corps, fort de deux divisions, la Hollande, Düsseldorf, et bloquant Ehrenbreitstein; avec son deuxième corps, fort de trois divisions, elle devait assiéger Mayence; avec son troisième corps, de deux divisions, bloquer Philippsburg et Manheim, garder Kehl et la tête de pont de Huningue; total général des deux armées, 200 à 210,000 hommes.

Ces troupes existaient : les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, au commencement de la campagne, étaient de 160,000 hommes; l'armée de Hollande, 30,000; on pouvait tirer 20,000 hommes de la Vendée et de l'intérieur de la France, où ils n'étaient pas nécessaires; total, 210,000 hommes.

La tranchée devant Mayence devait être ouverte le lendemain du jour où la place aurait été bloquée. Juin, juillet, août, septembre, étaient suffisants pour prendre cette place, et il était même possible qu'avec le même équipage de siége on eût encore le temps de prendre Manheim. Les places d'Ehrenbreitstein et Philippsburg n'auraient pu résister à neuf mois de blocus et auraient capitulé pendant l'hiver. La réunion de la grande armée aurait dû se faire sous les murs de Strasbourg, par la rive gauche du Rhin, dans le courant de février, mars et avril, par des mouvements masqués. On pouvait concevoir de grandes espérances d'une armée aussi considérable, qui eût passé le Rhin à l'improviste et se fût portée dans toutes les directions avec rapidité, écrasant les troupes dispersées pour la défense du fleuve : les armées ennemies eussent abandonné le Rhin et se fussent concentrées sur le Danube. L'armée française eût occupé Ulm; de ce point, comme centre d'opérations, elle aurait manœuvré dans le Wurtemberg sur la Wœrnitz, le Lech et dans la Bavière, n'ayant qu'une ligne d'opérations sur Kehl, Neuf-Brisach ou Huningue; elle aurait tout écrasé par sa masse; elle aurait pris ses quartiers d'hiver sur les frontières de la monarchie autrichienne, après avoir soumis et désarmé les princes du Corps germanique.

Le plan de campagne adopté à Paris fut conçu dans un esprit opposé : 1° les places ne furent ni bloquées ni assiégées, mais seulement observées de loin; 2° deux armées, sous les ordres de deux généraux indépendants l'un de l'autre, entrèrent en Allemagne par deux lignes d'opérations directement opposées; elles marchèrent au hasard, sans concert, sans communication; elles furent repoussées sans avoir été battues en bataille rangée. Cela provenait des faux principes militaires qui prévalaient alors. On avait observé que, dans la campagne de 1794, où les ennemis étaient maîtres des places de

Condé, Valenciennes, Landrecies et le Quesnoy, les Français avaient échoué dans diverses attaques directes sur le centre, et avaient réussi lorsqu'ils divisèrent leur armée en armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, en dirigeant l'une, celle de Pichegru, sur la droite de l'ennemi par Menin le long de la mer, et l'autre, celle de Jourdan, sur sa gauche par la Sambre. Le résultat du plan d'opérations avait été la conquête de ces places et de la Belgique; l'ennemi avait été rejeté au delà de la Roer et du Rhin; peu après les places de Flandre avaient successivement capitulé.

Mais les principes qu'on se fit sur ces observations sont faux. Les succès de cette campagne, bien loin de devoir être attribués au plan de campagne, ont au contraire eu lieu malgré le vice de ce plan et par la seule cause de la grande supériorité des troupes que la République avait sur cette frontière; de sorte que, quoique divisées en deux armées séparées, chacune des armées de la République était presque aussi forte que l'armée autrichienne. A la bataille de Fleurus, le général Clerfayt avait une armée aussi forte que celle de Jourdan; mais celle de Jourdan n'était qu'une portion des troupes que la France avait au nord, et Clerfayt avait réuni la plus grande partie de ses forces. S'il eût donné la bataille à fond et qu'il eût été vainqueur, il eût, après, battu Pichegru, et, malgré le grand nombre des bataillons français et par l'effet du vice du plan, les Français eussent été confondus. Si, au lieu d'avoir deux armées, l'une sur la droite et l'autre sur la gauche, toute l'armée française se fût trouvée réunie sur la Sambre, sur les champs de Fleurus, en laissant un corps d'observation sur Dunkerque, l'armée de Jourdan, double de celle de Clerfayt, n'aurait éprouvé aucune résistance, serait débordée comme un torrent sur la gauche de l'ennemi, et lui eût coupé sa retraite du Rhin : elle aurait eu un succès certain et décisif. Mais les inconvénients résultant de tels principes militaires devenaient bien plus dangereux dans une guerre d'invasion en pays étranger. Les deux armées françaises du Nord avaient, en 1794, leurs flancs appuyés, l'un aux places de Charlemont, de Givet, de Philippeville, l'autre à la place de Dunkerque et à la mer; leurs autres ailes étaient toujours appuyées à des places ou à une partie du territoire français. La communication entre les deux armées était gênée par la position centrale de l'ennemi, mais elle avait lieu un peu plus en arrière. Dans la campagne de 1796, la gauche, la droite et les derrières des deux armées étaient également en l'air; en Flandre, toutes les vingt-quatre heures, les deux armées étaient raccordées par des ordres de Paris. En 1796, aucune direction centrale n'était plus

possible, et tout devait partir d'un seul général en chef; or il y en avait deux. Il est donc vrai de dire qu'en 1794 les faux principes du plan de campagne empêchèrent les Français d'avoir des succès décisifs, mais qu'en 1796 ils furent cause de la perte et des désastres de ces armées.

La République voulait la paix et la frontière du Rhin pour limite. On n'avait pas droit d'exiger cette frontière tant que l'ennemi occupait Mayence. Il fallait assiéger Mayence, siége d'autant moins dangereux que cette place est sur la rive gauche.

Une armée qui marche à la conquête d'un pays a ses deux ailes appuyées à des pays neutres ou à de grands obstacles naturels, soit à de grands fleuves, soit à des chaînes de montagnes, ou elle n'en a qu'une, ou point du tout : dans le premier cas, elle n'a plus qu'à veiller à ne pas être percée sur son front; dans le second cas, elle doit s'appuyer à l'aile soutenue ; dans le troisième cas, elle doit tenir ses divers corps bien appuyés sur son centre et ne jamais se séparer ; car, si c'est une difficulté à vaincre que d'avoir deux flancs en l'air, cet inconvénient double si on en a quatre, triple si on en a six, quadruple si l'on en a huit, c'est-à-dire si on se divise en deux, trois ou quatre corps différents. La ligne d'opérations d'une armée, dans le premier cas, peut appuyer indifféremment du côté de la gauche et de la droite; dans le second, elle doit appuyer à l'aile soutenue ; dans le troisième, elle doit être perpendiculaire sur le milieu de la ligne de marche de l'armée. Dans tous les cas, il faut, toutes les cinq ou six marches, avoir une place forte ou une position retranchée sur la ligne d'opérations, pour y réunir des magasins de bouche et de guerre, y organiser les convois et en faire un centre de mouvement, un point de repère qui raccourcisse la ligne d'opérations.

Ulm est le premier pivot naturel de l'invasion en Allemagne; cette place, assise sur le Danube, donne à celui qui l'occupe des facilités pour manœuvrer sur les deux rives. C'est un point unique pour contenir de grands dépôts sur la plus grande rivière de l'Europe, rivière qui baigne les murs d'Ingolstadt, de Ratisbonne, de Passau, de Vienne. Du côté de la France, cette place est au débouché des Montagnes Noires.

Deuxième observation : sur les manœuvres du général Jourdan. — 1° Au début de la campagne, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse a manœuvré à la fois sur les deux rives du Rhin, sa gauche séparée par ce fleuve de son centre et de sa droite. Si à Altenkirchen, le 7 juin, Kleber eût été attaqué par 30,000 hommes, au lieu de

l'être par 15,000 hommes, il aurait été compromis. Au 1er juin toute l'armée eût dû être réunie à Düsseldorf et marcher sur la Sieg, la Lahn, le Main, prendre là une bonne position sur les hauteurs, s'y retrancher, y attendre que l'armée du Rhin eût passé sur la rive droite du Rhin.

2° Dans les premiers jours de juillet, l'armée de Sambre-et-Meuse se reporta en avant. Le passage du fleuve, effectué par l'armée du Rhin à Kehl, avait obligé l'archiduc à se porter sur le haut Rhin ; il n'avait laissé à Wartensleben que 36,000 hommes : ils devaient être écrasés. Mais le principe de ce temps-là était de marcher sur tous les chemins comme pour une battue. L'arrière-garde ennemie n'étant suivie que par des forces égales, n'étant pas en même temps tournée par sa droite, par sa gauche, percée par son centre, elle n'était jamais compromise ; elle faisait autant de mal qu'elle en recevait.

3° Du Main, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse se porta sur Schweinfurt et Bamberg, sa gauche appuyée aux montagnes de la Saxe, qui venait d'adhérer à la neutralité prussienne, et dont en conséquence le contingent avait quitté l'armée autrichienne, et la droite en l'air. Par cette direction, il augmentait l'intervalle qui le séparait de l'armée du Rhin, puisqu'il s'éloignait du Danube, tandis que celle-ci passait sur la rive droite de ce fleuve. Les deux armées agissaient en sens inverse de ce qu'elles auraient dû faire ; l'une appuyait sur sa gauche, l'autre sur sa droite, tandis que la première eût dû appuyer sur sa droite, et la seconde sur sa gauche, afin de se réunir dans une masse compacte.

4° L'armée de Sambre-et-Meuse passa la Regnitz à Bamberg le 8 août, marcha sur Nuremberg et Lauf, et de là, faisant un crochet à gauche, se porta sur la Nab par Sulzbach et Amberg, prêtant ainsi, pendant trente lieues, le flanc droit aux débouchés de la Bohême et le flanc gauche aux débouchés du Danube, dont l'ennemi était maître, puisqu'il occupait encore la Bavière, la rive droite du Lech et la rive gauche de la Wœrnitz ; elle était donc en colonne sur l'épaisseur d'un ruban pendant trente lieues de longueur, environnée de tous côtés d'ennemis. Ainsi, si la marche de cinquante lieues, de Francfort à Bamberg, était contraire au but que l'on devait se proposer, la réunion des deux armées, la marche de Bamberg à Amberg était téméraire et compromettait évidemment le salut de l'armée. Cette partie de la Bavière sur la rive droite de la Regnitz est un pays de défilés, formés par les premiers mamelons des montagnes de la Bohême, pays ingrat, difficile, et n'ayant pour communiquer que la

chaussée de Nuremberg à Amberg. Pour couvrir sa retraite, Jourdan envoya la division Bernadotte à Neumarkt, à dix lieues de lui, menacer Ratisbonne. L'armée de Sambre-et-Meuse, de Francfort, devait suivre la rive gauche du Main, se porter sur Mergentheim, assurer son flanc droit en se réunissant à la gauche de l'armée du Rhin, et, pirouettant alors sur sa droite, porter sa gauche sur Ratisbonne. Arrivée à Würzburg, elle était encore à temps de prendre sa ligne droite sur Nuremberg sans passer par Bamberg. Arrivée à Nuremberg, son général devait prendre par la route de Neumarkt et s'approcher de Ratisbonne; dans tous les cas, il se serait ménagé de manière à faire sa retraite, si elle devenait nécessaire, sur la gauche de l'armée du Rhin, en remontant la Regnitz et jamais en la descendant.

5° Le général de l'armée de Sambre-et-Meuse apprit en même temps que le prince Charles marchait sur lui, qu'il avait battu Bernadotte, qu'il était maître de Lauf et de Nuremberg, et que toutes les communications de son armée étaient coupées : c'est que sa ligne d'opérations était mauvaise et qu'il manœuvrait contre toutes les règles de la guerre.

6° Mais, Bernadotte battu, que pouvait faire le général en chef dans la fausse position où il était? Il devait forcer le passage de la Nab avant l'arrivée de l'archiduc sur Amberg et se porter sur Ratisbonne, dont il n'était éloigné que de . . . lieues, et y opérer sa jonction avec l'armée du Rhin. Le premier mouvement de vigueur eût obligé le prince Charles à se concentrer, à rappeler tous ses détachements, ce qui eût éclairci et dissipé cet orage imaginaire qui a toujours été en augmentant, parce que le général français y a constamment cédé. Les Autrichiens sont très-habiles à répandre de faux bruits, à créer une fausse opinion parmi les habitants; ce sont de grands maîtres pour semer l'alarme sur les derrières d'une armée; mais, si vous tirez du fourreau l'épée de Renaud, l'enchantement se dissipe aussitôt.

7° — 1° A la bataille de Würzburg, Jourdan laissa mal à propos le quart de ses forces à Schweinfurt; la division Lefebvre de plus lui eût pu donner la victoire. 2° S'il fût parti de cette ville à deux heures du matin, le 2 septembre, il serait arrivé sur le champ de bataille à dix heures; s'il eût attaqué tête baissée, il aurait écrasé les vingt bataillons de Hotze et de Sztàray, se fût emparé de Würzburg, et eût pu s'y faire joindre par Marceau. L'archiduc avait maladroitement disséminé ses forces; il ne put les réunir que fort tard dans la journée du 3; mais, arrivé dès midi, le 2, Jourdan donna

dix-huit heures à l'archiduc pour rallier son armée; le 3, à neuf heures du matin, il avait en ligne 45,000 hommes. 3° Jourdan occupa un champ de bataille triple de ce qu'il fallait; il se trouva obligé de se placer sur une seule ligne : quelque intrépides que fussent ses troupes, elles devaient être rompues.

8° — 1° La Lahn, de Coblenz à Giessen, a vingt-quatre lieues de cours; elle est à trente lieues de Düsseldorf. Si Jourdan eût réuni toutes ses divisions sur son extrême gauche à Wetzlar, il eût battu et rejeté son ennemi sur le Rhin, peu après sur le Danube; la supériorité de ses forces était grande après la jonction du corps de Marceau et de la division de Hollande. Il annonça cette résolution, mais il perdit à la projeter le temps qu'il eût dû employer à l'exécuter. Son armée formait le cordon le long de la Lahn; il fut percé sur Limburg par la retraite du corps de Marceau; il reploya alors, en toute hâte, ses colonnes sur Altenkirchen. 2° Là, il était encore temps de reprendre l'offensive, de tout réparer : il manqua de résolution. 3° Lorsqu'il ordonna la retraite, il devait au moins la faire, toute son armée réunie, jusqu'au camp retranché de Düsseldorf, si cela était nécessaire; tant qu'elle serait en masse sur la rive droite du Rhin, l'archiduc ne pourrait pas se dégarnir, puisqu'il aurait toujours à redouter le mouvement offensif d'une armée aussi importante; mais tout fut perdu lorsque d'Altenkirchen il disloqua son armée, que la gauche seule continua son mouvement sur Düsseldorf, et que le reste repassa le Rhin; comme si la rive gauche et le Hundsrück avaient quelque chose à craindre! C'était contre l'armée de Rhin-et-Moselle, qui était encore au cœur de l'Allemagne, que voulait aller l'archiduc. Alors seulement l'armée de Rhin-et-Moselle fut abandonnée.

9° La conduite de l'armée de Sambre-et-Meuse, renforcée des troupes de Hollande, pendant octobre, novembre, décembre et janvier, est inexplicable; mais elle était commandée par un général si ridicule (Bournonville), que rien ne doit étonner. Cependant Hoche faisait peu de chose sur les côtes, et Kleber ne faisait rien à Chaillot; il était disgracié. C'était le cas d'oublier ses torts, s'il en avait, et de requérir ses talents et son patriotisme. Si l'on eût donné alors l'armée de Sambre-et-Meuse à Hoche, il eût encore sauvé la campagne.

Le général Jourdan était très-brave un jour de combat, en face de l'ennemi et au milieu du feu, mais il n'avait pas le courage de tête au milieu du calme de la nuit, à deux heures du matin. Il ne manquait pas de pénétration, de facultés intellectuelles, mais il était sans résolution et imbu des plus faux principes de guerre.

Troisième observation : sur les manœuvres du général Moreau. — 1° Le passage du Rhin a eu lieu le 24 juin : il aurait dû être fait du 1er au 4 de ce mois, en même temps que l'armée de Sambre-et-Meuse se mettait en mouvement. Le 24 juin, le jour du passage, les premières troupes arrivèrent sur la rive droite à trois heures du matin : le pont aurait dû être achevé à midi, et l'armée entière être passée et rangée sur la rive droite avant la pointe du jour du 25. Le pont ne fut fait que le 25 à midi ; c'était vingt-quatre heures trop tard. Les opérations comme le passage d'une rivière de la nature du Rhin sont si délicates, que les troupes ne doivent pas rester exposées si longtemps sans communications.

2° Le 26, l'armée du Rhin n'avait que 40,000 hommes sur la rive droite ; Saint-Cyr, avec 20,000 hommes, resta dans le Palatinat sur la rive gauche, et Delaborde, avec 10,000 hommes, resta sur le haut Rhin. Les trois corps et la réserve, formant toute l'armée, forte de 70,000 hommes, devaient, le 26, à midi au plus tard, se trouver sur la rive droite en marche pour surprendre et écraser les divisions ennemies disséminées le long du fleuve. Le 27 juin l'armée devait entrer à Rastadt, le 30 à Pforzheim, ayant isolé Philippsburg, Manheim, et coupé l'ennemi du Neckar, sur lequel elle devait être du 1er au 4 juillet : son général eût gagné quinze jours, se fût épargné plusieurs combats insignifiants, et eût à leur place remporté plusieurs victoires éclatantes qui eussent encore affaibli son adversaire, alors si inférieur à lui, et avant que le prince Charles pût opérer son retour des bords de la Lahn. Les indécisions du général français donnent le temps au général ennemi de réunir son armée le 9 juillet à Ettlingen, à trois marches de Kehl, treize jours après le passage du Rhin. Que pouvait craindre le général français pour le territoire de la République, lorsqu'il prenait l'offensive avec 70,000 hommes ?

3° Après le passage du Rhin, avant d'avoir fait sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse, ce général détache sa droite, laissant près du tiers de son armée, 20,000 hommes, sous Ferino, qui remonte la rive du Rhin, traverse les Montagnes Noires, et se porte sur le lac de Constance, dans le temps que le centre et la gauche se portent sur le Neckar ; l'armée se trouvant ainsi coupée en deux parties, séparées par les Alpes wurtembergeoises, les montagnes de la Forêt-Noire et le Danube, tandis qu'au contraire le général Sztàray, qui était opposé à Ferino, après avoir disputé les débouchés des Montagnes Noires, se centralise sur le Neckar, rejoint la gauche du prince Charles. Les deux tiers de l'armée du Rhin arrivent sur le Neckar, forts de 50,000 hommes ; ils avaient devant eux la majorité

des troupes ennemies. Jourdan sur le Main, et Ferino sur le lac de Constance, n'avaient en tête que des forces très-inférieures. Ainsi, dans cette marche, les Français formaient trois corps séparés, n'ayant rien de commun, ayant trois lignes d'opérations et six flancs, dont cinq en l'air. Puisque les flancs sont la partie faible, il les faut appuyer, et, lorsqu'on ne le peut pas, en avoir le moins possible.

4° La marche de l'armée du Rhin par Stuttgart, à travers les Alpes wurtembergeoises, est conforme à l'esprit de cette guerre; mais son général devait faire occuper Ulm, place si importante, qu'il est impossible sans sa possession d'organiser la guerre dans le bassin du Danube, qui s'étend des montagnes du Tyrol et de la Suisse à celles de la Thuringe et de la Saxe. Il devait appuyer sa droite au Danube; alors, arrivé à Neresheim, il ne se fût pas trouvé en l'air. Mais, quoique tourné, à la bataille de Neresheim, par sa droite, par sa gauche, n'ayant aucun appui central, il soutint l'honneur des armes; il y montra du sang-froid et de la constance.

5° Après la bataille de Neresheim, il eût dû se porter à tire-d'aile sur la Wœrnitz et l'Altmühl, se joindre à Jourdan, placer son quartier général à Ratisbonne, fortifier ce point, le plus important pour lui après celui d'Ulm, et manœuvrer sur les deux rives : la jonction des deux armées eût pu s'opérer dans la journée du 15 au 16 août; le succès de la campagne eût été décidé. Au lieu de cela, il fit ce que pouvait désirer son ennemi : il resta douze jours sans rien faire dans le moment décisif de la campagne, se résolut enfin à passer le Danube et le Lech; après quoi il resta de nouveau seize jours inactif. On eût dit qu'il ignorait qu'une armée française existait sur sa gauche. Ce ne fut que le 10 septembre, un mois après la bataille de Neresheim, et lorsque l'armée de Sambre-et-Meuse était déjà sur la Lahn, à quatre-vingts lieues de lui, qu'il se résolut à détacher la division Desaix sur la rive gauche du Danube pour avoir des nouvelles de Jourdan.

Le 19 septembre il commença sa retraite et repassa le Lech : alors l'armée de Sambre-et-Meuse était hors de combat sur la rive gauche du Rhin, et il avait contre lui toutes les forces de l'ennemi. Il resta ainsi trente-deux jours en présence du général Latour, qui avait des forces moitié des siennes, sans l'entamer, lui livrer bataille et l'écraser; il ne lui fit au contraire éprouver aucun mal.

La seule affaire importante de cette campagne est la bataille de Biberach, due à la nécessité dans laquelle se trouvait l'armée d'assurer sa retraite, bataille qui aurait eu des résultats plus importants, si le lendemain on avait continué à agir, en poursuivant le général

Latour avec une partie de l'armée, pendant que le reste manœuvrait pour rouvrir les débouchés des Montagnes Noires.

C'est dans cette retraite qu'on sentit l'importance d'Ulm, cette clef du Danube.

6° Arrivé le 14 octobre à Freyburg et Vieux-Brisach, il y avait deux partis à prendre : repasser le Rhin le même jour et donner du repos à l'armée pour se raccorder avec l'armée de Sambre-et-Meuse, ou marcher de suite contre le prince Charles pour profiter du moment où il n'était pas en force, le jeter au delà de la Rench et de la Murg, empêcher sa jonction avec Latour; il se fût maintenu dans le pays de Bade et le Brisgau. Au lieu de cela, il resta en position sur Freyburg, laissant le prince Charles rallier tous ses détachements; et, ce qui est plus extraordinaire encore, après avoir détaché le tiers de son armée sous le général Desaix sur la rive gauche du Rhin, il persista encore dans la même irrésolution, exposant les deux autres tiers à une destruction totale. Cette faute fut importante; l'armée rentra en France en désordre et dans l'attitude d'une armée vaincue et forcée, attitude qu'elle n'avait pas avant le 20, fière des succès de Biberach, et qu'elle n'eût pas eue si elle fût rentrée plus tôt.

7° Une circonstance particulière de cette campagne est que les généraux français, malgré leurs fautes, n'éprouvèrent aucune perte sensible et furent toujours en mesure de tout réparer. Moreau, après la bataille de Biberach, était encore maître du destin de la campagne. Il suffisait pour cela qu'il marchât sur Rothweil, écrasât Petrasch et Nauendorf, qui, réunis, n'avaient pas 15,000 hommes; après quoi se porter contre l'archiduc, qui était à l'embouchure de la Rench avec moins de 9,000 hommes.

Le 15 octobre même, lorsqu'il fut arrivé dans la vallée du Rhin, il pouvait encore tout réparer. En remontant rapidement sur Kehl, il eût chassé l'archiduc de la Rench, et eût empêché sa jonction avec les corps de Nauendorf et de Latour; en communication avec l'armée de Sambre-et-Meuse, il l'eût infailliblement décidée à remarcher en avant.

Enfin il pouvait encore tout réparer même pendant le siége de ses têtes de pont. S'il eût débouché par le camp retranché de Kehl avec 50,000 hommes, il eût écrasé l'armée de siége du général Latour, qui était au plus de 35,000 hommes, et il eût pu prendre encore ses quartiers d'hiver sur le Danube.

Quatrième observation : sur les manœuvres du prince Charles. — 1° Les armées françaises et autrichiennes étaient égales en nombre;

mais l'archiduc avait 20,000 hommes de cavalerie de plus que son ennemi. Cet avantage eût été décisif chez une autre nation; mais les Allemands ne savent pas se servir de leur cavalerie; ils craignent de la compromettre, ils l'estiment au delà de ce qu'elle vaut réellement; ils la ménagent trop.

L'artillerie à cheval est le complément de l'arme de la cavalerie. Vingt mille chevaux et cent vingt bouches à feu d'artillerie légère équivalent à 60,000 hommes d'infanterie ayant cent vingt bouches à feu. Dans les pays de grandes plaines, comme ceux de l'Égypte, les déserts de la Pologne, etc., il serait difficile d'assigner qui finirait par avoir la supériorité. 2,000 hommes de cavalerie avec douze pièces d'artillerie légère équivalent donc à 6,000 hommes d'infanterie avec douze pièces d'artillerie. En bataille, sur une ligne, les divisions occupent une ligne de 500 toises : douze fantassins ou quatre chevaux par toise. Un coup de canon qui tuerait tout ce qui existe sur une toise de solidité tuerait donc douze fantassins ou quatre cavaliers et quatre chevaux. La perte de douze fantassins est bien plus considérable que celle de quatre cavaliers et quatre chevaux, puisque c'est une perte de huit fantassins, plus seulement quatre chevaux. L'équipage de quatre cavaliers et de leurs chevaux n'équivaut pas à l'équipage de douze fantassins. Ainsi, sous le point de vue même des finances, la perte de l'infanterie est plus coûteuse que celle de la cavalerie.

Si l'archiduc eût commandé une nation qui fût dans l'habitude d'employer hardiment la cavalerie et eût eu des officiers dressés à l'encourager et à la faire battre, il eût été impossible à une armée française de pénétrer en Allemagne avec une infériorité de 20,000 hommes de cavalerie. Il s'en convaincra s'il songe à ce que fit Napoléon avec de la cavalerie contre l'infanterie russe et prussienne à Vauchamps, Nangis, etc.

2° L'archiduc, lorsqu'il apprit en juin que l'armée française avait passé le Rhin à Kehl, partit des bords de la Lahn pour secourir le général Latour; il laissa le général Wartensleben avec 36,000 hommes sur le bas Rhin, et 26,000 hommes au camp retranché de Hechtsheim devant Mayence. L'archiduc eût dû laisser seulement 8,000 hommes en garnison à Mayence, avec quelques milliers de malingres, et seulement 25,000 hommes à Wartensleben, et se porter alors avec 60,000 hommes au secours de son armée du Haut-Rhin; il eût réuni sur l'Alb 90 à 100,000 hommes. Qui eût pu lui résister? Le 9 juillet, il eût battu Desaix, l'eût rejeté sur la rive gauche du Rhin et se fût emparé de Kehl et du pont du Rhin. Il

n'avait rien à redouter de l'armée de Sambre-et-Meuse, puisqu'elle était disloquée; mais, quand bien même elle eût repris l'offensive et fût arrivée sur le Main du 10 au 15 juillet, qu'est-ce que cela lui eût fait, si alors il se fût trouvé maître de Kehl et l'armée de Moreau rejetée en Alsace?

3° S'il eût réuni dans un seul camp, sur sa droite, les 50,000 hommes qu'il avait sur l'Alb, qu'il eût, le 9 juillet, débouché en trois colonnes sur la Murg, il eût tourné Desaix par sa droite, par sa gauche, l'eût percé par le centre; il l'eût écrasé, jeté en Alsace, sur la rive gauche, et se fût emparé du pont de Kehl. Saint-Cyr, coupé du Rhin, eût été rejeté sur le Neckar, et Ferino sur Huningue. Quand deux armées sont en bataille l'une contre l'autre; que l'une, comme l'armée française, doit opérer sa retraite sur un pont; que l'autre, comme l'armée autrichienne, peut se retirer sur tous les points de la demi-circonférence, tous les avantages sont à cette dernière; c'est à elle à être audacieuse, à frapper de grands coups, à manœuvrer les flancs de son ennemi; elle a les as, il ne lui reste qu'à s'en servir.

4° Il devait armer, approvisionner, jeter une bonne garnison dans Ulm, cette clef du Danube.

5° La bataille de Neresheim était la seule ressource qui lui restât pour empêcher la réunion des deux armées françaises sur l'Altmühl; vainqueur, il eût jeté l'armée de Rhin-et-Moselle dans les Alpes wurtembergeoises et sur le Neckar; ayant battu l'armée principale, celle de Sambre-et-Meuse, qui n'était que secondaire, aurait été obligée de se retirer sur le Main. Mais, à la bataille de Neresheim, l'armée française était disséminée sur une ligne de huit lieues, dans un pays difficile; ses flancs étaient en l'air; l'archiduc était maître de tout le cours du Danube, toute son attaque eût dû être par sa gauche; il eût dû prendre une ligne de bataille parallèle au Danube : sa retraite était assurée sur Ulm, le pont de Günzburg et celui de Dillingen. S'il eût manœuvré ainsi, il eût obtenu un grand succès. Les Français eussent payé cher la sottise de ne pas appuyer leur droite au Danube, et de ne pas avoir fait occuper Ulm par Ferino.

6° N'ayant pas réussi à la bataille de Neresheim, l'archiduc renonça à s'opposer à la jonction des deux armées françaises. S'il eût voulu l'empêcher encore, il eût opéré sa retraite sur la Wœrnitz et l'Altmühl, se maintenant sur la rive gauche du Danube; en laissant 30,000 hommes, sous le général Latour, derrière la Wœrnitz, il eût gagné les cinq ou six marches dont il avait besoin pour se porter

contre Jourdan; au lieu de cela, il passa le Danube, abandonna la rive gauche, la Wœrnitz et l'Altmühl aux deux armées françaises. Wartensleben, de son côté, manœuvra pendant tout le mois d'août pour s'éloigner du Danube et couvrir la Bohême. Rien ne s'opposait donc plus à la réunion des armées françaises.

7° En passant le Danube et le Lech après la bataille de Neresheim, l'archiduc n'eut plus en vue, quoi que l'on ait dit, que de couvrir la Bavière. Sa position était délicate : l'armée de Rhin-et-Moselle était de 60,000 hommes, celle de Sambre-et-Meuse de 50,000; c'était donc 110,000 hommes qu'il pouvait considérer déjà comme réunis devant Ratisbonne, à cheval sur le Danube; il n'avait à leur opposer que 90,000 hommes. La bataille de Neresheim avait empiré sa position; elle avait été avantageuse aux Français; mais il fut rassuré lorsqu'il sut que Moreau, qui était resté plusieurs jours inactif, montrait la plus grande hésitation, se portait sur Donauwœrth, rétrogradait sur Hœchstædt, n'envoyait pas même des coureurs sur l'Altmühl; qu'enfin les généraux français manœuvraient comme s'ils eussent réciproquement ignoré qu'il existât une autre armée française en Allemagne; que les 400 hussards hongrois qui observaient l'Altmühl y étaient toujours et envoyaient des partis jusqu'aux portes de Nuremberg et sur la Wœrnitz. C'est alors qu'il conçut l'idée de son beau mouvement, passa, le 17 août, le Danube avec 28,000 hommes, et se porta contre l'armée de Sambre-et-Meuse. On rapporte que, lorsqu'il en parla au général Latour, qu'il laissait avec 30,000 hommes sur le Lech, ce général, effrayé des dangers qu'allait courir ce faible corps, lui fit quelques observations : « Comment lui serait-il possible de faire tête à une armée française victorieuse et double de la sienne? » A quoi le prince répondit : « Qu'importe que Moreau arrive sous Vienne, si pendant ce temps je bats l'armée de Jourdan? » Il avait raison, mais il eût dû rassurer ce général en le plaçant en avant de Ratisbonne, avec ordre de se placer sur la rive gauche du Danube; par ce moyen Moreau n'eût rien pu tenter sur la rive gauche et contre l'archiduc.

8° Il n'attaqua Bernadotte à Neumarkt que le 22 août, c'est-à-dire cinq jours après avoir passé le Danube; il l'attaqua mollement et ne lui fit aucun mal; c'était mal exécuter une belle pensée : Bernadotte aurait dû être cerné, attaqué vingt-quatre heures après le passage du Danube avec une telle impétuosité et supériorité de forces, que sa ruine totale en eût été le résultat.

9° Il se porta sur Amberg le 24 août, mais avec peu de troupes; il employa la plus grande partie de ses 28,000 hommes à des objets

secondaires ; il n'eût dû envoyer que quelques escadrons à la suite de Bernadotte, et tomber sur les derrières de Jourdan avec tout son corps, l'attaquant tête baissée ; il eût décidé de la campagne sur les bords de la Nab.

10° Lorsque, le 20 septembre, Jourdan disloqua son armée et repassa sur la rive gauche du Rhin, l'archiduc eût dû se porter sur Ulm avec 40,000 hommes, ordonner au général Latour de passer sur la rive gauche du Danube au pont d'Ingolstadt pour le venir joindre à tire-d'aile. Il serait arrivé à Ulm en même temps que l'armée française, qui alors eût dû faire tête à 70,000 hommes ; sa retraite fût devenue vraiment difficile. Mais, au lieu de cela, l'archiduc ne ramena sur le haut Rhin que 12,000 hommes, laissant, sans raison, beaucoup de troupes sur le bas Rhin au général Werneck ; il employa mal une partie de ces 12,000 hommes à des objets secondaires, de sorte qu'il n'arriva près de Kehl qu'avec 8 ou 9,000 hommes.

11° Il eût dû ordonner à Latour, Frœhlich et Nadasti de manœuvrer sur la rive gauche du Danube, débordant l'armée en retraite ; ils eussent été là en position de recevoir Petrasch et tous les détachements.

12° L'archiduc a manœuvré, dans cette campagne, sur de bons principes, mais timidement et comme un homme qui les entrevoit, mais ne les a pas médités. Il n'a pas frappé de grands coups, et jusqu'au dernier moment, comme nous l'avons dit, les généraux français ont toujours pu rétablir leurs affaires, tandis que dès le combat de la Murg l'archiduc eût dû décider de la campagne.

Cinquième observation : sur les siéges de Kehl et de Huningue. — A la fin de décembre, les armées françaises étaient en repos depuis deux mois ; elles étaient réorganisées, recrutées, parfaitement remises et supérieures aux armées autrichiennes qui leur étaient opposées. Cependant le prince Charles ose, devant elles, ouvrir la tranchée à la fois devant les têtes de pont de Kehl et de Huningue. Si toute l'armée du Rhin, renforcée d'un détachement de Sambre-et-Meuse, eût débouché par Kehl ou par Huningue, elle pouvait à la pointe du jour attaquer les camps du prince Charles avec des forces doubles des siennes, enlever toutes les lignes de contrevallation, prendre toute l'artillerie, les parcs, les magasins, obtenir une victoire éclatante qui eût réparé les désastres de la campagne, rétabli l'honneur des armes françaises, compromis la sûreté de l'Allemagne, et lui eût permis d'hiverner sur la rive droite du Rhin. Si l'armée française n'avait été composée que de soldats de nouvelles levées et

sans instruction ni moral, supposition qui est juste l'opposé de ce qui existait, sans doute que le général français n'eût pu hasarder de faire lever des siéges par une bataille ; mais alors même, ayant plus de bras, plus de moyens, une position plus avantageuse que l'ennemi, il devait entasser ouvrages sur ouvrages, batteries sur batteries, cheminer par des lignes de contre-attaque appuyées par les positions de la rive gauche et par les îles ; et alors même ces siéges devaient tourner à la confusion de l'ennemi, entraîner la ruine de ses équipages et de ses troupes, et l'obliger par lassitude à entrer dans ses quartiers d'hiver.

Ces deux siéges ne font pas honneur à la prudence du prince Charles, mais sont extrêmement glorieux et témoignent de la bravoure et du bon esprit de son armée. Ils seront toujours considérés par les militaires comme des faits peu honorables aux armées françaises. La possession des deux têtes de pont était en effet très-importante pour la France. Le Rhin est un grand obstacle ; la possession de ces deux places obligeait l'ennemi à abandonner toute la vallée du Rhin jusqu'aux Montagnes Noires à l'armée française ; ce qui eût à la fois été avantageux sous les points de vue militaire et des finances ; les alarmes de l'Allemagne n'eussent pas permis aux Autrichiens de porter tant de troupes en Italie.

Les officiers français ont dit, pour leur excuse, que le gouvernement les laissait dans le plus grand dénûment ; que la solde n'était pas payée ; qu'ils étaient mal nourris ; que le génie et l'artillerie n'avaient aucun fonds pour pourvoir à leurs besoins. Mais ces raisons n'ont point été goûtées : les privations ne prouvaient que davantage la nécessité de confondre l'ennemi par un coup de tonnerre et une bataille décisive, où toutes les chances étaient en faveur des Français ; il y avait plus d'espace qu'il n'en fallait pour qu'une armée de 50,000 hommes pût se déployer dans les îles et dans le terrain compris entre le bonnet-de-prêtre et la Kinzig.

De leur côté, les officiers autrichiens, qui ont voulu justifier l'imprudence et l'inconsidération de ces siéges de la part du prince Charles, ont dit qu'il était instruit de l'esprit de découragement qui existait dans l'armée française, de l'étonnement que l'issue de la campagne avait produit sur les chefs, et que c'est surtout sur leur irrésolution qu'il avait compté pour mener à bien une entreprise aussi dangereuse, qu'il croyait nécessaire au succès de la campagne qu'il méditait pour l'Italie.

D'autres ont dit que ces siéges avaient été entrepris par des ordres de Vienne et contre son avis. Cela est probable.

CHAPITRE X.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES PENDANT L'ANNÉE 1796.

I. Négociations avec la république de Gênes. — II. Avec le roi de Sardaigne. — III. Avec le duc de Parme. — IV. Avec le duc de Modène. — V. Avec la cour de Rome. — VI. Avec le grand-duc de Toscane. — VII. Avec le roi de Naples. — VIII. Avec l'empereur d'Allemagne. — IX. Congrès lombard. République cispadane.

I. La minorité de l'aristocratie qui gouvernait la république de Gênes, la majorité du tiers état, le peuple tout entier de la Rivière du Ponent, étaient favorables aux idées françaises. La ville de Gênes était la seule ville de cet État qui eût de la consistance. Elle était défendue par une double enceinte bastionnée, une nombreuse artillerie, 6,000 hommes de troupes de ligne et 6,000 gardes nationaux. Au premier signal du sénat, 30,000 hommes des corporations inférieures, telles que celles des charbonniers et des portefaix, les paysans des vallées de la Polcevera, du Bisagno et de la Fontana-Buona, étaient prêts à se porter pour la défense du prince. Il fallait une armée de 40,000 hommes, un équipage de siége et deux mois de travaux pour s'emparer de cette capitale. En 1794, 1795 et au commencement de 1796, l'armée austro-sarde la couvrait au nord et communiquait avec elle par la Bocchetta; l'armée française la couvrait à l'ouest et communiquait avec elle, par la Corniche, de Savone. Placée ainsi entre les deux armées belligérantes, Gênes était en mesure d'être également secourue par l'une ou par l'autre; elle tenait la balance entre elles; celle pour laquelle elle se serait déclarée aurait acquis un grand avantage. Elle était donc, dans cette circonstance, d'un grand poids dans les affaires d'Italie. Le sénat sentait toute la délicatesse et la force que lui donnait cette position; il s'en prévalut pour se maintenir neutre et se refuser constamment aux offres et aux menaces de la coalition. Son commerce s'étendit; il fit refluer dans la république d'immenses richesses.

Mais son port avait été violé par l'escadre anglaise; la catastrophe de la frégate *la Modeste* avait ému vivement tous les cœurs français [1]; la Convention avait dissimulé, mais en attendant le moment favorable pour exiger une réparation éclatante. Plusieurs des familles

[1] Voir ci-dessus, à la page 31, l'attentat contre la frégate *la Modeste*.

nobles les plus attachées à la France avaient été bannies : c'était une nouvelle insulte que le gouvernement français avait à redresser. Après la bataille de Loano, dans l'hiver de 1796[1], le Directoire jugea le moment d'autant plus favorable que la pénurie où était son armée d'Italie lui faisait attacher une grande importance à un secours extraordinaire de 5 ou 6 millions. Ces négociations étaient entamées lorsque Napoléon arriva au commandement de l'armée; il désapprouva cette mesure politique, qui ne pouvait être couronnée d'aucun succès et qui avait nécessairement pour résultat d'aigrir et d'indisposer le peuple important de cette capitale. « Il faut, disait-il, en escalader les remparts, s'y établir par un coup de main vigoureux, détruire l'aristocratie, ou respecter son indépendance et surtout lui laisser son argent. » Peu de jours après, les armées ennemies ayant été rejetées au delà du Pô, et le roi de Sardaigne ayant posé les armes, la république de Gênes fut à la merci de la France. Le Directoire eût voulu y établir la démocratie; mais déjà les armées francaises étaient trop en avant. La présence et peut-être le séjour pendant plusieurs semaines d'un corps de 15,000 Français sous les murs de Gênes eût été nécessaire pour assurer le succès d'une pareille révolution. Déjà tout retentissait de la marche de Wurmser, qui alors traversait l'Allemagne et entrait dans le Tyrol. Depuis lors, la défaite de Wurmser, les manœuvres dans le Tyrol et par les gorges de la Brenta, les mouvements d'Alvinzi pour débloquer Wurmser dans Mantoue, rendirent successivement nécessaire la concentration de l'armée sur l'Adige. D'ailleurs l'armée n'avait rien à redouter des Génois; les dominateurs étaient divisés entre eux, et le peuple nous était favorable.

Girola, ministre de l'empereur, profitant de l'éloignement de l'armée et favorisé secrètement par les familles feudataires, avait allumé une insurrection dans les fiefs impériaux et formé des bandes composées de déserteurs piémontais, de vagabonds sans emploi par le licenciement des troupes légères piémontaises, et de prisonniers autrichiens qui s'échappaient en route, mal gardés par les Français. Ces bandes infestaient tout l'Apennin et les derrières de l'armée. Il devint urgent, dans le courant de juin, de mettre fin à cet état de choses. Un détachement de 1,200 hommes et la présence du général en chef à Tortone suffirent pour faire tout rentrer dans l'ordre. Il donna alors des instructions au ministre français à Gênes, Faipoult, pour entamer des négociations afin d'accroître notre influence dans le gouvernement, autant que cela se pourrait faire sans rendre néces-

[1] Bataille de Loano, gagnée par Scherer le 23 novembre 1795.

saire la présence d'une armée. Il exigea : 1° l'expulsion du ministre autrichien Girola ; 2° l'expulsion des familles feudataires, conformément à un des statuts de la république ; 3° enfin le rappel des familles bannies. Ces négociations traînèrent en longueur.

Sur ces entrefaites, cinq bâtiments de commerce français furent enlevés sous le feu des batteries génoises, sans que celles-ci les protégeassent. Le sénat, alarmé des menaces des agents français, envoya à Paris le sénateur Vincente Spinola, homme fort agréable à la France, qui, après quelques semaines de négociations, signa, le 6 octobre 1796, une convention avec le ministre des relations extérieures, Charles Delacroix. Tous les griefs de la France contre Gênes furent mis en oubli ; le sénat paya 4 millions de contributions et rappela les bannis. Il eût été possible, et on eût dû profiter de cette circonstance pour lier cet État par une alliance offensive et défensive, accroître son territoire des fiefs impériaux et de Massa-di-Carrara, et en exiger un contingent de 2,400 hommes d'infanterie, 400 de cavalerie et 200 d'artillerie. Mais l'utilité de ce système d'alliance avec des oligarques répugna aux démocrates de Paris. Toutefois, par cette convention, la tranquillité fut rétablie et dura jusqu'à la convention de Mombello, en juin 1797, et, pendant que l'armée française fut en Allemagne, il ne s'éleva aucun sujet de plainte sur la conduite des peuples de Gênes.

II. L'armistice de Cherasco avait isolé l'armée autrichienne et permis à l'armée française de la jeter hors de l'Italie, d'investir Mantoue et d'occuper la ligne de l'Adige. La paix conclue à Paris, au mois de mai suivant, mit au pouvoir de la France toutes les places fortes du Piémont, hormis Turin. Le roi de Sardaigne se trouva ainsi à la disposition de la République. Son armée était réduite à un effectif de 20,000 hommes. Son papier-monnaie menaçait de ruine les particuliers et l'État. Ses peuples étaient mécontents et divisés ; les idées françaises même avaient des partisans, quoique chez un petit nombre de personnes. Des politiques eussent voulu révolutionner le Piémont, afin de n'avoir plus aucune inquiétude sur les derrières de l'armée et d'accroître nos moyens contre l'Autriche ; mais il était impossible de renverser le trône de Sardaigne sans intervenir directement et avec une armée, et les scènes qui se passaient devant Mantoue occupaient suffisamment toutes les forces de la République en Italie. D'ailleurs la révolution du Piémont pouvait entraîner dans une guerre civile : on serait obligé alors de laisser dans ce pays, pour le contenir, plus de troupes françaises qu'il ne serait possible d'en tirer

de piémontaises; et, en cas de retraite, la population, qui aurait été mise en fermentation, se porterait à des excès inévitables. Les rois d'Espagne et de Prusse ne pouvaient-ils pas d'ailleurs être alarmés de voir la République, en haine des rois, culbuter de ses propres mains un prince avec qui elle avait peu avant signé la paix? Ces considérations portèrent Napoléon à arriver au même résultat par une route opposée, celle d'un traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne. Ce parti réunissait tous les avantages et n'avait aucun inconvénient : 1° ce traité serait lui-même une proclamation qui contiendrait les mécontents, qui ne pourraient plus ajouter foi aux protestations des démocrates de l'armée, qui ne manquaient pas de leur promettre l'appui de la France; le pays resterait donc tranquille; 2° une division de bonnes, belles et vieilles troupes de 10,000 hommes renforcerait l'armée française et lui donnerait de nouvelles chances de succès; 3° l'exemple de la cour de Turin influerait heureusement sur les Vénitiens et contribuerait à les décider à chercher dans une alliance avec la France une garantie pour l'intégrité de leur territoire et le maintien de leur constitution; et cependant les troupes piémontaises, réunies à l'armée française, en prendraient l'esprit et s'attacheraient au général qui les aurait menées à la victoire; dans tous les cas, elles seraient des otages placés au milieu de l'armée, qui garantiraient des dispositions du peuple piémontais; et, s'il était vrai que le roi ne pût se maintenir, placé entre les républiques démocratiques de Ligurie, de Lombardie et de France, sa chute serait le résultat de la nature des choses et non le résultat d'un acte politique de nature à aliéner les autres rois alliés de la France. « L'alliance de la France avec la Sardaigne, disait Napoléon, c'est un géant qui embrasse un pygmée; s'il l'étouffe, c'est contre sa volonté, et par le seul effet de la différence extrême de leurs organes. »

Mais le Directoire ne voulait pas comprendre la sagesse et la profondeur de cette politique. Il autorisa l'ouverture des négociations, mais il en entrava la conclusion. Le sieur Poussielgue, secrétaire de légation à Gênes, eut, pendant plusieurs mois, des pourparlers à Turin : il trouva la cour disposée à s'allier à la République; mais ce négociateur, peu habile, se laissa entraîner à des concessions qui évidemment étaient exagérées. Il promit la Lombardie au roi de Sardaigne; or il ne pouvait être nullement question d'accroître les États de ce prince ni de lui en donner des espérances que l'on ne voulait pas réaliser; il gagnait suffisamment à un traité par la garantie qu'il en recevait de l'intégrité de son royaume.

Lorsque Mantoue ouvrit ses portes et que Napoléon marcha sur

Tolentino pour y dicter la paix au Saint-Siége et pouvoir de là marcher sur Vienne, il comprit l'importance de mettre fin aux affaires du Piémont, et autorisa le général Clarke à négocier avec le ministre de Saint-Marsan un traité d'alliance offensive et défensive. Ce traité fut signé à Bologne, le 1er mars 1797. Le roi recevait de la République la garantie de ses États; il fournissait à l'armée française un contingent de 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et vingt pièces de canon. Ne doutant pas de la ratification d'un traité ordonné par le général en chef, la cour de Turin s'empressa de réunir son contingent, qui se fût trouvé avec l'armée en Carinthie; mais le Directoire hésita à ratifier ce traité; le contingent resta en Piémont, cantonné près de Novare, pendant toute la campagne de 1797.

III. La politique à suivre avec l'infant duc de Parme était prescrite par nos rapports avec l'Espagne; il lui fut d'abord accordé un armistice le 9 mai 1796, et quelques mois après il signa à Paris sa paix avec la République; mais le ministère français ne sut pas réaliser le but que s'était proposé le général en chef. Les succès de l'armée d'Italie avaient décidé le roi d'Espagne à conclure, en août 1796, un traité d'alliance offensive et défensive avec la République [1]. En conséquence, il eût été facile de [2] décider la cour de Madrid à envoyer une division de 10,000 hommes sur le Pô pour garder l'infant de Parme, et, moyennant l'appât d'un accroissement de territoire pour ce prince, faire marcher cette division sous les drapeaux français. Sa présence aurait imposé à Rome et à Naples, et n'eût pas été d'un petit avantage pour le succès des événements militaires. L'alliance avec l'Espagne ayant décidé les Anglais à évacuer la Méditerranée, les escadres françaises et espagnoles en étaient maîtresses, ce qui facilitait les mouvements des troupes espagnoles en Italie. La vue d'une division espagnole dans les rangs de l'armée française eût eu une heureuse influence pour décider le sénat de Venise à une alliance avec la France, ce qui eût augmenté l'armée de 10,000 Esclavons.

IV. L'armistice de Milan, du 17 mai 1796, avait fait cesser l'état

[1] Traité de Saint-Ildefonse, signé le 13 août 1796, et ratifié par le Directoire le 29 août suivant.

[2] Le manuscrit faisant défaut en cet endroit, ce qui suit est reproduit d'après le texte des *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830.

de guerre avec le duc de Modène. L'armée française était peu nombreuse, le pays qu'elle occupait était immense : un détachement de deux ou trois bataillons pour un objet secondaire eût été une faute. L'armistice avec Modène mettait tous les moyens de ce duché à la disposition de l'armée, et n'exigeait l'emploi d'aucune troupe pour y maintenir la tranquillité publique. Le commandeur d'Este, chargé des pouvoirs du duc, entama à Paris des négociations pour la paix définitive; le ministère français, sagement, ne se pressa pas de rien conclure. Le duc, tout dévoué aux Autrichiens, s'était retiré à Venise, et la régence qui gouvernait ses États avait fait passer plusieurs convois de vivres dans Mantoue au moment où le blocus fut levé, au commencement d'août et à la fin de septembre. Aussitôt que le général en chef eut connaissance d'une contravention aussi directe à l'armistice, il s'en plaignit à la régence, qui prétendait vainement s'en justifier sur l'existence d'anciens traités. Cependant, dans cette circonstance, un détachement de la garnison de Mantoue qui avait passé le Pô à Borgoforte fut coupé; il se porta à Reggio, le 29 septembre, voulant se rendre en Toscane; les habitants de Reggio fermèrent les portes de la ville; le détachement se réfugia dans le fort de Monte-Chiarugolo, où les patriotes le cernèrent et lui firent mettre bas les armes. Deux Reggiens furent tués dans ce petit combat; ce furent les premiers Italiens qui scellèrent de leur sang la liberté de leur pays. Les prisonniers, conduits à Milan par un détachement de la garde nationale de Reggio, y furent reçus en triomphe par le congrès lombard, la garde nationale de Milan et le général en chef; ce fut l'objet de plusieurs fêtes civiques, qui contribuèrent à exalter les imaginations italiennes. Reggio proclama sa liberté. Le peuple de Modène en voulut faire autant, mais il fut contenu par la garnison. Dans cet état de choses, il n'y avait pas deux partis à prendre. Le général en chef déclara que l'armistice de Milan avait été violé par la conduite de la régence en ravitaillant Mantoue; il fit occuper militairement les trois duchés de Reggio, Modène, la Mirandola, et, le 4 octobre 1796, en vertu de son droit de conquête, il en proclama l'indépendance. Cette résolution améliora la position de l'armée, puisqu'à une régence malveillante se trouva substitué un gouvernement provisoire tout dévoué à la cause française. Des gardes nationales, composées de patriotes chauds, s'armèrent dans toutes les villes des trois duchés.

V. L'état[1] de guerre ayant cessé avec Rome par l'armistice de

[1] Le manuscrit reprend au commencement de ce paragraphe.

Bologne, le 23 juin 1796, cette cour envoya à Paris monsignor Petrarchi. Après quelques semaines de pourparlers, ce ministre expédia à sa cour le projet de traité du Directoire. La congrégation des cardinaux jugea qu'il contenait des choses contraires à la foi et n'était pas admissible. Monsignor Petrarchi fut rappelé. En septembre, les négociations se rouvrirent à Florence; les commissaires du gouvernement près l'armée furent chargés des pouvoirs du Directoire. Dès les premières conférences, ils présentèrent à monsignor Galeppi, plénipotentiaire du Pape, un traité en soixante articles, comme *sine qua non,* déclarant qu'ils ne pouvaient y rien changer. On jugea à Rome qu'il contenait également des choses contre la foi. Monsignor Galeppi fut rappelé, et les négociations rompues le 25 septembre. La cour de Rome, ne doutant plus alors que le gouvernement français ne voulût sa perte, se livra au désespoir et résolut de se lier exclusivement avec la cour de Vienne. Elle commença par suspendre l'exécution de l'armistice de Bologne; elle devait encore payer 16 millions, qui étaient en marche pour Bologne, où ils devaient être livrés au trésor de l'armée : ces convois d'argent retournèrent à Rome; leur rentrée y fut un triomphe. Monsignor Albani partit le 6 octobre pour Vienne, pour solliciter l'appui de cette cour. Les princes romains offrirent des dons patriotiques, levèrent des régiments. Le Pape envoya des proclamations pour allumer la guerre sainte, si le territoire du Saint-Siége était attaqué. Tous ces efforts de la cour de Rome étaient évalués pouvoir produire une armée de 10,000 hommes, des plus misérables troupes possible; mais elle comptait sur le roi de Naples, qui s'engagea secrètement à la soutenir avec une armée de 30,000 hommes; et, quoique l'inimitié et la mauvaise foi du cabinet des Deux-Siciles fussent connues du Vatican, il en invoquait le secours. « Tout moyen leur est bon dans leur délire, écrivait le ministre Cacault; ils s'accrocheraient à un fer rouge. » Cet état de choses eut un effet fâcheux sur toute l'Italie.

Napoléon n'avait pas besoin de ce surcroît d'embarras; déjà il était menacé par Alvinzi, dont les troupes se rassemblaient dans le Tyrol et sur la Piave. Il reprocha au ministère français de l'avoir laissé étranger à des négociations que seul il pouvait diriger. S'il eût été chargé de les diriger, comme cela aurait dû être, il en eût retardé l'ouverture de deux ou trois semaines, afin d'avoir reçu les 16 millions que devait le Saint-Siége pour satisfaire à l'armistice de Bologne ; il n'eût pas souffert que l'on mêlât dans le traité à la fois les affaires spirituelles et temporelles, puisque, une fois celles-ci arrangées, ce qui était le principal, quelques mois de retard étaient indif-

férents pour s'entendre pour le spirituel. Mais le mal était fait. Le gouvernement, qui le reconnut, l'investit de l'autorité nécessaire pour y porter remède, s'il était possible. La question consistait à gagner du temps, à calmer les passions, à rendre la confiance et à contenir dans les bornes les esprits alarmés du Vatican. Il chargea le sieur Cacault, agent de France à Rome, de désavouer confidentiellement tout ce qu'il y avait eu de spirituel dans les négociations de Paris et de Florence; de faire connaître qu'il était chargé de la négociation ; que l'on n'aurait plus affaire au Directoire ni aux commissaires, mais à lui. Ces ouvertures opérèrent un bon effet. Pour frapper davantage les esprits, le général se rendit à Ferrare le 19 octobre 1796, descendit chez le cardinal Mattei, archevêque de cette ville, et eut plusieurs conférences avec lui; il le convainquit de ses intentions pacifiques, et le fit partir pour Rome, porter directement au Pape des paroles de paix. Peu de jours après, la bataille d'Arcole mit fin aux espérances qu'avait fait naître en Italie l'armée d'Alvinzi. Napoléon jugea le moment favorable pour terminer les affaires de Rome; il se porta à Bologne avec 1,500 Français et 4,000 Cispadans et Lombards, menaçant de marcher sur Rome[1]. Mais, pour cette fois, cette cour se moqua de ces menaces; elle était en correspondance pour traiter avec son ministre à Vienne et savait que deux nouvelles et nombreuses armées s'avançaient de nouveau en Italie. Le cardinal Busca et le ministre autrichien à Rome disaient hautement : « S'il le faut, le Pape évacuera Rome; car plus le général français s'éloignera de l'Adige, et plus nous serons près de notre salut. » En effet, quelques jours après, Napoléon, instruit des mouvements d'Alvinzi, repassa le Pô et se porta à tire-d'aile à Vérone. Mais la bataille de Rivoli détruisit pour toujours, dans le mois de janvier 1797, les espérances des ennemis de la France. Mantoue peu après ouvrit ses portes. Le moment de punir Rome était arrivé; une petite armée gallo-italienne marcha sur l'Apennin. Toutes les difficultés entre cette cour et la France furent terminées par le traité de Tolentino, comme on le verra au chapitre XII.

VI. Le grand-duc de Toscane est le prince d'Europe qui le premier reconnut la République. Lorsque l'armée française envahit l'Italie, il était donc en paix avec la France. Ses États, situés au delà de l'Apennin, n'avaient aucune influence sur le théâtre de la guerre. Si, après l'investissement de Mantoue, une brigade française se porta sur Livourne, ce fut pour en chasser le commerce anglais et faciliter la

[1] En janvier 1797.

délivrance de la Corse; du reste, les États de Toscane furent respectés. La garnison de Livourne ne fut jamais au-dessus de 1,800 hommes. C'était sans doute un sacrifice que l'emploi de trois bataillons à un objet secondaire; mais on y employa la 75e demi-brigade, qui avait beaucoup souffert et avait besoin de repos. Manfredini, premier ministre du grand-duc, montra de l'habileté et de l'activité pour faire disparaître [1] les obstacles qui pouvaient nuire à son maître, qui lui dut alors la conservation de ses États. Trois ou quatre conventions de peu d'importance furent signées entre le général français et le marquis de Manfredini; par la dernière, signée à Bologne, Livourne fut évacuée par la garnison française [2]. A cette occasion, le grand-duc, pour solder d'anciens comptes, versa deux millions dans le trésor de l'armée. A la paix de Campo-Formio, ce prince conserva l'intégrité de ses États. Il avait éprouvé quelques inquiétudes, mais aucun dommage; pendant la guerre d'Italie, il ne lui fut fait aucun tort, tant par respect pour les traités existants que par l'envie d'adoucir l'animosité dont était animée la maison de Lorraine contre la République, et de la détacher de l'Angleterre.

VII. Lorsque l'armée française fut arrivée sur l'Adige, et que la moyenne et la basse Italie se trouvèrent par là interceptées de l'Allemagne, le prince Pignatelli arriva au quartier général, demanda pour le roi de Naples et obtint un armistice, qui fut signé le 5 juin 1796. La division de cavalerie napolitaine, de 2,400 chevaux, qui faisait partie de l'armée de Beaulieu, prit des cantonnements autour de Brescia, au milieu de l'armée française. Un plénipotentiaire napolitain se rendit à Paris pour négocier et signer la paix définitive avec la République. Le traité éprouva des difficultés par les chicanes déplacées que l'on fit à Paris, et aussi par l'effet de cette mauvaise foi constante de la cour des Deux-Siciles. Le Directoire devait se trouver trop heureux de désarmer le roi de Naples, puisque ce prince avait 60,000 hommes sous les armes et pouvait disposer de 25 à 30,000 hommes pour envoyer sur le Pô. Napoléon ne cessait de presser la conclusion de ce traité. Le ministère des relations extérieures de Paris voulait une contribution de quelques millions, que la cour de Naples se refusait, avec raison, à payer; mais, dans le courant de septembre, lorsqu'il fut connu que l'alliance de l'Espagne avec la

[1] Une page du manuscrit manquant ici, les lignes suivantes sont reproduites d'après le texte des *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830.

[2] Convention du 11 janvier 1797. (Voir t. II, p. 233).

France et la délivrance de la Corse du joug anglais avaient décidé le cabinet de Saint-James à rappeler ses escadres de la Méditerranée, ce qui donnait la domination de la Méditerranée et de l'Adriatique aux escadres de Toulon, la cour de Naples, alarmée, souscrivit à tout ce que voulait le Directoire, et la paix fut signée le 8 octobre. Mais la haine et la mauvaise foi de ce cabinet, le peu de respect qu'il portait à sa signature et à ses traités, étaient tels que, longtemps après la paix, il se plaisait à inquiéter l'Italie par des mouvements de troupes sur ses frontières et des menaces offensives, comme si l'on eût été, en effet, en état de guerre. Il serait difficile d'exprimer l'indignation qu'excitait ce défaut de toute pudeur et de tout respect humain, et qui entraîna enfin la perte de ce cabinet.

VIII. Le gouvernement français prescrivit à Napoléon, au commencement de septembre, lorsque les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient encore en Allemagne, d'écrire à l'empereur que, s'il ne consentait pas à la paix, il détruirait ses établissements maritimes de Fiume et de Trieste. Il n'y avait rien à se [1] promettre d'une démarche aussi inconvenante.

Mais plus tard, lorsque les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin eurent été rejetées en France, et que les têtes de pont de Kehl et de Huningue étaient assiégées, Moreau proposa un armistice, auquel l'archiduc se refusa, déclarant vouloir en sa possession les deux têtes de pont; et comme le maréchal Wurmser, avec près de 30,000 Autrichiens, était bloqué dans Mantoue, et que les efforts d'Alvinzi pour le dégager venaient d'échouer à Arcole, le Directoire conçut l'espoir de faire accepter le principe d'un armistice général qui conserverait Huningue et Kehl à la France, et Mantoue à l'Autriche. Le général Clarke reçut en conséquence les pouvoirs nécessaires pour se rendre à Vienne et proposer cet armistice général, qui durerait jusqu'en juin 1797; les siéges de Kehl et de Huningue seraient levés et le *statu quo* établi pour Mantoue. Des commissaires autrichiens et français feraient passer tous les jours dans cette place les vivres nécessaires aux habitants et aux troupes.

Le général Clarke arriva le 1er décembre 1796 à Milan, pour se concerter avec le général en chef, qui fut chargé de faire toutes les démarches nécessaires pour obtenir à ce plénipotentiaire les passeports dont il avait besoin. Napoléon lui dit « que les siéges de Kehl et de Huningue étaient faciles à faire lever; que l'archiduc assiégeait Kehl avec 40,000 hommes; qu'il fallait qu'à la pointe du jour Mo-

[1] Le manuscrit recommence ici.

reau fît une sortie du camp retranché avec 60,000 hommes, battît l'armée de siége, prît tous les parcs et détruisît tous les ouvrages des assiégeants; que d'ailleurs Kehl et la tête de pont de Huningue ne valaient pas Mantoue; qu'il n'y aurait aucun moyen de constater le nombre des habitants, hommes, femmes et enfants, pas même celui de la garnison; que d'ailleurs le maréchal Wurmser, en réduisant tout son monde à la demi-ration, gagnerait en six mois de quoi vivre pendant six autres mois; que, si l'on prétendait que l'armistice dût servir pour entamer des négociations de paix, c'était une nouvelle raison de ne pas le proposer pendant que Mantoue était au pouvoir de l'Autriche; qu'il fallait donc gagner une bataille sous les murs de Kehl et attendre la reddition de Mantoue pour offrir alors un armistice et la paix. »

Cependant les ordres du gouvernement étaient précis. Le général Clarke écrivit à l'empereur et lui envoya une lettre du Directoire. En conséquence, le baron de Vincent, aide de camp de l'empereur, et le général Clarke se rendirent le 3 janvier 1797 à Vicence; ils y eurent deux conférences. Le baron de Vincent déclara que l'empereur ne pouvait pas recevoir à Vienne un plénipotentiaire de la République, qu'il ne reconnaissait pas; que d'ailleurs il ne pouvait se séparer de ses alliés, et qu'enfin, si le ministre français avait quelque communication à faire, il pouvait s'adresser à M. Giraldi, ministre d'Autriche à Turin. Ainsi, heureusement, cette idée désastreuse d'un armistice fut éludée par l'ennemi. Le plénipotentiaire français était à peine de retour sur l'Adige, que déjà Alvinzi manœuvrait pour débloquer Mantoue; ce qui donna lieu aux batailles de Rivoli et de la Favorite, comme on le verra dans le chapitre suivant.

Cependant le cabinet du Luxembourg[1] voulut voir dans cette réponse du baron de Vincent, et on ne sait pourquoi, une porte ouverte aux négociations; et, dans le courant de janvier 1797, il adressa au général Clarke des instructions pour la paix qu'il était autorisé à signer, moyennant, 1° que l'empereur renoncerait à la Belgique et au pays de Luxembourg; 2° qu'il reconnaîtrait à la République la cession de Liége et autres petites enclaves qui avaient été faites par les princes; 3° qu'il promettrait son influence pour donner en Allemagne une indemnité au stathouder; 4° de son côté, la République française lui restituait tous ses États d'Italie.

Ces conditions n'obtinrent pas l'approbation de Napoléon, qui croyait que la République avait le droit d'exiger les limites du Rhin, et un État en Italie qui nourrît l'influence française et maintînt dans

[1] Le palais du Luxembourg, résidence du Directoire.

sa dépendance la république de Gênes, le roi de Sardaigne et le Pape, car l'Italie ne pouvait plus être considérée comme avant la guerre. Si jamais les Français repassaient les Alpes sans y conserver un auxiliaire puissant, les aristocraties de Gênes, de Venise et le roi de Sardaigne se serreraient à l'Autriche par des liens indissolubles, influencés par la nécessité de garantir leur existence intérieure contre les idées démocratiques et populaires. Venise, qui depuis un siècle n'était d'aucune influence dans la balance de l'Europe, éclairée désormais par l'expérience et le danger qu'elle venait de courir, aurait de l'énergie, des trésors et des armées pour renforcer l'empereur et comprimer les idées de liberté et d'indépendance de la terre ferme. Pontife, rois, nobles, se réunissaient pour défendre leurs privilèges et fermer les Alpes aux idées modernes.

Trois mois après, Napoléon signa les préliminaires de paix sur les bases des limites du Rhin, c'est-à-dire avec la place de Mayence et une population de 1,500,000 âmes de plus à la République, au-dessus de ce que demandait le Directoire, et l'existence d'une ou deux républiques démocratiques en Italie, communiquant avec la Suisse, barrant toute l'Italie du nord au midi, des Alpes au Pô, cernant le roi de Sardaigne et couvrant, en suivant la ligne du Pô, la moyenne et la basse Italie. Les armées françaises, par Gênes, Parme, Modène, Bologne, Ferrare, Mestre, se fussent tout d'abord trouvées sur la Piave, ayant tourné le Mincio, Mantoue et l'Adige. Cette république de 3 millions d'habitants assurerait l'influence française sur les 3 millions d'habitants du royaume de Sardaigne et les 3 millions d'âmes des États de l'Église et de la Toscane, et même sur le royaume de Naples.

IX. La conduite à tenir avec les peuples de la Lombardie était délicate. La France était décidée à conclure la paix toutes les fois que l'empereur renoncerait à la Belgique et au Luxembourg; à ce prix, elle était décidée à lui restituer la Lombardie. On ne pouvait donc contracter aucun engagement, donner aucune garantie contraire à ces dispositions secrètes du cabinet. D'un autre côté, toutes les dépenses de l'armée devaient être supportées par le pays; ce qui non-seulement en absorbait tous les revenus, mais donnait lieu à un surcroît de charges plus ou moins grand, selon les lieux où il séjournait plus ou moins de troupes. En France, on avait supprimé tous les impôts indirects; son système de contributions était fort insuffisant; le trésor était indépendant; tout y était conduit avec désordre, corruption et malhabileté; il laissait manquer tous les services; il

fallait envoyer, des contributions d'Italie, des sommes fort importantes pour secourir les armées du Rhin, les escadres de Toulon et de Brest, et même les administrations à Paris. Cependant il fallait contre-balancer en Italie l'influence du parti autrichien, qui se composait de la noblesse et d'une partie du clergé, sur lequel Rome agissait avec plus ou moins de succès. Napoléon soutint le parti qui voulait l'indépendance de l'Italie, mais sans se compromettre, et il se concilia, malgré l'état critique des temps, l'opinion de la majorité de ces peuples. Il porta non-seulement un grand respect à la religion, mais n'oublia rien de ce qui pouvait lui concilier l'esprit du clergé. Il sut se servir à propos du talisman du mot de *liberté,* d'*égalité,* et surtout de celui d'*indépendance nationale,* qui, depuis le temps de Rome, n'a jamais cessé d'être cher aux cœurs italiens. Il confia l'administration des provinces, des villes et des communes aux habitants, en choisissant les hommes les plus recommandables et qui jouissaient de la plus haute faveur populaire; il confia la police aux gardes nationales, qui dans toute la Lombardie furent levées à l'instar de celles de la France, aux couleurs italiennes, rouge, blanc et vert. Milan avait été guelfe; c'était encore la disposition générale des esprits; les patriotes devenaient tous les jours plus nombreux. Les idées françaises faisaient tous les jours de nouveaux progrès, et l'esprit public devint tel, après la destruction de l'armée de Wurmser, que le général en chef autorisa le congrès lombard à opérer la levée d'une légion de 3,000 hommes.

Dans le courant de novembre, les généraux polonais Zayonchek et Dombrowski étant accourus de Pologne, avec un grand nombre de leurs officiers, pour offrir leurs services à l'Italie, il autorisa le congrès à lever une légion de 3,000 Polonais. Ces troupes ne furent jamais mises en ligne contre les Autrichiens, mais elles servirent à maintenir la tranquillité publique et à contenir l'armée du Pape.

Lorsque des circonstances difficiles décidèrent le général en chef à proclamer la république cispadane, le congrès lombard fut vivement alarmé; mais on lui fit sentir que cela tenait aux différences de circonstances; la ligne d'opération de l'armée ne passait pas le territoire cispadan; et enfin il ne fut pas difficile de convaincre les plus éclairés que, quand il serait vrai que cela tînt au désir du gouvernement français de ne pas prendre des engagements que le succès de la guerre pouvait ne pas lui permettre de tenir, cela ne pouvait pas les alarmer, car enfin il était bien évident que le sort du parti français en Italie dépendait du hasard des champs de bataille; que d'ailleurs cette garantie, que dès aujourd'hui la France donnait à la république

cispadane, leur était également favorable, puisque, s'il arrivait qu'un jour la fatalité des circonstances obligeât la France à consentir au retour des Autrichiens en Lombardie, la république cispadane serait alors un refuge pour les Lombards et un foyer où se conserverait le feu sacré de la liberté italienne.

Reggio, Modène, Bologne et Ferrare étaient situés sur la rive droite du Pô, comprenaient toute l'étendue du pays depuis l'Adriatique jusqu'aux États de Parme, par lesquels ils touchaient à la république de Gênes, et par celle-ci à la France. Si l'on craignait d'être obligé de restituer la Lombardie à l'Autriche pour faciliter la paix, on sentait d'autant plus l'importance de conserver une république démocratique sur la rive droite du Pô, sur laquelle la maison d'Autriche n'avait aucun droit ni aucune réclamation à faire valoir.

Ces quatre États existèrent plusieurs mois indépendants, sous le gouvernement de leurs municipalités. Une junte de sûreté générale, composée des Caprara [1], etc., fut organisée pour concerter les mesures de défense de ces pays et contenir les malveillants. Enfin ces quatre républiques se fédérèrent dans un congrès, composé de cent députés, qui se réunirent à Modène dans le courant de novembre; ils y adoptèrent les couleurs lombardes comme couleurs italiennes, convinrent de quelques bases de gouvernement, savoir : la suppression de la féodalité, l'égalité, les *droits de l'homme,* etc., se fédérèrent pour la défense commune, et se cotisèrent pour lever la première légion italienne, forte de 3,000 hommes. Ce congrès était composé de personnes de tous les états; il y avait des cardinaux, des nobles, des négociants, des hommes de loi, des hommes de lettres. Insensiblement les idées s'agrandirent; la presse était libre; et enfin, au commencement de janvier 1797, après quelques résistances, l'esprit de localité fut vaincu : ces peuples se réunirent en une seule république, sous le nom de *Cispadane,* dont Bologne fut déclarée la capitale, et ils adoptèrent une constitution représentative. Le contrecoup s'en fit sentir à Rome. L'organisation et l'esprit de cette nouvelle république fut une barrière efficace contre l'esprit que propageait le Saint-Siége et contre les troupes qu'il réunissait en Romagne. Le congrès lombard se lia avec la république cispadane, qui, dès ce moment, fixa les regards de tous les peuples de l'Italie. La ville de Bologne est de toutes celles d'Italie la ville qui a montré constamment le plus d'énergie et qui contenait le plus de vraies lumières. En février 1797, après la paix de Tolentino, la Romagne, ayant été

[1] Il y a ici une courte lacune dans le manuscrit.

cédée par le Pape, dut être naturellement réunie à la république cispadane : ce qui en porta la population à près de 2 millions d'âmes.

Tel était l'état de l'Italie à la fin de l'année 1796 et lorsque, au printemps de 1797, l'armée française se résolut à traverser les Alpes juliennes et à marcher sur Vienne.

CHAPITRE XI.

BATAILLE DE RIVOLI,

I. Affaires de Rome. — II. Situation de l'armée autrichienne. — III. Situation de l'armée française. — IV. Plan d'opérations adopté par la cour de Vienne. — V. Combat de San-Michele (12 janvier 1797). — VI. Le maréchal Alvinzi occupe la Corona. — VII. Bataille de Rivoli (14 janvier). — VIII. Passage de l'Adige par le général Provera; sa marche sur Mantoue (14 janvier). — IX. Bataille de la Favorite (16 janvier). — X. Capitulation de Mantoue (2 février).

I. Le sénat de Venise s'exaspérait tous les jours davantage contre la cause française; mais une double crainte enchaînait sa haine : la présence de l'armée victorieuse et l'esprit de fermentation de la plupart de ses villes de terre ferme. Cependant il faisait de nouvelles levées d'Esclavons; de nouveaux bataillons arrivaient successivement dans les lagunes. Les partis étaient en présence dans toutes les villes de cette république.

Les châteaux de Vérone et de Brescia étaient occupés par les troupes françaises. Des troubles survenus à Bergame firent sentir la nécessité d'occuper la citadelle; le général Baraguey d'Hilliers en prit possession. Cette précaution parut suffisante, dans l'espérance que nourrissait Napoléon de la prompte reddition de Mantoue. Il ne voulait pas, avant la chute de cette place, s'engager avec le sénat dans des discussions qui eussent compliqué sa position. Ainsi des deux côtés on dissimulait encore.

Les négociations avec Rome étaient rompues; l'expérience avait prouvé qu'on ne pouvait rien obtenir de cette cour que par la présence de la force. Il fallait mettre un terme à cet état d'incertitude qui maintenait la fermentation en Italie.

Avant l'arrivée des nouvelles armées autrichiennes, 3,000 Français et 4,000 Italiens passèrent le Pô et entrèrent à Bologne le 6 janvier 1797; le général en chef s'y était rendu de Milan. Manfredini,

premier ministre du grand-duc de Toscane, accourut pour ménager les intérêts de ce prince; il remporta à Florence la conviction que les Français marchaient sur Rome. Le Vatican ne fut point dupe de ces menaces; il avait connaissance des plans adoptés à Vienne et en espérait le succès. Le ministre d'Autriche soutenait son courage. Rien n'était plus heureux pour leurs vues que d'attirer les Français dans le fond de l'Italie. Il fallait même que le Pape quittât Rome, si cela était nécessaire; la défaite des Français sur l'Adige en serait d'autant plus assurée : c'était là que devait se décider le sort de l'Italie.

II. En effet, Alvinzi recevait tous les jours des renforts considérables. Le Padouan, le Trévisan et tout le Bassanais étaient couverts de ses troupes. Les deux mois qui s'étaient écoulés depuis la bataille d'Arcole, l'Autriche les avait mis à profit pour faire arriver dans le Frioul des divisions tirées des rives du Rhin, où les armées françaises étaient en quartiers d'hiver. Elle avait imprimé un mouvement national à toute la monarchie. Elle leva dans le Tyrol plusieurs bataillons d'excellents tireurs; il lui fut aisé de leur persuader qu'il fallait défendre leur territoire et aider à reconquérir l'Italie, si essentielle à la prospérité de leurs montagnes. Ses succès en Allemagne, dans la campagne dernière, et ses défaites en Italie avaient agité l'esprit public de ses peuples en sens opposé. Les grandes villes offrirent des bataillons de volontaires; Vienne en fournit quatre. Les bataillons de Vienne reçurent de l'impératrice des drapeaux brodés de ses propres mains; ils les perdirent, mais après les avoir défendus avec honneur. Au commencement de janvier 1797, l'armée autrichienne d'Italie était de huit divisions d'infanterie, de forces inégales, auxquelles étaient attachées plusieurs brigades de cavalerie légère, et d'une division de cavalerie de réserve; en tout 65 à 70,000 combattants (soixante-quatre bataillons, trente escadrons) et 6,000 Tyroliens, sans compter 24,000 hommes de la garnison de Mantoue : total, 96 à 100,000 hommes.

III. L'armée française avait été renforcée depuis Arcole de deux demi-brigades d'infanterie, tirées des côtes de la Provence (la 57e en faisait partie), et d'un régiment de cavalerie, en tout 7,000 hommes; ce qui lui compensait les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue. Elle était formée en cinq divisions : Joubert en commandait une et occupait le Monte-Baldo, Rivoli et Bussolengo; Rey, avec une division moins forte, était en réserve à Desenzano; Masséna était à Vérone, ayant une avant-garde à San-Michele; Augereau était

à Legnago, son avant-garde à Bevilacqua; Serurier bloquait Mantoue. Ces cinq divisions comptaient sous les armes 42,000 hommes, dont 31,000 seulement à l'armée d'observation. Joubert avait couvert la Corona de retranchements; Vérone, Legnago, Peschiera, Pizzighettone étaient en bon état; les citadelles de Brescia, de Bergame, le fort Fuentes, la citadelle de Ferrare et le fort Urbano étaient également occupés par les Français, et des chaloupes canonnières les rendaient maîtres des quatre lacs de Garda, de Côme, de Lugano et Majeur.

IV. Wurmser avait attaqué par trois débouchés : par la chaussée de la Chiese, par Monte-Baldo, par la vallée de l'Adige; ces colonnes devaient se réunir sur Mantoue. Quelques mois après, Alvinzi était entré en Italie avec deux armées, l'une par le Tyrol, l'autre par la Piave, la Brenta et l'Adige; elles devaient se réunir à Vérone. La cour de Vienne adopta cette fois un nouveau plan, qui se liait avec les opérations de Rome. Elle ordonna de faire deux grandes attaques : la principale par Monte-Baldo, la seconde sur le bas Adige, par les plaines du Padouan. Ces deux attaques devaient être indépendantes l'une de l'autre. Les deux corps devaient se réunir dans Mantoue. Le corps principal devait déboucher par le Tyrol; s'il battait l'armée française, il arriverait sous les murs de Mantoue et y trouverait le corps qui s'y serait porté en traversant l'Adige. Si la principale attaque échouait et que la seconde seule réussît, le siége de Mantoue serait également levé et la place approvisionnée. Alors ce corps d'armée se jetterait dans le Serraglio et établirait ses communications avec Rome; Wurmser irait prendre le commandement de l'armée qui se formait dans la Romagne, avec ses 5,000 hommes de cavalerie, son état-major et sa nombreuse artillerie de campagne. La grande quantité de généraux, d'officiers et de cavaliers démontés qui se trouvaient dans Mantoue servirait à discipliner l'armée du Pape et à former une diversion qui obligerait les Français à avoir aussi deux corps d'armée, l'un sur la rive gauche, l'autre sur la rive droite du Pô. Un agent secret fort intelligent, envoyé de Vienne à Mantoue, fut arrêté par une sentinelle comme il franchissait le dernier poste de l'armée de blocus. On lui fit rendre sa dépêche, qu'il avait avalée : elle était renfermée dans une petite boule de cire à cacheter. Cette dépêche était une petite lettre écrite en français, en caractères très-fins, signée de l'empereur François. Il annonçait à Wurmser qu'il allait être incessamment dégagé; dans tous les cas, il lui ordonnait de ne pas se rendre prisonnier, d'évacuer la place, de

passer le Pô, de se rendre dans les États du Pape, où il prendrait le commandement de l'armée du Saint-Siége.

V. En exécution du plan adopté par la cour de Vienne, Alvinzi prit le commandement de la principale attaque, composée de 45,000 hommes, et porta son quartier général de Bassano à Roveredo; le général Provera, le commandement du corps d'armée destiné à agir sur le bas Adige : il était formé de trois divisions et s'élevait à 20,000 hommes; son quartier général était à Padoue. Le 12 janvier, sa division de gauche, commandée par Bajalich, prit position à Caldiero; Hohenzollern, qui commandait l'avant-garde, à Montagnana. Le 12, Hohenzollern marcha sur Bevilacqua, où était l'avant-garde, commandée par le brave général Duphot, qui, après une légère résistance, se retira derrière l'Adige en passant sur les ponts de Porto-Legnago. La division Bajalich attaqua San-Michele; elle était de huit bataillons, six escadrons. Masséna marcha au secours de son avant-garde : les Autrichiens, rompus, furent poursuivis l'épée dans les reins jusqu'à Caldiero, laissant 900 prisonniers.

Instruit à Bologne, par ses agents à Venise, du mouvement de l'armée autrichienne sur Padoue, le général en chef avait fait camper les troupes italiennes sur les frontières de la Transpadane, pour tenir en échec l'armée du Pape, et dirigé les 3,000 Français de Bologne sur Ferrare, où ils avaient passé le Pô à Ponte-di-Lagoscuro. De sa personne il avait traversé le Pô à Borgoforte et passé au quartier général de Roverbella; il arriva à Vérone pendant le combat de San-Michele. Il ordonna le soir à Masséna de reployer dans la nuit toute sa division derrière Vérone. L'ennemi était en opération; il fallait tenir toutes les troupes au delà du défilé pour pouvoir se porter sans retard où serait la véritable attaque. Dans la nuit il reçut de Legnago le rapport que l'armée autrichienne était en mouvement sur le bas Adige; que le grand état-major y était; que l'on avait vu deux équipages de pont. Le rapport du général Duphot ne laissait aucun doute sur les nombreuses forces déployées devant lui; il avait vu plus de 12,000 hommes; il supposait que ce n'était que la première ligne. Joubert, de la Corona, manda que pendant toute la journée du 12 il avait été attaqué, mais qu'il avait contenu et repoussé toutes les attaques de l'ennemi; ce qui paraissait confirmer l'opinion que la principale attaque de l'ennemi était sur le bas Adige.

VI. L'ennemi n'avait pas encore démasqué ses projets; le moment de prendre un parti n'était pas arrivé. Les troupes étaient prêtes à

faire une marche de nuit. La division qui était à Desenzano se porta le 13 à Castelnovo, pour y attendre de nouveaux ordres. Les nouvelles de la Chiese étaient rassurantes de ce côté. Il pleuvait à grands flots. A dix heures les troupes étaient sous les armes; mais Napoléon n'était pas encore décidé de quel côté il les dirigerait : descendraient-elles ou remonteraient-elles les rives de l'Adige?

A dix heures du soir les rapports de Monte-Baldo et du bas Adige arrivèrent. Joubert mandait que le 13, à neuf heures du matin, l'ennemi avait déployé de grandes forces; qu'il s'était battu toute la journée; que sa position était très-resserrée; qu'il avait eu le bonheur de se maintenir; mais que, à deux heures après midi, s'étant aperçu qu'il était débordé par sa gauche par la marche d'une division autrichienne qui longeait le lac de Garda et menaçait de se placer entre Peschiera et lui, et par sa droite par une autre division ennemie qui avait longé la rive gauche de l'Adige, jeté un pont près Dolce, à une lieue de Rivoli, passé ce fleuve, et qui filait par la rive droite, longeant le pied de Monte-Magnone pour enlever le plateau de Rivoli, il avait jugé indispensable d'envoyer une brigade pour s'assurer de ce plateau important, la clef de toute la position; et que, sur les quatre heures, il avait jugé de même nécessaire de suivre ce mouvement de retraite, afin d'arriver de jour sur le plateau de Rivoli, qu'il serait obligé d'évacuer dans la nuit s'il ne recevait des ordres contraires. Sur le bas Adige, Provera avait bordé la rive gauche : les tirailleurs se fusillaient des deux rives. Le projet de l'ennemi se trouva dès lors démasqué. Il fut évident qu'il opérait avec deux corps, le principal sur Monte-Baldo et un plus petit sur le bas Adige.

La division Augereau parut suffisante pour disputer et défendre le passage de la rivière à Provera. Mais le danger était imminent du côté de Monte-Baldo; il n'y avait pas un moment à perdre, puisque l'ennemi allait faire sa jonction avec son artillerie et sa cavalerie en s'emparant du plateau de Rivoli, et que, si on pouvait l'attaquer avant qu'il se fût emparé de ce point important, il serait obligé de combattre sans artillerie et sans cavalerie. Toutes les troupes se mirent en marche pour arriver à la pointe du jour à Rivoli; le général en chef s'y rendit lui-même; il y arriva à deux heures du matin.

VII. Le temps s'était éclairci; le clair de lune était superbe. Il monta sur les différentes hauteurs et observa les lignes des feux ennemis; elles remplissaient le pays entre l'Adige et le lac de Garda, l'atmosphère en était embrasée. Il distingua fort bien cinq camps

chacun composé d'une colonne, qui avaient déjà commencé leurs mouvements dès la veille. Les feux de bivouac annonçaient 40 à 45,000 hommes. Les Français ne pouvaient opérer sur ce champ de bataille qu'avec 22,000 hommes; c'était encore une très-grande disproportion; mais ils avaient sur l'ennemi l'avantage de soixante pièces de canon et de plusieurs régiments de cavalerie. Il parut évident, par la position des cinq bivouacs ennemis, qu'ils ne voulaient pas attaquer avant dix heures du matin. La première colonne, celle de Lusignan, à la droite, était fort éloignée; elle paraissait avoir pour but de cerner le plateau de Rivoli par derrière; elle ne pouvait être arrivée avant dix heures. La deuxième colonne, celle de Liptai, semblait vouloir attaquer la position de gauche du plateau. La troisième colonne, celle de Kœblœs, rasait le pied du Monte-Magnone. La quatrième colonne, commandée par Ocskai, était sur la crête du Monte-Magnone, se dirigeant sur la chapelle San-Marco. La cinquième colonne était composée de quatorze bataillons, de l'artillerie, de la cavalerie et des bagages de l'armée; elle avait passé l'Adige à Dolce, avait descendu la rive droite au pied du Monte-Magnone; elle était vis-à-vis l'osteria della Dogana, en étage près le hameau d'Incanal, au pied du plateau de Rivoli; elle devait déboucher par cette chaussée; alors Alvinzi aurait eu sa cavalerie et son artillerie. La sixième colonne, sous Vukassovich, était sur la rive gauche de l'Adige, vis-à-vis de la Chiusa vénitienne.

Sur cet aperçu Napoléon établit son plan : il ordonna à Joubert, qui avait évacué la chapelle San-Marco sur Monte-Magnone et qui n'occupait plus le plateau de Rivoli que par une arrière-garde, de reprendre de suite l'offensive, de se réemparer de la chapelle sans attendre le jour, de pousser la quatrième colonne d'Ocskai aussi loin que possible. Dix Croates, instruits par un prisonnier de l'évacuation de San-Marco, venaient d'en prendre possession lorsque Joubert fit remonter à la chapelle le général Vial à quatre heures du matin et la reprit. La fusillade s'engagea avec un régiment de Croates et successivement avec toute la colonne d'Ocskai. Au jour elle était déjà repoussée sur le milieu de la crête de Monte-Magnone. La troisième colonne autrichienne, celle de Kœblœs, pressa alors sa marche, et un peu avant neuf heures elle arriva sur les hauteurs de gauche du plateau de Rivoli; elle n'avait point d'artillerie. Les 14e et 85e demi-brigades françaises, qui étaient en bataille sur cette position, avaient chacune une batterie; la 14e occupait la droite; elle repoussa les attaques de l'ennemi; la 85e fut débordée et rompue. Le général en chef courut à la division Masséna, qui, ayant marché toute la nuit,

prenait un peu de repos au village de Rivoli, la mena à l'ennemi, et en moins d'une demi-heure cette colonne fut battue et mise en déroute. La colonne Liptai accourut au secours de Kœblœs. Il était dix heures et demie.

Quosdanovich, qui était au fond de la vallée, s'étant aperçu que Joubert n'avait laissé personne à la chapelle San-Marco et s'était porté en avant à la suite d'Ocskai, et que le feu était très-près du plateau de Rivoli, crut le moment propice pour déboucher : il détacha trois bataillons pour gravir sur la chapelle. Du succès de cette entreprise dépendait le gain de la bataille, mais l'exécution en était[1] difficile; c'était une véritable escalade. Joubert fit rétrograder au pas de course trois bataillons, qui arrivèrent à la chapelle avant ceux de l'ennemi et les rejetèrent au fond de la vallée. La batterie française, de quinze pièces, placée au plateau de Rivoli, mitrailla tout ce qui se présenta pour déboucher. Le colonel Leclerc chargea par peloton avec 300 chevaux; le chef d'escadron Lasalle chargea plus loin avec 200 hussards; l'intrépidité de ces charges décida du succès; l'ennemi fut culbuté dans le ravin; tout ce qui avait débouché, infanterie, cavalerie, artillerie, fut pris. La moitié de l'armée, formée des colonnes de Quosdanovich et de Vukassovich, n'ayant pu déboucher, devint inutile et ne fut d'aucun secours.

Pendant ce temps, la première colonne, celle de Lusignan, arrivait à la position qui lui était indiquée; elle rencontra la division française de réserve de Desenzano, composée de la 57e et de la 58e qui étaient en position à Orza, laissa une de ses brigades pour la tenir en échec; l'autre brigade, forte de 5,000 hommes, prit position sur la hauteur de Pipolo, à cheval sur le chemin de Vérone, derrière le plateau de Rivoli, appuyant sa droite à l'Adige : elle n'avait point d'artillerie. Elle croyait avoir tourné l'armée française, mais il était trop tard : à peine fut-elle arrivée sur la hauteur qu'elle put voir la déroute d'Ocskai, Kœblœs, Liptai. Elle pressentit le sort qui l'attendait; elle était sans ressources. Elle fut d'abord canonnée par quinze pièces de 12 de la réserve pendant un quart d'heure, et aussitôt après abordée et entièrement prise. Sa deuxième brigade, qui était plus en arrière, en position contre la réserve de Desenzano, se mit alors en retraite; elle fut vivement poursuivie, dispersée, en grande partie tuée ou prise. Il était deux heures après midi, l'ennemi était partout battu et vivement poursuivi. Joubert avança avec tant de rapidité, qu'un moment on crut toute l'armée d'Alvinzi prise. L'Escalier de Brentino était la seule retraite de l'ennemi. Mais Alvinzi,

[1] Dans le manuscrit il y a en cet endroit toute une ligne en blanc.

sentant le danger où il était, marcha avec une réserve, contint Joubert et même lui fit perdre un peu de terrain.

La bataille était gagnée. Les Français avaient pris douze pièces de canon débouchées par Incanal, des drapeaux, et fait 7,000 prisonniers. Deux détachements de la 18e et de la 32e, qui venaient de rejoindre l'armée, avaient donné dans la division Lusignan pendant qu'elle coupait la chaussée de Vérone; ils répandirent le bruit sur les derrières que l'armée française était cernée et perdue.

Dans cette journée, le général en chef fut plusieurs fois entouré par l'ennemi; il eut plusieurs chevaux blessés.

Le général Chabot occupait Vérone avec une poignée de monde.

VIII. Dans le même jour, Provera jeta un pont à Angiari, près Legnago, passa la rivière et marcha sur Mantoue; il laissa une réserve à la garde de ses ponts. Augereau avait fait de mauvaises dispositions; il ne put attaquer ces ponts que le 15 janvier 1797; il eut un combat de quelques heures; il tua ou prit la garde et brûla les pontons. Mais Provera avait gagné une marche sur lui; le blocus de Mantoue était compromis. Il est difficile d'empêcher un ennemi qui a des équipages de pont de passer une rivière. Lorsque l'armée qui défend le passage a pour but de couvrir un siége, elle doit avoir pris ses mesures pour arriver à une position intermédiaire entre la rivière qu'elle défend et la place qu'elle couvre, avant l'ennemi. Aussitôt que Provera eut passé l'Adige, Augereau aurait dû se diriger sur la Molinella et y arriver avant lui.

Napoléon, ayant appris, le 14 à deux heures après midi, au milieu de la bataille de Rivoli, que Provera jetait un pont à Angiari, prévit sur-le-champ ce qui allait arriver. Il laissa à Masséna, à Murat et à Joubert le soin de suivre le lendemain Alvinzi, et partit à l'heure même avec quatre régiments pour se rendre devant Mantoue : il avait treize lieues à faire. Il entra à Roverbella comme Provera arrivait devant Saint-Georges. Hohenzollern, avec l'avant-garde, s'était présenté le 16, à l'aube du jour, à la porte de Saint-Georges, à la tête d'un régiment couvert de manteaux blancs. Sachant que ce faubourg n'était couvert que par une simple ligne de circonvallation, il espérait le surprendre. Miollis, qui y commandait, ne se gardait que du côté de la ville; il savait qu'il était couvert par une division sur l'Adige et que l'ennemi était très-loin. Les hussards de Hohenzollern ressemblaient au 1er de hussards français. Cependant un vieux sergent de la garnison de Saint-Georges, qui faisait du bois à 200 pas de la place, fixa cette cavalerie; il conçut des doutes qu'il commu-

niqua à un tambour qui l'accompagnait; il leur parut que les manteaux blancs étaient bien neufs pour être de Bercheny. Ces braves gens, dans l'incertitude, se jetèrent dans Saint-Georges, criant aux armes, et poussèrent la barrière. Hohenzollern se mit au galop, mais il n'était plus temps, il fut reconnu et mitraillé. Les troupes bordèrent bientôt les parapets. A midi Provera cerna la place. Le brave Miollis, avec 1,500 hommes, se défendit toute la journée, et donna ainsi le temps aux secours partis de Rivoli d'arriver.

IX. Provera communiqua avec Mantoue par une barque, à travers le lac, et concerta les opérations du lendemain. Le 16, à la pointe du jour, Wurmser sortit avec la garnison et prit position à la Favorite. A une heure du matin, Napoléon plaça le général Victor, avec les quatre régiments qu'il avait amenés, entre la Favorite et Saint-Georges, pour empêcher la garnison de Mantoue de se joindre à l'armée de secours. Serurier attaqua, à la pointe du jour, la garnison avec les troupes du blocus; la division Victor attaqua l'armée de secours. C'est à cette bataille que la 57e mérita le nom de *Terrible;* elle aborda la ligne autrichienne à la baïonnette et renversa tout ce qui voulut résister. A deux heures après midi, la garnison ayant été rejetée dans la place, Provera capitula et posa les armes. Beaucoup de drapeaux, des bagages, plusieurs parcs, 6,000 prisonniers et plusieurs généraux tombèrent au pouvoir du vainqueur. Pendant ce temps-là, une arrière-garde qu'il avait laissée sur la Molinella, attaquée par le général Point de la division Augereau, fut battue et prise. Il ne s'échappa de ce corps d'armée que 2,000 hommes, qui restèrent au delà de l'Adige; tout le reste fut pris ou tué. Cette bataille fut appelée *bataille de la Favorite,* du nom d'un palais des ducs de Mantoue situé près du champ de bataille.

Du côté de Rivoli, Joubert poussa toute la journée du 15 Alvinzi devant lui, et arriva si rapidement sur l'Escalier de Brentino que 6,000 hommes furent coupés et pris. Murat, avec deux bataillons de troupes légères embarquées sur le lac de Garda, tourna la Corona. La personne d'Alvinzi s'échappa avec peine. Joubert se porta sur Trente, occupa les anciennes positions de l'Avicio; il fit un millier de prisonniers dans diverses reconnaissances. Le général Augereau marcha à Castelfranco, et de là à Trévise; il eut aussi à soutenir quelques légères affaires. Masséna occupa Bassano et plaça ses avant-postes sur la Piave; il fit 1,200 prisonniers dans deux combats d'avant-garde.

Les troupes autrichiennes repassèrent la Piave.

Les neiges remplissaient toutes les gorges du Tyrol ; ce fut le plus grand obstacle que Joubert eut à surmonter. L'infanterie française triompha de tout. Joubert entra dans Trente et occupa tout le Tyrol italien. On prit tous les malades autrichiens et beaucoup de magasins. L'armée occupa les mêmes positions qu'avant la bataille d'Arcole.

Les trophées faits pendant ce mois de janvier aux divers combats sont : 25,000 prisonniers, vingt-quatre drapeaux ou étendards et soixante pièces de canon. La perte de l'ennemi fut de 35,000 hommes au moins. Bessières porta à Paris les drapeaux. Les prisonniers étaient si nombreux qu'ils donnèrent de l'embarras; beaucoup se sauvèrent en route par la Suisse; il y avait un système organisé à cet effet; cependant le général Rey les escorta avec 4,000 hommes.

C'est pour reconnaître les services rendus dans tant de batailles par le général Masséna que, depuis, l'Empereur le nomma duc de Rivoli.

X. Depuis longtemps la garnison de Mantoue était à la demi-ration; les chevaux étaient mangés. On fit connaître à Wurmser les résultats de la bataille de Rivoli : il n'avait plus rien à espérer. On le somma de se rendre; il répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Cependant, à quelques jours de là, Klenau, son premier aide de camp, se rendit au quartier général de Serurier. Il protesta que la garnison avait encore pour trois mois de vivres, mais que, le maréchal ne croyant pas que l'Autriche pût dégager la place à temps, sa conduite serait réglée par les conditions qu'on lui ferait. Serurier répondit qu'il allait prendre les ordres du général en chef à ce sujet. Napoléon se rendit à Roverbella; il resta, incognito, enveloppé dans sa capote, pendant que la conversation s'engagea entre les deux généraux. Klenau, employant tous les arguments d'usage, dissertait longuement sur les grands moyens qui restaient à Wurmser et la grande quantité de vivres qu'il avait dans ses magasins de réserve. Le général en chef s'approcha de la table, prit la plume et écrivit près d'une demi-heure ses décisions en marge des propositions de Wurmser, pendant que la discussion durait toujours avec Serurier. Quand il eut fini : « Si Wurmser, dit-il à Klenau, avait seulement pour dix-huit ou vingt jours de vivres et qu'il parlât de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation honorable; mais je respecte l'âge, la bravoure et les malheurs du maréchal. Voici les conditions que je lui accorde, s'il ouvre ses portes demain. S'il tarde quinze jours, un mois, deux mois, il aura encore les mêmes condi-

tions ; il peut attendre jusqu'à son dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô et je marche sur Rome. Vous connaissez mes intentions, allez les dire à votre général. »

Klenau, qui n'avait rien conçu aux premières paroles, ne tarda pas à juger à qui il avait affaire. Il prit connaissance des décisions, dont la lecture le pénétra de reconnaissance pour un procédé aussi généreux et aussi peu attendu[1]. Il ne fut plus question de dissimuler; il convint qu'il n'avait plus de vivres que pour trois jours. Wurmser fit solliciter le général français, puisqu'il devait traverser le Pô, de venir le passer à Mantoue, ce qui lui éviterait beaucoup de détours et de mauvais chemins; mais déjà tous les arrangements de voyage étaient disposés. Wurmser lui écrivit pour lui exprimer toute sa reconnaissance, et, peu de jours après, il lui expédia un aide de camp à Bologne pour l'instruire d'une trame d'empoisonnement qui devait avoir lieu dans la Romagne, et lui donna les renseignements nécessaires pour s'en garantir. Cet avis fut utile.

Le général Serurier présida aux détails de la reddition de Mantoue, et vit défiler devant lui le vieux maréchal et tout l'état-major de son armée. Déjà Napoléon était dans la Romagne. L'indifférence avec laquelle il se dérobait au spectacle si flatteur d'un maréchal de grande réputation, généralissime des forces autrichiennes, à la tête de son état-major, lui remettant son épée, fut remarquée dans toute l'Europe.

La garnison de Mantoue montait encore à 20,000 hommes, dont 12,000 bien portants, trente généraux, quatre-vingts commissaires et employés de toute espèce, et tout le grand quartier général de Wurmser. Dans les trois blocus, depuis le mois de juin, 27,500 soldats étaient morts dans les hôpitaux de cette place ou avaient été tués dans les diverses sorties.

Joubert, né dans le département de l'Ain, l'ancienne Bresse, avait étudié pour le barreau; la révolution lui fit prendre le parti des armes. Il servit à l'armée d'Italie, et y fut fait général de brigade. Il était grand, maigre, semblait naturellement d'une faible complexion; mais il avait trempé sa constitution au milieu des fatigues des camps et de la guerre des montagnes. Il était intrépide, vigilant, actif. Il fut fait général de division en novembre 1796, pour remplacer Vaubois. Il eut le commandement du corps du Tyrol. On verra qu'il se fit honneur dans la campagne d'Allemagne. Il était fort attaché à Napoléon,

[1] La capitulation de Mantoue, avec les demandes et les décisions, est dans le tome II, p. 294.

qui le chargea de porter au Directoire les drapeaux de l'armée d'Italie. En novembre 1797, il épousa la fille du sénateur Semonville. En 1799, il se jeta dans les intrigues de Paris et fut nommé général en chef de l'armée d'Italie après la défaite de Moreau. Il fut tué glorieusement à la bataille de Novi. Il était jeune encore et n'avait pas acquis toute l'expérience nécessaire. Il était fait pour arriver à une grande renommée militaire.

CHAPITRE XII[1].

TOLENTINO.

I. L'armistice avec la cour de Rome est rompu (1er février 1797). — II. Armée du Saint-Siége. — III. Combat du Senio; soumission de la Romagne. — IV. Renvoi dans leurs foyers des prisonniers faits au combat du Senio. — V. Combat et prise d'Ancône. — VI. Notre-Dame de Lorette. — VII. Mission du général des Camaldules auprès du pape Pie VI. — VIII. Traité de Tolentino (19 février). — IX. Mantoue. — X. Arrivée en Italie de deux divisions des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin.

I. Le cardinal Busca avait succédé depuis six mois au cardinal Zelada dans la place de secrétaire d'État de Rome. Il avait rompu avec la France, s'était lié ouvertement avec l'Autriche, et travailla avec plus de zèle que de succès à former une armée respectable. Il voulait faire revivre ces temps où les armées pontificales décidaient du sort de la péninsule. Il avait stimulé la noblesse romaine, à tel point qu'elle offrit, avec plus d'emphase que de sincérité, des régiments équipés, des chevaux et des armes. Ce cardinal avait une grande confiance dans l'attachement des Italiens à leur religion et dans l'esprit naturellement guerrier des peuples de l'Apennin. Napoléon avait dissimulé tant d'outrages et tant d'insultes ; mais la chute de Mantoue le mettait enfin à même d'en tirer une vengeance éclatante.

Un courrier du cardinal Busca, adressé à Mgr Albani, chargé d'affaires de Rome à Vienne, fut intercepté près de la Mezzola le 10 janvier 1797 : toute la politique du Vatican y était dévoilée. Ce ministre écrivait « que les Français voulaient la paix, la sollicitaient même avec instance, mais qu'il en éloignait la conclusion, parce que le Pape était décidé à se confier entièrement à la fortune de la maison

[1] Ce chapitre et les chapitres suivants sont reproduits d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon ;* édit. de 1830. Nous n'avons pas le manuscrit original.

d'Autriche; que les conditions de l'armistice de Bologne n'étaient ni ne seraient exécutées, malgré les plus vives réclamations de la part du ministre français Cacault; que de nouvelles troupes se levaient avec activité dans les États du Saint-Siége; que le Saint-Père acceptait le général Colli, qu'offrait l'empereur, pour commander son armée; qu'il était nécessaire que ce général amenât avec lui un bon nombre d'officiers autrichiens, surtout des officiers du génie et de l'artillerie; que des ordres étaient donnés pour leur réception à Ancône; qu'il voyait avec peine que Colli serait obligé de s'aboucher avec Alvinzi, des manœuvres duquel il était peu content; qu'il serait bon qu'il allât passer la revue des troupes du Pape en Romagne avant de se rendre à Rome, etc. »

Un courrier fut sur-le-champ expédié au ministre de France Cacault, avec l'ordre de quitter Rome. « Depuis plusieurs mois, lui écrivait Napoléon, on vous a abreuvé d'humiliations; on a mis tout en usage pour vous faire sortir de Rome. Aujourd'hui, résistez aux instances que l'on pourrait faire pour vous y retenir; partez aussitôt après la réception de cette lettre[1]. » Ce ministre écrivit au secrétaire d'État Busca : « Je suis rappelé par ordre de mon gouvernement, qui m'oblige à partir ce soir pour Florence; j'ai l'honneur d'en prévenir Votre Éminence, en lui rappelant les expressions de mon respect. » Busca soutint la gageure jusqu'à la fin, et répondit : « Le cardinal Busca était loin de s'attendre à la nouvelle que le très-respectable M. de Cacault vient de lui communiquer. Son départ subit pour Florence ne lui permet rien autre chose que de l'assurer de sa profonde estime. »

Au même moment le général Victor passa le Pô à Borgoforte, à la tête de 4,000 hommes d'infanterie et de 600 chevaux, et se réunit, à Bologne, à la division italienne du général Lahoz, de 4,000 hommes. Ces 9,000 hommes étaient suffisants pour conquérir les États de l'Église.

Peu de jours après Napoléon se porta à Bologne et fit publier un manifeste en ces termes :

« Art. Ier. Le Saint-Siége a refusé formellement d'exécuter les articles VIII et IX de l'armistice conclu le 23 juin à Bologne, sous la médiation de l'Espagne, et ratifié solennellement à Rome le 27 juin.

» II. Il n'a cessé d'armer ou d'exciter par ses manifestes les peuples à la guerre; il a violé le territoire de Bologne; ses troupes se sont approchées à dix milles de cette ville et ont menacé de l'occuper.

[1] Voir tome II, p. 264.

» III. Il a entamé des négociations hostiles contre la France avec la cour de Vienne, comme le prouvent les lettres du cardinal Busca et la mission du prélat Albani à Vienne.

» IV. Il a confié le commandement de ses troupes à des généraux et officiers autrichiens envoyés par la cour de Vienne.

» V. Il a refusé de répondre aux avances officielles qui lui ont été faites par le citoyen Cacault, ministre de la République française, pour l'ouverture d'une négociation de paix.

» VI. Le traité d'armistice a donc été violé et enfreint par le Saint-Siége.

» En conséquence, je déclare que l'armistice conclu le 23 juin, entre la République française et la cour de Rome, est rompu. »

A l'appui de ce manifeste, on publia les lettres interceptées du cardinal Busca; on pouvait y joindre un grand nombre d'autres pièces; mais ces lettres disaient tout. Le cardinal Mattei, après avoir été trois mois dans un séminaire à Brescia, avait obtenu la permission de retourner à Rome; profitant de l'avantage qu'il avait d'être connu du général, il lui avait écrit plusieurs fois. Celui-ci mit à profit cette circonstance pour expédier à ce cardinal les lettres interceptées du cardinal Busca. Leur lecture remplit de confusion le sacré collége, et ferma la bouche aux partisans de ce ministre.

II. Le 2 février 1797, le quartier général s'établit à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonti, depuis pape Pie VII. La petite armée française arriva à Castel-Bolognese, vis-à-vis l'armée du Pape, qui était en position sur la rive droite du Senio, défendant le passage du pont. Cette armée était composée de 6 ou 7,000 hommes de troupes régulières ou de paysans rassemblés par le tocsin, commandés par des moines et fanatisés par les prédicateurs et les missionnaires; elle avait huit pièces de canon. Les Français prirent position; la journée avait été forte; comme ils plaçaient leur grand'garde, un parlementaire se présenta et déclara d'une manière burlesque, de la part de Son Éminence Mgr le cardinal général en chef, « que, si l'armée française continuait d'avancer, il ferait feu sur elle. » On rit beaucoup de cette terrible menace. On répondit « qu'on ne voulait point s'exposer aux foudres du cardinal, et qu'on allait prendre position pour passer la nuit. » Cependant le cardinal Busca avait réussi dans ses espérances. La Romagne était en feu; la guerre sainte y avait été proclamée; depuis trois jours le tocsin ne cessait de sonner; la dernière classe du peuple était dans le délire et la frénésie; les

prières des quarante heures, les missions dans les places publiques, les indulgences, les miracles même, tout avait été mis en œuvre : ici c'étaient des martyrs dont les plaies saignaient, là des madones qui pleuraient; tout annonçait un incendie prêt à consumer cette belle province. Le cardinal Busca avait dit au ministre français Cacault : « Nous ferons une Vendée de la Romagne, nous en ferons une des montagnes de la Ligurie, nous en ferons une de toute l'Italie. »

On afficha à Imola la proclamation suivante :

« L'armée française va entrer sur le territoire du Pape. Elle sera fidèle aux maximes qu'elle professe : elle protégera la religion et le peuple. Le soldat français porte d'une main la baïonnette, sûr garant de la victoire, de l'autre le rameau d'olivier, symbole de la paix et gage de sa protection. Malheur à ceux qui, séduits par des hommes profondément hypocrites, attireront sur leurs maisons la vengeance d'une armée qui a, dans six mois, fait 100,000 prisonniers des meilleures troupes de l'empereur, pris quatre cents pièces de canon de bataille, cent dix drapeaux, et détruit cinq armées [1] ! »

III. Le 3 juin, à quatre heures du matin, le général Lannes, commandant l'avant-garde de la petite armée française, remonta le Senio pendant une lieue et demie, le passa à gué à la pointe du jour, et se rangea en bataille sur les derrières de l'armée du Pape, lui coupant le chemin de Faenza. Le général Lahoz, soutenu par une batterie et couvert par une nuée de tirailleurs, passa le pont en colonne serrée. Dans un moment cette multitude armée fut en déroute; artillerie, bagages, tout fut pris : 4 ou 500 hommes furent sabrés; quelques moines périrent le crucifix à la main : c'étaient la plupart des Mendiants; presque toute la troupe de ligne fut prise. Le cardinal-général se sauva. Le combat ne dura pas une heure. Du côté des Français la perte fut légère.

Les Français arrivèrent le jour même devant Faenza. Les portes étaient fermées; le tocsin sonnait; les remparts étaient garnis de quelques pièces de canon, et le peuple en délire provoquait son vainqueur par toute espèce d'insultes; il répondit avec insolence à la sommation d'ouvrir les portes. Il fallut les jeter à terre et entrer de vive force. « C'est la même chose qu'à Pavie! » criaient les soldats : c'était demander le pillage. « Non, leur répondit Napoléon; à Pavie, ils s'étaient révoltés après avoir prêté serment, et avaient voulu massacrer nos soldats, qui étaient leurs hôtes. Ici ce ne sont que des

[1] Voir le texte de cette proclamation, t. II, p. 289.

insensés, qu'il faut vaincre par la clémence. » Quelques couvents seulement furent insultés. Cette intéressante ville sauvée de son propre délire, on s'occupa de sauver la province; on expédia dans tous les districts des agents pour éclairer la population, calmer l'agitation et la frénésie, qui étaient extrêmes; mais le moyen le plus efficace fut le renvoi des prisonniers de guerre.

IV. Les prisonniers faits au combat du Senio furent réunis à Faenza, dans le jardin d'un couvent. Les premiers moments de terreur duraient encore; ils craignaient pour leur vie. Ils se jetèrent tous à genoux, demandant grâce à grands cris à l'approche de Napoléon, qui leur dit en italien : « Je suis l'ami de tous les peuples d'Italie et surtout de ceux de Rome. Je viens pour votre bien. Vous êtes libres; retournez dans vos familles; dites-leur que les Français sont amis de la religion, de l'ordre et du pauvre peuple. » La joie succéda à la consternation. Ces malheureux se livrèrent au sentiment de leur reconnaissance avec cette vivacité qui est dans le caractère italien.

De là Napoléon se rendit au réfectoire, où il avait fait réunir tous les officiers; il y en avait plusieurs centaines, parmi lesquels quelques-uns des meilleures familles de Rome. Il s'entretint longtemps avec eux, parla de la liberté de l'Italie, de tous les abus du gouvernement pontifical, de ce qui s'y trouvait de contraire à l'esprit de l'Évangile, et de sa folie de vouloir résister à une armée victorieuse des troupes les plus disciplinées et les plus aguerries du monde. Il leur permit de retourner chez eux, et leur demanda, pour prix de sa clémence, de faire connaître les sentiments qui l'animaient envers toute l'Italie et surtout envers le peuple de Rome. Ces prisonniers furent autant de missionnaires qui se répandirent dans les États du Pape et qui ne tarissaient pas en éloges sur les bons traitements qu'ils avaient reçus. Ils portaient des proclamations qui, par ce moyen, pénétrèrent jusque dans les bicoques les plus reculées de l'Apennin. Cela réussit : les esprits changèrent.

L'armée arriva à Forli, Cesena, Rimini, Pesaro, Sinigaglia; elle y trouva le peuple favorablement disposé. Il était passé à une extrémité opposée; il reçut avec des démonstrations de joie ces Français que, peu de jours auparavant, il avait crus les terribles ennemis de sa religion, de ses propriétés, de ses lois. Les moines mêmes, hormis les Mendiants, calculant ce qu'ils avaient à perdre, s'employèrent de bonne foi à éclairer les esprits. Il y avait parmi eux beaucoup d'hommes de mérite qui gémissaient de la folie de leur cabinet.

V. Colli, qui commandait l'armée du Pape, avait commandé l'armée piémontaise à Mondovi et à Cherasco. Il savait à qui il avait affaire. Il choisit une bonne position sur les hauteurs en avant d'Ancône, et y campa les 3,000 hommes qui lui restaient. Mais, sous différents prétextes, lui et les officiers autrichiens se retirèrent à Lorette dès que l'armée française parut. La position qu'occupaient les Romains était très-belle. Le général Victor leur envoya un parlementaire pour les engager à se rendre.

Pendant que les pourparlers avaient lieu, les troupes françaises et italiennes les débordèrent par la droite et par la gauche, les enveloppèrent, les prirent sans tirer un coup de fusil, et entrèrent sans résistance dans la citadelle.

On agit avec ces prisonniers comme avec ceux faits au combat du Senio : ils furent renvoyés avec des proclamations. Ce furent de nouveaux missionnaires qui précédèrent la marche de l'armée.

Ancône est le seul port depuis Venise jusqu'à Brindisi, extrémité de la pointe orientale de l'Italie; mais il était négligé et en mauvais état; des frégates même ne pouvaient pas y entrer. C'est à cette époque que Napoléon reconnut ce qu'il fallait faire pour fortifier la place et réparer le port. De grands travaux furent exécutés pendant le royaume d'Italie. Aujourd'hui le port peut recevoir toute espèce de vaisseaux, même à trois ponts. Les Juifs, nombreux à Ancône, ainsi que les Mahométans d'Albanie et de Grèce, y étaient soumis à d'anciens usages humiliants et contraires aux droits de l'hospitalité. Un des premiers soins de Napoléon fut de les en affranchir.

Cependant, malgré la présence de l'armée, le peuple courait en foule se prosterner aux pieds d'une Madone qui pleurait à grosses larmes. Des citoyens sensés en donnèrent avis. Monge y fut envoyé. Il rendit compte qu'effectivement la Madone pleurait. Le chapitre reçut l'ordre de la porter au quartier général. C'était une illusion d'optique adroitement ménagée à l'aide d'un verre. Le lendemain la Madone fut replacée dans l'église, mais sans verre : elle ne pleurait plus. Un chapelain, auteur de cette supercherie, fut arrêté. C'était un attentat contre l'armée.

VI. Le 10, l'armée campa à Notre-Dame de Lorette. C'est un évêché et un magnifique couvent. L'église et les bâtiments sont somptueux; il y a des appartements vastes et bien meublés pour les trésors de la Madone et le logement des abbés, du chapitre et des pèlerins. Dans l'église est la Casa-Santa, demeure de la Vierge à Nazareth, le lieu même où elle fut visitée par l'ange Gabriel. C'est une petite

maison de cinq à six toises carrées, dans laquelle est une Madone placée sur un tabernacle. La légende dit que les anges l'ont portée de Nazareth en Dalmatie, lorsque les infidèles s'emparèrent de la Syrie, et de là, au travers de l'Adriatique, sur les pitons de Lorette. De tous les points de la chrétienté l'on venait en pèlerinage voir la Madone. Des présents, des diamants, des bijoux envoyés de toutes parts formaient son trésor, qui montait à plusieurs millions. Aussitôt que la cour de Rome connut l'approche de l'armée française, elle fit emballer et mettre en sûreté les trésors de Lorette; on trouva cependant encore plus d'un million en matière d'or et d'argent. La Madone fut envoyée à Paris. C'est une statue en bois grossièrement sculptée, ce qui atteste son ancienneté. On l'a vue plusieurs années à la Bibliothèque nationale. Le Premier Consul la restitua au Pape lors du Concordat, et elle a été replacée dans la Casa-Santa.

Plusieurs milliers de prêtres français, déportés de leur patrie, s'étaient réfugiés en Italie. A mesure que l'armée française s'était avancée dans la péninsule, ils avaient reflué sur Rome; mais, l'armée entrant dans les États du Pape, ils se trouvèrent désormais sans refuge. Quelques-uns des plus timides avaient passé l'Adige à temps et s'étaient retirés en Allemagne. Naples leur avait refusé un asile. Les chefs des divers couvents sur le territoire du Pape, qui supportaient avec peine l'obligation de les nourrir et de les entretenir, saisirent le prétexte de l'arrivée de l'armée; ils affectèrent de craindre qu'ils n'attirassent la haine du vainqueur sur leurs couvents, et chassèrent ces malheureux. Napoléon fit un arrêté et publia une proclamation par laquelle il rassura les prêtres français, et ordonna aux couvents, aux évêques, aux divers chapitres de les recevoir et de leur fournir tout ce qui était nécessaire à l'utilité et à l'agrément de la vie. Il prescrivit à l'armée de voir dans ces prêtres des amis, des compatriotes, de les protéger et de les traiter en cette qualité. L'armée s'anima de ces sentiments, ce qui donna lieu à un grand nombre de scènes touchantes. Des soldats reconnaissaient leurs anciens pasteurs, et ces malheureux vieillards, exilés à plusieurs centaines de lieues de leur patrie, recevaient pour la première fois des marques de respect et de tendresse de la part de leurs compatriotes, qui jusqu'alors les avaient traités comme des ennemis et des criminels. Le bruit de cette mesure retentit dans tout le monde chrétien et spécialement en France. Quelques critiques voulurent s'élever, mais elles furent étouffées par l'approbation générale et spécialement par celle du Directoire.

VII. Cependant la consternation régnait au Vatican. Les mauvaises nouvelles s'y succédaient à toutes les heures. On apprit d'abord que l'armée papale, sur laquelle on avait tant compté, avait été détruite tout entière, sans avoir opposé la plus légère résistance. Plus tard, les courriers qui annoncèrent l'arrivée de l'armée française dans les différentes villes firent connaître les changements qu'avait éprouvés l'esprit public. A la haine et au fanatisme avaient succédé des sentiments d'amitié et le désir de la liberté. Busca dut s'apercevoir qu'une Vendée ne se fait pas à volonté; que, si des circonstances extraordinaires la créent, de grandes fautes peuvent seules lui donner de la consistance et de la durée. Bientôt on apprit que l'armée française avait pris possession d'Ancône, de Lorette, de Macerata, et que déjà l'avant-garde était sur le sommet de l'Apennin. « Les Français ne marchent pas, disaient les prélats, ils courent. »

Cependant les officiers et les soldats prisonniers, renvoyés de Faenza et d'Ancône, propagèrent dans tous les quartiers de Rome les sentiments de confiance dont ils étaient animés. Le parti de la liberté leva la tête et se montra à découvert dans la ville même. Le sacré collége, ne voyant plus aucune espérance, songea à se mettre en sûreté; tous ses préparatifs étaient faits pour se diriger sur Naples.

Les voitures de la cour étaient attelées, lorsque le général des Camaldules arriva au Vatican et se prosterna aux pieds du Saint-Père. En passant à Cesena, Napoléon l'avait distingué, et, connaissant la confiance que Pie VI avait dans ce religieux, il l'avait chargé d'aller l'assurer qu'il n'en voulait point à son existence; qu'il révérait sa personne et son caractère; qu'il pouvait rester à Rome; qu'il devait seulement changer son cabinet, et envoyer à Tolentino des plénipotentiaires avec des pleins pouvoirs pour conclure et signer une paix définitive avec la République. Le général des Camaldules s'acquitta avec succès de sa commission.

Le Pape prit confiance, renvoya le ridicule Busca, appela à la direction de son cabinet le cardinal Doria, connu de tout temps par la modération de ses opinions, contremanda son départ de Rome, et nomma des plénipotentiaires pour négocier et signer une paix définitive.

Les instructions du Directoire étaient contraires à toute négociation avec Rome. Il pensait qu'il fallait mettre fin au règne temporel du Pape et n'avoir plus à s'en occuper; que l'on ne pourrait trouver aucune circonstance où la cour de Rome eût des torts plus évidents; que ce serait une folie que de se flatter d'une paix sincère avec des théologiens si fort en opposition aux principes qui dirigeaient les

républiques nouvelles. Sans doute l'existence temporelle du Pape était incompatible avec le bonheur de l'Italie; l'expérience prouvait qu'il ne fallait attendre ni modération ni bonne foi de cette cour; mais Napoléon pensait qu'il ne pouvait ni révolutionner Rome ni réunir son territoire à la république transpadane sans marcher sur Naples et culbuter ce trône. Dans ce royaume, le parti de la liberté était assez nombreux pour donner quelque inquiétude à la cour, mais trop faible pour pouvoir être un appui et offrir des secours réels à l'armée française. La cour de Naples sentait que la révolution de Rome entraînait sa chute. Cependant, pour marcher sur Naples, il fallait une armée de 20 à 25,000 hommes; ce qui n'était point compatible avec son grand projet de dicter la paix sous Vienne.

VIII. L'avant-garde de l'armée française avait passé l'Apennin; elle était à trois journées de Rome. Le quartier général arriva le 13 février à Tolentino. Le cardinal Mattei, monsignor Galeppi, le duc de Braschi et le marquis Massini, ministres plénipotentiaires du Pape, y arrivèrent en même temps. Les conférences s'ouvrirent le 14. Monsignor Galeppi porta la parole. Ce prélat était doué d'une heureuse fécondité; il fallut entendre bien des homélies. Mais la cour de Rome était coupable; elle devait être punie; elle ne pouvait l'être que par la cession des provinces conquises ou par des contributions équivalentes. Les trois Légations, le duché d'Urbino, la marche d'Ancône, la province de Macerata, celle de Perugia, étaient conquis. Ces bases ainsi posées, la conclusion du traité ne demanda que cinq jours de discussion. Galeppi, qui avait d'abord parlé de la ruine absolue des finances papales, trouva des ressources dès qu'il fallut racheter des provinces ou diminuer le nombre de celles que le Pape céderait. Le traité fut signé dans le couvent où s'était établi le quartier général [1].

Napoléon insista longtemps pour que la cour de Rome s'engageât à supprimer l'Inquisition. Il lui fut représenté que l'Inquisition n'était plus ce qu'elle avait été; qu'aujourd'hui elle était plutôt un tribunal de police que de croyance religieuse; que les *auto-da-fé* n'existaient plus. Il apprécia ces raisonnements à leur juste valeur; mais il se désista de cet article pour complaire au Pape, qui en était vivement affecté et s'en ouvrait dans sa correspondance particulière. Il se contenta des Légations de Bologne, de Ferrare, de la Romagne, et d'occuper Ancône par une garnison; ce fut la conséquence du même principe qui le portait à respecter l'existence temporelle du Pape. Si,

[1] Voir le texte du traité de Tolentino, t. II, p. 344.

comme l'auraient voulu les patriotes de la Transpadane, il eût accru cette nouvelle république du duché d'Urbino, d'Ancône, de la province de Ferrare et de Macerata, et porté ses limites au Tronto et à l'Apennin, elle se fût trouvée en contact avec le royaume de Naples. La guerre avec cette puissance en devenait la suite infaillible; elle aurait eu lieu quand même la France et la cour de Naples ne l'eussent pas voulu. L'importance qu'attachait cette cour aux stipulations avec Rome était telle, que le prince Pignatelli, son ministre, suivait le quartier général français depuis Bologne, ce qui montrait assez ses alarmes. Ce prince ne manquait ni d'esprit ni d'activité; mais tout lui était bon pour se trouver informé. Plusieurs fois, mais spécialement à Lorette, et durant les négociations de Tolentino, il fut surpris écoutant aux portes, s'exposant ainsi à être chassé par les huissiers.

La paix arrêta la marche des troupes françaises.

Après la signature du traité, le général en chef chargea le général Victor de tenir la main à son exécution, expédia son aide de camp le colonel Junot avec une lettre respectueuse pour le Pape, et partit pour Mantoue. Cette lettre et la réponse du Saint-Père, qui furent publiées, contrastaient avec le langage qui était alors en usage : elles furent remarquées.

IX. Mantoue était depuis un mois au pouvoir de la République. Les hôpitaux y étaient encore encombrés de malades autrichiens. Napoléon descendit au palais ducal, y séjourna plusieurs jours. On avait trouvé dans cette ville un très-grand nombre de beaux tableaux; il les fit envoyer au musée de Paris. Les belles fresques de la *Guerre des Titans*, par Jules Romain, excitaient au palais du T l'admiration des connaisseurs. La commission des artistes présenta divers projets pour les enlever et les faire transporter à Paris; mais on eût risqué de perdre et de détruire ces chefs-d'œuvre. Il fit établir un arsenal de construction, et chargea le général Chasseloup, commandant le génie, de s'occuper d'améliorer les fortifications. Le côté faible alors était celui de Pradella et de Pietole; on y travailla dès cet instant sans relâche pour les mettre en équilibre; tous les ordres furent donnés pour armer cette place.

Il se rendit à Milan, le centre de l'administration et de la politique de l'Italie. L'esprit public y avait fait de grands progrès.

X. Lors de la bataille d'Arcole, le gouvernement français crut l'Italie perdue; ce qui lui fit faire de sérieuses réflexions sur le contre-

coup que cela produirait sur l'état de la France. L'opinion s'indignait et ne comprenait pas pourquoi on laissait tout le fardeau, et dès lors toute la gloire, à une seule armée. L'armée d'Italie elle-même se plaignit très-haut, et l'on songea enfin à la secourir sérieusement. Le Directoire ordonna à une division de six régiments d'infanterie et de deux de cavalerie de l'armée de Sambre-et-Meuse, et à une de pareille force de l'armée du Rhin, de passer les Alpes, pour mettre l'armée d'Italie à même de combattre avec égalité dans la nouvelle lutte qui se préparait; elle était alors menacée par l'armée qui fut détruite à Rivoli. La marche de ces renforts éprouva des retards; Mantoue, vivement pressée, hâta les opérations d'Alvinzi; de sorte que les renforts atteignaient seulement le pied des Alpes lorsque les victoires de Rivoli, de la Favorite et la reddition de Mantoue mirent l'Italie à couvert de tout danger. Ce ne fut qu'au retour de Tolentino que Napoléon passa la revue de ces nouvelles troupes. Elles étaient belles, en bon état et bien disciplinées. La division de Sambre-et-Meuse, commandée par Bernadotte, avait eu peu de désertions dans sa marche; celle du Rhin, commandée par Delmas, était plus faible et en avait éprouvé davantage. Ce détachement était évalué à 30,000 hommes, mais il n'était effectivement que de 19,000. Désormais l'armée d'Italie était en état de tout entreprendre; elle pouvait forcer, seule, le cabinet de Vienne à renoncer à l'alliance de l'Angleterre.

CHAPITRE XIII.

LE TAGLIAMENTO.

I. Plan de la campagne pour 1797. — II. Passage de la Piave (12 mars). — III. Bataille du Tagliamento (16 mars). — IV. Retraite du prince Charles. — V. Combat de Gradisca (19 mars). — VI. Passage des Alpes juliennes et de la Drave (29 mars). — VII. Combats dans le Tyrol.

I. Les échecs qu'avaient essuyés les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin dans la campagne passée, la contenance timide de ces deux armées pendant le siége de Kehl et de la tête de pont de Huningue, avaient entièrement rassuré le conseil aulique de ce côté. A la fin de février, il détacha six divisions de ses meilleures troupes du Rhin (40,000 hommes), quatre sur le Frioul, deux sur le Tyrol. Le prince Charles, tout resplendissant de la gloire qu'il venait d'ac-

quérir en Allemagne, prit le commandement des armées autrichiennes d'Italie et porta son quartier général, le 6 février, à Inspruck, et peu après à Villach et à Gorizia. Dans le courant de février, ses ingénieurs parcoururent les débouchés des Alpes juliennes et noriques ; ils projetaient les fortifications qu'ils devaient élever aussitôt que les neiges seraient fondues.

Napoléon brûlait d'impatience de les prévenir, d'attaquer et de chasser l'archiduc Charles de l'Italie avant l'arrivée des puissants renforts qui traversaient l'Allemagne.

L'armée de Napoléon était composée de huit divisions d'infanterie et d'une réserve de cavalerie, présentant sous les armes 53,000 hommes d'infanterie, 3,000 d'artillerie servant cent vingt bouches à feu, et 5,000 de cavalerie; le contingent du roi de Sardaigne était de 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et vingt pièces de canon. Il négociait depuis longtemps pour entraîner Venise dans son alliance; son contingent devait être pareil à celui du Piémont. Ainsi il comptait entrer en Allemagne avec 70,000 hommes d'infanterie, 9,000 de cavalerie et cent soixante pièces de canon. Mais le Directoire, par le plus étrange aveuglement, se refusa à ratifier le traité d'alliance de Bologne [1], ce qui priva l'armée française du contingent du roi de Sardaigne. La seigneurie de Venise se refusa à toute proposition d'alliance, et laissa percer tant de mauvaise volonté qu'il fallut se mettre en garde; ce qui non-seulement priva l'armée du contingent vénitien, mais obligea à laisser 10,000 hommes en réserve sur l'Adige pour assurer les derrières et surveiller la malveillance de l'oligarchie vénitienne. Napoléon ne put donc entrer en Allemagne qu'avec 50,000 hommes, dont 5,000 de cavalerie et 2,500 d'artillerie. Il avait pensé que les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin devaient être réunies en une seule armée, qui, forte de 120,000 hommes, se porterait de Strasbourg en Bavière, passerait l'Inn, arriverait sur l'Enns et se réunirait à l'armée d'Italie, qui, traversant le Tagliamento, les Alpes juliennes, la Carinthie, la Drave et la Mur, se porterait sur le Semring ; et que, réunis ainsi au nombre de près de 200,000 hommes, les Français entreraient dans Vienne, dans le temps qu'une armée d'observation de 60,000 hommes garderait la Hollande, bloquerait Ehrenbreitstein, Mayence, Manheim, Philippsburg, et garderait les têtes de pont de Düsseldorf, Kehl et Huningue. Mais le Directoire, persistant dans ses faux principes de

[1] Traité d'alliance offensive et défensive signé à Bologne le 1er mars 1797. (Voir, t. II, p. 453, un autre traité du 5 avril 1797, qui ne fut pas non plus ratifié par le Directoire.)

guerre, continua à tenir séparées les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin; l'expérience de la campagne passée était perdue pour lui.

Trois grandes chaussées mènent de l'Italie à Vienne : 1° celle du Tyrol; 2° celle de Pontebba ou de la Carinthie; 3° celle de la Carniole.

La première, de Vérone, longe la rive gauche de l'Adige jusqu'à Trente, traverse la haute chaîne des Alpes, au col du Brenner, à soixante lieues de Vérone, et de là, par Salzburg, va gagner le Danube, qu'elle descend jusqu'à Vienne, en traversant l'Enns. De Vérone à Vienne, par ce chemin, il y a cent soixante et dix lieues.

La deuxième chaussée traverse le Vicentin, le Trévisan, passe la Piave, le Tagliamento, Pontebba et les Alpes carniques, au col de Tarvis; de là elle descend dans la Carinthie, traverse la Drave à Villach, passe à Klagenfurt, capitale de cette province, rencontre la Mur, qu'elle suit jusqu'à Bruck, traverse le Semring et descend dans la vallée de Vienne. Par cette chaussée, de San-Daniele à Vienne, il y a quatre-vingt-quinze lieues.

La chaussée de la Carniole passe l'Isonzo à Gradisca, se dirige sur Laybach, capitale de la province, traverse la Save, passe la Drave à Marburg, entre en Styrie, traverse Grætz, sa capitale, et joint la chaussée de la Carinthie à Bruck. Il y a de Gorizia à Vienne, par cette route, cent cinq lieues.

La chaussée du Tyrol communique avec celle de la Carinthie par cinq routes transversales. La première, appelée le *Pusterthal,* part de Brixen, prend à droite, rencontre un des affluents de l'Adige, passe à Lienz, à Spital, et joint la chaussée de la Carniole près de Villach; elle a quarante-cinq lieues. La deuxième part de Salzburg, passe à Rastadt et arrive également à Spital; elle a trente-deux lieues. A quatre lieues au-dessous de Rastadt, un embranchement de cette route suit la Mur jusqu'à Scheifling, où il rencontre la chaussée de la Carinthie; cet embranchement a seize lieues. La troisième part de Linz, sur le Danube, passe l'Enns près de Rottenmann, traverse de hautes montagnes, et, à trente-six lieues, rejoint à Judenburg la chaussée de la Carinthie. La quatrième part d'Enns, remonte l'Enns pendant vingt lieues et descend sur Leoben; elle a vingt-huit lieues. Enfin la cinquième part de Sanct-Pœlten et débouche sur Bruck; elle a vingt-quatre lieues.

Les chaussées de la Carinthie et de la Carniole communiquent entre elles par trois routes transversales. La première part de Gorizia, remonte l'Isonzo, passe à Caporetto, traverse la Chiusa autrichienne, et joint à Tarvis la chaussée de la Carinthie; elle a vingt

et une lieues. La deuxième part de Laybach, traverse la Save et la Drave et arrive à Klagenfurt; elle a dix-sept lieues. La troisième, de Marburg, rencontre la Drave et arrive également à Klagenfurt; elle a vingt-six lieues. Après avoir dépassé Klagenfurt, la chaussée de la Carinthie n'a plus aucune communication avec celle de la Carniole; elles cheminent parallèlement, à vingt-neuf lieues l'une de l'autre, jusqu'à Bruck, où elles se réunissent.

L'armée de l'archiduc, dans les premiers jours de mars, était forte de 50,000 hommes, dont 15,000 dans le Tyrol; le reste derrière la Piave, couvrant le Frioul. Elle attendait, dans le courant d'avril, l'arrivée des six divisions parties du Rhin; ce qui porterait sa force à plus de 90,000 hommes. Une si grande supériorité justifiait les espérances flatteuses du cabinet de Vienne. L'armée française, à la même époque, avait les trois divisions Delmas, Baraguey d'Hilliers et Joubert, et la brigade de cavalerie du général Dumas, réunies dans le Tyrol italien sous les ordres du lieutenant général Joubert; ce qui formait un corps de 17,000 hommes. Les divisions Masséna, Serurier, Guieu (ci-devant Augereau), Bernadotte, et la division de cavalerie du général Dugua, 34 ou 35,000 hommes, étaient réunies dans le Bassanais et le Trévisan, tenant des avant-postes le long de la rive droite de la Piave. La division Victor était encore sur l'Apennin; elle devait arriver dans les premiers jours d'avril sur l'Adige, pour y former le noyau du corps d'observation opposé aux Vénitiens; l'arrivée successive des bataillons de marche français, des bataillons lombards, cispadans et bolonais, devait porter ce corps d'armée à 20,000 hommes.

Lorsqu'on apprit que l'archiduc était arrivé à Inspruck le 6 février, on pensa qu'il réunirait toutes ses forces dans le Tyrol, se contentant de détacher une division de 6,000 hommes derrière le Tagliamento. Cela eût accéléré de vingt jours la réunion à son armée de six divisions détachées du Rhin; il eût pu alors attaquer le général Joubert, le forcer dans ses positions de l'Avicio et le jeter en Italie. Dès les premiers jours de février, le général en chef avait fait connaître au général Joubert le danger qu'il courait, et, dans cette hypothèse, il lui avait ordonné de choisir trois positions entre l'Avicio et la ligne de Torbole et Mori, où, avec son corps d'armée, il pût retarder la marche de l'archiduc et gagner huit ou dix jours, afin de donner le temps aux divisions qui étaient sur la Brenta de prendre l'armée de l'archiduc en flanc par les gorges de la Brenta.

II. Mais l'archiduc, se conformant au plan qui lui avait été pres-

crit par le conseil aulique, avait réuni ses principales forces dans le Frioul; ce qui permit à l'armée française de l'attaquer avant l'arrivée des divisions du Rhin, qui étaient encore éloignées de vingt marches.

Napoléon porta en conséquence son quartier général à Passano le 9 mars. Il parla en ces termes à son armée, par l'ordre du jour suivant :

« Soldats, la prise de Mantoue vient de terminer la guerre d'Italie, qui vous a donné des titres éternels à la reconnaissance de la patrie. Vous avez été victorieux dans quatorze batailles rangées et dans soixante et dix combats. Vous avez fait 100,000 prisonniers, pris cinq cents pièces de canon de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipages de pont. Les contributions mises sur le pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée; vous avez, en outre, envoyé 30 millions au ministre des finances pour le service du trésor public. Vous avez enrichi le Muséum de Paris de trois cents chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, qu'il a fallu trente siècles pour produire. Vous avez conquis à la République les plus belles contrées de l'Europe. Les républiques transpadane et cispadane vous doivent leur liberté. Les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de la patrie d'Alexandre. Les rois de Sardaigne, de Naples, le Pape, le duc de Parme sont détachés de la coalition. Vous avez chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse. . . Et cependant de plus hautes destinées vous attendent! Vous en serez dignes!

» De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la République à sa naissance, l'empereur seul reste devant nous. . . Il n'a plus de politique, de volonté, que celle de ce cabinet perfide qui, étranger aux malheurs de la guerre, sourit avec plaisir aux maux du continent. Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe; la modération de ses propositions ne se ressentait pas de la force de ses armées. . . Il n'a pas été écouté à Vienne. Il n'est donc plus d'espérance d'avoir la paix qu'en allant la chercher dans le cœur des États héréditaires.

» Vous y trouverez un brave peuple : vous respecterez sa religion et ses mœurs; vous protégerez ses propriétés.

» C'est la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise[1]. »

Il fallait passer la Piave et le Tagliamento en présence de l'armée autrichienne et tourner sa droite pour la prévenir aux gorges de Pon-

[1] Voir le texte complet de cette proclamation, t. II, p. 372.

tebba. Masséna partit de Bassano, passa la Piave dans les montagnes, battit la division Lusignan, la poursuivit l'épée dans les reins, lui fit 600 prisonniers, parmi lesquels le général Lusignan, prit quelques pièces de canon, et en jeta les débris au delà du Tagliamento, s'emparant de Feltre, de Cadore et de Bellune. La division Serurier se porta le 12 mars sur Asolo, passa la Piave à la pointe du jour, marcha sur Conegliano, où était le quartier général autrichien, et tourna ainsi toutes les divisions qui défendaient la basse Piave; ce qui permit à la division Guieu d'exécuter son passage, à deux heures après midi, à Ospedaletto, en avant de Trévise. La rivière en cet endroit est assez haute; elle eût exigé un pont; mais la bonne volonté du soldat y suppléa. Un seul tambour courut des risques et fut sauvé par une vivandière, qui se jeta à la nage. Ce même jour, les divisions Serurier et Guieu campèrent avec le quartier général à Conegliano. La division Bernadotte, qui était à Padoue, rejoignit le lendemain.

L'ennemi avait choisi les plaines du Tagliamento pour son champ de bataille; elles étaient favorables à sa bonne et nombreuse cavalerie. Son arrière-garde essaya de tenir la nuit à Sacile, mais elle fut enfoncée le 13 par le général Guieu.

III. Le 16 mars, à neuf heures du matin, les deux armées se trouvèrent en présence. L'armée française arrivait, avec le grand quartier général, en avant de Valvasone, sur la rive droite du Tagliamento, la division Guieu formant la gauche, la division Serurier le centre, et la division Bernadotte la droite. L'armée autrichienne, à peu près égale en force, était rangée dans le même ordre sur la rive opposée. Par cette position, elle ne couvrait pas la chaussée de Pontebba. La colonne d'Ocskai et les débris de la division Lusignan n'étaient plus capables d'arrêter Masséna. Cependant Pontebba était la route la plus courte et la direction naturelle pour couvrir Vienne.

Cette conduite de l'archiduc ne peut s'expliquer qu'en supposant qu'il ne craignît que pour Trieste, centre des établissements maritimes de l'Autriche, ou que ses positions n'étaient pas définitivement prises, et que, couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours, ce qui donnerait le temps à une division de grenadiers venant du Rhin, déjà arrivée à Klagenfurt, de renforcer la division Ocskai, opposée à Masséna.

La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre du Tagliamento; la cavalerie légère fit plusieurs charges sur le gravier de ce torrent; l'armée française, voyant l'ennemi trop bien préparé, cessa son feu,

établit son bivouac et fit la soupe. L'archiduc y fut trompé; il crut que, comme elle avait marché toute la nuit, elle prenait position; il fit un mouvement en arrière et rentra dans son camp. Mais deux heures après, quand tout fut tranquille, l'armée française reprit subitement les armes. Duphot, à la tête de la 27ᵉ légère, avant-garde de Guieu, et Murat, avec la 15ᵉ légère, avant-garde de Bernadotte, soutenus chacun par leur division, chaque régiment ayant son deuxième bataillon déployé, et ses premier et troisième en colonne par division, à distance de peloton, se précipitèrent dans la rivière. L'ennemi courut aux armes; mais déjà toute cette première ligne avait passé dans le plus bel ordre et se trouvait rangée en bataille sur la rive gauche. La canonnade et la fusillade s'engagèrent de toutes parts. La cavalerie légère attachée à ces deux divisions était à la droite et à la gauche de la ligne. La division de cavalerie de réserve du général Dugua et la division Serurier formaient la deuxième ligne, qui passa la rivière aussitôt que la première ligne se fut éloignée de 100 toises du rivage. Après plusieurs heures de combat et différentes charges d'infanterie et de cavalerie, l'ennemi, ayant été repoussé aux attaques des villages de Gradisca et de Codroipo, et se voyant tourné par une charge heureuse de la division Dugua, battit en retraite, abandonnant à son vainqueur huit pièces de canon et des prisonniers.

Aux premiers coups de canon, Masséna avait exécuté son passage à San-Daniele; il y éprouva peu de résistance, s'empara d'Osoppo, cette clef de la chaussée de Pontebba, que l'ennemi avait négligée, et de la Chiusa vénitienne. Il se trouva ainsi maître des gorges de Pontebba. Il poussa sur Tarvis les débris de la division Ocskai.

IV. L'archiduc, ne pouvant plus se retirer par la Carinthie, puisque Masséna occupait Pontebba, se résolut à gagner cette chaussée par Udine, Cividale, Caporetto, la Chiusa autrichienne et Tarvis. Il y dirigea trois divisions et ses parcs, sous les ordres du général Bajalich, et, avec le reste de son armée, il se porta par Palmanova et Gradisca pour défendre l'Isonzo et couvrir la Carniole. Mais Masséna n'était qu'à deux journées de Tarvis; Bajalich, par la route qu'il suivait, en était à six marches; cette manœuvre compromettait donc ce corps d'armée; l'archiduc le sentit. De sa personne il courut à Klagenfurt se mettre à la tête de la division de grenadiers qui s'y trouvait, et prit position en avant de Tarvis pour arrêter Masséna. Ce général avait été retardé deux jours; mais, ayant reçu l'ordre de marcher tête baissée sur Tarvis, il s'y porta en toute hâte. Il y trouva

l'archiduc en bataille avec les débris d'Ocskai et la belle division de grenadiers arrivés du Rhin. Le combat fut opiniâtre; de part et d'autre on sentait l'importance d'être vainqueur, car, si Masséna parvenait à s'emparer du débouché de Tarvis, les trois divisions autrichiennes qui marchaient par la vallée de l'Isonzo étaient perdues. Le prince se prodigua de sa personne et fut plusieurs fois sur le point d'être pris par les tirailleurs français. Le général Brune, depuis maréchal de France, qui commandait une brigade de la division Masséna, s'y comporta avec la plus grande valeur. Les Autrichiens furent rompus; ils avaient fait donner jusqu'au dernier bataillon; ils ne purent opérer aucune retraite; leurs débris coururent se rallier à Villach, derrière la Drave. Masséna, maître de Tarvis, s'y établit, faisant face du côté de Villach et du côté de la Chiusa autrichienne, par où devaient déboucher les trois divisions qui avaient été dirigées par cette route du champ de bataille du Tagliamento.

V. Le lendemain de la bataille du Tagliamento, le quartier général de l'archiduc était entré dans Palmanova, place forte qui appartenait aux Vénitiens; il y avait fait établir des magasins; mais, jugeant qu'il lui faudrait laisser 5 ou 6,000 hommes pour la garder, son artillerie de place n'étant pas encore arrivée, il l'évacua. Les Français y laissèrent garnison et la mirent à l'abri d'un coup de main. La division Bernadotte se présenta devant Gradisca pour y passer l'Isonzo : elle trouva la ville fermée et fut reçue à coups de canon; elle voulut parlementer avec le gouverneur, mais il s'y refusa. Alors le général en chef se porta avec Serurier sur la rive gauche de l'Isonzo, par le chemin de Monfalcone. Il lui aurait fallu un temps précieux pour construire un pont. Le colonel Andréossy, directeur des ponts, se jeta le premier dans l'Isonzo pour le sonder; les colonnes suivirent son exemple; les soldats passèrent, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la fusillade de deux bataillons de Croates, qui furent mis en déroute. Après ce passage, la division Serurier se porta vis-à-vis de Gradisca, où elle arriva le 19 mars à cinq heures du soir.

Pendant cette marche, la fusillade était vive sur la rive droite, où Bernadotte était aux prises. Ce général avait eu l'imprudence de vouloir enlever la place d'assaut; il avait été repoussé et avait perdu 4 ou 500 hommes. Cet excès d'ardeur était justifié par l'envie qu'avaient les troupes de Sambre-et-Meuse de se signaler, et par la noble émulation d'arriver à Gradisca avant les anciennes troupes d'Italie. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit Serurier sur les hauteurs, il

capitula et se rendit prisonnier de guerre avec 3,000 hommes, deux drapeaux, vingt pièces de canon de campagne attelées.

Le quartier général se porta le surlendemain à Gorizia. La division Bernadotte marcha sur Laybach. Le général Dugua, avec 1,000 chevaux, prit possession de Trieste. Serurier, de Gorizia, remonta l'Isonzo par Caporetto et la Chiusa autrichienne, pour soutenir le général Guieu et regagner, à Tarvis, la chaussée de la Carinthie.

Le général Guieu, du champ de bataille du Tagliamento, s'était dirigé sur Udine et Cividale, et avait pris, à Caporetto, la chaussée de l'Isonzo; il avait eu tous les jours de forts engagements avec l'arrière-garde de Bajalich; il lui avait tué beaucoup de monde, fait des prisonniers, pris des bagages et des canons, ce qui l'avait obligé à précipiter sa marche. Arrivés à la Chiusa-di-Pletz, les Autrichiens se crurent sauvés; ils ignoraient que Masséna occupait Tarvis depuis deux jours. Ils furent attaqués en front par Masséna, en queue par Guieu. La position de la Chiusa, quoique forte, ne put résister à la 4e de ligne dite *l'Impétueuse*. Cette demi-brigade gravit la montagne qui domine la gauche, et, tournant ainsi ce poste important, il ne resta plus d'autre ressource à Bajalich que de poser les armes. Bagages, canons, parc, drapeaux, tout fut pris. Cependant on ne fit que 5,000 prisonniers, parce qu'un grand nombre d'hommes avaient été tués, blessés ou pris dans différents combats depuis le Tagliamento, et que d'autres, en grand nombre, natifs de la Carniole ou de la Croatie, voyant tout perdu, s'étaient débandés dans les gorges pour gagner isolément leurs villages. On prit trente-deux pièces de canon, quatre cents voitures attelées d'artillerie et de bagages, quatre généraux et beaucoup d'employés d'administration.

VI. Le quartier général se rendit successivement à Caporetto, à Tarvis, à Villach, à Klagenfurt. L'armée passa la Drave sur le pont de Villach, que l'ennemi n'eut pas le temps de brûler; elle se trouvait dans la vallée de la Drave; elle avait passé les Alpes carniques et juliennes; elle était en Allemagne. La langue, les mœurs, le climat, le sol, la culture, tout contrastait avec l'Italie. Elle se loua de l'hospitalité et de la bonhomie des paysans. L'abondance des légumes, la grande quantité de voitures et de chevaux lui fut fort utile; elle n'avait trouvé en Italie que des chariots attelés de bœufs, dont le service lent et incommode s'accordait mal avec la vivacité française. Elle occupa les châteaux de Gorizia, de Trieste et de Laybach. Les deux divisions autrichiennes de Keim et de Mercandin,

arrivées du Rhin, étaient en position à Klagenfurt, qu'elles voulaient défendre : le premier perdit 4 ou 500 hommes et fut repoussé.

Klagenfurt avait une enceinte bastionnée, négligée depuis des siècles; les officiers du génie remplirent les fossés d'eau, relevèrent les parapets, démolirent les maisons bâties sur le rempart; des hôpitaux et des magasins de toute espèce y furent établis. Ce point d'appui parut important aux débouchés des montagnes.

On publia en français, en allemand et en italien, la proclamation suivante dans toutes les provinces :

« Habitants de la Carinthie, de la Carniole et de l'Istrie, l'armée française ne vient pas dans votre pays pour le conquérir ni pour porter aucun changement à votre religion, à vos mœurs, à vos coutumes; elle est l'amie de toutes les nations et particulièrement des braves Germains. Habitants de la Carinthie, je le sais, vous détestez autant que nous les Anglais, qui seuls gagnent à la guerre actuelle, et votre ministère, qui leur est vendu. Si nous sommes en guerre depuis six ans, c'est contre le vœu des braves Hongrois, des citoyens éclairés de Vienne et des simples et bons habitants de la Carinthie, de la Carniole et de l'Istrie. Eh bien, malgré l'Angleterre et les ministres de la cour de Vienne, soyons amis. La République française a sur vous les droits de conquête : qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie réciproquement! Vous ne vous mêlerez pas d'une guerre qui n'a pas votre aveu. Vous fournirez aux besoins de mon armée. De mon côté, je protégerai vos propriétés; je ne tirerai de vous aucune contribution. La guerre n'est-elle pas elle-même assez horrible? Ne souffrez-vous pas déjà trop, vous, innocentes victimes des passions des autres? Toutes les impositions que vous avez coutume de payer à l'empereur serviront à indemniser des dégâts inséparables de la marche d'une armée et à payer ce que vous m'aurez fourni. »

Cette proclamation fut d'un bon effet; on y fut fidèle de part et d'autre : aucune contribution extraordinaire ne fut levée, et les habitants ne donnèrent lieu à aucune espèce de plainte. Quatre gouvernements furent organisés pour les quatre provinces; on les composa des plus riches propriétaires. Les marchandises anglaises furent confisquées à Trieste. On trouva dans les magasins impériaux de la mine d'Idria pour plusieurs millions de vif-argent.

VII. Depuis dix jours que la campagne était ouverte sur les bords de la Piave, du Tagliamento et dans le Frioul, les deux armées étaient restées inactives dans le Tyrol. Le général Kerpen, qui commandait

le corps autrichien, attendait à chaque instant l'arrivée des deux divisions du Rhin. Le général Joubert n'avait encore aucun ordre d'attaquer; ses instructions lui prescrivaient seulement de contenir l'ennemi et de garder sa position de Lavis. Mais, aussitôt après la bataille du Tagliamento, et lorsque l'armée autrichienne eut été chassée de toute l'Italie, que Masséna se fut rendu maître de la chaussée de la Carinthie, et que Napoléon se fut décidé à pénétrer par cette chaussée avec toute son armée, il expédia l'ordre au général Joubert de battre l'ennemi, auquel il était supérieur, de remonter les bords de l'Adige, de rejeter le général Kerpen au delà du Brenner, et de marcher par un à-droite et par le Pusterthal, en suivant la chaussée qui longe la Drave, pour rejoindre l'armée à Spital, sur la chaussée de la Carinthie. Il prescrivit de laisser une brigade pour défendre l'Avicio, avec ordre, si elle y était forcée, de se replier sur le Monte-Baldo, d'y attendre les ordres du général Kilmaine, commandant en Italie, et de correspondre avec le général Balland, à Vérone. Lorsque l'armée française victorieuse arriverait sur le Semring, menaçant Vienne, tout ce qui pouvait se passer dans le bas Tyrol était d'une importauce secondaire.

Le 20 mars, aussitôt que le général Joubert eut reçu ses instructions, il commença son mouvement. Le grand quartier général était alors à Gorizia, sur l'Isonzo. Le général Kerpen campait, avec ses principales forces, à Cembra, derrière l'Avicio, couvrant San-Michele, par où il communiquait avec le général Laudon, qui occupait la rive droite de l'Adige. La division Joubert passa l'Avicio à Segonzano, dans le temps que les divisions Delmas et Baraguey d'Hilliers le passaient sur le pont de Lavis même, et se dirigeaient, par la chaussée de la rive droite, sur San-Michele. Ainsi toutes les forces françaises se trouvèrent en mesure de participer à l'attaque du camp du général Kerpen, tandis que le corps de Laudon, séparé par l'Adige, resta spectateur inactif. Aussi le combat ne fut pas douteux. Le général Kerpen, chassé de toutes ses positions, perdit la moitié de son monde, des drapeaux, des canons, 3,000 prisonniers et 2,000 morts. Cette bataille de San-Michele ouvrit le Tyrol.

Pendant que Baraguey d'Hilliers et Delmas entraient à San-Michele et en coupaient le pont, Joubert se porta directement sur Neumarkt par les montagnes, s'en empara après un léger combat, passa le pont, battit complétement et éparpilla le corps du général Laudon, qui, avec tout ce qu'il avait pu réunir de troupes, était en position entre Neumarkt et Tramin. Le soir (22 mars), Joubert rentra dans Neumarkt avec des canons, des drapeaux et 2,500 prisonniers.

Pendant ce temps, l'avant-garde entrait à Bolzano, ville riche, commerçante et d'une grande importance, où elle prit tous les magasins de l'ennemi. La première division autrichienne du Rhin, commandée par le général Spork, était arrivée à Klausen; le général Kerpen rallia derrière cette division les débris de son corps, et, favorisé par une position qui paraissait inexpugnable, il se résolut à attendre son vainqueur. Le 24 mars, le général Joubert y marcha avec la plus grande partie de son corps d'armée. L'attaque fut vive; les obstacles qu'offraient les localités paraissaient d'abord insurmontables; mais les intrépides tirailleurs français, aussi lestes que les Tyroliens mêmes, gravirent les montagnes qui appuyaient la droite de l'ennemi, et par là l'obligèrent à la retraite.

Le général Kerpen, n'espérant plus que dans la jonction de la deuxième division qu'il attendait du Rhin, fit sa retraite sur Mittenwald, laissant ainsi à la disposition du général Joubert la chaussée de Pusterthal. Mais celui-ci jugea qu'il lui serait dangereux de commencer son mouvement à droite, en défilant si près du camp ennemi; il l'attaqua le 28 mars. Une charge de cavalerie du général Dumas contribua au succès de ce combat. Le général Kerpen, battu pour la troisième fois, évacua Sterzingen et se retira sur le Brenner. L'alarme se répandit jusqu'à Inspruck. On ne douta plus que l'intention du général Joubert ne fût de s'y porter pour se lier à l'armée du Rhin. Ce projet eût été funeste et eût été suivi d'une catastrophe, puisque l'armée du Rhin était encore en cantonnement en Alsace. Mais rien ne s'opposait plus à ce que Joubert, conformément à ses instructions, marchât par le Pusterthal pour se joindre à la grande armée sur la chaussée de la Carinthie. Le 2 avril, il commença son mouvement, fit occuper Brunecken et Toblach, et, lorsqu'il fut certain que rien ne pouvait plus s'opposer à son débouché dans la vallée et à son mouvement sur la Carinthie, il replia tous ses postes du Tyrol. Le 4 avril son mouvement était décidé. Il laissa une colonne de 1,200 hommes sous les ordres du général Serviez, avec l'ordre de reprendre ses positions sur l'Avicio, pour couvrir l'Italie. Le général Joubert joignit l'armée avec 12,000 hommes; il était embarrassé de 7,000 prisonniers qu'il avait faits dans ces divers combats.

Ainsi, en dix-sept à vingt jours, l'armée de l'archiduc avait été défaite en deux batailles rangées et en plusieurs combats; elle était rejetée au delà du Brenner, des Alpes juliennes et de l'Isonzo; Trieste et Fiume, les deux seuls ports de la monarchie, étaient pris; la province de Gorizia, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie, obéissaient au gouvernement français; 20,000 prisonniers, vingt drapeaux, cin-

quante pièces de campagne attelées, prises sur le champ de bataille, étaient les trophées qui attestaient la supériorité du soldat français. Des six divisions que l'archiduc attendait du Rhin, deux avaient été entamées. Le quartier général français était en Allemagne et, au plus, à soixante lieues de Vienne. Tout portait à penser que, dans le courant de mai, les armées françaises victorieuses seraient maîtresses de cette capitale, car il ne restait à l'Autriche sur le Rhin, au commencement de mars, que 80,000 hommes, et l'armée française de Sambre-et-Meuse et du Rhin en comptait plus de 130,000.

CHAPITRE XIV.

LEOBEN.

I. La cour impériale évacue Vienne. — II. Ouvertures de paix. — III. Combat de Neumarkt (1er avril 1797). — IV. Combat d'Unzmarkt. — V. Suspension d'armes de Judenburg (7 avril). — VI. Jonction des divisions du Tyrol, de la Carniole et de la Carinthie. Préliminaires de paix de Leoben (18 avril). — VII. Motifs qui décidèrent Napoléon. — VIII. Des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse; elles commencent les hostilités le 18 avril, le jour même de la signature de la paix.

I. Les nouvelles des batailles du Tagliamento et de Tarvis, du combat de Gorizia et de l'entrée des Français à Klagenfurt et à Laybach, portèrent la consternation à Vienne. La capitale était menacée et dépourvue de toute défense efficace. On emballa les meubles précieux et les papiers les plus importants. Le Danube fut couvert de bateaux qui transportaient tous les effets en Hongrie, où furent envoyés les jeunes archiducs et archiduchesses. Parmi elles était l'archiduchesse Marie-Louise, âgée alors de cinq ans et demi, qui depuis fut impératrice des Français. Le mécontentement était général. « En moins de quinze jours, disaient les Viennois, les Français peuvent arriver sous nos murs. Le ministère ne songe point à faire la paix, et nous n'avons aucun moyen de résister à cette terrible armée d'Italie. »

Les armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse devaient entrer en campagne et passer le Rhin le jour même que l'armée d'Italie passerait la Piave; elles devaient s'avancer à tire-d'aile en Allemagne; Napoléon, en rendant compte de la bataille du Tagliamento, annonça qu'il allait sous peu de jours passer les Alpes juliennes et se trouver dans le cœur de l'Allemagne; que du 1er au 10 avril il

serait à Klagenfurt, capitale de la Carinthie, c'est-à-dire à soixante lieues de Vienne, et avant le 20 avril sur le sommet du Semring, à vingt-cinq lieues de Vienne; qu'il était donc important que les armées du Rhin se missent en mouvement et qu'on l'instruisît de leur marche. Le gouvernement lui répondit le 23 mars, le complimenta sur la victoire du Tagliamento, s'excusa sur ce que les armées du Rhin n'étaient pas encore entrées en campagne, et l'assura qu'elles allaient se mettre en mouvement sans retard. Mais trois jours après, le 26 mars, il lui écrivit que l'armée de Moreau ne pouvait pas entrer en campagne; qu'elle manquait de bateaux pour exécuter le passage du Rhin, et que l'armée d'Italie ne devait pas compter sur la coopération des armées d'Allemagne, mais seulement sur elle-même.

Cette dépêche, arrivée à Klagenfurt le 31 mars, fit naître bien des conjectures. Le Directoire craignait-il que ces trois armées, qui formaient toutes les forces de la République, une fois réunies sous les ordres d'un même général, ne le rendissent trop puissant? Était-ce le souvenir des échecs qu'avaient éprouvés l'année précédente les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse qui les rendait timides? Fallait-il attribuer cette étrange pusillanimité au peu de vigueur et de résolution des généraux? C'était impossible. Ou voulait-on sacrifier l'armée d'Italie, comme on avait voulu la perdre en juin 1796, en prescrivant d'en envoyer la moitié sur Naples?

Ne pouvant plus compter sur le secours de ces deux armées, Napoléon ne devait plus se flatter d'entrer dans Vienne; il n'avait pas assez de cavalerie pour descendre dans la plaine du Danube; mais il pouvait arriver jusque sur le sommet du Semring sans inconvénient. Il pensa que le parti le plus avantageux qu'il pouvait tirer de sa position était de conclure la paix, objet des vœux de toute la France.

II. Le 31 mars, douze heures après avoir reçu la dépêche du Directoire, il écrivit au prince Charles dans les termes suivants :

« Monsieur le Général en chef, les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six ans? Avons-nous assez tué de monde et commis assez de maux à la triste humanité? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la République française, les a posées. Votre nation reste seule; et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette nouvelle campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et d'autre quelques milliers d'hommes, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

» Le Directoire exécutif de la République française avait fait connaître à S. M. l'Empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. L'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre, et faut-il, pour les intérêts et les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger?

» Vous, Monsieur le Général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas, Monsieur le Général en chef, que j'entende par là qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais, dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, Monsieur le Général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Le prince Charles répondit, le 2 avril :

« Assurément, tout en faisant la guerre, Monsieur le Général en chef, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire, ainsi que vous, la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité; comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni de la part de S. M. l'Empereur d'aucun pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, Monsieur le Général, que je n'entre là-dessus avec vous dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs sur cet objet d'aussi haute importance et qui n'est pas foncièrement de mon ressort. Quelles que soient, au reste, les chances futures de la guerre ou les espérances de la paix, je vous prie de vous persuader, Monsieur le Général, de mon estime et de ma considération distinguée. »

Pour appuyer cette ouverture de négociations, il était important de marcher en avant et de s'approcher de Vienne.

III. L'avant-garde était à Saint-Veit, le quartier général à Klagenfurt. Le 1er avril, à la pointe du jour, Masséna se porta sur Friesach. En avant du château, il rencontra l'arrière-garde ennemie qui couvrait les magasins considérables que l'archiduc y avait fait rassembler. Il la poussa vivement, entra pêle-mêle avec elle dans Friesach, s'em-

para de tous les magasins, et continua sa poursuite jusque près de Neumarkt, où il rencontra l'archiduc, avec quatre divisions venant du Rhin, celles du prince d'Orange, des généraux Keim, Mercandin, la réserve des grenadiers, et le reste de l'ancienne armée, en position pour défendre les gorges de Neumarkt.

Le général en chef ordonna sur-le-champ à Masséna de se réunir avec toute sa division sur la gauche de la chaussée; il plaça la division Guieu sur les hauteurs de droite et la division Serurier en réserve.

A trois heures après midi, la 2e d'infanterie légère, de la division Masséna, aborda au pas de charge la première ligne ennemie; elle se couvrit de gloire. Elle venait du Rhin, les soldats l'appelaient *le contingent,* faisant allusion aux troupes des princes d'Allemagne, qui ne passaient pas pour excellentes. Les soldats de la 2e légère, qui étaient piqués, défièrent les vieux soldats de l'armée d'Italie d'aller aussi vite et aussi loin qu'eux; ils firent des prodiges. Le prince Charles paya de sa personne, mais inutilement : il fut chassé de toutes ses positions et perdit 3,000 hommes. Les troupes françaises entrèrent à la nuit, pêle-mêle avec les siennes, à Neumarkt, et enlevèrent 1,200 prisonniers, six pièces de canon et cinq drapeaux.

Il y avait encore quatre lieues jusqu'à Scheifling, point où vient aboutir la troisième route transversale. Le général autrichien, ne pouvant retarder la marche du vainqueur, eut recours à la ruse pour gagner vingt-quatre heures et donner le temps au général Kerpen de déboucher à Scheifling. Il fit proposer une suspension d'armes, afin de pouvoir, disait-il, prendre en considération la lettre qui lui avait été écrite le 31 mars. Berthier lui répondit qu'on pouvait négocier et se battre, mais qu'il n'y aurait point d'armistice jusqu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour traiter de la paix définitive.

Au point du jour, l'avant-garde française se mit en marche sur la Mur. De fortes reconnaissances furent envoyées jusqu'à Murau, à la rencontre du corps de Kerpen; Napoléon s'y porta; mais ce corps avait rétrogradé. Le général Spork, qui faisait son arrière-garde, fut seul légèrement entamé. Le quartier général français séjourna le 4 et le 5 à Scheifling, château situé sur les bords de la Mur.

IV. De Scheifling à Knittelfeld, le chemin longe la Mur dans des gorges épouvantables. On trouve à chaque pas des positions qui pouvaient arrêter l'armée française. Il était de la plus haute importance pour l'archiduc de gagner quelques jours, pour donner à Vienne le temps de se reconnaître, et pour que les troupes qui accouraient en toute hâte du Rhin pussent arriver et couvrir cette grande capitale.

Les mêmes raisons prescrivaient à l'armée française de ne rien épargner pour accélérer sa marche. Le 3 avril, l'avant-garde livra un combat des plus chauds dans les gorges d'Unzmarkt; elle culbuta l'ennemi, malgré sa supériorité, le chassa à la baïonnette de toutes ses positions et entra à Knittelfeld. La perte des Autrichiens fut considérable : 1,500 prisonniers, quatre pièces de canon. Le colonel Carrère, officier distingué, commandant l'artillerie de l'avant-garde, fut tué; il fut regretté; c'était un bon officier de bataille. Une des frégates trouvées à Venise reçut son nom; c'est une de celles sur lesquelles Napoléon revint d'Égypte et débarqua à Fréjus. Le 6 avril, le quartier général arriva à Judenburg, chef-lieu d'un des cercles de la Carinthie.

V. Après le combat d'Unzmarkt, l'armée ne trouva plus de résistance; son avant-garde arriva à Leoben le 7. Le lieutenant général Bellegarde, chef d'état-major du prince Charles, et le général-major Merveldt s'y présentèrent comme parlementaires. Après une conférence avec le général en chef, ils lui remirent la note suivante : « Monsieur le Général, S. M. l'Empereur et Roi n'a rien plus à cœur que de concourir au repos de l'Europe et de terminer une guerre qui désole les deux nations. En conséquence de l'ouverture que vous avez faite à Son Altesse Impériale par votre lettre de Klagenfurt, S. M. l'Empereur nous a envoyés vers vous pour s'entendre sur cet objet d'une si grande importance. Après la conversation que nous venons d'avoir avec vous, et persuadée de la bonne volonté comme de l'intention des deux puissances de finir le plus promptement possible cette guerre désastreuse, Son Altesse Impériale désire une suspension d'armes de dix jours, afin de pouvoir, avec plus de célérité, parvenir à ce but désiré, et afin que toutes les longueurs et obstacles que la continuation des hostilités porterait aux négociations soient levés et que tout concoure à rétablir la paix entre les deux nations. »

Le général français leur répondit le même jour : « Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est toute contraire à l'armée française. Mais, si elle doit être un acheminement à la paix tant désirée et si utile au peuple, je consens sans peine à vos désirs. La République française a manifesté souvent à Sa Majesté son désir de mettre fin à cette lutte cruelle; elle persiste dans les mêmes sentiments, et je ne doute pas, après la conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, que sous peu de jours la paix ne soit enfin rétablie entre la République et Sa Majesté. »

La suspension d'armes fut signée le 7 avril au soir ; elle devait

durer cinq jours. Tout le pays, jusqu'au Semring, fut occupé par l'armée française. Grætz, une des plus grandes villes de la monarchie autrichienne, lui fut remise avec sa citadelle.

Le général Berthier demanda, en dînant, aux généraux commissaires autrichiens où ils croyaient qu'était la division Bernadotte? « Sur Laybach, répondirent-ils. — Et celle de Joubert? — Entre Brixen et Mühlbach. — Non, répondit-il, elles sont toutes en échelons; la plus éloignée, à une marche en arrière d'ici. » Ce qui les surprit fort. Le 9, le quartier général arriva à Leoben; l'avant-garde se porta à Bruck, poussant des partis jusque sur le Semring.

L'adjudant général Leclerc fut envoyé à Paris pour annoncer au gouvernement la signature de la suspension d'armes. C'était un officier distingué, intrépide sur le champ de bataille et propre au travail des bureaux.

VI. De Klagenfurt, le général en chef avait envoyé, le 30 mars, au-devant du général Joubert, l'aide de camp Lavallette à la tête d'un parti de cavalerie. Il arriva jusqu'à Lienz; mais alors le général Joubert n'avait pas encore débouché du Tyrol. Les bourgeois, s'apercevant que les Français n'étaient qu'une soixantaine d'hommes, s'insurgèrent; et ce détachement ne dut son salut qu'au sang-froid et à l'intrépidité de l'aide de camp qui le commandait. Un seul dragon fut assassiné. Peu de jours après, le général Zayonchek, avec quelques escadrons de dragons, occupa Lienz et communiqua avec le corps du Tyrol. Cette ville fut désarmée, et les habitants punis. Le 8 avril, Joubert arriva à Spital, près de Villach, et forma la gauche de l'armée. Il fit de suite évacuer les prisonniers sur les derrières.

Le général Bernadotte, après avoir organisé la Carniole, reçut l'ordre de passer la Save, la Mur, et de se concentrer sur Leoben; il laissa le général Friant, avec une colonne de 1,500 hommes, pour protéger l'évacuation de Fiume et contenir la Carniole. Il était facile de prévoir qu'avec des forces aussi peu considérables il se pourrait qu'il fût repoussé; il devait, dans ce cas, défendre l'Isonzo et enfin se jeter dans Palmanova pour en compléter la garnison. Ce qui avait été prévu arriva : un rassemblement de 6,000 Croates l'attaqua le 15 avril. Quoique un contre quatre, les troupes de Friant repoussèrent l'ennemi et lui firent éprouver une perte considérable; mais ce général sentit la nécessité d'évacuer Fiume, et la suspension d'armes de Judenburg le trouva, le 19 avril, à Materia, couvrant Trieste. Ces événements, exagérés comme ceux du Tyrol, retentirent dans

Venise et furent la principale cause des mouvements et prises d'armes qui entraînèrent la perte de cet État.

Pendant les cinq jours que dura la suspension d'armes, du 7 au 12 avril, la division Masséna s'établit à Bruck, au pied du Semring, ayant des avant-postes à mi-coteau. Le quartier général se porta à Leoben, à l'évêché; la division Serurier occupa la ville importante de Grætz et fit travailler à mettre le château en état. Ces cinq jours de repos étaient nécessaires et furent fort utiles. L'armistice se terminait le 13; mais, à neuf heures du matin, le comte de Merveldt arriva muni de pleins pouvoirs pour négocier et signer des préliminaires de paix, conjointement avec le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, qui jouissait de la faveur de l'impératrice, laquelle avait une influence marquée sur les affaires. On signa une prolongation de la suspension d'armes jusqu'au 20 avril, et l'on commença les conférences pour la négociation des préliminaires. Le 16 avril, après de longs débats, on était convenu de trois projets, qui furent expédiés à Vienne et auxquels le plénipotentiaire français donna son assentiment. Le 17, la réponse du cabinet de Vienne ayant été apportée par le baron de Vincent, aide de camp de l'empereur, on rédigea les articles préliminaires patents et secrets; les secrétaires de légation neutralisèrent une petite campagne, à une lieue de Leoben, où les préliminaires de paix furent signés le 18 au matin. Le général Clarke, comme on l'a vu, était muni de pleins pouvoirs du gouvernement, mais il était alors à Turin. Il lui fallut du temps pour arriver au quartier général; et, comme il n'y était pas encore le 18, Napoléon passa outre dans cette circonstance comme dans tant d'autres, et signa lui-même. Le général Clarke rejoignit le quartier général quelques jours après.

Les plénipotentiaires autrichiens avaient cru faire une chose agréable en mettant pour premier article que l'empereur reconnaissait la République française. « Effacez cela, dit Napoléon : la République est comme le soleil, qui luit de lui-même; les aveugles seuls ne le voient pas. » En effet, cette reconnaissance était nuisible, puisque, si un jour le peuple français voulait faire une monarchie, l'empereur pouvait dire qu'il avait reconnu la République.

Il était stipulé par les préliminaires que la paix définitive se traiterait dans un congrès qui se réunirait à Berne, et que la paix de l'empire serait l'objet d'un autre congrès qui se tiendrait dans une ville allemande.

Les limites du Rhin étaient garanties à la France. L'Oglio était la limite des États de la maison d'Autriche en Italie, et de la répu-

blique cisalpine, que composaient la Lombardie, le Modénais, le Bergamasque, le Crémasque. La ville de Venise devait recevoir les Légations de Ferrare et de Bologne, la Romagne, en compensation de la perte de ses États de terre ferme. Par ce traité, l'empereur avait Mantoue, mais la république cisalpine acquérait Venise. Les armées françaises pouvaient communiquer de Milan à Venise par la rive droite du Pô, déboucher sur la Piave, et rendre nulles les lignes du Mincio, de l'Adige et Mantoue. Rien ne s'opposait d'ailleurs à ce que les deux républiques n'en formassent qu'une, si cela leur convenait; Venise avait existé pendant neuf siècles sans posséder aucun territoire en Italie, n'étant qu'un État maritime; c'est le moment de sa plus haute puissance.

D'ailleurs il est vrai de dire que les arrangements furent stipulés en haine des Vénitiens. C'était le moment où les dépêches des 3 et 5 avril du général Kilmaine venaient d'arriver; l'armée frémissait d'indignation au récit des assassinats qui se commettaient sur ses derrières. Une cocarde d'insurrection était arborée à Venise, et le ministre anglais la portait en triomphe; le lion de Saint-Marc flottait sur sa gondole. Ce ministre jouissait d'une grande influence.

Le 27 avril, le marquis de Gallo présenta au général en chef, à Grætz, les préliminaires ratifiés par l'empereur. Si l'échange n'eut pas lieu sur-le-champ, c'est qu'il fallait attendre la ratification du Directoire exécutif; mais, comme dès lors il ne pouvait y avoir aucun doute sur cette ratification, l'armée évacua la Styrie, partie de la Carniole et de la Carinthie. Plusieurs ouvertures ayant été faites par les plénipotentiaires de l'empereur, l'aide de camp Lemarois en porta les réponses à Vienne; il fut reçu avec distinction. C'était la première fois depuis la révolution que l'on voyait la cocarde tricolore dans cette capitale.

Ce fut dans une de ces conférences de Grætz qu'un des plénipotentiaires, autorisé par une lettre autographe de l'empereur, offrit à Napoléon de lui faire obtenir à la paix une souveraineté de 250,000 âmes en Allemagne pour lui et sa famille, afin de le mettre à l'abri de l'ingratitude républicaine. Le général sourit; il chargea le plénipotentiaire de remercier l'empereur de cette preuve de l'intérêt qu'il lui portait, et dit qu'il ne voulait aucune grandeur, aucune richesse, si elles ne lui étaient données par le peuple français; on assure qu'il ajouta : « Et avec cet appui, croyez, Monsieur, que mon ambition sera satisfaite. »

L'adjudant général Dessolle fut chargé de porter à Paris la nouvelle de l'ouverture des négociations. Le général Masséna remit au

Directoire le traité des préliminaires ; il fut reçu le 9 mai en audience solennelle. Tous les généraux distingués de l'armée d'Italie avaient été successivement envoyés à Paris pour porter des trophées ; Masséna seul, qui tenait le premier rang par la part qu'il avait prise à toutes les victoires, n'y avait pas encore été envoyé ; il était juste d'associer son nom à cette grande fête nationale, puisqu'elle était le résultat de l'intrépidité et de la valeur des armées françaises.

VII. La position de l'armée d'Italie était prospère ; les appels du 19 avril donnèrent 38,500 hommes d'infanterie, 4,500 de cavalerie, cent vingt canons ; total, 43,000 hommes, réunis sur un même champ de bataille et prêts à prendre position, dans une seule marche, sur le Semring. Elle n'avait essuyé, depuis l'ouverture de la campagne, que des pertes légères. Les places fortes de Palmanova, Klagenfurt, Grætz étaient approvisionnées et armées ; on y réunissait de nombreux magasins de toute espèce. Le moral du soldat français était au plus haut point d'exaltation. Au combat de Neumarkt, le tiers seul de la division Masséna fut engagé, et il suffit pour culbuter l'élite des troupes autrichiennes, parfaitement postées. L'armée de l'archiduc, au contraire, était démoralisée ; il ne lui restait presque rien de l'ancienne armée d'Italie. Les six divisions venues du Rhin avaient été successivement et fortement entamées ; elles étaient fort diminuées.

Napoléon eût pu dès lors entrer à Vienne, mais cela eût été sans résultat ; il s'y serait difficilement maintenu, puisque les armées du Rhin non-seulement n'étaient pas entrées en campagne, mais avaient annoncé ne pas pouvoir y entrer. Les Conseils et le Directoire étaient divisés ; il y avait scission parmi les directeurs mêmes. Le gouvernement était sans force ; l'esprit public en France était nul ; les finances étaient dans un état déplorable. L'armée du Rhin était sans paye et dans la plus grande pénurie. Un des plus grands obstacles qui s'opposaient à son passage du Rhin était l'impossibilité où se trouvait le trésor de fournir à Moreau les 30 ou 40,000 écus dont il avait besoin pour créer un équipage de pont. Des régiments formés dans la Vendée pour l'armée d'Italie, et portés à 4,000 hommes par l'incorporation de plusieurs corps, n'arrivaient à Milan que forts de 900 à 1,000 hommes ; les trois quarts avaient déserté en route. Le gouvernement n'avait aucune action pour faire rejoindre les déserteurs et recruter les armées.

Dès les premiers pourparlers, les plénipotentiaires autrichiens accordèrent la cession de la Belgique et de la ligne du Rhin ; mais

ils demandaient des indemnités, et, lorsque l'on proposait d'en donner en Allemagne, en Bavière par exemple, ils ajoutaient aussitôt qu'il fallait garantir, dans ce cas, la république de Venise dans sa constitution actuelle, et consolider l'aristocratie du Livre d'or, ne voulant, sous quelque prétexte que ce fût, permettre que la république italienne s'étendît des Alpes et de l'Apennin jusqu'à l'Isonzo et aux Alpes juliennes. Mais c'était consolider l'ennemi le plus actif et le plus constant de la République française, ennemi qui, éclairé sur ses dangers par les événements qui venaient de se passer, n'aurait désormais d'autre politique que de se serrer et faire cause commune avec l'Autriche, qui, effectivement, eût fait ligue offensive et défensive avec l'oligarchie vénitienne contre la république démocratique italienne. C'était donc accroître la puissance de l'Autriche, de la Bavière et du territoire de Venise. Dans les instructions données par le Directoire au général Clarke, comme on l'a vu plus haut [1], le Directoire l'avait autorisé à signer des conditions beaucoup moins avantageuses.

La paix était la volonté du peuple, du gouvernement, du Corps législatif; Napoléon en signa les préliminaires.

VIII. Hoche venait d'être promu au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse; c'était un jeune homme plein de talent, de bravoure et d'ambition. Il avait sous ses ordres une armée superbe, qu'il avouait être de 80,000 hommes sous les armes; il se sentait la force de la bien mener; il trépignait d'impatience à toutes les nouvelles qu'il recevait des victoires d'Italie. Il sollicitait le Directoire, par tous les courriers, de lui permettre d'entrer en Allemagne. Les troupes partageaient son ardeur. Les habitants mêmes, instruits par leurs correspondances de la marche rapide de Napoléon sur Vienne et du mouvement rétrograde des armées autrichiennes du Rhin, demandaient pourquoi les Français de Sambre-et-Meuse et du Rhin restaient oisifs et perdaient un temps si précieux.

Le 18 avril, Hoche passa le Rhin au pont de Neuwied, dans le temps que Championnet, qui était parti de Düsseldorf, arrivait sur Uckerath et Altenkirchen. Kray commandait l'armée autrichienne; Hoche l'attaqua à Heddesdorf, lui fit plusieurs milliers de prisonniers, lui prit du canon et des drapeaux, et le jeta sur le Main. Il arrivait, le 22 avril, devant Francfort, lorsque l'état-major du général Kray lui fit passer une dépêche du général Berthier qui lui signifiait la signature du traité de Leoben. Il conclut aussitôt un armistice,

[1] Voir page 206.

et porta son quartier général à Friedberg, occupant la Nidda et Wetzlar.

Moreau était à Paris; il sollicitait un équipage de pont pour passer le Rhin à Strasbourg; mais, aussitôt que Desaix, commandant par intérim l'armée du Rhin, apprit que Hoche en était aux mains avec l'ennemi, il jeta un pont, le 20 avril, à six heures du matin, au village de Kilstett, plusieurs lieues au-dessous de Strasbourg. Le 21, à deux heures du matin, l'armée passa le Rhin. Moreau, arrivé en toute hâte de Paris, se trouva à la tête de l'armée au moment où Sztàray, qui avait réuni 20,000 hommes et vingt-sept pièces de canon, l'attaquait. Le combat fut chaud; les Autrichiens furent complétement battus; ils laissèrent des prisonniers et vingt pièces de canon au pouvoir du vainqueur.

Tous les équipages de la chancellerie autrichienne furent pris; parmi eux était le fourgon de Klinglin, qui contenait la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, que Moreau garda secrète pendant quatre mois sans en rendre compte au gouvernement.

Après cette victoire, l'armée remonta le Rhin et s'empara de Kehl. Son avant-garde était déjà au delà d'Offenburg, dans la vallée de la Kinzig; là, le 22, un courrier de l'armée d'Italie apporta la nouvelle de la signature des préliminaires de Leoben. Moreau fit cesser les hostilités et conclut un armistice avec Sztàray.

Les hostilités ne commencèrent sur le Rhin que huit heures après que le traité de Leoben était signé, et Napoléon en reçut l'avis sept jours après la signature de ce traité. Que n'avaient-elles recommencé cinq jours plus tôt, ou du moins pourquoi le Directoire avait-il écrit qu'il ne fallait pas compter sur la coopération des armées du Rhin? Mais les affaires de la guerre étaient dirigées sans vigueur et sans talent; l'administration était corrompue et n'obtenait aucun résultat satisfaisant. Par une des dispositions de la Constitution de l'an III, la trésorerie était indépendante du gouvernement : pensée fausse, désastreuse et la plus absurde qu'ait pu imaginer la métaphysique de nos législateurs modernes. Cela seul était suffisant pour compromettre l'existence de la République.

CHAPITRE XV.

VENISE.

I. Description de Venise. — II. Le Sénat. — III. Conduite des provéditeurs Mocenigo et Foscarini. — IV. Factions; Brescia; Bergame. — V. Difficultés attachées aux affaires de Venise. — VI. Conférences de Gorizia (20 mars 1797). — VII. Vérone. — VIII. Mission de l'aide camp de Junot au Sénat; déclaration de guerre. — IX. Entrée des Français à Venise; révolution de cette ville. — X. Révolution des États de terre ferme. — Envoi à Paris des drapeaux pris sur les Vénitiens et dans les derniers jours de la campagne.

I. Venise, fondée au ve siècle par des habitants du Frioul et du Padouan, qui se réfugièrent dans les lagunes pour se mettre à l'abri des incursions des Barbares, occupa d'abord la position d'Héraclée et de Chioggia; depuis, le patriarche d'Aquilée s'établit à Grado avec son clergé, à l'occasion du schisme des Ariens. Grado devint la capitale. Dans les premiers temps, Padoue donna des lois et des consuls aux Vénètes. En 697, ils se nommèrent pour la première fois un doge. Pépin, roi de France, construisit une flottille à Ravenne, et obligea les Vénètes à se retirer au Rialto et sur les soixante îles qui l'environnent, où ils se trouvèrent défendus par les lagunes contre le ressentiment de ce prince. C'est l'emplacement actuel de Venise. En 830, le corps de saint Marc l'évangéliste y fut transporté d'Égypte; il devint le patron de la république. Dès 960, les Vénitiens étaient maîtres de l'Istrie, de l'Adriatique. Les rois de Hongrie leur disputèrent la Dalmatie. En 1250, réunis aux Français, ils prirent Constantinople. Ils ont possédé la Morée et Candie jusqu'au milieu du xviie siècle. L'Italie, en proie aux révolutions, a changé souvent de maître; mais Venise, toujours indépendante et libre, n'a jamais reconnu de pouvoir étranger; elle sut constamment se soustraire au joug des dominateurs de la presqu'île.

Venise est le port de commerce le mieux situé de toute l'Italie. Les marchandises de Constantinople et du Levant y arrivent par le chemin le plus court, en traversant l'Adriatique; de là elles se répandent dans la haute Italie jusqu'à Turin, par le Pô, et dans toute l'Allemagne, en remontant l'Adige jusqu'à Bolzano, d'où des chaussées les conduisent à Ulm, à Augsburg, Munich et Nuremberg. Venise est le port de mer du haut Danube, du Pô et de

l'Adige; la nature l'a destinée à être l'entrepôt du Levant, de l'Italie et de l'Allemagne méridionale. Avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, elle faisait le commerce des Indes par Alexandrie et la mer Rouge : aussi combattait-elle pour intercepter la navigation des Portugais. Elle équipa une flotte considérable dans la mer Rouge, et établit un arsenal, des aiguades, des magasins près de Suez; on voit encore les restes aux fontaines de Moïse. Mais les Portugais battirent ces flottes construites à grands frais, et l'anarchie à laquelle l'Égypte fut en proie acheva de fermer cette route du commerce des Indes.

Les lagunes sont formées par les eaux de la Piave, de la Brenta et de la Livenza; elles communiquent à la mer par trois grandes passes : celles de Chioggia, Malamocco et du Lido.

La souveraineté résidait, depuis l'abolition de la démocratie en 1200, dans l'aristocratie de quelques centaines de familles inscrites au Livre d'or, qui fournissaient jusqu'à 1,200 votants au grand conseil. La population des États de la république se composait de trois millions d'individus, répandus autour de Venise, dans des pays riches et des plaines très-fertiles : le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, le Vicentin, le Padouan, la Polésine, le Trévisan, le Bassanais, le Cadorin, le Bellunais et le Frioul, dans la terre ferme d'Italie; l'Istrie, la Dalmatie, les bouches de Cattaro, sur les rives de l'Adriatique; enfin les îles Ioniennes. Son territoire s'appuyait, au nord, sur la crête supérieure des Alpes juliennes, depuis l'Adda jusqu'à l'Isonzo. Cette chaîne de montagnes est partout impraticable aux charrois. Elle forme la frontière du côté de l'Allemagne. On ne peut la franchir que par trois débouchés : la chaussée du Tyrol, celle de la Carinthie et celle de la Carniole.

En 1796, cette république était bien déchue; ce n'était plus que l'ombre d'elle-même. Trois générations s'étaient succédé sans faire la guerre. La vue d'un fusil faisait trembler ces indignes descendants des Dandolo, des Zeno, des Morosini. Pendant la guerre de la Succession et celles de 1733 et de 1740, ils avaient souffert avec une lâche résignation les insultes et les outrages des armées autrichiennes, françaises et espagnoles.

La marine vénitienne consistait dans une douzaine de vaisseaux de 64, autant de frégates et un grand nombre de petits bâtiments, qui suffisaient pour imposer aux Barbaresques, dominer l'Adriatique et défendre les lagunes. L'armée, forte de 14,000 hommes, était composée de régiments italiens recrutés dans la terre ferme, et d'Esclavons recrutés en Dalmatie; braves et très-dévoués à la répu-

blique, ceux-ci avaient l'avantage d'être étrangers à la langue et aux mœurs de la terre ferme.

Les familles du Livre d'or avaient seules part à l'administration; elles composaient exclusivement le sénat, les conseils, les quaranties et autres magistratures; ce qui mécontentait les nobles de la terre ferme, lesquels comptaient parmi eux un grand nombre de familles riches, illustres et puissantes, qui, sujettes et privées de tout pouvoir, vivaient sans considération et nourrissaient une vive jalousie contre la noblesse souveraine. Ils descendaient en partie des anciens *condottieri,* des anciens *podestà* ou autres personnages qui avaient joué un grand rôle dans les républiques de leurs villes, et dont les ancêtres, après s'être opposés longtemps aux entreprises de Venise, avaient enfin été victimes de sa politique. A la jalousie et à la haine que leur inspirait la nature du gouvernement se joignaient ainsi des ressentiments historiques soigneusement perpétués. Les peuples de terre ferme étaient généralement mécontents; la plus grande partie faisaient cause commune avec leurs nobles. Cependant les nobles vénitiens, qui avaient des propriétés et des établissements dans presque toutes les provinces, avaient aussi leurs partisans. Les prêtres étaient sans crédit et sans considération dans cette république, laquelle, de très-bonne heure, s'était affranchie autant que possible de l'influence temporelle du Pape.

II. En 1792, les puissances coalisées engagèrent Venise à prendre part à la guerre. Il ne paraît pas qu'il se soit élevé à ce sujet de sérieuses discussions dans le sénat; le vote fut unanime pour la neutralité. Cette république était tellement éloignée du théâtre de la guerre, qu'elle se croyait étrangère aux affaires de France. Lorsque le comte de Lille se réfugia à Vérone, le sénat ne lui accorda la permission d'y demeurer qu'avec l'assentiment du Comité de salut public, qui préférait savoir ce prince à Vérone plutôt qu'en tout autre lieu.

Quand les troupes françaises marchèrent, en 1794, vers Oneille, on crut l'Italie menacée d'invasion, et plusieurs puissances se réunirent en congrès à Milan : Venise refusa d'y paraître, non qu'elle approuvât les principes français, mais parce qu'elle redoutait de se livrer à la merci de l'Autriche, et ne voulait pas sortir de cette politique lâche et énervée que, depuis plusieurs générations, elle avait adoptée.

Mais quand Napoléon arriva à Milan, que Beaulieu s'enfuit épouvanté derrière le Mincio, occupant Peschiera, où il assit sa droite

dans l'espoir de défendre cette ligne, alors l'incertitude et les alarmes furent grandes dans le sénat. L'espace immense qui jusque-là avait séparé Venise de la lutte de la démocratie et de l'aristocratie était franchi : la guerre des principes et celle des canons se trouvaient au sein de l'État; d'orageuses discussions agitèrent les conseils, où se manifestèrent trois opinions.

Les jeunes oligarques voulaient la neutralité armée; ils voulaient qu'on mît de fortes garnisons dans Peschiera, Brescia, Porto-Legnago et Vérone; qu'on déclarât ces places en état de siége; qu'on portât l'armée à 60,000 hommes; qu'on armât avec activité les lagunes; qu'on les couvrît de chaloupes canonnières; qu'on équipât une escadre pour tenir l'Adriatique, et que, dans cette attitude formidable, on déclarât la guerre au premier qui violerait le territoire. Les partisans de cette opinion allaient plus loin, ils disaient : « Si la dernière heure est arrivée, il y a moins de honte à périr les armes à la main. En défendant le territoire, on empêchera les idées françaises de se répandre dans les grandes villes de la terre ferme. On obtiendra des deux partis ennemis d'autant plus de ménagements qu'on sera plus en mesure d'en exiger. Si, au contraire, on ouvre paisiblement les portes, la guerre des deux puissances s'établira sur le territoire de la république, et dès ce moment la souveraineté échappera au Prince. Son premier devoir est de protéger ses sujets; si leurs champs, leurs propriétés deviennent la proie de la guerre, le peuple, malheureux, perdra toute estime et tout respect pour l'autorité qui l'aura abandonné. Les germes de mécontentement et de jalousie qui existent déjà fermenteront avec violence; la république expirera sans exciter aucun regret. »

Les partisans de la vieille politique prétendirent qu'il ne fallait prendre aucun parti décisif; qu'il fallait louvoyer, gagner du temps, voir venir. Ils avouaient que tous les dangers étaient vrais; qu'on avait à craindre tout à la fois l'ambition de l'Autriche et les principes de la France, mais que ces maux étaient heureusement passagers; qu'avec des ménagements et de la patience on éviterait les inconvénients qu'on craignait; que les Français étaient d'un naturel conciliant, faciles à caresser; qu'avec de bons procédés on s'emparerait de l'esprit de leurs chefs, on se concilierait leur opinion; que, dans l'état des esprits, toute neutralité armée conduirait à la guerre, qu'il fallait éviter avant tout; que la Providence avait placé la capitale dans une position à l'abri de toute insulte; qu'il fallait opposer à toute chose la patience, la modération et le temps.

Battaglia dit : « La république est vraiment en danger. D'un côté,

les principes français sont subversifs de notre constitution ; de l'autre, l'Autriche en veut à notre indépendance. Entre ces deux maux inévitables, sachons choisir le moindre. Le pire, à mes yeux, est l'esclavage autrichien. Augmentons le Livre d'or; inscrivons-y ceux de la noblesse de terre ferme qui le méritent; par là nous nous concilierons nos peuples; il n'y aura plus d'opposition parmi nous. Armons nos places, équipons nos flottes, levons notre armée, et courons au-devant du général français lui offrir une alliance offensive et défensive. Nous serons peut-être conduits à quelques légers changements dans notre constitution, mais nous sauverons notre indépendance et notre liberté. On a parlé d'une neutralité armée : il y a deux ans, ce parti eût été le meilleur; il était juste, parce qu'il était égal pour les deux parties belligérantes; il était possible, parce qu'on avait le temps de s'y préparer. Aujourd'hui vous ne pouvez pas interdire aux Français ce que vous avez permis ou toléré de la part des Autrichiens; ce serait déclarer la guerre à l'armée française lorsqu'elle est victorieuse, qu'elle sera dans huit jours à Vérone, et cela sans que vous soyez même assurés de l'Autriche; d'ici à deux mois cette puissance ne peut rien pour vous; que deviendra la république, pendant ces deux mois, contre un ennemi aussi entreprenant et aussi actif? C'est, de tous les partis, le pire. C'est se précipiter au milieu du danger au lieu de l'éviter.

» Le second parti qu'on vous propose, celui de la patience et du temps, est aussi mauvais que le premier. Les circonstances politiques ne sont plus aujourd'hui les mêmes; les temps sont bien changés; la crise où nous sommes ne ressemble à aucune de celles dont a triomphé la vieille prudence de nos ancêtres. Les principes français sont dans toutes les têtes; ils se reproduisent sous toutes les formes; c'est un torrent débordé qu'on essayerait en vain d'arrêter par la patience, la modération et la souplesse. La mesure que je vous propose peut seule vous sauver; elle est simple, noble, généreuse. Nous pouvons offrir aux Français un contingent de 10,000 hommes, en gardant ce qui nous est nécessaire pour la défense de nos places fortes. Ils auront bientôt pris Mantoue et porté la guerre en Allemagne. Les premiers pas franchis, tout sera facile, parce que tous les partis qui divisent l'État marcheront ensemble dans un même esprit. Notre indépendance sera assurée; nous sauverons les grandes bases de notre constitution. L'Autriche n'a aucune influence sur nos peuples; enfin elle n'a pas de flotte, tandis que d'un moment à l'autre on peut signaler du Lido la flotte de Toulon. »

Cette opinion excita toutes les passions, frappa tous les bons

esprits, mais elle ne rallia que peu de suffrages. Les préjugés aristocratiques l'emportèrent sur l'intérêt de la patrie. Cette résolution eût été trop noble pour des hommes dégénérés, incapables de hautes pensées.

III. Le provéditeur Mocenigo reçut Napoléon à Brescia avec magnificence; il protesta des bons sentiments du sénat pour la France. Des fêtes splendides établirent des liaisons entre les officiers de l'armée et les principales familles. Chaque noble s'efforçait de devenir l'ami particulier d'un général français.

A Vérone, le provéditeur Foscarini imita cet exemple; mais la fierté de son caractère s'opposait à la dissimulation : il déguisa mal ses sentiments secrets; il était un des sénateurs les plus ennemis des idées nouvelles. Il n'avait point osé protester contre l'entrée des Français à Peschiera, parce qu'ils y succédaient aux troupes de Beaulieu; mais, quand ils lui demandèrent les clefs de l'arsenal pour armer les remparts, quand ils se mirent en devoir d'armer les galères, il se plaignit de cette violation de la neutralité de la république. A l'arrivée de Napoléon à Peschiera, ce provéditeur chercha à le dissuader de marcher sur Vérone, il alla même jusqu'à le menacer d'en faire fermer les portes et de tirer le canon. « Il est trop tard, lui dit le général, mes troupes y sont entrées; je suis obligé d'établir ma défense sur l'Adige pendant le siége de Mantoue. Ce n'est point avec 1,500 Esclavons que vous pourriez vous opposer au passage de l'armée autrichienne. La neutralité consiste à avoir même poids et même mesure pour chacun. Si vous n'êtes pas mes ennemis, vous devez m'accorder ou tolérer ce que vous avez accordé à mes ennemis ou du moins toléré pour eux. »

Ces diverses discussions, rapportées au sénat, le décidèrent à rappeler Foscarini et à le remplacer par Battaglia, auquel il conféra la dignité de provéditeur général de toutes les provinces au delà de l'Adige, Vérone comprise. C'était un homme souple, instruit, de manières douces, et sincèrement attaché à sa patrie, très-porté pour la France d'autrefois, et préférant même la France républicaine à l'Autriche.

Peu à peu le théâtre de la guerre s'étendit sur la totalité des possessions vénitiennes; mais ce furent toujours les Autrichiens qui entamèrent de nouveaux territoires. Beaulieu occupa Peschiera et Vérone; Wurmser se jeta dans Bassano et traversa Vicence et Padoue; Alvinzi et l'archiduc Charles occupèrent le Frioul, Palmanova et jusqu'aux limites les plus orientales de la république.

IV. Une grande agitation se manifestait dans la terre ferme; le mécontentement se propageait avec rapidité. Aux anciennes haines contre l'oligarchie se joignait l'attrait des opinions nouvelles. On regardait généralement l'Italie comme perdue pour les Autrichiens; ce qui devait entraîner la chute de l'aristocratie. Napoléon chercha constamment à modérer ce mouvement, qu'excitait encore l'esprit général de l'armée. Lorsqu'il revint de Tolentino, tout entier à son projet de marcher sur Vienne, il se vit contraint de porter son attention sur cet état de choses, qui lui donnait de l'embarras. L'irritation avait été en croissant : Brescia, Bergame étaient en insurrection. Fenaroli, les Martinengo, les Lechi, les Alessandri étaient à la tête des insurgés; ils composaient les premières et les plus riches familles. Les municipalités de ces deux villes exerçaient une grande autorité; elles avaient les caisses, disposaient des revenus et nommaient aux emplois. Si le lion de Saint-Marc s'y voyait encore, c'était plutôt une déférence pour le général en chef qu'un acte de soumission à la souveraineté de Venise. C'étaient des déclamations continuelles et violentes contre les nobles vénitiens, soit dans les conversations, soit par la voie de la presse. On relevait avec aigreur et par tous les moyens l'injustice de leur souveraineté : « Où est le droit de Venise, disait-on, de dominer dans nos villes? Sommes-nous moins braves, moins éclairés, moins riches, moins nobles? » L'orgueil des sénateurs était vivement offensé de voir des sujets, soumis depuis des siècles, oublier l'immense distance qui les séparait, et se comparer à leurs maîtres. Tout annonçait un choc violent. Battaglia, dans ses dépêches au sénat, dissimulait autant qu'il le pouvait les outrages des Brescians, et diminuait aux yeux de ceux-ci la colère et les emportements du sénat. Toujours conciliant, il ne cessait, dans ses nombreux rapports avec le général en chef, de l'intéresser à la république.

V. Il était dangereux de laisser ainsi sur les derrières de l'armée trois millions d'individus livrés au désordre et à l'anarchie. Napoléon ne se dissimulait point qu'il n'avait pas plus d'influence sur les amis de la France que sur le sénat même. Il pouvait maîtriser leurs actions, mais non les empêcher de parler, d'écrire, d'irriter directement le Prince dans une foule de détails d'administration qui lui étaient étrangers. Désarmer les patriotes de Brescia et de Bergame, se déclarer pour le sénat, proscrire les novateurs, en remplir les cachots de Venise, c'eût été s'aliéner à jamais le parti populaire, sans se concilier l'affection de l'aristocratie; et, si cette lâche poli-

tique eût pu entrer dans ses calculs, elle aurait eu pour résultat infaillible, comme sous Louis XII, de soulever à la fin toute la population contre nous.

Décider le sénat à s'allier à la France, à modifier sa constitution pour satisfaire aux vœux de ses peuples de terre ferme, était le meilleur et le seul parti convenable; aussi était-ce le but constant des efforts de Napoléon; à chaque nouvelle victoire qu'il remportait, il en renouvelait la proposition, mais toujours inutilement.

Un troisième parti s'offrait aux calculs : c'était de marcher sur Venise, d'occuper cette capitale, d'y opérer par la force les changements politiques que les circonstances rendaient indispensables, et de confier le gouvernement aux partisans de la France. Mais on ne pouvait marcher sur Venise tant que le prince Charles serait sur la Piave. Il fallait donc commencer par battre l'armée autrichienne et la chasser de l'Italie; et si l'on obtenait ce résultat, conviendrait-il alors de perdre le fruit de la victoire, de retarder le passage des montagnes pour ramener la guerre autour de Venise, ce qui donnerait à l'archiduc le temps de se reconnaître, de se renforcer et de créer de nouveaux obstacles. C'était sous les murs de Vienne que la paix devait enfin couronner tant de victoires. Venise était d'ailleurs d'une grande force; elle était défendue par ses lagunes, des bâtiments armés et 10,000 Esclavons; maîtresse de l'Adriatique, elle pouvait recevoir de nouvelles troupes; enfin elle recélait dans son sein la force morale de toutes ces familles souveraines qui seraient appelées à combattre pour leur existence politique. Qui pouvait évaluer le temps que l'armée française serait arrêtée par cette entreprise? Et pour peu que la lutte se prolongeât, de quel effet ne pouvait pas être une vive résistance sur le reste de l'Italie?

Cette nouvelle guerre ne manquerait pas d'éprouver de grandes contradictions à Paris; le sénat y avait un ministre très-actif. Le Corps législatif était en opposition avec le Directoire; le Directoire lui-même était divisé. Consulté sur la guerre de Venise, il ne répondrait pas ou il éluderait la question. Si Napoléon, comme il l'avait fait jusqu'alors, agissait sans autorisation, on lui reprocherait, à moins d'un succès immédiat, d'avoir violé tous les principes. Il n'avait le droit, comme général en chef, que de repousser la force par la force. Entreprendre une guerre nouvelle contre une puissance armée, sans l'ordre de son gouvernement, c'était se rendre coupable de l'usurpation des droits de la souveraineté, et il n'était déjà que trop en butte à la jalousie républicaine.

L'épisode de Venise pouvait devenir l'affaire principale. Napoléon

se décida donc à prendre vis-à-vis des Vénitiens de simples précautions militaires. Il était assuré de Brescia, de Bergame et de toute la rive droite de l'Adige; il fit occuper les châteaux de Vérone, Saint-Félix, Saint-Pierre et le vieux palais, ce qui le rendit maître des ponts de pierre. Les troupes employées à l'expédition contre le Pape étaient en marche pour revenir sur l'Adige; elles formeraient une réserve suffisante pour imposer au sénat. Des dispositions furent prises pour que tous les convalescents et tous les blessés qui sortiraient des hôpitaux fussent organisés en bataillons de marche et réunis à la réserve. Mais c'était affaiblir d'autant l'armée active.

VI. Napoléon résolut cependant de tenter un nouvel effort. Il voulut avoir un entretien avec Pesaro, qui, dans ce moment, dirigeait toutes les affaires de la république. Pesaro peignit l'état critique de sa patrie, le mauvais esprit des peuples, les plaintes légitimes du sénat; il dit que ces circonstances difficiles exigeaient, de la part du sénat, des mesures fortes et des armements extraordinaires, qui ne devaient causer aucun ombrage aux Français; que le sénat était obligé de faire des arrestations à Venise et dans la terre ferme; qu'il serait injuste de qualifier de rigueurs contre les partisans de la France ce qui n'était qu'une juste punition de sujets turbulents, qui voulaient renverser les lois de leur pays. Napoléon convint de la situation critique de Venise; mais, sans perdre le temps à en discuter les causes, il aborda la question : « Vous voulez, dit-il, arrêter ce que vous appelez vos ennemis, mais ce que j'appelle mes amis. Vous confiez le pouvoir aux hommes connus par leur haine pour la France. Vous levez de nouvelles troupes. Que vous reste-t-il à faire pour que la guerre soit déclarée? Et cependant votre ruine serait entière et immédiate. Vainement compteriez-vous sur l'appui de l'archiduc : avant huit jours j'aurai chassé ses armées de l'Italie. Il est un moyen de sortir votre république de la situation pénible où elle se trouve : je lui offre l'alliance de la France; je lui garantis ses États de terre ferme, même son autorité dans Brescia et dans Bergame; mais j'exige qu'elle déclare la guerre à l'Autriche et fournisse à mon armée un contingent de 10,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et vingt-quatre bouches à feu. Je crois qu'il serait convenable que l'on inscrivît au Livre d'or les principales familles de terre ferme; cependant je n'en fais pas une condition *sine qua non*. Retournez à Venise, faites délibérer le sénat, et venez signer un traité, qui seul peut sauver votre patrie. » Pesaro convint de la sagesse de ce projet; il partit pour Venise, promettant de revenir avant quinze jours.

Au 11 mars, l'armée française se mit en mouvement pour passer la Piave. Aussitôt que cette nouvelle parvint à Venise, l'ordre fut expédié d'arrêter à Bergame et de traduire devant le conseil des Dix quatorze des principaux habitants de cette ville. Les chefs du parti patriote, prévenus à temps par un commis vénitien qui leur était dévoué, interceptèrent le courrier, arrêtèrent le provéditeur lui-même, levèrent l'étendard de la révolte et proclamèrent la liberté de Bergame. Les députés qu'ils envoyèrent au quartier général français l'atteignirent sur le champ de bataille du Tagliamento. Cet événement contraria Napoléon, mais il était sans remède. Déjà les Bergamasques s'étaient fédérés avec Milan, capitale de la république lombarde, et avec Bologne, capitale de la Transpadane. La même révolution s'opéra peu de jours après à Brescia; les 2,000 Esclavons qui s'y trouvaient furent désarmés; le provéditeur Battaglia fut respecté, mais renvoyé à Vérone. Le général vénitien Fioravanti se porta contre les insurgés, occupa Salo et menaça Brescia; le général milanais Lahoz marcha à sa rencontre, le battit et le chassa de Salo.

Pesaro revint, comme il l'avait promis, au quartier général, qu'il joignit à Gorizia. L'archiduc avait été battu sur le Tagliamento; Palmanova avait ouvert ses portes; les couleurs françaises flottaient sur Tarvis, au delà de l'Isonzo et sur le sommet des Alpes juliennes. « Ai-je tenu parole? lui dit Napoléon. Le territoire vénitien est couvert de mes troupes. Les Autrichiens fuient devant moi. Dans peu de jours je serai en Allemagne. Que veut votre république? Je lui ai offert l'alliance de la France, l'accepte-t-elle? »

« Venise, répondit Pesaro, se réjouit de vos triomphes; elle sait qu'elle ne peut exister que par la France; mais, fidèle à son antique et sage politique, elle veut rester neutre. Sous Louis XII, sous François Ier, ses armées pouvaient être de quelque poids sur le champ de bataille : aujourd'hui que des populations entières sont sous les armes, quel cas pouvez-vous faire de nos secours? »

Napoléon fit un dernier effort, il échoua, et dit à Pesaro en le congédiant : « Eh bien, puisque votre république veut rester neutre, j'y consens; mais qu'elle cesse ses armements. Je laisse en Italie des forces suffisantes pour y être le maître. Je marche sur Vienne. Ce que j'eusse pardonné à Venise quand j'étais en Italie serait un crime irrémissible dès que je serai en Allemagne. Si mes soldats étaient assassinés, mes convois inquiétés, mes communications interrompues sur le territoire vénitien, votre république cesserait d'exister : elle aurait prononcé sa sentence. »

VII. Le général Kerpen avait imité le mouvement du général Joubert, qui, le 20 mars, s'était mis en opération : il avait abandonné le Tyrol et s'était porté, par Salzburg et Rottenmann, dans la vallée de la Mur, où il espérait rejoindre l'archiduc ; mais, prévenu à Scheifling par la rapidité de la marche des Français, il repassa les montagnes et n'opéra sa jonction que dans la plaine de Vienne. Le général Laudon, laissé par lui à la garde du Tyrol avec seulement 2,000 hommes de troupes de ligne, parvint à réorganiser 10,000 hommes de milices tyroliennes, qui, découragées par tant de défaites, s'étaient dispersées. Ce renfort lui donna une grande supériorité numérique sur le petit corps d'observation auquel Joubert avait ordonné de couvrir la route de Trente. Le général Serviez avait environ 1,200 hommes ; il évacua les deux rives de l'Avicio à l'approche de l'ennemi, et se retira sur le Monte-Baldo.

Laudon occupa Trente. Maître de tout le Tyrol, il inonda l'Italie de proclamations ; il répandit à Venise, à Rome, à Turin, à Naples la nouvelle des défaites des Français : « Le Tyrol avait été le tombeau des troupes de Joubert. Napoléon avait été battu sur le Tagliamento. Les armées impériales avaient remporté de brillantes victoires sur le Rhin. Il débouchait de Trente en Italie avec 60,000 hommes, pour couper toute retraite aux débris de l'armée française que l'archiduc poursuivait. » Enfin il appelait aux armes et à la révolte contre les Français Venise et toute l'Italie.

A ces nouvelles, l'oligarchie vénitienne ne garda plus de mesure. Le ministre de France fit de vains efforts pour démontrer au sénat l'abîme qu'il creusait sous ses pas : il désavoua les prétendus désastres de Joubert dans le Tyrol, ceux, tout aussi faux, des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin ; il prouva qu'elles n'avaient point encore commencé les hostilités ; il alla jusqu'à donner communication du plan de campagne, d'où il résultait que l'abandon du Tyrol par Joubert était un mouvement combiné, qu'il marchait par la Carinthie sur le Pusterthal, et que, loin d'être perdu, il avait atteint son but. Pesaro n'ajouta aucune foi à ces communications ; il désirait trop vivement les désastres des Français. De son côté, la cour de Vienne ne négligeait aucun moyen pour exalter les passions des ennemis de la France. Il était essentiel pour elle d'organiser des insurrections sur les derrières de l'armée.

Le corps de réserve laissé à Palmanova, la garnison d'Osoppo et la prudence du provéditeur Mocenigo maintinrent le Frioul. Peut-être aussi les habitants, qui se trouvaient plus près du théâtre des opérations, furent-ils mieux instruits de l'état des choses.

La levée en masse du Véronais était organisée de longue main. Plus de 3,000 paysans avaient reçu des armes et n'attendaient que le signal du massacre; 30,000 hommes de troupes vénitiennes et esclavones avaient été envoyés à Vérone pour y tenir garnison. Le provéditeur Emili, dévoué au sénat, s'aboucha avec Laudon; il lui fit connaître la faiblesse de la garnison française, et, dès qu'il se crut assuré de l'assistance des troupes autrichiennes, il donna le signal de la révolte. Le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, après vêpres, le tocsin sonna. L'insurrection éclata à la fois dans la ville et dans la campagne. Partout les Français furent massacrés. La fureur du peuple alla jusqu'à égorger 400 malades dans les hôpitaux. Le général Balland se renferma dans les châteaux avec la garnison. L'artillerie des forts, dont il dirigea le feu contre la ville, détermina les autorités véronaises à demander à parlementer; mais la furie populaire s'y opposa. Un renfort de 2,000 Esclavons, envoyés de Vicence par le provéditeur Foscarini, et l'approche des troupes du général autrichien Neipperg ajoutèrent encore à la démence du peuple, qui se vengea du mal que le bombardement faisait dans la ville en égorgeant la garnison de la Chiusa, déjà contrainte à capituler devant la levée en masse des montagnards.

Le général Kilmaine, commandant supérieur de la Lombardie, fit ses dispositions pour délivrer le général Balland, au premier avis qu'il reçut de l'insurrection du Véronais. Le 21, ses premières colonnes parurent sous Vérone. Les généraux Chabran, Lahoz, Chevalier, livrèrent plusieurs combats et réussirent à investir Vérone dans la journée du 22. Le 23, la signature des préliminaires de paix avec l'Autriche fut connue des insurgés, en même temps que l'annonce de l'arrivée de la division Victor, qui accourait de Trévise. L'alarme se répandit parmi eux; leur abattement fut égal à ce qu'avait été leur fureur. Ils demandèrent à capituler; ils acceptèrent à genoux les conditions que leur imposa le général Balland; ils livrèrent des otages, et tout rentra dans l'ordre.

Les Français avaient de terribles représailles à exercer. Le sang de leurs frères d'armes, indignement égorgés, coulait encore dans les rues. Cependant aucune vengeance ne fut tirée; trois habitants seulement furent livrés aux tribunaux; on opéra un désarmement général, et l'on renvoya les paysans dans leurs villages.

L'oligarchie, non moins aveuglée à Venise, laissa massacrer sous ses yeux l'équipage d'un navire français qui, chassé par une frégate autrichienne, se réfugia sous les batteries du Lido. Le ministre de France protesta contre cette violation du droit des gens et demanda

justice des assassins. Le sénat se rit et de ses représentations et de ses menaces; il rendit un décret par lequel il accordait des récompenses à ceux de ses satellites qui avaient pris part au massacre du capitaine Laugier [1] et de ses matelots.

VIII. Dès que Napoléon fut instruit du désordre et des meurtres qui se commettaient sur les derrières de l'armée, il envoya à Venise l'aide de camp Junot, et le chargea de présenter au sénat la lettre suivante, datée de Judenburg, 9 avril 1797 : « Dans toute la terre ferme, les sujets de la sérénissime république sont sous les armes; leur cri de ralliement est : *Mort aux Français!* Le nombre des soldats d'Italie qui ont été leurs victimes se monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en vain de désavouer des attroupements que vous-mêmes avez formés. Croyez-vous donc, parce que je suis éloigné et au cœur de l'Allemagne, que je n'aurai pas le pouvoir de faire respecter les soldats du premier peuple du monde? Pensez-vous que les légions d'Italie puissent laisser impunis les assassins couverts du sang de nos frères d'armes? Il n'est pas un Français qui, chargé de remplir cette vengeance, ne sente tripler son courage et ses moyens... Vous seriez-vous imaginé être encore au siècle de Charles VIII? Mais les esprits ont depuis ce temps bien changé en Italie [2]! » Junot eut ordre de lire lui-même cette lettre au sénat et d'exprimer toute l'indignation du général en chef.

Mais déjà la terreur était dans Venise. Le prestige était dissipé : on savait que les armées du Rhin n'avaient point commencé les hostilités; que Joubert était à Villach avec son corps d'armée; que Victor arrivait devant Vérone; que déjà les Français marchaient sur les lagunes; qu'enfin Napoléon, victorieux dans tous les combats, avait porté l'épouvante jusque dans Vienne; qu'il venait d'accorder une suspension d'armes à l'archiduc, et que l'empereur lui avait envoyé demander la paix.

Le ministre de France Lallement présenta Junot au sénat; celui-ci remplit sa mission avec toute la franchise et la rudesse d'un soldat. Le sénat s'humilia; il chercha à s'excuser. Les amis de la liberté levèrent la tête et pressentirent le moment de leur triomphe. Une députation de sénateurs fut envoyée à Grætz, au général en chef, pour lui offrir toutes les réparations qu'il désirerait. Elle avait l'instruction particulière de corrompre tout ce qui pourrait avoir du crédit sur lui; mais tout fut inutile.

[1] Commandant le brick *le Libérateur de l'Italie.*

[2] Voir cette lettre t. II, p. 473.

Au même instant, le sénat expédia courriers sur courriers à Paris, et mit des sommes considérables à la disposition de son ministre, dans l'espoir de gagner les meneurs du Directoire et de faire donner au général d'Italie des ordres propres à sauver l'aristocratie. Cette marche d'intrigue réussit à Paris : la distribution de dix millions de lettres de change valut au ministre de Venise l'expédition des ordres qu'il sollicitait. Mais ces ordres ne se trouvèrent pas revêtus de toutes les formes légales ; des dépêches, interceptées à Milan, mirent Napoléon à même de déjouer cette intrigue; il eut entre les mains l'état des sommes distribuées à Paris ; il annula tout, de son autorité.

Le 3 mai, Napoléon publia, de Palmanova, sa déclaration de guerre à la république de Venise, la fondant sur le principe de repousser la force par la force. Son manifeste était conçu en ces termes :

« Pendant que l'armée française est engagée dans les gorges de la Styrie et a laissé loin derrière elle l'Italie et ses principaux établissements, où il ne reste qu'un petit nombre de bataillons, voici la conduite que tient le gouvernement de Venise.

» Il profite de la semaine sainte pour armer 40,000 paysans, y joint dix régiments d'Esclavons, les organise en différents corps d'armée et les poste à différents points pour intercepter les communications de l'armée.

» Des commissions extraordinaires, des fusils, des munitions de toute espèce, des canons sortent de Venise même pour achever l'organisation des différents corps d'armée.

» L'on fait arrêter en terre ferme tous ceux qui nous ont accueillis. L'on comble de bienfaits et de toute la confiance du gouvernement tous ceux à qui on connaît une haine furibonde contre le nom français, et spécialement les quatorze conspirateurs de Vérone, que le provéditeur Priuli avait fait arrêter, il y a trois mois, comme convaincus d'avoir comploté l'égorgement des Français.

» Sur les places, dans les cafés et autres lieux publics de Venise, on insulte les Français, les appelant jacobins, régicides, athées; ils sont enfin chassés de la ville, et défense leur est faite d'y rentrer.

» L'on ordonne au peuple de Padoue, Vicence, Vérone, de courir aux armes, de seconder les différents corps d'armée et de commencer enfin ces nouvelles vêpres siciliennes. « Il nous appartenait, » disent les officiers vénitiens, de vérifier le proverbe que *l'Italie est* » *le tombeau des Français.* »

» Les prêtres, en chaire, prêchent la croisade, et les prêtres, dans l'État de Venise, ne disent jamais que ce que veut le gouvernement.

» Des pamphlets, des proclamations perfides, des lettres anonymes sont imprimés dans différentes villes et commencent à faire fermenter toutes les têtes; et, dans un État où la liberté de la presse n'est pas permise, dans un gouvernement aussi craint que secrètement abhorré, les imprimeurs n'impriment, les auteurs ne composent que ce que veut le sénat.

» Tout sourit d'abord au projet perfide du gouvernement : le sang français coule de toutes parts; sur toutes les routes on intercepte les convois, les courriers et tout ce qui tient à l'armée.

» A Padoue, un chef de bataillon et deux autres Français sont assassinés. A Castiglione-di-Mori, des soldats sont désarmés et assassinés. Sur les grandes routes de Mantoue à Legnago, de Cassano à Vérone, les Français ont plus de 200 hommes assassinés.

» Deux bataillons, voulant joindre l'armée, rencontrent à Chiari une division vénitienne qui veut s'opposer à leur passage; un combat opiniâtre d'abord s'engage, et nos braves soldats se font passage sur les cadavres de leurs ennemis.

» A Valeggio, il y a un autre combat; à Desenzano, il faut encore se battre; les Français sont partout peu nombreux, mais ils sont accoutumés à ne pas compter le nombre de leurs ennemis.

» La seconde fête de Pâques, au son de la cloche, tous les Français sont assassinés dans Vérone; on ne respecte ni les malades dans les hôpitaux, ni ceux qui, en convalescence, se promènent dans les rues; ils sont jetés dans l'Adige après avoir été percés de mille coups de stylet. Plus de 400 soldats sont ainsi massacrés.

» Pendant huit jours, l'armée vénitienne assiége les trois châteaux de Vérone. Les canons qu'elle met en batterie lui sont enlevés à la baïonnette; le feu est mis dans la ville, et le corps d'observation, qui arrive sur ces entrefaites, met ces lâches dans une déroute complète, en faisant 3,000 prisonniers, parmi lesquels plusieurs généraux.

» La maison du consul français à Zante est brûlée.

» Dans la Dalmatie, un vaisseau de guerre vénitien prend sous sa protection un convoi autrichien et tire plusieurs boulets contre la corvette *la Brune*.

» *Le Libérateur de l'Italie,* bâtiment de la République, ne portant que trois ou quatre petites pièces de canon, est coulé à fond dans le port de Venise par ordre du sénat. Le jeune et intéressant Laugier, lieutenant de vaisseau, commandant ce bâtiment, dès qu'il se voit attaqué par le feu du fort et de la galère amirale, n'étant éloigné de l'un et de l'autre que d'une portée de pistolet, ordonne à son équipage de se mettre à fond de cale : lui seul monte sur le tillac, au

milieu d'une grêle de mitraille, et cherche par ses discours à désarmer la fureur de ces assassins; mais il tombe roide mort. Son équipage se jette à la nage et est poursuivi par six chaloupes montées par des troupes soldées par la république de Venise, qui tuent à coups de hache plusieurs matelots qui cherchent leur salut dans la haute mer. Un contre-maître, blessé de plusieurs coups, affaibli, faisant sang de tous côtés, a le bonheur de prendre terre et de s'accrocher à un morceau de bois touchant au château du port; mais le commandant lui-même lui coupe le poignet d'un coup de hache.

» Vu les griefs ci-dessus, et autorisé par le titre XII, article 328 [1], de la Constitution de la République, et vu l'urgence des circonstances,

» Le général en chef requiert le ministre de France près la république de Venise de sortir de ladite ville;

» Ordonne aux différents agents de la république de Venise dans la Lombardie et dans la terre ferme vénitienne de l'évacuer sous vingt-quatre heures;

» Ordonne aux différents généraux de division de traiter en ennemies les troupes de la république de Venise; de faire abattre dans toutes les villes de la terre ferme le Lion de Saint-Marc. Chacun recevra, à l'ordre du jour de demain, une instruction particulière pour les opérations militaires ultérieures. »

A la lecture de ce manifeste, les armes tombèrent des mains des oligarques, qui ne songèrent plus à se défendre. Le grand conseil de l'aristocratie se démit et rendit la souveraineté au peuple; une municipalité en fut dépositaire. Ainsi ces familles si fières, si longtemps ménagées, auxquelles une alliance avait été proposée avec tant de bonne foi, tombèrent sans opposer aucune résistance. Elles sollicitèrent en vain, dans leurs angoisses, la cour de Vienne; elles lui demandèrent inutilement de les comprendre dans la suspension d'armes et dans les négociations de la paix. Cette cour fut sourde à toutes leurs instances; elle avait ses vues.

IX. Le 16 mai, Baraguey d'Hilliers entra dans Venise, appelé par les habitants, que menaçaient les Esclavons. Il occupa les forts, les batteries, et planta le drapeau tricolore sur la place Saint-Marc. Le parti de la liberté se réunit aussitôt en assemblée populaire. L'aris-

[1] L'article 328 de la Constitution de l'an III est ainsi conçu :

« En cas d'hostilités imminentes ou commencées, de menaces ou de préparatifs de guerre contre la République française, le Directoire exécutif est tenu d'employer pour la défense de l'État les moyens mis à sa disposition, à la charge d'en prévenir sans délai le Corps législatif. »

tocratie fut à jamais détruite. La constitution démocratique de 1200 fut proclamée. Dandolo, homme d'un caractère vif, chaud, enthousiaste pour la liberté, fort honnête homme, avocat des plus distingués, se mit à la tête de toutes les affaires de la ville.

Le Lion de Saint-Marc et les Chevaux de Corinthe furent transportés à Paris. La marine vénitienne se composait de douze vaisseaux de 64 et d'autant de frégates et de corvettes : ils furent équipés et envoyés à Toulon.

Corfou était un des points les plus importants de la république : le général Gentili, celui qui avait repris la Corse, s'y rendit avec quatre bataillons et quelques compagnies d'artillerie, à bord d'une escadre formée de vaisseaux vénitiens. Il prit possession de cette place, la véritable clef de l'Adriatique, ainsi que des autres îles Ioniennes, Zante, Cerigo, Céphalonie, Sainte-Maure.

Pesaro fut couvert de l'animadversion générale : il avait perdu son pays ; il se sauva à Vienne. Battaglia regretta sincèrement la perte de sa patrie ; blâmant depuis longtemps la marche que le sénat suivait, il n'avait que trop prévu cette catastrophe. Il mourut, à quelque temps de là, regretté des gens de bien. Si on l'eût écouté, Venise eût été sauvée. Le doge Manin tomba frappé de mort en prêtant son serment à l'Autriche entre les mains de Morosini, devenu commissaire de l'empereur.

X. A la réception de l'ordre du jour qui déclarait la guerre à Venise, toute la terre ferme se souleva contre la capitale. Chaque ville proclama son indépendance et se constitua un gouvernement. Bergame, Brescia, Padoue, Vicence, Bassano, Udine, formèrent autant de républiques séparées. C'est par ce système qu'avaient commencé les républiques cispadane et transpadane. Elles adoptèrent les principes de la révolution française ; elles abolirent les couvents, mais respectèrent la religion et les propriétés des prêtres séculiers, constituèrent des domaines nationaux, supprimèrent les priviléges féodaux. L'élite de la noblesse et des grands propriétaires se réunit en escadrons de hussards et de chasseurs, sous le titre de garde d'honneur ; les classes inférieures formèrent des bataillons de garde nationale. Les couleurs de ces nouvelles républiques furent celles d'Italie.

Malgré l'extrême vigilance de Napoléon pour empêcher les abus et les dilapidations, il y en eut en ce moment plus qu'à aucune autre époque de cette guerre. Le pays était partagé entre deux factions très-animées ; les passions y étaient plus ardentes et plus audacieuses. Lors de la reddition de Vérone, le mont-de-piété de cette ville, riche

d'environ 7 ou 8 millions, fut dépouillé. Le commissaire des guerres Bouquet et le colonel de hussards Landrieux furent accusés d'être les auteurs de ce vol, qui portait un caractère d'autant plus révoltant qu'il avait été précédé et suivi d'autres crimes nécessaires pour le tenir caché. Tout ce qu'on retrouva dans les maisons des prévenus fut restitué à la ville, dont la perte néanmoins resta très-considérable.

Le général Bernadotte porta à Paris les drapeaux pris sur les troupes vénitiennes et le reste de ceux qui avaient été pris, à Rivoli et en Allemagne, à l'armée du prince Charles. Il présenta ces trophées au Directoire peu de jours avant le 18 fructidor. Ces fréquentes présentations de drapeaux étaient dans ce moment fort utiles au gouvernement; cette manifestation de l'esprit des armées confondait et faisait trembler les mécontents.

CHAPITRE XVI.

NÉGOCIATIONS EN 1797.

I. Quartier général de Mombello. — II. Négociations avec la république de Gênes. — III. Avec le roi de Sardaigne. — IV. Avec le Pape. — V. Avec Naples. — VI. Républiques cispadane et transpadane. Elles fusionnent et forment la république cisalpine. — VII. Négociations avec les Grisons et la Valteline.

I[1]. Mombello est un château situé à quelques lieues de Milan, sur une colline qui domine toute la plaine de la Lombardie. Le quartier général français y séjourna pendant les mois de mai et de juin. La réunion des principales dames de Milan, qui s'y rendaient journellement pour faire leur cour à Joséphine; la présence des ministres d'Autriche, du Pape, des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gênes et de Venise, du duc de Parme, des cantons suisses, de plusieurs princes d'Allemagne; le concours de tous les généraux, des autorités de la république cisalpine, des députés des villes; le grand nombre de courriers de Paris, de Rome, de Naples, de Vienne, de Florence, de Venise, de Turin, de Gênes, qui arrivaient et partaient à toute heure; le train de vie enfin de ce grand château, le fit appeler par les Italiens *la cour de Mombello*. C'était en effet une cour brillante.

[1] Ce premier paragraphe est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'avons pas de manuscrit original.

Les négociations de la paix avec l'empereur, les affaires politiques d'Allemagne, le sort du roi de Sardaigne, de la Suisse, de Venise, de Gênes, s'y réglaient. La cour de Mombello fit plusieurs voyages au lac Majeur, aux îles Borromées, au lac de Côme; elle séjourna dans les différentes maisons de campagne qui environnent ces lacs. Chaque ville, chaque village voulait se distinguer et donner une marque d'hommage et de respect au *Libérateur de l'Italie*. Le corps diplomatique était frappé de tout ce qu'il voyait.

Serurier porta les derniers drapeaux pris à l'archiduc Charles; il les présenta au Directoire. « Ce général, écrivait Napoléon, a déployé dans les deux dernières campagnes autant de talent que de civisme; c'est sa division qui a remporté la victoire à Mondovi, si puissamment contribué à celle de Castiglione, et pris Mantoue. Elle s'est distinguée au passage du Tagliamento, au passage de l'Isonzo et spécialement à la prise de Gradisca. Le général Serurier est sévère pour lui-même, il l'est quelquefois pour les autres; ami rigide de la discipline, de l'ordre et des vertus les plus nécessaires au maintien de la société, il dédaigne l'intrigue; ce qui lui a fait des ennemis parmi ces hommes toujours prêts à accuser d'incivisme ceux qui veulent que l'on soit soumis aux lois. Je crois qu'il serait très-propre à commander les troupes de la république cisalpine. Je vous prie de le renvoyer le plus tôt possible à son poste. » Serurier fut distingué à Paris; la franchise de son caractère y plut généralement. Il fit un voyage dans le département de l'Aisne, son pays. Il avait toujours été très-modéré sur les principes de la révolution; mais, à son retour de France, il se montra fort chaud et très-prononcé pour la République, tant il était indigné du mauvais esprit qu'il avait remarqué.

Au moment où l'armée française entra à Venise, le comte d'Entraigues s'échappa de cette ville. Il fut arrêté sur la Brenta par les troupes de la division Bernadotte, et envoyé au quartier général à Milan. Le comte d'Entraigues était du Vivarais. Député de la noblesse à la Constituante, il fut ardent patriote en 1788 et en 1789; mais, dans le commencement de l'Assemblée, il changea de parti, émigra, fut un des principaux agents de l'étranger et un véritable entremetteur d'intrigues. Il était à Venise depuis deux ans, attaché en apparence à la légation anglaise, mais de fait ministre de la contre-révolution, et se plaçant à la tête de tous les complots d'espionnage et d'insurrection contre l'armée française. Il était soupçonné d'avoir eu une grande part dans les massacres de Vérone. Les généraux Berthier et Clarke firent le dépouillement de son portefeuille, dressèrent un procès-verbal de toutes les pièces, les parafèrent et les envoyèrent à

Paris. En réponse, le gouvernement français ordonna que d'Entraigues fût traduit devant une commission militaire pour être jugé suivant les lois de la République. Mais, dans l'intervalle, il avait intéressé Napoléon, qui l'avait vu plusieurs fois. Comprenant tout le danger de sa position, il s'attacha à plaire à celui qui était le maître de son sort, lui parla sans réserve, lui découvrit toutes les intrigues d'alors, et compromit son parti plus qu'il n'était obligé de le faire. Il réussit : il obtint d'habiter dans la ville, sur parole et sans garde. A quelque temps de là, on le laissa se sauver en Suisse. On faisait si peu d'attention à lui, que ce ne fut que six ou sept jours après son départ de Milan que l'on s'aperçut qu'il avait violé sa parole. Bientôt on lut une espèce de pamphlet qu'il répandit dans toute l'Allemagne et en Italie contre son bienfaiteur. Il y peignait l'horrible cachot dans lequel il avait été enfermé, les tourments qu'il avait soufferts, l'audace qu'il avait déployée et les dangers qu'il avait courus pour en sortir. L'indignation fut extrême à Milan, où on l'avait vu dans toutes les sociétés, aux promenades, aux spectacles, jouissant de la plus grande liberté. Plusieurs membres du corps diplomatique partagèrent l'indignation publique et publièrent à cet effet des déclarations.

II[1]. La république de Gênes, pendant les trois guerres de succession d'Espagne, de Parme et d'Autriche, avait fait partie des puissances belligérantes. Ses petites armées avaient marché avec les armées des couronnes de France et d'Espagne en 1747. Les Génois chassèrent de leur ville l'armée autrichienne, commandée par le marquis de Botta, et depuis ils soutinrent un siége long et opiniâtre contre les armées de Marie-Thérèse. Pendant tout le XVIII[e] siècle cette république fut en guerre contre les Corses. L'animosité des habitants des Rivières contre les Piémontais donnait lieu à des escarmouches journalières entre les deux peuples. Tout cela avait entretenu chez les habitants de cette république, si faible par sa population et l'étendue de son territoire, un foyer d'énergie qui lui donnait une tout autre consistance que n'avait la république de Venise. Aussi l'aristocratie génoise avait-elle fait tête à l'orage : elle s'était maintenue libre et indépendante et ne s'en était laissé imposer ni par les coalisés, ni par la France, ni par le parti populaire : elle avait maintenu dans toute sa pureté la constitution qui lui avait été donnée par André Doria au XVI[e] siècle.

Mais l'indépendance proclamée des républiques transpadane et

[1] La première partie de ce paragraphe est reproduite d'après le manuscrit original, communiqué par S. M. l'Empereur Napoléon III.

cispadane, l'abdication de l'aristocratie de Venise et l'établissement du gouvernement populaire dans tout le pays vénitien, l'enthousiasme qu'inspiraient les victoires des soldats français, accrurent tellement la prépondérance du parti populaire, qu'un changement dans la constitution devint indispensable. Ce changement était désiré par la France, qui ne pouvait avoir aucune confiance dans les sentiments de l'aristocratie; mais il était à désirer que cette révolution se pût opérer sans son intervention patente et par les seuls effets de la marche et de la force de l'opinion publique. Les politiques étaient convaincus que la résistance de l'aristocratie ne pouvait se prolonger au delà du mois de juillet ou d'août.

Mais les trois inquisiteurs d'État, chefs de l'oligarchie et ennemis furibonds de la France, voyaient avec douleur cet état de choses. Convaincus eux-mêmes que l'aristocratie n'avait que peu de mois d'existence, ils laissaient courir les événements et ne se procuraient pas les moyens de les maîtriser. Ils trouvèrent dans les prêtres les auxiliaires qui pouvaient pervertir l'opinion des corporations inférieures et les exciter : s'ils réussissaient à fanatiser les charbonniers et les portefaix, cela leur ferait un appui suffisant pour tenir en respect les autres classes de citoyens. On employa à cet effet le confessionnal, la chaire, les miracles, les prières mystiques, l'exposition du Saint-Sacrement, les prières de quarante heures, pour demander à Dieu d'éloigner de la république les maux qui la menaçaient, et par cette conduite imprudente on attira la foudre que l'on voulait éloigner.

Il s'était formé une société populaire chez l'apothicaire Morandi, composée de quelques centaines d'hommes ardents qui frémissaient d'impatience à la vue de la contenance de l'aristocratie; ils faisaient des prosélytes, déclamaient, imprimaient, agitaient le peuple contre les nobles et les prêtres, et s'indignaient des menées des inquisiteurs, qui travaillaient la populace; ils s'intitulaient les patriotes par excellence; ils crurent qu'il ne fallait plus tarder à montrer de l'audace. Le 21 mai, une députation de ce club se rendit auprès du Prince pour lui présenter une pétition au nom du peuple génois, demandant l'abolition de l'aristocratie et la liberté. En même temps ils s'armèrent pour prévenir les mesures de l'aristocratie. A dix heures du matin, ils s'emparèrent des principales portes, et spécialement de celle de San-Pier-d'Arena et du port. Les inquisiteurs donnèrent le signal; les charbonniers et les portefaix, conduits par leurs syndics, se portèrent aux magasins d'armes, se déclarèrent pour l'aristocratie, et en peu d'heures 25,000 hommes se trouvèrent armés et organisés pour la défense du Prince, vociférant des imprécations contre les jacobins et

les Français. Le ministre de France eut la faiblesse de compromettre sa dignité en se rendant au palais et cherchant à concilier ces partis irréconciliables. A la vue des préparatifs de l'oligarchie et de ce grand nombre d'hommes qui déjà étaient sous les armes, les patriotes sentirent leur faiblesse; ils avaient compté sur le secours de la bourgeoisie, qui, si elle s'était déclarée, aurait fait pencher la balance en leur faveur; mais celle-ci, informée du parti adopté par les charbonniers, n'osa bouger, et s'enferma dans ses maisons. Les patriotes, ainsi trompés dans cette attente, ne virent d'autres moyens de salut pour eux que d'arborer la cocarde française, espérant que cela imposerait aux oligarques. Cet attentat contre la France faillit être funeste aux familles françaises établies à Gênes. On en vint aux armes : les patriotes furent battus et chassés de tous leurs postes; ils se maintinrent cependant la nuit du 23 au 24 à la porte de San-Pier-d'Arena, qu'ils perdirent à la pointe du jour le 24. L'oligarchie triomphante ordonna que la cocarde génoise fût arborée par tout le monde; elle toléra l'insulte des maisons des Français; plusieurs Français périrent; un grand nombre furent traînés dans les cachots. Si le ministre de France, Faipoult, ne fut pas insulté, c'est qu'un corps de garde de 200 hommes fut établi à sa porte par l'ordre du doge. Le commissaire de marine Ménard, homme sage et qui était fort étranger aux troubles de cette république, fut traîné par les cheveux jusqu'au fort de la Lanterne. La maison du consul Lachèze fut pillée; tout ce qui était français fut contraint de se cacher, étant journellement menacé et sous le poignard des inquisiteurs. La bourgeoisie consternée gardait un morne silence, mais n'osait rien entreprendre dans la crainte des inquisiteurs triomphants. Le ministre Faipoult crut devoir se ressentir d'un traitement si hostile, et présenta, du 23 au 30 mai, diverses notes et demandes qui, toutes, furent rejetées par le Prince. L'amiral Brueys, avec deux vaisseaux et deux frégates de retour de Corse, s'étant présenté à l'entrée du port, le Prince demanda au ministre de France que cette escadre n'entràt pas, sous prétexte qu'il ne serait plus maître de contenir la populace, qui se livrerait à toute espèce d'excès contre les maisons françaises; Faipoult eut la faiblesse de condescendre à cette demande et d'envoyer l'ordre à Brueys de gagner Toulon. Lorsque les hommes modérés observèrent dans le sénat combien cette conduite était imprudente, les oligarques répondirent que « les Français, occupés dans les négociations avec l'Autriche, n'oseraient pas faire marcher un corps d'armée sur Gênes; que l'opinion qui dominait à Paris était contraire aux idées démocratiques, qu'on savait que Napoléon même désapprouvait les principes du club

Morandi, et qu'il y penserait à deux fois avant de s'exposer au blâme de son gouvernement et du parti de Clichy, qui dominait la législature à Paris ». Mais toutes ces fallacieuses espérances furent déjouées; car, aussitôt que Napoléon fut instruit de l'état des choses et qu'il sut que le sang français avait coulé et que plus de cent maisons de commerce françaises établies à Gênes étaient dans la stupeur et l'oppression, il expédia son aide de camp Lavallette au doge et lui demanda que « tous les Français qui étaient arrêtés fussent sur-le-champ mis à la disposition du ministre de France; que les charbonniers et les portefaix fussent désarmés, et que les trois inquisiteurs qui avaient fait assassiner un grand nombre de Français fussent arrêtés » ; il déclara que « les têtes de tous les patriciens lui répondaient de celles des négociants français, de même que tous les magasins et toutes les propriétés de la république lui répondaient des magasins et des propriétés des Français qui se trouvaient dans Gênes »; il envoya en même temps l'ordre au ministre Faipoult que, si dans les vingt-quatre heures cet ultimatum n'était pas exécuté, il eût à quitter Gênes et à se rendre à Tortone avec tous les Français qui voudraient le suivre. L'aide de camp Lavallette arriva à Gênes le 29 mai, à quatre heures après midi; à six heures il fut introduit au sénat, qui, après avoir écouté son discours et pris connaissance de la lettre au doge, promit de répondre le soir même. En effet, les Français furent mis en liberté et conduits à l'hôtel de l'ambassadeur au milieu d'un grand concours de peuple qui leur témoigna de l'intérêt. La bourgeoisie et le véritable peuple de la ville, encouragés par la démarche du général en chef et assurés de sa protection, se mirent en mouvement et demandèrent à grands cris le désarmement des charbonniers et des portefaix. Dans la soirée même, plus de 4,000 fusils rentrèrent à l'arsenal, provenant du désarmement de ces corporations; mais il en restait encore 20,000 dans leurs mains. Les discussions furent vives au sénat, mais l'oligarchie se trouva en minorité; une division de troupes françaises était déjà à Tortone, et Gênes, assiégée par mer et par terre, eût été promptement réduite à l'obéissance; il est probable même que l'approche de quelques troupes françaises eût été suffisante pour décider la bourgeoisie et la masse du tiers état à secouer le joug de l'oligarchie et à réprimer la populace. Cependant la réponse du sénat ne fut pas satisfaisante : c'était un *mezzo termine*. Faipoult se décida à partir conformément à ses instructions, et l'aide de camp Lavallette se résolut à rester à Gênes à sa place pour protéger par sa présence les Français qui s'y trouvaient; mais, sur la demande des passe-ports du ministre, le doge assembla les colléges, qui seuls étaient

autorisés à les délivrer : ceux-ci prirent en grande considération la position où ils allaient se trouver, et, après quelques légères discussions, ils se résolurent à adhérer sincèrement aux vues du général en chef; ils arrêtèrent, 1° qu'une députation composée de Cambiaso, Serra et Carbonari se rendrait à Mombello; 2° que les trois inquisiteurs seraient arrêtés; 3° que les charbonniers et les portefaix seraient désarmés sans retard. Cette résolution décida le ministre Faipoult à rester à son poste, ce qui calma les inquiétudes du peuple. Les charbonniers, qui n'agissaient que par ordre, et qui, en réalité, n'avaient aucun intérêt dans cette affaire, furent fort dociles aussitôt que le Prince fut sincèrement décidé à se soumettre.

Les députés arrivèrent à Mombello. Une convention fut signée le 5 juin; elle mit fin à la constitution de Doria et établit la démocratie [1].

Le [2] peuple triompha avec la vivacité qui est le caractère de l'esprit de parti et des peuples méridionaux; il se porta à des excès, il brûla le Livre d'or et brisa la statue de Doria. Cet outrage fait à ce grand homme blessa Napoléon; il exigea du gouvernement provisoire que cette statue fût rétablie. Cependant les exclusifs prirent le dessus; la constitution définitive s'en ressentit; les prêtres furent indisposés, les nobles exaspérés : ils étaient exclus de toute fonction. Cette constitution devait être soumise à l'approbation du peuple le 14 septembre 1797; elle fut imprimée et affichée dans toutes les communes. Plusieurs cantons des campagnes déclarèrent qu'ils ne l'accepteraient pas; de toutes parts les prêtres et les nobles s'agitèrent pour soulever leurs paysans; dans les vallées de la Polcevera et du Bisagno, l'insurrection éclata. Les insurgés s'emparèrent de l'Éperon, de la Tenaille et du bastion de la Lanterne, qui domine le port. Le général Duphot, qui avait été envoyé à Gênes pour y organiser les troupes de la république, dont l'effectif s'élevait à 6,000 hommes, fut requis par le gouvernement provisoire de combattre pour sa défense. Il chassa les insurgés et reprit l'enceinte et les forts. Le 7 septembre, la tranquillité était rétablie dans les deux vallées; les paysans étaient désarmés.

A ces nouvelles, Napoléon fut mécontent. Il était alors tout occupé des négociations avec l'Autriche; il n'avait pu prêter une attention particulière aux affaires de Gênes, mais il avait recommandé de

[1] Voir le texte de cette convention, t. III, p. 94.

[2] Le texte original fait ici défaut; ce qui suit est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830.

ménager les nobles et de contenter les prêtres. Il suspendit la publication de la constitution; il y fit tous les changements que réclamaient les prêtres et les nobles; et, ainsi purgée de l'esprit de démagogie dont elle avait été empreinte, elle fut mise à exécution, de l'assentiment général. Napoléon aimait Gênes; il voulait y aller pour concilier, réunir les partis; les événements l'en empêchèrent, tant ils se succédèrent avec rapidité. Après Campo-Formio, au moment de quitter l'Italie, il écrivit de Milan, le 11 novembre 1797, au gouvernement génois la lettre suivante [1] :

« Je vais répondre, Citoyens, à la confiance que vous m'avez montrée..... Vous avez besoin de diminuer les frais d'administration pour ne pas être obligés de surcharger votre peuple..... Ce n'est pas assez de ne rien faire contre la religion, il faut encore ne donner aucun sujet d'inquiétude aux consciences les plus timorées ni aucune arme aux hommes malintentionnés. Exclure tous les nobles des fonctions publiques serait une injustice révoltante : vous feriez ce qu'ils ont fait..... Le port franc est une pomme de discorde qu'on a jetée au milieu de vous..... La ville de Gênes doit tenir la franchise de son port de la volonté du Corps législatif..... Pourquoi le peuple ligurien est-il déjà si changé? A ses premiers élans de fraternité et d'enthousiasme ont succédé la crainte et la terreur. Les prêtres s'étaient les premiers ralliés autour de l'arbre de la liberté; les premiers ils vous avaient dit que la morale de l'Évangile est toute démocratique : mais des hommes payés par vos ennemis, et, dans toutes les révolutions, auxiliaires immédiats de la tyrannie, ont profité des écarts, des crimes même de quelques prêtres, pour écrire contre la religion; et les prêtres se sont éloignés!..... On a proscrit en masse, et le nombre de vos ennemis s'est accru!..... Quand dans un État, surtout dans un petit État, on s'accoutume à condamner sans entendre, à applaudir un discours parce qu'il est passionné; quand on appelle vertus l'exagération et la fureur, crimes la modération et l'équité, cet État est près de sa ruine..... Croyez que, dans tous les lieux où mon devoir et le service de ma patrie m'appellent, je regarderai comme un des moments les plus précieux celui où je serai utile à votre république. Je serai satisfait d'apprendre que le peuple de Gênes est uni et vit heureux. »

On discutait alors au Conseil des Cinq-Cents, à Paris, une motion de Sieyès tendant à chasser de France tous les nobles, en leur donnant la valeur de leurs biens en objets manufacturés. Ces conseils donnés par Napoléon à la république de Gênes paraissaient l'être de

[1] Le texte complet de cette lettre se trouve tome III, p. 420.

fait à la République française, qui toutefois en profita, car on abandonna ce projet extrême et terrible, qui portait partout l'alarme et le désordre; il n'en fut plus question.

Aucun bataillon français n'avait dépassé Tortone. La révolution de Gênes fut obtenue par la seule intervention du tiers état. Sans les menées des inquisiteurs et du club Morandi, elle aurait été opérée sans désordres, sans secousses, et sans aucune intervention, même indirecte, de la France.

III [1]. Le roi de Sardaigne se trouvait dans une fausse position; le traité de Bologne [2] existait et n'existait pas. Le Directoire ne s'expliquait pas ostensiblement, mais il était évident qu'il ne le voulait pas ratifier. Napoléon persistait à regarder cette ratification comme indispensable; il y avait déjà en Italie assez de ferments de discorde; il croyait la ratification de ce traité propre à imposer à l'Autriche et à activer la négociation; et, si elle se rompait et que la guerre s'ensuivît, il attachait, comme de raison, une grande importance à réunir sous ses ordres une belle et bonne division de vieilles troupes piémontaises dont il estimait la valeur. Se croyant lié par les articles de ce traité, il employait tous ses moyens pour garantir la tranquillité intérieure des États du roi. Mais cette conduite était fort critiquée. Les mécontents piémontais devenaient tous les jours plus nombreux. La cour dut courir aux armes et livrer quelques combats où les mécontents furent défaits. Cette position extrêmement délicate excitait au suprême degré les clameurs de tous les jacobins de France et d'Italie; et, lorsque le parti royal eut triomphé, les arrestations et les vexations auxquelles il se porta furent le texte perpétuel des réclamations.

Lorsque le Directoire signa son ultimatum pour les négociations de Campo-Formio, à la fin de septembre, il fit connaître à son négociateur qu'il persistait dans sa résolution de ne point ratifier le traité d'alliance avec la Sardaigne. Le ministre des relations extérieures lui faisait connaître qu'il ne devait pas compter sur l'assistance de ces 10,000 hommes du contingent sarde; mais il ajoutait qu'il lui serait facile de faire débaucher ces soldats par des recruteurs italiens, et d'avoir ainsi le secours de cette division sans en avoir l'obligation à la cour de Turin. Mais les cadres qui constituent la

[1] Les paragraphes suivants sont reproduits d'après le manuscrit original, communiqué par S. M. l'Empereur Napoléon III.

[2] Voir le texte du traité d'alliance offensive et défensive entre la République française et le roi de Sardaigne, t. II, p. 453, n° 1687.

force des troupes ne pouvaient pas être débauchés, et d'ailleurs une pareille opération ne pouvait être le résultat que d'une ou deux années, et il était question d'entrer en campagne au moment même. Cette conduite du gouvernement français fut l'une des causes qui décidèrent Napoléon à signer la paix à Campo-Formio et à ne pas avoir égard à l'ultimatum du Directoire, qui ne pouvait être présenté sans amener une rupture. Cependant le Directoire finit par se rendre aux raisons qui déterminaient le général; mais il était trop tard, et ce ne fut que le 21 octobre qu'il envoya le traité de Bologne à la ratification du Corps législatif; la paix avec l'Autriche était signée depuis le 17 octobre à Campo-Formio.

Ainsi, après les premières campagnes d'Italie, le trône de Sardaigne resta debout, affaibli de la Savoie et du comté de Nice, et ayant perdu ses places fortes en partie démolies, en partie au pouvoir des Français qui y tenaient garnison. Le roi était de plus allié de la République, qui lui avait garanti l'intégrité de ses États. Mais il savait combien était peu sincère l'amitié du gouvernement français, et il n'ignorait pas les vues politiques qui l'y avaient fait adhérer; il avait lui-même le pressentiment de sa prochaine chute. Environné des démocraties française, ligurienne, cisalpine, l'esprit de ses peuples était travaillé dans tous les sens, et dès lors la cour jetait un coup d'œil sur la Sardaigne comme sur un lieu de refuge.

IV. Après la paix de Tolentino, la cour de Rome continua à se mal conduire; elle exécuta les conditions du traité fidèlement, mais elle se laissa influencer par les cardinaux Busca et Albani; elle continua à lever une armée et eut l'imprudence de narguer publiquement la France en appelant le général Provera pour la commander. En même temps elle refusa de reconnaître la république cisalpine. Les menaces de l'ambassadeur de France firent échouer ces faibles tentatives; Provera arriva à Rome, y séjourna quelques jours et dut s'en retourner en Autriche. La république cisalpine, heureuse d'avoir occasion de s'emparer de quelques provinces de Rome, arma et déclara la guerre au Vatican. A la vue de cet orage, ces faibles et imprudents vieillards tombèrent à genoux et donnèrent au directoire cisalpin toutes les satisfactions qu'il pouvait désirer. L'on ne trouve dans cette conduite aucune trace de cette politique qui avait tant illustré le Vatican dans les siècles derniers. Ce gouvernement était usé; la puissance temporelle des papes ne se pouvait plus maintenir; elle finissait comme avait fini la souveraineté des électeurs ecclésiastiques de l'Empire.

V. La cour de Naples était dirigée par la reine, femme d'esprit, dont les idées étaient tout aussi désordonnées que les passions qui agitaient son cœur. Le traité signé à Paris en octobre 1796 n'avait pas changé la disposition de ce cabinet, qui ne cessa d'armer et de donner des inquiétudes pendant toute l'année 1797. Lorsque Napoléon était dans les Marches, se dirigeant sur Rome, le prince Pignatelli Belmonte, ministre de Naples, lui fit livrer un jour en confidence une lettre de la reine qui déclarait qu'elle allait faire marcher 30,000 hommes pour couvrir Rome. « Je vous remercie de cette confidence, lui répondit le général, et je veux vous répondre par une confiance pareille. » Il sonna son secrétaire, se fit porter le carton de Naples, en tira une dépêche qu'il avait écrite au Directoire au mois de novembre 1796 : Mantoue n'était pas prise alors; il y disait : « Les embarras que me donne l'approche d'Alvinzi ne m'empêchent pas d'envoyer 6,000 hommes, Lombards et Bolonais, pour punir la cour de Rome; mais il est à prévoir que la cour de Naples pourrait faire avancer 30,000 hommes pour couvrir cette capitale. Je ne marcherai donc sur Rome que lorsque Mantoue sera rendue et que les renforts que vous m'annoncez seront arrivés, afin que, si alors la cour de Naples rompait le traité de Paris, je puisse avoir 25,000 hommes pour m'emparer de Naples et en chasser la cour. » Un courrier extraordinaire, que cet envoyé fit partir dans la nuit, eut sans doute pour objet d'instruire la reine de quelle manière avait été accueillie son insinuation. Depuis la paix de Paris, les ministres et les légations napolitaines dans les cours étrangères étaient plus hostiles et plus impertinents envers les Français que du temps où l'on était en guerre; il n'était pas rare d'entendre ces agents déclarer que la paix ne serait pas de longue durée, etc. Une pareille conduite n'empêcha pas le cabinet de Naples de concevoir de grandes espérances. Tout d'un coup, pendant les conférences de Mombello, d'Udine et de Passeriano, l'ambition s'empara du cœur de la reine; elle voulait les îles de Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, les Marches de Macerata, de Ferrare, d'Ancône et le duché d'Urbino; elle voulait déposséder et le Pape et la république de Venise, et toutes ces acquisitions, elle les voulait faire par la protection et l'intervention de la France; c'était surtout de Napoléon qu'elle attendait tout. Ces prétentions n'étaient que plaisantes; elles étaient une preuve de la folie et du déréglement des personnes qui dirigeaient le cabinet le plus versatile et le plus inconséquent de l'Europe, comme l'armée napolitaine était la plus mauvaise des armées de l'Italie. Le trône de Naples survécut à cette guerre d'Italie, à

cause de son heureuse situation et de son éloignement du théâtre de la guerre.

VI. Il avait fallu céder aux vœux des Lombards et les constituer en république sous le titre de *Transpadane*. Elle comprenait toute la Lombardie, c'est-à-dire tous les pays situés sur la rive gauche du Pô, depuis le Mincio jusqu'au Tessin. La Cispadane comprenait les pays de la rive droite, depuis les États de Parme jusqu'à l'Adriatique. Sa constitution avait été décrétée dans un congrès de députés élus par le peuple et soumise à l'acceptation du peuple; elle avait réuni une grande majorité de votes, elle avait été mise à exécution à la fin d'avril; le peuple avait fait choix de toutes ses autorités; mais, les nobles et les prêtres s'étant donné beaucoup de mouvement, l'autorité était en partie tombée entre leurs mains : les peuples accusaient les autorités de n'être pas affectionnées à la démocratie.

Aussitôt que la convention de Mombello, qui contenait les bases de la paix définitive et avait été convenue avec le marquis de Gallo, eut été désavouée par le cabinet de Vienne, et qu'il fut évident que les négociations traîneraient en longueur, Napoléon prit le parti de créer la république cisalpine, en y fondant les républiques cispadane et transpadane; ce qui réunirait sous un même gouvernement 3 ou 4 millions d'habitants, et offrirait une masse de force propre à influer sur les événements ultérieurs. Les négociations avec les autorités de ces deux républiques pour les porter à opérer de bonne volonté leur réunion, les détails de l'organisation de la Cisalpine furent une partie de ses occupations pendant son séjour à Mombello. Les autorités de la Cispadane se refusaient avec opiniâtreté à une réunion qui contrastait avec leurs préjugés; il avait fallu plusieurs mois de débats et de discussion pour que les gouvernements de Reggio, Modène, Bologne, Ferrare, sentissent la nécessité de se constituer sous un même gouvernement. L'esprit de localité opposa également de la résistance à l'union des peuples de la rive droite à ceux de la rive gauche du Pô; et l'on aurait probablement échoué à l'opérer de pleine bonne volonté, sans l'espérance qu'elle amènerait un jour la réunion de tous les peuples de la Péninsule sous un même gouvernement, ce secret penchant qu'ont tous les Italiens à reformer une seule et grande nation; et il fut facile de leur démontrer que, pour cheminer vers ce grand but, il fallait commencer par réunir dans un même gouvernement tous les peuples italiens qui déjà étaient libres. A cette cause générale se joignirent deux circonstances particulières : la Romagne, que le Pape avait cédée par le traité de Tolentino, s'était

constituée indépendante sous le titre d'Émilie, et n'était pas encore réunie à la Cispadane; l'esprit de localité qui la portait à s'isoler lui donnait surtout une grande antipathie contre Bologne, avec qui elle confinait. Ses peuples embrassèrent avec ardeur l'idée de former une seule république, et, par de nombreuses pétitions, sollicitèrent la formation de la Cisalpine. Dans ce temps, Venise et la terre ferme, inquiètes du mystère des préliminaires, votèrent dans des assemblées publiques la formation de la république italienne. Ces circonstances levèrent toutes les difficultés : l'esprit de localité fléchit devant l'esprit public, et les raisons particulières devant les raisons générales. D'un commun accord la réunion fut convenue et la capitale établie à Milan.

La nouvelle république fut appelée *République cisalpine;* ce qui fut un sujet de mécontentement à Paris, où l'on eût voulu l'appeler *Transalpine*. Le fait est que les vœux des Italiens étant constamment fixés sur Rome et la réunion de toute la Péninsule en un seul État, le mot cisalpine était celui qui les flattait et auquel ils voulaient se tenir, n'osant pas encore adopter la dénomination de *République italienne*. Après le traité de Campo-Formio, la partie des États de Venise située sur la rive droite de l'Adige fut réunie à la Cisalpine, et, après la médiation des Grisons, la Valteline y opéra également sa réunion; ce qui constitua cette république en dix départements, avec une population de 3,600,000 âmes, des plus riches de l'Europe, s'étendant dans le plus beau pays du monde, depuis les montagnes de la Suisse aux Apennins toscans et romains et du Tessin à l'Adriatique. Napoléon eût voulu donner à cette nouvelle république une constitution différente de celle de la France; il avait demandé qu'on lui envoyât à Milan quelques publicistes français, tels que Sieyès, pour pouvoir s'autoriser de leurs noms; mais cette idée ne plut pas au Directoire, et la constitution de la Cisalpine fut la même que celle de la France de 1795. Les premiers directeurs furent Serbelloni, Paradisi, Moscati, Alessandri, Fenaroli. C'étaient les chefs du parti français en Italie. Le premier était le plus grand seigneur de la Lombardie. Ils furent installés au palais de Milan le 30 juin. L'indépendance de la république cisalpine et la renonciation du droit de conquête furent proclamées [1].

Une fédération générale des gardes nationales et de toutes les autorités de la nouvelle république eut lieu au lazaret de Milan. Le 14 juillet, 30,000 gardes nationaux ou députés de divers départements jurèrent fraternité et union, et de seconder de tous leurs efforts

[1] Voir la proclamation adressée aux Lombards le 29 juin 1797, t. III, p. 153, nº 1966, et l'ordre qui suivit cette proclamation, p. 153, nº 1967.

la renaissance de la liberté et de la patrie italienne. Le directoire cisalpin nomma ses ministres et les autorités, constitua son état militaire et administra la république cisalpine comme un État indépendant; les clefs de Milan et toutes les places fortes lui furent remises.

Dès [1] ce moment, les mœurs italiennes changèrent; quelques années après, ce n'était plus la même nation. La soutane, qui était l'habit à la mode pour les jeunes gens, fut remplacée par l'uniforme. Au lieu de passer leur vie aux pieds des femmes, les jeunes Italiens fréquentèrent les manéges, les salles d'armes, les champs d'exercice. Les enfants ne jouaient plus à la chapelle; ils avaient des régiments de fer-blanc et imitaient, dans leurs jeux, les événements de la guerre. Dans les comédies, dans les farces des rues, on avait toujours représenté un Italien bien lâche, quoique spirituel, et une espèce de gros capitan, quelquefois français et le plus souvent allemand, bien fort, bien brave, bien brutal, finissant par administrer quelques coups de bâton à l'Italien, aux grands applaudissements des spectateurs : le peuple ne souffrit plus de pareilles allusions; les auteurs mirent sur la scène, à la satisfaction du public, des Italiens braves, faisant fuir des étrangers pour soutenir leur honneur et leurs droits. L'esprit national s'était formé. L'Italie avait ses chansons à la fois patriotiques et guerrières. Les femmes repoussaient avec mépris les hommages des hommes qui, pour leur plaire, affectaient des mœurs efféminées.

VII. La Valteline se compose de trois vallées : la Valteline proprement dite, le Bormio et la Chiavenna. Sa population est de 160,000 âmes. Ses habitants professent la religion catholique romaine et parlent italien. Géographiquement elle appartient à l'Italie; elle borde les rives de l'Adda jusqu'à son embouchure dans le lac de Côme, et elle est séparée de l'Allemagne par les hautes Alpes. Elle a dix-huit lieues de long sur six de large. Chiavenna, sa capitale, est située à deux lieues du lac de Côme et à quatorze lieues de Coire, dont Bormio est à dix-sept lieues. Elle faisait anciennement partie du Milanais. Barnabé Visconti, archevêque et duc de Milan, en 1404, donna ces trois vallées à l'église de Coire. En 1512, les Ligues Grises furent investies de la souveraineté de la Valteline par Sforce, moyennant des capitulats dont les ducs de Milan devaient être garants. Les Valtelins se trouvèrent ainsi sujets des trois Ligues Grises,

[1] Cet alinéa et le paragraphe suivant sont reproduits d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'avons pas le texte original.

dont les habitants en grande partie parlent allemand, sont protestants et sont séparés d'eux par la haute chaîne des Alpes.

Il n'est pas d'état plus affreux que celui d'un peuple sujet d'un autre peuple. C'était ainsi que le bas Valais était sujet du haut Valais, et que le pays de Vaud était sujet de Berne. Depuis longtemps les malheureux Valtelins se plaignaient des vexations qu'ils éprouvaient et du joug humiliant auquel ils étaient soumis. Les Grisons, pauvres et ignorants, venaient s'enrichir chez eux, plus riches et plus civilisés. Le dernier paysan des Ligues Grises mettait entre lui et le plus riche habitant de la Valteline la distance qui existe entre les souverains et leurs sujets. Certes, s'il est une position qui légitime l'insurrection et réclame un changement, c'est celle dans laquelle gémissait la Valteline.

Dans le courant de mai 1797, les peuples des trois vallées s'insurgèrent, coururent aux armes, chassèrent leurs prétendus souverains, arborèrent le drapeau tricolore italien, se nommèrent un gouvernement provisoire, et adressèrent un manifeste à toutes les puissances pour leur faire connaître leurs griefs et la résolution qu'ils avaient prise de conquérir des droits dont aucun peuple ne peut être privé. Ils envoyèrent à Mombello les députés Guicciardi, Planta, Paribelli, gens de mérite, pour réclamer l'exécution de leurs capitulats, violés en tous points par les Grisons.

Napoléon avait de la répugnance à intervenir dans des questions qui pouvaient tenir à la Suisse, et qui, sous ce point de vue, étaient d'une importance générale. Cependant, s'étant fait représenter les pièces relatives à cette affaire qui se trouvaient dans les archives de Milan, il reconnut que le gouvernement milanais était investi du droit de garantie; et comme, de leur côté, les Ligues Grises sollicitaient sa protection pour faire rentrer les Valtelins, leurs sujets, dans l'ordre et l'obéissance, il accepta la médiation et ajourna les deux parties à se présenter devant son tribunal, dans le courant de juillet suivant, pour défendre respectivement leurs droits. Pendant ce délai, les Ligues Grises implorèrent l'intervention du corps helvétique. Barthélemy, ministre de France à Berne, sollicita vivement en leur faveur. Enfin, après bien des menées de part et d'autre, Napoléon, avant de prendre une décision finale, engagea, par forme d'avis, les deux parties à s'arranger à l'amiable, et leur proposa, comme moyen de conciliation, que la Valteline formât une quatrième Ligue Grise, égale en tout aux trois premières. Cet avis blessa profondément l'orgueil des paysans grisons. Comment comprendre qu'un paysan qui boit les eaux de l'Adda soit l'égal de celui qui boit les eaux du Rhin?

Ils s'indignèrent d'une proposition aussi déraisonnable que celle d'égaler des paysans catholiques, parlant italien, riches et éclairés, à des paysans protestants, parlant allemand, pauvres et ignorants. Les meneurs ne partageaient pas ces préjugés, mais ils étaient égarés par leur intérêt. La Valteline était pour eux une source de revenus et de richesses très-importante, qu'ils ne pouvaient se résoudre à abandonner. Ils intriguèrent à Paris, à Vienne, à Berne. On leur fit des promesses; on leur conseilla de gagner du temps. On leur reprochait d'avoir provoqué et accepté la médiation. Ils déclinèrent la voie de conciliation et n'envoyèrent point de députés à l'époque fixée pour discuter devant le médiateur l'exécution des capitulats, contradictoirement avec les députés de la Valteline.

Napoléon condamna par défaut les Ligues Grises, et, comme arbitre choisi par les deux parties et comme représentant le souverain de Milan, garant des capitulats des Valtelins, il prononça son jugement en ces termes, le 19 vendémiaire an VI (10 octobre 1797) :

« Les peuples de la Valteline, Chiavenna et Bormio se sont soulevés contre les lois des Grisons et se sont déclarés indépendants, en prairial dernier. Le gouvernement de la république des Grisons, après avoir employé tous les moyens pour réduire à l'obéissance ses sujets, a eu recours à la médiation de la République française, dans la personne du général Bonaparte, et lui a envoyé comme député Gaudenzio Planta.

» Les peuples de la Valteline ayant demandé aussi, de leur côté, la médiation, le général en chef réunit les députations respectives à Mombello, le 4 messidor (22 juin), et, après une conférence assez longue, il accepta, au nom de la République française, la médiation demandée : il écrivit aux Grisons et aux Valtelins qu'ils lui envoyassent au plus tôt des députés.

» Les peuples de la Valteline, Chiavenna et Bormio, envoyèrent ponctuellement les députés demandés.

» Plusieurs mois se sont écoulés sans que le gouvernement grison ait envoyé les siens, malgré les instances réitérées du citoyen Comeyras, résident de la République à Coire.

» Le 6 fructidor dernier (23 août), le général en chef, voyant l'anarchie dans laquelle la Valteline se trouvait plongée, fit écrire au gouvernement grison pour l'avertir d'envoyer sa députation avant le 24 fructidor (10 septembre).

» Nous sommes au 19 vendémiaire (10 octobre), et les députés des Grisons n'ont point comparu.

» Non-seulement ils n'ont point comparu, mais il n'y a pas à dou-

ter que, en mépris de la médiation acceptée de la République française, les Ligues Grises n'aient préjugé la question, et que le refus d'envoyer des députés ne provienne de puissantes intrigues.

» En conséquence, le général en chef, au nom de la République française, considérant :

» 1° Que la bonne foi, la conduite loyale et la confiance des peuples de la Valteline, Chiavenna et Bormio envers la République française, doivent engager celle-ci à user de réciprocité et à leur prêter assistance ;

» 2° Que la République française, au moyen de la demande faite par les Grisons, est devenue médiatrice et comme arbitre du sort des peuples ;

» 3° Qu'il est hors de doute que les Grisons ont violé les capitulations qu'ils étaient tenus d'observer envers les peuples de la Valteline, Chiavenna et Bormio, et que, conséquemment, ceux-ci sont rentrés dans les droits que la nature donne à tous les peuples ;

» 4° Qu'un peuple ne peut être sujet d'un autre peuple sans violer les principes du droit public et naturel ;

» 5° Que le vœu des habitants de la Valteline, Chiavenna et Bormio, est bien prononcé pour leur réunion à la république cisalpine ;

» 6° Que la conformité des religions et des langues, la nature des localités, des communications et du commerce, autorisent également cette réunion de la Valteline, Chiavenna et Bormio à la république cisalpine, de laquelle d'ailleurs ces trois pays ont été autrefois démembrés ;

» 7° Que, depuis le décret des communes qui composent les trois Ligues Grises, le parti qu'aurait dû prendre le médiateur d'organiser la Valteline en quatrième Ligue Grise se trouve rejeté ; que, par conséquent, il ne reste plus de refuge à la Valteline contre la tyrannie que dans sa réunion à la république cisalpine ;

» Arrête, en vertu du pouvoir dont la République française se trouve investie par la demande que les Grisons et les Valtelins ont faite de sa médiation, que les peuples de la Valteline, Chiavenna et Bormio, sont maîtres de se réunir à la république cisalpine. »

La question se trouva décidée. Des élans de joie et d'enthousiasme animèrent ces malheureux habitants de la Valteline. La rage et l'orgueil humilié firent frémir les Grisons. Aussitôt après cette sentence arbitrale, la Valteline et la Cisalpine négocièrent et opérèrent leur réunion. Les Grisons comprirent alors leur faute. Ils écrivirent à Napoléon que leurs députés partaient pour défendre leurs droits devant lui, feignant ainsi d'ignorer ce qui s'était passé. Il leur répondit qu'il

était trop tard; que le 10 octobre son jugement avait été rendu, et que déjà la Valteline s'était réunie à la Cisalpine; que c'était une question terminée pour toujours.

La justice rendue à ce petit peuple toucha, frappa toutes les âmes généreuses. Les principes sur lesquels la sentence de Napoléon était fondée retentirent en Europe, et portèrent un coup mortel à l'usurpation des cantons suisses qui avaient des peuples pour sujets. Il semblait que l'aristocratie de Berne devait être assez éclairée par cet exemple pour sentir que le moment de faire quelques concessions aux lumières du siècle, à l'influence de la France et à la justice, était arrivé. Mais les préjugés et l'orgueil n'écoutent jamais la voix de la raison, de la nature et de la religion. L'oligarchie ne cède qu'à la force. Ce ne fut que plusieurs années après que les habitants du haut Valais consentirent à regarder les habitants du bas Valais comme leurs égaux, et que les paysans du pays de Vaud et d'Argovie forcèrent les oligarques bernois à reconnaître leurs droits et leur indépendance.

CHAPITRE XVII[1].

JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR.

I. Du Directoire exécutif. — II. Esprit public. — III. Affaires religieuses. — IV. Nouveau système des poids et mesures. — V. Factions qui divisent la République. — VI. Conjuration contre la République, à la tête de laquelle se trouve Pichegru. — VII. Napoléon déjoue cette conjuration. — VIII. 18 fructidor. — IX. Loi du 19 fructidor.

I. L'opinion publique fut d'abord séduite par les avantages qui paraissaient attachés à la forme de gouvernement prescrite par la Constitution de 1795 : un conseil de cinq magistrats, ayant des ministres responsables pour l'exécution de ses ordres, aurait tout le loisir de mûrir les affaires; le même esprit, les mêmes principes se transmettraient d'âge en âge sans interruption; plus de régence, plus de minorité à craindre. Mais ces illusions se dissipèrent bientôt; on éprouva à la fois tous les inconvénients, résultats inévitables de

[1] Ce chapitre et le suivant sont reproduits d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'avons pas le manuscrit original, et des doutes peuvent s'élever sur l'authenticité de ce texte.

l'amalgame de cinq intérêts, de cinq passions, de cinq caractères divers. On sentit toute la différence qui existe entre un individu créé par la nature et un être factice qui n'a ni cœur ni âme, et n'inspire ni confiance, ni amour, ni illusion.

Les cinq directeurs se partagèrent le palais du Luxembourg et s'y établirent avec leurs familles, qu'ils mirent en évidence. Cela forma cinq petites cours bourgeoises, placées à côté l'une de l'autre et agitées par les passions des femmes, des enfants et des valets. La suprême magistrature fut avilie; les hommes de 93, les classes élevées de la société, furent également choqués. L'esprit de la Constitution était violé. Un directeur n'était ni un ministre, ni un préfet, ni un général, il n'était que le cinquième d'un tout. Il ne devait paraître en évidence qu'en conseil; sa femme, ses enfants, ses domestiques, auraient dû ignorer qu'il était membre du gouvernement. Le directeur devait rester simple citoyen; mais le Directoire devait être environné des respects, de l'étiquette et de la splendeur qui appartiennent à la magistrature suprême d'une grande nation. Cette splendeur devait être celle de la puissance, et non celle de la cour. Le directeur sortant de fonctions n'eût trouvé alors aucun changement dans son intérieur; il n'eût éprouvé aucune privation. C'est dans cet esprit que la Constitution lui avait alloué seulement la somme modique de 100,000 francs d'appointements, et que les frais de représentation du Directoire étaient compris au budget pour cinq millions, sous le titre de *frais de maison;* alors un traitement de 100,000 francs était suffisant; mais il aurait dû être assuré pour la vie, ce qui aurait permis d'imposer au directeur sortant de charge l'obligation de ne plus occuper aucune fonction, et eût assuré son indépendance.

II. La République était divisée. Un parti avait confiance dans la Constitution de 1795; un autre aurait voulu un président à la tête du gouvernement; un troisième regrettait la Constitution de 1793; enfin les émigrés, les restes des privilégiés, appelaient de leurs vœux la contre-révolution; mais ce dernier parti ne se composait que d'individus; les émigrés mouraient de misère chez l'étranger. Les trois premiers partis comprenaient toute la population de la France. Beaucoup de gens eussent voulu que le Directoire fût composé de magistrats n'ayant pas pris part aux affaires depuis le 10 août.

Les cinq directeurs avaient voté la mort du roi; on s'attendait qu'ils emploieraient tous ceux de leurs collègues à la Convention qui n'avaient pas été réélus aux Conseils; il en fut autrement. Le nom de conventionnel fut d'abord une cause de défaveur et, peu après,

un titre de proscription. Ils furent, par mesure de haute police, chassés de Paris et contraints de se retirer dans le lieu de leur domicile. Les hommes de 93 s'étaient d'abord montrés disposés à s'attacher au char d'un gouvernement composé d'hommes qui tous avaient été chauds jacobins ; mais sa marche leur déplut; ils n'y trouvèrent pas cette simplicité de manières qui flattait leurs passions; ils s'effarouchèrent de cette apparence de cour; accoutumés à ne rien ménager, à ne connaître aucune nuance, ils se livrèrent à toute espèce de sarcasmes. Le Directoire en fut exaspéré et sévit contre eux. Poussés à bout, ils conspirèrent pour s'affranchir du joug des *cinq sires du Luxembourg*. Ils se ressouvinrent alors que Reubell avait fermé les jacobins; que Barras avait marché contre eux au 9 thermidor; que Revellière-Lépeaux était des soixante et treize [1]. Carnot seul, à leurs yeux, était sans reproche.

Le parti qui désirait le gouvernement d'un président se serait sincèrement attaché au Directoire, s'il lui eût montré de la confiance; mais, loin de là, il le signala tout d'abord comme ennemi. Ce parti s'aliéna, et, s'il ne devint pas l'ennemi de la République, il le devint de l'administration.

Le Directoire s'attacha à se faire des partisans dans les classes privilégiées : il ne réussit pas. Elles ne montrèrent aucune considération pour des hommes sans naissance et n'ayant personnellement aucun genre d'illustration.

Ainsi les deux partis extrêmes se formèrent de nouveau : les hommes de 93, parce qu'on les persécuta; les classes privilégiées, parce qu'on les caressa.

Les armées se rallièrent à un gouvernement fondé sur les principes pour lesquels elles combattaient depuis cinq ans, et qui leur assurait plus de stabilité et de considération.

Peu après, le Directoire adopta la politique funeste connue sous le nom de *bascule;* elle était fondée sur le principe de comprimer également les deux partis; de sorte que lorsque l'un des deux s'était compromis et avait attiré sa sévérité, dans le même moment et par le même acte il frappait le parti opposé, quand bien même dans cette circonstance il aurait secondé ses intentions. Le sentiment de l'injustice, de la fausseté, de l'immoralité de ce système, porta au plus haut degré l'exaspération et le dégoût dans tous les esprits. Les partis s'accrurent et s'aigrirent chaque jour davantage; il s'opéra même entre eux une espèce de rapprochement. L'éclat que les victoires

[1] Voir la note de la page 58.

d'Italie répandaient sur le Directoire ne pouvait effacer l'ingénérosité de son administration. Son sceptre était de plomb !

III. Les lois avaient proclamé la liberté de conscience ; elles protégeaient également l'exercice de tous les cultes. Mais, sous le gouvernement révolutionnaire, les prêtres de toutes les religions avaient été incarcérés, chassés du territoire et enfin déportés. Après le 9 thermidor, cet état de choses s'était adouci. Depuis, le directeur Revellière-Lépeaux se fit le chef des *Théophilanthropes ;* il leur donna des temples. La persécution contre les prêtres catholiques se renouvela, et, sous divers prétextes, on les gêna dans l'exercice de leur religion. Grand nombre de bons citoyens se trouvèrent de nouveau inquiétés et froissés dans ce que l'homme a de plus sacré.

Le calendrier républicain avait divisé l'année en douze mois égaux de trente jours, et chaque mois en trois décades ; il n'y avait plus de dimanche ; le décadi était marqué pour le jour du repos. Le Directoire alla au delà et défendit, sous des peines correctionnelles, que l'on travaillât le décadi et que l'on se reposât le dimanche. Il employa les officiers de paix, les gendarmes, les commissaires de police, à faire exécuter ces absurdes règlements. Le peuple fut gêné et exposé à des condamnations, à des vexations, pour des faits étrangers à l'ordre et à l'intérêt général. La clameur publique invoqua inutilement les *Droits de l'homme,* les dispositions des constitutions, les lois qui garantissaient la liberté de conscience et le droit de faire tout ce qui ne nuit ni à l'État ni à autrui. On se formerait difficilement une idée de l'aversion que cette conduite inspira contre l'administration qui tyrannisait ainsi les citoyens, dans tous les détails de la vie, au nom de la liberté et des *Droits de l'homme.*

IV. Le besoin de l'uniformité des poids et mesures a été senti dans tous les siècles ; plusieurs fois les états généraux l'ont signalé ; on attendait ce bienfait de la révolution. La loi sur cette matière était si simple, qu'elle pouvait être rédigée dans vingt-quatre heures, adoptée et pratiquée dans toute la France en moins d'une année : il fallait rendre commune à toutes les provinces l'unité des poids et mesures de la ville de Paris. Le gouvernement, les artistes s'en servaient depuis plusieurs siècles. En envoyant des étalons dans toutes les communes, et contraignant l'administration et les tribunaux à n'en point admettre d'autres, le bienfait eût été opéré sans efforts, sans gêne et sans lois coercitives. Les géomètres, les algébristes furent consultés dans une question qui n'était que du ressort de

l'administration. Ils pensèrent que l'unité des poids et mesures devait être déduite d'un ordre naturel, afin qu'elle fût adoptée par toutes les nations. Ils crurent qu'il n'était pas suffisant de faire le bien de quarante millions d'hommes ; ils voulurent y faire participer l'univers. Ils trouvèrent que le mètre était une partie aliquote du méridien ; ils en firent la démonstration et le proclamèrent dans une assemblée composée de géomètres français, italiens, espagnols et hollandais. Dès ce moment, on décréta une nouvelle unité de poids et mesures qui ne cadra ni avec les règlements de l'administration publique, ni avec les tables de dimension de tous les arts, ni avec celles d'aucune des machines existantes. Il n'y avait pas d'avantage à ce que ce système s'étendît à tout l'univers ; cela était d'ailleurs impossible : l'esprit national des Anglais et des Allemands s'y fût opposé. Si Grégoire VII, en réformant le calendrier, l'a rendu commun à toute l'Europe, c'est que cette réforme tenait à des idées religieuses, qu'elle n'a point été faite par une nation, mais par la puissance de l'Église. Cependant on sacrifiait à des abstractions et à de vaines espérances le bien des générations présentes ; car, pour faire adopter à une nation vieille une nouvelle unité de poids et mesures, il faut refaire tous les règlements d'administration publique, tous les calculs des arts : c'est un travail qui effraye la raison. La nouvelle unité des poids et mesures, quelle qu'elle soit, a une échelle ascendante et descendante qui ne cadre plus en nombres simples avec l'échelle d'unité des poids et mesures qui sert depuis des siècles au gouvernement, aux savants et aux artistes. La traduction ne se peut faire de l'une à l'autre nomenclature, parce que ce qui est exprimé par le chiffre le plus simple dans l'ancienne se trouverait dans la nouvelle un chiffre composé. Il faudra donc augmenter ou diminuer de quelques fractions, afin que l'espace ou le poids exprimé dans la nouvelle nomenclature le soit en chiffres simples. Ainsi, par exemple, la ration du soldat est exprimée par 24 onces dans l'ancienne nomenclature, c'est un nombre fort simple ; traduit dans la nouvelle, il donne 734 grammes 259 millièmes. Il est donc évident qu'il faut l'augmenter ou la diminuer pour pouvoir arriver à 734 ou 735 grammes. Toutes les pièces et lignes qui composent l'architecture, tous les outils et pièces qui servent à l'horlogerie, à la bijouterie, à la librairie et à tous les arts ; tous les instruments, toutes les machines ont été pensés et calculés dans l'ancienne nomenclature, et sont exprimés par des nombres simples que la traduction ne pourrait rendre qu'en nombres composés de cinq ou six chiffres. Il faudra donc tout refaire.

Les savants conçurent une autre idée tout à fait étrangère au bienfait de l'unité des poids et mesures; ils y adaptèrent la numération décimale, en prenant le mètre pour unité ; ils supprimèrent tous les nombres complexes. Rien n'est plus contraire à l'organisation de l'esprit, de la mémoire et de l'imagination. Une toise, un pied, un pouce, une ligne, un point, sont des portions d'étendue fixes que l'imagination conçoit indépendamment de leurs rapports entre eux ; si donc on demande un tiers de pouce, l'esprit opère sur-le-champ : c'est l'étendue appelée *pouce* qu'il divise en trois. Par le nouveau système, au contraire, ce n'est pas l'opération de diviser un pouce en trois que doit faire l'esprit : c'est un mètre qu'il lui faut diviser en cent onze parties. L'expérience de tous les siècles avait tellement fait comprendre la difficulté de diviser un espace ou un point au delà de douze, qu'à chacune de ces divisions on avait créé un nouveau nom complexe. Si on demandait un douzième de pouce, l'opération était toute faite : c'était le nombre complexe appelé *ligne*. La numération décimale s'appliquait à tous les nombres complexes comme unité. Et si l'on avait besoin d'un centième de point, d'un centième de ligne, on écrivait un centième. Par le nouveau système, si l'on veut exprimer un centième de ligne, il faut avoir recours à son rapport avec le mètre ; ce qui jette dans un calcul infini. On avait préféré le diviseur 12 au diviseur 10, parce que 10 n'a que deux facteurs 2 et 5, et que 12 en a quatre, savoir : 2, 3, 4 et 6. Il est vrai que la numération décimale, généralisée et exclusivement adaptée au mètre comme unité, donne des facilités aux astronomes et aux calculateurs ; mais ces avantages sont loin de compenser l'inconvénient de rendre la pensée plus difficile : le premier caractère de toute méthode doit être d'aider la conception et l'imagination, faciliter la mémoire, donner plus de puissance à la pensée. Les nombres complexes sont aussi anciens que l'homme, parce qu'ils sont dans la nature de son organisation, tout comme il est dans la nature de la numération décimale de s'adapter à chaque unité, à chaque nombre complexe, et non à une unité exclusivement.

Enfin ils se servirent de racines grecques, ce qui augmenta les difficultés ; ces dénominations, qui pouvaient être utiles pour les savants, n'étaient pas bonnes pour le peuple.

Les poids et mesures furent une des plus grandes affaires du Directoire. Au lieu de laisser agir le temps et de se contenter d'encourager le nouveau système par tous les moyens de l'exemple et de la mode, il fit des lois coercitives, qu'il fit exécuter avec rigueur. Les marchands et les citoyens se trouvèrent vexés pour des affaires en elles-mêmes

indifférentes ; ce qui contribua encore à dépopulariser une administration qui se plaçait hors du besoin et de la portée du peuple, brisait avec violence ses usages, ses habitudes, ses coutumes, comme l'aurait pu faire un conquérant grec ou tartare, qui, la verge levée, veut être obéi dans toutes ses volontés, qu'il règle sur ses préjugés et ses intérêts, abstraction faite de ceux du vaincu. Le nouveau système des poids et mesures sera un sujet d'embarras et de difficultés pour plusieurs générations ; et il est probable que la première commission savante chargée de vérifier la mesure du méridien trouvera quelques corrections à faire. C'est tourmenter le peuple pour des vétilles !

V. Les élections au Corps législatif amenèrent aux affaires des hommes d'une opinion contraire au Directoire, effet naturel de sa fausse politique et de sa mauvaise administration. Le général Pichegru, député du Jura aux Cinq-Cents, fut nommé par acclamation président de ce conseil ; on ignorait alors ses liaisons avec les étrangers ; Barthelemy fut nommé au Directoire à la place de Le Tourneur. Ces deux choix étaient fort populaires. Pichegru était alors le général le plus renommé de la République : il avait conquis la Hollande. Barthelemy était le négociateur qui avait fait la paix avec le roi de Prusse et le roi d'Espagne.

Le Directoire se divisa en deux partis : Reubell, Barras et Revellière formèrent la majorité ; Carnot et Barthelemy, la minorité.

Le ministère fut changé. Benezech, ministre de l'intérieur, et Cochon-Lapparent, ministre de la police, se trouvaient compromis dans les révélations de Duverne de Presle. Petiet et Truguet tenaient au parti modéré des Conseils ; ils avaient contribué à rendre à leur patrie grand nombre d'émigrés dont la présence portait ombrage. Les services éminents que le ministre Petiet rendait à l'administration de la guerre, le mérite surtout d'être le premier depuis la révolution qui eût présenté un compte clair et précis des dépenses de son ministère, ne le sauvèrent pas de la disgrâce des meneurs. Cependant alors, comme toujours dans sa longue carrière administrative, il s'était fait remarquer par son intégrité. Il est mort sans fortune, ne laissant pour héritage à ses enfants que l'estime qui lui était si justement acquise. Ramel et Merlin furent les seuls ministres conservés.

Trois partis se formèrent dans les Conseils : les républicains prononcés, qui marchèrent avec la majorité du Directoire, abstraction faite de leurs affections particulières ; les partisans des princes et de l'étranger : Pichegru, Willot, Imbert-Colomès, Rovere et deux ou

trois autres, étaient seuls dans le secret de ce parti; les clubistes de Clichy, qui comptaient dans leurs rangs des hommes estimés, voulant le bien, mais ne sachant pas le faire, mécontents, ennemis des Directeurs, des Conventionnels et du gouvernement révolutionnaire.

Les clichyens se donnaient pour sages, modérés, bons Français : étaient-ils républicains? non; étaient-ils royalistes? ils voulaient donc la Constitution de 1791? non; celle de 1793? beaucoup moins; celle de 1795? oui et non; qu'étaient-ils donc? ils n'en savaient rien. Ils auraient voulu telle chose avec des *si*, telle autre avec des *mais*. Ce qui les faisait agir, leur donnait du mouvement, c'étaient les applaudissements des salons, les louanges résultant des succès de la tribune. Ils votèrent avec le comité royaliste sans le savoir; ils furent étonnés lorsque, après leur catastrophe, ils acquirent la conviction que Pichegru, Imbert-Colomès, Willot, Delahaye, etc., étaient des conspirateurs; que toutes ces belles harangues, ces beaux discours qu'ils avaient prononcés, étaient des actes de conspiration qui secondaient la politique de Pitt et des princes. Rien n'était plus loin de leur pensée; ils n'eussent pas eu le courage de conspirer. Carnot et un grand nombre de membres de Clichy ont prouvé depuis par leur conduite qu'ils étaient bien loin d'avoir voulu tramer contre la République. Carnot était égaré par sa haine contre les thermidoriens; son âme avait été brisée depuis le 9 thermidor par l'opinion qui accusait le Comité de salut public de tout le sang versé sur les échafauds; il avait besoin de la considération publique : il fut entraîné par ceux qui dominaient la tribune et les feuilles périodiques.

Les écrivains de ces feuilles, en grande majorité, étaient contraires au Directoire, à la Convention, à la révolution. Quelques-uns cherchaient ainsi à faire oublier les crimes commis par eux pendant le règne du gouvernement révolutionnaire, dont ils avaient été les agents; plusieurs étaient à la solde de la trésorerie de Londres. Le Directoire n'a pas su opposer journaux à journaux, presse à presse, plumes à plumes, soit qu'il n'en sentît pas toute l'importance, soit qu'il n'ait pas pu ou voulu faire les sacrifices d'argent nécessaires. Il ne prit point conseil de la conduite du gouvernement anglais, qui non-seulement soldait et faisait distribuer avec profusion des journaux du matin, du soir, de la semaine, du mois et de l'année, mais encore leur faisait communiquer les extraits des dépêches dont la connaissance importait à la curiosité publique. Le cabinet de Saint-James trompe les étrangers lorsqu'il désavoue avec tant de dédain et couvre lui-même de mépris ces misérables follicu-

laires; ce mépris n'est que de commande : le fait est qu'il les solde, les dirige, et que ses archives leur sont ouvertes.

La tribune des Cinq-Cents, celle des Anciens, presque toutes les feuilles publiques, retentirent de vociférations contre le gouvernement et la révolution, contre les lois sur l'émigration, la vente des biens nationaux et le culte, contre les dilapidations de l'administration et l'énormité des impôts. Les biens nationaux cessèrent de se vendre; leurs acquéreurs furent inquiétés; les émigrés rentrèrent; les prêtres levèrent la tête. Le général Pichegru était l'âme de ce projet de contre-révolution. Le Directoire, au milieu de cette tempête, tenait une marche incertaine.

VI. Pichegru, né en Franche-Comté, fut admis à l'âge de dix-huit ans à l'école militaire de Brienne, en qualité de maître de quartier. Son projet était d'entrer à la maison professe de Vitry pour y faire son noviciat; mais il en fut déconseillé, et s'engagea dans le régiment de Metz, artillerie, en 1789. Il y était sergent lorsque la société des jacobins de Besançon le fit nommer chef d'un bataillon de volontaires. En 1793, le représentant Saint-Just le nomma général en chef. Il dirigea avec succès la campagne de 1794 et conquit la Hollande. En 1795, il commanda l'armée du Rhin. C'est de là que date sa trahison. Il eut des relations criminelles avec les généraux ennemis et concerta avec eux ses opérations. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin avaient ordre d'opérer un mouvement combiné pour se rendre sous Mayence : il fit manquer cette opération en laissant la majorité de ses forces sur le haut Rhin. A quelque temps de là, la ligne de contrevallation qu'il occupait sur la rive gauche du fleuve, devant Mayence, fut forcée par Clerfayt, qui s'empara de toute son artillerie de campagne; il se retira avec ses débris dans les lignes de Wissembourg. Ces événements et d'autres circonstances firent soupçonner sa fidélité. Le gouvernement fut alarmé. Au commencement de 1796, il lui retira le commandement de l'armée et lui offrit l'ambassade de Suède. Pichegru refusa et se retira en Franche-Comté, où il continua ses relations avec l'ennemi. Nommé au conseil des Cinq-Cents par l'assemblée électorale du Jura, il se crut arrivé au moment de faire triompher le parti de l'étranger. Il était désigné dans les coteries comme le Monk de la France.

Dans le courant d'avril, Duverne de Presle et l'abbé Brotier furent arrêtés, traduits devant les tribunaux et condamnés. Duverne de Presle fit des révélations importantes : un coin du voile qui couvrait la France fut levé. Dans ce temps, le portefeuille de d'Entraigues

arriva à Paris; toutes les pièces en avaient été cotées et parafées par les généraux Clarke et Berthier; on y trouva des détails circonstanciés sur la conduite de Pichegru. Fauche-Borel, libraire de Neuchâtel, était le principal agent de cette trame.

Dans les longues conversations que Napoléon eut avec le comte d'Entraigues, il pénétra le mystère des intrigues qui entretenaient et excitaient l'agitation en France, nourrissaient les espérances des puissances étrangères et paralysaient toutes les négociations avec l'Autriche.

VII. Le mot était donné au parti : tous les journaux furent remplis de critiques, de calomnies, de déclamations contre le général d'Italie; ils dépréciaient ses succès, noircissaient son caractère, calomniaient son administration, jetaient des soupçons sur sa fidélité à la République, accusaient son ambition. Des journaux, ces calomnies s'élevèrent à la tribune; il y fut dénoncé pour la guerre qu'il faisait à Venise, pour sa conduite politique envers Gênes, pour la sentence arbitrale qu'il avait rendue en faveur de la Valteline contre les Ligues Grises. On alla jusqu'à nier le massacre des Français dans les États vénitiens, celui de Vérone même, et la violation de la neutralité envers l'aviso *le Libérateur de l'Italie,* qui avait été canonné dans les eaux de Venise par la galère amirale et par les batteries du fort du Lido.

Bientôt les journaux de Paris devinrent l'objet de l'entretien des camps. « Quoi! dirent les soldats, ce sont ceux qui se disent nos représentants qui se font les panégyristes de nos ennemis! Les Vénitiens ont versé le sang français, et, au lieu de le venger, c'est nous encore qu'on accuse, non de l'avoir versé, mais d'avoir excité des vengeances! Ignorent-ils donc que nous sommes ici cent mille baïonnettes, autant de témoins irrécusables? Ces ennemis de la République n'ont pu ni vaincre ni acheter notre général; ils le voudraient assassiner juridiquement; mais ils ne réussiront pas : il faudrait avant tout, pour l'atteindre, qu'ils marchassent sur nos cadavres! »

Les artistes italiens publièrent des gravures où étaient représentés les députés de Clichy faisant cause commune avec des Esclavons. L'esprit des soldats s'exalta au point qu'ils frémissaient à la lecture des journaux de Paris.

A la fête du 14 juillet, avant de passer la revue, le général en chef avait dit à l'armée, par l'ordre du jour :

« Soldats, c'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet. Vous voyez devant vous les noms de nos compagnons d'armes morts au champ d'honneur pour la liberté de la patrie. Ils vous ont donné

l'exemple. Vous vous devez tout entiers à la République; vous vous devez tout entiers au bonheur de trente millions de Français; vous vous devez tout entiers à la gloire de ce nom, qui a reçu un nouvel éclat par vos victoires.

» Soldats, je sais que vous êtes profondément affectés des malheurs qui menacent la patrie. Mais la patrie ne peut courir des dangers réels. Les mêmes hommes qui l'ont fait triompher de l'Europe coalisée sont là. Des montagnes nous séparent de la France : vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la Constitution, défendre la liberté, protéger le gouvernement et les républicains.

» Soldats, le gouvernement veille sur le dépôt des lois, qui lui est confié. Les royalistes, dès l'instant où ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons par les mânes des héros qui sont morts à côté de nous pour la liberté, jurons, sur nos drapeaux, guerre aux ennemis de la République et de la Constitution de l'an III! »

Ce fut l'étincelle qui alluma l'incendie. Chaque division de cavalerie et d'infanterie rédigea son adresse; les officiers, sous-officiers et soldats, les votèrent et signèrent. Elles se ressentaient de la violente agitation des âmes. Le général Berthier les envoya au Directoire et aux Conseils. Le peuple se rallia.

Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin partageaient les mêmes sentiments. Il se fit sur-le-champ un changement total dans l'esprit public : la majorité du Directoire paraissait perdue; la République était en danger.

Hoche fit marcher une division de Sambre-et-Meuse sur Paris, sous prétexte de l'expédition d'Irlande. Le conseil des Cinq-Cents s'indigna que les troupes eussent violé le cercle constitutionnel. Hoche quitta la capitale et ne trouva de refuge que dans son quartier général.

Dans ces circonstances critiques, un parti puissant engageait Napoléon à renverser le Directoire et à s'emparer des rênes du gouvernement. L'enthousiasme que la conquête de l'Italie avait excité en France, et le dévouement de l'armée qu'il avait couverte de tant de lauriers, semblaient aplanir tous les obstacles. Si l'ambition eût été le guide de sa vie, il n'eût point hésité; ce qu'il a fait au 18 brumaire, il l'eût fait au 18 fructidor; mais, alors comme toujours, l'indépendance, la puissance et le bonheur de la France étaient sa première pensée. Vainqueur d'Arcole et de Rivoli, il ne croyait pas plus qu'il fût en son pouvoir dans ce moment de réaliser ce grand

œuvre qu'il ne l'a cru, depuis, à Paris, après ses désastres, du moment où les chambres législatives l'eurent abandonné. En 1797, comme en 1815, l'exaltation des idées révolutionnaires égarait les meneurs et l'imagination des masses; les mêmes hommes qui avaient renversé le trône de Louis XVI dominaient l'opinion et se croyaient destinés à sauver la révolution.

Napoléon se décida à soutenir le Directoire, et, à cet effet, il envoya le général Augereau à Paris : mais si, contre son attente, les conjurés l'eussent emporté, tout était disposé pour qu'il fît son entrée dans Lyon, à la tête de 15,000 hommes, cinq jours après qu'il aurait appris leur victoire; et de là, marchant sur Paris et ralliant tous les républicains, tous les intérêts de la révolution, il eût, comme César, passé le Rubicon à la tête du parti populaire.

VIII. A son arrivée, Augereau fut nommé par le Directoire au commandement de la 17[e] division militaire. Le 18 fructidor, à la pointe du jour, les officiers de paix se portèrent chez les directeurs Barthelemy et Carnot. Ils se saisirent du premier; mais le second, qui avait été prévenu, se réfugia à Genève. Au même moment, le Directoire faisait arrêter Pichegru, Willot, cinquante députés au conseil des Anciens ou des Cinq-Cents, et cent cinquante autres individus, la plupart journalistes. Ce même jour, il adressa à la législature un message, par lequel il lui fit connaître la conspiration qui se tramait contre la République, et mit sous ses yeux les papiers trouvés dans le portefeuille de d'Entraigues et les déclarations de Duverne de Presle. La loi du 19 fructidor condamna à la déportation deux directeurs, cinquante députés et cent quarante-huit individus; les élections de plusieurs départements furent cassées; diverses lois furent rapportées; plusieurs mesures de salut public furent décrétées; la nomination de Carnot et de Barthelemy au Directoire fut révoquée; Merlin et François de Neufchâteau les remplacèrent. Les projets des ennemis de la République se trouvèrent ainsi déjoués.

L'étonnement du public fut égal à son incrédulité. On supposa que les révélations de Duverne et les papiers de d'Entraigues étaient controuvés; mais toutes les incertitudes cessèrent quand on eut connaissance de la proclamation suivante du général Moreau à son armée, datée de son quartier général, à Strasbourg, le 23 fructidor (9 septembre 1797) :

« Soldats, je reçois à l'instant la proclamation du Directoire exécutif du 18 de ce mois, qui apprend à la France que Pichegru s'est rendu indigne de la confiance qu'il a longtemps inspirée à toute la

République et surtout aux armées. On m'a également instruit que plusieurs militaires, trop confiants dans le patriotisme de ce représentant, d'après les services qu'il a rendus, doutaient de cette assertion.

» Je dois à mes frères d'armes, à mes concitoyens, de les instruire de la vérité.

» Il n'est que trop vrai que Pichegru a trahi la confiance de la France entière. J'ai instruit un des membres du Directoire, le 17 de ce mois, qu'il m'était tombé entre les mains une correspondance avec Condé et d'autres agents du prétendant, qui ne me laisse aucun doute sur cette trahison. Le Directoire vient de m'appeler à Paris et désire sûrement des renseignements plus étendus sur cette correspondance.

» Soldats, soyez calmes et sans inquiétude sur les événements de l'intérieur; croyez que le gouvernement, en comprimant les royalistes, veillera au maintien de la constitution républicaine que vous avez juré de défendre. »

Le 24 fructidor Moreau écrivait au Directoire :

« Je n'ai reçu que le 22, très-tard, et à dix lieues de Strasbourg, votre ordre de me rendre à Paris. Il m'a fallu quelques heures pour préparer mon départ, assurer la tranquillité de l'armée et faire arrêter quelques hommes compromis dans une correspondance intéressante, que je vous remettrai moi-même.

» Je vous envoie ci-jointe une proclamation que j'ai faite et dont l'effet a été de convertir beaucoup d'incrédules; et je vous avoue qu'il était difficile de croire que l'homme qui avait rendu de si grands services à son pays, et qui n'avait nul intérêt à le trahir, pût se porter à une telle infamie.

» On me croyait l'ami de Pichegru, et dès longtemps je ne l'estime plus. Vous verrez que personne n'a été plus compromis que moi; que tous les projets étaient fondés sur les revers de l'armée que je commandais; son courage a sauvé la République. »

Enfin, dans sa lettre à Barthelemy, du 19 fructidor, Moreau disait :

« Citoyen Directeur, vous vous rappellerez sûrement qu'à mon dernier voyage à Bâle je vous instruisis qu'au passage du Rhin nous avions pris un fourgon au général Klinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa correspondance; celles de Wittersbach en faisaient partie, mais c'étaient les moins importantes. Beaucoup de lettres sont en chiffres, mais nous avons trouvé la clef. L'on s'occupe à tout déchiffrer, ce qui est très-long. Personne n'y porte son vrai nom, de

sorte que beaucoup de Français qui correspondent avec Klinglin, Condé, Wickham, d'Enghien et autres, sont difficiles à découvrir. Cependant nous avons de telles indications que plusieurs sont déjà connus.

» J'étais décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance, puisque, la paix étant présumable, il n'y avait plus de danger pour la République, d'autant que cela ne ferait preuve que contre peu de monde, personne n'étant nommé. Mais voyant à la tête des partis qui font actuellement tant de mal à notre pays, et jouissant dans une place éminente de la plus haute confiance, un homme très-compromis dans cette correspondance, et destiné à jouer un grand rôle dans le rappel du prétendant qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire pour que vous ne soyez pas dupe de son feint républicanisme, que vous puissiez faire éclairer ses démarches et vous opposer aux coups funestes qu'il peut porter à notre pays, puisque la guerre civile ne peut qu'être le but de ses projets.

» Je vous avoue, Citoyen Directeur, qu'il m'en coûte infiniment de vous instruire d'une telle trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait sûrement encore s'il ne m'était connu : je veux parler du représentant du peuple Pichegru. Il a été assez prudent pour ne rien écrire; il ne communiquait que verbalement avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, qui faisaient part de ses projets et recevaient ses réponses. Il y est désigné sous plusieurs noms, entre autres sous celui de *Baptiste*. Un chef de brigade nommé *Badouville*, qui lui était attaché, est désigné sous le nom de *Coco;* il était un des courriers dont il se servait, ainsi que les autres correspondants; vous devez l'avoir vu assez fréquemment à Bâle. Leur grand mouvement devait s'opérer au commencement de la campagne de l'an IV. On comptait sur des revers à mon arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être battue, devait redemander son ancien chef, qui alors aurait agi d'après les instructions qu'il aurait reçues. Il a dû recevoir 900 louis pour le voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démission. De là vint naturellement son refus de l'ambassade de Suède.

» Je soupçonne la famille Lajolais d'être de cette intrigue.

» Il n'y a que la grande confiance que j'ai en votre patriotisme et en votre sagesse qui m'a déterminé à vous donner cet avis. Les preuves en sont plus claires que le jour; mais je doute qu'elles puissent être judiciaires.

» Je vous prie, Citoyen Directeur, de vouloir bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épineuse. Vous me connaissez assez

pour croire combien a dû me coûter cette confidence; il n'a pas moins fallu que les dangers que court mon pays pour vous la faire. Ce secret est entre cinq personnes : les généraux Desaix, Reynier, un de mes aides de camp et un officier chargé de la partie secrète de l'armée, qui suit continuellement les renseignements que donnent les lettres qu'on déchiffre. »

Peu de temps après, on publia les papiers trouvés dans le fourgon de Klinglin en avril 1797, et dont Moreau, Desaix et Reynier avaient eu seuls connaissance. Bientôt les preuves de la trahison de Pichegru arrivèrent de toutes parts; il devint l'objet de l'exécration publique.

Les déportés furent embarqués à Rochefort et transportés à la Guyane.

IX. Lorsque Napoléon eut connaissance de la loi du 19 fructidor, il fut profondément affligé et témoigna hautement son mécontentement. Il reprocha aux trois directeurs de n'avoir pas su vaincre avec modération. Il approuvait que Carnot, Barthelemy et les cinquante députés fussent destitués de leurs fonctions par mesure de salut public et mis en surveillance dans une des villes de l'intérieur de la République; il désirait que Pichegru, Willot, Imbert-Colomès et deux ou trois autres seulement fussent mis en accusation et expiassent sur l'échafaud le crime de trahison dont ils s'étaient rendus coupables et dont on avait les preuves; mais il voulait qu'on en restât là. Il gémissait de voir des personnes d'un grand talent, comme Portalis, Tronson du Coudray, Fontanes; des patriotes comme Boissy d'Anglas, Dumolard, Muraire; les suprêmes magistrats Carnot, Barthelemy, condamnés sans acte d'accusation, sans jugement, à périr dans les marais de Sinnamari. Quoi! punir de la déportation un grand nombre de folliculaires qui ne méritaient que le mépris et la flétrissure de quelques peines correctionnelles! C'était renouveler les proscriptions des triumvirs de Rome; c'était se montrer plus cruel, plus arbitraire que le tribunal de Fouquier-Tinville, puisqu'au moins il entendait les accusés et ne les condamnait qu'à mort! Toutes les armées, le peuple tout entier, étaient pour la République. Le salut public eût pu seul justifier une injustice aussi révoltante et une telle violation des droits et des lois.

Les conjurés voulaient opérer la destruction de la République par le Corps législatif, dépopulariser le Directoire par le moyen si puissant de la tribune nationale, entraver sa marche par l'autorité de la législature, composer un Directoire d'hommes ou faibles ou

dévoués au parti, et enfin proclamer la contre-révolution comme le seul remède aux maux qui déchiraient la patrie.

Les trois directeurs, enivrés de leur victoire, ne virent que leur triomphe dans celui de la République. Les Conseils nommèrent Merlin et François de Neufchâteau pour remplacer Carnot et Barthelemy; ils ne convoquèrent pas les assemblées électorales pour se compléter; ils restèrent ainsi mutilés, sans considération et sans indépendance. Il était difficile de pénétrer ce qu'ils espéraient d'un semblable attentat contre la Constitution, d'un tel mépris de l'opinion publique. Trois hommes, sans l'illusion d'antiques souvenirs, sans même l'illustration de la victoire, prétendaient-ils donc se faire les rois de la France, gouverner pour leur compte, sans la loi et sans le concours du Corps législatif? Les actes du 22 floréal de l'année suivante, ceux du 30 prairial deux ans après, furent les suites de cette conduite illégale et impolitique. En fructidor, le gouvernement attenta à la législature; au 22 floréal, la législature et le gouvernement attentèrent à la souveraineté du peuple en refusant de recevoir comme membres des Conseils les députés nommés par des assemblées électorales déclarées légales; enfin, au 30 prairial, les Conseils attentèrent aux droits, aux prérogatives et à la liberté du gouvernement. Ces trois journées portèrent coup aux idées républicaines et anéantirent la Constitution de 1795.

Dès le mois d'octobre 1796, le cabinet de Saint-James, effrayé des sacrifices pécuniaires qu'il lui fallait imposer à l'Angleterre pour soutenir la guerre contre la France, s'était résolu à la paix. Lord Malmesbury avait échangé à Paris ses pouvoirs, comme négociateur, avec Charles Delacroix, ministre des relations extérieures. Mais, après quelques conférences, le plénipotentiaire anglais ayant donné connaissance de son ultimatum, qui exigeait la rétrocession de la Belgique à l'empereur, les négociations furent rompues. Les préliminaires de Leoben décidèrent l'Angleterre à renouer la négociation. L'Autriche elle-même avait renoncé à la Belgique; la possession de cette province ne pouvait plus faire l'objet d'une difficulté. Lord Malmesbury se rendit à Lille. La paix était d'autant plus nécessaire à Pitt que ses plans de finances venaient d'échouer. Le Directoire nomma pour ses plénipotentiaires Le Tourneur, Pléville-le-Pelley et Maret, depuis duc de Bassano. Le choix de ce dernier plut à Londres: Pitt connaissait ses dispositions pacifiques; il estimait son caractère parce qu'il avait traité avec lui, en 1792, pour le salut de Louis XVI et le maintien de la paix. De son côté, lord Malmesbury voulait faire oublier l'échec qu'il avait eu à Paris l'année précédente et cou-

ronner sa longue carrière politique par un nouveau succès. Les plénipotentiaires agissaient de part et d'autre de bonne foi, et tout faisait espérer une issue favorable. Ces grandes négociations, qui se suivaient à la fois dans le nord de la France et de l'Italie, ne pouvaient être étrangères l'une à l'autre; Clarke était chargé de correspondre avec Maret. La paix conclue avec l'Angleterre aurait levé bien des difficultés à Campo-Formio, et elle allait être signée à Lille, à des conditions plus avantageuses pour la France et ses alliés que, depuis, celles du traité d'Amiens, lorsque arriva le 18 fructidor. Maret fut rappelé. Treilhard et Bonnier, nouveaux négociateurs, demandèrent au plénipotentiaire de consentir à la restitution, par l'Angleterre, de toutes ses conquêtes sur la France, l'Espagne et la Hollande. Lord Malmesbury, étonné d'une si singulière interpellation, répondit qu'il avait l'ordre de négocier sur la base des compensations réciproques. Les ministres français lui donnèrent vingt-quatre heures pour accéder à leur demande, et lui intimèrent, dans le cas où il persisterait à ne point s'expliquer, de se rendre lui-même à Londres pour y chercher de nouvelles instructions et des pouvoirs plus étendus. Le 17 septembre il quitta Lille. Les plénipotentiaires français portèrent l'ironie jusqu'à feindre de croire à son retour à Lille et à l'y attendre. Le 5 octobre, lord Malmesbury leur notifia, de Londres, que l'Angleterre n'enverrait plus de plénipotentiaire en France, si au préalable son négociateur n'était muni d'une garantie qui lui assurât son indépendance et le respect dû à son caractère. Autant le Directoire avait raison dans la première négociation, autant il eut tort dans la seconde, par le fond comme par la forme; il était juste, quand la France gardait une partie de ses conquêtes sur le continent, que l'Angleterre conservât aussi une partie des siennes. Le Directoire, en manquant au respect dû au caractère d'un ambassadeur, se manquait à lui-même.

Quelque temps après le 18 fructidor, une loi sur la dette publique ordonna que le tiers du capital serait inscrit sur un nouveau livre, et les intérêts payés à 5 pour 100; que les deux autres tiers seraient remboursés en *bons de deux tiers,* et que des domaines seraient affectés à leur amortissement : mais chaque année les lois du budget retirèrent l'hypothèque, et prolongèrent ainsi l'agonie et l'immoralité de cette banqueroute. Enfin les bons de deux tiers furent réduits à 2 pour 100. Il eût été moins odieux de ne pas toucher au capital et de réduire seulement l'intérêt.

L'opinion de Napoléon était qu'il fallait avant tout être fidèle à la foi publique; qu'il convenait d'éteindre la dette, en y affectant tous

les domaines nationaux quelconques, même ceux sous séquestre, et donner une telle activité à cette mesure qu'elle se trouvât consommée en trois ans. Il pensait qu'il fallait consacrer en même temps comme loi constitutionnelle, en la soumettant à la sanction du peuple, le principe qu'une génération ne peut être engagée par une autre génération, et que les intérêts d'un emprunt ne pouvaient être exigés que pendant les quinze premières années; ce qui eût préservé de l'abus qu'on peut faire de cette ressource, et protégé les générations à venir contre la cupidité de la génération présente.

A l'époque du 18 fructidor, l'aide de camp Lavallette était à Paris depuis plusieurs mois, comme intermédiaire entre le général d'Italie, la majorité, la minorité du Directoire et les différents partis qui divisaient les Conseils et la capitale. Quinze jours après la journée du 18 fructidor, il fut inquiété par le gouvernement. C'était un homme d'un caractère doux, d'opinions modérées. Il se sauva en toute hâte à Milan pour se réfugier près de son général.

Un des premiers soins de Napoléon, en arrivant au Consulat, fut d'annuler la loi du 19 fructidor, de rappeler dans leur patrie un grand nombre d'hommes respectables par leurs talents, les services qu'ils avaient rendus, et qui se trouvaient, par le seul effet de quelques imprudences, persécutés et compris dans la proscription de fructidor. Pichegru, Willot, Imbert-Colomès, et quelques autres de cette trempe, furent seuls exceptés. Carnot, Portalis, Barbé-Marbois, Benezech, furent depuis ses ministres, et il leur confia des portefeuilles. Barthelemy, Lapparent, Pastoret, Boissy d'Anglas, Fontanes, furent sénateurs; ce dernier devint même président du Corps législatif et grand maître de l'Université. Siméon, Muraire, Gau, Villaret-Joyeuse, Dumas, Laumond, furent appelés au Conseil d'État. Vaublanc, Duplantier, etc., furent préfets.

L'esprit public s'aliénait tous les jours davantage. Le conseil des Cinq-Cents, effrayé du malaise général, aigrissait le mal au lieu de le guérir; il ne voyait de salut que dans les mesures révolutionnaires. Il s'égara jusqu'au point d'ordonner le renvoi de France de tous les nobles; le nombre en était encore très-grand, non-seulement dans les autorités constituées, mais encore dans les armées. Ce fut en partie pour donner des conseils à la France que Napoléon écrivit, le 11 novembre, au gouvernement provisoire de Gênes, cette lettre remarquable[1], d'un si grand effet à Paris, dans laquelle il disait : « Exclure les nobles de toute fonction publique serait une injustice révoltante : vous feriez ce qu'ils ont fait. »

[1] Voir cette lettre à la page 278.

CHAPITRE XVIII.

PAIX DE CAMPO-FORMIO.

I. Échange des ratifications des préliminaires de Leoben (24 mai 1797). — II. Conférences de Mombello. — III. Conférences d'Udine avant le 18 fructidor. — IV. Conférences de Passariano. — V. Le gouvernement français, après le 18 fructidor, ne veut plus la paix. — VI. Intérêts et politique de Napoléon. — VII. Prétentions excessives des plénipotentiaires impériaux; menaces; mouvements des armées. — VIII. Signature du traité de paix de Campo-Formio, le 17 octobre. — IX. Les généraux Desaix et Hoche. — X. Napoléon quitte l'Italie; il se rend à Paris en passant par Rastadt.

I. L'échange des ratifications des préliminaires de Leoben eut lieu le 24 mai, à Mombello, entre Napoléon et le marquis de Gallo. Une question d'étiquette s'éleva pour la première fois; les empereurs d'Allemagne ne donnaient pas l'*alternative* aux rois de France; le cabinet de Vienne craignait que la République ne voulût point reconnaître cet usage, et que, à son exemple, les autres puissances de l'Europe ne le fissent ainsi déchoir de cette espèce de suprématie dont jouissait le Saint-Empire Romain depuis Charlemagne. C'est dans le premier moment d'ivresse qu'occasionna au plénipotentiaire autrichien l'acquiescement de la France à l'étiquette d'usage qu'il renonça à l'idée du congrès de Berne, consentit à une négociation séparée et à n'ouvrir le congrès de Rastadt pour la paix de l'empire qu'en juillet suivant.

En peu de jours les négociateurs furent d'accord sur les bases suivantes du traité définitif : 1° les limites du Rhin pour la France; 2° Venise et les limites de l'Adige pour l'empereur; 3° Mantoue et les limites de l'Adige pour la république cisalpine. Le marquis de Gallo déclara que, par son prochain courrier, il recevrait des pouvoirs *ad hoc* pour signer la paix sur ces bases. Dès le 6 mai, Napoléon et le général Clarke avaient été investis des pouvoirs nécessaires. Ces conditions étaient plus favorables à la France que le Directoire n'avait osé l'espérer. On pouvait donc considérer la paix comme faite.

Clarke était, au moment de la révolution, capitaine dans le régiment d'Orléans, dragons. Il suivit, dès 1789, le parti d'Orléans. En 1795, il fut appelé près du Comité de salut public pour diriger le bureau topographique. Spécialement protégé par Carnot, il fut

choisi par le Directoire, en 1796, pour faire des ouvertures de paix à l'empereur, et se rendit à cet effet à Milan. Le but réel de sa mission n'était point d'ouvrir une négociation, mais d'être au quartier général l'agent secret du Directoire pour surveiller le général, dont les victoires commençaient à porter ombrage. Clarke envoyait à Paris des notes sur les premières personnes de l'armée; ce qui excita des murmures et lui attira des désagréments. Napoléon, convaincu que les gouvernements ont besoin d'être instruits, préférait que cette mission secrète fût confiée à un homme connu plutôt qu'à ces agents subalternes qui ramassent dans les cabarets et les antichambres les renseignements les plus absurdes; il protégea Clarke et l'employa même à diverses négociations avec la Sardaigne et les princes d'Italie. Après le 18 fructidor, il le défendit avec chaleur, non-seulement parce qu'il avait su gagner son estime dans la mission si délicate qu'il avait remplie, mais aussi parce qu'il croyait de sa dignité d'accorder protection à tout homme qui avait eu des rapports journaliers avec lui et dont il n'avait pas eu ostensiblement à se plaindre. Clarke n'avait point l'esprit militaire; c'était un homme de bureau, travailleur exact et probe, fort ennemi des fripons. Il descend d'une des familles irlandaises qui ont accompagné les Stuarts dans leurs malheurs. Entiché de sa naissance, il s'est rendu ridicule sous l'Empire par des recherches généalogiques qui contrastaient avec les opinions qu'il avait professées, la carrière qu'il avait parcourue, les circonstances du siècle : c'était un travers. Mais cela n'empêcha pas l'Empereur de lui confier le portefeuille de la guerre, comme à un bon administrateur, qui devait lui être attaché, puisqu'il l'avait comblé de bienfaits. Sous l'Empire, il a rendu des services importants par l'intégrité de son administration, et l'on doit regretter pour sa mémoire qu'à la fin de sa carrière il ait fait partie d'un ministère auquel la France reprochera éternellement de l'avoir fait passer tout entière sous les fourches caudines, en ordonnant le licenciement de l'armée qui avait fait sa gloire pendant vingt-cinq ans, et en livrant aux ennemis étonnés nos places encore invincibles.

Si, en 1814 et en 1815, la confiance royale n'avait point été placée dans des hommes dont l'âme était détrempée par des circonstances trop fortes, ou qui, renégats à leur patrie, ne voyaient de salut et de gloire pour le trône de leur maître que dans le joug de la Sainte-Alliance; si le duc de Richelieu, dont l'ambition fut de délivrer son pays de la présence des baïonnettes étrangères; si Châteaubriand, qui venait de rendre à Gand d'éminents services, avaient eu la direction des affaires, la France serait sortie puissante et redoutée de ces deux

grandes crises nationales. Châteaubriand a reçu de la nature le feu sacré; ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui d'un prophète. Il n'y a que lui au monde qui ait pu dire impunément à la tribune des Pairs que « la redingote grise et le chapeau de Napoléon, placés au bout d'un bâton sur la côte de Brest, feraient courir l'Europe aux armes ». Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Châteaubriand s'égare, tant d'autres y ont trouvé leur perte; mais ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à son génie, et qu'il eût repoussé avec indignation ces actes infamants de l'administration d'alors.

II. Le comte de Merveldt, nouveau plénipotentiaire autrichien, arriva le 19 juin à Mombello. Le cabinet de Vienne désavouait le marquis de Gallo, et persistait à ne vouloir traiter de la paix qu'au congrès de Berne et assisté de ses alliés. Il avait évidemment changé de système : faisait-il partie d'une nouvelle coalition? Mettait-il sa confiance dans les armées russes? Était-ce un des effets de la conjuration de Pichegru? Se berçait-on de l'espoir que la guerre civile, qui déchirait les départements de l'Ouest, s'étendrait sur toute la France, et que le pouvoir tomberait dans les mains des conjurés?

Les plénipotentiaires autrichiens avouaient qu'ils n'avaient rien à répondre, lorsque Napoléon leur observait que l'Angleterre et la Russie ne consentiraient jamais à ce que l'empereur prît ses indemnités aux dépens de l'antique Venise; que, ne vouloir négocier que de concert avec ces puissances, c'était proclamer qu'on voulait courir encore une fois les chances de la guerre. Le ministre Thugut envoya de nouvelles instructions; il renonça au congrès de Berne et adhéra au principe d'une négociation séparée. Les conférences s'ouvrirent à Udine, le 1er juillet. Le général Clarke s'y rendit seul du côté de la France. Napoléon annonça qu'il n'y assisterait que lorsqu'il aurait jugé, par le protocole, que les négociateurs autrichiens voudraient franchement la paix et auraient pouvoir de la signer. Peu de jours après il quitta Mombello et se rendit à Milan; il y séjourna pendant juillet et août. L'Autriche attendait l'issue de la crise qui agitait la France : ces deux mois se passèrent en vains pourparlers. La journée du 18 fructidor déjoua ses espérances. Le comte de Cobenzl accourut à Udine, investi des pleins pouvoirs de l'empereur, dont il avait toute la confiance. Le marquis de Gallo, le comte de Merveldt et le baron de Degelmann prirent part aux conférences, mais n'y figurèrent que pour la forme.

III. Napoléon se rendit à Passariano; Clarke ayant été rappelé, il se trouvait seul plénipotentiaire pour la France. Le 27 septembre, la négociation s'entama avec le comte de Cobenzl. Les conférences se tinrent alternativement à Udine et à Passariano. Les quatre plénipotentiaires autrichiens étaient assis devant un des côtés d'une table rectangulaire; sur les côtés latéraux étaient les secrétaires de légation; de l'autre côté se plaçait le plénipotentiaire français. Lorsque les conférences se tenaient à Passariano, on dînait chez Napoléon; lorsqu'elles se tenaient à Udine, on dînait chez le comte de Cobenzl. Passariano est une belle maison de campagne située sur la rive gauche du Tagliamento, à quatre lieues d'Udine et à trois lieues des ruines d'Aquilée.

Dès la première conférence, le comte de Cobenzl désavoua tout ce que ses collègues avaient dit depuis quatre mois; il mit en avant des prétentions extravagantes; il fallut recommencer le cercle de bavardages qui avait été parcouru depuis le mois de mai. La marche à suivre avec un pareil négociateur se trouvait indiquée par lui-même; il fallait faire autant de pas pour s'éloigner d'un juste milieu qu'il en faisait lui-même de son côté.

Le comte de Cobenzl était né à Bruxelles; fort aimable en société, d'une politesse recherchée, mais dur et difficile en affaires. Sa dialectique manquait de justesse et de précision; il le sentait, et croyait y suppléer par des éclats de voix et des gestes impérieux.

Le marquis de Gallo, ministre de Naples à Vienne, jouissait à la fois de la faveur de la reine de Naples et de celle de l'impératrice; il était d'un caractère insinuant et souple, mais droit.

Le comte de Merveldt, colonel d'un régiment de uhlans, s'était fait remarquer et avait gagné la confiance du ministre Thugut.

Le baron de Degelmann était un homme de chancellerie, d'un sens droit, et bien intentionné.

IV. La marche des négociations depuis l'arrivée du comte de Cobenzl ne laissait plus de doute sur les véritables dispositions de la cour de Vienne : elle voulait la paix; elle n'avait contracté aucun nouvel engagement avec la Russie ou l'Angleterre; et, dès le moment où les négociateurs autrichiens eurent acquis la conviction qu'ils ne pouvaient conclure qu'en revenant aux bases posées à Mombello, la paix eût été faite si le Directoire n'avait point changé de politique. La journée du 18 fructidor l'aveuglait sur ses propres forces; il croyait pouvoir impunément demander de nouveaux sacrifices à la nation. Il fit insinuer à Napoléon de rompre les négociations, de re-

commencer les hostilités, en même temps que la correspondance officielle était toujours dictée dans l'esprit des instructions du 6 mai : il était évident qu'il désirait la guerre, mais qu'il voulait que la responsabilité de la rupture pesât tout entière sur le négociateur. Lorsqu'il s'aperçut que cette marche ne lui réussissait pas, et que surtout il crut sa puissance consolidée, il envoya son ultimatum par une dépêche en date du 29 septembre; Napoléon le reçut le 6 octobre à Passariano : la France ne voulait plus céder à l'empereur ni Venise ni la ligne de l'Adige : c'était l'équivalent d'une déclaration de guerre.

Napoléon avait des idées fixes sur le degré d'obéissance qu'il devait à son gouvernement sous le rapport des opérations militaires; il ne se croyait obligé à exécuter ses ordres qu'autant qu'il les jugeait raisonnables et que le succès lui paraissait probable. Il aurait cru commettre un crime s'il se fût chargé de l'exécution d'un plan vicieux, et dans ce cas il se regardait comme contraint à offrir sa démission. C'est ce qu'il avait fait en 1796, lorsque le Directoire avait voulu envoyer une partie de son armée dans le royaume de Naples. Ses idées n'étaient point aussi arrêtées sur le degré d'obéissance qu'il devait comme plénipotentiaire. Pouvait-il se démettre de sa mission au milieu d'une négociation, ou en compromettre ainsi l'issue en exécutant des instructions qui n'avaient pas son assentiment et qui équivalaient à une déclaration de guerre? Mais son caractère principal à Passariano était celui de général en chef. Il lui parut absurde que, comme plénipotentiaire, il déclarât la guerre, en même temps que, comme général en chef, il se démettrait de son commandement, pour ne pas recommencer les hostilités en exécutant un plan de campagne contraire à son opinion.

Le ministre des relations extérieures le tira de son anxiété. Dans une de ses dépêches, il lui apprit que le Directoire, en arrêtant son ultimatum, avait été dans l'opinion que le général en chef était en mesure de le faire agréer par la force des armes. Il médita profondément sur cette communication; il lui était prouvé qu'il tenait dans ses mains le sort de la France : du parti qu'il choisirait dépendait la guerre ou la paix. Il se décida à s'en tenir à ses instructions du 6 mai, et à signer la paix sur les bases de Mombello, qui, avant la journée de fructidor, avaient été approuvées par le gouvernement.

V. Les motifs qui le déterminèrent étaient, 1° que le plan général de sa campagne était vicieux; 2° que, n'ayant reçu l'ultimatum que le 6 octobre, les hostilités ne pourraient recommencer que le 15 no-

vembre, et qu'alors il serait difficile aux armées françaises d'entrer en Allemagne, tandis que cette saison serait favorable aux Autrichiens pour rassembler des forces considérables dans les plaines d'Italie; 3° que le commandement de l'armée d'Allemagne était confié à Augereau, dont les opinions politiques venaient d'être fort exaltées par les événements de fructidor; son état-major était composé pour la plupart des séides de la propagande, enivrés des principes de 1793, ce qui était un obstacle insurmontable à l'accord si nécessaire dans les opérations des deux armées; Napoléon avait désiré que le commandement de l'armée du Rhin, à défaut de Moreau, fût confié à Desaix; 4° qu'il avait demandé un renfort de 12,000 hommes d'infanterie et de 4,000 de cavalerie, qu'on lui avait refusé; que cependant il n'avait que 50,000 hommes en ligne, se trouvait à vingt journées plus près de Vienne que les armées du Rhin, ayant à combattre les trois quarts des forces de la maison d'Autriche qui couvraient Vienne du côté de l'Italie, tandis qu'un simple corps d'observation était opposé aux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse; 5° que le Directoire, dans son délire, avait, par sa dépêche du 29 septembre, annoncé qu'il refusait de ratifier le traité d'alliance offensive et défensive du 5 avril précédent avec le roi de Sardaigne. Par ce traité, ce prince s'était engagé à joindre à l'armée d'Italie un contingent de 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et quarante pièces de canon. Le refus du Directoire portait le désespoir à Turin; la cour ne pouvait plus se dissimuler l'arrière-pensée du gouvernement français; elle n'avait plus rien à ménager : il faudrait donc que l'armée d'Italie s'affaiblît de 10,000 hommes pour renforcer les garnisons du Piémont et de la Lombardie.

Le 21 octobre, le Directoire fit connaître que, sur les observations du général d'Italie, il s'était déterminé à renforcer son armée d'un corps de 6,000 hommes, qu'il tirerait de l'armée d'Allemagne; à modifier le plan général de campagne selon son désir; enfin à ratifier le traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne, et qu'il l'avait communiqué au corps législatif ce même jour, 21 octobre. Mais le traité de Campo-Formio avait été signé trois jours avant que cette dépêche fût écrite, et elle n'arriva à Passariano que douze jours après la signature de la paix.

Peut-être, si le Directoire eût pris cette résolution le 29 septembre, au moment où il envoyait son dernier ultimatum, Napoléon se fût-il déterminé à la guerre, dans l'espoir d'affranchir toute l'Italie jusqu'à l'Isonzo, ce qu'il désirait plus que personne.

VI. Il avait été de l'intérêt de Napoléon de conclure la paix. Les républicains manifestaient hautement leur jalousie. « Tant de gloire, disaient-ils, est incompatible avec la liberté. » S'il recommençait les hostilités et que les armées françaises occupassent Vienne, le Directoire, constant dans l'esprit qui le dirigeait depuis le 18 fructidor, voudrait révolutionner l'empire; ce qui, indubitablement, entraînerait dans une nouvelle guerre avec la Prusse, la Russie et le Corps germanique. Cependant la République était mal gouvernée; l'administration était corrompue; elle n'inspirait aucune confiance, n'avait aucune considération. S'il rompait la négociation, la responsabilité de l'avenir pèserait sur lui; si, au contraire, il donnait la paix à son pays, il joindrait à la gloire de conquérant et de pacificateur celle d'être le fondateur de deux grandes républiques; car la Belgique, les départements du Rhin, la Savoie, le comté de Nice, ne seraient légitimement annexés à la France que par le traité de paix avec l'empereur, tout comme la république cisalpine ne pourrait être réellement assurée qu'alors de son existence. Couvert de lauriers, l'olivier à la main, il rentrait avec sûreté dans la vie privée et avec une gloire égale à celle des grands hommes de l'antiquité; le premier acte de sa vie publique se trouverait terminé; les circonstances et l'intérêt de la patrie décideraient du reste de sa carrière. La gloire, l'amour et l'estime du peuple français étaient des voies pour arriver à tout. La France voulait la paix.

La lutte des rois contre la République était une lutte de principes : c'étaient les Gibelins contre les Guelfes; les oligarques qui régnaient à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, luttaient contre les républicains de Paris. Le plénipotentiaire français conçut la pensée de changer cet état de choses, qui laisserait toujours la France seule contre tous, de jeter une pomme de discorde au milieu des coalisés, de changer l'état de la question, de créer d'autres passions et d'autres intérêts.

La république de Venise était tout aristocratique; elle intéressait au plus haut point les cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg; la maison d'Autriche, en s'en emparant, exciterait au dernier degré leur mécontentement et leur jalousie. Le sénat de Venise s'était très-mal conduit pour la France, mais très-bien pour l'Autriche. Quelle opinion les peuples concevraient-ils de la moralité du cabinet de Vienne, lorsqu'ils le verraient s'approprier les États de son allié, l'État le plus ancien de l'Europe moderne, celui qui nourrissait les principes les plus opposés à la démocratie et aux idées françaises, et cela sans prétexte et par le seul effet de sa convenance!

Quelle leçon pour la Bavière et les puissances de second ordre ! L'empereur serait obligé de livrer à la France la place de Mayence, qu'il n'avait qu'en dépôt; il s'approprierait les dépouilles des princes d'Allemagne, dont il était le protecteur et dont les armées combattaient dans ses rangs. C'était présenter au regard de l'Europe la satire des gouvernements absolus et de l'oligarchie européenne. Quelle preuve plus évidente de leur vieillesse, de leur décadence, de leur illégitimité !

L'Autriche serait contente; car, si elle cédait la Belgique et la Lombardie, elle recevait un équivalent, sinon en revenu et en population, du moins sous le rapport des convenances géographiques et commerciales; Venise était contiguë à la Styrie, à la Carinthie et à la Hongrie. La ligue de l'oligarchie européenne serait divisée; la France en profiterait pour saisir l'Angleterre corps à corps, en Irlande, au Canada, aux Indes.

Les divers partis qui divisaient Venise s'éteindraient : aristocrates et démocrates se réuniraient contre le sceptre d'une nation étrangère. Il n'y avait pas à craindre qu'un peuple de mœurs aussi douces pût jamais prendre de l'affection pour un gouvernement allemand, et qu'une grande ville de commerce, puissance maritime depuis des siècles, s'attachât sincèrement à une monarchie étrangère à la mer et sans colonies; et si jamais le moment de créer la nation italienne arrivait, cette cession ne serait point un obstacle : les années que les Vénitiens auraient passées sous le joug de la maison d'Autriche leur feraient recevoir avec enthousiasme un gouvernement national, quel qu'il fût, un peu plus ou un peu moins aristocratique, soit que la capitale fût ou non fixée à Venise. Les Vénitiens, les Lombards, les Piémontais, les Génois, les Parmesans, les Bolonais, les Bergamasques, les Ferrarais, les Toscans, les Romains, les Napolitains, avaient besoin, pour devenir Italiens, d'être décomposés et réduits en éléments; il fallait, pour ainsi dire, les refondre. En effet, quinze ans après, en 1812, la puissance autrichienne en Italie, le trône de Sardaigne, ceux des ducs de Parme, de Modène, de Toscane, celui de Naples même, l'oligarchie de Gênes, celle de Venise, avaient disparu. La puissance temporelle du pape, qui de tout temps avait été la cause du morcellement de l'Italie, allait n'être plus un obstacle; le grand-duché de Berg était resté vacant; il attendait la cour du roi Joachim. « Il me faut, avait dit Napoléon, en 1805, à la consulte de Lyon, vingt ans pour créer la nation italienne. » Quinze ans lui avaient suffi; tout était prêt; il n'attendait que la naissance d'un second fils pour le mener à Rome, le couronner roi des Italiens,

donner la régence au prince Eugène, et proclamer l'indépendance de la péninsule, des Alpes à la mer d'Ionie, de la Méditerranée à l'Adriatique.

VII. La cour de Vienne, fatiguée de la lutte sanglante qu'elle soutenait depuis plusieurs années, n'attachait aucune importance à la Belgique, qu'il lui était impossible de défendre; elle se trouvait heureuse, après tant de désastres, d'obtenir des indemnités pour des pertes déjà consommées, et de contracter avec la République française des liens qui lui garantissaient des avantages dans l'arrangement des affaires d'Allemagne. Mais, si déjà on était d'accord sur les principes, on était bien loin de l'être sur le mode d'exécution. Le comte de Cobenzl voulait, disait-il, « l'Adda pour limite, ou rien ». Il s'appuyait sur des calculs de statistique. « Vous voulez rétablir le système de 1756 : il faut donc nous donner une paix avantageuse qui soit pensée indépendamment des événements de la guerre. L'une et l'autre puissance ont eu des journées glorieuses; nos deux armées doivent s'estimer. Une paix désavantageuse pour une des puissances ne serait jamais qu'une trêve. Comment, en convenant de ce principe, vous refusez-vous à nous accorder une indemnité entière et absolue? Quelles sont les bases de la puissance? la population et le revenu. Que perd l'empereur mon maître? la Belgique et la Lombardie, les deux provinces les plus peuplées, les plus riches du monde; la Belgique, qui a une double valeur pour vous, puisqu'elle vous assujettit la Hollande et vous met en possession de bloquer l'Angleterre depuis la Baltique jusqu'au détroit de Gibraltar. Nous consentons encore que vous réunissiez à la République Mayence, les quatre départements du Rhin, la Savoie et le comté de Nice. Pour des concessions aussi étendues, que vous demandons-nous? quatre millions d'Italiens, mauvais soldats, mais habitant, il est vrai, un pays assez fertile : nous avons donc le droit d'exiger le thalweg de l'Adda pour limite. »

Le plénipotentiaire français répondait : « C'est un bienfait pour la monarchie autrichienne d'être défaite de la Belgique : c'était pour elle une possession onéreuse; l'Angleterre seule avait intérêt à ce qu'elle la possédât. Si vous calculez ce que cette province vous coûtait, vous acquerrez la preuve qu'elle a toujours été pour votre trésor un objet de dépense. Mais, dans tous les cas, elle ne peut plus avoir aucun prix pour vous, depuis que les nouveaux principes qui ont changé l'état de la France y ont prévalu. Vouloir obtenir sur vos frontières de Styrie, de Carinthie et de Hongrie, une indemnité égale

au revenu et à la population d'une possession détachée, c'est une prétention exagérée. D'ailleurs, en passant l'Adige, vous vous affaibliriez, et ni vous ni la république cisalpine n'auriez de frontières. »

Il s'en fallait que ces raisonnements portassent la conviction chez les plénipotentiaires autrichiens; cependant ceux-ci réduisirent leurs prétentions à la ligne du Mincio : « Mais, dit le comte de Cobenzl, c'est là notre ultimatum; car, si l'empereur mon maître consent à vous donner les clefs de Mayence, la place la plus forte de l'univers, ce serait un acte déshonorant s'il ne les échangeait pas contre les clefs de Mantoue. » Tous les moyens officiels de protocole, de notes et contre-notes ayant été épuisés sans résultat satisfaisant, on eut recours aux conférences confidentielles. Mais enfin de part et d'autre on ne céda plus rien. Les armées se mirent en mouvement.

Les troupes françaises, qui étaient cantonnées dans le Véronais, le Padouan et le Trévisan, passèrent la Piave et s'établirent sur la droite de l'Isonzo. L'armée autrichienne campa sur la Drave et dans la Carniole. En se rendant d'Udine à Passariano, les plénipotentiaires autrichiens étaient obligés de traverser le camp français, qui leur prodiguait tous les honneurs militaires : on conférait au bruit du tambour. Cependant le comte de Cobenzl restait inébranlable; ses voitures étaient prêtes; il annonçait son départ.

VIII. Le 16 octobre, les conférences se tinrent à Udine, chez le comte de Cobenzl. Napoléon récapitula en forme de manifeste, pour être inscrit au protocole, la conduite de son gouvernement depuis la signature des préliminaires de Leoben, et renouvela en même temps son ultimatum. Le plénipotentiaire autrichien répliqua longuement, pour prouver que les indemnités que la France offrait à l'empereur n'équivalaient pas au quart de ce qu'il perdait; que la puissance autrichienne serait considérablement affaiblie, dans le temps que la puissance française serait tellement augmentée que l'indépendance de l'Europe en serait menacée; que, moyennant la possession de Mantoue et de la ligne de l'Adige, la France joindrait, de fait, au domaine des Gaules celui de toute l'Italie; que l'empereur était irrévocablement résolu à s'exposer à toutes les chances de la guerre, à fuir même au besoin de sa capitale, plutôt que de consentir à une paix aussi désavantageuse; que la Russie lui offrait des armées; qu'elles étaient prêtes à accourir à son secours, et que l'on verrait ce qu'étaient les troupes russes; qu'il était bien évident que Napoléon faisait céder son caractère de plénipotentiaire à ses intérêts de général; qu'il ne voulait pas la paix. Il ajouta qu'il partirait dans la

nuit, et que tout le sang qui coulerait dans cette nouvelle lutte retomberait sur le négociateur français. C'est alors que celui-ci, avec sang-froid, mais vivement piqué de cette sortie, se leva et prit sur un guéridon un petit cabaret de porcelaine que le comte de Cobenzl affectionnait comme un présent de l'impératrice Catherine : « Eh bien ! dit Napoléon, la trêve est donc rompue et la guerre déclarée ! Mais souvenez-vous qu'avant la fin de l'automne je briserai votre monarchie comme je brise cette porcelaine ! » En prononçant ces derniers mots, il la jeta à terre avec vivacité : elle couvrit le parquet de ses débris. Il salua le congrès et sortit. Les plénipotentiaires autrichiens en furent interdits. Peu d'instants après ils surent qu'en montant en voiture il avait expédié un officier à l'archiduc Charles pour le prévenir que, les négociations étant rompues, les hostilités recommenceraient sous vingt-quatre heures. Le comte de Cobenzl, effrayé, envoya le marquis de Gallo à Passariano porter la déclaration signée qu'il adhérait à l'ultimatum de la France.

Le lendemain, 17 octobre, la paix fut signée à cinq heures du soir. Le traité fut daté de Campo-Formio, petit village entre Passariano et Udine, et qui avait été neutralisé à cet effet par les secrétaires de légation; mais on jugea inutile de s'y transporter : il ne s'y trouvait aucune maison convenable pour loger les plénipotentiaires.

Par ce traité, l'empereur reconnut à la République ses limites naturelles : le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan; il consentit à ce que la république cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, Modène, la Mirandole; des trois Légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne; de la Valteline et de la partie des États vénitiens sur la rive droite de l'Adige, le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, la Polésine. L'empereur céda le Brisgau; ce qui éloignait les États héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu que le boulevard important de Mayence serait remis aux troupes de la République, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt, où le plénipotentiaire français et le comte de Cobenzl se donnèrent rendez-vous. Tous les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin devaient être indemnisés sur la rive droite par la sécularisation des princes ecclésiastiques. La paix de l'Europe devait se traiter à Rastadt; le cabinet du Luxembourg et celui de Vienne marcheraient de concert. Le territoire prussien sur la rive gauche était réservé, et il était convenu qu'il serait cédé à la République par le traité de Rastadt, mais avec un équivalent en Allemagne pour l'Autriche. Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cerigo, furent cédés à la France, qui, de son

côté, consentait à ce que l'empereur s'emparât des États vénitiens situés sur la rive gauche de l'Adige, ce qui accroîtrait la population de son empire de plus de deux millions d'âmes.

Par un des articles du traité, les biens que l'archiduc Charles possédait en Belgique, comme héritier de l'archiduchesse Christine, lui furent assurés. C'est par l'effet de cet article que plus tard l'empereur Napoléon a acheté un million le château de Laeken, situé près de Bruxelles, et qui, avant la révolution, faisait partie des biens de l'archiduchesse; les autres domaines de l'archiduc dans les Pays-Bas furent acquis par le duc de Saxe-Teschen. Cette stipulation était un témoignage d'estime que le plénipotentiaire français donnait au général qu'il venait de combattre et avec lequel il avait eu des relations honorables pour tous deux.

IX. Pendant les conférences de Passariano, le général Desaix vint, de l'armée du Rhin, parcourir les champs de bataille qu'avait illustrés l'armée d'Italie; Napoléon le reçut à son quartier général, et, croyant l'étonner, il lui fit part des lumières que le portefeuille de d'Entraigues jetait sur la conduite de Pichegru. « Nous savions depuis longtemps, dit Desaix en souriant, que Pichegru trahissait : Moreau en a trouvé les preuves dans les papiers de Klinglin, ainsi que tous les détails de sa corruption et les motifs convenus de ses manœuvres militaires. Moreau, Reynier et moi sommes seuls dans le secret. Je voulais que Moreau en rendît compte immédiatement au gouvernement, mais il ne l'a pas voulu. Pichegru est le seul exemple peut-être, ajouta-t-il, d'un général qui se soit fait battre exprès. » Il faisait allusion à la manœuvre par laquelle Pichegru avait porté à dessein ses principales forces sur le haut Rhin pour faire manquer les opérations devant Mayence. Desaix visita tous les camps; dans tous il fut accueilli avec de grands égards. C'est de cette époque que date son amitié pour Napoléon. Il aimait la gloire pour elle, la France par-dessus tout. Il était d'un caractère simple, actif, insinuant; il avait des connaissances étendues; personne n'avait mieux étudié que lui le théâtre de la guerre dans le haut Rhin, la Souabe et la Bavière. Sa mort a fait couler les larmes du vainqueur de Marengo.

Le général Hoche, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse, mourut dans ce temps subitement à Mayence. Beaucoup de gens ont cru qu'il avait été empoisonné; cette opinion n'est pas fondée. Ce jeune général s'était distingué aux lignes de Wissembourg en 1794. Il avait fait preuve de talent dans la Vendée en 1795 et 1796; il eut la gloire de la pacifier momentanément. D'un patriotisme exalté,

d'un caractère ardent, d'une bravoure remarquable, d'une ambition active, inquiète, il ne sut pas attendre les événements et s'exposa par des entreprises prématurées. Lors du 18 fructidor, en faisant marcher ses troupes sur Paris, il viola le cercle constitutionnel, et faillit être la victime de sa témérité; les Conseils informèrent contre lui. Il tenta une expédition en Irlande; personne n'était plus capable de la faire réussir. Il témoigna en toute occasion de l'attachement pour Napoléon. Sa mort et la disgrâce de Moreau laissèrent vacantes les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. Le gouvernement réunit ces deux armées en une seule, et en donna le commandement à Augereau.

X. Napoléon avait envoyé successivement ses principaux généraux à Paris pour porter des drapeaux; ce qui mettait en même temps le gouvernement en mesure de les connaître et de se les attacher par des récompenses. Il chargea le général Berthier de porter le traité de Campo-Formio, et, voulant donner une preuve d'estime et de considération aux sciences, il lui adjoignit Monge, qui était membre de la commission des sciences et des arts en Italie. Monge avait été de l'ancienne académie des sciences. Le général en chef se plaisait dans la conversation si intéressante de ce grand géomètre, physicien de premier ordre, patriote très-chaud, mais pur, sincère et vrai. Aimant la France et le peuple comme sa famille, la démocratie et l'égalité comme les résultats d'une démonstration géométrique, il était d'un esprit ardent, mais, quoi qu'en aient dit ses ennemis, un véritable homme de bien. Lors de l'invasion des Prussiens, en 1792, il offrit de donner ses deux filles en mariage aux premiers volontaires qui perdraient un membre à la défense du territoire; cette offre chez lui était sincère. Il suivit Napoléon en Égypte; il a depuis été sénateur, et lui a toujours été fidèle. Les sciences lui doivent l'excellent ouvrage de la Géométrie descriptive.

Le traité de Campo-Formio surprit le Directoire, qui était loin de s'y attendre; il laissa percer son mécontentement. On assure même qu'il pensa un instant à ne pas le ratifier; mais l'opinion publique était trop prononcée, et les avantages que la paix assurait à la France étaient trop évidents.

Aussitôt après la signature du traité, Napoléon retourna à Milan pour mettre la dernière main à l'organisation de la république cisalpine et compléter les mesures administratives de son armée. Il devait se rendre à Rastadt pour y terminer le grand œuvre de la paix continentale. Il prit congé du peuple italien en ces termes :

« Citoyens, à compter du 1er frimaire, votre Constitution se trou-

vera en pleine activité. Votre Directoire, votre Corps législatif, votre Tribunal de cassation, les autres administrations subalternes, se trouveront organisés.

» Vous êtes le premier exemple dans l'histoire d'un peuple qui devient libre sans factions, sans révolutions, sans déchirements. Nous vous avons donné la liberté; sachez la conserver.

» Vous êtes, après la France, la république la plus populeuse, la plus riche; votre position vous appelle à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe. Pour être dignes de votre destinée, ne faites que des lois sages et modérées. Faites-les exécuter avec force et énergie. Favorisez la propagation des lumières et respectez la religion. Composez vos bataillons, non pas de gens sans aveu, mais de citoyens qui se nourrissent des principes de la république et soient immédiatement attachés à sa prospérité.

» Vous avez, en général, besoin de vous pénétrer du sentiment de votre force et de la dignité qui convient à l'homme libre. Divisés et pliés depuis des siècles à la tyrannie, vous n'eussiez pas conquis votre liberté. Mais, sous peu d'années, fussiez-vous abandonnés à vous-mêmes, aucune puissance de la terre ne sera assez forte pour vous l'ôter. Jusqu'alors la grande nation vous protégera contre les attaques de vos voisins. Son système politique sera uni au vôtre.

» Si le peuple romain eût fait le même usage de sa force que le peuple français, les aigles romaines seraient encore sur le Capitole, et dix-huit siècles d'esclavage et de tyrannie n'auraient pas déshonoré l'espèce humaine.

» J'ai fait, pour consolider la liberté et dans la seule vue de votre bonheur, un travail que l'ambition et l'amour du pouvoir ont seuls fait faire jusqu'ici.

» J'ai nommé à un grand nombre de places; je me suis exposé à avoir oublié l'homme probe et à avoir donné la préférence à l'intrigant : mais il y avait des inconvénients majeurs à vous laisser faire ces premières nominations; vous n'étiez pas encore organisés.

» Je vous quitte sous peu de jours. Les ordres de mon gouvernement et un danger imminent de la république cisalpine me rappelleront seuls au milieu de vous; mais, dans quelque lieu que le service de ma patrie m'appelle, je prendrai toujours une vive sollicitude au bonheur et à la gloire de votre république.

» Au quartier général, à Milan, le 22 brumaire an VI (12 novembre 1797). »

L'ordre du jour de son départ de Milan disait :

« Soldats, je pars demain pour me rendre à Rastadt. Séparé de

l'armée, je soupirerai après le moment de me retrouver au milieu d'elle, bravant de nouveaux dangers. Quelque poste que le gouvernement assigne aux soldats d'Italie, ils seront toujours les dignes soutiens de la liberté et de la gloire du nom français.

» Soldats, en vous entretenant des princes que vous avez vaincus, des peuples que vous avez affranchis, des combats que vous avez livrés en deux campagnes, dites-vous : Dans deux campagnes nous aurons plus fait encore! »

Napoléon partit pour Turin; il descendit chez le ministre de France, Ginguené (17 novembre). Le roi de Sardaigne désirait le voir et lui témoigner publiquement sa reconnaissance; mais les circonstances étaient déjà telles qu'il ne crut pas devoir se complaire à des démonstrations de cour. Il continua sa route vers Rastadt. Il traversa le mont Cenis. A Genève, il fut reçu comme il eût pu l'être dans une ville de France et avec l'enthousiasme propre aux Génevois. A son entrée dans le pays de Vaud, trois groupes de jeunes et jolies filles vinrent le complimenter à la tête des habitants; un groupe était vêtu de blanc, l'autre de rouge, le troisième de bleu; ces jeunes filles lui offrirent une couronne sur laquelle était inscrite la fameuse sentence arbitrale qui avait proclamé la liberté de la Valteline, et cette maxime si chère aux Vaudois : « Qu'un peuple ne peut pas être sujet d'un autre peuple. » Il traversa plusieurs villes de la Suisse, entre autres Berne, et passa le Rhin à Bâle, se dirigeant sur Rastadt.

A son arrivée à Rastadt, il trouva préparés pour lui les grands appartements du palais. Treilhard et Bonnier, que le Directoire lui avait adjoints pour les négociations de la paix avec le Corps germanique, l'avaient précédé de quelques jours. Le vieux comte de Metternich représentait à ce congrès l'empereur comme chef de la confédération allemande : le comte de Cobenzl l'y représentait comme chef de la maison d'Autriche; ce qui formait deux légations, opposées dans leurs intérêts aussi bien que dans leurs instructions. Le comte de Lherbach représentait à la diète le cercle d'Autriche; le comte de Metternich remplissait le rôle de parade; Cobenzl faisait les affaires.

Après avoir échangé les ratifications du traité de Campo-Formio, les plénipotentiaires signèrent, en exécution de ce traité, la convention pour la remise de Mayence : 1° les troupes autrichiennes sortiraient de Mayence et n'y laisseraient que les troupes de l'électeur; à la même heure, les troupes françaises l'investiraient et en prendraient possession; 2° les Français abandonneraient Venise et Palmanova, n'y laissant que les troupes vénitiennes, et les Autrichiens s'en saisiraient ainsi que de tout le pays. Albi, ministre de Mayence, fit de violentes

réclamations ; tous les princes allemands jetèrent les hauts cris : « Mayence, disaient-ils, n'appartenait pas à l'Autriche. » Ils accusèrent l'empereur d'avoir trahi l'Allemagne pour ses intérêts d'Italie. Le comte de Lherbach, comme député du cercle d'Autriche, fut chargé de répondre à toutes ces protestations, et il s'en acquitta avec toute la force, l'arrogance et l'ironie naturelles à son caractère.

La Suède se présenta à Rastadt en qualité de médiatrice et comme l'un des garants du traité de Westphalie. La Russie, depuis le traité de Teschen, s'était arrogé les mêmes prétentions, mais elle se trouvait en ce moment en guerre avec la France. Depuis la paix de Westphalie, l'état de l'Europe était bien changé : la Suède alors exerçait une grande influence en Allemagne ; elle était à la tête du parti protestant ; elle brillait de tout l'éclat des victoires du grand Gustave ; la Russie n'était point encore européenne, et la Prusse existait à peine. Les progrès de ces deux dernières puissances avaient, depuis, fort reculé la Suède et l'avaient reléguée au rang d'une puissance de troisième ordre ; ses prétentions n'étaient donc plus de saison. Cette cour avait eu d'ailleurs la démence de se faire représenter à Rastadt par le baron de Fersen ; la faveur dont il avait joui à la cour de Versailles, ses intrigues sous l'Assemblée constituante et la haine qu'il n'avait cessé de témoigner en toute occasion pour la France, le rendaient si peu propre à cette mission, que son choix pouvait être considéré comme une insulte pour la République. Lorsqu'il fut introduit à la visite d'étiquette chez le plénipotentiaire français, il se fit annoncer comme ambassadeur de Suède, médiateur au congrès. Napoléon lui dit qu'il ne pouvait reconnaître aucun médiateur, et que d'ailleurs ses opinions antérieures ne lui permettaient pas de l'être entre la République et l'empereur d'Allemagne ; qu'il ne pouvait plus le recevoir. Le baron de Fersen en fut si déconcerté, et cet accueil fit tant de bruit, que le lendemain il quitta Rastadt.

Immédiatement après la remise de Mayence aux troupes françaises, Napoléon réunit en conférence Treilhard et Bonnier ; et, après leur avoir démontré que les instructions du Directoire étaient insuffisantes, il leur déclara qu'il ne voulait pas prolonger son séjour au congrès et qu'il partait. Les affaires étaient plus compliquées à Rastadt qu'à Campo-Formio ; il fallait trancher pour en finir.

Le Directoire ne savait pas prendre un parti ; il nomma de nouveaux plénipotentiaires, qu'il adjoignit à Treilhard et à Bonnier. Napoléon, déjà mécontent de la marche de la politique extérieure du gouvernement, se détermina à ne plus se mêler d'une négociation qui, nécessairement, tournerait mal. D'ailleurs la situation intérieure

de la France lui présageait le prochain triomphe des démagogues; et dès lors les mêmes motifs qui l'avaient porté à éviter l'accueil de la cour de Sardaigne le déterminèrent à se dérober aux témoignages d'admiration que les princes allemands lui prodiguaient. Il jugea convenable de terminer le premier acte de sa vie politique par la paix de Campo-Formio, et d'aller vivre à Paris comme un simple particulier, aussi longtemps que les circonstances le lui permettraient.

Pendant son court séjour à Rastadt, il fit entourer les plénipotentiaires français, qu'on avait fort négligés jusque-là, des égards et des respects auxquels les représentants d'un grand peuple avaient droit de la part des plénipotentiaires étrangers et de cette foule de petits princes allemands qui assiégeaient le congrès. Il obtint du gouvernement de mettre de fortes sommes à la disposition des négociateurs pour qu'ils fussent en état de soutenir dignement leur rang; le traitement qui leur avait été assigné était insuffisant, ce qui nuisait à la considération due à la République.

OBSERVATIONS

SUR

LES OPÉRATIONS MILITAIRES

DES CAMPAGNES DE 1796 ET 1797 EN ITALIE[1].

I. Sur le feld-maréchal Beaulieu. — II. Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal Beaulieu. — III. Sur le feld-maréchal Wurmser. — IV. Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal Wurmser. — V. Sur le feld-maréchal Alvinzi. — VI. Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal Alvinzi. — VII. Sur la marche contre l'armée du Saint-Siége. — VIII. Sur l'archiduc Charles. — IX. Sur les manœuvres de Napoléon contre l'archiduc Charles.

Première observation. — 1° Une armée qui serait en position sur la crête supérieure des Alpes maritimes, appuyant sa gauche sur le col de l'Argentière, sa droite sur le col de Tende, couvrirait tout le comté de Nice. Elle se trouverait éloignée de quinze à dix-huit lieues de la mer, trois ou quatre jours de marche. Elle aurait derrière elle un grand nombre de bonnes positions, où elle pourrait se rallier, arrêter la marche du vainqueur; elle aurait le temps de faire sa retraite à volonté sur Gênes ou sur le Var. Ce théâtre d'opérations est assez profond pour pouvoir être défendu avec avantage.

Une armée qui occuperait les crêtes supérieures de l'Apennin, depuis le Tanarello jusqu'au Saint-Bernard du Tanaro, couvrirait une partie de la Rivière du Ponent. Elle occuperait des positions éloignées de la mer de deux jours de marche; elle aurait derrière elle Monte-Grande, San-Bartolomeo, Rocca-Barbena; la petite rivière de l'Arrosia, qui passe à Pieve et à Albenga, est d'une bonne défense. Cette armée pourrait donc aussi défendre le terrain, couvrir Oneille, et se porter sur Gênes ou sur Nice à volonté. Mais une armée qui occuperait la crête supérieure de l'Apennin, de Bardinetto à la Bocchetta, savoir : les hauteurs de San-Giacomo Cadibona, Montelegino, Stella, Monte-Fajale, couvrirait sans doute l'autre partie de la

[1] Ces *Observations* sont reproduites d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830.

Rivière du Ponent jusqu'à Gênes ; mais, comme cette armée ne serait éloignée de la mer que de deux à cinq lieues, elle pourrait être coupée dans le même jour et serait exposée à n'avoir pas le temps de se rallier, de faire sa retraite. Ce champ d'opérations, mauvais, est de sa nature dangereux, parce qu'il n'a pas assez de profondeur.

2° Si le général Beaulieu eût réfléchi sur ces circonstances topographiques, il n'aurait pas marché sur Voltri pour couvrir Gênes ; il se fût porté sur Acqui et sur Cairo ; de là il eût débouché en même temps en trois fortes colonnes de 15,000 hommes : celle de gauche, par Montenotte, Montelegino et Savone ; celle du centre, sur Cadibona et Vado, et celle de droite, sur la Madonna-della-Neve, San-Giacomo et Finale. Il aurait eu une réserve à portée de secourir ces trois attaques. L'armée française se fût bientôt repliée, de Voltri et de Gênes, pour défendre ces trois importantes positions. Le général autrichien aurait engagé la guerre sur un terrain tout à fait à son avantage, puisqu'il pouvait, dès le premier jour, couper l'armée française, l'acculer à la mer et la ruiner.

3° Après la bataille de Montenotte, les Autrichiens se rallièrent sur la route du Montferrat ; ils ne pouvaient pas faire autrement, puisque la majorité de leurs forces étaient sur Voltri, Sassello, et encore éparpillées, sur leur gauche. Mais l'armée piémontaise, sous les ordres du général Colli, au lieu de se porter sur Millesimo, eût dû appuyer sur Dego et former la gauche de Beaulieu. C'était une erreur de supposer que, pour couvrir Turin, il fallait se trouver à cheval sur la route de cette ville : les armées réunies à Dego eussent couvert Milan, parce qu'elles eussent été à cheval sur la grande route du Montferrat ; elles eussent couvert Turin, parce qu'elles eussent été sur le flanc de la chaussée de cette ville. Si Beaulieu eût eu cinq ou six jours à sa disposition pour rallier sa gauche, il eût dû se porter sur Ceva pour se réunir à l'armée piémontaise, parce qu'il était plus avantageux aux alliés de se maintenir près de la ligne d'opérations de l'armée française. Il n'y avait pas à craindre que celle-ci entràt dans le Montferrat tant que l'ennemi aurait une armée sur Ceva. Réunies, les deux armées étaient encore supérieures à l'armée française ; séparées, elles étaient perdues.

4° Les points de Dego et de Millesimo étaient trop près de Montenotte pour que les deux armées autrichienne et piémontaise pussent s'y rallier avec sûreté. Beaulieu eût dû rassembler son armée en avant d'Acqui, et Colli, puisqu'ils voulaient se séparer, sur les hauteurs de Montezemolo ; cela leur eût évité la bataille de Millesimo et le combat de Dego. Les divisions de chaque armée eussent eu le

temps d'arriver à ces deux points de rassemblement avant que l'armée française eût pu les y attaquer.

Lorsque vous êtes chassé d'une première position, il faut rallier vos colonnes assez en arrière pour que l'ennemi ne puisse les prévenir; car ce qui peut vous arriver de plus fâcheux, c'est que vos colonnes soient attaquées isolément avant leur réunion.

5° Le général Beaulieu, pour défendre le passage du Pô, prit position sur la rive gauche de ce fleuve, près de Valeggio. Cette opération ne pouvait pas remplir son but vis-à-vis d'une armée manœuvrière. Il eût dû se mettre à cheval sur le Pô, en jetant des ponts à la hauteur de Stradella, et les couvrant par de fortes têtes de pont; par cela seul, il eût empêché l'armée française de descendre la rive droite, et celle-ci eût été obligée de passer le Pô au-dessus de Stradella; ce qui donnait au général autrichien l'avantage important de protéger sa défensive par les deux grandes barrières du Pô et du Tessin.

6° Le général Beaulieu voulut défendre le Mincio par un cordon. Ce système est ce qu'il y a de pire dans l'ordre défensif. On était encore au mois de mai; il aurait dû occuper le Serraglio avec toute son armée; il pouvait y séjourner soixante et dix jours sans avoir rien à craindre des maladies. Il laissa 13,000 hommes de garnison dans Mantoue, il en avait 26,000 sur le Mincio; il aurait donc pu réunir 40,000 hommes, c'est-à-dire une armée supérieure à l'armée française, dans une position aussi formidable que celle du Serraglio; il eût maintenu ses communications avec Modène et la basse Italie; il eût fait entrer une grande quantité de vivres dans Mantoue. Si le général français fût parvenu à forcer ce camp retranché, il ne lui eût pas été facile d'investir une armée qui eût occupé en force Saint-Georges, Cerea, Pietole et Pradella. En se conduisant ainsi, Beaulieu n'eût pas été dans le cas de violer la neutralité de Venise; l'Empereur aurait exigé et aurait obtenu que le sénat de Venise maintînt sa neutralité, ce qui lui eût été d'un grand avantage.

7° A défaut d'adopter ce parti, le maréchal Beaulieu pouvait, après avoir passé l'Oglio, se porter sur les hauteurs de Gavardo, et prendre la position de Sant'-Osetto, la droite à la Chiese, et la gauche au lac de Garda; l'armée française eût été forcée de prendre position vis-à-vis, en avant de Brescia; elle n'aurait pas pu s'étendre au delà du Mincio pendant tout le temps que l'armée autrichienne aurait occupé cette position, ou toute autre entre les lacs d'Idro et de Garda.

8° Enfin, puisque le général autrichien, dans l'état où se trouvait

le moral de son armée, ne pouvait pas livrer bataille, il ne devait pas se faire illusion sur le peu de protection que lui donnerait le Mincio. En disséminant son armée le long de cette rivière, il s'affaiblissait; il eût été plus fort en occupant une bonne position sur les mamelons entre le lac de Garda et l'Adige, en avant du plateau de Rivoli, et en s'y couvrant de retranchements. Il aurait pu exiger alors que les Vénitiens occupassent en force la place de Peschiera, et refusassent les portes à l'armée française, comme ils seraient censés les avoir refusées à l'armée autrichienne. Vérone, qui était une place forte renfermant une garnison de 3,000 Esclavons, aurait également refusé ses portes aux Français, puisqu'elle aurait été censée les avoir refusées aux Impériaux. Ces grands avantages, le général autrichien les a sacrifiés pour renforcer son cordon du Mincio. Il a violé lui-même la neutralité de Venise en occupant Peschiera.

Deuxième observation. — 1° Lorsque l'armée française se dirigea sur Ceva pour attaquer l'armée piémontaise, la division Laharpe fut laissée en observation contre le camp d'Acqui, où Beaulieu ralliait toute l'armée autrichienne. Il paraîtrait que la position naturelle de ce corps d'observation aurait dû être sur les bords de la Bormida, en avant de Dego, afin de couvrir la ligne d'opérations sur Savone. Il est à remarquer que, si Napoléon préféra la position sur le Belbo, en avant de San-Benedetto, à deux marches sur la gauche de Dego, laissant la chaussée de Savone à découvert, c'est qu'il voulut tenir son armée réunie pour que Beaulieu ne pût se placer entre ses divisions et les isoler. Le camp de San-Benedetto couvrait l'armée qui manœuvrait sur Ceva. Si Beaulieu se fût porté sur Dego, le corps placé à San-Benedetto l'eût attaqué en flanc et par derrière. D'ailleurs, la communication de Garessio, Ormea, était ouverte. Le choix du camp de San-Benedetto pour placer le corps d'observation contre Beaulieu mérite d'être médité.

2° Les divisions Serurier et Masséna marchèrent sur Mondovi; elles étaient suffisantes. Dans ce temps-là Beaulieu ayant fait un détachement d'Acqui sur Nizza-della-Paglia, la division Augereau eut ordre de se porter à l'appui du camp de San-Benedetto, et, après la bataille de Mondovi, elle se dirigea sur Alba, poussant une avant-garde sur Nizza-della-Paglia.

3° On a dit que Napoléon aurait dû passer le Pô, non à Plaisance, mais à Crémone; on a eu tort. Son opération était déjà assez audacieuse, puisque, longeant le Pô depuis Alexandrie, il a prêté le flanc

pendant vingt lieues à l'armée autrichienne ; s'il l'eût prolongée encore pendant sept lieues, il aurait été évidemment plus exposé ; Beaulieu, arrivé à Fombio, aurait passé le Pô à Plaisance et serait tombé sur les colonnes en marche ; il aurait coupé la ligne d'opérations de la rive droite, comme il interceptait celle de la rive gauche en observant l'Adda. D'ailleurs, Plaisance est située sur la rive droite, et cette ville offrait des ressources pour le passage de la rivière ; Crémone est située sur la rive gauche : le peu d'Autrichiens qui s'y trouvaient étaient suffisants pour retarder le passage.

4° Si l'armée française, après la bataille de Lodi, eût marché sur Mantoue, elle aurait trouvé cette place sans approvisionnements, désarmée, et elle s'en fût emparée. Cette conjecture est très-hasardée. L'armée avait, en peu de jours, conquis toute la Lombardie ; il fallait s'y arrêter assez pour former le blocus des forteresses, occuper les points les plus importants et organiser l'administration. Ce que les Français ont fait dans ces circonstances est le maximum de ce que l'on peut exiger de rapidité et d'activité ; vouloir quelque chose au delà serait demander l'impossible. Pendant les six jours que l'armée française séjourna en Lombardie, elle doubla ses moyens en accroissant le matériel de son artillerie, les remontes de sa cavalerie, et en ralliant les traînards qui étaient restés en arrière par l'effet des marches forcées.

5° La révolte de Pavie pouvait avoir de grandes conséquences ; l'activité et la vigueur des moyens de répression, l'incendie de Binasco, le sac de quelques maisons de Pavie, les quatre cents otages pris dans toute la Lombardie et envoyés en France, le beau rôle de conciliateurs dont Napoléon investit les évêques et le clergé, tout cela est digne d'éloges et doit être imité. Depuis, la tranquillité de ce beau pays n'a plus été troublée.

En confiant la police du pays à la garde urbaine, aux gardes champêtres et à des magistrats nationaux, il organisa le pays, épargna son armée et se donna des auxiliaires.

6° La bataille de Borghetto a été donnée le 30 mai 1796 ; l'attaque de Wurmser est du 1er août : c'est dans ces soixante jours d'intervalle qu'une partie de l'armée a passé le Pô, pris les Légations de Ferrare et de Bologne, le fort Urbano, la citadelle de Ferrare, Livourne, et a désarmé ces provinces ; les troupes étaient de retour sur l'Adige avant que Wurmser fût en mesure de commencer son opération : c'est bien employer son temps. La force d'une armée, comme la quantité de mouvement en mécanique, s'évalue par la masse multipliée par la vitesse. Cette marche, bien loin d'affaiblir l'armée,

augmenta son matériel et son moral; elle accrut ses moyens de victoire.

7° Si Napoléon eût mis à exécution l'ordre de son gouvernement, il se fût porté sur Rome et sur Naples avec 20,000 hommes, laissant le reste de l'armée sous Mantoue, aux ordres de Kellermann : l'Italie et l'armée eussent été perdues. Il n'eût fait qu'obéir à des ordres supérieurs, sans doute, mais il n'en eût pas moins été coupable.

Un général en chef n'est pas à couvert par un ordre d'un ministre ou d'un prince éloigné du champ d'opérations et connaissant mal ou ne connaissant pas du tout le dernier état des choses. 1° Tout général en chef qui se charge d'exécuter un plan qu'il trouve mauvais et désastreux est criminel; il doit représenter, insister pour qu'il soit changé, enfin donner sa démission plutôt que d'être l'instrument de la ruine des siens. 2° Tout général en chef qui, en conséquence d'ordres supérieurs, livre une bataille, ayant la certitude de la perdre, est également criminel. 3° Un général en chef est le premier officier de la hiérarchie militaire. Le ministre, le prince, donnent des instructions auxquelles il doit se conformer en âme et conscience, mais ces instructions ne sont jamais des ordres militaires et n'exigent pas une obéissance passive. 4° Un ordre militaire même n'exige une obéissance passive que lorsqu'il est donné par un supérieur qui, se trouvant présent au moment où il le donne, a connaissance de l'état des choses, peut écouter les objections et donner les explications à celui qui doit exécuter l'ordre.

Tourville attaqua quatre-vingts vaisseaux anglais avec quarante; la flotte française fut détruite. L'ordre de Louis XIV ne le justifie point; cet ordre n'était pas un ordre militaire qui exigeait une obéissance passive, c'était une instruction. La clause sous-entendue était : s'il y avait des chances de succès au moins égales; dans ce cas, la responsabilité de l'amiral était à couvert par l'ordre du prince. Mais, lorsque par l'état des choses la perte de la bataille était certaine, c'était mal comprendre l'esprit de cet ordre que de l'exécuter à la lettre. Si, en abordant Louis XIV, l'amiral lui eût dit : « Sire, si j'eusse attaqué les Anglais, toute votre escadre aurait été perdue; je l'ai fait rentrer dans tel port, » le roi l'eût remercié, et, de fait, l'ordre royal aurait été exécuté.

On a justifié la conduite du duc d'Orléans devant Turin en 1706; les historiens l'ont déchargé de tout blâme. Le duc d'Orléans était prince, il a été régent; il était d'un caractère facile; les écrivains lui ont été favorables, tandis que Marchin, resté mort sur le champ de

bataille, n'a pas pu se défendre. On sait pourtant qu'il protesta, en mourant, sur le parti que l'on prit de rester dans les lignes. Mais quel était le général en chef de l'armée française d'Italie? Le duc d'Orléans. Marchin, la Feuillade, Albergotti, étaient sous ses ordres. Il dépendait de lui de prendre ou non les avis d'un conseil de guerre; il le présida; il dépendait de lui de se conformer ou non à l'opinion de ce conseil de guerre. Le prince n'a pas été troublé dans son commandement; personne ne lui a refusé obéissance. 1° S'il eût donné l'ordre à l'armée de sortir de ses lignes; 2° s'il eût donné l'ordre à la gauche de passer la Dora pour renforcer la droite; 3° s'il eût donné positivement l'ordre à Albergotti de repasser le Pô, et que les généraux eussent refusé d'obéir, sous prétexte qu'ils ne lui devaient pas obéissance, tout serait bien : le prince serait disculpé. Mais, dit-on, Albergotti n'obéit pas à l'ordre qu'il reçut de faire un détachement sur la rive droite du Pô; il s'est permis des observations. Eh! c'est ce qui arrive tous les jours; ce ne fut pas un acte de désobéissance. Si le prince lui eût envoyé un ordre positif, s'il se fût porté à son camp d'un temps de galop, qu'il eût fait prendre les armes et qu'il eût commandé : « Tête de colonne à gauche, » il eût été obéi. 4° La bataille perdue, l'armée se retirait sur Asti, pour couvrir la Lombardie et joindre l'armée de Medavy, qui avait, le même jour, remporté une victoire à Castiglione. Le prince général en chef changea de résolution, et il se retira sur Pignerol, parce qu'il crut que la route de la Lombardie lui était coupée. Si l'obscure anecdote que l'on a colportée, que le duc d'Orléans n'était général que de nom, et que Marchin était investi d'un ordre secret du roi pour commander, était en effet vraie, le duc d'Orléans, en acceptant un pareil rôle à l'âge de trente-deux ans, aurait fait une chose contraire à l'honneur, digne de mépris, et qui aurait couvert de honte le dernier gentilhomme. Si les Français eussent été vainqueurs, qui aurait eu la gloire? Le comte de Marchin était muni d'une recommandation du roi auprès de lui, pour que ce jeune prince écoutât de préférence ses avis, voilà tout. Le duc d'Orléans était le général en chef reconnu par les généraux, les officiers et les soldats; aucun ne refusa et n'eût refusé de lui obéir : il est responsable de tout ce qui a été fait.

Le général Jourdan dit, dans ses *Mémoires*[1], que le gouvernement lui avait fait insinuer de donner la bataille de Stockach; il cherche ainsi à se justifier de la mauvaise issue de cette affaire; mais cette justification ne pourrait pas être admise, quand même il en aurait

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire sur la campagne de* 1796, *contenant les opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse, etc.* Paris, 1819.

reçu l'ordre positif et formel, comme nous l'avons prouvé. Lorsqu'il s'est décidé à donner la bataille, il a cru avoir les chances favorables pour la gagner : il s'est trompé.

Mais ne pourrait-il pas arriver qu'un ministre ou qu'un prince expliquât ses intentions assez clairement pour qu'aucune clause ne pût être sous-entendue? qu'il dît à un général en chef : « Livrez bataille; l'ennemi, par le nombre, la bonté de ses troupes, et les positions qu'il occupe, vous battra; n'importe, c'est ma volonté? » Un pareil ordre devrait-il être exécuté passivement? Non. Si le général comprenait l'utilité et dès lors la moralité d'un ordre aussi étrange, il le devrait exécuter; mais, s'il ne les comprenait pas, il ne devrait pas y obéir.

Quelque chose de semblable cependant arrive souvent à la guerre : un bataillon est laissé dans une position difficile pour sauver l'armée; mais le commandant de ce bataillon en reçoit l'ordre positif de son chef, qui est présent au moment où il le donne, qui répond à toutes les objections, s'il y en a de raisonnables à faire; c'est un ordre militaire donné par un chef présent et auquel on doit une obéissance passive. Mais si le ministre ou le prince étaient à l'armée? Alors, s'ils prennent le commandement, ils sont généraux en chef; le général en chef n'est plus qu'un général de division subordonné.

Il ne s'ensuit pas de là qu'un général en chef ne doit pas obéir au ministre qui lui ordonne de livrer une bataille; il doit au contraire le faire toutes les fois que, dans son opinion, il y a égalité de chances et autant de probabilités pour que contre, car l'observation que nous avons faite n'est que pour le cas où les chances lui paraîtraient tout à fait contraires.

Troisième observation. — 1° Le plan du général Wurmser, au commencement d'août, était défectueux : ses trois corps, l'un sous ses ordres directs, l'autre sous ceux de Quosdanovich, le troisième sous Davidovich, étaient séparés entre eux par deux grandes rivières, l'Adige et le Mincio, plusieurs chaînes de montagnes et le lac de Garda.

Wurmser devait :

Ou déboucher avec toutes ses forces entre le lac de Garda et l'Adige, s'emparer du plateau de Rivoli et se faire joindre à Incanal par son artillerie : 70 à 80,000 hommes, ainsi postés, appuyés, la droite au lac de Garda, la gauche à l'Adige, ayant trois lieues de front, eussent imposé à l'armée française, qui, comptant à peine 30,000 combattants, n'eût pu leur tenir tête;

Ou bien déboucher, avec toute son armée réunie, par la Chiese, sur Brescia : l'artillerie peut y passer.

2° Il fit, dans l'exécution de son plan, une faute qu'il paya bien cher : ce fut de perdre deux jours pour se porter sur Mantoue. Il devait, au contraire, jeter deux ponts sur le Mincio, à une portée de canon de Peschiera, et passer promptement cette rivière, joindre sa droite à Lonato, Desenzano, Salo, et réparer ainsi, par une rapide exécution, les défauts de son plan.

3° Opérer par des directions éloignées entre elles et sans communications est une faute qui, ordinairement, en fait commettre une seconde. La colonne détachée n'a des ordres que pour le premier jour; ses opérations pour le second jour dépendent de ce qui est arrivé à la principale colonne : ou elle perd du temps pour attendre des ordres, ou elle agit au hasard. Dans cette circonstance, Wurmser eût dû éviter cet inconvénient et donner des ordres à Quosdanovich, non-seulement pour déboucher sur Brescia, mais même sur Mantoue, et se porter lui-même, avec le principal corps, à tire-d'aile sur cette place forte. Quosdanovich serait arrivé à Mantoue s'il ne se fût pas arrêté à Brescia; il eût fait lever le siége, eût trouvé protection derrière les remparts de cette place, eût vécu de ses magasins; la jonction s'y serait faite avec son armée, sur un point fixe et qui était à l'abri des vicissitudes de la campagne. Si Wurmser eût été battu avant d'arriver à Mantoue, Quosdanovich n'en aurait pas moins ravitaillé la garnison; il aurait pu longtemps occuper le Serraglio; enfin il aurait pris conseil des circonstances.

Il est donc de principe qu'une armée doit toujours tenir toutes ses colonnes réunies, de manière que l'ennemi ne puisse pas s'introduire entre elles. Lorsque, par des raisons quelconques, on s'écarte de ce principe, il faut que les corps détachés soient indépendants dans leurs opérations, et se dirigent, pour se réunir, sur un point fixe vers lequel ils marchent sans hésiter et sans de nouveaux ordres, afin qu'ils soient moins exposés à être attaqués isolément.

4° Au commencement de septembre, Wurmser se mit en mouvement pour se porter avec 30,000 hommes dans le Bassanais, en laissant Davidovich avec 30,000 hommes dans le Tyrol. Il devait prévoir le cas où le général français déboucherait dans le Tyrol, et prescrire à Davidovich de ne pas recevoir bataille à Roveredo, mais de se replier sur Bassano pour, réunis, donner bataille à l'armée française; les milices tyroliennes étaient suffisantes pour observer la vallée de l'Avicio; ou bien il devait faire en sorte de se trouver sur le champ de bataille dans le Tyrol, en faisant retirer Davidovich sur

Caliano et la vallée de l'Avicio. Marco, Mori, Roveredo, sont de bonnes positions, mais, contre des troupes impétueuses, elles ne peuvent compenser le défaut du nombre. Dans toutes ces affaires de gorges, les colonnes, une fois rompues, se culbutent les unes sur les autres et tombent au pouvoir de l'ennemi.

5° Il était trop tard lorsque Wurmser conçut le projet de diriger la division du général Meszàros sur Vérone. Ce mouvement avait été prévu; Kilmaine y était avec un petit corps d'observation. Wurmser eût mieux fait de garder cette division à Bassano, au soutien des deux autres. Mais enfin, puisqu'il voulait opérer sur Mantoue avec une partie de ses troupes, il fallait qu'il donnât à cette division 2,000 hommes de cavalerie, trente pièces de canon, un équipage de pontons; qu'il la dirigeât, non sur Vérone, mais sur Albaredo, où elle aurait jeté un pont, et se serait portée à tire-d'aile sur Mantoue. La place eût été débloquée, les derrières de l'armée fort inquiétés; Vérone même pouvait être pris à revers. La garnison de Mantoue, ainsi renforcée, aurait pu se maintenir longtemps maîtresse de la campagne. Le maréchal se fût alors retiré de Bassano, avec ses deux autres divisions, ses parcs et son état-major, sur la Piave. L'armée française eût été obligée, par sa gauche, de se tenir sur la vallée de l'Avicio, en avant de Trente; par son centre, sur la Piave, pour s'opposer au corps principal de l'armée, et enfin d'accourir sur ses derrières à Mantoue pour rétablir le blocus. C'était bien de la besogne pour une petite armée, et cela pouvait donner lieu à des changements de fortune.

6° La marche de Wurmser sur l'Adige, avec les 16,000 hommes restant de son armée, a été obligée. Il devait être cerné, acculé au fleuve, et forcé de poser les armes, parce qu'il n'avait pas d'équipage de pont, ses deux équipages et ses parcs de réserve ayant été pris à Bassano. Il ne dut le bonheur de pénétrer jusqu'à Mantoue qu'à la faute d'un chef de bataillon qui évacua Legnago.

7° Le maréchal laissa mal à propos dans Legnago 1,800 hommes et plusieurs batteries; la retraite ne lui était plus possible dans la direction de l'Adige, où était toute l'armée française; il fallait qu'il gagnât Mantoue; si cela ne lui était pas possible, il lui était plus facile encore d'entrer à Milan que de retourner à Legnago. Il s'affaiblit et sacrifia du monde inutilement.

8° Wurmser eut également tort de risquer la bataille de Saint-Georges; il lui était plus profitable de se maintenir dans le Serraglio, qui est le vrai champ de bataille des garnisons de Mantoue, quand elles sont nombreuses.

9° Le maréchal pouvait également, pendant qu'il était encore maître

du Serraglio, passer le Pô avec toute sa cavalerie, quelques bataillons de grenadiers et quelques batteries bien attelées, descendre la rive droite de ce fleuve, repasser le bas Pô, le bas Adige et regagner Padoue : le général français eût appris cette opération trop tard pour pouvoir s'y opposer. Wurmser eût ainsi sauvé toute sa cavalerie, une grande partie de son artillerie, l'état-major de son armée, tout son quartier général, et l'honneur des armes autrichiennes.

Quatrième observation. — 1° Il y avait à Brescia un hôpital et un magasin français, et seulement trois compagnies de garnison; elles furent prisonnières de guerre. Si l'on eût fait mettre à l'abri d'un coup de main la citadelle, cela ne fût pas arrivé. C'est ce que l'on fit depuis, et ce que l'on eût dû faire plus tôt.

2° La division Sauret, qui était à Salo, eût dû tenir une avant-garde sur le lac d'Idro, à la Rocca-d'Anfo, pour éclairer la chaussée de la Chiese jusqu'à Lodrone; ce qui eût empêché que Brescia et Salo ne fussent surpris : on eût été prévenu douze heures plus tôt, et on aurait eu le temps de se mettre en défense.

3° Puisque entre les lacs de Garda et d'Idro il n'y a pour l'artillerie qu'un chemin praticable qui passe à la Rocca-d'Anfo, et qu'il fallait que l'on passât par ce défilé pour arriver à Salo, n'eût-il pas été plus convenable de placer la division Sauret en position sur le lac d'Idro, derrière le défilé d'Anfo, et occupant, par des redoutes, des retranchements et deux barques armées, les avenues et le lac d'Idro? Il eût fallu vingt-quatre heures à Quosdanovich pour enlever cette position; ce qui eût mis à même de prévenir à Brescia, à Salo, à Vérone et au quartier général. La position qu'occupait la division Sauret à Salo ne défendait, ne couvrait rien; il faut donc convenir que cette division fut mal postée et n'occupait pas les positions qu'elle devait occuper pour remplir son but : couvrir le pays, de la Chiese au lac de Garda.

4° On a dit : La marche de la division Masséna par la rive gauche de l'Adige, celle de la division Vaubois par la Chiese, en septembre, ont les mêmes inconvénients que celles de Wurmser et de Quosdanovich, en août, puisque, dans les deux cas, les colonnes sont également séparées par l'Adige, le Mincio, le lac de Garda et les montagnes. Cette assertion n'est pas exacte. Loin d'être semblables, ces deux marches sont inverses. Wurmser et Quosdanovich se séparèrent à Roveredo, où ils étaient réunis, et marchèrent par deux directions qui forment un angle obtus, de sorte que chaque jour ils s'éloignèrent davantage; à leur troisième journée de marche, l'un

était à Brescia, l'autre à Rivoli. C'est alors qu'ils étaient séparés par deux rivières, un lac et des montagnes, c'est-à-dire au moment où ils devaient rencontrer l'ennemi, où ils entraient en opération et débouchaient dans la plaine. Les deux colonnes françaises, au contraire, étaient, avant de se mettre en mouvement, l'une sur l'Adige et l'autre à Brescia; elles marchèrent en suivant le même côté de l'angle, mais sur le sommet, de sorte que le troisième jour elles arrivèrent l'une à Mori, l'autre à Marco; elles se touchaient, et n'étaient séparées que par l'Adige, sur lequel elles avaient jeté deux ponts, à Serravalle et à Roveredo. Ces colonnes n'ont jamais cessé d'être en communication; la communication devenait plus courte et plus facile à mesure qu'elles s'approchaient de l'ennemi, si bien qu'au dernier moment elles pouvaient se parler. Les deux colonnes de Wurmser sortaient des montagnes pour déboucher en plaine, tandis que les colonnes françaises quittaient la plaine pour entrer dans les gorges, où le nombre était moins important; ayant toutes deux le même but, celui d'arriver sur Trente, elles s'aidaient évidemment dans la marche, puisqu'elles arrivaient sur un théâtre étroit.

5° S'il est prouvé que ces deux opérations ne se peuvent comparer, s'ensuit-il que la marche du général français soit conforme aux règles et sans danger? On ne peut pas dire abstractivement que cette marche fût sans danger; mais elle en avait peu. Si Vaubois ne fût pas parti de Brescia et de Lodrone, il eût dû revenir sur Pol pour y passer l'Adige, ce qui eût occasionné un retard de cinq jours. Les divisions Masséna et Augereau étaient déjà en colonne sur une seule route, dans des gorges étroites; la division Vaubois n'eût été qu'un surcroît d'embarras. Napoléon se contenta de donner des instructions détaillées sur tout ce qui pouvait arriver, non-seulement au général Vaubois, mais au général Saint-Hilaire, officier de confiance, qui commandait l'avant-garde. Il leur recommanda de se tenir bien éclairés, et de ne pas s'engager si l'ennemi, par un mouvement imprévu et inattendu, se portait à leur rencontre avec des forces supérieures; à cet effet, de tenir loin en arrière les parcs et les bagages, afin de pouvoir rétrograder d'une marche sans inconvénient. Enfin la division Vaubois fut constamment en communication avec l'armée, par Riva d'abord, et puis par le pont de la Sarca; elle donnait et recevait des nouvelles trois fois par jour.

6° On a pensé que, si Napoléon eût fait occuper Legnago comme place forte, qu'il y eût mis un commandant, des adjudants, des officiers d'artillerie et du génie, un commissaire des guerres, qu'il y eût réuni des magasins et 4 ou 500 hommes de garnison, indépen-

damment de quelques dépôts, il ne fût pas venu dans l'idée du commandant de cette place de l'évacuer, et que Wurmser n'aurait pu la forcer, puisqu'il était coupé de Mantoue; ce qui eût décidé sa ruine. Napoléon le sentit, car depuis il fit fortifier Legnago.

7° Si de prime abord il eût construit des lignes de circonvallation à Saint-Georges, cela eût beaucoup gêné Wurmser. Il en fit construire depuis; elles contribuèrent au succès de la bataille de la Favorite.

Une armée française qui assiége Mantoue, indépendamment du corps d'observation qui est sur l'Adige et sur Monte-Baldo, doit avoir des avant-postes sur les bords de la Molinella et du Tartaro, couvrir ses ponts par des ouvrages ayant des fossés pleins d'eau et des inondations. Avec peu de travail, les chaussées de Legnago à Mantoue et tout le pays depuis le Pô jusqu'à Roverbella peuvent être rendus impraticables par le moyen des eaux.

8° On a dit que cette marche de l'armée française au travers du Tyrol et son mouvement à droite par les gorges de la Brenta et sur Bassano, la compromettaient; que, si Wurmser se fût porté sur Vérone, il eût coupé sa retraite et l'eût cernée dans les gorges du Tyrol; que cette opération était plus qu'audacieuse, qu'elle était téméraire et qu'elle violait les règles.

La bataille de Roveredo eut lieu le 4 septembre 1796, et la bataille de Bassano le 8. Le 4 septembre au soir, les Français avaient fait 9,000 prisonniers et mis hors de combat la moitié de l'armée autrichienne. Le 5, le quartier général de Wurmser était encore à Borgo-di-Val-Sugana, avec deux divisions en marche pour Bassano, et une division couchait ce soir-là à Bassano. Il n'était plus possible alors que le maréchal pût rien tenter sur l'Adige. Effectivement, l'armée française arriva le 8, à la pointe du jour, à Bassano, et le quartier général de Wurmser n'y était arrivé que la veille fort tard. Une opération de cette nature peut être méditée à l'avance et conçue tout entière; mais son exécution est progressive et se trouve autorisée par les événements qui ont lieu chaque jour. Mais, enfin, supposez que Wurmser fût arrivé à Vérone, eût passé l'Adige, l'armée française avait toujours une retraite assurée sur la Chiese et sur Brescia, trois journées plus en arrière. Cette opération était donc conforme à toutes les règles de la guerre, audacieuse, il est vrai, mais bien raisonnée.

Cinquième observation. — 1° La cour de Vienne ne se laissa point décourager par la mauvaise issue du second plan qu'elle avait prescrit

à Wurmser. Alvinzi, en novembre, déboucha avec deux corps d'armée : l'un par le Tyrol, commandé par Davidovich, et l'autre par le Vicentin, commandé par lui-même. Rien de plus fautif que ce plan; pour y remédier, il eût dû, aussitôt qu'il fut maître de Bassano, et Davidovich de Trente, faire venir celui-ci par les gorges de la Brenta sur Bassano, laissant les milices tyroliennes sur Trente, et se présenter sur l'Adige avec toute son armée réunie.

2° En occupant la position de Caldiero, il eût dû établir des postes dans les marais d'Arcole et vis-à-vis de Ronco. Il pensa mal à propos que ces marais étaient impraticables; ce qui permit d'y construire un pont et d'y faire déboucher l'armée par la rive gauche sur ses derrières sans qu'il en fût informé.

3° Les communications entre le corps d'Alvinzi et celui de Davidovich étaient si difficiles, que, bien qu'ils ne fussent éloignés que de dix ou douze lieues de Caldiero à Rivoli, ils furent plus de huit jours sans pouvoir communiquer. Le système du pays au nord de Vérone est extrêmement âpre; il n'y a aucune communication.

4° Alvinzi avait, sur le champ de bataille de Rivoli, quarante-quatre bataillons, vingt-quatre escadrons et cent trente pièces de canon, en tout 50,000 hommes sous les armes. Mais il fit déboucher vingt bataillons et toute son artillerie, 25,000 hommes, avec ses voitures et ses bagages, par la vallée de l'Adige, savoir : une colonne par la rive gauche, commandée par Vukassovich, forte de six bataillons, se dirigeant sur la Chiusa, où elle fut arrêtée par cent hommes en position dans ce fort; elle ne servit à rien. La colonne qui déboucha par la rive droite de l'Adige y arriva, en passant cette rivière au pont de Dolce; elle longea pendant une lieue le pied du Monte-Magnone, resserrée entre cette montagne et la rivière. Dans plusieurs endroits il n'y a que la largeur de la route; le revers du Monte-Magnone est presque perpendiculaire à l'Adige; il n'y a aucune issue jusqu'au pied de la chapelle San-Marco; d'un côté est le plateau de Rivoli, de l'autre la chaussée de Trente à Peschiera, qui, arrivée au pied du plateau de Rivoli, traverse l'Osteria-della-Dogana et le petit hameau d'Incanal; mais ce chemin est dominé par le revers de la chapelle San-Marco du côté du nord, et par les revers du plateau de Rivoli du côté du midi.

Avec les vingt-quatre autres bataillons sans cavalerie et sans artillerie, c'est-à-dire avec moins de 25,000 hommes, Alvinzi franchit les hauteurs de Monte-Baldo, occupa tout l'espace compris entre le Monte-Magnone et le lac de Garda. Ces dispositions étaient contraires au grand principe qui veut qu'une armée soit, tous les jours et à

toute heure, en état de combattre. Or Alvinzi n'était point en état de combattre à son arrivée sur ces montagnes, ni pendant le temps qu'il lui fallait pour arriver au plateau de Rivoli ; car, pour qu'une armée soit en état de combattre, il faut qu'elle soit réunie; mais les vingt bataillons qui longeaient la vallée de l'Adige étaient séparés et ne pouvaient se réunir qu'après avoir pris le plateau de Rivoli. Une armée, pour se battre, a besoin de sa cavalerie et de son artillerie; or la cavalerie et l'artillerie, qui étaient sous les ordres de Quosdanovich, ne pouvaient joindre l'armée que par le plateau de Rivoli. Alvinzi supposait donc qu'il ne serait point obligé de se battre depuis la Corona jusqu'à Rivoli, et cela ne dépendait pas de lui. Il avait exposé vingt-quatre bataillons sans cavalerie et sans artillerie à être attaqués par toute l'armée française, forte de 20,000 hommes d'infanterie, de 2,000 chevaux, avec soixante pièces de canon; cette lutte n'était pas égale. Mais le maréchal Alvinzi croyait n'avoir affaire qu'à la division Joubert, de 9,000 hommes, qui, étant chargée de garder tout le pays de la Corona à Rivoli et depuis le lac de Garda jusqu'à l'Adige, serait obligée de placer au moins 3,000 hommes à Rivoli, pour défendre le plateau et empêcher Quosdanovich de déboucher par la vallée de l'Adige. Alvinzi avait dans les mains 25,000 hommes contre 5 ou 6,000; il détacha en conséquence la division Lusignan, qu'il fit passer entre Monte-Baldo et le lac de Garda, pour se porter sur Monte-Pipolo et tourner le plateau de Rivoli. Il ne lui resta plus alors que 18,000 hommes contre Joubert, qui n'en pouvait avoir que 9,000 sur Monte-Baldo et Monte-Magnone. Cette combinaison eût été fort belle si les hommes, comme les montagnes, étaient immobiles; mais il avait oublié le proverbe populaire, que, « si les montagnes sont immobiles, les hommes marchent et se rencontrent ». Les tacticiens autrichiens ont toujours abondé dans ce faux système; le conseil aulique, qui avait rédigé le plan de Wurmser, supposait que l'armée française était immobile, fixée à la place de Mantoue : cette supposition gratuite entraîna la perte de la plus belle armée de la maison d'Autriche. Lauer, qui dirigeait les opérations d'Alvinzi, s'imagina que la division Masséna serait contenue par la division qui débouchait par Caldiero, et resterait fixe, clouée aux remparts de Vérone; qu'enfin le général en chef ne comprendrait pas l'importance de prévenir l'armée sur le plateau de Rivoli.

5° Qu'eût dû faire Alvinzi? Marcher de manière que tous les jours, à toutes les heures, il pût se battre. A cet effet, 1° tenir ses quarante-quatre bataillons sur les montagnes, entre Monte-Magnone et le lac de Garda, de manière qu'ils fussent réunis en communication et ne

formassent qu'une seule masse; 2° y réunir également ses trente escadrons de cavalerie, car c'est un préjugé que de supposer que la cavalerie ne passe pas partout où passe l'infanterie; enfin avoir à chaque colonne des pièces sur affûts-traîneaux; 3° ne faire de dispositions pour attaquer la division Joubert que le matin même de l'attaque, après l'avoir reconnue et s'être assuré de l'état des choses par le retour des reconnaissances, le rapport des déserteurs, des prisonniers et des espions.

Car il est de principe qu'il ne faut faire aucun détachement la veille du jour d'une attaque, parce que, dans la nuit, l'état des choses peut changer, soit par des mouvements de retraite de l'ennemi, soit par l'arrivée de grands renforts qui le mettent à même de prendre l'offensive et de rendre funestes les dispositions prématurées que vous avez faites.

On est souvent trompé à la guerre sur la force de l'ennemi qu'on a à combattre. Les prisonniers ne connaissent que leurs corps; les officiers font des rapports bien incertains; c'est ce qui a fait adopter un axiome qui remédie à tout :

Qu'une armée doit être, tous les jours, toutes les nuits et toutes les heures, prête à opposer toute la résistance dont elle est capable; ce qui exige que les soldats aient constamment leurs armes et leurs munitions; que l'infanterie ait constamment avec elle son artillerie, sa cavalerie, ses généraux; que les diverses divisions de l'armée soient constamment en mesure de se soutenir, de s'appuyer et de se protéger; que dans les camps, dans les haltes et dans les marches, les troupes soient toujours dans des positions avantageuses, qui aient les qualités exigées pour tout champ de bataille, savoir : 1° que les flancs soient appuyés; 2° que toutes les armes de jet puissent être mises en jeu dans les positions qui leur sont le plus avantageuses. Pour satisfaire à ces conditions, lorsqu'on est en colonne de marche, il faut avoir des avant-gardes et des flanqueurs qui éclairent en avant, à droite et à gauche, assez loin pour que le corps principal puisse se déployer et prendre position.

Les tacticiens autrichiens se sont constamment éloignés de ces principes en faisant des plans basés sur des rapports incertains et qui même s'ils eussent été vrais au moment où ils arrêtaient les plans, cessaient de l'être le lendemain ou le surlendemain, c'est-à-dire lorsqu'ils devaient être exécutés.

Un grand capitaine doit se dire plusieurs fois par jour : Si l'armée ennemie apparaissait sur mon front, sur ma droite ou sur ma gauche, que ferais-je? S'il se trouve embarrassé, il est mal posté,

il n'est pas en règle : il doit y remédier. Si Alvinzi se fût fait cette demande, « Si l'armée française vient à ma rencontre avant mon arrivée à Rivoli, et lorsque je n'aurai à lui opposer que la moitié de mon infanterie, point de cavalerie, point d'artillerie, » il se fût répondu : « Je serai battu par des forces inférieures aux miennes. » Comment l'exemple de ce qui s'était passé à Lodi, à Castiglione, à la Brenta, à Arcole, ne le rendit-il pas plus circonspect?

6° Alvinzi déboucha en janvier 1797. Mantoue était aux abois. Il opéra avec deux corps : le premier se porta sur Monte-Baldo, il y commandait en personne; l'autre sur le bas Adige, commandé par Provera. Le succès de Provera devait être sans résultat si Alvinzi était battu. On aggrava ces fautes du plan de campagne, en liant les deux attaques par une attaque centrale sur Vérone, qui n'avait aucun but, affaiblissait les deux attaques principales sans les lier, puisque les localités rendaient cela impossible. Il est vrai que les ordres de Vienne étaient que, si Alvinzi était battu et que Provera réussît à débloquer Mantoue, Wurmser passât le Pô avec la garnison de Mantoue et se retirât sur Rome; mais, à moins qu'on ne fût assuré de la coopération du roi de Naples, ce qui n'était pas, cela ne pouvait avoir de résultat.

7° Provera, après avoir surpris le passage de l'Adige à Angiari, eût dû passer sur la rive droite avec tout son corps, la division Bajalich comprise, lever son pont, se diriger sur Mantoue, qui était son seul refuge. Il y serait arrivé avec 20,000 hommes. Au lieu de cela, il n'y arriva qu'avec 8,000, parce qu'il laissa la division Bajalich sur la droite, 2,000 hommes à la garde de son pont, qui furent faits prisonniers, et qu'ayant perdu du temps son avant-garde fut entamée. Arrivé dans la matinée devant Saint-Georges, il aurait dû être entré dans la place avant midi, par la citadelle, où il n'y avait pas de ligne de circonvallation, ou par Pietole, traversant le lac, qui est très-étroit dans cet endroit; il y avait plus de cent bateaux dans le port de Mantoue. Il perdit la journée et la nuit. Dès cinq heures de l'après-midi, Napoléon étant arrivé à la Favorite avec une partie de l'armée de Rivoli, tout se trouvait changé. Provera fut obligé de capituler le lendemain matin. Les Autrichiens, en général, ne connaissent pas le prix du temps.

8° Le général Provera avait été pris à Cosseria, le lendemain de Millesimo; il avait fait preuve de peu de talent; ce qui fut la véritable raison qui engagea Napoléon à l'exalter afin de l'accréditer; cela lui réussit : Provera fut réemployé, et se laissa prendre pour la seconde fois à la Favorite. Il faut donc tenir pour suspectes les

louanges de ses ennemis, à moins qu'elles ne soient données après la cessation des hostilités.

Sixième observation. — 1° On a dit que le pont de l'Adige devait être placé à Albaredo, et non à Ronco; on a eu tort. Kilmaine n'avait dans Vérone que 1,500 hommes. Après avoir passé le pont à Ronco, avant de marcher sur Arcole, on envoya une reconnaissance sur la digue de Porcile et on s'empara de ce village, où se porta Masséna, qui se trouva ainsi placé à deux lieues sur les derrières du maréchal Alvinzi. Si ce maréchal eût marché le même jour sur Vérone, comme cela était probable, l'armée française l'eût suivi en queue; il n'y avait aucun obstacle qui les séparât, et Alvinzi eût été acculé sur Vérone. Si le pont eût été placé vis-à-vis Albaredo, sur la gauche de l'Alpone, cette rivière ou les marais d'Arcole eussent couvert la marche d'Alvinzi, et lui eussent donné le temps de forcer Vérone. Les circonstances étaient si délicates! L'opération de passer sur les derrières d'Alvinzi à Ronco est audacieuse, mais à l'abri de tout inconvénient; celle de passer l'Adige à Albaredo est téméraire, hasardeuse; elle compromettait Vérone et l'armée.

2° Pourquoi, le premier et le second jour, a-t-on abandonné Arcole? Pour pouvoir lever le pont de Ronco à minuit, si les nouvelles de Rivoli l'exigeaient, marcher alors sur Roverbella, et y arriver avant Davidovich. Si celui-ci arrivait devant Mantoue avant l'armée française, tout était perdu; si l'armée française y arrivait avant lui, tout était gagné. Réuni à Vaubois, le général en chef eût battu Davidovich, l'eût rejeté dans le Tyrol, et fût revenu sur l'Adige avant qu'Alvinzi eût pu passer cette rivière.

3° Il fallait, a-t-on dit encore, jeter, le premier jour, un pont sur l'Alpone et déboucher en plaine; il le fallait faire au moins le deuxième jour. Non. Ce ne fut que le troisième jour de cette bataille que l'armée ennemie fut suffisamment affaiblie, démoralisée, pour qu'on pût espérer de la battre en ligne déployée. Ce fut même contre l'opinion des généraux, qui trouvaient cette manœuvre trop hardie, et après avoir hésité une heure, que Napoléon en donna l'ordre le troisième jour. Il faut bien se rappeler que l'armée française avait été affaiblie par la bataille de la Brenta, par celle de Caldiero; elle ne comptait plus que 13,000 hommes, et la première et la deuxième journée d'Arcole l'avaient encore réduite. On ne peut comprendre les manœuvres de cette bataille qu'en connaissant bien le système topographique de Rivoli, Vérone, Castelnovo, Mantoue, Ronco, Caldiero, Villanova et Vicence.

4° La capitulation accordée à Wurmser est sans exemple. Napoléon s'y détermina par un sentiment de générosité pour ce vieux maréchal, qui eût pu être son grand-père, par le désir d'acquérir la réputation de clémence envers le vaincu, enfin pour témoigner toute son indignation de l'ordre que le Directoire lui avait envoyé de traiter ce respectable maréchal comme un émigré pris les armes à la main, étant natif d'Alsace.

5° Napoléon aurait dû faire occuper le plateau de Rivoli, la Corona, la chapelle San-Marco, et la Rocca-d'Anfo, par de bons ouvrages en bois et même en maçonnerie. L'Adige est chargé de trains de bois que le commerce fait descendre du Tyrol pour les porter à Ferrare et à Venise; la chaux et la pierre y sont très-abondantes; Vérone et Brescia offrent toute espèce de ressources. En six semaines on eût pu établir sur le plateau de Rivoli, à la chapelle San-Marco, à la Corona, à la Rocca-d'Anfo, quatre forts, qui, armés chacun d'une quinzaine de pièces de canon et de 4 à 500 hommes de garnison, eussent mis ces quatre débouchés à l'abri de toute surprise et de tout coup de main; cela eût valu à l'armée plus qu'un renfort de 15,000 hommes. On dit qu'après l'opération de Wurmser en août, où l'on avait éprouvé le danger que pouvait faire courir à l'armée le débouché de la Chiese, Napoléon donna l'ordre qu'on occupât la Rocca-d'Anfo, mais que les ingénieurs se jetèrent dans des plans trop étendus; qu'il eût fallu un an de travail pour les exécuter. Mais évidemment cette opinion des ingénieurs était erronée; à la guerre, le chef seul comprend l'importance de certaines choses, et peut seul, par sa volonté et par ses lumières supérieures, vaincre et surmonter toutes les difficultés.

6° Mantoue tomba enfin après huit mois d'investissement. Des ingénieurs italiens avaient proposé de détourner les eaux du Mincio, et, par ce moyen, de dessécher les lacs de Mantoue, ce qui eût privé cette place de sa principale défense. Cette opération fut tentée par les Visconti dans leurs guerres contre les ducs de Mantoue; mais ils n'étaient pas maîtres de Peschiera; et d'ailleurs les ingénieurs milanais conduisirent leurs travaux sur de faux principes : ils essayèrent de barrer le Mincio par des digues, que la rivière finit par enlever. On sait assez qu'il ne faut pas s'opposer directement au cours des eaux; c'est en le caressant et en se soumettant à tous ses caprices, que les Hollandais ont assujetti l'Océan. C'eût été en dérivant les eaux dans le Tartaro et la Molinella qu'on eût réussi.

7° Pour raccourcir la ligne de l'Adige, on a plusieurs fois indiqué, comme un moyen efficace, de couper la digue de la rive droite de

cette rivière, près Legnago. Les eaux dérivées se mêleraient avec celles du Tartaro et de la Molinella et feraient un marais de tout le pays compris entre l'Adige, de Legnago au Pô. Mais les résultats d'une pareille opération seraient funestes à cette province. Lors de la deuxième attaque d'Alvinzi et de Provera, en janvier, ce projet fut présenté à Napoléon, qui ne crut pas que l'urgence des circonstances pût l'autoriser à une pareille dévastation. Les Anglais n'en ont pas agi avec cette modération en Égypte. Pour obtenir un avantage de peu d'importance, ils ont coupé la digue du lac Ma'dyeh et fait entrer la Méditerranée dans le lac Mareotis, ce qui faillit entraîner la ruine d'Alexandrie.

Septième observation. — L'armée française qui marcha sur Rome ne comptait que 4,000 Français; elle était, il est vrai, de 9,000 hommes, en y comprenant les bataillons de nouvelle levée, milanais et bolonais, qui ne pouvaient pas encore être présentés en ligne contre des troupes régulières. Les efforts de la cour de Rome furent assez grands, mais produisirent peu de résultats. Quand une nation n'a pas de cadres et un principe d'organisation militaire, il lui est bien difficile d'organiser une armée. Si la France, en 1790, a mis si promptement sur pied de bonnes armées, c'est qu'elle avait un bon fond, que l'émigration l'améliora plutôt qu'elle ne le détériora. La Romagne et les montagnes de l'Apennin étaient fanatisées; l'influence des prêtres et des moines était toute-puissante; les moyens des missions, des prédications et des miracles étaient efficaces. Les peuples de l'Apennin sont naturellement braves; on y retrouve quelques étincelles du caractère des anciens Romains. Cependant ils ne purent opposer aucune résistance à une poignée de troupes bien disciplinées et bien conduites. Le cardinal Busca citait à tout propos la Vendée. La Vendée s'est trouvée dans des circonstances particulières; la population était guerrière, et contenait un grand nombre d'officiers et de sous-officiers qui avaient servi dans l'armée; tandis que les troupes qu'on envoyait contre elle avaient été levées dans les rues de Paris, commandées par des hommes qui n'étaient pas militaires, et qui ne firent que des sottises; ce qui insensiblement aguerrit les Vendéens. Enfin les mesures extrêmes adoptées par le Comité de salut public et les jacobins ne laissèrent pas à ces peuples de *mezzo-termine* : mourir pour mourir, encore valait-il mieux se défendre. On conçoit très-bien que si, dans cette guerre contre le Saint-Siége, au lieu d'employer des calmants et de remporter des victoires, on eût d'abord éprouvé des défaites et qu'on eût recouru à des moyens extrêmes et

sanguinaires, une Vendée eût pu s'établir dans l'Apennin. La rigueur, le sang, la mort, créent des enthousiastes, des martyrs, enfantent les résolutions courageuses et désespérées.

Huitième observation. — 1° Le prince Charles, dans la campagne de 1797, voulant couvrir Vienne et Trieste, devait réunir toutes ses forces dans le Tyrol, où il eût trouvé un appui dans les localités et dans l'esprit des habitants. Il eût été à portée de recevoir promptement ses renforts de l'armée du Rhin. Tant qu'il se serait maintenu dans le Tyrol, il n'avait pas à craindre que l'armée française se portât sur l'Isonzo. Au premier mouvement qu'elle eût fait sur la Piave, il l'eût rappelée en passant l'Avicio et en s'emparant du Trentin. Cela eût donc obligé le général français à porter la guerre dans le Tyrol avec toute son armée, opération bien difficile et bien chanceuse. Si le quartier général du prince Charles, au lieu d'être à Conegliano, eût été à Bolzano; si les 40,000 hommes qu'il avait sur la Piave et le Tagliamento eussent été sur l'Avicio, Vienne et Trieste eussent été parfaitement couverts. Rien ne l'eût empêché cependant d'armer et d'occuper la place forte de Palmanova, et d'en faire le point d'appui d'une division de 5 ou 6,000 hommes de toutes armes, chargée d'observer la Piave et le Tagliamento.

2° Les projets de Napoléon à la bataille du Tagliamento ne pouvaient pas être douteux : il voulait s'emparer du col de Tarvis. Ce n'est donc pas à Codroipo que l'archiduc devait porter son quartier général, mais sur les hauteurs de San-Daniele, afin de pouvoir opérer au besoin sa retraite sur Pontebba et les hauteurs de Tarvis.

3° Après la journée du Tagliamento, il n'eût pas dû diriger sa retraite, par les gorges de Cividale et de l'Isonzo, sur Tarvis, puisque déjà Masséna en était maître ; ce qui entraîna la perte de toutes les troupes qu'il engagea dans cette fausse direction, et ruina son armée.

4° La place de Gradisca n'était pas tenable aussitôt que l'Isonzo était passé. Les bataillons qu'il avait mis dans cette place ont donc été sacrifiés sans raison ; ils ne retardèrent pas la marche de l'armée française d'un seul moment.

5° Puisque l'archiduc avait un grand intérêt, en avril, à gagner trois ou quatre jours pour donner le temps à Kerpen et à Spork de le joindre, que déjà il était à Mureau, à une journée de Scheifling, il devait profiter du moyen que lui offrait le général français de gagner ce temps en lui proposant la paix. Il eût dû répondre par une adhésion sincère de sa part, par la promesse d'y employer son influence et la demande d'un armistice pour se rendre à Vienne, en

parler lui-même à l'empereur; l'armistice eût été signé. Mais il fit une réponse louche, froide, et, vingt-quatre heures après, il se ravisa pour demander une suspension d'armes; il n'était plus temps; son but était trop évident.

Neuvième observation. — 1° « La marche en Allemagne par deux lignes d'opération, celles du Tyrol et de Pontebba, n'est-elle pas contre le principe qu'une armée ne doit avoir qu'une seule ligne d'opération? La réunion de ces deux corps d'armée dans la Carinthie, si loin du point de départ, n'est-elle pas contraire au principe de ne jamais réunir ses colonnes devant et près de l'ennemi? N'eût-il pas été préférable de laisser 7 ou 8,000 hommes en avant de Trente sur la défensive, et de réunir sur la Piave 10 ou 12,000 hommes de plus? Par ce plan, on évitait de porter la guerre dans le Tyrol, théâtre difficile; on ne s'exposait pas aux chances défavorables à une réunion, et dès le début des opérations toutes les forces étaient concentrées. »

L'un et l'autre des principes ci-dessus indiqués n'ont point été violés. Si l'on n'eût laissé que 8,000 hommes à Joubert sur l'Avicio, il eût été attaqué, et le corps d'armée de Davidovich serait arrivé à Vérone avant que l'armée française fût arrivée à Villach. Pour que Joubert pût se maintenir sur l'Avicio, il lui fallait au moins 14,000 hommes. Il parut préférable de ne lui rien ôter, et de profiter de la supériorité de forces que cela lui donnait sur l'armée de Davidovich pour la battre, l'entamer, l'affaiblir et la pousser au delà du Brenner. Le Tyrol est un théâtre difficile, mais il est funeste au vaincu. Les troupes françaises avaient acquis une grande supériorité sur les troupes allemandes.

On n'entra pas en Allemagne par deux lignes d'opération, puisque le Pusterthal est en deçà de la crête supérieure des Alpes, et qu'aussitôt que Joubert eut passé Lienz, la ligne d'opération fut celle de Villach et de Pontebba. On ne fit pas la jonction des deux corps d'armée devant l'ennemi, car, lorsque Joubert quitta Brixen pour se porter, par un à-droite, sur Spital, par le Pusterthal ou la vallée de la Drave, le principal corps de l'armée était arrivé à Klagenfurt et avait des patrouilles jusqu'à Lienz. L'archiduc ne pouvait donc imaginer aucune manœuvre pour s'opposer à cette jonction. Joubert, jusqu'à la bataille du Tagliamento, resta sur la défensive. Après cette bataille, il attaqua, battit et détruisit la plus grande partie du corps de Davidovich et le repoussa au delà du Brenner : ce qui était sans inconvénient, puisque, battu, il se serait simplement retiré de po-

sition en position jusqu'en Italie. Lorsqu'il apprit que l'armée avait passé les Alpes juliennes et la Drave, il fit son mouvement de jonction par le Pusterthal; ce qui était aussi sans inconvénient. Cette opération, ainsi exécutée en trois temps, était conforme à toutes les règles : elle devait avoir et eut, en effet, toute espèce d'avantages.

2° On a demandé pourquoi la division Serurier et le quartier général n'ont pas appuyé la division Guieu, en se dirigeant du champ de bataille du Tagliamento sur Cividale et Caporetto, prétendant que la division Bernadotte seule suffisait pour suivre la gauche de l'ennemi sur Palmanova et Gorizia.

De Cividale à Tarvis, en passant par Caporetto, la route n'offre qu'un défilé. La division Guieu, qui comptait 8,000 combattants et de très-bonnes troupes, était plus que suffisante pour pousser le corps de Bajalich jusqu'à Caporetto. Mais, comme la direction que l'archiduc donna à ce corps était fautive, et qu'elle entraînait sa ruine si, arrivé à Caporetto, Bajalich persistait à marcher dans la direction de Tarvis, on supposa que l'archiduc se raviserait et lui enverrait l'ordre, à Caporetto, de descendre sur Gradisca pour revenir sur la Carniole; ce qui décida Napoléon à se diriger sur Palmanova et Gradisca avec les divisions Serurier et Bernadotte. De Gorizia, il envoya la division Bernadotte dans la Carniole, à la suite de la gauche du prince Charles, et se porta avec la division Serurier sur Caporetto. Si le corps de Bajalich, au lieu de remonter l'Isonzo, le descendait pour chercher son salut par Gorizia, il serait attaqué en tête, dans le temps que Guieu en pousserait l'arrière-garde : ce corps était pris. Si, au contraire, sans s'embarrasser de la position de Masséna, qui occupait Tarvis, il s'y portait, ce qui arriva effectivement, la division Serurier se trouvait en deuxième ligne derrière Guieu. Napoléon avait ainsi pourvu à toutes les suppositions.

3° La division Bernadotte se porta sur Laybach, parce qu'il fallait soumettre la Carniole, se saisir de Trieste et des mines d'Idria, chasser de la Carniole et pousser au delà de la Drave la gauche du prince Charles; mais immédiatement après, lorsque ces buts furent remplis, cette division se porta, par un à-gauche, pour joindre l'armée. Le général français se garda bien de la diriger, comme beaucoup de généraux l'eussent fait, par Cilli et Grætz, sur le Semring, puisque alors cette division ne se fût pas trouvée en mesure de soutenir l'armée dans tous les combats qui eurent ou qui pouvaient avoir lieu à Judenburg, Bruck, etc. La marche de la division Bernadotte sur Grætz, qui, si elle se fût faite sans inconvénient, pouvait avoir quelque avantage, eût été contre les règles; la marche qu'elle

a tenue est, au contraire, conforme aux principes de concentration, qui sont les vrais principes de la guerre.

4° Napoléon se résolut à conclure le traité de Leoben et à s'arrêter sur le Semring, parce que, comme on l'a vu, une lettre du Directoire lui avait fait connaître qu'il ne devait pas compter sur la coopération des armées du Rhin. Si, au lieu de cela, le gouvernement lui eût mandé que cette coopération aurait lieu, ne fût-ce qu'au mois de juin, il eût attendu et n'eût point conclu la paix, car sa position était bonne : il avait sous sa main, dans la Carinthie, près de 60,000 hommes, et sur l'Adige des réserves plus que suffisantes pour dissiper les insurrections des Vénitiens et contenir les levées du Tyrol; dès lors il désirait entrer dans Vienne.

5° L'ordre de mouvement donné à Joubert, après la bataille du Tagliamento, d'entrer dans le Tyrol et de se porter à Villach en Carinthie par le Pusterthal, fut communiqué à Lallement, ministre de France auprès de la république de Venise, pour qu'il fût en mesure de prévenir la commotion que l'on redoutait : aussitôt que les oligarques sauraient que le Tyrol était évacué, ils croiraient les Français battus et se précipiteraient dans de fausses mesures. Lallement eut, avec les Sages qui lui furent députés, des conférences à cet effet; il leur montra la copie des instructions données à Joubert. Cela fit quelque effet; mais cette communication était trop tardive : le sénat avait pris secrètement son parti depuis trente-six heures, dans la croyance de la destruction du corps de Joubert. Ce retard de trente-six heures a été la principale cause de la ruine de la république de Venise. A quoi tient la destinée des États!

6° Des militaires étrangers, mal instruits des faits, ont blâmé Napoléon d'avoir laissé les divisions Victor et Kilmaine dans les Marches et la Romagne pour observer l'armée du Pape et Naples, ce qui, disaient-ils, était inutile, puisque la paix était rétablie avec ces puissances.

Le général Kilmaine commandait sur l'Adige, son quartier général était à Vérone, quand l'insurrection de cette ville et l'arrivée du général Fioravanti le mirent dans la nécessité d'ordonner aux commandants des forts de s'enfermer : il quitta l'Adige et se retira sur le Mincio avec 6 ou 700 hommes, cavalerie, artillerie et infanterie, ne voulant pas se laisser cerner, voulant protéger Brescia et maintenir ses communications avec Mantoue et Peschiera. La division du général Victor était de 8,000 hommes, dont 3,000 Milanais sous les ordres du général Lahoz. Elle eut ordre de se porter sur l'Adige pour former un corps d'observation et contenir les Vénitiens. Victor

se fit précéder par le général Lahoz et retarda sa marche d'une quinzaine de jours avec la brigade française, soit qu'en effet il n'eût pas senti l'importance d'accélérer son mouvement, soit que ce temps lui fût nécessaire pour l'exécution des articles de Tolentino, soit pour toute autre raison indigne de fixer l'attention de l'histoire. Il est de fait que ces quinze jours de retard furent seuls la cause des massacres de Vérone. Peut-être Pesaro et son parti eussent-ils été plus circonspects s'ils avaient vu la division de ce général cantonnée sur l'Adige, comme cela devait être; cela eût été fort heureux pour le sénat et eût prévenu sa ruine. Le Pape avait congédié son armée; elle était sur le pied de paix et ne donnait plus aucune inquiétude. Les troupes de Bologne étaient plus que suffisantes pour occuper la Romagne et contenir tous les malveillants sur la rive droite du Pô. On n'a donc jamais eu l'idée de laisser un seul homme en observation sur le Rubicon. Cependant on ne conteste pas les dates. La paix de Tolentino est du 19 février 1797; la bataille du Tagliamento, du 16 mars; les préliminaires de Leoben, du 18 avril.

NOTES[1]

SUR

LE TRAITÉ DES GRANDES OPÉRATIONS MILITAIRES

PAR LE GÉNÉRAL BARON JOMINI.

I. Bataille de Montenotte. — II. Bataille de Lodi. — III. Bataille de Castiglione. — IV. Bataille de Bassano. — V. Bataille d'Arcole. — VI. Bataille de Rivoli. — VII. Campagne d'Allemagne de 1797.

Cet ouvrage est un des plus distingués qui aient paru sur ces matières. Nous avons recueilli de la bouche de Napoléon diverses observations sur les campagnes de 1796 et 1797, qui peuvent être utiles à l'auteur pour ses prochaines éditions, et qui intéresseront les militaires.

BATAILLE DE MONTENOTTE.

1° L'armée autrichienne, en avril 1796, était forte de quarante-deux bataillons et quarante-quatre escadrons; quelques-uns de ces bataillons étaient de 1,500 hommes. L'armée piémontaise, compris l'artillerie et la cavalerie, était de 30,000 hommes. La division de cavalerie napolitaine était de 2,000 hommes. Ces armées réunies avaient 80,000 hommes sous les armes et deux cents pièces de canon. L'armée française était de 28,000 hommes d'infanterie, 3,000 de cavalerie et trente pièces de canon attelées; total, 31,000 hommes en campagne.

2° Les demi-brigades de l'armée d'Italie n'ont pris les numéros qu'elles ont portés jusqu'en 1805 qu'au mois de juin 1796; avant cette époque, elles portaient des numéros anciens qui sont oubliés.

3° A la bataille de Montenotte, le général Argenteau, commandant le centre de Beaulieu, avait 18,000 hommes, dont 5,000 Piémontais.

4° A la bataille de Millesimo, les Autrichiens avaient 21,000

[1] Ces notes sont reproduites d'après une copie trouvée dans les papiers du général Montholon et communiquée par madame la comtesse de Montholon.

hommes; à Dego, ils en perdirent 10,000, dont 8,000 prisonniers, trente pièces de canon et quinze drapeaux. Le chef de l'état-major général, en faisant imprimer l'état des prisonniers, en oublia 2,000 qui avaient déjà été évacués sur Nice, et dont le rôle n'avait pas été remis à l'adjudant général chargé de ce détail.

5° Dans la proclamation du général en chef à l'armée, datée de Cherasco, il y a une erreur d'impression : au lieu de 1,500, il faut lire 15,000 prisonniers.

6° La cavalerie avait passé l'hiver sur les bords du Rhône; mais elle était dans l'état le plus pitoyable, et marchait à la suite des colonnes. Elle fut pourtant utile pour suivre l'ennemi dans les gorges, après qu'il fut mis en déroute, et c'est à elle qu'on dut la grande quantité de prisonniers qui furent faits dans le début de la campagne. Mais alors elle ne pouvait pas lutter en ligne contre la cavalerie autrichienne. Ce n'est que sur le Mincio qu'elle se montra pour la première fois avec avantage, manœuvra en plaine, fit des charges heureuses, et rivalisa avec l'infanterie.

BATAILLE DE LODI.

1° Au lieu de passer le Pô à Plaisance, l'armée d'Italie eût-elle dû effectuer son passage à Crémone? Dans sa marche de Tortone à Plaisance, en descendant la rive droite du Pô, elle prêta, pendant dix-huit lieues, le flanc à l'ennemi, qui, muni d'un équipage de pont, était en position sur la rive gauche : il y aurait eu bien des inconvénients à prolonger encore cette marche de sept lieues. Mais quel en eût été le but? Plaisance, sur la rive droite, peut fournir toutes les ressources d'une grande ville pour faciliter la construction des ponts; Crémone, sur la rive opposée, fût restée au pouvoir de l'ennemi jusqu'à ce que le passage eût été effectué. Plaisance est d'ailleurs le point du Pô le plus près de Milan, dont Crémone est beaucoup plus éloignée et séparée par l'Adda.

Si Beaulieu eût bordé la rive droite de l'Adda, et qu'il eût jeté un pont vis-à-vis de Plaisance, l'armée française se fût trouvée coupée sur les deux rives. Il faut éviter dans ces marches de prêter le flanc à l'ennemi, et, lorsqu'on ne le peut éviter, il faut les faire les plus courtes possible et avec rapidité.

2° Si l'armée française eût eu un équipage de pont, elle serait arrivée sur Milan avant l'armée autrichienne; mais elle perdit soixante heures pour rassembler les bateaux et construire un pont; ce qui donna le temps au général ennemi de passer l'Adda.

3° Le corps de Colli, qui se dirigeait sur le pont de Cassano,

était en arrière. Napoléon espéra le couper du Mincio; ce qui le décida à brusquer et effectuer de vive force le passage du pont de Lodi. Effectivement, au moment où il forçait le pont, Colli passait à Cassano; il put faire sa retraite sans être inquiété. Si l'armée eût eu un équipage de pont, elle eût passé l'Adda le jour même du combat de Fombio, à la nuit tombante. Napoléon arriva de sa personne jusqu'à une portée de fusil de Pizzighettone; il fit courir en amont et en aval pour rassembler des bateaux, et, s'il eût pu s'en procurer huit ou dix, il eût passé pendant la nuit même, et se fût mis à cheval sur l'Adda.

4° Beaulieu, dans la nuit qui suivit le combat de Fombio, ne tenta point de surprendre Codogno; il ignorait encore ce qui s'était passé l'après-midi, et se croyait encore maître de Fombio : il venait tout simplement se cantonner à Casal-Pusterlengo pour y passer la nuit. Un de ses régiments de cavalerie, qui voulut s'établir à Codogno, donna dans les bivouacs de la division Laharpe; il fut reçu par une vive fusillade, et se retira en toute hâte. Le général Laharpe sortit de son camp avec quelques officiers de son état-major, pour recueillir aux premières cassines quelques renseignements sur la force du corps qui venait de se montrer. A une heure après minuit, revenant à son quartier général par un autre chemin que celui par lequel il était parti, il fut accueilli par un feu de file et tomba mort, percé par les balles de ses propres soldats, qui l'aimaient et furent consternés de leur méprise.

5° Le général Colli, qui commandait les Piémontais, était un officier de l'armée autrichienne; il ne quitta donc pas le service du roi de Sardaigne après l'armistice de Cherasco.

6° La division Augereau passa effectivement le Mincio sur le pont de Borghetto. Les démonstrations près de Peschiera étaient une fausse attaque pour fixer l'attention du général Liptai pendant qu'Augereau manœuvrait pour lui couper le chemin de Vérone.

7° Il y avait dans le fort Urbano 800 soldats du Pape et non pas 200. Ce fait est bien peu important en lui-même; nous ne le relevons que par respect pour la vérité.

Nous ne savons qui a dit que l'armée n'eût pas dû s'arrêter sur l'Adige, qu'elle eût dû passer les Alpes juliennes et se porter sur Vienne; mais cela est bien absurde.

Après la bataille de Lodi, Napoléon reçut un arrêté du Directoire qui lui ordonnait de marcher sur Rome et Naples avec 20,000 hommes, et de laisser son armée à Kellermann, qui viendrait commander le blocus de Mantoue. Il représenta avec énergie les vices de ce

projet et offrit sa démission, ne voulant pas être l'instrument de la perte de son armée. Le gouvernement rapporta son arrêté; il avait été séduit par l'appât, irrésistible pour les hommes de la révolution, de voir flotter le drapeau français sur le Capitole, et de punir la cour de Naples de ses nombreuses offenses.

La politique avait dicté sa conduite avec le roi de Sardaigne; mais ces ménagements entraient difficilement dans les têtes de ce temps-là. Ce n'est pas sans peine que Napoléon avait pu faire comprendre toute l'importance de maintenir la tranquillité dans le Piémont; que les révolutions, les révoltes, la fermentation des passions produisent toujours des troubles; que c'était du calme et de la sécurité qu'il fallait sur les derrières d'une armée.

BATAILLE DE CASTIGLIONE.

1° On tient trop compte des rapports du conseil aulique, qui, battu, chercha à pallier l'état des choses. A cette époque, Wurmser n'avait pas moins de 100,000 hommes, dont 15,000 dans Mantoue. L'armée française était de 40,000 hommes, dont 10,000 employés au blocus de cette place; 30,000 formaient l'armée d'observation qui devait tenir en respect une armée de secours de plus de 80,000 hommes. Depuis le 29 juillet jusqu'au 8 août, Wurmser perdit 40,000 hommes, soixante et dix pièces de canon, beaucoup de caissons et de voitures, quinze drapeaux; il changea la garnison de Mantoue, la renforça de 5,000 hommes, et regagna le Tyrol avec moins de 40,000 hommes.

2° Le 31 juillet, Augereau repassa le Mincio à Borghetto avec sa seule division. Serurier leva le blocus de Mantoue, réunit sa division et se porta sur Marcaria. Dans la nuit du 31 juillet au 1er août, Napoléon marcha sur Brescia avec la division Augereau, qui suivait des chemins vicinaux, à travers un pays de bruyères; Masséna, qui ne resta pas à Ponte-San-Marco, marcha parallèlement sur la chaussée de Ponte-San-Marco à Brescia. Sauret resta en position sur les hauteurs entre Lonato et Salo. Le général Pijon, commandant l'arrière-garde de Masséna dans cette marche, tint position sur le bas Mincio avec 1,500 hommes, tiraillant d'une rive à l'autre. L'arrière-garde d'Augereau, commandée par le général de brigade Valette, tint position sur la rive droite du Mincio à la hauteur de Borghetto, et tirailla avec l'autre rive. Le 2 août, à la petite pointe du jour, les divisions Masséna et Augereau firent demi-tour à droite. Après avoir chassé Quosdanovich de Brescia et de toute la plaine, Masséna se porta à Ponte-San-Marco, et trouva son arrière-garde, devenue par ce mou-

vement son avant-garde, déjà acculée sur Lonato, où elle faisait ferme; elle s'était laissé forcer sans raison dans la journée. Telle était la position des choses la veille de la bataille de Lonato.

3° A cette bataille les Autrichiens avaient 30,000 hommes; ils en avaient 18,000 à Castiglione; Liptai formait l'avant-garde; aussi fallut-il au général Augereau toute la vigueur de son excellente division, renforcée de la réserve de cavalerie, pour vaincre, s'emparer de Castiglione et battre l'ennemi. 12,000 hommes étaient opposés à Masséna : ils prirent d'abord Lonato et défirent l'arrière-garde du général Pijon, mais ils furent percés par le centre, repoussés et chassés du champ de bataille. Le 5 août, eut lieu la bataille de Castiglione. Le général Fiorella, qui commandait la division Serurier, ne put faire son mouvement sur les derrières de Wurmser qu'avec 4,000 hommes; il y avait à cette division 3,000 malingres, ruinés par les fièvres des marais, qu'il lui fut impossible d'emmener, et qu'il dut laisser à Marcaria avec les sapeurs, les ouvriers, les caissons et autres voitures attachées à l'équipage de siége. Wurmser avait encore près de 30,000 hommes, une fort belle cavalerie : la nôtre était alors encore inférieure. L'armée française était de 22 à 23,000 hommes, mais c'étaient les mêmes troupes qui s'étaient battues à la Corona, à Lonato et à la bataille du 3; bien des officiers avaient été tués, beaucoup étaient hors de combat : on fit donc dans cette journée tout ce qu'il était possible de faire.

4° Wurmser était un vieux soldat, et avait de bons officiers avec lui; il savait que son plan était trop vaste : mais il le croyait protégé par sa grande supériorité numérique. S'il n'eût eu que des forces égales ou seulement d'un tiers au-dessus, il ne se fût pas autant étendu. S'il eût perdu, à Lonato et à Castiglione, aussi peu de monde qu'on paraît le croire, il n'eût pas abandonné le Mincio, il s'y fût maintenu, la gauche appuyée à Mantoue, la droite au lac de Garda, et, investissant et assiégeant Peschiera, il eût sauvé l'honneur de ses armes. Mais les pertes qu'il avait éprouvées étaient trop considérables, et telles, qu'elles l'obligèrent à rentrer dans le Tyrol et à abandonner l'Italie.

BATAILLE DE BASSANO.

1° Wurmser reçut 15,000 hommes de renfort dans le mois d'août; il lui en restait 40,000 de son ancienne armée; il s'y était joint 10,000 Tyroliens : il avait donc 70,000 hommes dans le commencement de septembre. 30,000, y compris les 10,000 Tyroliens, furent destinés à garder le Tyrol sous Davidovich; 40,000 à ma-

nœuvrer dans les plaines du Bassanais et du Vicentin sur Mantoue; sur ce nombre, 30,000 étaient d'infanterie, le reste de cavalerie et d'artillerie. Davidovich perdit 11,000 hommes à la bataille de Roveredo, dont 9,000 prisonniers; il en avait perdu au combat de la Sarca, et en perdit au combat de Lavis.

2° Au combat de Primolano, on fit des prisonniers de neuf bataillons différents; il y avait, outre les trois bataillons de Croates, six bataillons de ligne; le nombre des prisonniers fut de 4,000, et non de 1,800.

3° La bataille de Bassano a été plus importante qu'on ne la représente; les pertes éprouvées par l'ennemi ont été plus fortes.

4° La division Meszàros arriva devant Vérone, attaqua cette ville et fut repoussée. Le local avait été préparé à cet effet, car le mouvement offensif de Wurmser avait été prévu : une demi-lune avait été construite en avant de la porte de Vicence, et l'enceinte avait été armée d'un grand nombre de pièces d'artillerie. Kilmaine, qui avait été chargé d'observer l'Adige, reçut du général en chef, au moment où celui-ci marchait sur Trente, une instruction fort détaillée, qui le frappa vivement; elle est curieuse et doit se trouver dans ses papiers; tout ce qui arriva sur l'Adige était prévu. Lorsqu'il vit qu'il était menacé, il rappela la garnison de Legnago, et ordonna au général Sahuguet, qui commandait le blocus de Mantoue, de la remplacer. Meszàros demanda alors des renforts à Wurmser, et surtout un équipage de pont; au lieu de cela, il reçut l'ordre de rétrograder en toute hâte sur Bassano; il se rencontra à Vicence avec Wurmser même, qui venait d'être chassé de Bassano.

5° Suivi par la division Masséna, qui marchait directement de Bassano sur Vicence, et par celle d'Augereau, qui était arrivée à Padoue, il se trouvait ainsi acculé à l'Adige; il n'avait pas d'équipages de pont, il les avait perdus à Bassano; il ne lui restait de cette armée de 70,000 hommes que 16,000 hommes fort démoralisés, si ce n'est 6,000 hommes de cavalerie en bon état, qui n'avaient pas souffert et qui étaient pleins de vigueur; sa situation paraissait désespérée, lorsque trois escadrons de cavalerie s'emparèrent du bac d'Albaredo, passèrent sur la rive droite de l'Adige, coupèrent les communications de Legnago avec le blocus de Mantoue, sabrèrent quelques hommes isolés, qui portèrent l'alarme dans Legnago. Selon l'usage des Autrichiens, ce parti de cavalerie répandit partout les bruits les plus alarmants : Napoléon avait péri avec son armée dans les gorges de la Brenta; Wurmser, avec toute son armée victorieuse, arrivait sur Mantoue. Le commandant de Legnago était un chef de

bataillon d'infanterie légère, qui y était avec 500 hommes; il perdit la tête, ajouta foi à ces rapports mensongers, et crut faire un chef-d'œuvre d'évacuer la place, de sauver son bataillon, et de rejoindre Sahuguet sur Mantoue. L'officier de cavalerie autrichienne en fut bientôt instruit; il se jeta sur-le-champ dans Legnago, et, avec ses trois escadrons, s'empara de la ville et du pont, qui, quoique de bois, avait été laissé entier. Cet heureux événement changea la position du vieux maréchal; il ne courait plus la chance de poser les armes. Il se dirigea en toute hâte sur Legnago et passa la rivière, mais eut l'imprudence de perdre un jour. Napoléon arrivait à Arcole, vis-à-vis de Ronco, au même moment où Wurmser entrait dans Legnago : il s'empara du bac, fit passer sur-le-champ la division Masséna, pour profiter de la sécurité où était Wurmser; il espéra encore le prévenir sur la Molinella; il se porta sur Sanguinetto dans le temps qu'Augereau se porta de Padoue sur Legnago. Si l'avant-garde de Masséna ne se fût pas dirigée trop à gauche, sur Cerea, toute la division Masséna serait arrivée à Sanguinetto avant l'ennemi, et Wurmser eût encore été obligé de poser les armes; mais, l'avant-garde ayant barré le chemin à Cerea et n'étant seulement forte que de 500 chevaux et 1,200 hommes d'infanterie légère, n'étant pas soutenue par le corps de la division, qui était sur le chemin de Sanguinetto, Wurmser lui passa sur le ventre et arriva sur la Molinella, où Kilmaine et Sahuguet étaient en position; ils avaient coupé le pont de Castellaro, mais avaient laissé celui de Villimpenta; Wurmser s'y dirigea; le chemin de Mantoue lui fut ouvert : voilà comme il parvint à se sauver.

Au premier coup de canon de l'avant-garde de Cerea, Napoléon, qui était à cheval et qui marchait plus à droite sur la direction de Sanguinetto, comprit ce qui arrivait : il s'y porta au galop afin d'y remédier, s'il en était temps; mais, comme il arrivait, la 4e légère était mise en déroute, et plusieurs milliers d'hommes de cavalerie inondaient la plaine. Une vieille femme, qui instruisit Wurmser qu'il n'y avait pas dix minutes que le général français était là, acheva sa satisfaction; il n'avait eu, disait-elle, que le temps de donner de l'éperon. Le vieux maréchal espéra, non sans quelque fondement, que son adversaire tomberait en son pouvoir. Il recommanda, dit-on, qu'on le lui amenât en vie.

Il paraît que l'auteur a ignoré le combat de Vérone et les événements de Legnago.

La perte de l'armée autrichienne, du 4 au 12 septembre, fut de 30,000 hommes tués ou blessés, et de 14,000 hommes renfermés

dans Mantoue, parmi lesquels le maréchal, tout l'état-major, les administrations, etc.

BATAILLE D'ARCOLE.

1° Au combat du 6 novembre sur la Brenta [1], les généraux Quosdanovich et Hohenzollern furent poussés par la division Augereau sur Bassano. Un effort était nécessaire pour les obliger à repasser le pont et rendre la journée décisive. Napoléon envoya l'ordre à une brigade de réserve d'avancer; mais un bataillon de Croates de 900 hommes, que Quosdanovich avait envoyés en flanqueurs de droite quand il marchait en avant, se trouvant coupé, se jeta et se barricada dans un village sur la chaussée de Vicence à Bassano : la brigade de réserve, accueillie à l'entrée de ce village par une vive fusillade, ne put déboucher; il fallut manœuvrer et amener du canon. Ce village fut enlevé de vive force; mais la brigade perdit deux heures, et la nuit était close quand elle arriva devant Bassano.

2° Le général Kilmaine, qui, pendant la bataille d'Arcole, occupait Vérone, n'avait sous ses ordres qu'un corps de 1,500 hommes, infanterie, cavalerie, artillerie.

3° Le pont sur l'Adige fut jeté vis-à-vis de Ronco, sur la droite de l'Alpone, entre l'embouchure de cette rivière et Vérone, et non vis-à-vis d'Albaredo au-dessous de l'embouchure de l'Alpone, 1° parce que les hussards autrichiens occupaient le village d'Albaredo, et que, si l'on y avait jeté le pont, ils eussent donné l'éveil à Alvinzi; c'était surtout sur une surprise que l'on comptait, tandis que l'ennemi avait négligé d'occuper les marais vis-à-vis de Ronco, se contentant de les faire éclairer par des patrouilles de hussards, qui, deux fois par jour, parcouraient les digues; 2° l'armée française n'était que de 13,000 hommes; elle ne pouvait avoir aucun espoir, dans l'état des choses, de battre 40,000 hommes dans une plaine ouverte où les lignes eussent pu se déployer; mais, sur des digues environnées de marais, les têtes de colonnes seules se battraient; le nombre serait sans influence; 3° Alvinzi se préparait à donner l'assaut à Vérone; son quartier en était à trois lieues; il se pourrait qu'au moment où l'armée française marcherait sur Ronco il marchât pour forcer Vérone : il fallait donc qu'elle passât le Pô au-dessus de l'embouchure de l'Alpone, pour n'avoir aucun obstacle naturel à suivre Alvinzi sur Vérone; si elle eût passé vis-à-vis d'Albaredo, quelques bataillons en position sur la rive droite de l'Alpone auraient suffi pour protéger

[1] La bataille de la Brenta, désignée ici sous le nom de *combat du 6 novembre*, fut livrée le 5 novembre 1796 (15 brumaire an v).

la marche d'Alvinzi sur Vérone; une fois cette ville prise, il était maître de tout; l'armée française serait contrainte alors à la retraite pour se réunir avec Vaubois sur Mantoue.

4° Pourquoi le village d'Arcole fut-il évacué par l'armée française à la fin de la première journée? pourquoi le fut-il de nouveau à la fin de la seconde? Parce que les avantages obtenus dans la première journée, quoique assez considérables, ne l'étaient pas assez pour qu'elle pût déboucher dans la plaine et rétablir ses communications avec Vérone. Cependant il était à craindre que, pendant le jour même qu'elle se battait à Arcole, Davidovich ne se fût porté de Rivoli à Castelnovo, et alors il n'y avait plus de temps à perdre; il fallait que l'armée marchât toute la nuit pour se réunir le lendemain à Vaubois sur Castelnovo et Villafranca, battre Davidovich et sauver le blocus de Mantoue, revenir après, s'il y avait lieu, avant qu'Alvinzi eût passé l'Adige. Napoléon reçut à quatre heures du matin la nouvelle que Davidovich n'avait point bougé la veille; alors il repassa le pont et prit Arcole. A la fin de la seconde journée il fit les mêmes raisonnements; il avait obtenu des avantages réels, mais pas assez décisifs pour pouvoir déboucher en plaine : il se pouvait toujours que Davidovich eût marché sur Vaubois; il fallait être en mesure de se porter au secours de Vaubois et de couvrir le blocus de Mantoue. Ces raisons très-délicates tiennent à des calculs d'heure, et il faut bien connaître l'échiquier de Vérone, de Villanova, de Ronco, de Mantoue, de Castelnovo et de Rivoli, pour les concevoir.

5° On demande pourquoi l'armée française ne jeta point dans la première journée un pont à l'embouchure de l'Alpone, pour déboucher en plaine; pourquoi, du moins, elle ne le fit pas dans la seconde journée : parce qu'elle avait éprouvé des revers depuis huit jours; parce qu'elle ne comptait que 13,000 combattants; parce qu'enfin ce ne fut que le troisième jour, par des succès obtenus successivement, que l'équilibre fut un peu rétabli entre les deux armées. L'état des choses était tel que si, avant d'ordonner les mouvements du quatrième jour, Napoléon eût convoqué un conseil de généraux pour discuter s'il devait pousser sur Villanova et Vicence pour rétablir ses communications avec Vérone par la rive gauche, ou si l'on devait se porter au secours de Vaubois par la rive droite, toutes les opinions eussent été pour le mouvement de la rive droite; et quand, deux heures avant le jour, ses généraux de division reçurent l'ordre de se porter en avant, ils trouvèrent ce mouvement fort hardi. Cependant il fut justifié; car ils ne tardèrent pas à reconnaître que l'ennemi s'était mis en retraite.

BATAILLE DE RIVOLI.

1° Clarke avait réellement une mission près la cour de Vienne. Il était aussi chargé de négocier les intérêts de la minorité du Directoire près de Napoléon. Ce serait une grande erreur de lui supposer la prétention de le remplacer. Le gouvernement était divisé, mais les deux partis étaient également satisfaits de la marche des affaires d'Italie. Clarke n'avait d'ailleurs aucune habitude du commandement. Son genre d'esprit était observateur. Il s'occupa au quartier général à faire des recherches sur les officiers en particulier; cela en mécontenta plusieurs et lui attira des désagréments. Il était homme de travail et intègre.

2° La 59e n'a jamais fait partie de l'armée d'Italie, mais bien la 57e et la 58e.

3° Lorsque Napoléon partit de Rivoli pour se porter à Mantoue, il y laissa les généraux Masséna et Joubert. Dans cette campagne, le projet du conseil aulique était que les opérations d'Alvinzi par Monte-Baldo, et de Provera par le bas Adige, fussent indépendantes l'une de l'autre. L'ordre avait été donné à Wurmser de manœuvrer pour se réunir avec Provera, si Alvinzi réussissait, et de pousser la victoire autant que le permettraient les circonstances; mais, si Alvinzi était battu et que Provera réussît, de profiter des deux ou trois jours où il serait maître du cours du Pô pour le passer avec tout son état-major, tous ses cadres d'artillerie, d'infanterie et de cavalerie, se porter sur Rome, se joindre à l'armée du Pape, augmenter et discipliner ses levées, et obliger ainsi le général français à se diviser en deux masses. Quant à Mantoue, il devait l'approvisionner pour deux mois, s'il pouvait se maintenir maître du Serraglio assez de temps pour cela; si, au contraire, il ne le pouvait pas, il devait abandonner cette place importante, et mener avec lui dans les États du Pape toute l'artillerie et les munitions qu'il lui serait possible d'évacuer.

4° Les armées d'Alvinzi et de Provera étaient plus fortes qu'on ne croit; leurs pertes s'élevèrent à 30,000 hommes tués, blessés ou prisonniers; le nombre de ces derniers montait à 19,000 hommes.

CAMPAGNE D'ALLEMAGNE DE 1797.

1° Il était nécessaire de commencer la campagne avant la fonte des neiges, pour ne pas donner le temps aux ingénieurs autrichiens de couvrir les débouchés des Alpes noriques d'ouvrages de campagne et de mettre en état de défense Palmanova, et aussi pour battre l'archiduc avant qu'il eût été rejoint par les divisions du Rhin.

Pour empêcher l'armée française de passer le Tagliamento, il eût fallu que le conseil aulique eût réuni son armée dans le Tyrol avant le 1er mars, laissant seulement 6,000 hommes en observation sur le Tagliamento. Si le général français se fût alors obstiné à passer cette rivière, l'archiduc eût été le maître de l'arrêter; il l'eût forcé de rétrograder en passant l'Avicio, se portant sur Trente et menaçant Bassano et Vérone. Il était impossible à l'armée française de s'étendre sur sa droite, si l'archiduc se tenait sur la haute Brenta, et elle eût été obligée d'engager la guerre dans le Tyrol; ce qui avait pour lui trois avantages : 1° celui de lui permettre de réunir son armée vingt jours plus tôt; Inspruck est près du Rhin, Conegliano et Sacile en sont très-éloignés; 2° lui donner un champ de bataille à son avantage, dans un pays où la population lui était toute dévouée et fort exaltée; 3° lui donner les moyens de concentrer ses opérations, de recevoir de nouveaux renforts de l'armée du Rhin. Cette seule faute du conseil aulique de réunir l'armée dans le Frioul, au lieu du Tyrol, exposa alors la capitale et décida du sort de la guerre.

2° La position de l'archiduc derrière le Tagliamento, en avant de Codroipo, était mauvaise; il négligeait San-Daniele. Sa retraite, par les gorges de Cividale et sur le bas Isonzo, tandis que Masséna était si près de Tarvis, devait lui être funeste, comme l'événement l'a prouvé.

3° La division Guieu ne se dirigea point sur la Torre, mais sur Udine, Cividale et Caporetto. Le quartier général marcha sur Palmanova et Gradisca, avec les divisions Bernadotte et Serurier. La division Masséna était à Tarvis. On demande pourquoi les divisions Bernadotte et Serurier ne se dirigèrent point sur Cividale pour appuyer la division Guieu : parce que l'archiduc avait dirigé deux divisions et ses parcs par les gorges de Cividale, que la division Guieu était suffisante pour repousser son arrière-garde. Arrivé à Caporetto, ce corps d'armée continuerait sur Tarvis sa première destination, et alors il était perdu et obligé de poser les armes, comme cela effectivement a eu lieu. Ou bien, apprenant que Masséna était sur Tarvis, il descendrait l'Isonzo et se porterait sur Gorizia pour gagner la Carniole : il fallait dans ce cas être en force pour marcher à sa rencontre, le jeter sur Caporetto, où déjà Giueu serait arrivé, et l'obliger à poser les armes dans les gorges de Caporetto.

Tout ce chapitre demande à être résumé; les mouvements ne sont pas exactement décrits.

4° Les instructions du général Joubert prescrivaient, après avoir rejeté le général Kerpen au delà du Brenner, de faire un à-droite,

de descendre la vallée de la Drave et de rejoindre l'armée à Villach. Ce mouvement était régulier, parce que Joubert n'entra en opérations que lorsque déjà l'armée était victorieuse sur le Tagliamento; qu'il ne marcha par sa droite sur la Drave que lorsque déjà le quartier général était à Klagenfurt. Napoléon envoya successivement à sa rencontre, à Lienz et à Spital, son aide de camp Lavallette, et le général Zayonchek avec quelques escadrons de dragons.

5° La division Victor n'a jamais été destinée à rester dans la Romagne. Elle avait fait l'expédition de Rome, il lui fallait le temps d'en revenir. Elle devait prendre position sur l'Adige pour former le noyau d'un corps d'observation contre les Vénitiens. Le retard de quelques jours qu'elle éprouva dans sa marche donna lieu au massacre de Vérone. Il fut l'effet d'une faute du général de division. Les circonstances seules l'ont rendu important. Il eût fallu être bien fou pour laisser des troupes dans la basse Italie.

6° Après le passage du Tagliamento, Napoléon écrivit au Directoire qu'au 15 avril il serait en Allemagne, dans la capitale de la Carinthie; qu'il fallait donc que les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, qui comptaient 150,000 combattants, se missent sans délai en marche et prissent position sur l'Enns; que, arrivées sur cette rivière, il dirigerait le mouvement combiné des trois armées sur Vienne. Le Directoire lui répondit qu'il allait ordonner à ses armées du Rhin d'entrer en opération; que, au moment où il recevrait ce courrier, déjà les hostilités auraient commencé. Mais, le 1er avril, il reçut à Klagenfurt l'avis qu'il ne devait pas compter sur la coopération des armées du Rhin.

Cette nouvelle fit naître en lui bien des soupçons. Il avait conclu un traité offensif et défensif avec le roi de Sardaigne, lui avait garanti ses États et en avait obtenu un contingent de 10,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et vingt-quatre pièces de canon. Cette division, qu'il eût menée en Allemagne, aurait assuré ses derrières; chaque soldat piémontais eût été pour lui un otage. Le Directoire, sans blâmer ce traité, traîna en longueur les ratifications, et la campagne s'ouvrit avant que l'armée eût pu être renforcée de cette division de bonnes troupes. C'était d'autant plus fâcheux que ces 12,000 hommes, ayant été rendus mobiles, étaient dangereux.

Napoléon avait aussi à se plaindre de l'influence qu'exerçait le ministre Quirini. Elle entravait les affaires de Venise. Il se convainquit de la nécessité de faire la paix, et écrivit sa lettre, si connue, à l'archiduc. Tous les courriers de Paris qu'il reçut jusqu'au 18 avril le confirmèrent dans l'idée que les armées d'Allemagne ne bougeaient

point. Il n'apprit leur passage du Rhin qu'après la signature des préliminaires de Leoben, qu'il n'eût signés que dans Vienne s'il avait su que les deux armées françaises du Rhin avaient ordre d'entrer en campagne.

CAMPAGNES D'ÉGYPTE ET DE SYRIE[1].

CHAPITRE PREMIER.

PRISE DE MALTE.

I. Projet de guerre contre l'Angleterre pour la campagne de 1798. — II. Préparatifs et composition de l'armée d'Orient. — III. Départ de la flotte de Toulon (19 mai). — IV. De l'île de Malte et de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem. — V. Moyens de défense de Malte. — VI. Perplexité du grand maître et de son conseil. — VII. Hostilités; combats; suspension d'armes (11 juin). — VIII. Négociation et capitulation (12 juin). — IX. Entrée de l'armée à Malte; organisation de l'île. — X. Départ de l'armée (19 juin).

I. Le traité de Campo-Formio avait rétabli la paix sur le continent. L'empereur d'Allemagne était satisfait des conditions qui lui avaient été accordées. La France était rentrée dans l'héritage des Gaulois : elle avait reconquis ses limites naturelles. La première coalition, qui avait menacé d'étouffer la République à son berceau, était vaincue et dissoute. L'Angleterre restait seule armée. Elle avait profité des calamités du continent pour s'emparer des deux Indes et s'arroger la tyrannie sur les mers. Le Directoire avait rompu les négociations de Lille, convaincu que l'on ne pouvait espérer le rétablissement de l'équilibre aux Indes et la liberté des mers qu'en faisant une campagne heureuse sur mer et dans les colonies.

Plusieurs projets de campagne furent discutés pour l'année 1798. On parla de descente en Angleterre avec des bateaux plats partant de Calais et sous la protection d'un mouvement combiné des escadres françaises et espagnoles. Mais il fallait pour les préparatifs une centaine de millions, que l'état dérangé des finances ne permettait pas d'espérer. D'ailleurs une invasion en Angleterre exigeait l'emploi des

[1] Cette partie des *OEuvres de Napoléon Ier*, qui comprend les campagnes d'Égypte et de Syrie, est reproduite d'après le manuscrit original, portant des corrections de la main de Napoléon, et donné en 1841 par le général Bertrand à la bibliothèque de la ville de Châteauroux.

principales forces de la France; ce qui était prématuré dans l'état d'agitation où se trouvait encore le continent.

Le gouvernement adopta le plan de tenir, dans des camps, sur les côtes de la Manche, 150,000 hommes menaçant l'Angleterre d'une invasion imminente, mais en effet prêts à se porter sur le Rhin si cela devenait nécessaire, pendant que deux petites armées, chacune de 30,000 hommes, agiraient offensivement. L'une serait embarquée sur l'escadre de Brest et opérerait une descente en Irlande, ou 100,000 insurgés l'attendaient; l'autre opérerait dans l'Orient, traversant la Méditerranée, où dominait l'escadre de Toulon. Les établissements anglais aux Indes en seraient ébranlés. Tippoo-Sahib, les Mahrattes, les Sikhs, n'attendaient qu'un signal. Napoléon parut nécessaire à l'armée d'Orient. L'Égypte, la Syrie, l'Arabie, l'Irak, attendaient un homme. Le gouvernement turc était tombé en décrépitude. Les suites de cette expédition pouvaient être aussi étendues que la fortune et le génie du chef qui la dirigerait.

Une ambassade solennelle, avec les moyens nécessaires pour réussir, devait être rendue à Constantinople en même temps que l'armée aborderait en Orient. En 1775, les Mameluks avaient conclu un traité de commerce avec la Compagnie des Indes anglaises; depuis ce moment les maisons françaises avaient été insultées et couvertes d'avanies. Sur les plaintes de la cour de Versailles, la Porte avait envoyé, en 1786, le capitan-pacha Hassan contre les beys; mais depuis la révolution le commerce français était maltraité de nouveau. La Porte avait déclaré qu'elle ne pouvait rien, que les beys étaient *gens avides, irréligieux et rebelles,* et laissa entrevoir qu'elle tolérerait une expédition contre l'Égypte, comme elle avait toléré celles contre Alger, Tunis et Tripoli.

II. Les escadres anglaises avaient évacué la Méditerranée à la fin de 1796, après que le roi de Naples eut fait sa paix. Depuis ce temps, le drapeau tricolore dominait dans l'Adriatique, dans le Levant et jusqu'au détroit de Gibraltar. Le succès de la marche de l'armée d'Orient dépendait du secret avec lequel seraient faits les préparatifs. Napoléon, comme général en chef de l'armée d'Angleterre, visita d'abord les camps de la Manche, paraissant s'en occuper uniquement, mais ne s'occupant que de l'armée d'Orient. Des villes de la Flandre et de la Belgique où il séjourna, il expédia des courriers pour porter ses ordres sur les côtes de la Méditerranée. Il s'était chargé de diriger tous les préparatifs de terre et de mer. La flotte, les convois, l'armée, tout fut prêt en peu de semaines. Il correspondait avec les généraux

Caffarelli à Toulon, Reynier à Marseille, Baraguey d'Hilliers à Gênes, Desaix à Civitâ-Vecchia, Vaubois en Corse. Ces cinq commissaires firent confectionner les vivres, réunir et armer les bâtiments avec une telle activité, que le 15 avril les troupes étaient embarquées dans ces cinq ports. Les commandants n'attendaient plus que les ordres de mouvement.

L'état de situation de ces expéditions était le suivant.

PORTS D'EMBARQUEMENT.	VAISSEAUX DE LIGNE.	FRÉGATES.	CORVETTES et AVISOS.	FLUTES.	HOMMES A BORD.	CHEVAUX A BORD.
Toulon.	13	7	6	106	20,500	470
Marseille.	»	»	2	30	3,200	60
Corse.	»	»	1	20	1,200	»
Gênes.	»	1	1	35	3,100	70
Civitâ-Vecchia. . . .	»	1	1	41	4,300	80
	13	9	11	232	32,300	680

Sur les treize vaisseaux de ligne qui composaient l'escadre, l'amiral était de 120 canons, trois étaient de 80 et neuf de 74. Parmi ceux-ci, *le Guerrier* et *le Conquérant* étaient vieux et mauvais; ils n'étaient armés que de pièces de 18. Parmi les flûtes du convoi il y avait deux vaisseaux vénitiens de 64, quatre frégates de 40 canons, et dix corvettes-avisos, qui lui servaient d'escorte. Le vice-amiral Brueys, officier de l'ancienne marine, qui avait commandé l'année précédente dans l'Adriatique, passait pour un des meilleurs marins de la République. Les deux tiers des vaisseaux étaient bien commandés, mais l'autre tiers l'était par des officiers incapables. L'escadre et l'armée étaient approvisionnées pour cent jours en vivres et quarante jours d'eau.

L'armée de terre était composée de quinze demi-brigades d'infanterie, de sept régiments de cavalerie et de vingt-huit compagnies d'artillerie, d'ouvriers, de sapeurs, de mineurs, savoir : des 2ᵉ, 4ᵉ, 21ᵉ, 22ᵉ demi-brigades d'infanterie légère; des 9ᵉ, 18ᵉ, 19ᵉ, 25ᵉ, 32ᵉ, 61ᵉ, 69ᵉ, 71ᵉ, 80ᵉ, 85ᵉ, 88ᵉ demi-brigades d'infanterie de ligne; chacune de trois bataillons, chaque bataillon de neuf compagnies; des 7ᵉ de hussards, 22ᵉ de chasseurs, 3ᵉ, 14ᵉ, 15ᵉ, 18ᵉ, 20ᵉ de dragons; de seize compagnies d'artillerie; huit compagnies d'ouvriers, de sapeurs, de mineurs; quatre compagnies du train d'artillerie. La cavalerie avait ses selles et brides, et seulement trois cents chevaux. L'artillerie avait triple approvisionnement, beaucoup de boulets, de poudre, d'outils, un équipage de siége et tout ce qui est propre à

l'armement d'une grande côte, douze mille fusils de rechange, des équipements, des harnais pour six mille chevaux. La commission des sciences et arts avait des ouvriers, des bibliothèques, des imprimeries française, arabe, turque, grecque, et des interprètes de toutes ces langues. Infanterie, 24,300 hommes; cavalerie, 4,000; artillerie, 3,000; non-combattants, 1,000; total, 32,300 hommes.

Le général Berthier était chef de l'état-major de l'armée. Le général Caffarelli du Falga commandait le génie et avait sous ses ordres un bon nombre d'officiers les plus distingués de cette arme. Le général Dommartin commandait l'artillerie; sous lui les généraux Songis et Faultrier. Les généraux Desaix, Kleber, Menou, Reynier, Bon, Dugua, étaient les lieutenants généraux. Parmi les maréchaux de camp, on citait les généraux Murat, Lannes, Lanusse, Vial, Vaux, Rampon, Junot, Marmont, Davout, Friant, Belliard, Leclerc, Verdier, Andréossy.

Desaix était l'officier le plus distingué de l'armée; actif, éclairé, aimant la gloire pour elle-même. Il était d'une petite taille, d'un extérieur peu prévenant, mais capable à la fois de combiner une opération et de la conduire dans les détails d'exécution. Il pouvait commander une armée comme une avant-garde. La nature lui avait assigné un rôle distingué, soit dans la guerre, soit dans l'état civil. Il eût su gouverner une province aussi bien que la conquérir ou la défendre.

Kleber était le plus bel homme de l'armée. Il en était le Nestor; il était âgé de quarante-cinq ans. Il avait l'accent et les mœurs allemandes. Il avait servi huit ans dans l'armée autrichienne en qualité d'officier d'infanterie. En 1790, il avait été nommé chef d'un bataillon de volontaires de l'Alsace, sa patrie. Il se distingua au siége de Mayence, passa avec la garnison de cette place dans la Vendée, où il servit un an, fit les campagnes de 1794, 1795, 1796 à l'armée de Sambre-et-Meuse (il en commandait la principale division), s'y distingua, y rendit des services importants, y acquit la réputation d'un général habile. Mais son esprit caustique lui fit des ennemis. Il quitta l'armée pour cause d'insubordination et fut mis à la demi-paye. Il demeurait à Chaillot pendant les années 1796 et 1797. Il était fort gêné dans ses affaires. Lorsqu'en novembre 1797 Napoléon arriva à Paris, il se jeta dans ses bras. Il fut accueilli avec distinction. Le Directoire avait une grande aversion pour lui, et celui-ci le lui rendait complétement. Kleber avait dans le caractère on ne sait quoi de nonchalant qui le rendait facilement dupe des intrigants. Il avait des favoris. Il aimait la gloire comme le chemin des jouissances. Il était

homme d'esprit, de courage, savait la guerre, était capable de grandes choses, mais seulement lorsqu'il y était forcé par la nécessité des circonstances, alors que les conseils de la nonchalance et des favoris n'étaient pas de saison.

Le général Bon était de Valence, en Dauphiné. Il avait servi à l'armée des Pyrénées-Orientales, où il avait acquis tous ses grades. C'était un intrépide soldat. Il s'était distingué à l'armée d'Italie dans les campagnes précédentes; il commandait la gauche de l'armée à la bataille de Saint-Georges.

Le général Caffarelli était d'une activité qui ne permettait pas de s'apercevoir qu'il eût une jambe de moins. Il entendait parfaitement les détails de son arme; mais il excellait par les qualités morales et par l'étendue de ses connaissances dans toutes les parties de l'administration publique. C'était un homme de bien, brave soldat, fidèle ami, bon citoyen. Il périt glorieusement au siége de Saint-Jean-d'Acre, en prononçant, à son lit de mort, un très-éloquent discours sur l'instruction publique. Il était chargé de la direction de la commission des savants et artistes qui étaient à la suite de l'armée. Il était plus propre que personne à les contenir, diriger, utiliser, et à les faire concourir au but du chef. Cette commission était composée des académiciens Monge et Berthollet, Dolomieu, Denon; des ingénieurs en chef des ponts et chaussées Le Père (J. M.), Girard; des mathématiciens Fourier, Costaz, Corancez; des astronomes Nouet, Beauchamp et Méchin; des naturalistes Geoffroy Saint-Hilaire, Savigny; des chimistes Descotils, Champy et Delile; des dessinateurs Dutertre, Redouté; du musicien Villoteau; du poëte Parseval; des architectes Le Père, Protain, Norry; enfin de Conté, qni était à la tête des aéronautes, homme universel, ayant le goût, la connaissance et le génie des arts, précieux dans un pays éloigné, bon à tout, capable de créer les arts de la France au milieu des déserts de l'Arabie. A la suite de cette commission étaient une vingtaine d'élèves de l'École polytechnique ou de celle des Mines, parmi lesquels se sont fait remarquer Jomard, Dubois aîné, Lancret, Chabrol, Rozières, Cordier, Regnaud, etc.

III. Comme tous les préparatifs étaient achevés, arriva l'événement de Bernadotte à Vienne, qui fit craindre le renouvellement de la guerre continentale. Le départ de l'armée fut retardé de vingt jours, ce qui devait la compromettre. Le secret s'était divulgué, et tous les préparatifs faits en Italie avaient eu le temps d'être connus à Londres. Cependant ce ne fut que le 16 mai que l'amirauté fit partir une escadre de la Tamise pour la Méditerranée; elle arriva le 12 juin devant

Toulon. La flotte française en était partie le 19 mai; elle avait une avance de vingt-cinq jours. Cette avance eût été de quarante-cinq jours sans l'incartade si folle de Bernadotte.

Napoléon arriva à Toulon le 9 mai. Il passa la revue de l'armée. Il lui dit en substance par l'ordre du jour[1] :

« Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre... Les légions romaines, que vous avez imitées, mais pas encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama... L'Europe a les yeux sur vous... Vous avez de grandes destinées à remplir... Soldats, matelots, la plus grande sollicitude de la République est pour vous... Vous serez dignes de l'armée dont vous faites partie!... »

Le convoi de Marseille appareilla sous la protection de deux frégates. Il mouilla le 15 dans la rade de Toulon. Napoléon monta sur *l'Orient*, de 120 canons. C'était un des plus beaux vaisseaux, ayant toutes les qualités qu'on pouvait souhaiter. Le 18, la croix des Sablettes signala des vaisseaux anglais : c'était la division légère de Nelson, de trois vaisseaux. Le 19, la flotte mit à la voile. Dans la nuit du 20 au 21, elle doubla le cap Corse et y essuya un coup de vent. Le convoi de Gênes rallia le lendemain; celui de Corse le 26, par le travers du détroit de Bonifacio. Le 2 juin, elle reconnut le cap Carbonara, à l'extrémité de la Sardaigne. Une corvette envoyée à Cagliari y apprit que la division légère de trois vaisseaux anglais, commandée par Nelson, avait eu des avaries; qu'elle était à les réparer dans la rade de Saint-Pierre. L'amiral aurait été l'y attaquer; mais un brick anglais, poursuivi par l'aviso *le Corcyre*, fut obligé de se jeter à la côte de Sardaigne. L'équipage fut fait prisonnier; il donna la nouvelle que Nelson attendait dix vaisseaux d'Angleterre. La flotte croisa trois jours pour attendre le convoi de Cività-Vecchia, qui avait manqué le premier rendez-vous. Le 4, elle continua sa route, reconnut l'île de Maretimo. Le 5, un aviso communiqua avec la Sicile et rassura le gouverneur, qui était fort alarmé. Une frégate fut expédiée à Naples, une à Tunis, une à Tripoli et une devant Messine.

L'escadre naviguait dans le plus bel ordre, sur trois colonnes, deux de quatre vaisseaux, celle du centre de cinq vaisseaux. Le capitaine de vaisseau Decrès éclairait la marche avec une escadre légère composée de frégates et de corvettes bonnes marcheuses. Le convoi, escorté par les deux vaisseaux vénitiens de 64, par les quatre frégates et un grand nombre de petits bâtiments, s'éclairait de son côté dans tous les sens. Il avait ordre, si l'escadre était attaquée par une flotte

[1] Voir cette proclamation, t. IV, p. 96.

ennemie, de gagner un port ami. Des troupes d'élite étaient distribuées sur tous les vaisseaux de guerre; elles étaient exercées trois fois par jour aux manœuvres du canon.

Napoléon avait le commandement de l'armée de terre et de mer; il ne se faisait rien que par son ordre. Il dirigeait la marche. Il se plaignait souvent que les vaisseaux de guerre se tinssent trop éloignés les uns des autres, mais il ne se mêla jamais d'aucun détail qui eût supposé des connaissances et l'expérience de la mer. A la hauteur du cap Carbonara, l'amiral Brueys soumit, le 3 juin, à son approbation un ordre pour détacher quatre vaisseaux et trois frégates à la rencontre du convoi de Civitâ-Vecchia; il écrivit en marge : « Si, vingt-quatre heures après cette séparation, on signalait dix vaisseaux anglais, je n'en aurais que neuf au lieu de treize. » L'amiral n'eut rien à répliquer. Le 9 juin, à la pointe du jour, on signala le Gozzo et le convoi de Civitâ-Vecchia. L'armée se trouva ainsi toute réunie.

IV. Sur sept Langues qui composaient l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, trois étaient françaises. La République, ne pouvant reconnaître chez elle un Ordre fondé sur les distinctions de naissance, l'avait supprimé; elle avait assimilé ses biens à ceux des autres Ordres religieux, et admis à la pension les chevaliers. Le grand maître Rohan, en représaille, avait refusé de recevoir un chargé d'affaires de France. Les bâtiments marchands français n'étaient reçus dans le port qu'en masquant le pavillon tricolore. Aucune relation diplomatique n'existait entre la République et l'Ordre. Les Anglais y étaient reçus et favorisés; les secours leur étaient prodigués; les autorités constituées veillaient au recrutement et à l'approvisionnement de leurs escadres. Vingt milliers de poudre avaient été fournis des magasins du grand maître au vice-roi de Corse Elliot. Mais ce qui décida du sort de cet Ordre, c'est qu'il s'était mis sous la protection de l'empereur Paul, ennemi de la France. Un prieuré grec avait été créé; ce qui blessait la religion et les puissances du rite romain. La Russie visait à la domination de cette île, si importante par sa situation, la bonté et la sûreté de son port, la force de ses remparts. En cherchant une protection dans le Nord, l'Ordre avait méconnu et compromis les intérêts des puissances du Midi. Napoléon était résolu de s'emparer de l'île, si toutefois il pouvait le faire sans compromettre son objet principal.

Malte est située à vingt lieues de la Sicile et à soixante des côtes d'Afrique. Cette île a six ou sept lieues de long, quatre de large et vingt de circonférence. Les côtes ouest et sud sont escarpées, mais celles du nord et de l'est ont un très-grand nombre de cales et de

très-bons mouillages. L'île de Cumino, qui a 300 toises de circuit, est située entre Malte et le Gozzo. Le Gozzo a quatre lieues de longueur, deux de largeur, dix de circonférence. La population des trois îles était de 100,000 âmes. Le sol de Malte est un rocher couvert de huit à dix pouces de terre végétale. La principale production est le coton, qui est le meilleur du Levant. L'ancienne capitale de Malte était la Ville-Noble, ou Città-Vecchia, qui est au centre de l'île. La ville de la Valette, bâtie en 1566, a été assiégée plusieurs fois par les Turcs. Elle possède le meilleur port de la Méditerranée, a 30,000 habitants, de jolies maisons, de beaux quais, de superbes magasins de blé, de belles fontaines. Les fortifications sont bien entendues, construites en pierres de taille, tous les magasins à l'abri de la bombe. Les ouvrages, les batteries et les forts sont nombreux et entassés les uns sur les autres. Le général Caffarelli dit plaisamment, en les visitant le lendemain de la reddition : « Il est heureux qu'il y ait eu du monde dedans pour nous ouvrir les portes. » Il faisait allusion au grand nombre de fossés, d'escarpes, de contrescarpes qu'il eût fallu franchir si les portes fussent restées fermées.

L'Ordre jouissait, en 1789, de dix-huit à vingt millions de rente dans les divers pays de la chrétienté, de sept millions de rente en France. Il avait hérité dans le XIVe siècle des biens des Templiers. Après son expulsion de Rhodes, Charles-Quint lui céda les trois îles de Malte, de Cumino et du Gozzo. Ce fut avec la condition qu'il protégerait les côtes d'Espagne et d'Italie contre les pirateries des Barbaresques. Cela lui eût été facile. Il pouvait avoir six ou sept vaisseaux de guerre de 74, autant de frégates, et le double de petits bâtiments, en tenir constamment le tiers à la mer en croisière devant Alger, Tunis et Tripoli; il aurait fait cesser les pirateries des Barbaresques, qui auraient été contraints de vivre en paix. L'Ordre aurait alors bien mérité de toute la chrétienté. La moitié de ses revenus eût été suffisante pour remplir ce grand et bienfaisant résultat. Mais les chevaliers, à l'exemple des autres moines, s'étaient approprié les biens qui leur avaient été donnés pour l'utilité publique et le service de la chrétienté. Le luxe des prieurs, des baillis, des commandeurs, scandalisait toute l'Europe. « Les moines au moins, disait-on, administrent les sacrements, ils sont utiles au spirituel, mais ces chevaliers ne sont bons à rien, ne font rien, ne rendent aucun service. » Ils étaient obligés de faire leurs caravanes. A cet effet, quatre ou cinq galères se promenaient tous les ans dans la Méditerranée, et allaient recevoir des fêtes dans les ports d'Italie, d'Espagne ou de France, évitant soigneusement les Barbaresques.

Ils avaient raison; ils montaient des bâtiments qui n'étaient pas propres à lutter contre les frégates algériennes. Les Barbaresques insultaient impunément la Sicile, la Sardaigne et les côtes d'Italie; ils ravageaient les plages vis-à-vis de Rome. L'Ordre s'était rendu inutile. Lorsque les Templiers, institués pour la garde du Temple de Jérusalem et pour escorter les pèlerins sur les routes d'Antioche, de Ptolémaïs, de Joppé au Saint-Sépulcre, furent transportés en Europe, l'Ordre n'eut plus de but, tomba et dut tomber.

V. Le grand maître Hompesch avait succédé depuis peu de mois au grand maître Rohan. C'était un homme âgé, malade, irrésolu. Les baillis, commandeurs, sénéchaux, officiers de l'Ordre, étaient des vieillards qui n'avaient point fait la guerre, de vieux garçons ayant passé leur vie dans les sociétés les plus aimables. Se trouvant à Malte comme dans un lieu d'exil, ils désiraient mourir dans le pays où ils avaient pris naissance. Ils n'étaient animés par aucun des motifs qui portent les hommes à courir de grands dangers. Qui pouvait les porter à exposer leur vie pour la conservation d'un rocher stérile au milieu des mers? Les sentiments de religion? Ils en avaient peu. La conscience de leur utilité, ce sentiment d'orgueil qui porte l'homme à faire des sacrifices parce qu'il protége sa patrie et son semblable? Ils ne faisaient rien et n'étaient utiles à personne.

Malte avait pour sa défense 8 ou 900 chevaliers, peu propres à faire la guerre, divisés entre eux comme les mœurs et les intérêts des nations auxquelles ils appartenaient, 15 à 1800 hommes de mauvaises troupes, Italiens, Allemands, Français, Espagnols, la plupart déserteurs ou aventuriers, qui voyaient avec une secrète joie l'occasion d'attacher leurs destinées au plus grand nom militaire de l'Europe, et 8 ou 900 hommes de milice. Ces miliciens, fiers comme tous les insulaires, étaient depuis longtemps blessés de l'arrogance et de la supériorité qu'affectaient les nobles chevaliers. Ils se plaignaient d'être étrangers dans leur pays, éloignés de toutes les places honorifiques et lucratives. Ils n'étaient point affectionnés à l'Ordre. Ils voyaient dans les Français les défenseurs de leurs droits. Le service des milices même était depuis longtemps négligé, parce que depuis longtemps l'Ordre ne craignait plus l'invasion des Turcs et qu'il redoutait au contraire la prépondérance des naturels. Si les fortifications, les moyens matériels de résistance étaient immenses, les ressorts moraux les rendaient nuls. La capitulation de Mantoue, le traitement honorable qu'avait reçu Wurmser, étaient présents à tous les esprits. Si l'heure de capituler était arrivée, on préférait se

rendre à un guerrier qui avait donné une grande idée de la générosité de son caractère. La Valette ne pouvait, ne voulait, ne devait pas se défendre. Elle ne pouvait résister à vingt-quatre heures de bombardement. Napoléon s'assura qu'il pouvait oser, et il osa.

VI. Le 8 juin, lorsque le convoi de Civitâ-Vecchia parut devant le Gozzo, le grand maître pressentit les dangers qui menaçaient l'Ordre, et rassembla le grand conseil pour délibérer sur des circonstances aussi importantes. « L'escadre française se rallie à la vue de nos côtes. Si elle demande à entrer dans le port, quel parti devons-nous prendre? » Les opinions furent partagées. Les uns pensèrent « qu'il fallait donner le signal d'alarme, tendre la chaîne, courir aux armes, déclarer l'île en état de guerre; que cet appareil imposerait au général français; qu'il craindrait de se compromettre contre la plus forte place de l'Europe; qu'il fallait en même temps ne rien épargner de tout ce qui pouvait rendre favorables à l'Ordre le général et ses premiers officiers; que c'était le seul moyen pour conjurer cet orage ». D'autres, au contraire, dirent « que la destination de l'Ordre était de faire la guerre aux Turcs; qu'il ne devait montrer aucune défiance à l'approche d'une flotte chrétienne; que donner à sa vue le signal de l'alarme que l'on n'était accoutumé de donner qu'à la vue du Croissant, c'était provoquer et faire éclater sur la cité cet orage qu'on voulait conjurer. Le général français n'a peut-être aucune intention hostile : si nous ne lui montrons aucune méfiance, peut-être continuera-t-il sa route sans nous inquiéter ».

Pendant ces délibérations, toute la flotte arriva. Le 9, à midi, elle se présenta à l'entrée du port, à portée de canon. Un aide de camp français demanda l'entrée pour faire de l'eau.

Les membres du conseil qui étaient d'opinion qu'il fallait se défendre représentèrent alors avec une nouvelle chaleur « l'imprudence qu'il y aurait à se livrer, les poings et les mains liés, à la disposition d'une force étrangère dont on ignorait les intentions; il ne pouvait rien leur arriver de pis; qu'on serait toujours à temps de se rendre à discrétion; qu'on n'avait aucune relation diplomatique avec la République; qu'on ne savait même pas si l'on était en guerre ou en paix; et qu'enfin, s'il fallait périr, il valait mieux périr les armes à la main que par une lâcheté ». Le parti opposé représentait « qu'on n'avait pas les moyens de se défendre; que c'était donc une extrême imprudence que de provoquer cette redoutable armée, qui déjà était à portée de canon; qu'en peu d'heures, après les hostilités déclarées, elle serait maîtresse des campagnes de Malte et du Gozzo; qu'on

n'aurait d'autre ressource que de fermer les portes de la capitale; et que la capitale, bloquée par terre et par mer, ne pourrait pas se défendre, par défaut de vivres; qu'on avait, il est vrai, du blé, mais qu'on manquait de tous les autres objets de consommation; qu'il fallait moins de vingt-quatre heures aux Français pour construire plusieurs batteries de mortiers et bombarder la place par terre et par mer; qu'il fallait s'attendre alors à la révolte des milices, qui, déjà mal disposées, ne resteraient pas témoins indifférents de l'incendie de leurs foyers; que les hostilités mettraient en évidence l'extrême faiblesse de l'Ordre, et qu'on perdrait tout; au lieu qu'on était en position, s'il le fallait absolument, de négocier avec avantage et de stipuler des conditions honorables pour l'Ordre et avantageuses pour les individus ».

Les débats furent vifs. La majorité du conseil adopta le parti des armes.

Le grand maître fit appeler le sieur Caruson, négociant de la ville, qui faisait les affaires des Français. Il le chargea de faire connaître cette volonté au général en chef. En même temps il donna le signal d'alarme. Les portes furent fermées, les grils à boulets rouges allumés, les commandements distribués. Toutes les milices prirent les armes, se portèrent aux batteries. Le commandeur Bosredon de Ransijat, de la Langue d'Auvergne, protesta contre ces mesures. Il déclara que, Français, il ne porterait jamais les armes contre la France. Plusieurs chevaliers se rangèrent de son opinion. Ils furent arrêtés et mis en prison. Le prince Camille de Rohan prit le commandement des milices de l'île, ayant sous ses ordres le bailli de Cluny. Le commandeur de Mesgrigny se porta dans l'île du Gozzo; le chevalier Valin dans l'île de Cumino. Les chevaliers se distribuèrent dans les diverses batteries et tours qui environnaient l'île. Toute la journée et toute la nuit l'agitation fut extrême.

Le 9, à dix heures du soir, le sieur Caruson rendit compte au général en chef de sa mission. Il reçut l'ordre de répondre au grand maître dans les termes suivants :

« Le général en chef a été indigné de ce que vous ne vouliez accorder la permission de faire de l'eau qu'à quatre bâtiments à la fois; et en effet, quel temps ne faudrait-il pas à quatre ou cinq cents voiles pour se procurer de cette manière l'eau et d'autres choses dont elles ont un pressant besoin? Ce refus a d'autant plus surpris le général qu'il n'ignore pas la préférence accordée aux Anglais et la proclamation faite par votre prédécesseur. Le général est résolu à se procurer de force ce qu'on aurait dû lui accorder en suivant les

principes de l'hospitalité, qui sont la base de votre Ordre. J'ai vu les forces considérables qui sont à ses ordres, et je prévois l'impossibilité où se trouve l'île de résister. Le général n'a pas voulu que je retournasse dans une ville qu'il se croit obligé désormais de traiter en ennemie. Il a donné des ordres pour que la religion, les mœurs et les propriétés des Maltais fussent respectées [1]. »

Le vaisseau *l'Orient* donna en même temps le signal des hostilités. Le général Reynier se mit en mouvement avec le convoi de Marseille pour débarquer au point du jour à l'île du Gozzo. Le général Desaix, avec le convoi de Cività-Vecchia, sous l'escorte du contre-amiral Blanquet du Chayla, mouilla dans la cale de Marsa-Scirocco. Le convoi de Gênes mouilla dans la cale de Saint-Paul.

On attendit à Malte, toute la nuit, l'arrivée du consul avec la plus grande impatience. Quand on connut qu'il était resté à bord, que les hostilités étaient commencées, la consternation fut générale. Un seul sentiment domina tous les esprits : l'impossibilité et les dangers de la défense.

VII. Le 10, à la pointe du jour, *l'Orient* donna le signal de débarquement. Napoléon débarqua avec 3,000 hommes, entre la ville et la cale de Saint-Paul. Le capitaine de frégate Motard commanda les chaloupes de débarquement. Aussitôt que l'on fut à portée des tours et des batteries, elles commencèrent le feu. Quelques canonnières armées de 24 y répondirent. Les chaloupes continuèrent à s'avancer dans le plus bel ordre. La mer était calme; cela était nécessaire, car le débarquement s'opéra sur des rochers. L'infanterie ennemie s'opposa à la descente. Les tirailleurs s'engagèrent. En une heure de temps, les batteries, les tours furent prises, et l'ennemi chassé dans la ville. Le général Baraguey d'Hilliers s'empara des cales de Saint-Paul et de Malte. Après une légère résistance, il se rendit maître des batteries, des tours et de tout le midi de l'île; il fit 150 prisonniers et eut 3 hommes tués. Le général Desaix fit débarquer le général Belliard avec la 21e légère. Il s'empara de toutes les batteries de Marsa-Scirocco. A midi, la Valette était cernée de tous côtés; les troupes françaises étaient sous ses formidables remparts, à mi-portée de canon. La place tirait contre les tirailleurs qui s'approchaient trop. Le général Vaubois se porta à la Ville-Noble, qui a une enceinte, et s'en rendit maître sans résistance. Le général Reynier s'empara de toute l'île du Gozzo, qui était défendue par

[1] La lettre de Caruson au grand maître de l'Ordre de Malte se trouve dans le tome IV, p. 133.

2,500 hommes, la plupart naturels du pays, et fit prisonniers tous les chevaliers qui la défendaient. A une heure, les chaloupes commencèrent à débarquer douze bouches à feu et tout ce qui était nécessaire pour l'établissement de trois plates-formes de mortiers. Six bombardes, douze canonnières ou tartanes armées de 24, plusieurs frégates, prirent position devant le port. Le 11 au soir, la ville aurait été bombardée avec vingt-quatre mortiers par cinq côtés à la fois. Le général en chef, accompagné du général du génie Caffarelli, alla reconnaître l'emplacement des batteries, qu'il fit tracer sous ses yeux. Entre quatre et cinq heures, les assiégés firent une sortie. L'aide de camp Marmont les repoussa et leur fit quelques prisonniers. Il fut fait, en cette occasion, général de brigade. A sept heures du soir, un peu avant la nuit, un nombreux essaim de peuple se présenta pour sortir : le cas avait été prévu; le passage fut refusé. Au signal du canon d'alarme, une grande partie des habitants de l'île étaient accourus se réfugier avec leurs familles et leurs bestiaux dans les remparts de la capitale; ce qui avait augmenté le désordre.

Le général en chef retourna le soir à bord de *l'Orient*. Une heure après, il reçut la lettre suivante du consul batave : « . . . Le grand maître et son conseil m'ont chargé de vous marquer, Citoyen Général, que, lorsqu'ils vous ont refusé l'entrée du port, ils avaient prétendu seulement savoir en quoi vous désiriez qu'ils dérogeassent aux lois que leur neutralité leur impose. Le grand maître et son conseil demandent donc la suspension des hostilités, et que vous donniez à connaître quelles sont vos intentions, qui seront sans doute conformes à la générosité de la nation française et aux sentiments connus du célèbre général qui la représente. »

Le général Junot, premier aide de camp de Napoléon, partit à l'heure même pour la Valette, et signa, à deux heures du matin, la suspension d'armes suivante : « Il est accordé pour vingt-quatre heures, depuis six heures du soir d'aujourd'hui 11 juin 1798 jusqu'à six heures du soir demain 12 du même mois, une suspension d'armes entre l'armée de la République française, commandée par le général Bonaparte, représenté par le chef de brigade Junot, premier aide de camp dudit général, et entre le grand maître de Saint-Jean de Jérusalem.

» Signé JUNOT, HOMPESCH. »

VIII. Le 11, à la pointe du jour, les plénipotentiaires du grand maître se présentèrent à bord de *l'Orient* avec les pouvoirs nécessaires pour traiter de la reddition de la place. Ils avaient à leur tête

le commandeur Bosredon de Ransijat, qui avait été tiré des prisons, porté en triomphe par le peuple et accueilli par le grand maître. Pendant toute la journée du 10, le désordre avait été croissant dans la Valette. A chaque nouvelle que l'on recevait de la prise des tours et batteries, des progrès des assiégeants, les habitants se livraient aux plus grands désordres. Les préparatifs du bombardement excitaient le mécontentement des milices. Plusieurs chevaliers furent tués dans les rues, et ce levain de haine qui fermentait depuis longtemps dans le cœur des habitants éclata sans contrainte. Les membres du conseil qui avaient le plus provoqué à la résistance furent ceux qui sollicitèrent davantage la protection du général français, parce qu'ils étaient le plus en butte à l'indignation du peuple. La capitulation fut signée à bord de *l'Orient,* le 12 juin, à deux heures du matin.

« Article Ier. Les chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem remettront à l'armée française la ville et les forts de la Valette. Ils renoncent, en faveur de la République française, aux droits de souveraineté et de propriété qu'ils ont tant sur cette ville que sur les îles de Malte, du Gozzo et de Cumino.

» II. La République emploiera son influence au congrès de Rastadt pour faire avoir au grand maître, sa vie durant, une principauté équivalente à celle qu'il perd, et, en attendant, elle s'engage à lui faire une pension de trois cent mille francs. Il lui sera donné, en outre, la valeur de deux années de ladite pension à titre d'indemnité pour son mobilier. Il conservera, pendant le temps qu'il restera à Malte, les honneurs militaires dont il jouissait.

» III. Les chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem qui sont Français, actuellement à Malte, et dont l'état sera arrêté par le général en chef, pourront rentrer dans leur patrie, et leur résidence à Malte leur sera comptée comme une résidence en France.

» La République française emploiera ses bons offices auprès des républiques cisalpine, ligurienne, romaine et helvétique, pour que le présent article soit déclaré commun aux chevaliers de ces différentes nations.

» IV. La République française fera une pension de sept cents francs aux chevaliers français actuellement à Malte, leur vie durant. Cette pension sera de mille francs pour les chevaliers sexagénaires et au-dessus.

» La République française emploiera ses bons offices auprès des républiques cisalpine, ligurienne, romaine et helvétique, pour qu'elles accordent la même pension aux chevaliers de ces différentes nations.

» V. La République française emploiera ses bons offices auprès des autres puissances de l'Europe pour qu'elles conservent aux chevaliers de leur nation l'exercice de leurs droits sur les biens de l'Ordre de Malte situés dans leurs États.

» VI. Les chevaliers conserveront les propriétés qu'ils possèdent, dans les îles de Malte et du Gozzo, à titre de propriété particulière.

» VII. Les habitants des îles de Malte et du Gozzo continueront à jouir, comme par le passé, du libre exercice de la religion catholique, apostolique et romaine. Ils conserveront les priviléges qu'ils possèdent. Il ne sera mis aucune contribution extraordinaire.

» VIII. Tous les actes civils passés sous le gouvernement de l'Ordre seront valables et auront leur exécution. »

En exécution des articles conclus le 12 juin (24 prairial) entre la République française et l'Ordre de Malte, ont été arrêtées les dispositions suivantes :

« ARTICLE Ier. Aujourd'hui 12 juin, le fort Manoël, le fort Tigné, le château Saint-Ange, les ouvrages de la Burmola, de la Cotonera et de la Cité-Victorieuse seront remis à midi aux troupes françaises.

» II. Demain 13 juin, le fort de Ricasoli, le château Saint-Elme, les ouvrages de la Cité-Valette, ceux de la Floriana et tous les autres seront remis à midi aux troupes françaises.

» III. Des officiers français se rendront aujourd'hui, à dix heures du matin, chez le grand maître, afin d'y prendre les ordres pour les gouverneurs qui commandent dans les différents forts et ouvrages qui doivent être mis au pouvoir des Français. Ils seront accompagnés d'un officier maltais. Il y aura autant d'officiers qu'il sera remis de forts.

» IV. Il sera fait les mêmes dispositions que ci-dessus pour les forts et ouvrages qui doivent être mis au pouvoir des Français demain 13 juin.

» V. En même temps que l'on consignera les ouvrages de fortification, on consignera l'artillerie, les magasins et les papiers du génie.

» VI. Les troupes de l'île de l'Ordre de Malte pourront rester dans les casernes qu'elles occupent jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu.

» VII. L'amiral commandant la flotte française nommera un officier pour prendre possession aujourd'hui des vaisseaux, galères, bâtiments, magasins et autres effets de marine appartenant à l'Ordre de Malte. »

La publication de cette capitulation rassura les esprits, calma l'insurrection et rétablit l'ordre.

Napoléon écrivit à l'évêque de Malte[1] pour tranquilliser les prêtres, qui étaient fort alarmés. Il lui disait :

« J'ai appris avec un véritable plaisir, Monsieur l'Évêque, la bonne conduite que vous avez tenue et l'accueil que vous avez fait aux troupes françaises à leur entrée à Città-Nobile. Vous pouvez assurer vos diocésains que la religion catholique, apostolique et romaine sera non-seulement respectée, mais que ses ministres seront spécialement protégés.

» Je ne connais pas de caractère plus respectable et plus digne de la vénération des hommes qu'un prêtre qui, plein du véritable esprit de l'Évangile, est persuadé que ses devoirs lui ordonnent de prêter obéissance au pouvoir temporel et de maintenir la paix, la tranquillité et l'union parmi ses ouailles.

» Je désire, Monsieur l'Évêque, que vous vous rendiez sur-le-champ dans la ville de la Valette et que, par votre influence, vous mainteniez le calme et la tranquillité parmi le peuple.

» Je m'y rendrai moi-même ce soir. Dès mon arrivée, vous me présenterez tous les curés et les chefs des Ordres religieux.

» Soyez persuadé, Monsieur l'Évêque, du désir que j'ai de vous donner des preuves de l'estime et de la considération que j'ai pour votre personne. »

IX. A huit heures du matin, le 12, les portes et les forts de la Valette furent remis aux troupes françaises. L'entrée du général en chef fut annoncée pour le lendemain. Mais, à une heure après midi, il débarqua incognito, fit le tour des remparts, visita tous les forts, et se rendit chez le grand maître pour lui faire une visite, à la grande surprise de celui-ci.

Le 13, à la pointe du jour, l'escadre entra. Ce fut un superbe coup d'œil. Ces trois cents voiles se placèrent sans confusion. Il en aurait tenu le triple dans ce beau port. Les magasins de la Valette étaient abondamment fournis. L'Ordre avait un vaisseau de guerre de 64 dans la rade, un sur le chantier. L'amiral prit, pour augmenter les bâtiments légers de la flotte, deux demi-galères et deux chebecs. Il fit embarquer à bord de ses vaisseaux les matelots qui étaient au service de l'Ordre. 800 Turcs, qui étaient esclaves au bagne, furent habillés et répartis entre les vaisseaux de ligne. Une légion des bataillons dits *Maltais* suivit l'armée; elle fut formée par les soldats qui étaient au service de l'Ordre. Les grenadiers de la garde du grand maître, plusieurs chevaliers prirent du service. Des

[1] Mgr Gabini.

habitants parlant arabe s'attachèrent aux généraux et aux administrations. Trois compagnies de vétérans, composées de tous les vieux soldats de l'Ordre, furent envoyées à Corfou et en Corse. Il y avait dans la place douze cents pièces de canon, quarante mille fusils, un million de poudre. L'artillerie fit embarquer, de ces objets, tout ce qu'elle jugea lui être nécessaire pour compléter et augmenter son matériel. L'escadre fit son eau et ses vivres. Les magasins de blé étaient très-considérables; il y en avait pour nourrir la ville pendant trois ans.

La frégate *la Sensible* porta en France les trophées et plusieurs objets rares que le général en chef envoya au gouvernement. Le général Baraguey d'Hilliers, par inconstance de caractère, ayant désiré retourner à Paris, en reçut la permission et fut chargé de porter le grand drapeau de l'Ordre.

Tous les chevaliers de Malte français et italiens reçurent des passe-ports pour se rendre en France et en Italie. Conformément à la capitulation, tous les autres évacuèrent l'île. Le 18 juin, il n'y avait plus un chevalier dans Malte. Le grand maître partit le 17 pour Trieste. Un million d'argenterie trouvé dans le trésor servit plus tard à alimenter la monnaie du Caire.

Le général Vaubois prit le commandement de l'île avec 4,000 hommes de garnison; il en fallait 8,000 pour la défendre. Le général Berthier donna des ordres pour que 6,000 hommes des dépôts de l'armée qui étaient à Toulon s'y rendissent; que 1,000 hommes y fussent envoyés de Corse, 1,500 de Civitâ-Vecchia, 1,500 de Gênes. Pour compléter les vivres, il manquait des viandes salées et des médicaments; il le fit connaître à l'administration de la marine, à Toulon. Napoléon fit sentir au Directoire la nécessité de faire passer à la Valette ces renforts et les approvisionnements qui manquaient, afin d'assurer le service de cette place importante : 8,000 hommes pourraient se maintenir maîtres de l'île, et se trouveraient alors en position de recevoir des rafraîchissements. La mer fut libre pendant juin, juillet, août, septembre; mais, selon sa coutume, le Directoire ne pourvut à rien. Vaubois fut abandonné à ses propres forces.

X. La conquête de Malte excita le plus vif enthousiasme en France et beaucoup de surprise en Europe. L'armée s'affaiblit de 4,000 hommes, mais elle se renforça de 2,000 hommes de la légion maltaise.

Le vaisseau amiral donna le signal du départ le 19 juin, juste un mois après avoir quitté la rade de Toulon. La prise de la Valette ne retarda la marche de l'armée que de dix jours.

Il fut connu qu'on se dirigeait d'abord sur Candie. Les opinions se partagèrent sur la destination ultérieure. Allait-on relever Athènes ou Sparte? Le drapeau tricolore allait-il flotter sur le sérail ou sur les pyramides et les ruines de l'antique Thèbes? Ou allait-on d'Alep se diriger sur l'Inde? Ces incertitudes entretinrent celles de Nelson.

CHAPITRE II.

DESCRIPTION DE L'ÉGYPTE.

I. L'Égypte.—II. Vallée du Nil.—III. Inondation. — IV. Oasis. — V. Déserts de l'Egypte : 1° du Bahyreh; 2° de la petite oasis; 3° de la grande oasis; 4° de la Thébaïde; 5° des Ermites; 6° de l'isthme de Suez. Arabes, cultivateurs, marabouts, Bédouins. — VI. Côtes de la Méditerranée. Alexandrie. Canal d'Alexandrie. — VII. Mer Rouge. Canal des deux mers. — VIII. Capitales : Thèbes, Memphis, Alexandrie, le Caire.—IX. Nations voisines : au sud, Sennaar, Abyssinie, Dârfour; à l'ouest, Tripoli, Fezzân, Bournou; à l'est, Syrie, Arabie. — X. Population ancienne, moderne. Races d'hommes : Coptes, Arabes, Mameluks, Osmanlis, Syriens, Grecs, etc.— XI. Agriculture. — XII. Commerce.— XIII. Propriétés, finances.— XIV. Ce que serait l'Égypte sous la domination française. Marche d'une armée de l'Égypte aux Indes.

I. L'Égypte fait partie de l'Afrique. Placée au centre de l'ancien continent, entre la Méditerranée et l'océan Indien, elle est l'entrepôt naturel du commerce des Indes. C'est une grande oasis environnée de tous côtés par le désert et la mer. Située entre le 24e et le 32e degré de latitude nord, et le 26e et le 32e degré de longitude orientale de Paris, elle est bornée au nord par la Méditerranée, à l'ouest par le désert de Libye, au sud par celui de Nubie, à l'est par la mer Rouge et par l'isthme de Suez, qui la sépare de la Syrie. L'Égypte n'a pas besoin pour la défense de ses frontières d'un système de places fortes : le désert lui en tient lieu; elle ne peut être attaquée que par mer ou par l'isthme de Suez.

Il pleut rarement en Égypte, plus sur les côtes qu'au Caire, plus au Caire que dans la haute Égypte. En 1798, il a plu au Caire une fois pendant une demi-heure. Les rosées sont fort abondantes. L'hiver, le thermomètre descend, dans la basse Égypte, à deux degrés Réaumur au-dessus de zéro, et s'élève à dix degrés au-dessus de zéro, dans la haute. En été, il monte à vingt-six et vingt-huit degrés dans la basse Égypte, et à trente-cinq et trente-six dans la haute. Les

eaux croupissantes, les marais, n'exhalent aucun miasme malsain, ne donnent naissance à aucune maladie, ce qui provient de l'extrême sécheresse de l'air; la viande exposée au soleil se dessèche plutôt que de se corrompre. Pendant les mois de juin, juillet et août, il souffle des vents réguliers du nord et du nord-ouest. Dans cette saison, les bâtiments mettent dix à douze jours pour se rendre de Marseille à Alexandrie, soixante à soixante et dix pour se rendre de Suez aux Indes. Dans les mois de janvier, février et mars, il règne des vents de sud-est : c'est la saison pour le retour des Indes et les traversées d'Alexandrie en Europe. Le khamsyn est un vent d'est ou de sud, c'est le *scirocco* du pays. Il est partout incommode et fatigant; dans quelques parties du désert il est dangereux; il nuit aux récoltes et aux productions de la terre.

L'Égypte est un des plus beaux, des plus productifs et des plus intéressants pays du monde; c'est le berceau des arts et des sciences. On y voit les plus grands et les plus anciens monuments qui soient sortis de la main des hommes. Si l'on avait la clef des hiéroglyphes dont ils sont couverts, on apprendrait des choses qui nous sont inconnues sur les premiers âges de la société.

L'Égypte se compose : 1° de la vallée du Nil; 2° de trois oasis; 3° de six déserts. La vallée du Nil est la seule partie qui ait de la valeur. Si le Nil était détourné dans la mer Rouge ou la Libye, avant la cataracte de Syene, l'Égypte ne serait plus qu'un désert inhabitable, car ce fleuve lui tient lieu de pluie et de neige. C'est le dieu de ces contrées, le génie du bien, et le régulateur de toute espèce de productions; c'est Osiris, comme Typhon est le désert.

Les anciens divisaient l'Égypte en cinquante-trois provinces ou nomes, savoir : quatorze dans la Thébaïde, sept dans l'Heptanomide, vingt-neuf dans le Delta, trois dans les oasis. Aujourd'hui on y compte seize provinces : deux dans le Sayd ou la Thébaïde, savoir, les provinces de Thèbes et de Girgeh; quatre dans le Ouestanyeh, savoir, Syout, Minyet, Beny-Soueyf et le Fayoum; dix dans le Bahyreh ou basse Égypte, savoir, Atfyeh, Gyzeh, Qelyoub, Charqyeh, Mansourah, Menouf, Gharbyeh, Damiette, Rosette et Bahyreh. Les limites de l'Égypte, avant et sous Sésostris, s'étendaient jusqu'à la grande cataracte de Genâdil. Auguste borna les limites de l'empire à la cataracte de Syene. Sous les califes fatimites, la frontière de l'Égypte fut reportée à la grande cataracte; elle fut remise à celle de Syene par Selim, qui en même temps étendit les bornes à l'ouest jusqu'à El-Baretoun [1], et à l'est jusqu'à Khân-Younès. Les Ptolé-

[1] Aujourd'hui Berek-Marsat.

mées ont possédé, outre l'Égypte, la Cyrénaïque jusqu'à la grande Syrte, la Palestine et la Syrie creuse. Les sultans akoubates possédaient les trois Syries ; leurs limites à l'est étaient au Taurus et au delà de l'Euphrate.

II. Le Nil est formé par la réunion de la rivière Bleue et de la rivière Blanche. La première prend sa source dans le lac Dembea ; elle traverse, au 11e degré, une chaîne de montagnes où elle forme six cataractes, chacune de 30 à 40 pieds de chute ; elle reçoit, au 14e degré, la rivière de Dender, qui sépare la Nubie de l'Abyssinie. La rivière Blanche prend sa source au 8e degré, à l'ouest de la rivière Bleue ; elle traverse la même chaîne de montagnes, mais on ne connaît pas le nombre de ses cataractes. Ces deux rivières se joignent au 16e degré. Elles en reçoivent, au 18e degré, une troisième qui s'appelle *Taccazé*. De là, le Nil coule jusqu'au 31e degré et demi, où il se jette dans la mer sans recevoir ni rivière ni torrent. Le Nil a donc vingt-trois degrés et demi de cours, ce qui fait environ six cents lieues ; il en a neuf cents en suivant les sinuosités de ses eaux. On connaît huit cataractes ; six qui sont au-dessous de la rivière Bleue ; celle de Genâdil, ou la grande cataracte, qui est au 22e degré ; elle a trente-deux pieds de chute ; enfin celle de Syene, au 24e degré, qui a six pieds de chute. Depuis cette cataracte, le Nil coule entre deux petites chaînes de montagnes : celle dite *l'Arabique,* qui suit la rive droite jusqu'au Caire ; *la Libyque,* qui suit la rive gauche jusqu'aux pyramides. Cette vallée, de plus de deux cents lieues de longueur, a moins de six lieues de largeur. Elle est couverte par les débordements du Nil. Elle se divise en six zones. Le Nil, en Égypte, court parallèlement à la mer Rouge. Ses points les plus près de cette mer en sont à vingt-deux lieues, les plus éloignés à cinquante. A l'ouest, au delà de la colline Libyque, sont les trois oasis, éloignées du Nil depuis cinq jusqu'à quinze journées, et dans la direction du sud au nord-ouest.

La ville de Syene est située à 24°5′21″ de latitude, et 3°34′49″ de longitude de Paris ; elle est à quatorze lieues du tropique. Son méridien traverse la mer Rouge, laisse Suez sur la gauche, et coupe la côte de la Méditerranée huit lieues à l'est d'Omm-Fâreg, à cent soixante et dix-huit lieues de Syene, distance astronomique. Damiette est à 31°25′ de latitude, et à 29°29′45″ de longitude, à cent quatre-vingt-cinq lieues de Syene, distance astronomique ; mais, en suivant les sinuosités du Nil, il y a deux cent soixante lieues. La ligne droite entre ces deux points passe au milieu du désert de Suez

au Caire. Rosette est à 31°24′34″ de latitude et à 28°8′35″ de longitude, à cent quatre-vingt-onze lieues de Syene, distance astronomique; deux cent soixante et une en suivant le fleuve; la ligne droite passe entre le Nil et le lac Natroun. Cette partie de la circonférence du grand cercle a servi aux astronomes d'Alexandrie à mesurer un degré du méridien.

La première zone est toute granitique. Elle s'étend de Syene aux Deux-Montagnes. Sa longueur est de quarante lieues, sur une de largeur, et sa surface de quarante lieues carrées. Aux Deux-Montagnes, les chaînes Libyque et Arabique s'avancent comme deux promontoires, l'une à la rencontre de l'autre, jusqu'à la distance de 250 toises. On voit à la montagne dite *de la Chaîne,* à seize lieues de Syene, les grottes et les carrières d'où a été tiré le granit qui a servi à bâtir Thèbes. Edfou et Esné sont les principales villes de cette zone. La vallée s'élargit en descendant. Elle est très-productive. Deux gorges interrompent la chaîne Libyque vis-à-vis ces deux villes et donnent passage aux chemins qui mènent dans l'intérieur de la Libye. Deux autres gorges, sur la rive droite, interrompent la chaîne Arabique. Dans la gorge de Redesyeh passe un des chemins du Nil à Qoseyr. Esné était la résidence des beys disgraciés; c'est une espèce de capitale. Les antiquités de cette première zone sont celles de l'île de Philæ, d'Éléphantine, d'Ombos[1], d'Apollinopolis-Magna, d'Elethia, d'Hieracompolis et de Latopolis.

La deuxième zone a trente-quatre lieues de longueur, des Deux-Montagnes à Farchout, sur deux de largeur, et soixante-huit lieues carrées de surface. Le Nil fait un coude qui le rapproche de la mer Rouge : c'est ce qu'on appelle l'*isthme de Coptos*. Thèbes aux cent portes, Coptos, Qous, ont été l'entrepôt du commerce de la mer Rouge et du Nil; aujourd'hui c'est la ville de Qeneh qui jouit de cet avantage. L'isthme de Coptos a vingt-huit à trente lieues de large, du Nil à la mer. Thèbes, Denderah, renferment des ruines qui, depuis bien des siècles, excitent l'admiration des hommes. Cette zone et les quatre autres sont calcaires.

La troisième zone a cinquante-huit lieues de long sur cinq de large, et deux cent quatre-vingt-dix lieues carrées. Elle commence à Farchout et se termine à Dàrout el-Cherif. A Farchout, un canal dérive les eaux du Nil au pied de la chaîne Libyque. Ce canal coule parallèlement au Nil jusque dans le Bahyreh; ce qui agrandit la vallée. Il n'y a rien de pareil sur la rive droite. Girgeh et Syout sont deux belles villes : la première est la capitale du Sayd; la deuxième est la

[1] Aujourd'hui Koum-Ombou.

ville la plus populeuse de la haute Égypte. Ce pays est celui de l'abondance. De cette ville part le chemin qui va à la grande oasis. Sur la rive droite est une gorge qui conduit à la mer Rouge.

La quatrième zone, de Dàrout el-Cherif jusqu'à Beny-Soueyf, a quarante-huit lieues sur six de large, et deux cent quatre-vingt-huit lieues carrées. A Dârout el-Cherif est la prise d'eau du canal de Joseph, qui porte le Nil dans le Fayoum. C'est là que commence le système si célèbre du lac Mœris. Minyet, Abou-Girgeh et Beny-Soueyf sont de grandes villes. Mais, sur les rives du Nil comme sur les bords du canal, les gros bourgs, les riches villages sont prodigués. A cinq lieues sur la gauche de Beny-Soueyf est le Fayoum. Sur la rive droite du Nil est une gorge qui conduit à la mer Rouge, au monastère Saint-Antoine, au désert du Chariot, etc. De Beny-Soueyf on voit le mont Sinaï, situé sur l'autre rive de la mer Rouge, mais éloigné de soixante lieues.

La cinquième zone est le Fayoum. Vis-à-vis, et à quatre lieues de Beny-Soueyf, la chaîne Libyque s'ouvre de droite et de gauche; elle cerne un pays d'environ cent lieues carrées. C'est une extension de la vallée du Nil; là était le lac Mœris. Au Fayoum aboutit une vallée appelée *la Vallée du Fleuve-sans-eau,* qui débouche dans la mer à l'ouest d'Alexandrie.

La sixième zone, de Beny-Soueyf au Caire, a trente-deux lieues sur cinq, et cent soixante lieues carrées de surface. Memphis était à trois lieues au sud de la grande pyramide, près de la montagne Libyque.

Ces six premières zones, de Syene au Caire et de Syene à la grande pyramide, ont de longueur cent cinquante-quatre lieues, distance astronomique, en suivant le Nil deux cent douze lieues, et environ mille lieues carrées de surface.

La basse Égypte commence au Caire et à la grande pyramide. Le Nil ne coule plus dans une vallée étroite, mais arrose une vaste plaine qui a la forme d'un trapèze, dont la base supérieure a vingt-six lieues, de la grande pyramide aux lacs Amers. La base inférieure a cent lieues, depuis la descente de la colline Libyque, située à vingt-cinq lieues ouest d'Alexandrie, jusqu'au mont Casius[1], distant de quatorze lieues est de Peluse. La hauteur de ce trapèze est de quarante-deux lieues, du Caire à Bourlos. Le niveau de toute cette plaine permettait au Nil de s'y répandre. C'est une surface de deux mille six cent quarante lieues carrées.

[1] Aujourd'hui Râs el-Kasaroun.

La vallée du Nil a donc trois mille six cent quarante lieues carrées. La moitié seulement est aujourd'hui couverte par les inondations.

A quatre lieues nord du Caire, ce fleuve se divise en deux branches : celle de l'ouest se jette dans la mer à Rosette, à quarante et une lieues, distance astronomique, de la pyramide, et à soixante lieues en suivant les sinuosités du Nil; celle de l'est se jette à Damiette, à trente lieues est de la première. On prétend qu'avant les temps historiques le Nil a coulé du Fayoum dans le Fleuve-sans-eau et s'est jeté dans la mer, traversant le désert de Libye, entre Alexandrie et El-Baretoun. Du temps des Ptolémées, le Nil se divisait au-dessous du Caire en sept branches, par lesquelles il s'écoulait dans la mer, savoir : la branche Canopique, la plus à l'ouest; elle se jetait à Canope, située au bord de la rade d'Aboukir, d'où un canal portait les eaux à Alexandrie. On trouve encore des vestiges de cette branche. Au-dessus d'El-Rahmânyeh on voit un grand canal qui porte le nom de *Marqâs;* il passe au midi du village de Fyched. On le retrouve près du village de Birket, dans la direction de Rosette, et on le suit par la sonde dans le lac Ma'dyeh. La deuxième branche, la Bolbitine, est celle qui passe à présent par Rosette : elle n'était qu'un canal creusé de main d'homme, qui a absorbé la branche Canopique et la branche Sébennytique. La troisième branche, la Sébennytique, était le lit naturel du fleuve : elle se jetait, comme on én voit encore les traces, dans le lac Bourlos. La quatrième, la Phatnitique, est celle de Damiette : elle n'était qu'un canal creusé par la main des hommes. La cinquième, la Mendésienne, est le canal actuel d'Achmoun : elle se jetait dans la mer à la bouche de Dybeh. La sixième, la Tanitique ou Saytique, est le canal actuel de Moueys : elle se jette dans la mer à la bouche d'Omm-Fâreg. La septième, la Pelusiaque ou Bubastique, se jetait à la mer à Peluse. Celle-ci était navigable du temps d'Alexandre. Ces trois dernières branches se jettent aujourd'hui dans le lac Menzaleh, d'où l'on a peine à en suivre les traces avec la sonde.

Le lac Ma'dyeh, le lac Bourlos et le lac Menzaleh sont modernes. La mauvaise administration qui a régi l'Égypte ayant fait négliger les canaux et les digues, le Nil a afflué moins abondamment dans plusieurs branches, ce qui a rompu l'équilibre; la mer s'y est introduite. L'eau de ces lacs est salée, mais beaucoup moins que celle de la mer, qui entre dans les lacs pendant les basses eaux, mais avec très-peu de rapidité. L'eau des lacs coule dans la mer, dans les temps d'inondation, avec une beaucoup plus grande vitesse. Le lac Menzaleh a 43,000 toises de long, de Damiette à Peluse, et 9,000 toises

de large. La ville de Damiette a 20,000 habitants. L'île Mataryeh est très-peuplée. Le lac est couvert de ruines d'anciennes villes. La hauteur des eaux moyennes est de 3 pieds. Il est couvert de bateaux pêcheurs. L'isthme qui le sépare de la mer est étroit, inculte, et interrompu par les trois bouches de Dybeh, Omm-Fâreg et Peluse. Peluse veut dire *marais*.

La navigation du Nil est facile et rapide. Dans la saison des vents du nord, on ne met pas plus de trente-six heures pour se rendre de Damiette ou de Rosette au Caire, et huit ou dix jours pour remonter jusqu'à Syene.

III. Le Nil croît régulièrement tous les ans en juillet, août, septembre et octobre; il décroît en novembre, décembre, janvier et février; il est rentré dans son lit et très-bas en mars, avril, mai et juin. Lorsque les eaux, au meqyâs de l'île de Roudah, sont élevées de quatorze coudées ou de 23 pieds 4 pouces, ce qui fait une crue, au-dessus des basses eaux, de 17 pieds 8 pouces, le terrain de la basse Égypte commence à se couvrir, et l'on coupe la digue du canal du Prince-des-Fidèles pour y introduire l'eau. C'est une grande fête. La coudée est de 20 pouces; elle se divise en 24 doigts. En 1798, cette digue a été coupée le 18 août : le meqyâs marquait 14 coudées. Le 7 octobre, le Nil était à son apogée; il marquait 17 coudées et 10 doigts (29 pieds 7 lignes); et, comme les basses eaux étaient à 3 coudées 10 doigts ou 5 pieds 8 pouces, le Nil avait donc crû de 23 pieds 4 pouces. En 1799, la digue du canal du Prince-des-Fidèles a été rompue le 21 août; le meqyâs marquait 13 coudées et demie. Le Nil était à son apogée le 23 septembre; il marquait 16 coudées et 2 doigts (26 pieds 9 pouces 8 lignes). Les eaux avaient crû de 21 pieds 5 pouces 4 lignes. En 1800, la digue du canal du Prince-des-Fidèles a été rompue le 16 août : le meqyâs marquait 16 coudées. Son apogée a eu lieu le 3 octobre : le meqyâs marquait 18 coudées et 3 doigts (30 pieds 2 pouces 6 lignes). La crue a été de 24 pieds 4 pouces.

La vallée va en pente du sud au nord. Dans les première, deuxième et troisième zones, le Nil, dans ses basses eaux, est de 30 à 35 pieds au-dessous du niveau du terrain. Il faut donc qu'il s'élève à 20 et 21 coudées au-dessus (34 à 36 pieds) pour sortir de son lit. Il faut qu'à son apogée il marque 24 à 26 coudées (40 ou 44 pieds) pour procurer une inondation raisonnable. Dans la sixième zone il est, dans ses basses eaux, de 20 à 25 pieds au-dessous du niveau du terrain; il faut qu'il marque au meqyâs du Caire 14 cou-

dées (23 pieds 4 pouces) pour qu'il sorte de son lit; mais il doit marquer 17 à 22 coudées (28 à 36 pieds) à son apogée pour former une bonne inondation. Dans le bas Delta, ses basses eaux ne sont au-dessous du terrain que de 3 ou 4 coudées (5 ou 6 pieds). Le terrain des bords du Nil est plus haut que le terrain des extrémités de la vallée, de sorte que les champs voisins du désert, et au pied des chaînes Arabique et Libyque, sont arrosés avant ceux qui sont près du lit du fleuve.

Le Nil, pendant les basses eaux, a une pente d'environ 1 pouce 6 lignes par 1,000 toises. La distance du Caire au boghâz de Rosette est de 135,000 toises. Le Nil, près du Caire, est de 16 pieds 10 pouces au-dessus de la Méditerranée; à Syene, de 70 pieds; à Sennaar, de 200 pieds, en comptant 32 pieds pour les cascades de la grande cataracte et 8 pieds pour celle de Syene. En 1798, la crue ayant été de 23 pieds 4 pouces, le Nil a eu, du meqyâs à la mer, une pente de 39 pieds 7 pouces, ou 3 pouces 6 lignes pour 1,000 toises.

Le Nil dépense 8 à 10 millions de toises cubes d'eau par vingt-quatre heures dans ses basses eaux, 70 à 80 millions dans ses hautes eaux. Il perd dans la mer, chaque année, près de 8 à 10 milliards de toises cubes d'eau par ses embouchures. Il y avait un nilomètre à l'île d'Éléphantine, vis-à-vis de Syene; on l'a découvert en 1798. Il marquait pour *maximum* 24 coudées; mais on avait surajouté au-dessus 3 coudées tracées irrégulièrement.

Le meqyâs du Caire est situé au sud de l'île de Roudah, à une lieue du Caire. C'est une colonne de marbre qui marque 18 coudées 7 doigts avec le dé du chapiteau. C'est le seul nilomètre qui soit aujourd'hui en activité et qui règle l'état du Nil. Il en faudrait avoir cinq : 1° à Syene, 2° à Beny-Soueyf, 3° à Roudah, 4° à El-Rahmânyeh, 5° à Mansourah. Du temps du roi Mœris, 8 coudées suffisaient pour fertiliser le pays; du temps d'Hérodote, neuf cents ans après, il fallait 15 coudées; il en fallait 16 sous les Romains, 17 sous les Arabes. Lorsque le Nil est haut, il y a beaucoup de pays inondés, beaucoup de terres en culture. Quand l'inondation est peu forte, une moindre quantité de pays est inondée, l'année est médiocre ou mauvaise. Cependant, lorsque les inondations sont très-fortes, l'eau séjourne trop longtemps sur le terrain; la saison favorable se trouve écoulée; on n'a pas le temps de semer; l'atmosphère est trop humide : il peut y avoir disette et famine.

Dans aucun pays l'administration n'a autant d'influence sur la prospérité publique. Si l'administration est bonne, les canaux sont

bien creusés, bien entretenus, les règlements pour l'irrigation sont exécutés avec justice, l'inondation plus étendue. Si l'administration est mauvaise, vicieuse ou faible, les canaux sont obstrués de vase, les digues mal entretenues, les règlements de l'irrigation transgressés, les principes du système d'inondation contrariés par la sédition et les intérêts particuliers des individus ou des localités. Le gouvernement n'a aucune influence sur la pluie ou la neige qui tombe dans la Beauce ou dans la Brie; mais, en Égypte, le gouvernement a une influence immédiate sur l'étendue de l'inondation, qui en tient lieu. C'est ce qui fait la différence de l'Égypte administrée sous les Ptolémées, et de l'Égypte déjà en décadence sous les Romains, et ruinée sous les Turcs. Ainsi, pour que la récolte soit bonne, il faut que l'inondation ne soit ni trop basse ni trop haute.

Le roi Mœris avait remédié à ces grands inconvénients. Le lac qu'il fit construire était un grand réservoir où il faisait écouler le Nil lorsque l'inondation était trop forte; il ouvrait le lac et venait au secours du Nil dans les années où son inondation était trop faible. Ainsi, tantôt le Nil coulait par le canal de Joseph dans le lac Mœris, et tantôt les eaux du lac Mœris coulaient dans le Nil par le même canal. Il ne reste que de légères traces de ce beau et immense système. On se servait de ce réservoir pour fournir de l'eau, pendant les basses eaux, aux pays qui en avaient besoin, et dans une proportion calculée; ce qui a fait dire à Hérodote que les eaux du Nil coulent six mois par le canal de Joseph dans le lac Mœris, et six mois du lac dans le Nil par le même canal.

Cet historien dit aussi que le terrain de l'Égypte s'élève d'un pied par siècle, que le Delta a été conquis par le Nil sur la mer. On a calculé, par les données que l'on a obtenues au meqyâs de l'île d'Éléphantine, qu'il s'est haussé en seize cents ans de 6 pieds 2 pouces; ce qui donne pour élévation du terrain, par siècle, 4 pouces 8 lignes. Depuis trois mille ans, on ne trouve aucune différence sensible dans l'accroissement du Delta. Toutes ces questions ont fort occupé les antiquaires et les géomètres. Le pays a tellement changé depuis quatre mille ans, qu'on ne peut asseoir aucun raisonnement. La construction du lac Mœris, les ouvrages qui ont ramené le Nil dans la vallée actuelle, l'existence des sept branches par où il s'écoulait dans la mer, réduites aujourd'hui à deux, la formation des lacs Ma'dyeh, Bourlos, Menzaleh, tout cela multiplie les éléments du calcul et complique la question à l'infini. Les anciens se sont fort agités pour assigner la cause de ces inondations périodiques, qui proviennent des pluies périodiques du tropique. Ces

inondations sont productives et fécondes, parce qu'elles descendent des montagnes et parcourent les forêts de l'Abyssinie, les plaines du Sennaar, de la Nubie, et entraînent un limon qu'elles déposent et qui sert d'engrais aux terres.

L'analyse de ces eaux a fait connaître qu'elles sont légères, agréables au goût, extrêmement pures. Elles contiennent moins d'objets étrangers que l'eau de la Seine. Elles sont excellentes pour préparer les aliments comme pour les arts chimiques. Elles remplacent avec avantage l'eau de pluie et l'eau distillée.

IV. Une oasis est une terre végétale située au milieu du désert, comme une île l'est au milieu de la mer. Il y a trois grandes oasis qui dépendent de l'Égypte, savoir : la grande, la petite, et celle d'Ammon. Toutes les trois sont situées dans le désert de la Libye, à l'ouest du Nil. Ces trois oasis sont sur une même ligne, qui court du sud-est au nord-ouest. La plus au sud est la grande oasis, située à cinq journées de Syout. On suit une gorge qui traverse le désert pendant trente lieues sans trouver d'eau. Avant d'arriver au premier village de l'oasis, appelé *Ayné-Diseh,* on descend pendant une heure. On croit que le niveau de cette oasis est au-dessous de celui du Nil. La grande oasis a cinquante lieues de long : c'est une réunion d'un grand nombre de petites oasis. Il y a des jardins bien arrosés, des forêts de palmiers, huit ou dix villages, un château avec une petite garnison. Elle formait une province de l'ancienne Égypte. Dans le v[e] siècle on y comptait un clergé nombreux. Elle a eu des souverains particuliers dans le x[e] siècle. Un cheik y régnait, qui avait plusieurs milliers de cavaliers à ses ordres. On y trouve du riz, du blé, du fourrage. Les caravanes du Dârfour s'y rafraîchissent.

La petite oasis est au nord-ouest de la grande. Elle est à la hauteur du Fayoum, à cinq journées de cette province, à sept de l'oasis d'Ammon. Au VII[e] siècle, le 2[e] régiment d'Arménie y était cantonné. Il y a une grande quantité de palmiers. Les dattes, le riz, les roseaux, sont un objet de commerce assez étendu. Il y a de l'herbe et de la paille. La petite oasis est plus étendue que la grande; elle est au même niveau. Elles se joignent et forment une vallée qui va à Behnesé.

La troisième oasis est appelée *Syouâh.* C'est là qu'était le fameux temple de Jupiter Ammon. Elle est au nord-ouest de la petite, éloignée de douze journées du Caire, à six journées d'El-Baretoun, à douze d'Alexandrie, à quatorze de Derne, port de mer, à quarante du royaume de Fezzân. Elle a une cinquantaine de lieues de tour et possède des ruines. Les Grecs qui allaient consulter l'oracle de Ju-

piter Ammon débarquaient à El-Baretoun, d'où ils n'avaient que soixante et douze lieues à traverser pour arriver au temple. La population de cette oasis est de 10 à 12,000 âmes. Elle n'est point arabe. Elle est gouvernée par un conseil de douze cheiks. Le pays a du blé, de l'orge, de la paille, des olives, du riz, des dattes, des pommes, des pêches. Les dattes y sont excellentes. L'eau y est abondante et courante. Elle formait une province de l'ancienne Égypte. El-Baretoun, qui s'appelait *Parætonium*, était une grande ville. Antoine y séjourna après la bataille d'Actium; il espérait y être joint par quatre légions qu'il avait dans la Cyrénaïque.

Ces trois oasis ont joui de quelque prospérité. Elles sont aujourd'hui dans un état misérable; elles ne servent qu'aux caravanes, ou de refuge aux proscrits et aux exilés. De 1798 à 1799, elles ont été fort utiles à Mourad-Bey, à Elfy-Bey et aux Mameluks, dans leur malheur. La décadence de ces oasis doit être attribuée aux incursions des barbares de l'intérieur de l'Afrique. L'histoire nous conserve quelques traces de ces incursions de peuplades venues du centre de l'Afrique. Elles ont renouvelé leurs ravages plusieurs fois. Elles ont détruit les maisons, la culture, massacré les habitants, ou les ont emmenés en esclavage.

Indépendamment de ces oasis, il y en a un grand nombre de beaucoup plus petites dans les déserts qui appartiennent à l'Égypte; car, partout où il y a un puits d'eau, soit douce, soit saumâtre, partout où il croît quelques palmiers, où quelques grains d'orge peuvent être semés, il y a une oasis. Nous en parlerons en décrivant les déserts dont elles font partie.

V. On trouve de l'eau, de l'herbe et des arbres dans les déserts de l'Amérique; on trouve de l'eau et de l'herbe dans les déserts de la Tartarie; on ne trouve ni eau, ni herbe, ni arbres dans les déserts de l'Afrique et de l'Arabie. Ces déserts sont arides et nus. Les déserts d'Égypte ne sont séparés par aucune ligne naturelle des grands déserts de l'Arabie, de la Nubie et de la Libye. Ils sont la partie de ces déserts comprise dans les limites de l'Égypte, possédés par des tribus qui vivent des inondations du Nil. Leur étendue est de 40 à 42,000 lieues carrées; la population, de 150 à 160,000 âmes; ce qui fait 4 habitants par lieue carrée.

Les déserts de l'Afrique seraient inhabitables pour l'homme s'ils ne produisaient le chameau. Le chameau est l'image du désert, grand, maigre, difforme, monotone, patient, mais d'un caractère sauvage, et méchant quand il est poussé à bout. Il se nourrit d'absinthe et de

plantes épineuses. Une livre de cette nourriture par jour ou autant de fèves, d'orge ou de noyaux de dattes et une livre d'eau lui suffisent. Il reste quatre ou cinq jours sans boire, quelquefois jusqu'à six et sept, mais alors il souffre. Il passe plusieurs jours sans manger. Son lait, son fromage, sa chair, nourrissent l'Arabe; son crin, sa peau, l'habillent et forment ses tentes. Le chameau est une bête de somme, il n'est pas bâti pour traîner; il porte autant que trois chevaux : c'est le navire du désert. Chargé, et à son pas naturel, il fait 1,850 toises par heure; il marche dix-huit heures avec le repos d'une heure. Lorsqu'il le faut, il fait seize lieues de 25 au degré par jour, mais il en fait facilement douze. L'Arabe le loue au commerce et à l'agriculture. Il en vend, car il en élève beaucoup plus qu'il ne lui en faut. Né pour le désert, cet animal y prospère et s'y accroît en grand nombre. Avec le gain du travail du chameau, l'Arabe se procure les blés, l'orge, les habits et les armes dont il a besoin. Une tribu de 1,500 à 2,000 personnes a souvent 6 ou 700 juments, poulains ou chevaux, 15 à 20,000 chameaux grands ou petits, mâles ou femelles.

L'autruche a tous les caractères d'un enfant du désert. Elle est grande, disproportionnée, décharnée. Elle a dans son espèce quelque ressemblance avec le chameau.

La gazelle est petite, jolie, aimable, vive, bien proportionnée et agréable dans toutes ses formes. Elle serait l'ornement des bosquets d'Idalie. Tout en elle contraste avec le désert; cependant elle s'y plaît et y prospère.

Il y a six déserts dépendants de l'Égypte; trois font partie de la Libye, un de la Nubie, deux de l'Arabie, savoir : le désert de Bahyreh, qui s'étend d'Alexandrie à El-Baretoun et à l'oasis d'Ammon. Il a plusieurs milliers de lieues carrées de surface. Il s'y trouve plusieurs petites oasis; les principales sont celle du lac Natroun et celle de Maryout. Maryout et le lac Natroun ont été couverts par l'inondation et fertilisés par son limon bienfaisant. Dans le ve siècle, plusieurs milliers de moines habitaient ces oasis. Il y avait au lac Natroun quatre couvents grecs : ce sont quatre petites forteresses habitées par soixante et dix à quatre-vingts moines fanatiques et ignorants. Maryout est sur le bord du lac Maréotis. Toute l'oasis est couverte de ruines qui indiquent la nombreuse population qu'elle a nourrie jadis. Ce désert est habité par sept tribus d'Arabes qui forment une population de 15 à 20,000 âmes. Ils peuvent mettre à cheval 2,500 hommes. Ce sont : 1° les Henâdy, Bédouins errants et méchants; 2° les Jaumates; 3° les Troates; 4° les Aoulâd-A'ly; 5° les Geouâbit-Marabou;

6° les Samâlou-Marabou ; 7° les Beny-Aounous. Ces tribus font, par le désert, les voyages d'Alexandrie au Caire, au Fayoum, à la haute Égypte, à l'oasis d'Ammon. Elles transportent le sel natroun à Terrâneh et vendent dans le Delta des joncs, des roseaux qu'elles trouvent dans des vallées du désert, à quatre ou cinq journées du Nil.

Le désert de la petite oasis est borné par les pyramides de Gyzeh, le Fayoum, la petite oasis, le canal de Joseph. Il est habité par quinze ou vingt tribus, savoir : 1° Forgân, Bédouins ; 2° Taraouneh ; 3° Faouâyd ; 4° Abou el-Hor ; 5° El-Badrâman ; 6° Gâhmeh ; 7° Mohâreb ; 8° Gabar ; 9° Ghazâyeh ; 10° Darâbseh ; 11° Chaouâdy ; 12° Tahouy ; 13° Abou-Kerâym ; 14° Ebn-Ouâfy ; 15° El-A'tâyât, etc. La population de ces tribus se monte de 25 à 30,000 âmes. La culture, le produit de la petite oasis, le transport de ses dattes au Caire, le transport des joncs, des voyages dans la haute Égypte, quelquefois jusque dans le pays de Fezzân, sont les moyens d'existence de ces tribus. Elles cultivent la lisière du Fayoum.

Le troisième désert, celui de la grande oasis, commence à la hauteur de Syene. Il comprend cette partie de la Libye entre le Nil et la grande oasis. Les Arabes de ce désert cultivent la grande oasis. Ils s'y approvisionnent et en transportent les produits dans l'Égypte. Ils font des voyages du Fayoum dans différentes parties de la haute Égypte à travers le désert. Les principales de ces tribus sont : 1° Tarfeh ; 2° Beny-Ouâsel ; 3° Sohârât ; 4° Mehaz ; 5° Houâtat ; 6° Nefahât ; 7° Hanâger. La tribu des Beny-Ouâsel occupe tout le désert en remontant la rive gauche du Nil au-dessus de Syene, l'oasis et le désert de Semela, où les caravanes se reposent dans leurs voyages du Dârfour.

Le quatrième désert, ou désert de la Thébaïde, fait partie de la Nubie. Il s'étend, sur la rive droite du fleuve, de la presqu'île de Coptos à la mer Rouge, de Qoseyr à Qeneh. Il y a dans ce désert un grand nombre de gorges, plusieurs oasis, qui servent de communications du Nil avec la mer Rouge. Les Abâbdeh, tribu très-nombreuse, ayant peu de chevaux, mais beaucoup de dromadaires, font non-seulement les transports de Qoseyr à Qeneh, mais ils envoient des caravanes jusqu'à Sennaar. Les Bichâryn errent aussi dans ces déserts.

Le cinquième désert, celui des Ermites, est situé entre le Nil et la mer Rouge. Il est borné au nord par la vallée de l'Égarement. On y rencontre plusieurs oasis. On y trouve des citernes, des ruines de monastères, de couvents et même de villes, la plaine de la Vache, celle du Chat, celle du Chariot. Il a été habité par des ermites. On y trouve les ruines des monastères de saint Antoine, de saint Paul,

de saint Climaque. Les Antouny, les Azayzy, sont les puissantes tribus d'Arabes qui y errent.

Le sixième désert est celui de l'isthme de Suez. Il fait partie de l'Arabie. Il s'étend du Caire à Suez et de Suez à mi-chemin du mont Sinaï, de Jérusalem, de Gaza. On y trouve l'oasis de Tomlât et l'oasis de Saba'Byâr, celles de Qatyeh et d'El-A'rych.

L'oasis de Saba'Byâr, celle de Tomlât, ont été couvertes par le Nil. C'est là qu'était la capitale des rois pasteurs. C'est le pays de Gessen, où ont habité Jacob et sa famille. En 1800, l'inondation du Nil a couvert cette oasis jusqu'aux lacs Amers. Il y a des ruines de grandes villes, de l'herbe, de l'eau, des bois. Les Arabes y cultivent un peu d'orge. Indépendamment du produit de cette oasis, les Arabes de ce désert s'emploient aux transports du Caire à Suez. Ce commerce, qui est un objet de 35 à 40 millions pour l'aller et le retour, produit beaucoup aux tribus qui fournissent les escortes et louent les chameaux pour les transports. Les Arabes de ce désert fournissent aussi aux caravanes de Jérusalem, de Damas, de Gaza, et quelquefois de la Mecque et de Bagdad. Les caravanes de Jérusalem, de Damas, de Gaza, sont peu nombreuses, mais leur passage est presque journalier. Les principales tribus sont : 1° Bily; 2° Terrâbyn; 3° petits Terrâbyn; 4° Ouâhydât; 5° Haouytât; 6° Toumylât; 7° El-A'tâyât; 8° El-A'ydy; 9° Tâha; 10° Hanâger; 11° Nefahât; 12° les trois tribus des Arabes de Thor.

Les Arabes d'Égypte sont cultivateurs, Bédouins ou Marabouts. Le cultivateur habite des villages qui lui ont été donnés ou qu'il a achetés; mais il y conserve longtemps une physionomie sauvage. On n'y voit pas de mosquées, de maisons distinguées, mais seulement des cabanes égales, sans arbres. Tout y sent le désert et l'esprit farouche du Bédouin. Les hommes y sont guerriers. Ils entretiennent des chevaux. Ils sont indociles, supportent le joug de l'autorité avec impatience, payent difficilement le tribut, se battent quelquefois contre les Arabes-Bédouins. Ils se croient d'une espèce supérieure aux autres fellahs, qu'ils vexent souvent. Ils sont du reste industrieux, laborieux. Les Mameluks ne séjournent jamais parmi eux. Dans l'opinion des Arabes, soit cultivateurs, soit Bédouins, les fellahs sont leurs sujets; les Mameluks et les Turcs, des usurpateurs.

Les Arabes-Marabouts ne sont pas armés, n'ont pas de chevaux, sont obligés de loger les Bédouins et de fournir à leurs besoins.

Les tribus errantes, ou les Bédouins, cultivent presque toutes plus ou moins; mais elles sont constamment sous des tentes, ne logent jamais dans une maison ni dans une cabane, changent fréquemment

de séjour et parcourent tout le désert qui leur appartient pour faire paître leurs chameaux et profiter de l'eau des puits. Les Arabes-Bédouins sont la plaie la plus grande de l'Égypte. Il ne faut pas en conclure qu'on doive les détruire; ils sont au contraire nécessaires. Sans eux, ce beau pays ne pourrait entretenir aucune communication avec la Syrie, l'Arabie, les oasis, les royaumes de Sennaar, du Dârfour, d'Abyssinie, Tripoli et le royaume de Fezzân. Sans eux, les transports du Nil à la mer Rouge, de Qeneh à Qoseyr, du Caire à Suez, seraient impossibles. La perte que le pays en éprouverait serait très-considérable. Les Bédouins entretiennent une grande quantité de chameaux, de chevaux, d'ânes, de moutons, de bœufs, etc., qui entrent dans la balance des richesses de l'Égypte. Le natroun, le séné, la gomme, les roseaux, les joncs, qui sont à plusieurs journées dans le désert, seraient perdus. Il serait possible de les détruire; mais de nombreuses tribus arriveraient de l'intérieur de l'Afrique, de l'Arabie, pour s'emparer de leurs pays, qui sont l'objet de l'ambition de toutes ces tribus errantes. Lorsque le Nil s'élève et produit de fortes inondations, comme en 1800, la nouvelle s'en répand de proche en proche jusqu'au centre de l'Afrique, et des tribus nombreuses viennent de cinq cents lieues camper pendant plusieurs mois sur cette partie du désert, inondée extraordinairement, pour y semer et vivre. Les tribus des Arabes d'Égypte s'opposent à ce que ces étrangers viennent vivre dans leur domaine. Souvent il faut se battre. Cette résistance contient les tribus du grand désert. Détruire les Bédouins, ce serait, pour une île, détruire tous les vaisseaux, parce qu'un grand nombre sert à la course des pirates. Lorsque l'Égypte a été gouvernée avec fermeté et justice, les Arabes ont été soumis; chaque tribu a été obligée de répondre de son désert et de la partie de la frontière qui lui est contiguë. Ce règne de la justice a fait cesser les abus, et ces tribus, comme de petits vassaux, ont garanti la tranquillité du pays au lieu de la troubler.

La soumission des Arabes importe à la prospérité de l'Égypte; c'est un préliminaire indispensable à toute amélioration. Pour soumettre les Arabes il faut, 1° occuper les oasis et les puits; 2° organiser des régiments de dromadaires, les habituer à séjourner dans le désert pendant des mois entiers, sans qu'ils rentrent dans la vallée; 3° créer une grande magistrature, un tribunal pour les juger, surveiller et punir les tribus errantes. On posa les principes de cette organisation en 1799. On adopta d'abord deux modèles de tours. La première ayant 24 pieds de haut, à deux étages, portant deux pièces de canon sur la plate-forme, ayant un logement pour 40 hommes de

garnison, fossé, contrescarpe, chemin couvert, place d'armes et un avant-fossé, avec muraille crénelée formant une enceinte de 200 toises de côté dominée par la mitraille de la tour. Elle contenait un magasin de vivres pour la garnison pendant cent jours, et un magasin de réserve pour un régiment de dromadaires pour dix jours. Elle avait dans une de ses places d'armes des puits bien maçonnés, bien entretenus, et une citerne pour conserver l'eau pluviale. La tour de deuxième espèce avait 15 pieds de haut, un seul étage, portant deux pièces de canon sur la plate-forme, 15 hommes de garnison, des vivres pour 15 hommes pendant cent jours, un magasin de réserve pour une compagnie de dromadaires pour dix jours, un ou plusieurs puits, une citerne et un avant-fossé de 100 toises de côté. Vingt tours de première espèce et quarante de la seconde devaient être construites en 1800 et 1801, savoir : huit dans le désert de Bahyreh, huit dans le désert de la petite oasis, une aux Pyramides, une au Fayoum, deux dans l'oasis même, dix dans le désert de la grande oasis, cinq dans l'oasis même; cinq aux puits sur les routes d'Esné, de Syout; huit tours pour les quatrième et cinquième déserts, sur les cinq routes de Qoseyr; douze dans le désert de Suez, indépendamment des forts de Suez, d'El-A'rych, de Tyneh. Ces tours occuperaient douze principaux puits, Qatyeh, Mansourah, Zâouy, Reyfah, l'oasis de Tomlât, celle de Saba'-Byâr, etc. La garnison de ces tours devait être composée : pour les petites tours, d'un maître canonnier sergent et de 9 canonniers, 10 hommes; pour les tours de première espèce, d'un maître canonnier sergent, d'un caporal et de 13 canonniers, 15 hommes; total, 700 canonniers. Les régiments de dromadaires devaient fournir 5 hommes à chaque petite tour et 25 à chaque grande. Ces tours devaient servir de centre et de point de protection à autant de villages, qui, sous le canon et dans l'enceinte, seraient à l'abri des insultes des Bédouins. Les paysans, ainsi protégés, pourraient cultiver, héberger, nourrir les caravanes à leur passage et commercer avec elles.

On arrêta de créer six régiments de dromadaires, un pour chaque désert, nourri et payé par les provinces limitrophes; chaque régiment de 900 hommes, 750 dromadaires et 250 chevaux, portant des vivres pour cinquante jours. Un dromadaire portant quatre quintaux, un cheval portant deux quintaux :

	QUINTAUX.	
750 dromadaires portent.	3,000	3,500
250 chevaux portent.	500	

	QUINTAUX.	
Un homme pesant 180 livres, 900 hommes pèsent.	1,620	
Vivres pour 50 jours pour 900 hommes, à 1 livre par jour, soit.	450	
Vivres pour 250 chevaux pour 25 jours, à 10 livres par jour, soit.	625	
Vivres pour 750 dromadaires pour 25 jours, à 2 livres par jour, soit.	375	3,340
Eau pour 900 hommes pour 5 jours, à 4 livres par jour, soit.	180	
Eau pour 250 chevaux pour 3 jours, à 12 livres par jour, soit.	90	

Chaque soldat était armé d'une lance, d'un fusil avec sa baïonnette, portait une giberne, cent cartouches, un sac; chaque régiment commandé par un bey colonel, un kiâya major, deux adjudants, quatre capitaines kâchefs, quatre lieutenants et quatre sous-lieutenants; ce qui formait trois officiers par compagnie, un tambour, deux trompettes, 225 hommes; chaque régiment ayant deux pièces de canon traînées par six dromadaires. Il faudrait donc 5,400 hommes pour contenir les déserts, ou une dépense de 4 millions. Ce n'est pas le dixième de ce que coûtent au pays les avanies des Bédouins. Les six régiments seraient commandés par le grand cheik des déserts (général de division), deux kiâyas (généraux de brigade), six beys (colonels), vingt-quatre kâchefs (lieutenants-colonels), un kâchef de l'artillerie, un du génie.

Le grand cheik des déserts devait avoir près de lui un divan composé d'un kiâya, de quatre ulemas et d'un écrivain, qui aurait jugé les affaires contentieuses des Arabes avec les fellahs et des tribus entre elles.

On avait levé une brigade de soldats français montés sur 1,500 dromadaires. On avait dit :

1° Les tribus d'Arabes qui errent dans les six déserts d'Égypte seront tenues de prêter le serment, par l'intermédiaire de leur cheik et de six notables, entre les mains du grand cheik des déserts.

2° Les tribus en recevront un firman d'investiture qui constatera l'étendue du désert qui leur appartient, fixera le nombre d'hommes à cheval, le nombre de chameaux qu'elles devront fournir au sultan de l'Égypte.

L'état qui avait été dressé de ces contingents se montait à 5,000 hommes à cheval, 2,000 sur dromadaires et 700 chameaux, un conducteur pour trois chameaux.

3° A la mort du cheik, son héritier lui succédera; mais dans les

trois mois il se rendra près du grand cheik pour prêter son serment et recevoir son firman. Il sera revêtu de la pelisse d'honneur.

4° Un des dix principaux de la tribu demeurera au Caire avec sa famille pour servir de répondant et correspondre avec le divan du désert. Six enfants, âgés de dix à dix-huit ans, seront élevés dans la mosquée d'El-Azhar, dans les principes du Coran, et apprendront à écrire en arabe, en français, et à compter.

5° Le grand cheik des déserts marchera au secours de la tribu dont le pays sera envahi par les tribus des grands déserts.

Toute querelle entre deux tribus sera jugée par le divan, et la sentence remise au député des tribus, qui l'enverra à son chef, le bey du désert, pour la faire exécuter.

6° Toute querelle entre les tribus et les fellahs est jugée par le divan.

Toute insulte faite dans le désert aux Égyptiens est censée être faite par les Arabes de la tribu. Toute insulte faite sur la frontière par un Arabe est censée être faite par un de la tribu.

7° L'escorte des caravanes des voyageurs dans l'étendue de chaque désert, la fourniture des chameaux, appartiennent à la tribu. Toute difficulté est jugée par le divan.

8° Le grand cheik, après la délibération du divan, condamne une tribu à payer, en chevaux, chameaux, bœufs, moutons, une amende, conforme au tarif, pour les hommes tués ou blessés. Les torts faits à la propriété des fellahs sont payés par la tribu, qui, en sus, est condamnée à une amende de rétribution et de dommages.

9° Dans le cas où un ulema, moultezim, imâm, cheik el-beled, ou un Européen, serait tué ou blessé, la tribu est tenue de livrer au divan le criminel, ou à sa place un des cinquante principaux de la tribu, qui sera traduit devant le divan et condamné, soit à mort, soit à la bastonnade, soit à la prison, selon la nature du délit dont se sera rendu coupable l'habitant de la tribu.

10° Quand une tribu est désobéissante, elle est déclarée suspecte. Cette déclaration est signifiée à son député, qui en instruit son chef, et un mois après elle doit avoir livré, pour otages de sa fidélité, douze de ses principaux cheiks. Si elle est déclarée rebelle, cette sentence est envoyée à tous les beys et enfin à toutes les tours; l'eau et le pâturage lui sont interdits; des colonnes de dromadaires se mettent à sa suite et la détruisent; son désert est donné à une autre tribu.

11° Il est défendu aux Arabes d'avoir du canon, des fusils avec

baïonnettes, des fusils de rempart, d'élever aucune fortification, de faire aucun créneau aux santons ni aux maisons.

12° Tous les ans le grand cheik visitera ou fera visiter par ses kiâyas les divers déserts. Les tours et autres forts seront approvisionnés par des convois réguliers, escortés par des détachements de dromadaires, par les soins du grand cheik et des beys des déserts. Les caravanes de pèlerins et du commerce seront escortées, depuis leur entrée dans les déserts d'Égypte, par un détachement du régiment de dromadaires, et payeront un droit d'escorte conformément au tarif.

VI. La Méditerranée borne l'Égypte au nord depuis El-Baretoun jusqu'à Reyfah. L'établissement d'une colonie à El-Baretoun est une chose importante. Au préalable, il faut y bâtir un fort; ce sera le dépôt du commerce de l'oasis d'Ammon avec Alexandrie. D'El-Baretoun à Alexandrie, on trouve, tous les jours, de l'eau et des pâturages. Toute la côte d'Afrique jusqu'à Tripoli est déserte. Jadis elle était couverte de villes et de villages.

D'Alexandrie à Rosette il y a quatorze lieues de côtes. La rade d'Aboukir n'est pas tenable l'hiver. Elle peut donner refuge à une escadre de vaisseaux de guerre pendant l'été. Dans la rade d'Aboukir est la bouche du lac Ma'dyeh, qui a 100 toises de large. Ce lac existe depuis soixante ans. Il est important de fermer cette bouche et de restituer un si beau terrain à la culture. La bouche du Nil dite *boghâz de Rosette* est à quatre milles de la terre. C'est la plus dangereuse du Nil; il y arrive souvent des accidents. Il n'y a que quatre ou cinq pieds d'eau dans les basses eaux, cinq ou six dans les hautes; mais, une fois entrés dans le Nil, les bâtiments trouvent de l'eau. A quatorze lieues du boghâz de Rosette se trouve la barre du lac Bourlos, sur laquelle il y a huit ou neuf pieds d'eau. Là était jadis l'embouchure du principal bras du Nil. Les chaloupes seraient en sûreté dans ce lac, pourvu qu'elles ne tirassent pas plus de quatre ou cinq pieds d'eau. De la barre de Bourlos au boghâz de Damiette il y a vingt lieues. Ce boghâz est moins dangereux que celui de Rosette; il y a six ou sept pieds d'eau dans les basses eaux, huit ou neuf dans les hautes. Les bâtiments qui servent à la navigation de Damiette au Caire sont plus gros que ceux de Rosette. La rade de Damiette est à deux lieues du cap d'El-Boghâfeh, dans l'est; elle n'est pas sûre; les vaisseaux sont obligés souvent de dérader et de se réfugier en Chypre. Une fois le boghâz passé, le Nil est très-profond. Du boghâz de Damiette à la barre de Dybeh il y a six lieues; de

celle de Dybeh à celle d'Omm-Fâreg, dix; de celle d'Omm-Fâreg à celle de Peluse, quatre; de Peluse au mont Casius il y a onze lieues (*Casius* veut dire, en hébreu, *terme, bout, limite;* on l'appelle aujourd'hui *le cap El-Kasaroun*); de là à Reyfah, vingt-cinq lieues. Reyfah a été une grande ville, ainsi qu'El-A'rych et Qatyeh.

Les barres ne sont point des boghâz. Les trois barres des bouches du lac Menzaleh permettent à des bateaux tirant cinq pieds d'eau d'entrer; mais le lac Menzaleh n'a communément que trois pieds d'eau. Les djermes, qui font le commerce de la Syrie, ont la coutume de se réfugier, lors du mauvais temps, au dedans de la barre de Peluse.

Les villes d'Alexandrie, de Rosette, de Damiette, le village de Bourlos, ceux situés dans le lac et autour du lac Menzaleh, forment une population maritime d'une centaine de mille habitants. Mais toute l'Égypte est une population maritime.

Sur cent soixante et dix lieues d'étendue de côtes, il n'y a qu'Alexandrie, Aboukir, le lac Bourlos, Damiette, le lac Menzaleh, où il y ait possibilité physique d'opérer un débarquement. Alexandrie est le seul mouillage où une escadre soit en sûreté contre les vents de nord-ouest et contre les attaques d'une force supérieure.

Alexandrie est située à 30°13′5″ de latitude nord, 27°35′30″ de longitude, à cent quatre-vingt-dix lieues de Syene. La ligne droite qui joint ces deux points traverse le Fayoum et la petite oasis. Il y a, du meqyâs du Caire à Alexandrie, quarante et une lieues en droite ligne, passant par le lac Natroun; cinquante et une lieues en suivant le chemin de la rive gauche du Nil jusqu'à El-Rahmânyeh, et de là par Damanhour; soixante-six en suivant les eaux du Nil jusqu'à El-Rahmânyeh, et de là les eaux du canal d'El-Rahmânieh. Alexandrie n'a point de rade foraine; celle d'Aboukir, située à 11,000 toises, lui en tient lieu; mais elle a une rade intérieure immense, qui a tous les avantages d'un port. Cette rade peut contenir les escadres les plus nombreuses; elle s'étend depuis le Phare jusqu'au Marabout; elle a deux lieues de corde et trois lieues d'arc. Le long de cette corde règne un banc de rochers presque à fleur d'eau, où il n'existe que trois passes peu larges, mais qui permettent l'entrée aux bâtiments de guerre de toute grandeur. Dans l'intérieur de cette rade on est à l'abri des vents et des insultes des escadres ennemies; car, indépendamment des batteries de côte, un seul vaisseau, s'embossant près des passes, les défendrait suffisamment. Cette rade s'appelle *le port vieux.* Le port neuf est à l'est de la ville. Il est séparé du port vieux par l'isthme qui joint la presqu'île du

Phare au continent. On ne regarderait point comme des ouvrages extraordinaires et hors de proportion avec leur utilité la construction d'un môle à la principale passe du port vieux, pour en faciliter l'entrée et pour y placer des batteries qui croiseraient leur feu avec le fort Marabout et le fort du Phare, et aussi une coupure à l'isthme qui sépare le port vieux du port neuf, de manière à établir une communication entre les deux ports, ce qui rendrait la sortie praticable par tous les vents. Sur quatre ou cinq cents lieues de côtes d'Afrique et de Syrie, le port d'Alexandrie est le seul qui soit propre à contenir un établissement maritime.

Cette ville a existé, de temps immémorial, sous le nom de Medinah-Kherib (*ville ruinée*). Comment comprendre, en effet, que du temps de Sésostris, des Pharaons, et jusqu'à quatre siècles avant l'ère chrétienne, les Égyptiens aient méconnu le seul port qui existât sur leurs côtes et n'en aient pas profité? Alexandre le Grand la rebâtit. Sous les Ptolémées, ses successeurs, cette ville arriva au plus haut degré de prospérité; elle contenait un million d'habitants. Sous l'empire romain, elle était la seconde ville du monde par sa population, son commerce, ses écoles, les sciences et les arts. Dans les premières années de l'hégire, Amrou la prit après un siége de quatorze mois, et écrivit au calife Omar que l'enceinte avait 12,000 toises de tour, qu'elle renfermait quatre mille palais, quatre mille bains, quatre mille théâtres, douze mille boutiques, cinquante mille Juifs. Pendant la guerre qui dura longtemps entre l'empire romain de Constantinople et les Arabes, Alexandrie fut prise et reprise plusieurs fois. Elle souffrit beaucoup en 875; ses murailles furent rasées. Sur ses ruines les Arabes bâtirent une autre enceinte de 3,000 toises; elle existe encore; elle s'appelle *la muraille des Arabes.* Cette nouvelle ville, ainsi appelée, s'éleva à une assez grande prospérité. Elle a été détruite comme la première. La ville actuelle est bâtie sur un terrain d'alluvion formant l'isthme qui joint la presqu'île du Phare au continent.

Sur l'emplacement de l'ancienne ville des Arabes, on trouve *l'aiguille de Cléopâtre,* et trois cents citernes qui reçoivent l'eau du Nil et peuvent abreuver les habitants pendant dix-huit mois. La colonne dite *de Pompée,* bâtie par son ordre, qui était au centre de la ville, est à 300 toises en dehors des murailles de la ville des Arabes. Cette colonne a 88 pieds 6 pouces de haut, 8 pieds 2 pouces 2 lignes de diamètre en bas, 7 pieds 2 pouces 8 lignes en haut; le piédestal a 10 pieds de haut; la base, 5 pieds 6 pouces 3 lignes; le fût, 63 pieds 1 pouce 3 lignes; le chapiteau, 9 pieds 10 pouces 6 lignes. Elle est de granit de la Thébaïde. L'ordre est corinthien.

Alexandrie fait encore un commerce de quelque importance. Elle renferme plusieurs beaux bazars et plusieurs belles mosquées.

Le lac Maréotis couvrait jadis Alexandrie du côté du sud. Il avait quinze lieues de long et deux lieues environ de largeur, 4 ou 5 pieds d'eau. Ses îles et ses bords étaient couverts de villages, de jolies maisons de campagne. L'eau était douce. Il ne communiquait avec la mer que par un petit canal de 300 toises de long, qui servait à passer dans le port vieux. En 1798, ce lac était desséché depuis plusieurs siècles; on en reconnaissait l'emplacement aux bas-fonds et à l'humidité du terrain. Les Anglais, en 1801, coupèrent la digue du lac Ma'dyeh et reformèrent ce lac; en deux mois de temps les eaux de la mer couvrirent l'ancien emplacement. Ces eaux s'étendirent jusqu'à la tour des Arabes, de sorte qu'Alexandrie et Aboukir formaient une presqu'île de 36,000 toises de longueur. Depuis, en 1803, un ingénieur, venu de Constantinople, parvint, après de grands travaux et de fortes dépenses, à rétablir la digue du lac Ma'dyeh. En peu de mois le lac Maréotis se sécha et laissa un pied de sel sur le terrain; mais en 1807 les Anglais coupèrent de nouveau cette digue et reformèrent le lac.

Le canal de la haute Égypte, qui coule au pied de la chaîne Libyque, apportait le Nil dans le lac Maréotis. On voit les traces d'un canal d'irrigation qui prend les eaux près d'A'lqâm, et arrose quelquefois la province de Maryout. Le canal de navigation d'Alexandrie prenait les eaux du Nil à quatre lieues de Canope. Il était navigable toute l'année. Ses bords étaient couverts de jardins, de maisons de campagne. Mais la branche de Rosette ayant appauvri et desséché celle de Canope, il fallait établir la prise d'eau de ce canal à peu près à la hauteur d'El-Rahmânyeh. Ce canal a été plusieurs fois comblé et envasé, de sorte que les eaux du Nil n'y entraient qu'au moment des hautes eaux. Trois fois il a été rétabli et rendu navigable toute l'année. Un sultan du Caire le fit rétablir en 1310. Il fertilisait cent mille feddân de terre, où s'élevèrent de belles maisons de campagne. Ce beau travail rendit la vie à Alexandrie et coûta un million de francs. Soixante ans après, en 1368, les eaux du Nil avaient cessé d'arriver pendant les basses eaux; mais en 1423 il fut de nouveau rendu navigable toute l'année.

Depuis sa prise d'eau à partir d'El-Rahmânyeh, le canal actuel a plus de 50,000 toises de développement, quoique la distance directe d'El-Rahmânyeh à Alexandrie ne soit que de 38,000 toises. La crue du Nil commence à El-Rahmânyeh dix jours après qu'elle s'est fait sentir au meqyâs du Caire. La digue du canal d'Alexandrie à El-Rah-

mânyeh se rompt lorsque le Nil y a crû de 9 pieds. Le fond du canal d'Alexandrie est de 8 pieds 7 pouces au-dessus des basses eaux d'El-Rahmânyeh. En 1798, cette digue a été rompue le 27 août; l'eau est arrivée dans l'aiguade du vieux port le 27 septembre; elle a mis trente-six jours à parcourir cet espace. En 1800, la digue du canal a été rompue le 10 août; le 22 l'eau est arrivée dans l'aiguade d'Alexandrie; cette année les eaux n'ont mis que douze jours à parcourir le même espace, parce que la crue a été très-forte. Dans les basses eaux, la pente d'El-Rahmânyeh au boghâz de Rosette est de 4 pieds; la distance d'El-Rahmânyeh au boghâz est de 34,600 toises. En 1798, le Nil est monté de 12 pieds 3 pouces 7 lignes à El-Rahmânyeh; ce qui fait 16 pieds 3 pouces 9 lignes pour la pente pendant les hautes eaux; mais, l'eau ayant monté de 2 pieds sur le boghâz de Rosette, la différence de niveau n'a été que de 14 pieds 3 pouces 9 lignes. La pente a été de 5 pouces par 1,000 toises. Les hautes eaux du Nil n'ayant aucune influence sur le niveau de la mer, la pente a été, dans le canal d'El-Rahmânyeh à Alexandrie, de 5 pouces deux tiers par 1,000 toises.

La navigation de ce canal est de peu d'importance, ne pouvant recevoir que de petites djermes, parce que, dans les plus hautes eaux du Nil, il n'y entre que 3 pieds 6 pouces d'eau, et seulement pendant un mois. Lorsque l'eau du Nil est arrivée à Alexandrie, et que toutes les citernes sont pleines, on permet aux cultivateurs riverains de s'emparer de l'eau pour inonder leurs terres.

Le projet d'un canal qui serait navigable toute l'année et pour toute espèce de djermes a été étudié, les nivellements faits avec soin. L'ingénieur Chabrol a proposé de le diviser en trois biefs : le premier bief, d'El-Rahmânyeh à Birket, distance 22,500 toises; là il entrerait dans le lac Ma'dyeh, ce qui donnerait un débouché et une communication avec la rade d'Aboukir. Le deuxième bief, de Birket au lac Maréotis, 12,500 toises, où il entrerait dans le lac. Le troisième bief, en aqueduc, pour porter les eaux au travers du lac Maréotis, 6,000 toises. Le canal d'Alexandrie est le travail hydraulique de l'Égypte le plus important sous le point de vue du commerce comme sous le point de vue militaire. L'objet de l'administration doit être de faire passer par Alexandrie le plus gros bras du Nil, pour fertiliser tout le territoire et donner un nouveau degré d'utilité au port d'Alexandrie.

VII. La mer Rouge a six cents lieues de long. Elle communique avec l'océan Indien par le détroit de Bab el-Mandeb. Le détroit de

Bab el-Mandeb a six ou sept lieues de large. L'île Perim le divise en deux passes, l'une de deux lieues, où il y a dix-sept à vingt brasses, l'autre de trois lieues, où il y en a une trentaine. L'Arabie borne à l'est la mer Rouge; les déserts d'Éthiopie la bornent à l'ouest. Cette mer ne reçoit aucune rivière. Les ports de Moka, de Djeddah, d'Yanbo, sont sur la côte arabique. La rade d'Yanbo peut contenir des escadres de guerre très-nombreuses. Du côté de l'Égypte sont : le port de Massouah, qui sert au commerce de l'Abyssinie; le port de Saouâkyn, où s'embarquent les pèlerins de la caravane du Soudan pour aller à la Mecque; le port de Qoseyr, qui sert aux communications de l'Arabie avec l'Égypte; la rade Myos-Hormos, située à vingt-six lieues nord-nord-ouest de Qoseyr, d'où les expéditions romaines partaient pour l'Arabie heureuse et l'Inde. Elle peut contenir les plus grandes escadres; elle est couverte par trois îles; il y a partout huit brasses d'eau. Au bord de la mer est une plaine de deux lieues qui pourrait être fertilisée. Myos-Hormos manque d'eau; il serait possible de s'en procurer. C'est le port de mer de la mer Rouge qui doit contenir les escadres égyptiennes. Le petit port de Qoseyr est mauvais. La rade de Thor est mauvaise. La rade de Suez est bonne; les bâtiments y mouillent par six brasses; elle est à une lieue et demie de la ville; l'ancrage y est bon.

Le commerce de cette mer se fait avec une centaine de bâtiments appelés *zeïmes* et *caravelles*. Les zeïmes sont des bâtiments de 400 tonneaux, les caravelles de 1,200. Sésostris a eu jusqu'à quatre cents bâtiments armés sur la mer Rouge. Salomon y avait des flottes plus ou moins considérables. En 1538, les Vénitiens y avaient quarante et une galères. En 1783, la flotte de Djeddah était de trente-huit bâtiments de 500 tonneaux et de quatre vaisseaux, ou caravelles, percés de 60 canons.

Pendant quatre mois de l'année, de mai en octobre, les vents varient du nord à l'ouest : c'est le temps favorable pour aller aux Indes. Des bâtiments partis de Suez dans cette saison ont été en quinze jours au détroit de Bab el-Mandeb, en cinquante-cinq à Madras. En janvier, février et mars, les vents sont favorables pour remonter la mer Rouge. Les bâtiments des Indes arrivent à Suez en soixante jours. Des courriers partis de Madras sont arrivés en quatre-vingt-trois jours à Londres par cette voie. Cette mer est peu connue. Suez, en 1798, faisait encore un commerce de 20 millions d'exportation et autant d'importation. L'aiguade de Suez est aux fontaines de Moïse, situées à trois lieues de Suez, sur la côte arabique.

Ptolémée Évergète, pour éviter la navigation du fond de la mer

Rouge, fit bâtir Bérénice sur un point de la côte où il n'y avait pas de port, mais le plus voisin de l'isthme de Coptos, où était Thèbes. Les magasins qu'il y construisit étaient très-considérables. Les bâtiments, à peine chargés ou déchargés, étaient obligés d'aller dans le port de Myos-Hormos, pour être en sûreté et s'y réunir pour partir en flotte. D'Anville et les géographes modernes ont placé Bérénice au 24e degré de latitude, à la hauteur de Syene; ils se sont trompés : Bérénice était placée au vieux Qoseyr. On a trouvé les ruines des douze mansions que Ptolémée a fait construire de Coptos à Bérénice, sur la route de Coptos au vieux Qoseyr. La rade de Myos-Hormos est au nord de Qoseyr. Ptolémée a dû placer Bérénice au point de la mer Rouge le plus près de l'isthme de Coptos.

Héroopolis était située au fond du sinus de Suez, et lui a donné son nom. Arsinoë a été bâtie au confluent du canal des deux mers, à trois quarts de lieue au nord de Suez. Cléopatris faisait partie de la ville. Clysma, depuis Qolzoum, était à l'emplacement même de Suez.

Suez est située au 29°58′37″ de latitude, 30°15′37″ de longitude. De Suez à Peluse il y a vingt-sept lieues; de Suez au Caire il y en a vingt-neuf. A Suez, la mer Rouge s'élève, dans les vives eaux, de 5 pieds 6 pouces. Les vives eaux de cette mer sont plus hautes de 30 pieds 6 pouces que les eaux de la Méditerranée à Peluse. Pendant la crue de 1798, les hautes eaux du Nil se sont élevées au meqyâs à 9 pieds 1 pouce 3 lignes au-dessus des vives eaux de la mer Rouge, et à 14 pieds 7 pouces 3 lignes au-dessus des basses eaux de cette mer. Les hautes eaux de la mer Rouge ont 14 pieds 2 pouces 9 lignes au-dessus des basses eaux du Nil au meqyâs du Caire.

Le canal des Rois, qui porte les eaux du Nil dans l'isthme de Suez, a servi de moyen de communication entre les deux mers. Il prenait les eaux du Nil à Bubaste, sur la branche Pelusiaque, traversait le pays de Gessen, les lacs Amers, et arrivait dans la mer Rouge sous les murs d'Arsinoë. La navigation de ce canal se faisait en quatre jours. Il était large et profond. Sésostris, les anciens rois d'Égypte, les Perses après leurs conquêtes, les Ptolémées, Trajan et Adrien ont perfectionné, réparé ce canal et s'en sont servis. Après la conquête des Arabes, au commencement de l'hégire, Amrou rétablit la communication du Nil à la mer Rouge par le canal du Prince-des-Fidèles. Ce canal prenait ses eaux vis-à-vis de l'île de Roudah, au-dessus du Caire, disposition plus avantageuse que la première, puisque la prise d'eau était à un point du Nil plus haut. Ce canal a

servi longtemps à transporter les denrées nécessaires à l'approvisionnement des villes de Médine et de la Mecque.

Les ingénieurs français ont étudié deux projets de canal pour communiquer du Nil à la mer Rouge. Le premier se composait de quatre biefs. Le premier bief, de 10,000 toises, irait de Bubaste à la digue d'El-Senykah, où il recevrait le canal du Prince-des-Fidèles. Le deuxième bief commencerait à la digue d'El-Senykah, traverserait l'oasis jusqu'aux ruines du Serapeum; ce qui comprend 37,000 toises. Le troisième bief traverserait les lacs Amers, 20,500 toises; il serait maintenu à la hauteur des basses eaux de la mer Rouge. Le quatrième bief, entre les lacs Amers et la mer Rouge, 11,000 toises; il recevrait 6 pieds d'eau de la mer Rouge qui serviraient à des écluses de chasse pour creuser le port de Suez. Le canal n'aurait ainsi que quatre écluses; son étendue serait de 78,500 toises. Il serait navigable huit mois de l'année, depuis août jusqu'en mars; le Nil lui-même n'est bien navigable que dans cette saison.

Le second projet de communication des deux mers est de Suez à Peluse. Le quatrième et le troisième bief seraient les mêmes, mais des lacs Amers un bief conduirait à Peluse, en côtoyant le lac Menzaleh. Les lacs Amers, étant un grand réservoir fort élevé sur la Méditerranée, serviraient de chasse pour l'établissement du port de Peluse.

Ce second canal aurait de grands avantages sur le premier : 1° il serait navigable toute l'année; 2° la navigation serait beaucoup plus courte, puisque, par le premier canal, il faut d'Alexandrie remonter le Nil jusqu'à Nâdir, entrer dans le canal de Pharaon, déboucher dans celui de Bubaste, ce qui exige dix jours de navigation intérieure et soumet à bien des accidents. Ce deuxième canal va droit de la Méditerranée à Suez. Il serait moins coûteux. Il ne faudrait que quatre jours pour passer de la Méditerranée dans le Nil. En 1800, l'inondation est arrivée jusqu'au commencement du troisième bief, aux ruines du Serapeum; sans quelques légers obstacles, elle serait arrivée jusqu'au commencement du quatrième bief. Le fond des lacs Amers est à 50 pieds au-dessous du niveau de la mer Rouge. Ainsi le Nil arrive naturellement jusqu'à 11,000 toises de la mer Rouge. Dans la même année, les eaux du Nil sont arrivées jusqu'à quatre lieues du lac Menzaleh, à Râs el-Moyeh; la route de Sâleyeh en était interceptée. Le long du canal on creuserait des canaux d'irrigation, qui porteraient la culture à plusieurs lieues de droite et de gauche; ce qui seul rembourserait la dépense de la construction du canal. La ville de Suez, sa marine, seraient abondamment pourvues d'eau par une de ces rigoles.

D'autres ingénieurs ont proposé de faire passer la mer Rouge dans l'isthme, de créer un détroit. La différence du niveau de la mer Rouge à la Méditerranée, à Peluse, est de 30 pieds aux vives eaux, et seulement de 24 aux basses eaux, ce qui fait moins d'un pied par lieue; il n'y aurait donc qu'à ouvrir le contre-fort qui forme le quatrième bief, ce qui serait un travail de peu d'importance. Mais alors la vallée du Nil en serait inondée. Ils proposaient de diriger ce bras de la mer Rouge dans les lacs du roi Baudouin. L'Égypte serait garantie de ces eaux par les collines qui règnent de Suez à la mer, un peu à l'est de Peluse; il n'y aurait que quelques trouées à diguer. Les bâtiments alors, sans rompre charge, iraient de Marseille aux Indes, et, comme ce canal irait du nord au sud, ils le franchiraient avec le vent en poupe.

Ces trois moyens de communication sont praticables, d'une facile exécution; ils peuvent exister à la fois. En créant un détroit, on mettrait le pays à l'abri des attaques de la Syrie.

VIII. Thèbes a été la capitale de l'Égypte. Sa fondation se perd dans la nuit des temps. Sous Sésostris, elle était au plus haut point de prospérité. Homère parle de ses richesses, de ses merveilles et de ses cent portes, par chacune desquelles il pouvait sortir 10,000 hommes armés. Ses ruines excitent l'admiration; elles sont éparses sur une surface de 3,000 toises de diamètre. Elle avait 10,000 toises de tour. Elle était située à 300,000 toises de la bouche d'Omm-Fâreg, sur la Méditerranée, et à 90,000 toises des cataractes de Syene, par 25°48′59″ de latitude et par 30°19′38″ de longitude. Elle a été prise, pillée et dépouillée par les Perses, sous Cambyse, 500 avant Jésus-Christ; de là date sa décadence. Elle était déjà bien déchue sous Auguste.

Memphis, située près des pyramides de Saqqârah, sur la rive gauche du Nil, à trois ou quatre lieues au sud de la grande pyramide, a succédé à Thèbes. Il n'en reste presque aucun vestige. Elle avait 8,000 toises de circonférence. Lorsque les Perses conquirent l'Égypte, sous Cambyse, ils bâtirent une forteresse dans l'île de Roudah, à laquelle ils donnèrent le nom de *Babylone*. Cette forteresse avait des ouvrages sur la rive droite du canal de Roudah, pour assurer les communications avec la Perse. Elle était pour ainsi dire un des faubourgs de Memphis.

Les Ptolémées portèrent la capitale de l'Égypte à Alexandrie. Alexandrie a surpassé en prospérité et Memphis et Thèbes. L'étendue de son enceinte était de 12,000 toises. Amrou, après sa con-

quête, bâtit une ville au lieu où avait été sa tente pendant le siége de Babylone; c'est aujourd'hui le Vieux-Caire. Quatre-vingts des compagnons du Prophète qui s'étaient trouvés au combat de Bendir assistèrent à la pose de la première pierre de la grande mosquée. La nouvelle ville devint la capitale de l'Égypte. Elle s'appela *Fosthâth*, mot qui veut dire *tente*.

Thèbes a dû sa prospérité au commerce des Indes, étant située sur l'isthme de Coptos, et aux idées religieuses du temps. C'était un lieu saint de pèlerinage comme la Mecque. On s'y rendait de tous les points de l'Afrique, de l'Arabie et de la Syrie. Les souverains de l'Égypte l'étaient de la Nubie, d'une partie plus ou moins grande de l'Éthiopie. Les Éthiopiens ont été à leur tour maîtres de l'Égypte. Entre les montagnes de Genâdil et celles de la Lune il y a d'immenses plaines qui sont arrosées par le Nil et par ses affluents. Ces plaines ont nourri de grandes nations qui cultivaient les arts, puisqu'elles ont bâti des monuments dont il reste des ruines, spécialement à l'île de Méroë. Au sud du désert de la Nubie, sur les bords de la rivière du Tonnerre, existent les restes d'un peuple : ce sont les Nubiens, sur les bords du Nil. Entre les déserts de Nubie et de Libye sont les Barâbras, autres débris d'une nation détruite par les féroces habitants de l'intérieur de l'Afrique. Memphis a succédé à Thèbes. Dans le même temps que les peuples éthiopiens étaient détruits par les invasions des peuples de l'intérieur, ceux de la Grèce, de l'Italie, de l'Asie, se civilisaient. Le Delta se couvrait de villes et de villages, et les travaux faits à Memphis faisaient couler les eaux du Nil entre les chaînes Libyque et Arabique.

Les Ptolémées ont placé leur capitale à Alexandrie, parce qu'elle était là le plus en sûreté contre les invasions de la Syrie et de l'Arabie, plus près de la Grèce et de la Macédoine, où ils avaient leurs relations politiques. Amrou a dû placer sa capitale sur la rive droite du Nil. C'était le point le plus à portée de l'Arabie. Loin de craindre les invasions par la frontière de l'est, c'était là qu'était son point de retraite, celui d'où il pouvait attendre du secours. Il dut quitter Alexandrie, exposée aux attaques par mer de l'empire romain de Constantinople, et d'ailleurs sans communication avec l'Arabie. Il quitta Memphis, où il pouvait être enveloppé par la population de l'Égypte, puisqu'il était là séparé de l'Arabie par la barrière du Nil; il se plaça sur les bords du désert, sur le point le plus près de la Mecque et de la mer Rouge; le désert était son élément.

Le Caire est par 30°2′21″ de latitude, 28°58′30″ de longitude, à 6,200 toises de la grande pyramide, à quarante-deux lieues de la

Méditerranée, à dix-sept lieues et demie de la mer Rouge. Les murailles du Caire sont assises sur la lisière du désert. Des sables arides vont de là à la Mecque, à Jérusalem et à Bassora, sans discontinuation. Cette ville a été bâtie en 970 par les califes Fatimites. Les colonnes qui servaient à l'embellissement de Memphis avaient été transportées, partie à Alexandrie, partie à la ville de Fosthâth; elles le furent au Caire. Quarante mille de ces colonnes de granit servirent à bâtir les trois cents mosquées et à décorer les principaux palais qui embellissent cette ville. Parmi les mosquées, la plus considérable est celle d'El-Azhar (*la fleurie*). Elle a une école fréquentée par 14,000 étudiants, où l'on enseigne la littérature, la philosophie d'Aristote et le Coran. Elle est l'auberge des pèlerins; elle peut en loger 3,000 sans nuire en rien aux cérémonies du culte. Les autres mosquées, fort belles, quoique inférieures à Gâma el-Azhar, sont celle d'El-Hasaneyn, où l'on conserve la tête du fameux Sidi-Hasan; celle de Sitna-Zeyneb, ainsi appelée du nom de la sœur de Sidi-Hasan; celle de Sidi-Hasan, sous la citadelle; celle de Soultân-Qalaoun, où se fait le tapis pour la sainte Kaaba, appelé *kissoueh*. Le Caire est environné de monticules provenant des ruines de l'ancienne ville et des décombres journaliers. Le bien de l'agriculture ne permettant pas qu'on jette ces décombres dans le Nil, ils ont été amoncelés autour de la ville, et c'est un des plus grands désagréments de toutes les villes d'Égypte. Le sultan Selim fixa un revenu de 30,000 francs pour être employé à transporter les décombres jusqu'au delà du boghâz de Rosette. Cela ne s'est pratiqué que pendant quelques années.

La citadelle du Caire, qui domine la ville, est elle-même dominée à 300 toises par le plateau du Moqattam, dont elle est séparée par un ravin. Ce n'était pas un grand inconvénient du temps de Saladin; aujourd'hui cela rend l'établissement d'un fort nécessaire sur cette hauteur. Saladin a fait bâtir la citadelle sur un des mamelons du Moqattam, qui domine la vallée du Nil. Accoutumé aux sites pittoresques de la Syrie, il y a fait bâtir son palais. De ses fenêtres, il avait la perspective des pyramides. Il a fait creuser le puits de Joseph, qui a 272 pieds de profondeur.

Le Caire a deux ports sur le Nil. Celui de Boulâq, situé à une demi-lieue au nord-ouest, est le port pour tout ce qui s'expédie pour la basse Égypte ou en arrive; le port du Vieux-Caire, situé à une demi-lieue au sud de Boulâq, est le port pour tout ce qui s'expédie pour la haute Égypte ou de tout ce qui en arrive pour la consommation du Caire. Au Vieux-Caire est la prise d'eau de l'aqueduc, qui a

1,500 toises d'étendue et porte l'eau à la citadelle. Cette ville communique au Nil par le canal du Prince-des-Fidèles, qui traverse la ville pendant l'espace de 1,900 toises. On avait projeté de le rendre navigable; mais il eût fallu démolir trop de maisons. Les ingénieurs présentèrent le projet d'un canal prenant ses eaux à Boulâq et les conduisant à la place Ezbekyeh, qui deviendrait un bassin et le port de commerce de cette capitale.

Dans les hautes eaux, toutes les places du Caire sont des lacs. Les lumières des maisons qui se réfléchissent dans les eaux, le grand nombre de barques qui s'y promènent, la beauté des nuits d'août, de septembre et d'octobre, forment un spectacle intéressant.

Les rues sont extrêmement étroites; les maisons sont élevées. L'architecture approche plus de l'indienne que de l'européenne. Toutes les fenêtres sont grillées. Les toits sont en terrasse; on s'y promène, on y dort et on s'y baigne. Les maisons des beys, celles des grands cheiks, sont belles et uniformes dans leur construction. Il y a aussi beaucoup de grands okels appartenant à toute une corporation de marchands qui y ont leurs magasins. Ces okels n'ont point de fenêtres sur la rue. Les marchands y occupent de très-petites loges de 10 ou 12 pieds de côté, où ils se tiennent accroupis toute la journée, ayant autour d'eux des échantillons des diverses marchandises qu'ils ont à vendre. Les bains de vapeur et les cafés sont nombreux. Les rues sont éclairées par des verres de couleur; les Orientaux en font un grand usage. Les illuminations et les feux d'artifice sont un objet de divertissement, et nécessaires pour solenniser les fêtes.

A une demi-lieue du Caire, dans le désert, est la ville des Morts. Cette ville a une quantité de mosquées, de maisons, de pavillons, de kiosques formant une masse de bâtisses aussi considérable que la ville. Beaucoup de familles entretiennent la surveillance des lampes allumées dans ces tombeaux. Des fontaines y ont été construites. Il est commun de voir en Égypte, sur des monticules de sable ou de décombres, une espèce de chapelle ou de rotonde blanche : c'est un santon ou tombeau de derviche. Il y a au Caire des églises coptes, syriennes, grecques, des couvents coptes, arméniens et catholiques.

Le Caire était naturellement la capitale de l'empire des Fatimites, qui s'étendait sur la Syrie. Alexandrie serait la capitale des Français, par la même raison qu'elle l'a été des rois grecs : d'Alexandrie à Toulon, il n'y a que la mer à traverser. Alexandrie est susceptible d'être rendue très-forte. Ce doit être à la fois la capitale, le centre

de la défense, la retraite, le port et le dépôt de toute domination européenne.

IX. Au-dessus de la cataracte de Syene, limite actuelle de l'Égypte, on trouve le peuple des Barâbras, qui habite les deux bords du Nil. Le pays se divise en trois parties. La première, de Syene à la grande cataracte, soixante lieues; Ibrim et Derr sont les deux principaux bourgs; il y a cent villages. La seconde a pour chef-lieu Dongolah, grande ville, sur les deux rives, située à quinze journées de Syene. La troisième partie va jusqu'à Berber, vis-à-vis de l'île de Méroë. Les deux rives du Nil sont couvertes de ruines, de monuments. A Dongolah, il y a beaucoup de bêtes à cornes. Les habitants sont noirs. Il y a des ruines grecques et égyptiennes. Les Barâbras seraient riches s'ils n'étaient ravagés par les Arabes de la Nubie et de la Libye. Les Barâbras ne sont pas noirs. Ils ne sont pas Arabes; ils n'en parlent pas la langue. Ils ne sont pas guerriers. On en voit un grand nombre au Caire. Ils s'y distinguent par leur fidélité, leur travail, leur amour pour leur pays, où ils retournent toujours après avoir acquis un peu d'aisance.

Sur la rive droite du Nil, vis-à-vis le pays des Barâbras, jusqu'à l'Abyssinie, est placée la solitude de la Nubie, qui a 300 lieues de long. L'île de Méroë en fait partie. Les Arabes font cultiver par les Nubiens la partie méridionale de cette solitude. Pendant la saison des pluies, ils ne peuvent l'habiter à cause de la grande quantité de mouches et d'insectes; ils passent le Nil et vont dans les déserts de la Libye. Comme ils empruntent le territoire au roi du Sennaar, ils lui payent un octroi par chameau qui passe la rivière. Il est de ces tribus qui ont jusqu'à 200,000 chameaux, grands et petits, mâles ou femelles. Ces Arabes sont les Abâbdeh, Bichâryn, Haddowend, Ouled-Mut, Ouled-Amzam, Kaouâhleh, Shakorm.

Sur la rive gauche du Nil, vis-à-vis le pays des Barâbras, se trouvent les déserts de Bahiouda et de Selimeh, qui font partie du désert de la Libye. Les Arabes qui y habitent sont les Kabâbych, Beny-Gerâr, Beny-Fayzoura, Chaykyé, qui sont d'Angola.

Le royaume du Sennaar est au sud du pays des Barâbras. Il a une population de 3 à 400,000 habitants. Le roi a une armée soldée de 10,000 hommes, dont la cavalerie est belle. Il n'a ni artillerie ni armes à feu. La plupart de ses troupes sont des Nubiens qui paraissent originaires de ces contrées. Le Sennaar envoie par an plusieurs caravanes en Égypte. Ces caravanes se réunissent à Berber, d'où elles partent pour l'Égypte.

Berber est à dix-huit journées du Sennaar, et à dix-huit journées ouest de Saouâkyn, port de la mer Rouge. Cette dernière ville est sous la domination du chérif de la Mecque. Elle a de l'eau douce, du dourah, des melons d'eau, des cannes à sucre, des mouches à miel, des fruits, des gommes, des bœufs, des girafes, des civettes, des éléphants, des chameaux, des sauterelles bonnes à manger, des huîtres où l'on trouve des perles. La ville est située, en partie, dans une île. Elle est dominée par quatre forts. Des négociants du Caire y ont des comptoirs. Elle est le centre d'un assez grand commerce. Les pèlerins du Dârfour, du Sennaar, du Soudan, s'y embarquent et y débarquent, en allant en pèlerinage à la Mecque ou en en revenant. On y vend des esclaves du Dârfour, du Sennaar, de la Nubie et de l'Arabie, des plumes d'autruche, du musc, des coraux, des ivoires, des cornes, des noirs, des peaux de bœuf, des étoffes de l'Inde, des cotons, du fer, des armes et du tabac. Il y a trois mosquées. C'est un des points par où l'on peut pénétrer dans l'intérieur de l'Afrique. Les compagnies savantes qui s'intéressent à la civilisation de cette partie du monde devraient y tenir des agents.

A cent lieues de Sennaar est Gondar, capitale de l'Abyssinie. De Berber à Syene, les caravanes mettent vingt-cinq jours à traverser le désert de la Nubie. L'Abyssinie est contiguë au royaume de Sennaar. Le territoire est montagneux.

Le Dârfour est à l'ouest, et à vingt-six jours du Sennaar. Le désert qui sépare ces deux royaumes est peu considérable. Les deux princes sont souvent en guerre. Le Dârfour a une population de 200,000 âmes. Il commerce avec l'Égypte par une caravane de 12 à 15,000 chameaux et 7 ou 8,000 esclaves. Elle part d'Assonam, dernier village du Dârfour, va en dix jours à Zaghaoua, où elle trouve beaucoup d'eau, et se charge de sel marin et de natroun. De Zaghaoua elle se rend à El-Eguieh en huit jours de marche; elle y trouve abondamment de l'eau. Elle est souvent inquiétée par des partis de 3 ou 400 Arabes. D'El-Eguieh elle va à Selimeh en six jours; elle y trouve de l'eau, de la végétation. Selimeh n'est pas loin de la grande cataracte; elle est à peu près par la même latitude. On rencontre là des ruines et les restes d'un palais fort ancien. De Selimeh la caravane va en trois jours à A'yn-Chebb, où elle trouve une grande quantité d'eau. Puis d'Ayn-Chebb elle se rend en Égypte par la grande oasis. Ainsi cette caravane a marché vingt-sept jours dans le grand désert de la Libye avant d'entrer dans l'oasis. Elle fait annoncer son arrivée au cheik de Syout. D'A'yn-Chebb elle arrive à Moughés en huit jours. C'est un village habité de la grande oasis.

Les dattes et les limons y sont excellents. De Moughés à Beyris il y a quatre heures de marche; elle y séjourne trente jours. Elle continue pendant cinq jours à parcourir les différentes stations de l'oasis; elle y trouve tous les jours de l'eau. Elle séjourne ordinairement vingt jours à Khargeh. Enfin elle sort de la grande oasis et arrive en cinq jours à Syout sans trouver d'eau. Elle a traversé des déserts de quarante-deux jours de marche, mais elle y a mis plus de cent jours. Pour être maître de la route de Dârfour au Nil, il faudrait, indépendamment des tours placées dans l'oasis et dans les déserts d'Égypte, en construire une à Zaghaoua, une à El-Eguieh, une à Selimeh. Trois gros villages se formeraient dans ces trois points importants. Les caravanes iraient alors s'y rafraîchir très-fréquemment, et ce désert se civiliserait. Les pèlerins du Dârfour qui vont à la Mecque passent le Nil à Dongolah.

Si les trois rois d'Abyssinie, du Sennaar et du Dârfour réunissaient leurs armées, avec les Arabes qui dépendent d'eux, ils pourraient avoir 80,000 hommes. Leur point de rassemblement aurait lieu à Berber, sur le Nil. Ils n'auraient encore traversé aucun désert, et ils se trouveraient éloignés de l'Égypte de cent cinquante lieues à vol d'oiseau. Ils auraient trois routes pour se rendre en Égypte. Par celle du désert de la Nubie, il leur faudrait quarante jours, 100,000 chameaux pour porter leurs vivres et leur eau, car les puits de ce désert ne seraient d'aucun secours pour une armée aussi forte. La route par la rive gauche, en traversant le désert de la Libye, serait beaucoup trop longue, puisqu'il faudrait décrire le cercle que décrit le Nil. Celle qui suivrait les rives du Nil serait de deux cents lieues; les magasins, les vivres pourraient descendre dans des bateaux et arriver jusqu'à la grande cataracte; en peu de jours, les bateaux les franchiraient à force de bras. Mais ces peuples demi-barbares sont bien loin d'exécuter un pareil projet. Il leur faudrait de l'artillerie, une administration; ils n'ont rien. Il est probable qu'une opération pareille a été faite par les Éthiopiens quand ils envahirent l'Égypte. La position importante de la grande cataracte exigerait un fort permanent. Une soixantaine de bateaux armés de canons, portant trois milliers d'hommes, des vivres et quelques pièces de campagne, suivis par terre d'un ou deux régiments de dromadaires et de 12 ou 1500 hommes de cavalerie, étendraient l'influence du souverain de l'Égypte sur tout le Sennaar et sur toute la plaine, jusqu'au pied des montagnes d'où descend le Nil.

Les peuples de l'ouest sont encore moins redoutables et moins offensifs que ceux du sud. A l'ouest d'Alexandrie est la partie du

désert de la Libye que les anciens appelaient *Maréotide;* à l'ouest de celle-ci est la Marmarique; plus à l'ouest, la Cyrénaïque. La ligne de séparation de la Marmarique et de la Cyrénaïque est Catabathmos, ou la *grande descente,* à l'ouest de Paraetonium. Une vallée communique de ce point au Nil. Cyrène était éloignée de cent quatre-vingts lieues d'Alexandrie. L'oasis d'Audjelah appartient au bey de Tripoli. Elle contient 6 ou 7,000 habitants, qui ne sont pas Arabes, qui ont du blé, du fourrage, des bestiaux, des arbres, des dattes. Elle est à dix journées au nord-ouest de l'oasis d'Ammon, à douze journées sud de Derne, à onze de Bengâzi, port de la Méditerranée; à vingt-huit journées du royaume de Fezzân. L'aride désert de la Libye sépare l'oasis d'Audjelah de tous ces pays. Le Fezzân est un royaume de 100,000 âmes de population. Il est à vingt-huit jours de Tripoli; à vingt-quatre de Mesurata, port de la Méditerranée; à dix-huit journées sud de Sort, petit port de mer au fond de la grande Syrte; à vingt-huit jours ouest d'Audjelah, trente-huit de l'oasis d'Ammon, cinquante-quatre du Caire. Les caravanes mettent soixante journées avec les repos indispensables. Le Fezzân est à trente-neuf journées nord-est de l'empire de Bornou, par lequel il communique avec la ville de Tombouctou, sur le Niger. Le Fezzân est bien cultivé. Il y a cent villages, plusieurs villes. La capitale a 18,000 habitants. Le roi entretient une armée.

Le bey de Tripoli commande à une population de 66,000 âmes. Sa capitale est à trois cent soixante et quinze lieues d'Alexandrie. Elle est entourée de murailles flanquées de six bastions. Elle a un château, armé de vingt pièces de canon, qui défend le port, où peuvent entrer de petites frégates.

Derne, située à cent soixante lieues d'Alexandrie, a 6,000 habitants. La ville a une vieille muraille; 300 hommes tiennent garnison dans le château. Elle a beaucoup de bestiaux.

Entre Tripoli et Derne est l'ancienne Bérénice. C'était le jardin des Hespérides. Sa population est de 6,000 habitants. Le port peut contenir des bâtiments de 600 tonneaux. Le port de Bomba, situé entre Derne et El-Baretoun, est un port formé par quelques petites îles.

Si le bey de Tripoli, le roi du Fezzân, celui de Bornou, voulaient attaquer l'Égypte, ils choisiraient Audjelah pour le point de rassemblement de leur armée. Mais ils y arriveraient harassés de fatigue; ils auraient déjà traversé de grands et d'arides déserts. Il faudrait que leur armée se reposât au moins deux mois avant d'aller plus loin. Il lui faudrait un second repos à l'oasis d'Ammon, et il lui resterait encore quatorze ou quinze grandes journées de désert. Avant d'at-

teindre la vallée du Nil, que de peines, que de fatigues à surmonter! Si cette armée, en arrivant, était attaquée par l'armée égyptienne, une poignée de monde la mettrait en déroute. L'occupation d'El-Baretoun, de l'oasis d'Ammon, de la petite et de la grande oasis, comme il était projeté, éclairerait suffisamment toute la frontière de l'ouest de l'Égypte.

Les pays à l'est de l'Égypte sont l'Arabie et la Syrie. La mer Rouge borne et couvre cette frontière. C'est par l'isthme de Suez que l'Égypte a toujours été attaquée. La Syrie est habitée par une grande nation qui confine avec l'Asie Mineure, l'Arménie et la Perse. Des forts à El-A'rych et Qatyeh, des tours aux puits intermédiaires, une petite place à l'oasis de Tomlât, rendraient cette frontière bien plus difficile à franchir.

Il y a du Caire à la Mecque trente journées de chameau ou quatre cent douze heures de marche. On trouve quinze fois de l'eau. Il y a de la Mecque à Saana trente journées; de la Mecque à Médine, dix journées; de Médine à Bahréïn, trente journées, à Bassora vingt-huit, à Caffa vingt, à Dasseul vingt; de Saana ou d'Aden à Gaza, soixante-cinq journées. Le canal des deux mers sera une barrière naturelle. Dans le désert, les points importants sont les puits, l'ombre. Une armée qui débouche des déserts doit être battue par une armée très-inférieure qui serait maîtresse des puits. Du mois de novembre à celui d'avril, le désert est plus facile à traverser; mais il est bien fatigant et dangereux d'avril à novembre. La soif affaiblit le courage, prive l'homme de toutes ses facultés, même de l'espérance. Alors il s'abandonne, il se laisse mourir, il n'a plus la volonté de vivre.

L'Égypte est le pays d'où il faut partir pour pénétrer dans le centre de l'Afrique. Elle peut fournir les chameaux, les outres, le riz, nécessaires pour ces grands et difficiles voyages. Le Dàrfour est aussi éloigné d'Alexandrie, sur la Méditerranée, que du golfe de Guinée, que de la mer Rouge. Le chemin d'Alexandrie au Dârfour est connu, et il est fréquenté, deux fois par an, pàr la grande caravane du Caire. Celui du Dârfour à Sennaar et à Saouâkyn est très-fréquenté. Des caravanes vont de Dàrfour au Niger et à Bornou. Des voyageurs, suivant la caravane du Caire au Dârfour, prendraient dans cette ville les caravanes de Tombouctou et arriveraient sur le Niger. Il suffirait de s'entendre avec le roi du Dârfour, qui a besoin de l'Égypte. Si on voulait pénétrer de vive force dans le centre de l'Afrique, il est probable qu'une armée de 6,000 hommes, montés sur 5,000 dromadaires et 1,000 chevaux, avec dix-huit pièces de canon, donnerait la loi au roi du Dàrfour et pénétrerait sur le Niger.

X. L'Égypte a quarante-cinq mille lieues carrées de surface, dont moins de quatre mille pour la vallée du Nil, quatre cents pour les trois oasis et quarante mille pour les déserts. La vallée du Nil a une population de moins de 3 millions d'habitants ; les déserts et les oasis, de 160 à 200,000. Josèphe, l'historien, l'évaluait à 7,500,000 ; Amrou, à 26 millions, formant vingt-six mille villes ou villages. Six siècles après, les géographes arabes l'évaluent à 5 millions, formant quatre mille neuf cents villes ou villages. Quatre mille lieues carrées peuvent-elles entretenir et nourrir une population de 20 millions, ce qui fait 5,000 personnes par lieue carrée? La Flandre en contient 2,400; ce serait donc le double. Mais il faut considérer que ces lieues carrées sont couvertes par l'inondation du Nil; qu'il n'y a là ni bruyères, ni montagnes, ni landes à défalquer, tout est de bon terrain; que le limon du Nil dispense des jachères et permet de faire trois récoltes par an; enfin que la terre est plus fertile et que les peuples méridionaux sont plus sobres. La population peut donc avoir été de 5,000 habitants par lieue carrée.

Les Éthiopiens, et les rois pasteurs qui régnèrent en Égypte, mêlèrent le sang des peuples du centre de l'Afrique et de l'aride Arabie avec celui des Égyptiens. 500 ans avant Jésus-Christ, les Perses, et 200 ans après, les Grecs, y portèrent le sang de la Médie, de l'Irak et de la Grèce ; 300 ans après, l'Égypte fut province romaine ; beaucoup d'Italiens s'y établirent. Au moment de l'invasion des Arabes, dans le VIIe siècle, les Égyptiens étaient catholiques. En peu d'années la plus grande partie des naturels se firent musulmans. On ne peut distinguer aujourd'hui parmi les musulmans les descendants des familles qui se sont établies pendant et après la conquête des Arabes, des descendants des anciens habitants chrétiens qui ont embrassé l'islamisme, hormis cependant les grandes familles, qui, comme celles des cheiks El-Bekri et El-Sàdat, ont des généalogies historiques. Les Coptes, qui sont encore chrétiens, sont les anciens naturels du pays. Ils sont au nombre de 90 à 100,000 âmes. Ils ne sont pas guerriers; ils sont hommes d'affaires, receveurs, banquiers, écrivains. Ils ont leurs évêques, des églises et des couvents; ils ne reconnaissent pas le pape.

Les Mameluks se sont établis en Égypte dans le Xe siècle. Ils ont eu des soudans. Saladin le Grand était Mameluk. Ils régnèrent en Égypte et en Syrie jusqu'au XVIe siècle. Selim, empereur des Ottomans, détruisit leur domination et réunit la Syrie et l'Égypte à son empire. Il laissa 40,000 hommes pour garder sa conquête, et les divisa en sept corps de milice : six composés d'Ottomans, le sep-

tième de Mameluks; il réunit à cet effet tous ceux qui avaient survécu à leur défaite. Il confia à un pacha, à vingt-quatre beys, à un corps d'effendis, à deux divans, le gouvernement du pays. De ces vingt-quatre beys, l'un était le kiâya ou lieutenant du pacha; trois commandaient les places d'Alexandrie, de Damiette, de Suez; ils recevaient des ordres directement de Constantinople; le cinquième était trésorier; le sixième, émir-hadji; le septième, chargé de porter le tribut au sultan; quatre étaient chargés du commmandement des provinces frontières; les treize autres beys restaient à la disposition du pacha. Le grand divan était composé du bey-kiâya, de l'émir-hadji, du trésorier, du premier effendi, des quatre muftis, des quatre grands cheiks et de sept députés des sept corps de milice. L'agha des janissaires était le principal général. Le septième corps, celui des Mameluks, composé des plus beaux hommes et des plus braves, devint le plus nombreux. Les six premiers corps s'affaiblirent, bientôt ils ne furent plus que 7,000 hommes, tandis que les Mameluks seuls étaient plus de 6,000. En 1646, la révolution fut entière; les Turcs furent éloignés des places, et les Mameluks s'emparèrent de tout. Leur chef prit le titre de cheik el-beled du Caire. Le pacha tomba dans le mépris. En 1767, Ali-Bey, cheik el-beled, se déclara indépendant, battit monnaie à son coin, s'empara de la Mecque, fit la guerre en Syrie, s'allia aux Russes. Alors tous les beys furent, comme ils ont été depuis, des Mameluks. En 1798, les vingt-quatre beys avaient chacun leur maison, plus ou moins nombreuse; les plus faibles avaient 200 Mameluks; celle de Mourad-Bey était de 1,200. Ces vingt-quatre beys formaient une république soumise aux plus influents. Ils se partageaient tous les biens et toutes les places.

Les Mameluks naissent chrétiens, sont achetés à l'âge de sept ou huit ans dans la Géorgie, la Mingrélie, le Caucase, apportés par des marchands de Constantinople au Caire et vendus aux beys. Ils sont blancs et beaux hommes. Des dernières places de la maison ils s'élevaient progressivement, et devenaient moultezims de village, kâchefs ou gouverneurs de province, enfin beys.

Leur race ne se perpétuait pas en Égypte. Ils se mariaient ordinairement avec des Circassiennes, des Grecques ou des étrangères; ils n'en avaient pas d'enfants, ou ces enfants mouraient avant d'être arrivés à l'âge viril. De leurs mariages avec les indigènes, ils avaient des enfants qui vieillissaient; mais rarement la race s'en perpétuait jusqu'à la troisième génération; ce qui les obligeait à se recruter par l'achat des enfants du Caucase. Mourad-Bey, Ibrahim-Bey,

ont été achetés par Ali-Bey, sur le marché du Caire, à l'âge de sept ans.

On évalue à 50,000 les Mameluks, hommes, femmes, enfants, qui existaient en 1798. Ils pouvaient mettre 12,000 hommes à cheval.

La race ottomane, Turcs ou Osmanlis, se compose des descendants des familles qui firent la conquête du pays dans le XVIe siècle, ou de ceux qui s'y sont établis depuis, venant de la Turquie, en qualité d'effendis, de cadis, d'émirs, ou pour occuper des places dans les six corps de milice, ou par les événements du commerce. Cette race, avec les femmes, les enfants, les vieillards, était, en 1798, au nombre de 40,000, tous demeurant au Caire, à Alexandrie, Damiette et Rosette.

Les Moghrebins sont originaires du Maroc, de Tunis, d'Alger, de Tripoli. Ils proviennent de pèlerins de la Mecque qui se sont mariés, à leur passage, avec des noires ou des femmes d'Abyssinie, du Sennaar, de Berber, ou des filles de Syriens, de Grecs, d'Arméniens, de Juifs, de Français. Ils formaient, en 1798, une population de 100,000 âmes.

XI. En septembre, octobre et novembre, la terre est couverte d'eau; c'est la saison du repos : tout est suspendu. Le peuple a les yeux attachés sur le Nil; il attend le moment où il sera rentré dans les canaux, pour se livrer aux travaux champêtres. Dans une contrée prédominée par de telles circonstances, le commencement de l'année a dû être fixé au 21 septembre. L'équinoxe d'automne est le milieu de la saison morte, le fossé placé entre les deux années, le point de séparation des deux exercices. Vous avez le temps de recevoir le compte des dépenses faites pendant l'année qui finit et d'arrêter les projets de travaux que vous voulez entreprendre pour l'année qui va commencer. Mais les mêmes circonstances n'existent pas en Europe. Les travaux de l'agriculture, les travaux civils, ne sont pas terminés au 21 septembre; octobre, novembre, sont une continuation du même exercice. La saison morte est celle du mauvais temps, des glaces, l'époque de décembre et de janvier. La fin et le commencement de l'année ont dû être et ont été placés à l'équinoxe d'hiver, de Noël au 1er janvier.

En Égypte, la terre produit sans engrais, sans pluie, sans charrue; l'inondation du Nil, son limon productif, les remplacent. Les terres où l'inondation ne peut arriver, on les couvre de limon, comme en

Europe de fumier, et on les arrose par des moyens artificiels. Le limon du Nil contient, sur cent parties :

Carbone	9 parties.
Oxyde de fer	6
Silice	4
Carbonate de magnésie	4
Carbonate de chaux	18
Alumine	48
Eau	11
TOTAL	100

Les bouses ou fientes séchées au soleil servent de combustible. Les bœufs servent à faire mouvoir les machines à roue pour élever les eaux et arroser la terre. Mais on ne pourrait, sans des arrosements artificiels, ni cultiver les champs qui sont au-dessus de l'inondation, ni se procurer une seconde et troisième récolte. Les moyens artificiels en usage pour l'arrosement sont de deux espèces : le premier consiste à élever les eaux par le moyen d'une roue à pots, qui est mue par une paire de bœufs. Une de ces machines suffit pour dix feddân[1], mais il faut alors dix paires de bœufs ; le second moyen est le *délou*. A l'aide d'un balancier, un homme élève l'eau de 6 jusqu'à 9 pieds. Il faut deux délous pour un feddân de terre. Il faut deux hommes pour maintenir un délou en activité. L'homme qui se repose travaille aux rigoles ou sarcle le champ. Deux délous, l'un sur l'autre, élèvent l'eau à environ 18 pieds ; trois, à 27 pieds ; on pourrait en mettre à l'infini, mais alors la dépense dépasserait le produit. On n'emploie d'ordinaire que deux délous, l'un au-dessus de l'autre.

Nous avons dit que si le Nil était détourné avant la cataracte de Syene, l'Égypte serait un désert inhabitable. Si les causes de l'inondation cessaient, et que le Nil ne coulât que comme un fleuve ordinaire, on ne pourrait plus cultiver que le pays qu'on pourrait arroser par les moyens artificiels. On serait obligé de fumer les terres et de les labourer comme en Europe. L'arrosement serait un surplus de dépense. Les bords du Nil ne seraient pas un désert, mais le pays serait le plus misérable du monde.

Cette terre produit plusieurs récoltes. La première est la principale : tout le pays y est employé. Cette première récolte est produite par la culture adaptée aux terres inondées, qui s'appelle *el-bayâdy ;* par la culture adaptée aux terres qui sont arrosées artificiellement, qui

[1] Le feddân équivaut à 5,919 mètres carrés, près de six dixièmes d'hectare.

s'appelle *el-nabâry*. On cultive dans les terres inondées (bayâdy) les blés, l'orge, les fèves, les lentilles, les pois chiches, les pois lupins, les trèfles, le fenugrec, le guilban, le lin, le carthame. Au mois de novembre ou de décembre, aussitôt que les eaux sont rentrées dans les canaux, que la terre est découverte, mais encore en état de boue, les cultivateurs sèment. Le poids de la semence la fait enfoncer dans la boue. De cette époque aux mois de février, mars ou avril, elle germe, pousse, croît, mûrit et devient en état d'être récoltée. Le blé se recueille en mars. La terre a, par l'inondation, conservé suffisamment d'humidité pour n'avoir plus besoin d'arrosement. Les rosées sont d'ailleurs très-abondantes. Un feddân de terre reçoit un demi-ardeb de blé[1], un ardeb d'orge, un ardeb de fèves, un demi de lentilles, un demi de pois chiches. Un demi-ardeb de lupins produit neuf ou dix fois la semence. On arrache la tige du blé et de l'orge, on coupe la tige des fèves, on scie la tige des pois chiches, des lupins et des lentilles. La tige du blé et de l'orge sert à la nourriture du cheval; celle des lentilles, des fèves, des pois chiches, à la nourriture des bestiaux; celle des pois lupins sert de combustible. Le charbon qui en provient est préféré pour entrer dans la composition de la poudre à canon.

Le trèfle se coupe trente jours après la semaille; les deuxième et troisième coupes ont lieu chacune à vingt jours de distance. Le fenugrec s'arrache soixante et dix jours après la semaille; le guilban, soixante jours après; il sert à la nourriture du bœuf. Le lin s'arrache en mars; on en sépare la graine; on fait séjourner les gerbes vingt jours dans des fosses carrées, de vingt pieds de côté sur trois de profondeur, pleines d'eau. Un feddân produit cinq cent soixante rotl de lin[2] et deux ardebs de semence. Le carthame est indigène de l'Égypte; il donne le safranum, qui sert à la teinture. La récolte commence en avril; elle dure un mois; les fleurs sont broyées dans un mortier. Le feddân rend trois quintaux[3] de safranum et trois ardebs de semence. Le selgam se sème à raison d'un douzième d'ardeb par feddân; il produit six ardebs. La laitue reste six mois en terre; on en fait plusieurs récoltes. Elle se sème fréquemment avec les lentilles. On fait souvent deux récoltes à la fois, en mêlant les lentilles avec le carthame. On fait de l'huile avec des graines de lin, de carthame, de colza, de laitue.

On cultive dans les terres, par l'arrosement artificiel (ou *nabâry*),

[1] L'ardeb correspond à 184 litres.
[2] Le rotl pèse 444 grammes 7 centigrammes.
[3] Le quintal d'Égypte, *cantar*, vaut 100 rotl.

le dourah, le maïs, le riz, la canne à sucre, l'indigotier, le cotonnier, le henné. Le cultivateur attend que les eaux du Nil soient élevées, pour qu'il puisse arroser son champ avec un délou. S'il tarde trop ou que son terrain soit trop élevé, il met deux délous l'un au-dessus de l'autre. Il couvre quelquefois sa terre de limon du Nil en forme d'engrais. Le dourah est une sorte de millet : c'est la nourriture du peuple dans la Nubie et dans le Sayd. Cette culture est moins en usage à mesure qu'on s'approche du Caire ; on en voit peu à l'extrémité du Delta. Le cultivateur brûle les mauvaises herbes qui couvrent son champ et qui ne sont propres qu'à la nourriture du chameau. Il rompt la terre par un léger sillon, il la couvre de deux pouces d'eau, partage son champ en carrés, et y sème un vingt-quatrième d'ardeb de dourah ; il arrose pendant dix jours : il recueille deux cent quarante pour un, ou dix ardebs par feddân. La tige s'élève à 10 ou 12 pieds ; c'est un excellent combustible, qui sert spécialement pour les fours à chaux et à briques. Les tiges de carthame, de pois lupins, de dourah, de maïs, les roseaux, qui abondent en Égypte, servent aux manutentions de pain, et reviennent à vingt pour cent de ce que le bois et les fagots coûtent en Europe pour le même objet. Le maïs se sème de la même manière que le dourah. L'oignon se sème à raison d'un ardeb par feddân, et en produit seize. Il se vend une demi-pataque[1] l'ardeb.

Le riz est cultivé dans divers districts du Delta et au Fayoum. Il faut douze bœufs pour cultiver dix feddân de riz. Le laboureur rompt la terre plusieurs fois, l'inonde par les moyens artificiels, fait écouler l'eau, ne sème le riz que sur la moitié des terres préparées, et transplante la moitié des tiges sur l'autre partie. Le riz produit dix-huit pour un, cinq ardebs par feddân.

L'indigo se sème au mois de mai. La première coupe a lieu en août, la seconde quarante jours après. Le plant dure quatre ans. On arrose régulièrement. Si l'inondation du Nil pénètre dans un champ d'indigo, il est perdu.

La canne à sucre se plante en avril. La terre est labourée par plusieurs sillons perpendiculaires ; on l'arrose ; on coupe la canne en janvier ; elle dure deux ans : elle rend dès la première année.

Le coton se sème en mai ; le plant dure dix ans.

Le henné est un arbrisseau originaire de l'Inde ; il est cultivé en Égypte. Les anciens le connaissaient sous le nom de *cyprus ;* ils l'employaient à la teinture des enveloppes de momies. Ils broyaient les feuilles, ils en faisaient une pâte, et s'en servaient à teindre les

[1] La pataque vaut environ 3 francs 21 centimes.

ongles en rouge orangé. Appliqué aux laines, il donne une teinte brune.

Les rosiers se plantent à deux pieds de distance l'un de l'autre. Ils ne rendent que la seconde année; on les arrose tous les quinze jours; le plant dure cinq ans. L'eau de rose du Fayoum est très-renommée.

La plus grande partie des terres de la vallée du Nil pourrait être cultivée en sucre, indigo, riz et coton. Mais ces cultures sont fort chères, demandent beaucoup d'avances et de capitaux. C'est cette raison, tout à fait misérable, qui empêche que ces cultures, sans proportion plus avantageuses que toutes les autres, aient plus d'étendue.

Les premières récoltes sur les terres inondées sont terminées en mars ou avril. On se procure une seconde récolte, mais seulement sur les terres que l'on peut arroser : le blé, l'orge, les lentilles, les fèves semées à la seconde culture, ce qui s'appelle *el-chetaouy*. Cette récolte est plus abondante que la première d'un seizième, mais les frais d'arrosage absorbent ce surcroît de produit. Au contraire, une seconde récolte du dourah, du maïs, etc., qui s'appelle *el-baly,* dans des terres qui n'ont pu être inondées, rend beaucoup moins que les premières récoltes. Les troisièmes récoltes sont celles des concombres, potagers, fourrages, etc.; on les appelle *el-ougr.*

Un feddân cultivé en orge, fèves, lupins, pois des champs, dourah, ne rend en argent que la moitié de ce qu'il aurait rendu cultivé en blé. Un feddân semé en trèfle, carthame, rend autant que s'il était semé en blé.

On emploie en Égypte de 150 à 200,000 bœufs pour les moulins à roues. Quelques pompes à feu, quelques moulins mus par le vent et par l'eau, auraient le double avantage d'élever l'eau à la hauteur qu'on voudrait et de produire dans les frais de culture de très-grandes économies.

L'ardeb de blé valait 8 francs au Caire en 1798. La nourriture d'un cheval coûtait douze paras, d'un bœuf dix paras, d'un chameau cinq paras; la journée d'homme, dix paras. Un bœuf valait soixante pataques; un chameau, quarante; un cheval ordinaire, cinquante; une chèvre, une et demie; un mouton, deux.

Un feddân du Caire a 1,560 toises carrées, ce qui équivaut à un arpent 73 centièmes de Paris environ. Le feddân des Coptes est beaucoup plus petit; celui de Damiette est de 1,810 toises. L'ardeb de blé est une mesure de capacité qui équivaut à 14 boisseaux 1/6 de Paris; le poids ordinaire est de 250 à 260 livres. Le dareb est en

usage pour le riz : il pèse 1,131 livres. L'ocke pèse 2 livres. Le para ou le médin est 1/28 du franc. La pataque vaut 90 médins. L'intérêt de l'argent était, en 1798, à 10 pour 100. Les terres se vendent dix fois le revenu.

L'Égypte a 8 ou 9 millions de feddân de terre, qui, à 50 livres de rente, font 400 à 450 millions de livres. On calcule le feddân à 50 livres de revenu, d'après la valeur des denrées, qui sont au plus bas prix.

Le palmier abonde. Il commence à être productif à quatre ans. Indépendamment de la valeur du bois, qui est employé aux constructions, la feuille sert à faire des paniers, des coffres. Quand le bois est exposé à l'air, l'intérieur se durcit. La datte est une fort bonne nourriture. En Égypte, le sycomore est très-beau, le mûrier prospère, l'acacia est d'une espèce distinguée, les orangers ne sont pas aussi multipliés qu'ils devraient l'être. Il y a quelques oliviers dans le Fayoum. Hormis le palmier, tous ces arbres sont en petite quantité. C'est que l'on coupe et qu'on ne plante pas. On étaye des ruines; on ne les répare jamais. La soie, la cochenille, la vigne, pourraient prospérer dans ce beau pays.

Les chevaux, les ânes et les mulets sont d'une belle race. Le mélange de ceux du désert avec ceux de la vallée a amélioré et perfectionné les espèces. Le cheval ne sert point à la culture; il est exclusivement destiné à la selle. Les Arabes préfèrent les juments aux chevaux, parce qu'elles ne hennissent pas; ils les vendent rarement. Les chevaux restent entiers. C'est la belle et pure espèce arabe. Ils n'ont que deux allures, le double pas et le galop, jamais le trot. Ils ne boivent qu'une fois par jour. Leur nourriture est de l'orge et de la paille hachée. Les mules servent de monture aux cheiks, aux ulemas, à tous les gens de loi et de religion. Les ânes portent autant que les mulets. Ils sont grands et très-forts. Ce sont les fiacres du Caire. L'utilité dont ils sont pour l'Égypte est incalculable. Il y en a un grand nombre.

Le chameau se baisse sur les genoux, à un signal, pour recevoir sa charge. Il porte de quatre à six quintaux. La bride est un anneau qui traverse la narine, et que le cavalier tient par un cordon. Le cavalier se tient les jambes croisées autour du pommeau de la selle. Le dromadaire est un chameau léger et fait à la course. Il ne peut pas lutter de vitesse avec le cheval. Le trot du dromadaire, qui est son allure ordinaire, est plus vite que le trot du cheval. Le cheval au petit galop va plus vite. Le mouvement qu'éprouve le cavalier sur un dromadaire est un mouvement de tangage. Il va à ce double pas toute

la journée. Il fait facilement dix-huit à vingt lieues en un jour, et cent lieues en cinq jours de marche forcée dans le désert.

Les bœufs sont nombreux, d'une belle espèce. On voit fréquemment des hommes traverser des canaux, assis sur des bœufs à la nage. Il y a beaucoup de buffles. Les chiens sont en grand nombre, n'ont pas de maître, et errent dans les villes et dans les campagnes ; ce qui a toute espèce d'inconvénients. Les Musulmans ont à cet égard des préjugés fort déraisonnables. Les moutons sont grands ; ils ont beaucoup de laine. Il y a une certaine quantité de chèvres, quelques sangliers, peu de renards, point de loups. Les chrétiens seuls avaient des porcs.

Les poules sont innombrables. Il y a en Égypte deux cents fabriques pour faire couver les œufs et faire éclore les poulets. Ces fabriques portent le nom de *ma'mal*. Chaque ma'mal a dix ou quinze fours ; chaque four contient vingt mille œufs. On chauffe le four avec des roseaux, jusqu'à 32 degrés du thermomètre de Réaumur. Au bout de vingt et un jours, l'éclosion a lieu, les poulets sortent de leur coque. Les ma'mal travaillent au Caire depuis le mois de mars jusqu'au mois de juin ; dans la haute Égypte, depuis janvier jusqu'en mars. On fait quatre couvées. Chaque ma'mal fait éclore 120,000 poulets ; ce qui fait 24 millions de poulets pour les deux cents. Les habitants portent aux ma'mal deux œufs, et, au bout de vingt et un jours, ils reçoivent un poulet ; le reste est le profit de l'établissement. Il y a un sixième d'œufs qui ne réussissent pas. Dès le vingtième jour les poulets commencent à sortir de leur coque ; le vingt et unième, tous sont en mouvement ; on les vend quatre-vingts médins le cent.

Des femmes font le métier d'élever ces poulets sans poules. Elles en élèvent cinq cents à la fois. Quand ils ont un mois, elles les abandonnent dans la basse-cour. Les directeurs de ma'mal ne se servent pas de thermomètres ; ils maintiennent cependant, dans leurs fabriques, cinq ou six températures. Il leur faut une expérience consommée ; ce qui rend leurs places héréditaires, parce qu'ils n'emploient que leurs fils ou leurs neveux pour apprentis. Les canards, les dindes, toutes les bêtes de basse-cour sont en grande quantité.

La Méditerranée, la mer Rouge, le lac Menzaleh, le lac Bourlos, le Nil, fournissent un grand nombre de poissons. Ceux du Nil ont un goût de vase qui les rend peu agréables. La pêche du lac Menzaleh est affermée une somme considérable, occupe 600 barques et 2 ou 3,000 matelots. Le lac Maréotis, suivant Hérodote, était affermé pour une somme équivalant à 1,800,000 francs. On ne voit pas de crocodiles dans la basse Égypte. Ils sont peu nombreux dans la haute,

beaucoup moins méchants que ne les peignent les anciens naturalistes; les soldats se baignaient souvent à leur vue. Il y a eu très-peu d'accidents.

L'Égypte est couverte de colombiers. L'air est obscurci par une nuée de pigeons. C'est à Moussoul qu'on a commencé à se servir des pigeons pour porter des dépêches; ces essais eurent le plus grand succès. Ces messagers s'appelèrent *les anges des Rois*. L'Égypte et la Syrie furent couvertes de stations de colombiers. Les pigeons messagers allaient d'Alexandrie à Alep en . . . heures, il y a deux cent trente-cinq lieues; en . . . heures[1] de Bagdad à Alep. Cet établissement est cher, mais très-utile. Lorsque les Fatimites arrivèrent au trône d'Égypte, ils trouvèrent tous les colombiers organisés; ils les améliorèrent. En 1450, ils étaient établis de la manière suivante : pour la route d'Alexandrie, un colombier au château du Caire, le second à Menouf, le troisième à Damanhour, le quatrième à Alexandrie; pour la route de Damiette, le premier au château du Caire, le deuxième à la tour du Beny, le troisième à Mansourah, le quatrième à Damiette; pour la route de Gaza, le premier au Caire, le deuxième à Belbeys, le troisième à Sâlheyeh, le quatrième à Qatyeh, le cinquième à Ouarad, le sixième à El-A'rych, le septième à Gaza. Chaque station était donc de dix à dix-huit lieues. Un pigeon messager mettait deux ou trois heures à faire cette poste aérienne. De Gaza à Jérusalem, il y en avait deux; de Gaza à Hébron, trois; de Hébron à Damas, sept; de Damas à Tripoli, cinq. Par là, on voit qu'ils étaient non-seulement employés dans le désert et dans les plaines plates, mais encore dans les pays de montagnes. Pour cela, le pigeon était transporté, dans une cage couverte, à la station qui précédait celle du colombier où il demeurait habituellement et où étaient ses petits et sa famille. On lui attachait une lettre sous l'aile. Sorti du colombier, il s'orientait et se rendait à tire-d'aile auprès de sa famille. Un homme en sentinelle le portait chez le gouverneur ou chez la personne en autorité, qui détachait elle-même la lettre.

La neige pour les sorbets vient au Caire, de Beyrout, port du mont Liban, sur de petits bateaux qui remontent jusqu'à Boulâq. De là des chameaux la portent au château. Le transport se faisait jadis par dromadaires partant de Damas. Cinq dromadaires conduits par un seul homme partaient toutes les quarante-huit heures. Quatorze relais étaient placés sur la route, et la neige arrivait rapidement au Caire.

[1] Ces lacunes sont dans le manuscrit.

XII. L'Égypte commerce, par la Méditerranée, avec l'Espagne, la France, l'Italie, Constantinople, tout le Levant, l'Asie Mineure, la Syrie, les côtes de Tripoli, Tunis, Alger et Maroc ; par la mer Rouge, avec l'Arabie, le port d'Yanbo, Djeddah, la Mecque, l'Abyssinie; par les caravanes du Sud, avec le Dàrfour, qui communique avec le Soudan; par les caravanes de l'Ouest, avec le royaume du Fezzân, qui communique avec l'empire de Bornou et de Tombouctou; enfin, par les caravanes de Syrie, avec Gaza, Jérusalem, Damas, Bagdad, Bassora et l'intérieur de l'Arabie. Elle reçoit des marchandises de tous ces pays ; elle est le marché et l'entrepôt général de leur échange. En outre, il y arrive de Maroc, de Tunis, de Tripoli, d'Alger, des caravanes de pèlerins qui vont à la Mecque et font le commerce. Elle reçoit de la France, de l'Angleterre, de Livourne, de Venise et de Trieste, des draps, des soieries, des bijouteries, des quincailleries, des merceries, des armes, des plombs, des fers. Elle fait passer une partie de ces marchandises en Arabie, dans l'intérieur de l'Afrique, et garde l'autre partie pour sa consommation. Elle reçoit de Constantinople, de la Grèce et des échelles du Levant, du tabac, de l'huile, du charbon, des bois, des esclaves blancs et blanches, qui se vendent dans le pays. Elle reçoit de l'Arabie, par la mer Rouge, du café de Moka, de l'encens, des aromates, des épices, des marchandises des Indes venant de Djeddah. Elle garde une partie de ces marchandises et fait passer les autres à Constantinople, dans le Levant et en Chypre. Elle reçoit, par les caravanes d'Abyssinie, du Dàrfour, du Fezzân, et par les caravanes des pèlerins de Maroc, Tunis et Tripoli, des esclaves noirs, mâles et femelles, des chameaux et des dromadaires, des gommes, de la poudre d'or, des dents d'éléphant, de rhinocéros, du tamarin, des plumes d'autruche, de la graine de schismeh, de grandes outres en cuir, des perruches, des civettes, des cornes de cartide. Elle garde une partie de ces objets pour sa consommation et fait passer le reste en Arabie, à Constantinople, en Europe. La masse de toutes ces importations passe 100 millions de francs, qui arrivent à Alexandrie, à Damiette, à Suez, à Qoseyr, ou directement au Caire.

Elle exporte de son propre cru, pour solder ce qu'elle en conserve, du blé, de l'orge, des fèves, des pois chiches, des lentilles, des pois lupins, du lin, des dattes, du safranum, du henné, du riz, du sucre, de l'indigo, du séné, du natroun, de l'alun, des toiles grossières que le commerce envoie en Amérique, de la thériaque, dont la fabrication est un secret du pays. La valeur de ces objets exportés dépend de l'abondance de la récolte de l'année. La balance

est favorable au pays dans les années ordinaires. Le riz seul fait rentrer 6 millions de francs. L'Égypte envoie à Marseille, Londres, Venise ou Trieste, du café, des aromates, des gommes, du séné, du natroun, de l'alun, des plumes d'autruche, du tamarin, des dents d'éléphant, des dattes, du safran, du henné, de la thériaque, des toiles. Elle envoie à Constantinople du blé, du riz, de l'orge, des légumes de toute espèce, du lin, des toiles, du café, de l'indigo, des marchandises de l'Inde, des plumes d'autruche, des gommes, des civettes. Elle envoie en Arabie, par la voie de Suez et de Qoseyr, du blé, du riz, de l'orge, des fèves, des légumes de toute espèce, des animaux grands et petits, des draps, des bijouteries, des quincailleries, des armes et des merceries; dans l'intérieur de l'Afrique, des blés, du riz, des médicaments, de grosses toiles, des draps, des soieries, des armes, des ustensiles de cuivre et de fer, etc.

La masse des affaires qui se font en Égypte, aller et retour, dans toutes les parties, se monte à 200 millions de francs. Le café, calculé sur le prix où il se vend sur les marchés de Marseille, Livourne, Constantinople, est seul un objet de 30 millions.

Les caravanes du désert arrivent au Caire comme un convoi de bâtiments marchands dans un port, sans y être attendues. On signale une caravane qui débouche aux pyramides par les déserts de la Libye; elle demande à passer le Nil et un emplacement pour se camper : c'est une caravane qui arrive du Fezzân, ou du Maroc, ou d'Alger, ou de Tripoli, ou du Dârfour, ou du Sennaar. On signale une caravane qui arrive du désert de Suez ou de la Syrie : elle arrive de Thor, ou d'Arabie, ou de Jérusalem, ou de Damas, ou de Bagdad, ou de Gaza. La caravane dresse son camp près de la ville; au milieu s'établit une foire. Les caravanes de la Syrie sont composées de 500 chameaux; elles portent du tabac, du savon, de l'huile, quelquefois du charbon, des fruits, des raisins secs. Celles du Sennaar sont de 5 à 800 chameaux; il en arrive plusieurs par an. Du Dârfour, il n'en arrive qu'une; mais elle est de 12 à 1500 chameaux, de 8 à 10,000 esclaves. Le tiers des chameaux est employé à porter de l'eau, le quart à porter des vivres, un huitième seulement à porter des marchandises.

Les droits d'entrée et de sortie se perçoivent à la douane d'Alexandrie, de Damiette, de Suez, de Qoseyr, du Caire, de Syout et de Syene.

Si tel est encore le commerce de l'Égypte, que n'a-t-il pas dû être avant la découverte du cap de Bonne-Espérance! Du temps des Romains, le commerce des Indes était évalué rendre cent pour un.

C'est lui qui, après la mort d'Alexandre, a porté en si peu d'années la ville d'Alexandrie à une aussi haute prospérité.

Le séné vient dans le désert de la Nubie, à dix journées de Syene. Les Arabes qui le portent sont obligés de le vendre à une compagnie qui en a le privilége exclusif. L'alun vient du désert de Selimeh, sur la route du Dârfour. Le natroun vient des lacs Natroun. Le sucre et l'indigo sont tous employés dans le commerce de Constantinople. Les principaux besoins de l'Égypte sont l'huile, le bois et le tabac, qui lui sont fournis par l'Arabie et par la Syrie. Le commerce du tabac de Latakieh à Damiette est important.

XIII. Les moultezims sont seigneurs et propriétaires de villages; ils nomment à toutes les places municipales, règlent la perception, la police et l'administration. Chaque village a, 1° un cheik el-beled, c'est le bailli; plusieurs cheiks, ce sont les adjoints; ces places sont de fait héréditaires, le fils succède au père; 2° un chaheb ou député; il est nommé par les fellahs, il est leur homme; il tient le registre de toutes les propriétés inondées, des taxes auxquelles elles sont imposées et des payements que les fellahs ont faits dans le cours de l'année; 3° un meched; c'est une espèce de juge mage; 4° un serraf; c'est un Copte envoyé par l'intendant du moultezim pour résider pendant un an dans la commune, y présider à la confection des rôles et faire la recette de la contribution : c'est un receveur; 5° un khaouly ou arpenteur; c'est un fellah de village qui arpente les terres inondées tous les ans; 6° des khafirs; ce sont des gardes champêtres qui gardent les récoltes, les eaux, les digues, et donnent l'alarme à la vue des Bédouins; 7° un imâm; c'est le curé; 8° un barbier et un menuisier, payés et entretenus par la commune.

Un moultezim vend, aliène, hypothèque son village, qui, à sa mort, passe à son héritier naturel ou testamentaire. Celui-ci reçoit un firman d'investiture du gouverneur, et lui paye un droit qui équivaut à trois années du revenu de la terre. Le fellah est prolétaire ou propriétaire. S'il est prolétaire, il vit à la journée, il exerce un métier ou a une petite boutique. Il peut avoir des propriétés de deux espèces : 1° celle de sa maison, de ses meubles, de ses bestiaux, de son argent; 2° la propriété des *atar,* c'est un droit incommutable à la culture d'un champ. Ce droit il l'aliène, l'hypothèque et le transmet à son héritier. Il cultive son champ comme il l'entend; il n'en doit compte à qui que ce soit, pourvu qu'il paye le droit au moultezim. Lorsque le moultezim meurt sans héritier, tous ses biens appartiennent au gouvernement. Lorsque le fellah meurt sans héri-

tier, ses propriétés de première espèce sont dévolues au gouvernement; mais son atar, ou deuxième espèce de propriété, passe au moultezim, qui est obligé de la revendre à un autre fellah. Il y a des terres que le moultezim fait valoir lui-même, ou qu'il afferme pour une ou plusieurs années, ou qu'il fait cultiver par corvées par les fellahs du village. Ces terres s'appellent *ousyeh*. Les terres ousyeh sont aux terres atar dans le rapport de 10 à 10,000. Dans la haute Égypte, il n'y a que des terres atar; il n'y a point d'ousyeh.

Le fellah paye le *mâl el-hour,* qui veut dire droit légitime, au moultezim. Celui-ci est chargé de payer l'imposition au souverain et tous les droits aux autorités locales. Le mâl el-hour se paye à raison de l'inondation, de la culture qui a eu lieu et du nombre de récoltes que l'on a recueillies. Le tarif de ce que doit chaque feddân de terre, dans toutes ces hypothèses, est réglé. Un feddân cultivé en indigo, en sucre, en lin, en riz, etc., paye plus que s'il l'était en blé. Le tarif pour le mâl el-hour a été réglé par l'empereur Selim dans le XVIe siècle; mais la différence survenue dans les monnaies, et les usurpations des moultezims, plus puissants que les pauvres fellahs, ont depuis également concouru à le doubler, soit par l'établissement des droits additionnels, appelés le *nouveau droit des kâchefs,* soit par l'ancien et le nouveau barrâny. L'ensemble de tous ces droits formait le mâl el-hour de 1798, qui était plus du double de l'ancien.

Le moultezim paye, sur le produit du mâl el-hour : 1° le *myry* ou impôt dû au Grand Seigneur, impôt qui n'a pas varié depuis l'empereur Selim, en 1520 ; 2° les droits des kâchefs. Le surplus, qui s'appelle *fayz,* forme le revenu du moultezim. Il y a disproportion en ce que paye le moultezim comme myry et comme droits des kâchefs. Suivant les comptes donnés par les Coptes, le mâl el-hour produit, année commune, 30 millions de francs; les droits des kâchefs en sont le 20 pour 100 ou le cinquième, 6 millions; le myry est de 6,400,000 francs, un peu plus du cinquième : le fayz ou revenu des moultezims serait donc de 17,600,000 francs, environ les trois cinquièmes.

En outre, le fellah paye des dépenses locales et variables, qui n'entrent pas dans le mâl el-hour. Elles sont évaluées à 6 millions. Le total de l'impôt prélevé sur les terres, en Égypte, serait donc de 36 millions de francs, sans compter le produit des ousyeh, des rizâq, et celui des biens des mosquées, des hôpitaux, des villes saintes de la Mecque et de Médine, qui ne payent aucun droit. Les ouâqf sont des fondations pieuses, exemptes de toute imposition; elles consis-

tent en jardins, en okels, en maisons, en rentes sur les moultezims ayant la même destination.

Une partie du mâl el-hour se paye en blé, en orge, dans les provinces de la haute Égypte, c'est-à-dire dans le Sayd, la province de Syout, de Minyet, et la moitié de la province de Beny-Soueyf. Ces provinces payent, à compte de leur mâl el-hour, 1,800,000 ardebs de blé froment et d'orge; ce qui suppose 900,000 feddân cultivés. Cette partie de l'Égypte contient 1,700,000 feddân environ. C'est le tiers de toute l'Égypte, qui compte environ 1,700 lieues carrées de vingt-cinq au degré en terrains inondés.

En 1798, l'imposition personnelle produisait 2 millions de francs; l'imposition sur les charges, les chrétiens et les douanes, 6 millions; l'ensemble de divers petits droits, 2 millions; total, 10 millions. Sur ces 10 millions, 1 million était porté sur le compte du Grand Seigneur, à titre de myry. Les impositions réunies de l'Égypte étaient donc de 46 millions de francs, y compris 16 millions appartenant au fayz des moultezims; et le myry du Grand Seigneur formait un total de 7,400,000 francs.

Les Coptes sont exclusivement chargés de la perception du mâl el-hour. Ils administrent comme intendants des moultezims, comme intendants des gouverneurs, comme serrafs de plusieurs classes. Ils forment une corporation secrète qui partage tous les gains, qui sont très-considérables : 1° ils assignent des fournitures en nature dues par les fellahs; 2° ils gagnent sur les dépenses locales; 3° sur la différence des monnaies : ils prennent une pataque, qui vaut 90 médins, pour 82 ou 83 médins; le fellah y perd 8 ou 9 pour 100; 4° enfin ils font des gains illicites en favorisant le fellah dans la confection des rôles et en l'avantageant, soit par l'arpentage, soit par l'application du tarif d'une culture moindre. Des gens bien instruits évaluent les profits illicites de l'arpentage des Coptes à 8 millions de francs. Secondement, les cheiks el-beled font aussi de grands profits. Leurs moultezims, qui en sont instruits, s'en font payer tous les ans une rente ou une avanie, avant d'arrêter leurs comptes. On évalue ces profits illicites des cheiks el-beled à 6 millions de francs. Troisièmement, les Mameluks, gouverneurs de province ou d'arrondissement, imposent aussi des avanies en chevaux, chameaux, fournitures, argent; cela est évalué à 4 millions de francs. Enfin, les Arabes exigent des droits de protection ou imposent arbitrairement une contribution; cela est évalué à 9 millions. Le fellah, en dernière analyse, doit tout payer. Ces quatre grandes plaies forment pour les terres une charge de 27 millions. Si tout rentrait au trésor, l'imposition

monterait à 73 millions de francs, dont 17 millions pour le fayz; ce qui ferait 56 millions pour le trésor. Un million en Égypte vaut 3 millions en France, puisque le blé est à 3 francs le quintal, la journée d'un homme à 8 sous, la nourriture d'un cheval à 6 sous, et la valeur de toutes les autres denrées, volailles, etc., le cinquième de ce qu'elles se vendent en France. 50 millions en Égypte représentent 150 millions en France.

Sous les Ptolémées, les impositions rendaient 168 millions. Lors de la conquête par Amrou, dans le VIIe siècle, elles rendaient 144 millions. Pendant quarante mois qu'a duré l'administration française, le pays a eu à supporter, 1° la guerre de la conquête en 1798; 2° la guerre et l'invasion du grand vizir en 1800; 3° l'invasion des Anglais en 1801. Cependant, pendant ces quarante mois, le trésor français en a tiré 80 millions; les Mameluks ont perçu de leur côté, l'armée du grand vizir a perçu du sien; l'armée anglaise a beaucoup coûté au pays; les Arabes ont amplement profité de ce moment de crise. On peut évaluer le revenu de l'Égypte, dans son état actuel, à 50 millions de francs, qui, sur huit à neuf mille lieues de feddân de terre, donnent six livres par feddân et pourraient en donner seize par tête. M. Estève, administrateur des finances, évalue à 48 millions de francs les revenus de 1801, le pays étant en guerre et le commerce de la Méditerranée gêné par les croisières ennemies.

XIV. L'Égypte peut, dès aujourd'hui, fournir à l'entretien d'une armée de 50,000 hommes, d'une escadre de quinze vaisseaux, partie sur la Méditerranée, partie sur la mer Rouge, et d'une nombreuse flottille sur le Nil et sur les lacs. Son territoire fournirait tout ce qui serait nécessaire, hormis le bois et le fer, qu'elle tirerait d'Albanie, de Syrie et d'Europe, en échange de ses autres productions. Ses contributions se montent à 50 ou 60 millions. Mais à quel degré de prospérité pourrait arriver ce beau pays s'il était assez heureux pour jouir, pendant dix ans de paix, des bienfaits de l'administration française! Dans ce laps de temps, les fortifications d'Alexandrie seraient achevées; cette ville serait une des plus fortes places de l'Europe; sa population serait très-considérable; l'arsenal de construction maritime serait terminé; par le moyen du canal d'El-Rahmânyeh, le Nil arriverait toute l'année dans le Port-Vieux, et permettrait la navigation aux plus grandes djermes; tout le commerce de Rosette et presque tout celui de Damiette y seraient concentrés, ainsi que tous les établissements civils et militaires; Alexan-

drie serait déjà une ville riche; l'eau du Nil, répandue autour d'elle, fertiliserait un grand nombre de campagnes : ce serait à la fois un séjour agréable, sain et sûr; la communication entre les deux mers serait ouverte; les chantiers de Suez seraient établis; les fortifications protégeraient la ville et le port; des irrigations du canal et de vastes citernes fourniraient des eaux pour cultiver les environs de la ville; une peuplade et des fortifications seraient établies au port de Myos-Hormos, où mouillerait l'escadre de la mer Rouge; les lacs Ma'dyeh, Bourlos et Menzaleh seraient desséchés ou considérablement réduits, et des terres bien précieuses rendues à l'agriculture; les denrées coloniales, savoir le sucre, le coton, le riz, l'indigo, couvriraient toute la haute Égypte et remplaceraient les produits de Saint-Domingue; plusieurs écluses, plusieurs pompes à feu, régulariseraient le système d'inondation et d'arrosement.

Mais que serait ce beau pays après cinquante ans de prospérité et de bon gouvernement? L'imagination se complaît dans un tableau aussi enchanteur! Mille écluses maîtriseraient et distribueraient l'inondation sur toutes les parties du territoire; les 8 ou 10 milliards de toises cubes d'eau qui se perdent chaque année dans la mer seraient répartis dans toutes les parties basses du désert, dans le lac Mœris, le lac Maréotis et le Fleuve-sans-eau, jusqu'aux oasis et beaucoup plus loin du côté de l'ouest; du côté de l'est, dans les lacs Amers et toutes les parties basses de l'isthme de Suez et des déserts entre la mer Rouge et le Nil; un grand nombre de pompes à feu, de moulins à vent, élèveraient les eaux dans des châteaux d'eau, d'où elles seraient tirées pour l'arrosage; de nombreuses émigrations, arrivées du fond de l'Afrique, de l'Arabie, de la Syrie, de la Grèce, de la France, de l'Italie, de la Pologne, de l'Allemagne, quadrupleraient sa population; le commerce des Indes aurait repris son ancienne route par la force irrésistible du niveau; la France, maîtresse de l'Égypte, le serait d'ailleurs de l'Hindoustan.

Mais j'entends dire qu'une colonie aussi puissante ne tarderait pas à proclamer son indépendance. Sans doute, une grande nation, comme du temps de Sésostris et des Ptolémées, couvrirait cette terre aujourd'hui si désolée; par sa main droite, elle appuierait aux Indes, et par sa gauche à l'Europe; si les circonstances locales devaient seules décider de la prospérité et de la grandeur des villes, Alexandrie, plus que Rome, Constantinople, Paris, Londres, Amsterdam, aurait été et serait appelée à être la tête de l'univers.

Il y a aussi loin du Caire à l'Indus que de Bayonne à Moscou. Une armée de 60,000 hommes, montés sur 50,000 chameaux et

10,000 chevaux, portant avec elle des vivres pour cinquante jours et de l'eau pour six jours, arriverait en quarante jours sur l'Euphrate et en quatre mois sur l'Indus, au milieu des Sikhs, des Mahrattes et des peuples de l'Hindoustan, impatients de secouer le joug qui les opprime.

Après cinquante ans de possession, la civilisation se serait répandue dans l'intérieur de l'Afrique par le Sennaar, l'Abyssinie, le Dârfour, le Fezzân; plusieurs grandes nations seraient appelées à jouir des bienfaits des arts, des sciences, de la religion du vrai Dieu, car c'est par l'Égypte que les peuples du centre de l'Afrique doivent recevoir la lumière et le bonheur.

CHAPITRE III.

CONQUÊTE DE LA BASSE ÉGYPTE.

I. Navigation de Malte aux côtes d'Égypte. Débarquement au Marabout. Marche sur Alexandrie (1er juillet 1798). — II. Assaut d'Alexandrie (2 juillet). Les Arabes-Bédouins. L'escadre mouille à Aboukir (5 juillet). — III. Marche de l'armée sur le Caire; combat d'El-Rahmânyeh (10 juillet). — IV. Bataille de Chobrâkhyt (13 juillet). — V. Marche de l'armée jusqu'à Embabeh. — VI. Bataille des Pyramides (21 juillet). — VII. Passage du Nil; entrée au Caire (23 juillet). — VIII. Combat de Sâlheyeh; Ibrahim-Bey chassé de l'Égypte (11 août). — IX. Retour de Napoléon au Caire; il apprend le désastre de l'escadre (15 août). — X. Si les Français s'étaient conduits en 1250 comme ils l'ont fait en 1798, ils auraient réussi; si en 1798 ils se fussent conduits comme en 1250, ils auraient été battus et chassés du pays.

I. Après sept jours d'une navigation fort douce, l'escadre arriva devant Candie. Cette célèbre Crète excita toute la curiosité française. Le lendemain, la frégate qui avait été détachée sur Naples rejoignit l'amiral et porta la nouvelle que Nelson, avec treize vaisseaux de 74, avait paru devant cette capitale le 20 juin, d'où il s'était dirigé sur Malte. A ces nouvelles, Napoléon ordonna de naviguer de manière à attaquer l'Afrique à trente lieues à l'ouest, vers le cap Deris[1], au vent d'Alexandrie, afin de ne se présenter devant ce port qu'après avoir reçu les rapports de ce qui s'y passait. Une frégate y fut envoyée pour prendre le consul français. Si elle était chassée, elle devait faire fausse route. Le 29 juin, l'escadre légère signala le cap Deris. Un chebec raisonna un caboteur sorti le 28 d'Alexandrie. Il annonça qu'il n'y avait rien de nouveau dans cette ville. Le 31,

[1] Aujourd'hui El-Heyf.

on signala la tour des Arabes; le 1er juillet, la colonne de Pompée et Alexandrie. Le consul de France fit connaître que Nelson, avec treize vaisseaux de 74 et une frégate, avait paru le 28 juin devant Alexandrie, annonçant qu'il était à la recherche d'une armée française; qu'il avait continué sa navigation pour se porter sur les côtes de Caramanie; que les Turcs, fort alarmés, travaillaient jour et nuit à réparer les brèches de leurs murailles; que les chrétiens étaient sous le couteau. Les officiers de marine ne redoutaient pas la rencontre d'une escadre si inférieure en force, mais ils craignaient d'être attaqués pendant qu'ils seraient occupés à débarquer l'armée de terre ou après son débarquement. Leur confiance se reposait spécialement sur le courage de ces vieux vétérans, couverts de tant de trophées.

Napoléon ordonna le débarquement pour le soir même. Le convoi s'approcha de terre à la hauteur du Marabout. Le vaisseau amiral, ayant abordé un autre vaisseau, fut obligé de mouiller à trois lieues de la côte. La mer était grosse; les soldats éprouvèrent beaucoup de difficulté à entrer dans les chaloupes et à traverser les rochers qui ferment la rade d'Alexandrie et qui se trouvent en avant de la plage où s'opérait le débarquement. Dix-neuf hommes se noyèrent. L'amiral donna la main au général en chef pour l'aider à descendre dans son canot, et, le voyant s'éloigner, il s'écria : « Ma fortune m'abandonne. » Ces paroles étaient prophétiques !

Avant le débarquement, l'ordre du jour dit [1] : « Soldats..... vous portez à l'Angleterre le coup le plus sensible, en attendant que vous lui donniez le coup de mort. Vous réussirez dans toutes vos entreprises. Les destins vous sont favorables. Dans quelques jours, les Mameluks, qui ont outragé la France, n'existeront plus..... Les peuples au milieu desquels vous allez vivre tiennent pour premier article de foi « qu'il n'y a pas d'autre dieu que Dieu, et que Maho- » met est son prophète »; ne les contredisez pas. Les légions romaines aimaient toutes les religions..... Le pillage déshonore les armées et ne profite qu'à un petit nombre..... La ville qui est devant vous et où vous serez demain a été bâtie par Alexandre. »

Le général Menou débarqua le premier, à neuf heures du soir, au Marabout. Il était conduit par un pilote provençal qui avait la pratique de ces parages. Le général en chef, après quelques fatigues et des risques, mit pied à terre, une heure après minuit, près du santon Sidi el-Palabri. A trois heures, il fit battre au ralliement, et passa la revue de ce qui était débarqué; il y avait 4,500 hommes de tous les régiments. La lune brillait de tout son éclat; on voyait

[1] Voir cette proclamation, t. IV, p. 182.

comme en plein jour le sol blanchâtre de l'aride Afrique. Après une longue et périlleuse traversée, on se trouvait sur la plage de la vieille Égypte, habitée par des nations orientales, bien étrangères à nos mœurs, à nos habitudes et à notre religion. Cependant, pressé par les circonstances, il fallait avec une poignée d'hommes, sans artillerie, sans cavalerie, attaquer et prendre une place défendue par une population sous les armes et fanatisée. Que de périls, que d'événements, que de chances, que de fatigues on avait encore à essuyer !

Desaix, avec six cents hommes de sa division, resta pour garder le débarcadère et organiser les troupes à mesure qu'elles toucheraient terre. La petite armée marcha sur trois colonnes : Menou, à la gauche, avait 1,800 hommes; Kleber, au centre, 900 hommes; Bon, à la droite, 1,200 hommes; total, 3,900 hommes. Le général en chef marchait à pied; aucun cheval n'était encore débarqué.

La vue d'une flotte de près de trois cents voiles, parmi lesquelles on en comptait un grand nombre de premier rang, fut un spectacle qui agita vivement les habitants d'Alexandrie pendant toute la soirée du 1er juillet. Si cette armée était destinée à s'emparer de leur ville, ils s'attendaient qu'elle irait mouiller dans la rade d'Aboukir, et que le temps qu'il lui faudrait pour effectuer son débarquement leur donnerait plusieurs jours de répit. Mais, à une heure après minuit, Koraïm [1], commandant de la ville, apprit, par un Arabe-Bédouin, que les infidèles s'étaient emparés du fort du Marabout, que la mer était couverte de leurs chaloupes et la plage toute noire des hommes qui débarquaient. Il monta à cheval à la tête de vingt Mameluks. Il se rencontra au jour avec une compagnie de tirailleurs français qui étaient en flanqueurs, la chargea, coupa la tête du capitaine qui la commandait et la promena en triomphe dans les rues d'Alexandrie. Cette vue électrisa la population. A cinq heures, les premiers Bédouins furent aperçus sur les flancs de l'armée, et peu après on en vit 4 ou 500 : c'était la tribu des Henâdy, Arabes les plus féroces de ces déserts. Ils étaient presque nus, noirs et maigres; leurs chevaux paraissaient des haridelles; au casque près, c'était Don Quichotte tel que le représentent les gravures. Mais ces haridelles se mouvaient avec la rapidité de l'éclair; lancées au galop, elles s'arrêtaient court, qualité particulière au cheval de ces contrées. S'apercevant que l'armée n'avait pas de cavalerie, ils s'enhardirent et se jetèrent dans les intervalles et derrière les colonnes. Il y eut un moment d'alarme. La communication avec le débarcadère fut interceptée. On fit halte pour se former. De son côté, Desaix plaça

[1] Seid Mohammed el-Koraïm.

ses postes et se mit sous les armes. Si ces 500 Arabes eussent été des Mameluks, ils auraient pu obtenir de grands succès dans ce premier moment, où l'imagination du soldat était éveillée et en disposition de recevoir toutes les impressions; mais ces Arabes étaient aussi lâches que les Mameluks qui avaient chargé une heure avant étaient braves. Les tirailleurs français se rallièrent quatre à quatre et se portèrent contre cette cavalerie sans hésiter. La marche de l'armée devint lente; elle craignait des embûches. Au lever du soleil, la chaleur fut insupportable. Le vent du nord-ouest, si rafraîchissant dans cette saison, ne se leva que sur les neuf heures. Ces Arabes firent une douzaine de prisonniers qui excitèrent vivement leur curiosité. Ils admirèrent leur blancheur, et plusieurs de ces prisonniers, qui furent rendus quelques jours après, donnèrent des détails grotesques et horribles des mœurs de ces hommes du désert.

II. A six heures, Napoléon découvrit la colonne de Pompée; peu après, la muraille dentelée de l'enceinte des Arabes, et successivement les minarets de la ville, les mâts de la caravelle turque qui était mouillée dans le port. A huit heures, se trouvant à la portée du canon, il monta sur le piédestal de la colonne de Pompée pour reconnaître la place. Les murailles étaient hautes et fort épaisses; il aurait fallu du 24 pour les ouvrir; mais il existait beaucoup de brèches réparées à la hâte. Ces murailles étaient couvertes de peuple, qui paraissait dans une grande agitation; c'étaient des cavaliers, des fantassins armés de fusils et de lances, des femmes, des enfants, des vieillards, etc. Napoléon donna ses ordres. Menou attaqua la droite de l'enceinte, près du fort triangulaire, Kleber le centre
se porta sur le chemin d'Aboukir pour pénétrer par la porte de Rosette. La fusillade s'engagea. Quoique mal servi, le canon des assiégés fit quelque impression sur les assiégeants, qui n'en avaient pas. Les tirailleurs français, avec cette intelligence qui leur est propre, se logèrent sur les monticules de sable. Les trois attaques réussirent; la muraille fut franchie. Les généraux Kleber et Menou furent blessés, comme ils montaient à l'assaut, à la tête de leurs grenadiers. La division Bon éprouva moins d'obstacles et, quoique la plus éloignée, arriva la première sur la seconde enceinte, celle qui ferme l'isthme où est la ville actuelle; elle l'enleva au pas de charge. Les tirailleurs pénétrèrent à la tête des rues; les maisons étaient crénelées : une vive fusillade s'engagea. Le général en chef se porta sur la hauteur du fort Caffarelli. Il envoya le capitaine de la caravelle turque, qui l'avait joint, faire des propositions d'accommodement.

Cet officier fit comprendre aux cheiks, aux ulemas et aux notables que la ville courait le danger d'une entière destruction. Ils se soumirent.

Napoléon entra au milieu d'eux dans la ville et descendit à la maison du consul de France; il était midi : comme il tournait une rue, une balle partie d'une fenêtre rasa la botte de sa jambe gauche. Les chasseurs de sa garde montèrent sur le toit, entrèrent dans la maison et trouvèrent un Turc seul, barricadé dans sa chambre, ayant autour de lui six fusils. Il fut tué sur la place. La perte des Français fut de 300 hommes tués ou blessés; celle des Turcs de 7 ou 800. Le commandant Koraïm se retira dans le Phare avec les plus braves de sa maison; il y fut bloqué. Toute la nuit se passa en négociations, qui eurent une heureuse issue. Koraïm capitula, s'attacha au général français, se reconnut son esclave, lui prêta serment. Il fut chargé de la police des habitants, car l'anarchie est le plus grand ennemi qu'ait à redouter un conquérant, surtout dans un pays si différent par la langue, les mœurs et la religion. Koraïm rétablit l'ordre, fit opérer le désarmement, procura à l'armée tout ce qui était nécessaire.

Un personnage important par le crédit dont il jouissait, qui s'attacha aussi à Napoléon et lui fut constamment fidèle, le cheik El-Messiri, était ulema, chérif et chef de la religion de la ville, fort honoré par son savoir et sa sainteté. Plus éclairé que ses compatriotes, il avait des idées de justice et de bon gouvernement, ce qui contrastait avec tous ceux qui l'environnaient. Koraïm avait de l'influence par son audace, la bravoure de ses principaux esclaves et ses grandes richesses; le cheik El-Messiri, par ses vertus, sa piété et la justice qui guidait toutes ses actions.

Dans la soirée du 2 juillet, le convoi entra dans le Port-Vieux, les deux vaisseaux de 64 et les deux frégates d'escorte en tête. L'artillerie, le génie, l'administration, choisirent leurs magasins, leurs emplacements; ils travaillèrent toute la nuit à débarquer les chevaux, les bagages et le matériel. Le général Desaix sortit le soir même de la ville et alla prendre position à une lieue et demie sur la route de Damanhour, la gauche appuyée au lac Ma'dyeh.

Berthier fit afficher dans la ville, en français, en arabe, en turc, et il répandit avec profusion une proclamation [1] qui disait en substance : « Cadis, Cheiks, Ulemas, Imâms, Tchorbadjis, peuple d'Égypte! depuis assez longtemps les beys insultent à la France; l'heure de les châtier est arrivée. Dieu, de qui tout dépend, a dit : Le règne des

[1] Voir cette proclamation, t. IV, p. 191.

Mameluks est terminé. On vous dira que je viens détruire la religion de l'islamisme : répondez que j'aime le Prophète et le Coran, que je viens pour vous restituer vos droits. Nous avons dans tous les siècles été les amis du grand sultan... Trois fois heureux ceux qui se déclareront pour nous ! Heureux ceux qui resteront neutres ! ils auront le temps de nous connaître. Malheur aux insensés qui s'armeront contre nous ! ils périront. Les villages qui voudront être protégés arboreront au haut du minaret de la principale mosquée le pavillon du Grand Seigneur et celui de l'armée... Les villages dont les habitants commettront des hostilités seront traités militairement; ils seront brûlés, s'il y a lieu. Les cheiks el-beled, les imâms, les muezzins, sont confirmés dans leurs places..... »

Le général en chef écrivit au pacha, et lui fit porter au Caire sa lettre par un officier turc de la caravelle. Il lui disait [1] : « Le gouvernement français s'est adressé plusieurs fois à la Sublime Porte pour demander le châtiment des beys, et qu'elle fît cesser les outrages qu'éprouvait la nation en Égypte; la Sublime Porte a déclaré que les Mameluks étaient des gens avides et capricieux; qu'elle leur ôtait sa protection impériale..... La République française envoie une puissante armée pour réprimer le brigandage des beys d'Égypte, ainsi qu'elle l'a fait plusieurs fois contre Alger et Tunis; viens donc à ma rencontre. »

Les 700 esclaves turcs délivrés à Malte furent renvoyés par terre dans leur patrie; il y en avait de Tripoli, d'Alger, de Tunis, de Maroc, de Damas, de la Syrie, de Smyrne, de Constantinople même. Ils avaient été bien nourris, bien habillés, traités avec distinction; on leur avait distribué des sommes d'argent suffisantes pour faire leur route; leurs cœurs étaient pleins de reconnaissance. Ils répandirent dans tout l'empire turc la nouvelle de la victoire des Français, l'opinion de leur puissance, de leurs bonnes intentions pour les musulmans; ils ne tarirent pas sur la générosité de Napoléon; leur langue suffisait à peine à l'expression de tous les sentiments dont ils étaient pleins. Ils produisirent dans tout l'Orient la plus heureuse sensation.

Il fallait à l'armée des chevaux pour remonter sa cavalerie, des chameaux pour porter ses bagages et ses vivres. Les ressources qu'offrait Alexandrie étaient peu considérables; les Arabes du Bahyreh pouvaient seuls satisfaire à tout. Il était important d'ailleurs de se les concilier, afin de maintenir libres les communications et les der-

[1] Cette lettre, écrite le 30 juin 1798 à bord du vaisseau *l'Orient*, et adressée au pacha d'Égypte, Seid Abou-Bekr, est publiée dans le tome IV, p. 189.

rières de l'armée. Koraïm leur expédia des sauf-conduits par des dromadaires; il était leur protecteur : ils accoururent à sa voix. Le 4 juillet, trente cheiks des tribus des Henâdy, des Aoulad-A'ly et des Beny-Aounous, se présentèrent au quartier général. La vue de ces hommes du désert excita vivement la curiosité du soldat, et tout ce qu'ils voyaient à l'armée française excitait vivement la leur : ils touchaient à tout. Ils signèrent un traité par lequel ils s'engagèrent à maintenir libre la route d'Alexandrie à Damanhour, même pour les hommes isolés; à livrer dans quarante-huit heures, pour le prix de 240 livres, 300 chevaux, et pour le prix de 120 livres, 500 dromadaires; à louer 1,000 chameaux avec leurs conducteurs; à restituer tous les prisonniers qu'ils avaient faits. Ils mangèrent et burent avec le général. Ils reçurent comme arrhes et en présent 1,000 louis d'or. L'armée se félicita de cet heureux événement, qui parut d'un heureux présage. Le lendemain ils rendirent les douze soldats qu'ils avaient faits prisonniers, livrèrent 80 chevaux et une centaine de chameaux; le reste fut promis pour les jours suivants.

Cependant l'escadre n'était pas encore entrée dans le port; elle tenait la mer. Les pilotes turcs s'étaient refusés à diriger les vaisseaux de 74 et, à plus forte raison, ceux de 80. Le capitaine Barré fut chargé de vérifier et de sonder les passes. Mais, l'escadre se trouvant encombrée d'une grande quantité d'artillerie et autres effets appartenant à l'armée, l'amiral désira aller mouiller dans la rade d'Aboukir pour se débarrasser et s'alléger. Il représenta qu'il lui faudrait huit jours pour le faire à la voile, tandis qu'il le ferait en trois jours au mouillage. Cependant le capitaine Barré fit son rapport le 13 juillet. Il déclara que l'escadre pouvait entrer sans crainte. Napoléon en expédia sur-le-champ l'ordre à l'amiral. Mais le rapport du capitaine Barré fut critiqué. L'amiral assembla ses contre-amiraux et ses capitaines de vaisseau; ce conseil maritime décida qu'il fallait une vérification. Dans ce temps le général en chef partit d'Alexandrie pour se diriger sur le Caire. En partant, il réitéra à l'amiral l'ordre d'entrer dans le port d'Alexandrie; mais, si cela était reconnu impossible, il lui ordonnait de se rendre à Corfou, où il trouverait des ordres du ministre de France à Constantinople, et, dans le cas où il n'en trouverait pas, de faire route pour Toulon et d'y prendre sous son escorte le convoi qui se trouverait prêt à partir, sur lequel étaient 6,000 hommes appartenant aux régiments de l'armée, et qui étaient restés en arrière pour cause de maladie, de congé, la marche des troupes sur Toulon ayant été secrète et rapide.

Le général Kleber, ayant besoin de repos pour soigner sa blessure,

fut laissé à Alexandrie comme commandant de la place et de la province, avec une garnison de 8 ou 9,000 hommes.

Le colonel Cretin, un des meilleurs officiers du corps du génie, reçut des instructions pour les fortifications de la place. Il y avait beaucoup d'obstacles; il les surmonta tous, et en peu de mois il occupa les trois hauteurs dominantes par des forts; il déploya dans ces travaux tous les secrets de son art. Le Marabout, le Phare et les avenues des ports furent garnis de batteries de 36 et de mortiers à grande portée. Toutes les fois que les Anglais voulurent depuis s'en approcher, ils eurent lieu de s'en repentir.

III. L'armée se mit en marche sur le Caire. Elle était forte de cinq divisions sous les ordres des généraux Desaix, Reynier, Bon, Dugua et Vial, d'une réserve de 2,600 hommes sous les ordres du général Murat, et de deux brigades de cavalerie à pied, chacune de 1,500 hommes, sous les généraux de brigade Zayonchek et Andréossy. L'artillerie à pied et à cheval était composée de quarante-deux bouches à feu, six forges, six affûts de rechange, cinquante caissons, le tout attelé par 500 chevaux ou mulets; le reste des approvisionnements était porté à dos de mulet. La force totale était de 21,000 hommes de toutes armes.

Le contre-amiral Perrée, intrépide marin, du port de Saint-Valery-sur-Somme, prit le commandement de la flottille du Nil, composée de deux demi-galères, trois demi-chebecs, quatre avisos et six djermes armées; total, quinze bâtiments, montés par 600 marins français. Il n'y avait pas de temps à perdre pour arriver dans la capitale, afin de profiter du premier moment d'étonnement et de ne pas permettre aux ennemis d'armer et de se retrancher dans cette grande ville. Le 5 juillet, le général Dugua partit pour Rosette avec sa division et les deux brigades de cavaliers à pied. Le contre-amiral Perrée, avec la flottille, se porta au lac Ma'dyeh pour y passer les troupes. Le 6, le général Dugua, suivant les bords de la mer, arriva à l'embouchure du Nil et s'empara du fort Julien, en même temps que le contre-amiral Perrée passait le boghâz et mouillait vis-à-vis de Rosette.

Le général Menou prit le commandement de la province. Sa blessure exigeait du repos. Il eut pour garnison un bataillon d'infanterie, une batterie d'artillerie non attelée, 500 cavaliers à pied ayant leurs selles et auxquels il devait procurer des chevaux, enfin deux bâtiments armés.

Le contre-amiral Perrée réunit les barques nécessaires pour em

barquer les deux brigades de cavalerie à pied, leurs selles et bagages, des vivres et des munitions de guerre. Il prit ce convoi sous son escorte. Le 9, il appareilla de Rosette et remonta le Nil. Le général Dugua avec sa division suivit son mouvement, en remontant par la rive gauche.

Les quatre autres divisions et la réserve marchèrent sur Damanhour. Desaix se mit en marche le 4 et y arriva le 6. Reynier se mit en marche le 5, Bon le 9, Vial le 7, à la pointe du jour. Le général en chef, avec la réserve, partit le même jour à cinq heures de l'après-midi. Il y a d'Alexandrie à Damanhour quinze lieues; c'est une plaine ordinairement fertilisée par les inondations du Nil; mais, par divers accidents, elle ne l'avait pas été en 1797. On était au moment de l'année où le Nil est le plus bas. Tous les puits étaient secs, et depuis Alexandrie l'armée ne trouva de l'eau qu'au puits d'El-Beydah. Elle n'était pas organisée pour marcher dans un pareil pays; elle souffrit beaucoup de l'ardeur du soleil, du manque d'ombre et d'eau. Elle prit du dégoût pour ces immenses solitudes et surtout pour les Arabes-Bédouins.

Ceux-ci, comme ils se mettaient en marche pour livrer les chevaux et les chameaux qu'ils s'étaient engagés à fournir par leur traité d'Alexandrie, reçurent un fetfa des ulemas et des cheiks du Caire, qui leur ordonnait de courir aux armes pour la défense de la religion du Prophète, menacée par les infidèles. Cela changea leurs bonnes dispositions. Ils firent déclarer à Koraïm que, leur religion étant compromise, ils considéraient le traité comme nul. Cinq de leurs tribus, ayant 1,800 chevaux disponibles, entrèrent en campagne et commencèrent le 7 les hostilités. Ces Arabes étaient sans cesse sur les flancs, sur les derrières et à la vue de l'armée. Ils se cachaient avec la plus grande habileté derrière les moindres plis de terrain, d'où ils s'élançaient comme l'éclair sur tous les soldats qui s'écartaient des rangs. La cavalerie de l'armée était peu nombreuse, les chevaux harassés de fatigue, et d'une qualité d'ailleurs fort inférieure au cheval arabe. Les colonnes françaises, enveloppées par les Bédouins, semblaient des escadres suivies par des requins, où, comme disait le soldat, « c'était la maréchaussée qui faisait la police ». Cette police était sévère, mais elle concourut à l'ordre. Le soldat s'y accoutuma; il perdit l'habitude de traîner, de quitter ses rangs; il n'avança plus sans s'être éclairé sur les flancs. Les bagages marchaient en ordre au milieu des colonnes. Les camps furent pris avec le plus grand soin, et sans oublier aucune règle de la castramétation.

Les Francs, chez qui les soldats avaient cherché des renseignements à Alexandrie, s'étaient plu à leur faire la peinture la plus séduisante : ils allaient trouver à Damanhour tout le luxe de l'Orient, les commodités de la vie, les richesses du commerce d'une grande ville, capitale d'une grande province ; c'était tout autre chose qu'Alexandrie.

Napoléon marcha toute la nuit. Il traversa les bivouacs de plusieurs divisions. A trois heures après minuit, la lune était couchée; il faisait extrêmement obscur; le feu des grand'gardes de la division Bon était éteint; les chasseurs d'escorte donnèrent dans ces bivouacs; la sentinelle tira. Un seul cri, *Aux armes!* mit toute la division sur pied. Le feu de deux rangs commença et dura assez longtemps. Enfin on se reconnut. L'armée était saisie d'une espèce de terreur; les imaginations étaient fort échauffées; tout était nouveau, et tout lui déplaisait.

A huit heures du matin, après une marche de seize heures, Napoléon aperçut enfin Damanhour. La ville était environnée d'une forêt de palmiers. Les mosquées paraissaient nombreuses, les minarets se dessinaient avec grâce. Plusieurs monticules voisins étaient couverts de santons. La ville se présentait à son avantage : c'était Modène, Crémone ou Ferrare. Il y eut du mécompte. Desaix se porta à la rencontre du général en chef et le mena dans une espèce de grange, sans fenêtres, sans portes. Là étaient réunis les cheiks el-beled, le chaheb, le serraf, les imâms, les principaux cheiks, qui lui offrirent une jatte de lait et des galettes cuites sous les cendres. Quel régal pour l'état-major de l'armée d'Italie! Ce n'était pas ainsi qu'il était reçu à Milan, à Brescia, à Vérone, dans la docte Bologne; mais il fallut bien prendre le parti d'en rire. *Les Francs* qui suivaient l'armée, et surtout Magallon [1], devinrent l'objet des brocards du soldat. Les pauvres gens! ils ne connaissaient de l'Égypte que le Caire, Rosette et Alexandrie. Descendant le Nil sur des djermes, sous les yeux inquiets des Turcs, ils n'étaient entrés dans aucun village, et s'étaient fait des idées du pays sur le pittoresque du tableau qui se présentait à leur vue du haut des mâts.

Le quartier général s'établit dans une prairie artificielle, sur la lisière d'un très-beau bois d'acacias. L'eau était bonne et abondante. Les bivouacs étaient à l'ombre; la paille, les légumes, la viande,

[1] Magallon, négociant français, avait demeuré longtemps au Caire, où il était consul de France. Parti de Toulon avec l'armée et embarqué à bord de *l'Orient*, il était attaché au quartier général, et avait fait constamment de l'Égypte le tableau le plus brillant. (Note du général Bertrand.)

ne manquaient pas. On avait encore du biscuit de mer. Les hommes et les chevaux avaient également besoin de repos; on séjourna le 9. Le général de brigade Mireur, se rendant d'un bivouac à un autre malgré les observations que lui firent les grand'gardes, fut surpris dans une petite vallée à cent pas d'elles par quatre Arabes et percé de coups de lance. C'était un officier distingué; l'armée le regretta. Le 10, avant le jour, l'armée se remit en marche. Elle rencontra le Nil, à El-Rahmânyeh, à neuf heures du matin, et salua par des cris de joie la vue de ce fleuve miraculeux. Généraux et soldats, tous s'y précipitèrent tout habillés pour se rafraîchir. El-Rahmânyeh était un gros bourg, moins grand que Damanhour, mais plus fertile et plus riche.

Cependant la nouvelle arriva au Caire, le 5 juillet, qu'une armée d'infidèles était débarquée, qu'elle avait attaqué et pris Alexandrie, qu'elle était fort nombreuse en infanterie, mais qu'elle n'avait pas de cavalerie. Les beys et leurs kâchefs poussèrent des cris de joie; le Caire fut illuminé. « Ce sont des pastèques à couper, » disaient-ils. Il n'était aucun Mameluk qui ne se promît de porter une centaine de têtes; cette armée, fût-elle de 100,000 hommes, serait anéantie, puisqu'il faudrait qu'elle traversât les plaines qui bordent le Nil. Les infortunés! c'est avec ces illusions qu'ils se préparèrent à marcher à la rencontre de l'armée française. Un bey partit, le 5 au soir, avec 600 Mameluks pour se porter sur Damanhour, rallier les Arabes du Bahyreh et retarder la marche de l'armée. Il arriva le 10 à Damanhour, comme la division Desaix, qui formait l'arrière-garde, quittait ses bivouacs. Desaix marchait en colonne serrée, par division, son artillerie à la tête et à la queue, ses bagages au centre, entre ses deux brigades. A la vue de l'ennemi, il fit prendre les distances de peloton et continua sa marche, côtoyé, escarmouchant avec cette belle cavalerie, qui enfin se décida à le charger. Aussitôt Desaix commanda : « Par peloton, à droite et à gauche en bataille, feu de deux rangs. » Il serait difficile de peindre l'étonnement et le mécompte qu'éprouvèrent les Mameluks, quand ils virent la contenance de cette infanterie et l'épouvantable feu de mitraille et de mousqueterie qui leur portait la mort, si loin, dans toutes les directions. Quelques braves moururent sur les baïonnettes. Le gros de la troupe s'éloigna hors de la portée du canon. Desaix rompit alors son carré, continua sa marche, n'ayant perdu dans ce combat que quatre hommes. Quand Mourad-Bey apprit cet étrange événement, qu'il ne pouvait s'expliquer, il s'emporta contre le bey et ses kâchefs, et les traita de lâches, qui s'étaient laissé imposer par le nombre, comme si des

Mameluks devaient jamais compter pour quelque chose les piétons en plaine.

L'armée séjourna le 10, le 11 et le 12 à El-Rahmânyeh. La flottille et la division Dugua la joignirent le 12 au matin. La flottille était nécessaire pour pouvoir manœuvrer sur les deux rives et pour combattre celle des Mameluks, qui était nombreuse et bien armée. Le nombre des Bédouins s'accroissait chaque jour. Les Français se trouvaient dans le camp d'El-Rahmânyeh comme bloqués. Les Bédouins avaient des postes à portée de fusil des grand'-gardes. Ils s'étaient aperçus que les chevaux français ne valaient rien; ce qui leur avait inspiré le plus grand mépris pour notre cavalerie.

L'armée se trouvait alors placée de la manière suivante : Kleber était à Alexandrie avec le convoi et l'escadre, qu'on supposait entrée dans le port; il tenait garnison dans le château d'Aboukir; il avait le 69e régiment d'infanterie, 1,000 canonniers, sapeurs et ouvriers, 2,000 hommes des dépôts des corps d'infanterie et de cavalerie à pied; total, 6,500 hommes de ligne et 3,500 hommes formant les équipages des bâtiments de transport, organisés en garde nationale; ce qui lui formait, indépendamment de l'escadre, une garnison de 9 à 10,000 hommes. Menou était à Rosette avec 1,200 hommes et trois avisos. Le camp d'El-Rahmânyeh était de 20,000 hommes. Le génie avait retranché une mosquée située sur la hauteur de Damanhour; elle contenait 300 hommes et deux pièces de canon, qui furent relevés par la garnison d'Alexandrie. Une redoute jugée nécessaire à El-Rahmânyeh fut construite pour 300 hommes et trois pièces de canon; le contre-amiral Perrée y laissa une barque armée pour la police du Nil.

IV. Mourad-Bey était parti, le 6, du Caire avec 3,000 Mameluks, 2,000 janissaires à pied et une flottille nombreuse, composée d'une soixantaine de bâtiments, dont vingt-cinq armés. Il avait convoqué tous les Arabes du Fayoum. Il espérait arriver à temps à Damanhour pour soutenir son avant-garde. Il était suivi par Ibrahim-Bey avec une force plus considérable encore. Il apprit à Terraneh l'événement d'El-Rahmânyeh, la prise de Rosette et la marche de l'armée sur le Caire. Il se porta sur Chobrâkhyt, y construisit deux batteries de neuf pièces de canon, et fit travailler à retrancher le village, où il posta ses janissaires. Sa flottille prit position, la gauche appuyée au village et la droite au Delta.

Le 12, à sept heures du soir, l'armée française campa au village

de Minyet[1], à une lieue d'El-Rahmânyeh. Elle eut ordre de prendre les armes à une heure du matin. Il était de la plus grande importance de ne pas donner à Mourad-Bey le temps d'achever ses retranchements et de compléter le ralliement de ses troupes. Aussitôt que la lune fut levée, l'armée se mit en marche. A huit heures elle se trouva en présence de Mourad-Bey, qui avait sa droite, toute composée de Mameluks, appuyée au village de Chobrâkhyt; sa gauche, formée par 2,000 Arabes, prolongeait sa ligne dans le désert. Ce coup d'œil frappa d'étonnement. Chaque Mameluk avait trois ou quatre hommes pour le servir, et les Arabes étaient dans un continuel mouvement. La ligne parut être de 15 à 18,000 hommes.

Les Bédouins du Bahyreh avaient, selon leur coutume, occupé les communications avec El-Rahmânyeh, et caracolaient sur nos derrières et sur nos flancs. Ils étaient aussi autour d'Alexandrie, de Damanhour et de Rosette. L'armée se rangea en bataille et se déploya sur un espace de 1,800 toises, la gauche appuyée à un petit village près du Nil, la droite à un gros village près du désert. Desaix formait la droite; il fit barricader ce village, qu'il occupa par un bataillon et trois pièces de canon; il rangea sa division en un seul carré de 150 toises de front sur 25 de flanc. A 100 toises en arrière du village, la gauche, formée par le général Vial, fit les mêmes dispositions. Les trois autres divisions se placèrent dans l'intervalle, à environ 300 toises l'une de l'autre, se flanquant entre elles, le centre un peu en arrière. La cavalerie, divisée en cinq pelotons, fut placée au milieu des carrés, la réserve dans deux villages, à 1,000 toises en arrière de la ligne, et éloignés entre eux de 8 ou 900 toises, chaque village étant barricadé et ayant une demi-batterie. Si les ennemis surent juger ces dispositions, elles durent leur paraître redoutables. Sur trente-six pièces de canon qui étaient en ligne, dix-huit pouvaient battre au même point.

Les deux armées s'observèrent pendant plusieurs heures. Les Français attendaient leur flottille; mais elle était encore à l'ancre devant El-Rahmânyeh; elle ne pouvait remonter le fleuve qu'avec le vent du nord, qui ne s'éleva qu'à huit heures. Le soleil, qui donnait sur les casques et les cottes de mailles des Mameluks, faisait briller cette belle troupe de tout son éclat. Un grand nombre de combats singuliers se livrèrent, à la mode des Orientaux, entre les plus braves des Mameluks et les intrépides tirailleurs des Alpes. Le Mameluk déployait toute son adresse et son courage; il excitait notre admiration. Il était lié à son cheval, qui paraissait partager toutes ses passions; le sabre pendant au poignet, il tirait sa carabine, son tromblon, ses quatre

[1] Minyet-Salâmeh.

pistolets, et, après avoir ainsi déchargé six armes à feu, il tournait le peloton de tirailleurs et passait entre eux et la ligne avec une merveilleuse dextérité. Mais on vit les Sept-queues, avec les pelotons d'hommes d'élite qui leur servaient de garde, se réunir en un point central, sur un petit tertre : c'étaient les beys qui tenaient conseil. Un moment après, cette belle cavalerie s'ébranla, les sept beys à la tête, perça entre le carré du général Reynier et celui du général Dugua, où était le général en chef, espérant sans doute les trouver ouverts par derrière et les prendre à dos. La mitraille et la fusillade du front des carrés, et immédiatement après des flancs, et enfin de l'arrière, en tuèrent et en blessèrent un bon nombre. Quelques braves, lancés sur les derrières des carrés, périrent sur les baïonnettes. Mais, lorsque Mourad-Bey s'aperçut que le feu était aussi vif derrière que de front, il s'éloigna rapidement, et donna dans les deux villages retranchés où était placée la réserve. Il en essuya la mitraille, fit alors un à-gauche au grand galop, et se porta à une demi-lieue sur le flanc droit de l'armée. Soixante Mameluks restèrent sur le champ de bataille. Leurs dépouilles réjouirent le soldat; leur habitude est de porter tout leur or dans leur ceinture lorsqu'ils vont au combat. Indépendamment de cela, le cheval, l'habillement, l'armement, étaient d'un grand prix; ce qui fit comprendre qu'un pays qui avait des défenseurs aussi riches ne pouvait pas cependant être aussi misérable qu'on le pensait.

La ligne française resta fixe; elle s'attendait à une seconde charge. Enfin elle aperçut les mâts de sa flottille. Il était une heure après midi. Une épouvantable canonnade s'engagea un quart d'heure après sur le Nil. Le contre-amiral, en tête, avait formé sa ligne de bataille et dépassé le village de Chobrâkhyt. Il donna au milieu de la ligne des bâtiments ennemis; accablée par le nombre, une de ses demi-galères fut prise à l'abordage; lui-même fut en danger, mais il sauva sa flottille par d'habiles manœuvres. Aussitôt que Napoléon s'aperçut du péril que courait son armée navale, il ordonna à la ligne d'infanterie de marcher en avant. La division de gauche aborda le village de Chobrâkhyt. Les batteries turques avaient été démontées. Les 2,000 janissaires, menacés d'être coupés et tournés par le mouvement de l'armée, prirent la fuite après quelque résistance. Les Mameluks, effrayés et ne comprenant rien à tout ce qu'ils voyaient, se tenaient hors de la portée du canon, et reculaient à mesure que la ligne avançait. Le feu des tirailleurs placés dans les maisons de Chobrâkhyt et répartis le long de la digue, celui des pièces de 12, de 8 et des obusiers réunis sur le bord du Nil, firent changer promptement le

sort du combat naval. Les marins turcs, les plus habiles, comprirent le danger de leur position ; ils virèrent de bord et profitèrent du vent pour s'éloigner et refouler le courant; les autres le firent plus tard, mais il n'était plus temps : ils furent contraints de mettre le feu à leurs bâtiments. Le vent du nord cesse habituellement dans cette saison à quatre ou cinq heures après midi. D'ailleurs, avant d'arriver à Châbour, le Nil forme un coude ; il était donc possible de s'emparer du reste de la flottille. Les cinq divisions de l'armée se mirent en colonnes et marchèrent sur cinq directions, à distance de déploiement, à travers champs. Mourad-Bey, s'apercevant de la frayeur et du découragement de ses gens, quitta la vue de l'armée et se rendit en toute hâte devant le Caire.

A six heures après midi, l'armée campa à Châbour. Les équipages turcs, se voyant coupés, se réfugièrent dans le Delta après avoir mis le feu à leurs bâtiments. On parvint à en sauver quelques-uns. Le camp fut établi dans un bois de sycomores. A la nuit, le contre-amiral Perrée mouilla à la hauteur du village. La perte des Français fut dans cette journée de 3 ou 400 hommes tués ou blessés, les trois quarts matelots. Monge, Berthollet, le secrétaire Bourrienne, qui étaient embarqués sur la flottille, montrèrent du sang-froid et de la résignation au moment du danger. Les Mameluks perdirent 300 de leurs plus braves cavaliers, tués, blessés ou prisonniers, 4 ou 500 fantassins ou hommes des équipages de leur flottille, neuf mauvaises pièces de canon de fer, sur affûts marins, qu'ils avaient mises en batterie à Chobrâkhyt, et toute leur flottille.

Dès ce moment Mourad-Bey désespéra de son salut. Il comprit qu'il n'y avait pas égalité d'armes, que la bravoure n'était pas suffisante pour vaincre, et que l'infanterie n'était pas aussi méprisable qu'il se l'était imaginé jusqu'alors. Au fait, les 10,000 Mameluks n'eussent pas craint d'attaquer en plaine une armée de 50,000 Ottomans. Ils répandirent au Caire mille bruits. Tout ce qu'ils voyaient, tout ce qu'ils avaient ouï raconter ou appris par leur propre expérience bouleversait tellement leurs idées que cela les portait à croire au sortilége. Le sultan français était un sorcier qui tenait tous ses soldats liés par une grosse corde blanche, et, selon qu'il la tirait d'un côté ou d'un autre, ils allaient à droite ou à gauche, se remuant tout d'une pièce ; ils le nommaient *le Père du feu,* pour exprimer la vivacité du feu de la mitraille et de la fusillade de son infanterie.

Cependant les Arabes inquiétaient les marches, empêchaient les détachements de s'écarter ; ce qui rendait les vivres très-difficiles. Le général Zayonchek et le général Andréossy débarquèrent avec leurs

brigades dans le Delta, et marchèrent parallèlement à l'armée, sur la rive droite, n'ayant ni Arabes ni ennemis à combattre ; ils firent des vivres en abondance et en fournirent à l'armée. En peu de jours ils se procurèrent une centaine de chevaux ; ce qui les mit à même de s'éclairer.

La bataille de Chobrâkhyt fut glorieuse pour l'armée française. Elle avait, il est vrai, 20,000 hommes et quarante-deux pièces de canon sur le champ de bataille, où son ennemi n'avait réellement que 8,000 combattants ; mais c'était la première fois qu'elle se trouvait vis-à-vis de cette belle et redoutable cavalerie.

V. La journée du 13 avait fatigué l'armée. Elle avait fait sept grandes lieues, indépendamment des mouvements de la bataille. Le temps avait été fort chaud ; la marche, au travers des terres gercées, très-difficile. La flottille ne pouvait pas appareiller avant neuf heures ; c'est à cette heure que s'élevait le vent du nord ; or il fallait marcher de concert afin de maintenir ses communications avec la rive droite et de s'appuyer réciproquement. L'armée partit fort tard le 14, et arriva à la nuit à Koum-Cheryk, à la prise d'eau d'un canal d'irrigation qui porte les eaux du Nil dans la province de Maryout. Les soldats trouvaient en abondance des pastèques ou melons d'eau, fruit extraordinairement rafraîchissant, et, quoiqu'ils en mangeassent avec excès, ils n'en éprouvèrent pas d'inconvénient. Le 15, l'armée campa à A'lqâm, village arabe ; elle ne fit ce jour-là que trois lieues et demie. Le 16, elle arriva à Abou-Nochâbeh ; elle fit quatre lieues et demie. Là, le désert s'approchait fort du Nil. Le 17, elle campa à Ouârdân, à l'ombre d'une forêt de palmiers. Elle reçut un convoi de vivres de la rive droite. Elle marchait à petites journées ; elle partait à deux heures du matin et était campée à neuf heures. La cause en était l'excessive chaleur, la difficulté de se procurer des vivres, l'incommodité des Arabes, qui obligeaient les colonnes à marcher doucement afin que tout le monde pût suivre, la nécessité d'attendre la flottille, sur laquelle on plaçait les malades et les hommes fatigués ; ce qui dispensait d'occuper des points intermédiaires qui eussent affaibli l'armée. Enfin il fallait se trouver à toute heure en mesure de combattre, car on recevait tous les jours des nouvelles des préparatifs formidables qui se faisaient au Caire. Les beys, les janissaires, les Arabes, les milices avaient quitté la ville et marchaient à la rencontre des infidèles.

Le général Zayonchek prit position où le Nil se divise en deux branches pour former le Delta, point dit *le Ventre de la Vache*. Les

Hébreux, dans le désert de l'Égarement, regrettaient les marmites d'Égypte, pleines de viandes, d'oignons et toutes sortes de légumes dont ils pouvaient manger tout leur soûl, disaient-ils; les Français ne cessaient d'appeler à grands cris les délices de l'Italie. Depuis quinze jours leur mécontentement avait été en augmentant; ils comparaient ce peuple barbare qu'ils ne pouvaient pas entendre, les demeures de ces misérables fellahs, aussi abrutis que leurs buffles, ces arides plaines découvertes et sans ombre, ce Nil, chétif ruisseau qui charriait une eau sale et bourbeuse, enfin ces horribles hommes du désert, si laids, si féroces, et leurs femmes, plus sales encore, aux plaines fleuries et abondantes de la Lombardie, au peuple sociable, doux et éclairé des États vénitiens. Ils se plaignaient d'être dans un pays où ils ne pouvaient se procurer ni pain ni vin. On leur répondait que, loin d'être misérable, ce pays était le plus riche du monde; qu'ils auraient du pain, du vin aussitôt qu'ils seraient au Caire; que le pays où ils étaient avait été le grenier de Rome et était encore celui de Constantinople. Rien ne pouvait calmer des imaginations effarouchées. Quand *les Francs* racontaient les beautés et l'opulence du Caire, les soldats répondaient tristement : « Vous nous avez dit la même chose de Damanhour. Le Caire sera peut-être deux ou trois fois plus grand; mais ce sera un ramassis de cabanes dépourvues de tout ce qui peut rendre la vie supportable. » Napoléon s'approchait souvent de ses soldats; il leur disait : « que ce Nil, qui répondait si peu dans ce moment à sa réputation, commençait à grossir, et que bientôt il justifierait tout ce qu'ils en avaient ouï raconter; qu'ils campaient sur des monceaux de blé, et que sous peu de jours ils auraient des moulins et des fours; que cette terre si nue, si monotone, si triste, sur laquelle ils marchaient avec tant de difficulté, serait bientôt couverte de moissons et de riches cultures qui leur représenteraient l'abondance et la fertilité des rives du Pô; qu'ils avaient des lentilles, des fèves, des poules, des pigeons; que leurs plaintes étaient exagérées; que la chaleur était excessive, sans doute, mais serait supportable quand ils se trouveraient en repos et seraient organisés; que, pendant les campagnes d'Italie, les marches, aux mois de juillet et d'août, étaient aussi bien fatigantes. » Mais ces discours ne produisaient qu'un effet passager. Les généraux et les officiers murmuraient plus haut que les soldats. Ce genre de guerre était encore plus pénible pour eux, et contrastait davantage avec les commodités des palais et des casins d'Italie.

L'armée était frappée d'une mélancolie vague que rien ne pouvait surmonter; elle était attaquée du spleen; plusieurs soldats se jetèrent dans le Nil pour y trouver une mort prompte. Tous les jours,

après que les bivouacs étaient pris, le premier besoin des hommes était de se baigner. En sortant du Nil, les soldats commençaient à faire de la politique, à s'exaspérer, à se lamenter sur la fâcheuse position des choses. « Que sommes-nous venus faire ici? Le Directoire nous a déportés! » Quelquefois ils s'apitoyaient sur leur chef, qui bivouaquait constamment sur les bords du Nil, était privé de tout comme le dernier soldat; le dîner de l'état-major consistait souvent en un plat de lentilles. « C'est de lui qu'on voulait se défaire, disaient-ils; mais, au lieu de nous conduire ici, que ne nous faisait-il un signal, nous eussions chassé ses ennemis du palais, comme nous avons chassé les Clichyens. » S'étant aperçus que, partout où il y avait quelques traces d'antiquités, les savants s'y arrêtaient et faisaient des fouilles, ils supposèrent que c'étaient eux qui, pour chercher des antiquités, avaient conseillé l'expédition; cela les indisposa contre eux. Ils appelaient les ânes des savants. Caffarelli était à la tête de la commission. Ce brave général avait une jambe de bois. Il se donnait beaucoup de mouvement; il parcourait les rangs pour prêcher le soldat. Il ne parlait que de la beauté du pays, des grands résultats de cette conquête. Quelquefois, après l'avoir entendu, les soldats murmuraient; mais la gaieté française reprenait le dessus. « Pardi, lui dit un jour un grenadier, vous vous moquez de cela, général, vous qui avez un pied en France! » Ce mot, répété de bivouac en bivouac, fit rire tous les camps. Jamais cependant le soldat ne manqua aux membres de la commission des arts, qu'au fond il respectait; et, ce premier mouvement passé, Caffarelli et les savants furent l'objet de son estime. L'industrie française venait aussi à l'aide des circonstances. Les uns broyaient le blé pour se procurer de la farine, les autres en faisaient d'abord rôtir le grain dans une poêle, et, ainsi rôti, le faisaient bouillir, et en obtenaient une nourriture saine et satisfaisante.

Le 19 juillet, l'armée arriva à Omm-Dynâr, vis-à-vis de la pointe du Delta et à cinq lieues du Caire. Elle aperçut pour la première fois les pyramides. Toutes les lunettes furent braquées sur ces plus grands et ces plus anciens monuments qui soient sortis de la main des hommes. Les trois pyramides bordaient l'horizon du désert. Elles paraissaient comme trois énormes rochers; mais, en les regardant avec attention, la régularité des arêtes décelait la main des hommes. On apercevait aussi la mosquée du Moqattam. Au pied était le Caire. L'armée séjourna le 20, et reçut l'ordre de se préparer à la bataille.

L'ennemi avait pris position sur la rive gauche du Nil, vis-à-vis le

Caire, entre Embâbeh et les pyramides. Il était nombreux en infanterie, en artillerie et en cavalerie. Une flottille considérable, parm laquelle il y avait même une frégate, protégeait son camp. La flottille française était restée en arrière; elle était d'ailleurs fort inférieure en nombre. Le Nil étant très-bas, il fallut renoncer aux secours de toute espèce qu'elle portait et aux services qu'elle pouvait rendre. Les Mameluks, les aghas, les marins, fiers de leur nombre et de la belle position qu'ils occupaient, encouragés par les regards de leurs pères, de leurs mères, de ieurs femmes, de leurs enfants, étaient pleins d'ardeur et de confiance. Ils disaient « qu'au pied de ces pyramides, bâties par leurs ancêtres, les Français trouveraient leurs tombeaux et finiraient leurs destins ».

VI. Le 21, à deux heures du matin, l'armée se mit en marche. Au jour, elle rencontra une avant-garde de Mameluks, qui disparut après avoir essuyé quelques coups de canon. A huit heures, les soldats poussèrent mille cris de joie à la vue des quatre cents minarets du Caire. Il leur fut donc prouvé qu'il existait une grande ville qui ne pouvait pas être comparée à ce qu'ils avaient vu depuis qu'ils étaient débarqués. A neuf heures, ils découvrirent la ligne de bataille de l'armée ennemie. La droite, composée de 20,000 janissaires, Arabes et milices du Caire, était dans un camp retranché en avant du village d'Embâbeh, sur la rive gauche du Nil, vis-à-vis Boulâq; ce camp retranché était armé de quarante pièces de canon. Le centre et la gauche étaient formés par un corps de cavalerie de 12,000 Mameluks, aghas, cheiks et autres notables de l'Égypte, tous à cheval et ayant chacun trois ou quatre hommes à pied pour le servir; ce qui formait une ligne de 50,000 hommes. La gauche était formée par 8,000 Arabes-Bédouins à cheval, et s'appuyait aux pyramides. Cette ligne avait une étendue de trois lieues. Le Nil, d'Embâbeh à Boulâq et au Vieux-Caire, était à peine suffisant pour contenir la flottille, dont les mâts apparaissaient comme une forêt. Elle était de trois cents voiles. La rive droite était couverte de toute la population du Caire, hommes, femmes et enfants, qui étaient accourus pour voir cette bataille, d'où allait dépendre leur sort. Ils y attachaient d'autant plus d'importance que, vaincus, ils deviendraient esclaves de ces infidèles.

L'armée française prit le même ordre de bataille dont elle s'était si bien trouvée à Chobrâkhyt, mais parallèlement au Nil, parce que l'ennemi en était maître. Les officiers d'état-major reconnurent le camp retranché. Il consistait en de simples boyaux qui pouvaient

être de quelque effet contre la cavalerie, mais étaient nuls contre l'infanterie; le travail était mal tracé, à peine ébauché; il avait été commencé depuis deux jours seulement. L'artillerie était de fer, sur affûts marins; elle était fixe et ne pouvait pas se remuer. L'infanterie paraissait mal en ordre et incapable de se battre en plaine. Son projet était de se battre derrière ses retranchements. Elle était peu redoutable, ainsi que les Arabes, si nuls un jour de bataille. Le corps des Mameluks était seul à craindre, mais hors d'état de résister. Desaix en tête, marchant par la droite, passa à deux portées de canon du camp retranché, lui prêtant le flanc gauche, et se porta sur le centre de la ligne des Mameluks. Reynier, Dugua, Vial et Bon, le suivirent à distance. Un village se trouvait vis-à-vis du point de la ligne ennemie qu'on voulait percer; c'était le point de direction. Il y avait une demi-heure que l'armée s'avançait dans cet ordre et dans le plus grand silence, lorsque Mourad-Bey, qui commandait en chef, devina l'intention du général français, quoiqu'il n'eût aucune expérience des manœuvres des batailles. La nature l'avait doué d'un grand caractère, d'un brillant courage et d'un coup d'œil pénétrant. Il saisit la bataille avec une habileté qui aurait honoré le général le plus consommé. Il sentit qu'il était perdu s'il laissait l'armée française achever son mouvement, et qu'avec sa nombreuse cavalerie il devait attaquer l'infanterie pendant qu'elle était en marche. Il partit comme l'éclair avec 7 ou 8,000 chevaux, passa entre la division Desaix et celle de Reynier, et les enveloppa. Ce mouvement se fit avec une telle rapidité, qu'on craignit un moment que le général Desaix n'eût pas le temps de se mettre en position; son artillerie était embarrassée au passage d'un bois de palmiers. Mais les premiers Mameluks qui arrivèrent sur lui étaient peu nombreux. Une décharge en jeta la moitié par terre. Le général Desaix eut le temps de former son carré. La mitraille et la fusillade s'engagèrent sur les quatre côtés. Le général Reynier ne tarda pas à prendre position et à commencer le feu de tous côtés. La division Dugua, où était le général en chef, changea de direction et se porta entre le Nil et le général Desaix, coupant, par cette manœuvre, l'ennemi du camp d'Embâbeh et lui barrant la rivière; elle se trouva bientôt à portée de commencer la canonnade sur la queue des Mameluks. 45 ou 50 hommes des plus braves, beys, kâchefs, Mameluks, moururent dans les carrés; le champ de bataille fut couvert de leurs morts et de leurs blessés. Ils s'obstinèrent pendant une demi-heure à caracoler à portée de mitraille, passant d'un intervalle à l'autre, au milieu de la poussière, des chevaux, de la fumée, de la mitraille, de

la fusillade et des cris des mourants. Mais enfin, ne gagnant rien, ils s'éloignèrent et se mirent hors de portée. Mourad-Bey, avec 3,000 chevaux, opéra sa retraite sur Gyzeh, route de la haute Égypte. Le reste, se trouvant sur les derrières des carrés, appuya sur le camp retranché, au moment où la division l'aborda. Le général Rampon, avec deux bataillons, occupa un fossé et une digue qui interceptaient la communication entre Embâbeh et Gyzeh. La cavalerie qui se trouvait dans le camp, étant repoussée par la division Bon, voulut regagner Gyzeh ; mais, arrêtée par Rampon et par la division Dugua, qui l'appuyait, elle hésita, flotta plusieurs fois, et enfin, par un mouvement naturel, s'appuya sur la ligne de moindre résistance, et se jeta dans le Nil, qui en engloutit plusieurs milliers. Aucun ne put gagner l'autre rive. Le camp retranché ne fit aucune résistance. L'infanterie, voyant la déroute de la cavalerie, abandonna le combat, se jeta dans de petites barques ou à la nage. Le plus grand nombre descendit le Nil, le long de la rive gauche, et se sauva dans la campagne, à la faveur de la nuit. Les canons, les chameaux, les bagages tombèrent au pouvoir des Français.

Mourad-Bey avait fourni plusieurs charges, dans l'espoir de rouvrir la communication avec son camp et de lui faciliter la retraite. Toutes ces charges manquèrent. A la nuit, il opéra sa retraite, et donna le signal par l'incendie de la flotte. Le Nil fut sur-le-champ couvert de feu. Sur ces navires étaient les richesses de l'Égypte, qui périrent, au grand regret de l'armée. De 12,000 Mameluks, 3,000 seulement, avec Mourad-Bey, se retirèrent dans la haute Égypte; 1,200, qui étaient restés pour contenir le Caire avec Ibrahim-Bey, firent, depuis, leur retraite sur la Syrie; 7,000 périrent dans cette bataille si fatale à cette brave milice, qui ne s'en releva jamais. Les cadavres des Mameluks portèrent, en peu de jours, à Damiette, à Rosette et dans les villages de la basse Égypte, la nouvelle de la victoire de l'armée française.

Au moment de la bataille, Napoléon avait dit à ses troupes, en leur montrant les pyramides : « Soldats, quarante siècles vous regardent ! »

Les Arabes, suivant leur coutume, voyant la bataille perdue, s'éloignèrent et se dispersèrent dans les déserts.

Si la flottille française eût pu arriver, la journée eût été plus décisive. Elle eût fait des prisonniers, elle eût sauvé des bagages. Elle avait entendu toute la journée la canonnade de la bataille. Le vent du nord, qui soufflait, en amortissait le bruit; mais, sur le soir, comme il s'était calmé, le bruit du canon devint plus fort, le feu

parut s'approcher. Les équipages crurent que la bataille était perdue. Ils ne furent détrompés que par le grand nombre de cadavres turcs que le Nil charriait.

Le quartier général arriva à Gyzeh à neuf heures du soir. Il n'était resté aucun esclave à la belle maison de campagne de Mourad-Bey. Rien de sa distribution intérieure ne ressemblait aux palais d'Europe. Cependant les officiers virent avec plaisir une maison bien meublée, des divans des plus belles soieries de Lyon ornées de franges d'or, des vestiges du luxe et des arts d'Europe. Le jardin était rempli des plus beaux arbres, mais il n'était percé d'aucune allée. Un grand berceau couvert de vignes et chargé des plus excellents raisins fut une ressource précieuse. Le bruit s'en répandit dans le camp, qui accourut en masse; la vendange fut bientôt faite.

Les divisions qui avaient pris le camp d'Embâbeh étaient dans l'abondance; elles y avaient trouvé les bagages des beys et des kâchefs, des cantines pleines de confitures et de sucreries. Les tapis, les porcelaines, l'argenterie étaient en grande abondance. Pendant toute la nuit, au travers des tourbillons de flammes des trois cents bâtiments égyptiens en feu, se dessinaient les minarets du Caire. La lueur se réfléchissait jusque sur les parois des pyramides. Pendant les jours qui suivirent la bataille, les soldats furent occupés à pêcher les cadavres; beaucoup avaient deux ou trois cents pièces d'or sur eux.

La perte de l'armée française fut de 300 hommes tués ou blessés; celle de l'ennemi, en tués, blessés, noyés ou prisonniers, se monta à 10,000 Mameluks, Arabes, janissaires, Azabs, etc.

VII. A la pointe du jour, la division Vial passa dans l'île de Roudah, mit un bataillon dans le meqyâs. Les tirailleurs franchirent le canal et se logèrent dans la maison de campagne d'Ibrahim-Bey. Le vent du nord soufflait avec force; cependant la flottille n'arrivait pas. Le contre-amiral Perrée fit enfin connaître qu'on ne devait plus compter sur lui; que les bâtiments étaient échoués; qu'il ne pourrait arriver que quand le Nil aurait monté d'un pied. Cette contrariété était extrême. Le Caire était fort agité. Une partie de la population pillait les maisons des beys, devenues désormais propriétés françaises; une autre partie était vivement sollicitée par Ibrahim-Bey, qui travaillait à donner du courage et une impulsion de défense à la population. Mais les milices du Caire avaient été battues comme les Mameluks à la bataille des Pyramides; tout ce que cette ville comptait d'hommes en état de porter les armes y avait pris part; ils étaient

consternés et découragés. Les Français leur paraissaient plus que des hommes.

La lettre au pacha, écrite d'Alexandrie et traduite en arabe, fut répandue dans la ville. Un drogman fut envoyé aux ulemas et aux cheiks de Gâma el-Azhar. Ceux-ci se rassemblèrent, prirent le gouvernement de la ville, et résolurent de se soumettre. Ibrahim-Bey et le pacha se retirèrent à Birket el-Hâggy. Une députation des cheiks se rendit à Gyzeh, ayant à sa tête le kiâya du pacha; elle prit confiance dans la clémence du vainqueur. La ville attendait avec la plus vive inquiétude son retour. La députation se loua de l'accueil qu'elle avait reçu et des bonnes dispositions du sultan El-Kebir [1].

Le général Dupuy entra au Caire, comme commandant d'armes, prit possession de la citadelle et des principales positions. Il afficha la proclamation suivante du général en chef [2] : « Peuple du Caire, je suis content de votre conduite... Je suis venu pour détruire la race des Mameluks, protéger le commerce et les naturels du pays. Que tous ceux qui ont peur se tranquillisent; que ceux qui se sont éloignés reviennent. Que la prière ait lieu aujourd'hui comme à l'ordinaire... Ne craignez rien pour vos familles, vos maisons, vos propriétés et surtout pour la religion du Prophète, que j'aime... Il y aura un divan composé de sept personnes, qui se réuniront à la mosquée d'El-Azhar. »

Pendant la journée du 23 et du 24, tout ce que le Caire avait de distingué passa le Nil et se rendit à Gyzeh pour voir le sultan El-Kebir et lui faire sa soumission. Napoléon n'oublia rien de ce qui pouvait les rassurer, leur inspirer de la confiance et des sentiments favorables. Il était parfaitement secondé par son interprète le citoyen Venture, qui avait passé quarante ans à Constantinople et dans différents pays musulmans. C'était le premier orientaliste d'Europe; il rendait tous ses discours avec élégance, facilité, et de manière à produire l'effet convenable.

Le 25, le général en chef fit son entrée dans le Caire, descendit à la maison d'Elfy-Bey, située sur la place Ezbekyeh, à une extrémité de la ville. Elle avait un très-beau jardin, et communiquait par la campagne avec Boulâq et le Vieux-Caire. Les maisons des Français, des Vénitiens et des Anglais établis au Caire fournirent au quartier général des lits, des chaises, des tables et autres meubles à l'usage des Européens. Plus tard, l'architecte Le Père bâtit un

[1] *Sultan El-Kebir,* sultan *le Grand,* nom donné par les Arabes au général Bonaparte.

[2] Voir le texte complet de cette proclamation, tome IV, p. 241.

très-bel escalier et changea toute la distribution de la maison, afin de la rendre propre aux mœurs et aux usages français.

Les femmes des Mameluks étaient effrayées. Un des premiers soins du général en chef fut de les rassurer. Il employa à cet effet l'influence de la femme de Mourad-Bey, qui était la principale. Cette femme avait été à Ali-Bey. Elle jouissait dans la ville d'une haute considération. Il lui envoya le sous-lieutenant Beauharnais, son beau-fils, pour la complimenter et lui porter un firman qui lui confirmait la propriété de tous ses villages. Elle était extrêmement riche, avait un grand train de maison, et le sérail [1] à la tête duquel elle se trouvait était composé d'une cinquantaine de femmes de tous les pays et de toutes les couleurs. Les officiers de son palais eurent beaucoup de peine à les contenir; toutes ces esclaves voulaient voir le jeune et joli Français. Sitty-Nefizeh reçut le messager du sultan El-Kebir avec dignité et grâce. Elle le fit entrer dans le sérail, lui fit avec beaucoup de gentillesse les honneurs d'une élégante collation, et lui offrit une bague d'une assez grande valeur. Cependant, comme les trésors des Mameluks étaient dans les mains de leurs femmes, et que le trésor de l'armée éprouvait beaucoup de difficultés à faire face aux besoins du soldat, on dut, selon l'usage du pays, leur faire racheter les richesses des maris, en les soumettant à une contribution proportionnée à leur fortune.

Rassurés sur leurs personnes et leurs propriétés, les habitants le furent bientôt sur l'article si essentiel de leur religion. Les imâms continuèrent à faire la lecture dans les mosquées, les muezzins continuèrent leurs cris, au haut des minarets, à toutes les heures de la nuit. Les ulemas et les grands cheiks furent l'objet spécial de l'attention, des cajoleries de Napoléon. Il leur confirma tous leurs villages, tous leurs priviléges, et les environna d'une plus haute considération que celle dont ils avaient joui jusqu'alors. Ils formèrent le divan [2]. C'est d'eux qu'il se servit pour le gouvernement du pays.

Malgré l'ordre de remettre les armes, un grand nombre de fusils existaient encore dans l'intérieur des harems. Un pacha ou un bey ne faisait pas difficulté de faire arrêter, bâtonner, sans aucune formalité, l'habitant qui lui avait déplu, même de lui faire couper la tête; mais jamais il ne violait l'intérieur du harem. Le Mameluk est esclave du maître partout ailleurs que dans l'intérieur de sa maison, où il est inviolable; cet usage fut respecté. La confiance s'établit.

[1] Harem.

[2] Voir tome IV, page 255, le nom des membres composant le divan du Caire.

Mourad-Bey fut très-sensible aux égards que l'on eut pour ses femmes, et laissa dès lors entrevoir des dispositions pacifiques.

La nouvelle de la bataille des Pyramides se répandit avec une singulière rapidité dans tous les déserts et dans toute la basse Égypte. Les circulaires des ulemas du Caire et des chefs de la religion furent lues et affichées dans toutes les mosquées. Cela rétablit les communications sur les derrières de l'armée avec Alexandrie et Rosette. L'état-major reçut des nouvelles du général Kleber, commandant à Alexandrie, du général Menou, commandant à Rosette, et de l'amiral Brueys, commandant l'escadre. Celle-ci était encore mouillée à Aboukir; ce qui excita l'étonnement et le mécontentement du général en chef.

VIII. L'armée était depuis dix jours au Caire; elle restait immobile. Mourad-Bey réorganisait ses débris dans la haute Égypte. De Belbeys, Ibrahim-Bey exerçait son influence sur toute la basse Égypte; il commandait dans le Charqyeh, dans une partie du Qelyoub, à Damiette, et dans une partie du Delta. Il se renforçait tous les jours par de nouvelles levées. Il était de la plus haute importance, afin de pouvoir jouir tranquillement de la basse Égypte, de le chasser au delà du désert. Mais les soldats s'accoutumaient difficilement au pays, quoique leur position se trouvât fort améliorée.

Le 2 août, le général Leclerc se porta à El-Khânqah pour observer de plus près Ibrahim-Bey. El-Khânqah est à six lieues du Caire. Il avait ordre d'y organiser une manutention. Le général Murat marcha sur le Qelyoub pour soumettre cette partie et lever des chevaux. Le général Reynier campa à El-Qobbet[1]. Le 5 août, Ibrahim-Bey partit de Belbeys, dans la nuit, et cerna l'avant-garde à El-Khânqah. La fusillade et la mitraille le tinrent en respect. Les généraux Murat et Reynier, au bruit du canon, marchèrent, sans perdre de temps, sur El-Khânqah. Ils arrivèrent à temps pour recueillir l'avant-garde, qui opérait sa retraite. Ils repoussèrent Ibrahim-Bey et le jetèrent sur Belbeys. Napoléon donna le commandement du Caire à Desaix. Il lui recommanda d'activer les préparatifs pour l'expédition de la haute Égypte, et se mit aussitôt en opération avec l'armée. Celle-ci, dès qu'elle sut qu'elle allait quitter le Caire, fit entendre des murmures. Le mécontentement prit une couleur de sédition et de complot, inconnue jusqu'alors. Les régiments se firent des députations. Plusieurs généraux se concertèrent entre eux. « Il était inouï qu'on prétendît, dans le fort de la canicule,

[1] Qobbet el-A'zeb.

faire marcher des troupes dans des déserts sans eau, et les exposer, sans ombre, au soleil brûlant du tropique. » Cependant, le 7, à la pointe du jour, les divisions prirent les armes. La 9e de ligne devait ouvrir la marche. C'était celle qui avait le plus mauvais esprit. Le général en chef se porta sur son front, lui témoigna son mécontentement, et ordonna au colonel de faire demi-tour à droite et de rentrer dans la ville, disant avec dureté : « Soldats de la 9e, je n'ai pas besoin de vous. » Il ordonna à la 32e de rompre par peloton et d'ouvrir la marche. Cela fut suffisant pour déjouer le complot. La 9e obtint, après de longues sollicitations, de faire partie de l'expédition. Elle marcha la dernière. L'armée coucha, le 7, à El-Khânqah ; le 8, à Belbeys. Elle suivit la lisière du désert, mais ayant à sa gauche le pays cultivé, un grand nombre de villages et presque une forêt continuelle de palmiers. Belbeys est une grosse bourgade ayant plusieurs milliers d'habitants; c'est un chef-lieu. Ibrahim-Bey en était parti depuis douze heures et s'était retiré sur Sâlheyeh. On campa, le 9, dans la forêt de palmiers de Korâym.

La caravane de la Mecque était arrivée depuis plusieurs jours sur les frontières de l'Égypte. L'émir-agha, avec son escorte, s'était joint à Ibrahim-Bey. Les Arabes Haouytât et Bily crurent pouvoir, sans courir aucun danger, profiter de cette occasion pour la dépouiller. Ils s'emparèrent de toutes les marchandises. El-Marouki, un des principaux négociants, vint se jeter aux pieds du général avec deux de ses femmes et implora sa protection. On lui avait enlevé deux de ses esclaves et pour 100,000 écus de marchandises. Cette famille malheureuse fut accueillie. Elle fut touchée des égards et de la courtoisie française. Les femmes, autant que l'on en put juger par la délicatesse de leurs manières, leurs jolies mains, la grâce de leur démarche, l'accent de leur voix et leurs grands yeux noirs, étaient jolies. Les enquêtes furent faites avec tant de soin et de zèle que toutes les marchandises furent retrouvées. La caravane fut réorganisée et renvoyée sous bonne escorte au Caire; ce qui excita vivement la reconnaissance de la ville et du commerce.

Le 10, à deux heures après midi, l'avant-garde entra dans le bois de palmiers de Sâlheyeh, et la cavalerie, forte de 350 chevaux, arriva près de la mosquée. Elle y trouva encore Ibrahim-Bey avec sa maison. Il venait de recevoir l'alarme, et était occupé à faire charger les chameaux qui portaient ses femmes et ses richesses. Il fit bonne contenance; il avait 1,200 Mameluks et 500 Arabes. L'infanterie était encore à deux lieues. Deux pièces d'artillerie à cheval et 60 officiers montés joignirent la cavalerie. Mais la chaleur

était étouffante; l'infanterie avait peine à suivre dans ces sables mobiles. Cependant les pièces engagèrent bientôt la canonnade. La cavalerie française exécuta alors quelques charges. Elle prit deux chameaux qui portaient deux petites pièces de canon légères, et 150 autres chameaux chargés d'effets de peu de valeur, qu'Ibrahim-Bey abandonna pour accélérer sa marche. Désespéré de voir ce beau convoi échapper, le colonel Lasalle exécuta une nouvelle charge, où il perdit une trentaine d'hommes tués ou blessés, sans pouvoir forcer l'arrière-garde ennemie, qui était composée de 600 Mameluks. Ibrahim-Bey continua sa retraite, s'enfonçant dans le désert. Il séjourna à Qatyeh, d'où il gagna El-A'rych et la Syrie. Il fut accueilli par Djezzar-Pacha. Pendant le combat de Sâlheyeh, les 500 Arabes se séparèrent d'Ibrahim-Bey; ils prirent une position sur ses flancs, et envoyèrent une députation aux Français pour leur demander la permission de charger de concert avec la cavalerie française. Mais ils se gardèrent bien d'affronter ces terribles Mameluks; un de ceux-ci faisait fuir vingt Arabes. Les aides de camp Sulkowski, Duroc, Beauharnais, le colonel Détrès, qui fut grièvement blessé, se distinguèrent dans cette charge.

Sâlheyeh est à trente lieues du Caire et à soixante et seize lieues de Gaza; c'est le dernier point où arrive aujourd'hui l'inondation du Nil. Au delà des palmiers de Sâlheyeh commence le désert aride qui sépare l'Afrique de l'Asie. Il était nécessaire d'y établir un fort; ce serait à la fois une vedette pour observer le désert, et une place de dépôt pour l'armée qui serait obligée de manœuvrer sur cette frontière ou même qui voudrait se porter en Syrie. Le général Caffarelli du Falga donna les instructions convenables pour le système de fortification qu'il fallait suivre.

Le 12, la division Dugua se porta sur Damiette, dont elle s'empara sans difficulté. Première ville de la basse Égypte après le Caire, elle était le centre d'un grand commerce. Sa douane rendait autant que celle d'Alexandrie. Le général Dugua trouva des magasins très-considérables de riz appartenant aux beys. Il fit établir une batterie pour défendre le boghâz. Il s'empara du lac Menzaleh, du château de Tyneh.

Une brigade d'officiers du génie, une avant-garde de trois bataillons d'infanterie, d'un escadron de cavalerie et d'une batterie d'artillerie, prirent position à Sâlheyeh. Le reste de l'armée repartit pour le Caire. Le 12, dans la nuit, des hommes arrivés de Damiette donnèrent vaguement la nouvelle qu'un grand combat naval avait eu lieu à Alexandrie, que les Français avaient été vainqueurs, qu'un

grand nombre de vaisseaux avaient été brûlés ; on n'y prêta aucune attention.

IX. A mi-chemin de Korâym à Belbeys, un courrier d'Alexandrie remit au général Berthier des nouvelles de France apportées par un aviso, qui était heureusement entré dans le port. Une lettre du ministre de la guerre lui faisait connaître la loi du 22 floréal, et ordonnait qu'elle fût mise à l'ordre du jour : le Directoire et le Corps législatif avaient cassé une partie des élections faites par les conseils électoraux ; ils attentaient ainsi à la souveraineté du peuple. Cela fit le plus mauvais effet dans l'armée. « Ils sont à Paris, disait-on, une poignée d'avocats, qui parlent sans cesse de principes, mais qui ne veulent que le pouvoir ; ils se moquent de nous. »

Ce courrier portait une nouvelle plus importante pour l'armée : Kleber rendait compte de la destruction de l'escadre. Ce malheureux événement avait eu lieu à Aboukir, le 1er août. Le courrier avait mis douze jours en route, ayant été obligé de marcher avec des escortes d'infanterie. « En arrivant devant Alexandrie, dit Napoléon, je demandais à la fortune qu'elle préservât mon escadre pour cinq jours ; elle en a accordé trente, et l'amiral n'a pas voulu mettre ses vaisseaux en sûreté dans le port. Il ne lui fallait cependant que six heures pour cela. Une implacable fatalité poursuit notre marine. Ce grand événement aura des conséquences qui se feront sentir ici et loin d'ici. »

Les habitants du Caire témoignèrent une véritable satisfaction du retour de l'armée. Les ulemas de Gâma el-Azhar présentèrent, au lever, les principaux négociants ; ils témoignèrent leur gratitude pour la protection accordée à la caravane ; ils exprimèrent le désir de voir bientôt occuper la haute Égypte, qui était nécessaire pour les approvisionnements et le bien-être du Caire.

La catastrophe de l'escadre avait consterné les Français. « Nous voilà donc, disait-on, abandonnés dans ce pays barbare, sans communication, sans espérance de retourner chez nous. » Le général en chef parla aux officiers et aux soldats : « Eh bien, dit-il, nous voilà dans l'obligation de faire de grandes choses : nous les ferons ; de fonder un grand empire : nous le fonderons. Des mers, dont nous ne sommes pas maîtres, nous séparent de la patrie ; mais aucune mer ne nous sépare ni de l'Afrique ni de l'Asie. Nous sommes nombreux, nous ne manquerons pas d'hommes pour recruter nos cadres. Nous ne manquerons pas de munitions de guerre, nous en avons beaucoup ; au besoin, Champy et Conté nous en fabriqueront. » Les

esprits s'électrisèrent. On cessa de se plaindre. On s'occupa à s'établir sérieusement. Tous les Français s'exhortèrent les uns les autres à être dignes de leur propre renommée. Le plus grand obstacle que l'on éprouva fut la rareté de l'argent et la difficulté de s'en procurer.

L'administration s'organisa dans toutes les provinces de la basse Égypte. Des remontes nombreuses arrivèrent dans le dépôt central du Caire. Les contributions se perçurent. Trois chaloupes canonnières à fond plat, portant chacune une pièce de 24 et quatre pièces de 4, ne tirant que deux pieds d'eau, furent construites sur les chantiers du Caire. Une descendit dans le lac Bourlos, et les deux autres dans le lac Menzaleh. Chacune de ces chaloupes pouvait porter jusqu'à 200 hommes. Elles avaient quatre caïques ne tirant qu'un pied d'eau et portant une pièce de 3. Ces lacs furent, par là, entièrement maîtrisés. Les officiers du génie firent travailler avec activité au rétablissement du canal d'Alexandrie; le Nil y entra; la place fut approvisionnée d'eau, les trois cents citernes remplies, et la navigation, qui eut lieu pendant six semaines, permit de garnir les magasins de blé, de riz et d'autres denrées nécessaires sur ce point important. Les officiers commandant les provinces portèrent la plus grande activité à réprimer les insurrections suscitées par la turbulence des Arabes. Cela donna lieu à quelques combats peu importants, où la supériorité de l'armée française s'établit dans l'esprit des Orientaux.

Le 28 août, Desaix partit enfin pour la haute Égypte avec 4 ou 5,000 hommes de toutes armes, dont 500 de cavalerie, montés sur d'excellents chevaux, et une flottille qui lui assurait la supériorité sur le Nil et les canaux. Mourad-Bey évacua toute la province de Gyzeh et celle de Beny-Soueyf, et, en peu de jours, le pavillon tricolore fut arboré sur les deux rives jusqu'à quarante lieues du Caire.

L'arsenal, les salles d'artifices, les magasins d'artillerie furent réunis à Gyzeh, et l'enceinte, qui consistait en une grande muraille, fut fortifiée par des redoutes, des flèches et de bonnes batteries. La citadelle du Caire fut mise dans un état respectable. La communication avec Alexandrie, Rosette et Damiette, n'éprouvait aucun obstacle. La maison de campagne d'Ibrahim-Bey, située sur la rive droite du Nil, forma une tête de pont à l'île de Roudah, et fut transformée en un grand hôpital, qui contenait 600 malades. Deux autres des plus grandes maisons du Caire furent destinées au même service. Toutes les parties de l'administration s'organisèrent avec une singulière activité, pendant les mois d'août et de septembre. L'institut établit ses bibliothèques, ses imprimeries, ses mécaniques, son cabinet de physique, dans un des plus beaux palais de la ville.

X. En 1798, l'escadre française arrive devant Alexandrie le 1er juillet, à dix heures du matin. L'armée opère le même jour son débarquement. Elle est, le lendemain, maîtresse d'Alexandrie. Le 10, elle arrive à El-Rahmânyeh sur le Nil. Le 13, elle donne une bataille. Le 21, elle en donne une autre. Le 23, elle entre au Caire. Les Mameluks sont détruits. Toute la basse Égypte et la capitale sont soumises en vingt-trois jours.

Saint Louis paraît devant Damiette le 5 juin 1250. Il débarque le lendemain. L'ennemi évacue la ville de Damiette; il y entre le même jour. Du 6 juin au 6 décembre, c'est-à-dire pendant six mois, il ne bouge point de la ville. Au commencement de décembre, il se met en marche. Il arrive le 17 vis-à-vis de Mansourah, sur les bords du canal d'Achmoun. Ce canal, qui a été un ancien bras du Nil, est fort large et plein d'eau dans cette saison; il y campe deux mois. Le 12 février 1251, les eaux sont basses; il passe le canal, et livre une bataille, huit mois après son débarquement à Damiette.

Si, le 6 juin 1250, les Français eussent manœuvré comme ils ont fait en 1798, ils seraient arrivés le 12 juin devant Mansourah; ils auraient trouvé le canal d'Achmoun à sec, car c'est le moment où les eaux du Nil sont le plus basses; ils fussent arrivés le 25 juin au Caire; le grand bras du Nil, à cette époque, n'a que cinq pieds d'eau; ils auraient conquis la basse Égypte et la capitale dans le mois de leur arrivée. Lorsque le premier pigeon porta au Caire la nouvelle du débarquement de saint Louis à Damiette, la consternation fut générale; on ne voyait aucun moyen de résister. La dépêche, lue aux mosquées, fit répandre des torrents de larmes. A chaque instant on s'attendait à apprendre la nouvelle de l'arrivée des Français à Mansourah et aux portes du Caire. Mais, en huit mois, les Musulmans eurent le temps de revenir de leur étonnement et d'appeler des secours. Des troupes accoururent de la haute Égypte, de l'Arabie et de la Syrie. Saint Louis fut battu, fait prisonnier et chassé de l'Égypte.

Si, en 1798, les Français eussent manœuvré comme saint Louis; s'ils eussent passé juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre, sans quitter les environs d'Alexandrie, ils auraient trouvé en janvier et février des obstacles insurmontables. Damanhour, El-Rahmânyeh et Rosette auraient été retranchés, couverts de canons et de troupes, ainsi que le Caire et Gyzeh. 12,000 Mameluks, 15 ou 20,000 Arabes à cheval, et 40 ou 50,000 janissaires, Azabs ou milices, eussent été réunis et retranchés dans ces positions. Le pacha de Jérusalem, celui d'Acre, celui de Damas, le bey de Tripoli,

eussent envoyé des secours aux fidèles. Quelques succès que l'armée française eût pu avoir dans des rencontres, la conquête eût été impossible, et il eût fallu se rembarquer. En 1250, l'Égypte était moins en état de se défendre et plus dépourvue de défenseurs qu'en 1798; mais saint Louis ne sut pas en profiter; il passa huit mois à prier, lorsqu'il eût fallu les passer à marcher, combattre et s'établir dans le pays.

CHAPITRE IV.

BATAILLE NAVALE D'ABOUKIR.

I. Mouvement des escadres anglaises dans la Méditerranée, en mai, juin, juillet 1798. — II. L'escadre française reçoit l'ordre d'entrer dans le Port-Vieux d'Alexandrie; elle le peut; elle ne le fait pas. — III. L'amiral s'embosse dans la rade d'Aboukir; mécontentement de Napoléon. — IV. Bataille navale (1er août). — V. Effet de ce désastre sur le peuple d'Égypte. — VI. Effet de la perte de l'escadre française sur la politique de l'Europe.

I. En février 1798, le ministère anglais fut instruit que des armements considérables se préparaient à Brest, à Rochefort, à Toulon, à Gênes, au Ferrol et à Cadix; que 150,000 hommes étaient campés sur les côtes de la Normandie et de la Flandre; que Napoléon, général en chef de l'armée d'Angleterre, environné de plusieurs des officiers les plus distingués de l'ancienne marine, parcourait les ports de l'Océan. Il pensa que la France voulait profiter de la paix qu'elle venait de conclure avec le continent pour terminer sa querelle avec l'Angleterre par une lutte corps à corps, et que les escadres de Cadix et de Brest réunies porteraient des armées en Angleterre et en Irlande. Mais il apprit, le 12 mai, que Napoléon était parti le 4 pour Toulon. Il donna aussitôt l'ordre à l'amiral Roger de se rendre avec dix vaisseaux de guerre devant Cadix pour renforcer l'escadre de l'amiral Saint-Vincent, qui était devant ce port.

Cet amiral, parti le 16 mai des côtes de l'Angleterre, arriva le 24 à Cadix. Lord Saint-Vincent envoya sans délai dix vaisseaux renforcer la division légère de Nelson, composée de trois vaisseaux qui croisaient dans la Méditerranée. Nelson, avec treize vaisseaux et deux frégates, se présenta le 12 juin devant Toulon; il y apprit que la flotte en était partie depuis fort longtemps. Il se rendit successivement devant la rade de Talamone, sur les côtes de Toscane, et devant Naples, où il arriva le 18 juin. Lord Saint-Vincent était resté

avec vingt vaisseaux devant Cadix, admettant qu'il était possible que l'escadre française s'y présentât pour se réunir à l'escadre espagnole. Son ordre à Nelson était de ne respecter la neutralité d'aucune puissance, et, soit que l'escadre française se portât devant Constantinople, dans la mer Noire ou au Brésil, de l'attaquer partout où il croirait pouvoir le faire avec avantage. Dans ces instructions, qui ont été imprimées, il n'est pas question de l'Égypte. Nelson apprit à Naples que l'armée française assiégeait Malte. Il fit voile pour Messine. Lorsqu'il eut appris que l'escadre française, après s'être emparée de Malte, en était partie, et paraissait se diriger sur Candie, il passa le détroit de Messine le 22 juin, et se dirigea sur Alexandrie, où il arriva le 28, au moment même où la flotte française reconnaissait le cap Deris, à trente lieues à l'ouest et au vent. Ne trouvant à Alexandrie aucun renseignement, il se dirigea sur Alexandrette, reconnut les Dardanelles, l'entrée de la mer Adriatique, et mouilla le 18 juillet à Syracuse, en Sicile, pour y faire de l'eau, croyant que l'escadre française avait passé dans l'Océan. Cependant il se porta le 24 juillet à Coron, dans la Morée. Il interrogea un bâtiment grec venu d'Alexandrie, et en apprit que, trois jours après que l'escadre anglaise s'était présentée devant ce port, une flotte française y était arrivée, avait débarqué une armée nombreuse, qui, le 2 juillet, s'était emparée de la ville et, depuis, avait marché sur le Caire; que cette flotte était mouillée dans le Port-Vieux. Il fit voile pour les côtes d'Égypte, où il arriva le 1er août.

II. Nous avons dit que l'amiral Brueys avait voulu mouiller à Aboukir pour opérer plus promptement le débarquement des effets de l'armée, pendant que le capitaine Barré faisait l'inspection du Port-Vieux. Cette inspection avait été terminée le 12 juillet. Le capitaine Barré s'exprimait dans les termes suivants :

Alexandrie, an VI[1].

« AU GÉNÉRAL BONAPARTE.

» J'ai été chargé, de votre part et de celle de Brueys, de lever le plan et les sondes du Port-Vieux. Je suis entré le 19 messidor (7 juillet) dans la rade de ce port, et j'ai commencé mes opérations, qui ont duré jusqu'au 24 dudit mois (12 juillet), où j'adressai le rapport du résultat de mon ouvrage au général Brueys et au commandant de division Dumanoir, qui, approuvant les dispositions que j'avais prises pour faire entrer l'escadre, en fit part officiellement

[1] Cette lettre, comme on le verra plus loin, était du 30 messidor an VI.

à l'amiral, lequel me répondit le 2 thermidor (20 juillet). Je joins copie de sa lettre en réponse à mon rapport.

» Signé Barré. »

RAPPORT DU CAPITAINE BARRÉ A L'AMIRAL BRUEYS.

Alexandrie, le 25 messidor an VI (13 juillet 1798).

« Les trois passes d'Alexandrie sont susceptibles, Général, d'obtenir de la profondeur, en faisant briser quelques roches qui se trouvent dans le milieu et sur les côtés; ce qui pourrait se faire aisément, ces roches étant très-friables; d'ailleurs il n'existe dans la grande passe qu'un seul endroit où il serait nécessaire d'employer ce moyen, le rocher se trouvant dans le milieu de la passe, quoiqu'il y ait un passage de six brasses tribord et bâbord et assez large pour passer des vaisseaux de ligne de premier rang.

» La passe du Marabout est large de 300 toises et longue de 500, et est très-difficultueuse à raison de l'inégalité de ses fonds, qui ne donnent que quatre brasses, quatre brasses et demie. Mais celle du milieu, qui est la meilleure et celle où il y a le plus d'eau, a 200 toises de large dans l'endroit le plus étroit, sur 660 de long, et donne, dans toute son étendue, six et sept brasses, excepté à l'entrée, où il n'y en a que cinq, et dans le milieu cinq et demie; et je dois observer qu'il y a passage de chaque côté de ces hauts-fonds, et qu'alors il n'y a plus que le milieu qui n'offre que cinq brasses et demie à basse mer, les marées donnant tous les jours deux pieds et demi, et davantage dans les pleines lunes, et surtout dans le débordement du Nil.

» Il y a louvoyage dans les deux passes en portant la bordée dans la passe du Marabout, et dans l'ouest du banc où s'était perdu *le Patriote;* et, comme l'on rencontre alors la grande passe, on se trouve au large de tout danger, et l'on doit prendre pour remarque à terre, lorsque l'on sort, le château par la pointe de l'île du Phare bien effacé : alors on est en dehors de tout, la sonde rapportant dix et douze brasses.

» Ces passes m'étant connues, j'ai mouillé des barriques goudronnées et bien étalinguées dans les deux principales passes, sur lesquelles barriques j'ai mis des pavillons rouges à tribord en entrant et des jaunes à bâbord. Il est essentiel, comme il y a plus d'eau sur tribord, de ranger la première bouée rouge, le fond donnant six brasses, et de continuer à gouverner à l'aire de vent indiquée dans le plan, conservant toujours le milieu des bouées, et alors venir en

arrondissant pour éviter le banc qui est au sud-ouest des récifs. D'ailleurs on peut approcher la terre d'Alexandrie, le fond étant, jusque par le travers des Figuiers, de neuf et dix brasses.

» La troisième passe, à l'est de la pointe des Figuiers, peut recevoir des bâtiments du commerce, ayant trois et quatre brasses dans toute la longueur de cette passe, et même, dans un cas pressé, de fortes corvettes ou de petites frégates.

» Le port est sain partout, ainsi qu'il est aisé de le vérifier dans le plan que je vous adresse, et, s'il était nettoyé, il pourrait recevoir des bâtiments encore plus forts; cependant toutes les sondes rapportent neuf, dix et onze brasses.

» Je pense aussi qu'on pourrait pratiquer une passe du Port-Vieux au Port-Neuf, ce qui faciliterait beaucoup l'entrée et la sortie de ces deux ports; mais elle ne peut encore avoir lieu; ainsi il n'y faut plus penser.

» Je dois encore vous faire observer qu'il serait essentiel que vous donnassiez l'ordre qu'on fabriquât des plateaux en fer pour établir des balises que rien ne puisse déranger, les bouées ayant l'inconvénient de chasser lorsqu'il y a beaucoup de mer.

» Je désire, Général, avoir rempli vos intentions, ainsi que celles du général en chef, et mon avis, en dernière analyse, est que les vaisseaux peuvent passer avec les précautions d'usage, que vous connaissez mieux que moi.

» Signé Barré. »

Rien ne devait donc plus s'opposer à l'exécution de l'ordre précis que Napoléon avait donné à l'amiral Brueys, de faire entrer l'escadre dans le Port-Vieux d'Alexandrie. Mais l'amiral était résolu à rester dans la rade d'Aboukir.

Cependant, pour mettre sa responsabilité à couvert, car l'ordre de Napoléon d'entrer sans délai dans le Port-Vieux était positif et avait été réitéré plusieurs fois, il feignit de n'ajouter aucune foi au rapport du capitaine Barré, et lui adressa la lettre suivante.

LETTRE DE L'AMIRAL BRUEYS AU CITOYEN BARRÉ,
COMMANDANT *L'ALCESTE.*

2 thermidor an VI.

« J'ai reçu, Citoyen, votre lettre du 30 messidor, et je ne peux que donner des éloges aux soins et aux peines que vous vous êtes donnés pour trouver une passe au milieu des récifs qui forment l'entrée du Port-Vieux, et qui puisse permettre aux vaisseaux de guerre

d'y aller mouiller sans courir aucun danger. Ce que vous me dites ne me paraît pas encore assez satisfaisant, puisqu'on est obligé de passer sur un fond de vingt-cinq pieds, et que nos vaisseaux de 74 en tirent au moins vingt-deux ; qu'il faudrait par conséquent un vent fait exprès et une mer calme pour hasarder d'y passer sans courir les plus grands risques d'y perdre un vaisseau, d'autant que le passage est étroit et que l'effet du gouvernail est moins prompt lorsqu'il y a peu d'eau sous la quille.

» Peut-être vos recherches vous feront-elles trouver quelque chose de plus avantageux, et je vous engage à ne les abandonner qu'après vous être assuré que l'espace compris entre la tour du Marabout et la côte de l'est n'offre rien de mieux que l'endroit que vous avez fait baliser. Soyez persuadé que je ne négligerai pas de faire valoir la nouvelle preuve de zèle que vous aurez donnée dans cette occasion ; ce qui, ajouté aux services distingués que vous avez déjà rendus, doit vous être un sûr garant des éloges et des récompenses que vous recevrez du gouvernement.

» Lorsque votre travail sera fini, il sera nécessaire que vous en fassiez part au général en chef, et, en lui envoyant un plan exact de vos sondes, vous lui ferez part de votre façon de penser sur la qualité des vaisseaux qu'on peut se permettre de faire entrer dans le Port-Vieux avec la certitude de ne pas les risquer.

» Signé Brueys. »

III. La bataille des Pyramides, la soumission du Caire et les proclamations des ulemas avaient pacifié toute la basse Égypte. Les communications avaient été rétablies avec Rosette et Alexandrie. Le 30 juillet, le quartier général en reçut pour la première fois des nouvelles depuis le départ de Damanhour, c'est-à-dire depuis vingt jours. De trois lettres de l'amiral, une était du 10 juillet; elle disait que la commission chargée de vérifier le travail du capitaine Barré était occupée à sonder une nouvelle passe, qui paraissait préférable à la passe ordinaire. Par une seconde, datée du 15, il rendait compte de diverses escarmouches qui avaient eu lieu au puits d'Aboukir, entre les matelots et les Arabes; quelques matelots avaient été tués; la communication avec Alexandrie et Rosette était interceptée par terre. Par la troisième, du 20 juillet, il donnait des nouvelles de Nelson, qui avait été aperçu par des bâtiments grecs entrés dans Alexandrie. Il disait « qu'il paraissait que l'escadre anglaise croisait entre Corfou et la Sicile; que, inférieure en forces à l'escadre française, elle n'osait s'en approcher; que cependant, pour

plus grande précaution, il avait vérifié son embossage, et qu'il occupait une position inexpugnable; que sa gauche était couverte par l'îlot d'Aboukir, avancé dans la mer à 600 toises du port; qu'il avait fait occuper cet îlot par 50 soldats d'infanterie et deux pièces de 12 de campagne, jugeant prudent de le mettre à l'abri des tentatives de l'ennemi; que ses deux plus mauvais vaisseaux, *le Guerrier* et *le Conquérant,* formaient la gauche de sa ligne d'embossage; que, couverts par l'îlot, ils étaient hors de toute atteinte; qu'il avait placé à son centre *le Franklin, l'Orient* et *le Tonnant,* un vaisseau de 120 et deux vaisseaux de 80; que des vaisseaux de 74 ne se placeraient pas impunément sous cette redoutable batterie; que sa droite était en l'air et fort éloignée de terre, mais qu'il était impossible à l'ennemi de la tourner sans perdre le vent, qui, dans cette saison, souffle constamment du nord-ouest; que, si ce cas arrivait, il appareillerait avec sa gauche et son centre, et attaquerait l'ennemi à la voile ».

Le général en chef, extrêmement étonné et fort mécontent de ces dispositions de l'amiral, dépêcha sur-le-champ le capitaine Julien, son aide de camp, avec ordre de s'embarquer sur *l'Orient* et de ne pas débarquer qu'il n'eût vu toute l'escadre mouillée dans le Port-Vieux. Il écrivit à l'amiral que, depuis vingt jours, il avait eu le temps de s'assurer si son escadre pouvait, ou non, entrer dans le Port-Vieux : pourquoi donc n'y était-il pas entré? ou pourquoi n'avait-il pas, conformément à ses ordres, appareillé pour Corfou ou pour Toulon? qu'il lui réitérait l'ordre de ne point rester dans cette mauvaise position et de lever l'ancre immédiatement; qu'Aboukir était une rade foraine, puisque son aile droite ne pouvait être protégée par la terre; que le raisonnement qu'il faisait serait plausible s'il était attaqué par des forces égales; mais les manœuvres de l'amiral anglais, depuis un mois, indiquaient assez qu'il attendait un renfort de devant Cadix, et qu'aussitôt que les renforts l'auraient joint il se présenterait devant Aboukir peut-être avec dix-huit, vingt ou vingt-cinq vaisseaux; qu'il fallait éviter toute bataille navale, et ne mettre sa confiance que dans le Port-Vieux d'Alexandrie. Le capitaine Julien fut attaqué près d'A'lqâm par un parti d'Arabes; le bâtiment sur lequel il était fut pillé, et ce brave officier assassiné en défendant ses dépêches. Il ne pouvait d'ailleurs arriver que le lendemain du désastre qu'il était chargé de prévenir.

Tous les rapports d'Alexandrie contenaient des plaintes contre l'escadre : elle était sans discipline; les matelots descendaient à terre et sur la plage; les ports d'Alexandrie et de Rosette étaient encombrés des chaloupes des vaisseaux; à bord on avait cessé les exercices, on

ne faisait jamais de branle-bas; aucune escadrille légère n'était à la voile, pas même une frégate ; des bâtiments suspects paraissaient tous les jours à l'horizon sans qu'ils fussent chassés; et, de la manière dont se faisait le service, l'escadre pouvait être surprise d'un moment à l'autre. Le général en chef écrivit à l'amiral pour lui témoigner son mécontentement de toutes ces négligences. Il ne concevait pas comment il ne profitait point de la protection du Port-Vieux d'Alexandrie; l'îlot qui appuyait la gauche de la ligne d'embossage, n'étant pas occupé par une trentaine de bouches à feu, lui était inutile; il eût fallu y placer douze pièces de 36 en fer, quatre de 16 ou 18, de bronze, avec un gril à boulets rouges et sept ou huit mortiers à la Gomer de 12 pouces : alors vraiment la gauche eût été en sûreté. Il ne pouvait pas pénétrer les raisons qui avaient porté l'amiral à laisser les deux vaisseaux de 64 dans le port d'Alexandrie. Ces deux vaisseaux étaient neufs et d'une très-bonne construction; ils tiraient beaucoup moins d'eau que les vaisseaux de 74, ils pouvaient être placés avec avantage entre la gauche de sa ligne et l'îlot; ces vaisseaux étaient préférables au *Conquérant,* vieux vaisseau condamné depuis longtemps, qu'on n'avait armé à Toulon qu'avec du 18. Toute la ligne d'embossage aurait pu également être renforcée d'une frégate par vaisseau; l'amiral en avait neuf en tout; les frégates vénitiennes étaient très-bonnes, plus grandes et plus larges que les frégates françaises de 44; elles pouvaient porter du 24, elles tiraient moins d'eau, ce qui était un inconvénient pour leur marche, mais était un avantage pour la ligne d'embossage; enfin six bombardes, dix chaloupes canonnières ou tartanes armées de 24 étaient dans le convoi : pourquoi ne pas les employer à fortifier la droite de la ligne d'embossage? 1,500 matelots étaient dans le port d'Alexandrie sur le convoi; l'amiral pouvait en renforcer les équipages ; ce qui les aurait portés à 100 hommes de plus que leur complet.

Toutes ces réflexions faisaient naître des idées fort tristes et tourmentaient le général en chef. Mais, le 2 août au soir, il fut entièrement rassuré par l'arrivée d'une dépêche datée du 30 juillet. L'amiral lui écrivait qu'il venait d'apprendre officiellement la nouvelle de la bataille des Pyramides et la prise du Caire; qu'elle avait influé sur les Arabes, qui avaient sur-le-champ fait leur soumission; qu'il avait trouvé une passe pour entrer dans le Port-Vieux, qu'il la faisait baliser; que sous peu de jours son escadre serait en sûreté, et qu'il demandait la permission de pouvoir immédiatement après se rendre au Caire; qu'il avait fait reconnaître les batteries qui défendaient le Port-Vieux; qu'il n'avait que les plus grands éloges à faire

des officiers d'artillerie et du génie; que tous les points étaient parfaitement défendus; qu'une fois l'escadre mouillée dans le Port-Vieux on pourrait dormir tranquille.

IV. Le 1er août, à deux heures et demie après midi, l'escadre anglaise apparut à l'horizon d'Aboukir, toutes voiles dehors. Il ventait grand frais nord-ouest. L'amiral était à table avec ses officiers. Une partie des équipages et des chaloupes étaient à Alexandrie, à Rosette ou à terre sur la plage d'Aboukir. Son premier signal fut d'ordonner le branle-bas; son second, d'ordonner aux chaloupes qui étaient à Alexandrie, à Rosette et à terre de rejoindre leurs vaisseaux; le troisième, d'ordonner aux équipages des bâtiments de transport qui étaient à Alexandrie de se rendre par terre à bord de ses vaisseaux pour en renforcer les équipages; le quatrième, d'ordonner de se tenir prêt à combattre; le cinquième, d'ordonner de se tenir prêt à appareiller; le sixième, à cinq heures dix minutes, d'ordonner de commencer le feu. L'escadre anglaise arrivait avec la plus grande rapidité, mais elle ne montrait que onze vaisseaux de 74, un de 50 et une petite corvette. Il était cinq heures après midi, il ne paraissait pas possible qu'avec des forces si inférieures l'amiral anglais voulût attaquer la ligne. Mais deux autres vaisseaux étaient à l'ouest d'Alexandrie, hors de vue; ils n'arrivèrent sur le champ de bataille qu'à huit heures du soir.

La ligne d'embossage de l'armée française était composée : la gauche, par *le Guerrier, le Conquérant, le Spartiate* et *l'Aquilon,* tous les quatre de 74; *la Sérieuse,* frégate de 36, était derrière *le Guerrier;* le centre, par *le Peuple-Souverain,* de 74, *le Franklin,* de 80, *l'Orient,* de 120, *le Tonnant,* de 80, *l'Arthémise,* frégate de 40; *l'Alerte* et *le Castor,* deux petites corvettes, mouillaient derrière l'amiral; la droite était composée de *l'Heureux,* de 74, *le Timoléon,* de 74, *le Guillaume-Tell,* de 80, que montait l'amiral Villeneuve; *le Mercure,* de 74, *le Généreux,* de 74; derrière *le Généreux* étaient mouillées les frégates *la Diane* et *la Justice,* chacune de 44, les meilleures de la flotte.

L'escadre anglaise marchait dans l'ordre suivant : 1° *le Culloden* en tête, 2° *le Goliath,* 3° *le Zélé,* 4° *l'Orion,* 5° *l'Audacieux,* 6° *le Thésée,* 7° *le Vanguard,* vaisseau amiral, 8° *le Minotaure,* 9° *le Bellérophon,* 10° *la Défense,* 11° *le Majestueux,* tous de 74; 12° *le Léandre,* de 50, et *la Mutine,* corvette de 14 canons; 13° *l'Alexandre,* 14° *le Swiftsure;* ces deux vaisseaux étaient hors de vue, à l'ouest d'Alexandrie.

L'opinion générale dans l'escadre française était que la bataille serait remise au lendemain, si toutefois d'autres vaisseaux ne venaient renforcer l'ennemi dans la nuit; car il ne paraissait pas possible que Nelson risquât une bataille avec ceux qu'il montrait. Le branle-bas fut fort mal fait. On laissa subsister sur *l'Orient* les cabanes construites pour les passagers. *Le Guerrier* et *le Conquérant* ne dégagèrent qu'une seule batterie et encombrèrent la batterie du côté de terre. Il paraît que Brueys avait le projet d'appareiller, mais qu'il attendait les matelots d'Alexandrie, qui n'arrivèrent qu'à neuf heures du soir. Cependant l'escadre ennemie était à portée de canon, et, au grand étonnement des deux armées, l'amiral français ne faisait pas le signal de commencer le feu.

L'ordre de Nelson fut d'attaquer vaisseau par vaisseau, chaque vaisseau jetant l'ancre et se plaçant par le travers de la proue du vaisseau français. *Le Culloden,* destiné à attaquer *le Guerrier*, qui formait l'extrême gauche de l'armée française, voulant passer entre *le Guerrier* et l'îlot d'Aboukir, toucha et s'échoua. Si cet îlot eût été armé de gros canons, il eût été obligé d'amener; du moins il fut inutile pendant toute la bataille. *Le Goliath,* qui le suivait, passa entre lui et la ligne française; il voulut jeter l'ancre et mouiller par le travers de la proue du *Guerrier,* mais il fut entraîné par le vent et le courant; il doubla *le Guerrier,* qui, ayant sa batterie de tribord embarrassée, ne put s'en servir. Le capitaine du *Goliath* fut surpris de ne recevoir aucune bordée ni du *Guerrier* ni du *Conquérant,* pendant que le pavillon français y flottait; il ne connut depuis qu'avec étonnement la raison de cette contradiction. Si *le Guerrier* eût été mouillé sur quatre ancres, plus près de l'îlot, il eût été impossible de le doubler. *Le Zélé* imita la manœuvre du *Goliath; l'Orion* suivit, mais il fut attaqué par la frégate française *la Sérieuse*. Cette attaque audacieuse retarda son mouvement; il mouilla entre *le Franklin* et *le Peuple-Souverain. Le Vanguard,* vaisseau amiral anglais, jeta l'ancre par le travers du *Spartiate,* troisième vaisseau de la ligne française. *La Défense, le Bellérophon, le Majestueux, le Minotaure,* suivirent son mouvement, et toute la gauche et le centre de la ligne française se trouvèrent engagés, jusqu'au huitième vaisseau *le Tonnant.* Les cinq vaisseaux de la droite ne prirent aucune part à l'action. L'amiral français et ses deux *matelots,* fort supérieurs par leur échantillon aux vaisseaux ennemis, firent des merveilles. Le vaisseau anglais *le Bellérophon* fut dégréé, démâté et obligé d'amener. Deux autres de 74 furent dématés, obligés de s'éloigner. Si, dans ce moment, le contre-amiral Villeneuve eût appareillé avec la droite et fût tombé sur la

ligne anglaise, avec les cinq vaisseaux et les deux frégates sous ses ordres, la victoire était aux Français. Le vaisseau anglais *le Culloden* avait échoué; *le Léandre* était occupé à le relever; *l'Alexandre* et *le Swiftsure*, il est vrai, paraissaient en vue, mais étaient encore loin du champ de bataille, et *le Bellérophon* avait amené. Nelson ne soutenait le combat qu'avec dix vaisseaux. *Le Léandre,* voyant le danger que courait la flotte anglaise, abandonna *le Culloden* et se jeta au milieu du feu. *L'Alexandre* et *le Swiftsure* arrivèrent enfin, se portèrent sur *le Franklin* et *l'Orient.* La bataille n'était rien moins que décidée et se soutenait encore avec assez d'égalité. Du côté des Français, *le Guerrier* et *le Conquérant* ne tiraient plus, mais c'étaient leurs plus mauvais vaisseaux; et, du côté des Anglais, *le Culloden* et *le Bellérophon* étaient aussi hors de combat. Les vaisseaux anglais avaient plus souffert que les vaisseaux français par la supériorité du feu de *l'Orient,* du *Franklin* et du *Tonnant*. Il était probable que le feu se soutiendrait ainsi toute la nuit et qu'enfin l'amiral Villeneuve prendrait part à l'action. Mais, sur les neuf heures du soir, le feu prit à *l'Orient;* à dix heures, il sauta; ce qui décida la victoire en faveur des Anglais. Son explosion fut épouvantable. Pendant une demi-heure le combat cessa. La ligne française recommença le feu. *Le Spartiate, l'Aquilon, le Peuple-Souverain, le Franklin, le Tonnant,* soutinrent l'honneur de leur pavillon. La canonnade fut vive jusqu'à trois heures du matin; de trois à cinq elle se ralentit des deux côtés; à cinq heures elle recommença avec une nouvelle fureur. Qu'eût-ce été si *l'Orient* y avait pris part? A midi, le 2 août, la canonnade était encore vive; à deux heures après midi, le décret du destin était prononcé. Alors seulement l'amiral Villeneuve parut s'apercevoir qu'on se battait depuis dix-huit heures : il coupa ses câbles et gagna le large avec *le Guillaume-Tell,* de 80, *le Généreux* et les frégates *la Diane* et *la Justice.* Les trois autres vaisseaux de sa droite s'étaient jetés à la côte sans presque rendre de combat.

La perte et le désordre des Anglais furent tels que, vingt-quatre heures après le commencement de la bataille, le pavillon tricolore flottait encore sur *le Tonnant,* et Nelson n'avait aucun vaisseau en état de l'attaquer, tant était grand le délabrement de son escadre. Il vit avec plaisir *le Guillaume-Tell* et *le Généreux* se sauver. Il ne fut pas tenté de les faire suivre. Il dut sa victoire à l'ineptie et à la négligence des capitaines du *Guerrier* et du *Conquérant,* à l'accident de *l'Orient*, et à la mauvaise conduite du contre-amiral Villeneuve. Brueys déploya le plus grand courage. Plusieurs fois blessé, il refusa de descendre à l'ambulance. Il mourut sur son banc de quart, et son

dernier soupir fut un ordre de combattre. Casabianca, capitaine de *l'Orient,* Thevenard, du Petit-Thouars, officiers distingués, périrent avec gloire. Casabianca avait avec lui son fils; quand il vit le feu gagner le vaisseau, il chercha à sauver cet enfant; il l'attacha sur un mât de hune qui flottait; mais cet intéressant enfant fut englouti par l'explosion. Casabianca sauta avec *l'Orient,* tenant à la main le grand pavillon national.

L'opinion des marins des deux escadres est unanime : Villeneuve a toujours pu décider la victoire en faveur des Français; il l'a pu à huit heures du soir, il l'a pu à minuit, après la perte de *l'Orient;* il l'a pu encore à la pointe du jour. Ce contre-amiral a dit, pour sa justification, qu'il attendait le signal de l'amiral; mais, au milieu des tourbillons de fumée, le signal ne put être aperçu. Est-il besoin d'un signal pour secourir ses camarades et prendre part au combat? D'ailleurs *l'Orient* a sauté à dix heures du soir; le combat a fini le lendemain à midi : Villeneuve a donc commandé l'escadre pendant quatorze heures. Cet officier général ne manquait pas d'expérience de la mer, il manquait de résolution et de vigueur; il avait le mérite d'un capitaine de port, mais non les qualités d'un soldat. A la hauteur de Candie, *le Guillaume-Tell* et *le Généreux* se séparèrent : *le Guillaume-Tell* entra dans Malte avec les deux frégates ; *le Généreux,* commandé par le brave Lejoille, entra dans l'Adriatique, et donna la chasse au *Léandre,* le vaisseau de 50, qui était à la bataille d'Aboukir et allait en mission; il le prit après un combat de quatre heures, et le mena à Corfou.

Les Anglais perdirent dans cette bataille 800 hommes, tués ou blessés. Ils prirent sept vaisseaux; deux vaisseaux et une frégate échouèrent et furent pris ; un vaisseau et une frégate s'échouèrent et furent brûlés à la côte par leurs équipages; un vaisseau sauta en l'air; deux vaisseaux et deux frégates se sauvèrent. Le nombre de prisonniers ou de tués fut de près de 3,000 hommes. 3,500 hommes entrèrent dans Alexandrie, dont 900 blessés rendus par les Anglais.

Les capitaines du *Guerrier*, du *Conquérant,* de *l'Heureux,* du *Mercure,* du *Timoléon,* se couvrirent de honte. Les capitaines de la frégate *la Sérieuse,* du *Spartiate*, de *l'Aquilon,* du *Peuple-Souverain,* du *Franklin,* du *Tonnant,* méritèrent les plus grands éloges[1].

[1] *La Sérieuse,* capitaine Martin; *le Spartiate,* commandant Émeriau, chef de division, blessé; *l'Aquilon,* commandant Thevenard, chef de division, tué; *le Peuple-Souverain,* commandant Racord, capitaine de vaisseau, blessé; *le Franklin,* contre-amiral Blanquet du Chayla, et Gilet, capitaine de vaisseau,

V. 1,000 hommes, soldats de marine ou matelots, sauvés de l'escadre, furent incorporés dans l'artillerie et l'infanterie de l'armée ; 1,500 formèrent une légion maritime, composée de trois bataillons ; 1,000 servirent à compléter les équipages des deux vaisseaux de 64, des sept frégates et des bricks, corvettes ou avisos qui se trouvaient dans Alexandrie. L'ordonnateur de la marine, Leroy, s'employa avec activité au sauvetage. Il sauva des pièces de canon, des boulets, des mâts, des pièces de bois. Le capitaine Ganteaume, chef d'état-major de l'escadre, qui s'était jeté à l'eau lorsqu'il avait vu *l'Orient* en flammes, et avait gagné terre, fut nommé contre-amiral et prit le commandement de la marine de l'armée.

L'amiral Brueys avait réparé autant qu'il avait été en lui, par son sang-froid et son intrépidité, les fautes dont il s'était rendu coupable : 1° d'avoir désobéi à l'ordre de son chef et de ne pas être entré dans le Port-Vieux d'Alexandrie : il le pouvait dès le 8 juillet ; 2° d'être resté mouillé à Aboukir sans prendre les précautions convenables. S'il eût tenu une escadre légère à la voile, il eût été prévenu à la pointe du jour de l'approche de l'ennemi, et n'aurait pas été surpris. S'il eût armé l'îlot d'Aboukir, et s'il se fût servi des deux vaisseaux de 64, des sept frégates, des bombardes, des canonnières qui étaient dans le port d'Alexandrie et des matelots qui étaient à sa disposition, il se fût donné de grandes chances de victoire. S'il avait maintenu une bonne discipline, qu'il eût fait faire tous les jours le branle-bas, deux fois par jour l'exercice du canon, que deux fois par semaine au moins il eût inspecté lui-même ses vaisseaux, *le Guerrier* et *le Conquérant* n'auraient pas encombré leurs batteries de tribord. Cependant, malgré toutes ces fautes, si *l'Orient* n'eût pas sauté, ou si l'amiral Villeneuve eût voulu prendre part au combat et ne pas rester spectateur oisif, les Français pouvaient encore espérer la victoire.

L'action de Nelson a été une action désespérée, qui ne saurait être proposée pour modèle, mais où il a déployé, ainsi que les équipages anglais, toute l'habileté et la vigueur possibles, tandis que la moitié de l'escadre française a montré autant d'ineptie que de pusillanimité.

Peu de jours après la bataille, Nelson abandonna les parages d'Égypte et cingla vers Naples. Il laissa devant Alexandrie une croisière de trois vaisseaux de guerre. Quarante bâtiments napolitains, qui faisaient partie du convoi, demandèrent à retourner à Naples ; ils eurent quelques pourparlers avec la croisière anglaise. On leur permit de sortir ; mais, à la sortie du port, ils furent pris, amarinés et brû-

tous deux blessés ; *le Tonnant*, commandant du Petit-Thouars, chef de division, tué.

lés, leurs équipages furent faits prisonniers. Cet événement eut le plus heureux effet pour l'armée. Il excita au plus haut point l'indignation des Génois et des autres matelots des côtes d'Italie qui faisaient partie du convoi; ils firent depuis cause commune et servirent l'armée de tout leur zèle.

Après le combat de Sâlheyeh, le général en chef avait entamé une négociation avec Ibrahim-Bey. Ce bey comprit parfaitement tout ce que sa situation avait de déplorable. Il était à la disposition de Djezzar-Pacha; avec la réputation de posséder un grand trésor, il se trouvait environné de dangers. On lui fit proposer de lui laisser, à lui et à tous ses Mameluks, la propriété de tous leurs villages, celle de leurs maisons, de les prendre à la solde de la République, les beys comme généraux, les kâchefs comme colonels, de lui accorder le titre et les honneurs de prince. Cette proposition avait été écoutée. Un kâchef de confiance s'était rendu au Caire; mais, huit jours après son arrivée, il reçut une lettre d'Ibrahim-Bey, qui le rappelait. Ibrahim lui disait que la destruction de l'escadre avait changé la situation des choses; que, ne pouvant plus recevoir de secours et ayant des ennemis de tous côtés, les Français finiraient par être vaincus.

Quelques jours après la bataille des Pyramides, le général en chef écrivit à Mourad-Bey et lui envoya le négociant Rosetti, homme habile, ami des Mameluks et consul de Venise. Il lui faisait les mêmes propositions qu'à Ibrahim-Bey; il y ajoutait l'offre du gouvernement d'une des provinces de la haute Égypte, jusqu'à ce qu'il pût être revêtu d'une souveraineté en Syrie. Mourad-Bey, qui avait la plus haute estime pour l'armée française, accéda à ces propositions, et dit qu'il s'en remettait entièrement à la générosité du général français, dont il connaissait et estimait la nation; qu'il se retirerait à Esné et aurait la jouissance de la vallée, depuis les Deux-Montagnes jusqu'à Syene, avec le titre d'émir; qu'il se regarderait comme sujet de la nation française et fournirait un corps de 800 Mameluks, à la disposition du général, pour être employé où il le jugerait nécessaire; que tous les villages ou propriétés appartenant à lui ou à ses Mameluks lui seraient confirmés, et que si le général étendait son pouvoir sur la Syrie, il acceptait la proposition éventuelle qu'il lui faisait d'y recevoir un établissement, mais qu'il s'entendrait sur cette question avec le général, qu'il désirait vivement voir. Rosetti partit avec cette dépêche. Il fut retardé fort longtemps à Beny-Soueyf; et, avant de quitter cette ville, il reçut une nouvelle lettre de Mourad-Bey, qui lui faisait connaître que, venant d'être instruit par le commandant de la croisière anglaise du désastre de l'escadre française à Aboukir, il ne pouvait

prendre aucun engagement; que, s'il les avait signés, il les tiendrait; mais que, se trouvant encore libre, il voulait courir toutes les chances de sa fortune.

Koraïm, ce commandant d'Alexandrie qui le premier s'était soumis aux armes françaises et avait alors rendu des services importants, eut des correspondances avec le commandant de la croisière anglaise. Il fut traduit devant une commission militaire et condamné à mort. Pendant quelques jours, le général en chef hésita; mais il sacrifia la prédilection qu'il avait pour cet homme à l'urgence des circonstances, qui voulaient un exemple.

Des agents anglais débarquèrent à Gaza, communiquèrent avec Ibrahim-Bey, Djezzar-Pacha et les Arabes du désert de Suez. D'autres débarquèrent du côté de la tour des Arabes, agitèrent les tribus du Bahyreh, du désert de la grande et de la petite oasis, correspondirent avec Mourad-Bey, fournirent de l'argent, des munitions et des armes aux Arabes. Dans le courant de novembre, un régiment de cavalerie française fut surpris de se trouver au milieu d'Arabes armés de fusils anglais avec des baïonnettes.

Le mauvais effet de la bataille d'Aboukir se faisait sentir au Caire même. Les amis des Anglais y propageaient avec exagération les conséquences de leur victoire; mais l'escadre de Nelson ayant quitté les côtes d'Égypte, on parvint à convaincre les cheiks qu'elle avait été poursuivie par une autre escadre française. D'ailleurs l'armée gagnait à vue d'œil. La cavalerie se remontait avec activité sur de superbes chevaux. L'infanterie, reposée, s'accoutumait au pays; bientôt elle fut tout autre dès que les chaleurs de la canicule furent passées. Les remontes des attelages d'artillerie étaient aussi nombreuses qu'il était nécessaire. Le mouvement de toutes les troupes, les fréquentes revues et exercices confirmèrent tous les jours davantage la puissance française dans l'opinion des Arabes, et en peu de semaines le sentiment qu'avait produit le désastre d'Aboukir ne laissa plus aucune trace.

VI. Nelson se rendit dans le port de Naples et y fut reçu en triomphe. Le roi et surtout la reine laissèrent voir à découvert la haine qui les animait contre la nation française. La guerre en fut une conséquence. Le roi de Naples entra dans Rome à la tête de 60,000 hommes en novembre 1778; mais il fut battu, repoussé, chassé de Naples, obligé de se réfugier en Sicile. La Russie et l'Autriche s'unirent à l'Angleterre, et recommencèrent la guerre de la seconde coalition en mars 1799.

Aussitôt que la Porte avait été instruite de l'invasion de l'Égypte, elle en avait témoigné du mécontentement, mais avec modération. Djezzar-Pacha ayant expédié Tartare sur Tartare pour demander des secours et des pouvoirs, il lui avait été répondu de se défendre en Syrie, si on l'y attaquait, mais de n'entreprendre aucune hostilité et de garder du sang-froid; que le Grand Seigneur attendait des explications de Paris, et qu'il n'avait pas oublié que les Français étaient les plus anciens alliés de l'empire. L'Angleterre, l'Autriche, la Russie et Naples firent de concert des démarches pour pousser la Porte à la guerre contre la République; l'empereur Selim s'y refusa constamment. Il attendait, disait-il, des explications. Mais, dans le fait, il n'avait garde de s'engager dans une guerre contre la France, ennemie de ses ennemis naturels, la Russie et l'Autriche. Il comprenait parfaitement qu'une fois que ses armées seraient engagées dans les déserts de l'Arabie, Constantinople serait exposée à la haine et à l'ambition des Russes.

Un officier du sérail, ayant la confiance particulière de Selim, arriva au Caire par la voie de Derne, avec la caravane des pèlerins. Il vit le général en chef; il lui fit connaître les vraies dispositions de la Porte. Il demanda, ce qu'il obtint sur l'heure, que toutes les propriétés de la ville de la Mecque lui fussent confirmées; qu'un Ottoman fût nommé pour émir-agha, et qu'un corps de troupes musulmanes fût levé pour l'escorte de la caravane de la Mecque; enfin que le général donnât des explications sur ses projets, l'assurant que la Porte était résolue à ne rien faire avec précipitation et à ne se laisser emporter par aucune passion. Cet officier séjourna plus de quarante jours au quartier général. Il eut lieu d'être satisfait de ce que lui dirent les cheiks du Caire des dispositions du sultan El-Kebir et des Français; il s'embarqua sur la mer Rouge, sous prétexte d'aller à la Mecque, et arriva à Constantinople dans le courant de décembre. Mais alors la Porte était entraînée; la destruction de l'escadre d'Aboukir la laissait à la merci des escadres anglaise et russe. Les lettres des officiers français, interceptées par la croisière et communiquées à la Porte par les ministres anglais, eurent aussi de l'influence sur ses dispositions. Ces officiers y montraient tant de mécontentement, ils y peignaient la position de l'armée comme tellement critique, que le divan crut qu'il serait facile aux alliés de reprendre l'Égypte, et craignit qu'une fois maîtres de ce pays les Anglais ne le gardassent, comme ils l'en menaçaient. Ce fut cette considération surtout qui le détermina à déclarer la guerre à la République.

CHAPITRE V.

AFFAIRES RELIGIEUSES.

I. De l'islamisme.—II. Des ulemas de Gâma el-Azhar.—III. Fetfa.—IV. Fête du Nil. Fête du Prophète.—V. L'imâm de la Mecque.—VI. Des arts, des sciences, des belles-lettres sous les califes. — VII. De la polygamie.— VIII. Mœurs.

I. Moïse a révélé l'existence de Dieu à sa nation; Jésus-Christ, à l'empire romain; Mahomet, à l'ancien continent. Moïse arracha les descendants de Jacob à la captivité de l'Égypte. Il les retint quarante ans dans le désert, où il leur donna des lois. Ils soupiraient sans cesse après « ces marmites pleines de viandes dont ils mangeaient tout leur soûl. » Il s'attacha, pour combattre cet esprit de retour, à leur inspirer un caractère exclusif, à les isoler au milieu des nations. Les Hébreux connurent le vrai Dieu mille ans avant les autres hommes.

Jésus-Christ, quoique descendant de David, ne prétendit pas au trône de ses pères. Il prêta et ordonna obéissance à tout gouvernement établi. « Toute puissance vient de Dieu. Mon empire n'est pas de ce monde. Rendez à César ce qui appartient à César. » Il n'eut qu'un but dans sa mission divine : régler les consciences, diriger les âmes dans cette vie pour opérer leur salut dans l'autre. L'Évangile ne donne aucune règle pour le gouvernement des choses d'ici-bas. La doctrine des chrétiens ne dut exciter en rien la jalousie des Césars; mais, par le même principe, elle fut extrêmement favorable aux dynasties qui s'élevèrent sur les débris de l'empire romain : elle les légitima. Clovis ne fut réellement roi qu'après avoir été sacré.

La religion chrétienne est celle d'un peuple très-civilisé. Elle élève l'homme; elle proclame la supériorité de l'esprit sur la matière, de l'âme sur le corps. Elle est née dans les écoles grecques; elle est le triomphe des Socrate, des Platon, des Aristide, sur les Flaminius, les Scipion, les Paul-Émile. Les Romains soumirent la Grèce par la force de leurs armes, mais ils furent subjugués insensiblement par l'influence irrésistible de l'esprit, des arts et des sciences des vaincus. Les canons fondamentaux de l'Église furent délibérés et décrétés dans les conciles tenus en Orient pendant les huit premiers siècles, à Nicée, à Alexandrie, à Antioche, à Constantinople, à Chalcé-

doine, à Césarée et à Athènes. Comme tout ce qui s'établit par la seule influence de la persuasion, comme tout ce qui est le résultat du progrès des lumières, la religion de Jésus-Christ eut une marche lente; il lui fallut quatre siècles pour s'asseoir sur le trône. L'apothéose de César et d'Auguste avait été suivie de celle des plus abjects tyrans. Les nations conçurent de l'aversion pour une religion où Tibère, Caligula, Héliogabale avaient des autels et des prêtres; elles cherchèrent des consolations dans le dogme d'un seul Dieu immortel, incréé, créateur, rémunérateur et maître de tout.

L'Église chrétienne promit pour récompense aux justes de voir Dieu face à face, jouissance toute spirituelle, dans le temps qu'elle menaçait les réprouvés de peines toutes corporelles, car ils brûlent dans des brasiers ardents. Cette opposition s'explique. Si les méchants n'eussent été menacés que d'être soumis à des peines spirituelles, ils les auraient bravées; le frein eût été trop faible pour réprimer leurs mauvais penchants. D'un autre côté, un paradis où les élus eussent goûté les plaisirs du monde eût exalté la chair, et la morale chrétienne se propose surtout de la réprimer et de la mortifier. La contrition imparfaite est ainsi un moyen de salut comme la contrition parfaite.

L'Arabie était idolâtre lorsque Mahomet, sept siècles après Jésus-Christ, y introduisit le culte du dieu d'Abraham, d'Ismaël, de Moïse et de Jésus-Christ. Les Ariens et d'autres sectes qui avaient troublé la tranquillité de l'Orient avaient agité les questions de la nature du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Mahomet déclara qu'il n'y avait qu'un seul Dieu, qui n'avait ni père ni fils; que la trinité emportait une idée d'idolâtrie. Il écrivit sur le frontispice du Coran : « Il n'y a pas d'autre dieu que Dieu. »

Il s'adressait à des peuples sauvages, pauvres, manquant de tout, fort ignorants; s'il eût parlé à leur esprit, il n'eût pas été entendu. Au milieu de l'abondance de la Grèce, les plaisirs de la contemplation de l'esprit étaient un besoin; mais au milieu des déserts, où l'Arabe soupirait sans cesse après une source d'eau, après l'ombre d'un palmier qui pût le mettre à l'abri des rayons brûlants du soleil du tropique, il fallait promettre aux élus, pour récompense, des fleuves de lait intarissables, des bosquets odoriférants, où ils se reposeraient à l'ombre perpétuelle, dans les bras de divines houris, à la peau blanche, aux yeux noirs. Les Bédouins se passionnèrent pour un séjour aussi enchanteur; ils s'exposèrent à tout pour y parvenir : ils devinrent des héros.

Mahomet fut prince; il rallia ses compatriotes autour de lui. En

peu d'années, ses Moslems conquirent la moitié du monde. Ils arrachèrent plus d'âmes aux faux dieux, culbutèrent plus d'idoles, renversèrent plus de temples païens en quinze années, que les sectateurs de Moïse et de Jésus-Christ ne l'ont fait en quinze siècles. Mahomet était un grand homme. Il eût été effectivement un dieu, si la révolution qu'il a opérée n'avait été préparée par les circonstances. Lorsqu'il parut, les Arabes étaient, depuis longues années, aguerris par les guerres civiles. Tout ce que les peuples ont fait de grand sur le théâtre du monde, ils l'ont fait sortant de ces crises qui retrempent également les âmes et les corps. Si les batailles de Kadésia et de [1] . . . . . . qui permirent aux intrépides Moslems de planter l'étendard du Prophète sur l'Oxus et les frontières de la Chine; si celles de Aiznadin et de Yarmouk, qui firent tomber sous leur domination la Syrie et l'Égypte, avaient tourné contre eux; si les Khaled, les Derar, les Amrou eussent été vaincus, rejetés dans leurs immenses déserts, les Arabes eussent repris leur vie errante, ils eussent vécu comme leurs pères, pauvres et misérables; les noms de Mahomet, d'Ali, d'Omar, seraient inconnus à l'univers.

L'ascendance progressive du christianisme, au contraire, n'a dépendu du succès d'aucun événement secondaire. Cette religion s'est propagée, insinuée comme une doctrine qui captive, persuade, et dont rien ne peut arrêter la marche. Constantin en accéléra le triomphe; mais, s'il n'eût pas demandé le baptême, un de ses successeurs n'eût pas tardé à le faire. Jésus-Christ était un prédicateur; il donna à ses apôtres le don de la parole. Moïse et Mahomet étaient des chefs de peuples qui donnèrent des lois et régirent les affaires de ce monde. « Le glaive est la clef du ciel, dit le Prophète; qui périt dans le combat est absous de ses péchés ; les ailes des anges remplacent les membres perdus dans la bataille; l'encensoir est inséparable du glaive ! » Il fut intolérant et exclusif. Tuer ou soumettre les infidèles au tribut, détruire la puissance de l'idolâtrie parce qu'elle est un outrage à Dieu, est écrit dans toutes les pages du Coran. Jamais les Moslems ne se soumirent sincèrement à la puissance d'aucun prince idolâtre.

II. Les trois religions qui ont répandu la connaissance d'un Dieu immortel, incréé, maître et créateur des hommes, sont sorties de l'Arabie. Moïse, Jésus-Christ, Mahomet, sont Arabes, nés à Memphis, à Nazareth, à la Mecque. L'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amé-

[1] Il y a un espace blanc dans le manuscrit.

rique, qui renferment tant d'immenses solitudes, tant de hautes montagnes, tant de vastes mers, tant de riches plaines, tant de grandes métropoles, implorent Moïse, Jésus-Christ ou Mahomet, se règlent sur les livres saints, l'Évangile ou le Coran, ont les yeux tournés vers l'Arabie, sur Jérusalem, Nazareth ou la Mecque. Si Rome est le chef-lieu de la chrétienté, c'est que les Scipion, les César, les Trajan, ont conquis une partie du monde; l'influence de Rome nouvelle est une suite de la puissance de Rome ancienne. Mais pourquoi Jérusalem, Nazareth, la Mecque, appartiennent-elles à une même contrée?

De tout temps les idées religieuses furent prédominantes sur les peuples de l'Égypte. Les Perses ne purent jamais s'y établir, parce que les Mages voulurent y faire adorer leurs dieux et chasser ceux du Nil. Il s'éleva entre les deux peuples une rivalité d'idoles, de rites et de prêtres, qui les rendit implacables ennemis; rien ne put les réconcilier. Souvent conquis par les armes des Perses, les Égyptiens se révoltèrent toujours. Quand Alexandre le Grand se présenta sur leurs frontières, ils accoururent à lui, accueillirent ce grand homme comme un libérateur. Quand il traversa le désert, de quinze jours de marche, d'Alexandrie au temple d'Ammon, et qu'il se fit déclarer par la prêtresse fils de Jupiter, il connaissait bien l'esprit de ces peuples; il flattait leur penchant dominant; il fit plus pour assurer sa conquête que s'il eût bâti vingt places fortes et appelé cent mille Macédoniens.

Les politiques qui avaient le mieux observé le génie des peuples de l'Égypte regardaient la religion comme le principal obstacle à l'établissement de l'autorité française. « Pour s'établir en Égypte, disait Volney en 1788, il faudra soutenir trois guerres : la première contre l'Angleterre, la seconde contre la Porte, mais la troisième, la plus difficile de toutes, contre les Musulmans, qui forment la population de ce pays. Cette dernière occasionnera tant de pertes, que peut-être doit-elle être considérée comme un obstacle insurmontable. » Maîtres d'Alexandrie et du Caire, vainqueurs à Chobrâkhyt et aux Pyramides, la position des Français était incertaine. Ils n'étaient que tolérés par les fidèles, qui, étourdis par la rapidité des événements, avaient fléchi devant la force, mais qui déjà déploraient ouvertement le triomphe des idolâtres, dont la présence profanait les eaux bénies. Ils gémissaient de l'opprobre qui rejaillissait sur *la première clef* de la sainte Kaaba; les imâms récitaient avec affectation les versets du Coran les plus opposés aux infidèles.

Il fallait arrêter la marche de ces idées religieuses, ou l'armée,

malgré ses victoires, était compromise. Elle était trop faible, trop dégoûtée pour qu'il lui fût possible de soutenir une guerre de religion. Dans les XIe et XIIe siècles, les croisés régnèrent à Antioche, à Jérusalem, à Émèse, à Ptolémaïs, mais ils étaient aussi fanatisés que les Musulmans. Les annales du monde ne présentent pas d'exemple d'un effort pareil à celui que fit alors l'Europe. Plusieurs millions d'Européens trouvèrent la mort aux champs de la Syrie, et cependant, après quelques succès éphémères, la croix fut abattue, les Musulmans triomphèrent. La prédiction de Volney allait se réaliser; il fallait se rembarquer ou se concilier les idées religieuses, se soustraire aux anathèmes du Prophète, ne pas se laisser mettre dans les rangs des ennemis de l'islamisme; il fallait convaincre, gagner les muftis, les ulemas, les chérifs, les imâms, pour qu'ils interprétassent le Coran en faveur de l'armée.

L'école ou la sorbonne de Gâma el-Azhar est la plus célèbre de l'Orient. Elle a été fondée par Saladin. Soixante docteurs ou ulemas délibèrent sur les points de la foi, expliquent les saints livres. C'était elle seule qui pouvait donner l'exemple, entraîner l'opinion de l'Orient et des quatre sectes qui le partagent. Ces quatre sectes, les Cha'fey, les Melky, les Hanbaly, les Hanafy, ne diffèrent entre elles que sur des objets de discipline; elles avaient chacune pour chef, au Caire, un mufti. Napoléon n'oublia rien pour les circonvenir, les flatter. C'étaient des vieillards respectables par leurs mœurs, leur science, leurs richesses et même par leur naissance. Tous les jours, au soleil levant, eux et les ulemas de Gâma el-Azhar prirent l'habitude de se rendre au palais, avant l'heure de la prière. La place d'Ezbekyeh tout entière était encombrée de leur cortége. Ils arrivaient sur leurs mules richement harnachées, environnés de leurs domestiques et d'un grand nombre de bâtonniers. Les corps de garde français prenaient les armes et leur rendaient les plus grands honneurs. Parvenus dans les salles, des aides de camp et des interprètes les recevaient avec respect, leur faisaient servir des sorbets, du café. Peu d'instants après, le général entrait, s'asseyait au milieu d'eux, sur le même divan, et cherchait à leur inspirer de la confiance par des discussions sur le Coran, s'en faisant expliquer les principaux passages et montrant une grande admiration pour le Prophète. En sortant de ce lieu, ils allaient aux mosquées, où le peuple était assemblé. Là, ils lui parlaient de toutes leurs espérances, calmaient la méfiance et les mauvaises dispositions de cette immense population. Ils rendaient des services réels à l'armée.

Les propriétés des mosquées, des œuvres pieuses furent respectées

par l'administration française, même protégées avec tant de partialité que ce ne pouvait être que l'effet d'une inclination sincère du chef pour la religion musulmane.

Les Turcs et les Mameluks avaient pour principe fondamental de leur politique d'éloigner les cheiks de l'administration de la justice et du gouvernement; ils craignaient qu'ils ne devinssent trop puissants. Ce fut pour ces vénérables vieillards une agréable surprise, lorsqu'ils se trouvèrent chargés de la justice civile et criminelle, même de toutes les affaires contentieuses de l'administration. Leur crédit s'en augmenta rapidement parmi le peuple. Il y avait à peine un mois que l'armée française était entrée au Caire, que déjà les sentiments des cheiks étaient changés. Ils s'attachaient sincèrement au sultan El-Kebir. Eux-mêmes étaient étonnés que la victoire des infidèles, qu'ils avaient tant redoutée, assurât leur triomphe : c'était pour eux que les Français avaient vaincu aux Pyramides! Tous leurs villages, toutes leurs propriétés particulières, furent ménagés avec une délicate attention. Jamais ces hommes, qui étaient à la fois les chefs de la religion, de la noblesse et de la justice, n'avaient été plus considérés; jamais leur protection n'avait été plus recherchée, non-seulement par les Musulmans, mais même par les chrétiens, Coptes, Grecs, Arméniens établis dans le pays. Ceux-ci avaient profité de l'entrée de l'armée pour secouer le joug des usages et braver les Moslems; aussitôt que le général en chef en fut instruit, il les réprima. Tout rentra dans l'ordre. L'ancien usage fut en tout rétabli; ce qui remplit de joie les Musulmans et leur inspira une confiance entière.

Depuis la révolution, l'armée française n'exerçait aucun culte. Elle n'avait pas fréquenté les églises en Italie, elle ne les fréquentait pas davantage en Égypte. Cette observation n'échappa pas à l'œil pénétrant des ulemas, si jaloux et si inquiets sur tout ce qui était relatif à leur culte. Elle fit sur eux le plus heureux effet. Si les Français n'étaient pas Musulmans, du moins il devenait prouvé qu'ils n'étaient pas non plus idolâtres; le sultan El-Kebir était évidemment le protégé du Prophète. Par cette espèce de vanité commune à tous les hommes, les cheiks se plaisaient à raconter toutes les caresses dont ils étaient l'objet, les honneurs qu'on leur rendait, tout ce qu'ils avaient dit ou supposaient avoir dit. Leur partialité pour Napoléon était évidente, et déjà il était passé en principe de foi : « que jamais les Français n'eussent vaincu les fidèles, si leur chef n'avait été spécialement protégé par le Prophète. L'armée des Mameluks était invincible, la plus brave de l'Orient; si elle n'avait fait aucune

résistance, c'est qu'elle était impie, injuste. Cette grande révolution était écrite dans plusieurs passages du Coran. »

Plus tard, le sultan El-Kebir toucha la corde du patriotisme arabe : « Pourquoi la nation arabe est-elle soumise aux Turcs? Comment la fertile Égypte, la sainte Arabie, sont-elles dominées par des peuples sortis du Caucase? Si Mahomet descendait aujourd'hui du ciel sur la terre, où irait-il? Serait-ce à la Mecque? Il ne serait pas au centre de l'empire musulman. Serait-ce à Constantinople? Mais c'est une ville profane, où il y a plus d'infidèles que de croyants : ce serait se mettre au milieu de ses ennemis. Non, il préférerait l'eau bénie du Nil; il viendrait habiter la mosquée de Gâma el-Azhar, cette *première clef* de la sainte Kaaba!» A ces discours les figures de ces vénérables vieillards s'épanouissaient, leurs corps s'inclinaient, et, les bras croisés, ils s'écriaient : « *Tayeb, tayeb!* ah! cela est bien vrai! »

Lorsque Mourad-Bey eut été rejeté dans la Thébaïde, Napoléon leur dit : « Je veux rétablir l'Arabie; qui m'en empêchera? J'ai détruit les Mameluks, la plus intrépide milice de l'Orient. Quand nous nous serons bien entendus, et quand les peuples d'Égypte sauront tout le bien que je veux leur faire, ils me seront sincèrement attachés. Je ferai renaître les temps de la gloire des Fatimites. » Ces discours étaient l'objet des entretiens de tous les grands du Caire. Ce qu'ils avaient vu aux Pyramides leur faisait croire tout possible à l'armée française. Leur affection environnait le chef; ils le croyaient prédestiné. Le cheik El-Mohdi, le plus éloquent, le plus instruit et le plus jeune de ceux de Gâma el-Azhar, était aussi celui qui était le plus dans sa confiance. Il traduisait les proclamations en vers arabes. Des strophes ont été apprises par cœur et sont encore récitées au fond des déserts de l'Afrique et de l'Arabie.

Depuis que les ulemas formaient le divan qui était chargé du gouvernement, ils recevaient le rapport de toutes les provinces et connaissaient les désordres que les malentendus et le nom d'infidèles occasionnaient. Le sultan El-Kebir commença à se plaindre plus amèrement dans ses conversations des lectures malintentionnées que les imâms faisaient aux mosquées le vendredi; mais les réprimandes et les exhortations que les cheiks adressaient à ces imâms turbulents furent insuffisantes. Enfin, lorsqu'il crut le moment favorable, il dit à dix des principaux parmi les cheiks, ceux qui lui étaient le plus affectionnés : « Il faut mettre fin à ces désordres; il me faut un fetfa [1] de Gâma el-Azhar qui ordonne au peuple de prêter le serment

[1] *Fetfa* ou *hatha* signifie *avis, lettre, proclamation.*

d'obéissance. » Cette proposition les fit pâlir; leur physionomie peignait l'effroi de leur âme; ils devinrent mornes et consternés. Le cheik El-Cherqâouy, le chef des ulemas de Gâma el-Azhar, prit la parole et dit, après s'être longtemps recueilli : « Vous voulez avoir la protection du Prophète, il vous aime; vous voulez que les Arabes musulmans accourent sous vos drapeaux, vous voulez relever la gloire de l'Arabie, vous n'êtes pas idolâtre. Faites-vous Musulman; 100,000 Égyptiens et 100,000 Arabes viendront de l'Arabie, de Médine, de la Mecque, se ranger autour de vous. Conduits et disciplinés à votre manière, vous conquerrez l'Orient, vous rétablirez dans toute sa gloire la patrie du Prophète. » Au même moment ces vieilles physionomies s'épanouirent. Tous se prosternèrent pour implorer la protection du ciel. A son tour le général en chef fut étonné. Son opinion invariable était que tout homme doit mourir dans sa religion. Mais il comprit promptement que tout ce qui serait un objet d'entretien et de discours sur ces matières serait d'un bon effet. Il leur répondit : « Il y a deux grandes difficultés qui s'opposent à ce que moi et mon armée puissions nous faire Musulmans : la première est la circoncision, la seconde est le vin. Mes soldats en ont l'habitude dès l'enfance, je ne pourrai jamais leur persuader d'y renoncer. » Le cheik El-Mohdi proposa de permettre aux soixante cheiks de Gâma el-Azhar de poser la question publiquement et de délibérer sur cet objet. Le bruit se répandit bientôt dans toutes les mosquées que les grands cheiks s'occupaient nuit et jour à instruire des principes de la loi le sultan El-Kebir et les principaux généraux, et que même ils discutaient un fetfa pour faciliter, autant que cela serait possible, un si grand événement. L'amour-propre de tous les Musulmans fut flatté, la joie fut générale. Il se répandit que les Français admiraient Mahomet, que leur chef savait par cœur le Coran, qu'il convenait que le passé, le présent, l'avenir étaient contenus dans ce livre de toute sagesse, mais qu'il était arrêté par la circoncision et la défense du Prophète de boire du vin. Les imâms, les muezzins de toutes les mosquées furent, pendant quarante jours, dans la plus vive agitation. Mais cette agitation était tout à l'avantage des Français : déjà ils n'étaient plus des infidèles. Tout ce que le Prophète avait dit ne pouvait plus s'appliquer à des vainqueurs qui venaient déposer leurs lauriers au pied de la chaire de l'islamisme. Mille bruits se répandirent parmi le peuple. Les uns disaient que Mahomet lui-même avait apparu au sultan El-Kebir, qu'il lui avait dit : « Les Mameluks n'ont gouverné que par leurs caprices; je te les ai livrés. Tu sais et tu aimes le Coran; tu as donné le pouvoir aux cheiks, aux ulemas,

aussi tout te réussit. Mais il faut achever ce que tu as commencé. Reconnais, professe les principes de ma loi : c'est celle de Dieu même. Les Arabes n'attendent que ce signal ; je te donnerai la conquête de toute l'Asie. » Les discours et les réponses qu'on faisait faire au sultan El-Kebir variaient et se répandaient sous mille formes diverses. Il en profita pour insinuer que dans ses réponses il avait demandé un an pour préparer son armée, ce que Mahomet lui avait accordé ; qu'il avait promis de construire une grande mosquée ; que toute l'armée se ferait musulmane ; et que déjà les grands cheiks El-Sàdàt et El-Bekry le considéraient comme tel.

III. Les quatre muftis portèrent enfin le fetfa rédigé et signé par eux. Il y était dit que la circoncision était une perfection ; qu'elle n'avait pas été instituée par le Prophète, mais seulement recommandée ; qu'on pouvait donc être Musulman et n'être pas circoncis ; que, quant à la deuxième question, on pouvait boire du vin et être Musulman ; mais que, dans ce cas, on était en état de péché et sans espoir d'obtenir les récompenses promises pour les élus. Napoléon témoigna sa satisfaction pour la solution de la première question ; sa joie parut sincère. Tous ces vieux cheiks la partagèrent. Mais il exprima toute sa douleur sur la deuxième partie du fetfa. Comment persuader à des hommes d'embrasser une religion, pour se déclarer eux-mêmes réprouvés et s'établir en état de rébellion contre les commandements du ciel ? Les cheiks convinrent que cela était difficile, et dirent que l'objet constant de leurs prières, depuis qu'il était question de ces matières, avait été de demander l'assistance du Dieu d'Ismaël. Après un long entretien, où les quatre muftis ne paraissaient pas également fermes dans leur opinion, les uns ne voyant aucun moyen d'accommodement, les autres, au contraire, pensant que cela était susceptible encore de quelques modifications, le cheik El-Mohdi proposa de réduire le fetfa à sa première moitié, que cela serait d'un heureux effet dans le pays, qu'il éclairerait le peuple dont les opinions n'étaient pas conformes, et de faire de la deuxième partie une question qui serait soumise à une nouvelle discussion ; peut-être pourrait-on consulter les cheiks et chérifs de la Mecque, quoiqu'ils parussent avoir une plus haute opinion de leur science et de leur influence sur l'Orient. Cet avis fut adopté. La publication du fetfa eut lieu dans toutes les mosquées ; les imàms, après la prière du vendredi, où ils ont l'habitude de prêcher, expliquèrent le fetfa et parlèrent, unanimement, fort en faveur de l'armée française.

Le deuxième fetfa fut l'objet de vives et longues discussions et

d'une correspondance avec la Mecque. Enfin, ne pouvant vaincre toutes les résistances ni tout concilier avec le texte et le commandement précis du Prophète, les muftis portèrent un fetfa par lequel il était dit que les nouveaux convertis pourraient boire du vin et être Musulmans, pourvu qu'ils rachetassent le péché par de bonnes œuvres et des actions charitables; que le Coran ordonne de donner en aumônes ou d'employer en œuvres charitables au moins le dixième de son revenu; que ceux qui, Musulmans, continueraient à boire du vin seraient tenus de porter ces aumônes au cinquième de leur revenu. Ce fetfa fut accepté et parut propre à tout concilier. Les cheiks, parfaitement rassurés, se livrèrent tout entiers au service du sultan El-Kebir, et ils comprirent qu'il avait besoin d'une année au moins pour éclairer les esprits et vaincre les résistances. Il fit faire les dessins, les plans et les devis d'une mosquée assez grande pour contenir toute l'armée, le jour où elle reconnaîtrait la loi de Mahomet. Dans ce temps, le général Menou embrassa publiquement l'islamisme. Musulman, il alla à la mosquée de Rosette. Il ne demanda aucune restriction. Cette nouvelle combla de joie toute la population de l'Égypte, et ne laissa pas de doute sur la sincérité des espérances qu'elle concevait. Partout les cheiks prêchèrent que Napoléon, n'étant pas infidèle, aimant le Coran, ayant mission du Prophète, était un vrai serviteur de la sainte Kaaba. Cette révolution dans les esprits en produisit une dans l'administration. Tout ce qui avait été difficile devint facile; tout ce qu'on n'avait pu obtenir que les armes à la main s'obtint de bonne volonté et sans efforts. Depuis ce temps, les pèlerins, même les plus fanatiques, ne manquaient jamais de rendre au sultan El-Kebir les mêmes honneurs qu'à un prince musulman; et, à peu près vers ce temps, le général en chef ne se présenta plus dans la ville que les fidèles ne se prosternassent; ils se comportaient avec lui comme ils avaient l'habitude de le faire envers le sultan.

IV. Ce fut le 18 août que, le Nil ayant marqué au meqyâs de Roudah quatorze coudées, le divan et le cadi firent rompre la digue du canal du Prince-des-Fidèles. Cette cérémonie est celle à laquelle le peuple du Caire prend le plus de part. Avant le lever du soleil, 200,000 spectateurs couvraient les deux rives du Nil, au Vieux-Caire et à l'île de Roudah. Plusieurs milliers de canges et autres barques, couvertes de pavillons et de drapeaux, attendaient le moment d'entrer dans le Nil. Une partie de l'armée française était sous les armes et en grande tenue. Le sultan El-Kebir, environné de son

état-major français, des quatre muftis, des ulemas, des grands cheiks, des chérifs, des membres du divan, et ayant à côté de lui, à sa droite, El-Bekry, descendant du Prophète, à sa gauche, El-Sâdât, descendant de Hasan, partit de son palais, traversa toute la ville et arriva au kiosque près de l'embouchure du canal. Il fut reçu par le cadi et les cheiks du meqyâs. Le procès-verbal constatant la hauteur où était arrivé le Nil fut lu, et les mesures furent portées, vérifiées en public. Il fut déclaré que le mâl el-hour était dû. Cet acte, étant signé et proclamé, fut accueilli par une décharge d'artillerie et les cris d'allégresse de cette immense quantité de spectateurs. Le cadi coupa la digue avec toutes les cérémonies d'usage. Il fallut une heure pour qu'elle fût emportée. Le Nil se précipita d'une hauteur de 18 pieds dans le canal. Bientôt après, la cange qui portait le cheik du meqyâs entra la première et fut suivie par tous les bateaux qui couvraient le Nil; ils défilèrent pendant toute la journée. Le payeur général Estève jeta des sommes considérables au peuple en petites pièces d'argent. Le repas qui fut servi dans le kiosque était splendide. Le sultan El-Kebir se prêta avec sincérité à toutes les fonctions que l'usage prescrivait au souverain du pays.

Le Nil annonça une inondation beaucoup plus forte que celle des années précédentes. La ville, illuminée, fut en fête pendant toute la nuit et les huit nuits suivantes. Bientôt les places publiques du Caire devinrent des lacs; certaines rues, des canaux; les jardins, des prairies couvertes d'eau, d'où sortaient des arbres. Dans le courant de septembre, toute l'Égypte offrit le spectacle d'une mer, vue du haut des Pyramides, du Moqattam ou du palais de Saladin. Ce spectacle était ravissant. Les villes, les villages, les arbres, les santons, les minarets, les dômes des tombeaux surnageaient au-dessus de cette nappe d'eau, qui était sillonnée dans tous les sens par des milliers de grandes et de petites voiles blanches, occupées aux transports, aux communications et aux besoins de la population. Les soldats ne se plaignaient plus que ce Nil n'avait pas répondu à sa réputation; ils ne disaient plus que c'était un ruisseau charriant une eau bourbeuse et trouble. Dans ses bras, le Nil eut vingt-sept et vingt-huit pieds d'eau, dans la plupart des canaux huit, dix et douze pieds, et sur la surface de la terre quatre, cinq et six pieds. En décembre, le Nil rentra dans son lit ou dans les canaux. La terre reparut insensiblement. Des milliers de cultivateurs la couvrirent pour la rompre et la cultiver. Ils semèrent toute espèce de graines, de légumes; enfin, quelques semaines après, succédèrent les premières récoltes. Le coup d'œil de ces plaines fleuries, couvertes de

riches moissons, était enchanteur. Le soldat se crut de retour dans cette belle Italie. C'était un contraste avec l'âpreté qu'avaient présentée ces plaines arides et brûlées aux mois de juin et de juillet, il y avait à peine six mois.

A la fin d'août fut célébrée cette année (1798) la fête du Prophète. L'armée prit part à la joie et au contentement des habitants. La ville fut illuminée avec des verres de couleur. Chaque mosquée, chaque palais, chaque bazar, chaque okel, se distinguait par les dessins de l'illumination. On tira des feux d'artifice. L'armée, en grande tenue, fit diverses évolutions sous les fenêtres d'El-Bekry. Le général en chef et tout l'état-major lui firent visite. Tous les ulemas, les muftis y étaient; ils chantaient les litanies du Prophète, assis par terre sur des coussins. Ces vénérables vieillards passèrent une heure à réciter des vers arabes à la louange de Mahomet. Ils s'agitaient par un mouvement simultané et vif de haut en bas. Au moment désigné par la prière, cent coups de canon, tirés de la citadelle de Gyzeh, de la flottille et de toutes les batteries de campagne, saluèrent le verset qui annonce l'entrée du Prophète dans Médine : c'est le commencement de l'hégire. Le dîner que le cheik fit servir était sur cinquante petites tables, chacune de cinq couverts. Au milieu était celle du sultan El-Kebir et d'El-Bekry. Les musiques des régiments donnèrent tour à tour une sérénade et témoignèrent la joie commune. Toutes les places de la ville étaient pleines d'un peuple innombrable, rangé en cercles de soixante jusqu'à cent personnes, se tenant serrées en passant les bras derrière le dos les uns des autres. Ils chantaient les litanies du Prophète, et pendant ce temps ils s'agitaient, soit en tournant, soit par un haut-le-corps, en avant et en arrière, avec une telle violence que plusieurs tombaient en défaillance. Les santons, répandus dans tous ces cercles, attiraient vivement la curiosité et la vénération du peuple. La liberté, l'hilarité avec lesquelles les Musulmans se livraient à toutes ces cérémonies, la franchise, la joie et la fraternité qui régnaient entre eux et les soldats, faisaient assez comprendre les progrès qu'avait faits l'opinion, et combien était grand le rapprochement qui s'était déjà opéré.

A la fête de la République, le 1er vendémiaire, les Musulmans, par reconnaissance pour la part que l'armée avait prise à la fête du Nil et à celle du Prophète, s'y livrèrent avec le plus doux abandon. Une pyramide fut élevée sur la place Ezbekyeh. Sur la balustrade qui entourait le piédestal étaient placés les muftis, les cadis, les ulemas, les grands cheiks. Après avoir entendu la proclamation du général en chef et fait diverses évolutions, l'armée défila. La place

honorable qu'occupèrent dans cette fête tous les grands du pays excita la plus grande satisfaction parmi le peuple. Le général en chef donna un dîner de cent couverts, où fut déployé tout le luxe qu'on aurait pu avoir à Paris. Le soir il y eut des courses, des jeux de toute espèce, qui amusèrent le peuple et le soldat. Un spectacle nouveau, et dont les Français attendaient un grand résultat, fut un ballon que Conté lança. Il s'éleva et disparut dans le grand désert de la Libye. On a toujours ignoré le lieu où il est allé tomber; il ne portait personne; il y avait des vers écrits en turc, en arabe, en français. Il n'excita pas autrement la curiosité des Musulmans; mais, s'il ne produisit pas l'effet auquel on s'attendait, il fut l'objet de divers bruits : c'était, disaient les fidèles, un moyen de correspondance du sultan El-Kebir avec Mahomet. Le cheik El-Mohdi rit beaucoup de cette rumeur populaire. Il composa sur ce sujet de très-beaux vers arabes, qui se répandirent dans tout l'Orient.

V. Le chérif Ghaleb régnait à la Mecque. Les ulemas du Caire lui écrivirent pour lui faire part de l'arrivée de l'armée française et de la protection qu'elle accordait à l'islamisme. Il répondit en homme qui voulait ménager les grands intérêts qu'il avait en Égypte. Régnant sur un lieu pauvre, le blé, l'orge, les légumes d'Égypte pourvoyaient presque exclusivement à la subsistance de son pays. La Mecque, quoique fort déchue de son ancienne prospérité, en conservait encore quelques restes par le séjour des caravanes d'Orient et d'Occident. Celles d'Orient se réunissaient à Damas et en partaient, celles d'Occident partaient du Caire. Ce chérif écrivit au sultan El-Kebir et lui donna le titre de « serviteur de la sainte Kaaba » ; ce qui, connu et répandu dans les mosquées, y produisit un bon effet. Le chérif de la Mecque est souverain, il a des troupes; mais Djeddah, qui est le port, appartient au Grand Seigneur, qui y tient une garnison. Il y envoie un pacha, qui se permet des actes d'autorité dans la ville même. La politique de Constantinople est de diminuer le plus possible l'influence religieuse du chérif de la Mecque; les sultans sont califes; ils ont effectivement réussi à l'annuler. La politique du général français était opposée. Il avait intérêt à relever la considération religieuse de ce petit prince, qui était dans la dépendance de l'Égypte par ses besoins. Cette influence diminuait d'autant celle des muftis de Constantinople. Non-seulement il toléra, mais il excita par toutes sortes de moyens les communications des ulemas avec le chérif, qui ne tarda pas à comprendre tout ce que cette politique avait d'avantageux à sa considération et à ses intérêts. Le chérif désira la conso-

lidation du pouvoir français en Égypte, et y fut constamment favorable en tout ce qui dépendit de lui.

Le kiâya du pacha fut nommé émir-agha. Ce choix étonna tout le monde; mais il avait été influencé par l'opinion de la Porte. Elle avait témoigné le désir que cette place importante pour la religion fût occupée par un Osmanli. L'émir-agha fut mis en possession de tous les biens et droits attachés à sa place. Il leva un corps de troupes de 600 hommes pour escorter la caravane. Il devint bientôt un personnage d'une haute considération et d'une véritable influence. Le tapis que le Caire envoie tous les ans à la sainte Kaaba, et que porte la caravane des pèlerins, est de soie, couvert de riches broderies en or; il se fabrique dans la mosquée de Soultân-Qalaoun. Des ordres furent donnés pour que ce tapis fût plus riche et chargé d'un plus grand nombre de sentences qu'il ne l'était ordinairement.

Les officiers du génie, travaillant à quelques fortifications, culbutèrent quelques tombeaux. La nouvelle s'en répandit et excita un vif mécontentement. Un flot de peuple, sur les six heures de l'après-midi, inonda la place Ezbekyeh, et fit une espèce de charivari sous les fenêtres du sultan El-Kebir. La garde ferma les barrières et courut aux armes. Le général en chef était à dîner. Il se présenta à la fenêtre avec son interprète Venture, qui lui expliqua que cela était une marque de confiance; que c'était une manière autorisée par l'usage pour présenter une pétition au souverain. Venture descendit, fit ouvrir les barrières, tranquillisa la garde, fit nommer une députation de vingt personnes. Les députés montèrent dans les appartements et furent accueillis avec la plus grande distinction. On les traita comme les grands cheiks; on leur servit du café et des sorbets. On les introduisit après chez le général en chef; ils portèrent leurs plaintes : on avait violé les tombeaux; les Français avaient agi comme auraient pu faire les infidèles ou les idolâtres. Les personnes qui formaient la députation étaient pour la plupart des imâms ou des muezzins, sorte de gens qui pour l'ordinaire sont extrêmement fanatiques; ils parlèrent avec quelque chaleur. Mais leur plainte fut accueillie; on blâma les ingénieurs français. L'ordre fut envoyé pour que les travaux cessassent sur-le-champ, et les muftis remplirent toutes les formalités nécessaires prescrites par les rites dans des circonstances pareilles. Les députés furent extrêmement flattés; ils communiquèrent leur contentement à tout ce peuple. Élevés comme sur un pavois, ils lui rendirent compte de leur députation. Le rapport fut accueilli par des cris de joie. Ils se rendirent alors sur les tombeaux profanés. Déjà les travaux avaient cessé. Fiers de leur

triomphe, et la conscience rassurée, ils parcoururent toute la ville en chantant des versets. Ils finirent par entrer dans Gâma el-Azhar, où un imâm fit la lecture, pria pour le sultan El-Kebir et pour que le Prophète le maintînt toujours dans des sentiments favorables à l'islamisme.

Les mosquées jouissaient d'une grande quantité de terres et de fondations; mais souvent ces revenus étaient détournés par les administrateurs des mosquées. Le sultan El-Kebir, voulant montrer l'intérêt qu'il prenait à tout ce qui intéressait la religion, confirma toutes les donations affectées à des mosquées, aux tombeaux ou à des objets religieux. Instruit que la mosquée de Hasan était fort mal administrée, il s'y rendit un jour à l'heure de la prière. Tout le peuple sortit et l'environna, étonné d'un spectacle si nouveau. Il fit appeler les imâms chargés de l'entretien de la mosquée : « Pourquoi, leur dit-il, ce temple de Dieu est-il si mal entretenu? Qu'avez-vous fait des revenus de la mosquée? Est-ce pour vos intérêts ou ceux de vos familles que des fidèles ont donné des rentes et des terres, ou est-ce pour l'entretien et le service de la religion? » Il fit choisir sur-le-champ six des principaux du quartier et ordonna qu'il leur fût rendu compte de l'emploi des fonds de la mosquée. Cela fut fort agréé par l'opinion publique. Il résulta des comptes que les administrateurs étaient redevables de sommes considérables. Elles furent restituées par les détenteurs et employées à l'embellissement de la mosquée. Napoléon réitéra la même scène pour les mosquées où il y avait le plus d'abus. En voyage, il montrait une égale sollicitude. Il fit partout opérer grand nombre de restitutions, de sorte que partout on travaillait et l'on réparait les temples. Les dénonciations contre ceux qui dilapidaient les revenus des mosquées lui étaient adressées dans des lettres signées ou anonymes, et il portait un grand soin à faire rendre les comptes et à faire restituer ce qui appartenait aux mosquées, chose qui plaisait singulièrement au peuple, en vue de la religion et par le bonheur qu'il éprouve toujours de voir rendre gorge aux personnes chargées des deniers publics.

VI. Les empires ont en Asie moins de durée qu'en Europe, parce que l'Asie est environnée et coupée par de grands déserts qu'habitent des peuples féroces et pauvres, qui nourrissent une grande quantité de chevaux. Quand ces peuplades barbares ont été poussées par un mouvement quelconque sur les terres cultivées, elles ont renversé les dynasties, culbuté les empires et créé de nouveaux États. Les Parthes, les Scythes, les Mongols, les Tartares, les Turcs, se sont

généralement montrés ennemis des sciences et des arts; mais ce reproche ne peut être fait aux Arabes, non plus qu'à Mahomet. Moaviah, le premier des califes Ommiades, était poëte; il accorda la grâce d'un rabbin parce qu'il la lui demanda en quatre beaux vers arabes. Yezid, son fils, était aussi poëte. Les Moslems attachaient un si grand prix à cette qualité, qu'ils l'égalaient à la bravoure. El-Mançour, Haroun al-Raschid, Al-Mamoun, cultivèrent les arts et les sciences. Ils aimèrent la littérature, la chimie, les mathématiques; ils vécurent avec les savants, firent traduire les auteurs grecs et latins en arabe, l'Iliade, l'Odyssée, Euclide, etc., créèrent des écoles, des académies pour la médecine, l'astronomie, la morale. Ahmed corrigea les tables de Ptolémée, Abbas fut un mathématicien distingué. Costa, Alicude, Thabed, Ahmed, mesurèrent un degré du méridien, de Saana à Caffa. La chimie, les alambics, les cadrans solaires, les horloges, les signes de la numération actuelle, sont des inventions arabes. Rien n'est plus élégant que leurs contes moraux; leurs poésies sont pleines de chaleur. Mahomet recommanda partout les savants et les hommes qui se livraient à une vie spéculative et cultivaient les lettres. Si les Arabes ont négligé l'anatomie, c'est par préjugé religieux. Dans la bibliothèque du Caire, il y avait six mille volumes d'astronomie et plus de cent mille autres; dans la bibliothèque de Cordoue, il y avait trois cent mille volumes. Les sciences et les arts ont régné cinq cents ans sous les califes, et faisaient de grands progrès quand l'irruption des Mongols y mit un terme.

VII. Mahomet réduisit le nombre des femmes qu'on pouvait épouser; avant lui, il était indéterminé; le riche en épousait un grand nombre; il restreignit donc la polygamie. Il ne naît pas plus de femmes que d'hommes; pourquoi donc permettre à un homme d'avoir plusieurs femmes, et pourquoi Mahomet n'a-t-il pas adopté la loi de Jésus-Christ sur cet article? En Europe, les législateurs des nations Grecs ou Germains, Romains ou Gaulois, Espagnols ou Bretons, n'ont jamais permis qu'une seule femme. Jamais en Occident la polygamie n'a été autorisée. En Orient, au contraire, elle a toujours été permise. Depuis les temps historiques, tout homme, Juif ou Assyrien, Arabe ou Persan, Tartare ou Africain, a pu avoir plusieurs femmes. On a attribué cette différence aux circonstances géographiques. L'Asie et l'Afrique sont habitées par plusieurs couleurs d'hommes: la polygamie est le seul moyen efficace de les confondre pour que le blanc ne persécute pas le noir, ou le noir le blanc. La polygamie les fait naître d'une même mère ou d'un même père; le noir et le blanc,

étant frères, sont assis et se voient à la même table. Aussi, en Orient, aucune couleur n'affecte la supériorité sur l'autre. Mais, pour remplir ce but, Mahomet pensa que quatre femmes étaient suffisantes. On se demande comment il est possible de permettre quatre femmes quand il n'y a pas plus de femmes que d'hommes. C'est qu'en réalité la polygamie n'existe que parmi la classe riche. Comme c'est cette classe qui forme l'opinion, la confusion des couleurs dans ces familles est suffisante pour maintenir l'union entre elles.

Lorsqu'on voudra, dans nos colonies, donner la liberté aux noirs et détruire les préjugés de couleur, le législateur autorisera la polygamie.

En Orient, l'esclavage n'a jamais eu le même caractère que dans l'Occident. L'esclavage de l'Orient est celui que l'on voit dans l'Écriture sainte; l'esclave hérite de son maître, il épouse sa fille. La plupart des pachas ont été esclaves; grand nombre de grands vizirs, tous les Mameluks, Ali-Bey, Mourad-Bey, l'ont été. Ils ont commencé par remplir les plus bas offices dans la maison de leur maître, et se sont élevés par leur mérite ou la faveur. En Occident, au contraire, l'esclave fut toujours au-dessous du domestique; il occupait le dernier rang. Les Romains affranchissaient leurs esclaves; mais l'affranchi ne fut jamais considéré à l'égal d'un citoyen né libre. Les idées de l'Orient et de l'Occident sont tellement différentes, qu'il fallut longtemps pour faire comprendre aux Égyptiens que toute l'armée n'était pas composée d'esclaves appartenant au sultan El-Kebir. Le père de famille est le premier magistrat de sa maison; il a tous droits sur ses femmes, ses enfants et ses esclaves. Jamais l'administration publique ne se mêle de ce qui se passe dans l'intérieur d'une famille, pour troubler l'autorité du père. Ses femmes sont sacrées et respectées même dans les guerres civiles. Les femmes des Mameluks conservèrent leurs maisons au Caire; elles ne supposaient pas qu'on les pût inquiéter; elles y furent respectées et y vécurent indépendantes.

VIII. Les femmes des beys ou des kâchefs demandaient quelquefois des audiences au sultan El-Kebir. Elles arrivaient environnées d'une suite nombreuse. Leur visage était couvert, suivant l'usage du pays. On ne pouvait pas juger de leur plus ou moins de beauté; mais de petites mains, une jolie taille, une voix plus ou moins harmonieuse, des manières qui sont le résultat de l'habitude de l'aisance et d'une bonne éducation, en faisaient connaître le rang et la qualité. Elles baisaient la main du sultan El-Kebir, la portaient à leur front et sur leur cœur; elles s'asseyaient sur de riches carreaux de soie, et commençaient la conversation, où elles déployaient autant d'esprit et de

coquetterie qu'auraient pu le faire nos femmes d'Europe les mieux élevées, afin d'obtenir ce qu'elles venaient demander. Esclaves de leurs maris, elles ont pourtant des droits protégés par l'opinion, celui, par exemple, d'aller au bain, lieu où se nouent les intrigues et où se font la plus grande partie des mariages. L'agha des janissaires du Caire, qui était chargé de la police, et rendait de grands services à l'armée, demanda un jour pour récompense au sultan El-Kebir de lui accorder en mariage une veuve qu'il désirait; cette veuve était jolie et riche : « Mais comment savez-vous qu'elle est jolie, l'avez-vous vue? — Non. — Comment voulez-vous que je l'accorde, le voudrait-elle? — Sans doute, si vous le lui ordonnez. » Effectivement, aussitôt que cette veuve fut instruite des intentions du général en chef, elle s'y conforma. Cependant ces deux époux ne s'étaient jamais vus et ne se connaissaient pas. Depuis, grand nombre de mariages furent faits ainsi.

Quand les femmes vont à la Mecque, elles sont couchées dans une espèce de canapé d'osier, couvert et fermé par des rideaux. Il est porté sur un chameau en travers. Quelquefois ces paniers sont arrangés sur la selle, de chaque côté, en équilibre; deux femmes sont alors assises sur un même chameau.

La femme du général Menou continua, après son mariage, à fréquenter les bains de Rosette[1]. Elle y était courtisée de toutes les femmes, fort curieuses de connaître son intérieur. Elle leur racontait les soins délicats que son mari avait pour elle; qu'à table elle était servie la première, et que les meilleures choses étaient pour elle; que pour passer d'un appartement dans un autre on lui donnait la main; qu'on était constamment occupé à la servir, à satisfaire tous ses désirs et tous ses besoins. Ces discours produisirent un tel effet que les têtes de toutes les femmes de Rosette en furent agitées, et elles adressèrent au sultan El-Kebir une pétition qu'elles envoyèrent au Caire, afin qu'il ordonnât, dans toute l'Égypte, aux Égyptiens de se comporter envers elles selon l'usage des Français.

L'Institut fixa l'attention du peuple. La bibliothèque, tous les instruments de mathématiques, de physique, les pierres, les plantes et autres objets d'histoire naturelle que les savants se procurèrent dans le pays, étaient réunis dans son palais ou dans son jardin. Les habitants furent longtemps à comprendre ce que c'était que cette assemblée de gens graves et studieux, qui ne gouvernaient pas, qui n'administraient pas, qui n'avaient pas la religion pour but : ils crurent qu'ils faisaient de l'or. Ils finirent pourtant par en avoir une idée juste, et

[1] La femme du général Menou était Égyptienne.

non-seulement les savants furent estimés des docteurs de la loi et des principaux du pays, mais même de la dernière classe du peuple, parce qu'ils eurent de fréquentes relations avec les ouvriers, leur donnant des indications, soit sur les mécaniques, soit sur la chimie, pour diriger leurs travaux. Cela les mit dans une grande estime parmi le peuple.

Le cheik El-Mohdi, assistant à une séance de l'Institut, se faisait expliquer par un interprète ce qu'on y disait. C'était une dissertation de Geoffroy sur les poissons qui étaient dans le Nil. Il demanda à parler, et il dit « que le Prophète avait déclaré qu'il y avait 30,000 espèces d'animaux créés, 10,000 sur la terre et dans les airs, et 20,000 dans les eaux ». Ce cheik était d'ailleurs le plus savant, le plus instruit, et un homme très-lettré.

Un jour, pendant que les grands cheiks étaient chez le général en chef, un officier arrivant de Qelyoub lui rendit compte que les Arabes Bily avaient fait une avanie à un pauvre village et tué un fellah. Napoléon témoigna beaucoup d'indignation et donna l'ordre à un officier d'état-major de partir avec 300 chevaux pour punir et réprimer ce brigandage. Comme il parlait avec beaucoup de chaleur, un des cheiks lui dit : « Et pourquoi te fâches-tu? le fellah qu'on a tué est-il donc ton frère? — Oui, dit le sultan El-Kebir, tous ceux qui m'obéissent sont mes enfants. — *Tayeb*, *tayeb!* dit le cheik El-Cherqâouy, ce que tu dis est juste, tu parles comme le Prophète! » Il ne manqua pas, une demi-heure après, de raconter ce discours dans la grande mosquée, au milieu d'une immense foule, et au grand contentement du peuple, qui s'écria : « Dieu est grand, Dieu est juste! tout vient de Dieu, tout retourne à lui! nous sommes tous à Dieu! »

CHAPITRE VI.

INSURRECTION DU CAIRE.

I. Réunion du grand divan (1er octobre 1798).— II. La Porte déclare la guerre à la France.— III. Troubles au Caire (22 octobre). — IV. Insurrection de la ville.— V. Conduite prudente de Napoléon à l'égard des cheiks; il fait restituer les livres saints. — VI. Fortifications établies au Caire. — VII. Napoléon se rend à Suez (décembre). — VIII. Passage de la mer Rouge. — IX. Canal des deux mers. — .X Objets divers.

I. Les trois quarts des villages étaient sans moultezims. Ceux-ci avaient péri sur le champ de bataille des Pyramides. La circonstance

paraissait favorable pour changer le système qui régissait les propriétés et y introduire les lois de l'Occident. Les avis étaient cependant partagés.

Ceux qui ne voulaient aucune innovation disaient qu'il ne fallait pas se priver des moyens de récompenser les officiers de l'armée et d'accroître le nombre des partisans de la France; que la nature des circonstances particulières à l'Égypte ne permettait d'imposer que le produit net; que le territoire productif variait tous les ans selon le plus ou moins d'étendue de l'inondation, ce qui obligeait de le constater tous les ans par un cadastre; que le produit d'un même champ étant différent selon la nature de la culture, il fallait à chaque récolte faire un inventaire des produits; que l'intervention et l'autorité des moultezims était indispensable pour diriger et surveiller ces opérations, de leur nature si délicates; qu'il était d'ailleurs plus important de s'attacher la classe intermédiaire, qui est susceptible de reconnaissance, que la multitude, plus ignorante, plus crédule, plus ingrate encore en Orient que dans l'Occident; enfin qu'il était surtout essentiel de ne froisser aucun intérêt, et de n'autoriser aucune de ces injustices dont les effets se font longtemps sentir sur le crédit et sur l'esprit des sociétés.

Il est vrai que tout ce qui était relatif aux propriétés et aux impositions était encore environné d'obscurité.

D'autres faisaient observer que, sur 3 millions d'habitants que contenait l'Égypte, 2,600,000 étaient paysans, et éprouveraient une grande amélioration dans leur état et dans leur bien-être par l'affranchissement des terres dites *atar* [1], ce qui les attacherait d'affection à la France; que tout ce qu'on disait sur la nécessité de n'imposer que le produit net était vrai partout, et sans doute plus particulièrement en Égypte, mais que l'intervention des moultezims n'y était nécessaire en rien, et qu'une bonne direction des contributions qui embrasserait tout le pays ferait mieux et opérerait plus justement.

Depuis soixante ans que les Mameluks avaient usurpé tous les pouvoirs, les institutions qui protégeaient le peuple avaient été abrogées. L'opinion réclamait des lois et des tribunaux réguliers pour assurer aux habitants la jouissance des deux grands bienfaits de l'état social, la sûreté des personnes et celle des propriétés. Dans la position où l'on se trouvait, il y avait quelques avantages à placer le

[1] Les terres dites *atar* étaient des terres possédées par les fellahs, qu'ils pouvaient transmettre et aliéner à de certaines conditions, mais qui cependant se trouvaient frappées d'une redevance perpétuelle en faveur des moultezims. (Voir p. 425.)

peuple de ce pays dans une situation où il dévoilât lui-même son caractère et ses secrètes pensées ; ce qui mettait les Français à même de pouvoir s'assurer de ce qu'ils devaient espérer ou de ce qu'ils avaient à craindre du jeu de ses passions. Cela donna l'idée de réunir un grand divan composé de tous les notables et des députés des provinces, et de provoquer ses délibérations sur toutes ces importantes questions d'intérêt public.

Le grand divan tint sa première séance le 1er octobre, et se montra animé des meilleurs sentiments pour le nouvel ordre de choses. Il haïssait également les Mameluks et les Osmanlis : le gouvernement des uns et des autres était également contraire aux préceptes du Coran. Les premiers, nés infidèles, n'étaient pas sincèrement convertis à l'islamisme ; les seconds étaient cupides, capricieux et ignorants. Les hommes instruits sentaient l'excellence des principes qui régissaient les nations de l'Europe : ils étaient séduits par la perspective du bonheur qui devait résulter pour eux d'un bon gouvernement et d'une justice civile et criminelle fondée sur les saines idées. La gloire et le bonheur de la patrie arabe étaient chers à tous ; c'était une fibre de laquelle on pouvait un jour tout espérer.

La marche des discussions dans l'assemblée fut fort lente, soit par l'effet du caractère calme et silencieux des Orientaux, soit par le peu d'habitude qu'ils en avaient, soit à cause de la diversité des usages qui régissaient les provinces, et de la difficulté de consulter le passé dans un pays où il ne s'imprime rien ; mais peu à peu les choses se réglèrent, et on perdit moins de temps. Consulté sur la grande question, s'il valait mieux conserver les lois et les usages qui régissaient les propriétés, ou bien s'il était préférable qu'on adoptât les lois de l'Occident, où les propriétés sont incommutables et transmissibles soit par des actes de dernière volonté, soit par des donations entre-vifs, soit par des ventes librement consenties, le tout en suivant les lois et les formes établies, le grand divan n'hésita pas ; il déclara unanimement que les lois de l'Occident étaient conformes à l'esprit du livre de vérité ; que c'était par ces principes qu'avait été régie l'Arabie du temps des califes Ommiades, Abbassides et Fatimites ; que le principe féodal, que toute terre appartient au sultan, avait été apporté par les Mongols, les Tartares et les Turcs ; que leurs ancêtres ne s'y étaient soumis qu'avec répugnance. Il discuta chaudement sur la suppression des moultezims et l'affranchissement des terres atar. Les imâms craignirent pour les biens des mosquées. Les moultezims étaient en majorité dans l'assemblée. Les cheiks el-beled qui étaient députés des villages insistèrent seuls pour leur

affranchissement. On désintéressa d'abord les imâms en convenant que toutes les terres appartenant aux mosquées, de quelque nature qu'elles fussent, seraient louées à bail emphytéotique pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Les moultezims se récrièrent sur l'injustice dont on se rendrait coupable en les dépouillant; mais il en restait peu, et on leur offrit la conservation des terres dites *ousyeh* [1] qu'ils possédaient dans leurs villages, et une indemnité pour ce qu'ils perdraient par l'affranchissement des atar, laquelle serait prise sur les terres ousyeh des autres communes. Dans ce nouvel état de choses, quelle devait être la quotité du *myry* [2]? Les uns dirent qu'on pouvait l'élever jusqu'à moitié du produit net; les autres pensaient qu'on ne pouvait point, sans faire souffrir l'agriculture, dépasser le quart. D'autres questions furent discutées dans cette assemblée, pendant vingt jours qu'elle fut réunie. Les lumières se propageaient, lorsque des événements extraordinaires vinrent détourner de ces grandes pensées qui devaient tant influer sur le bonheur de ce peuple, sur son esprit public, et le lier pour toujours à l'Occident.

II. Le gouvernement français avait contremandé l'expédition d'Irlande. Les Irlandais, à qui l'on avait promis de puissants secours, s'étaient insurgés; après avoir longtemps tenu tête aux forces anglaises, ils avaient succombé. La Porte, ne recevant aucune explication, l'ambassadeur français qui lui avait été annoncé ne venant pas, s'abandonna à l'impulsion de l'Angleterre et de la Russie, et déclara la guerre à la République. Pendant que Paris oubliait et négligeait tout ce qui avait été convenu lorsqu'on avait arrêté le plan de campagne de 1798, Napoléon exécutait ponctuellement ce qu'il avait promis. Arrivé à Alexandrie, il se concilia l'amour des officiers de la caravelle turque. Il écrivit au pacha, l'engagea à rester au Caire; mais celui-ci, obligé de suivre Ibrahim-Bey, y laissa seulement son kiâya. Napoléon fit partout arborer le pavillon du Grand Seigneur avec le pavillon français; il fit continuer les prières dans les mosquées pour le sultan de Constantinople; il satisfit aux désirs de la Porte en confiant la charge d'émir-agha à un Osmanli; il en revêtit le kiâya lui-même. La caravelle ayant reçu du capitan-pacha l'ordre de retourner à Constantinople, il fit réparer ses avaries, lui fournit des vivres à ses frais et y fit embarquer le sieur Beauchamp, savant

[1] On appelait ainsi les terres possédées en toute propriété par les moultezims ou seigneurs de villages. (Voir p. 426.)

[2] Le *myry*, imposition foncière, dont le produit était affecté aux dépenses générales du gouvernement.

astronome, qui avait longtemps séjourné à Constantinople et dans la mer Noire; il lui confia une mission diplomatique. Il ouvrit aussi plusieurs communications par Damas avec le reis-effendi. Mais toutes ces opérations furent contrariées par le silence et l'inertie du cabinet du Luxembourg.

La Porte avait déjà étendu le pouvoir de Djezzar-Pacha sur toute la Syrie; Alep, Tripoli, Damas, Jérusalem et Jaffa étaient sous ses ordres; à la fin d'octobre, elle le nomma séraskier d'Égypte. Celui-ci expédia au cheik El-Sâdât le firman qui contenait la déclaration de guerre du Grand Seigneur contre la France. Napoléon alla dîner chez le cheik. Quand il se trouva seul avec lui, il lui commanda impérieusement de lui remettre l'original du firman. El-Sâdât nia en avoir connaissance, hésita, se contredit, et enfin le remit. Cependant mille bruits circulaient dans la ville. Le capitan-pacha, disait-on, avait mouillé à Jaffa et avait débarqué une armée d'Osmanlis, qui, accrue de l'armée de Djezzar, tirée d'Alep, de Damas, de Jérusalem, était innombrable; elle tarissait tous les puits de la Syrie. Ces nouvelles consternèrent le divan. Il fut effrayé de voir les armes de la Porte réunies aux armes anglaises et russes, et commença à douter de l'issue de la guerre. Les plus zélés se refroidirent; ceux qui étaient froids et timides devinrent ennemis. De leur côté, Ibrahim-Bey, en Syrie, et Mourad-Bey, dans la haute Égypte, ne restaient pas oisifs. Les Mameluks inondaient les provinces de menaces contre les cheiks el-beled qui avaient pris le parti des Français, et cessaient de leur payer le *fayz* [1].

III. Les ingénieurs français travaillaient, sans discontinuer, aux fortifications et à l'armement de la citadelle. Ils avaient d'abord réparé les fronts du côté de la campagne, ce qui n'avait point excité l'attention du peuple; mais, lorsqu'en continuant l'ordre de leur travail ils arrivèrent aux fronts de fortification du côté de la ville; qu'ils firent démolir une grande quantité de kiosques, de maisons, et une mosquée qui obstruait les remparts; que sur les décombres ils élevèrent de fortes batteries, les habitants témoignèrent hautement leurs inquiétudes: « Pourquoi braque-t-on des canons contre nous? ne sommes-nous pas des amis? Nourrirait-on contre nous de méchants desseins? »

La ville était séparée en cinquante quartiers, fermés par des enceintes particulières. Les portes s'en ouvraient ou s'en fermaient, suivant la volonté des chefs de quartier. La moindre négligence dans

[1] Voir page 426.

le service interrompait les communications et donnait lieu à beaucoup de rixes avec les soldats. Cela formait des barricades perpétuelles, qui étaient dangereuses pour l'autorité française et excitaient la confiance et l'insolence du peuple. La circonstance de la réunion du grand divan, dont les dispositions étaient très-bienveillantes, parut favorable pour la destruction de toutes les barrières. Les ingénieurs, qui étaient préparés, s'y employèrent avec la plus grande activité. Les propriétaires des okels, les malveillants, se récrièrent sur ces nouveautés : « Pourquoi changer ce qui existe de tout temps? » Ils firent remarquer la coïncidence de la destruction de ces enceintes avec l'armement de la citadelle et la levée de la contribution extraordinaire. Les esprits s'aigrirent; en peu de jours, la fermentation devint apparente. « On nous demande de l'argent, disaient-ils, la somme, quoique forte, peut cependant être payée; mais en même temps on détruit nos barrières, et l'on braque contre nous des canons. Quels sont donc les projets que nourrissent ces hommes de l'Occident? Ils ont réuni les principaux de l'Égypte sous prétexte d'un divan; mais ne sont-ce pas des otages qu'ils ont voulu mettre sous leur main, pour pouvoir tout d'un coup détruire tout ce que l'Égypte a de grand et de capable de servir de ralliement au peuple? »

Le général Dupuy était commandant d'armes. C'était un bon et brave militaire, mais d'un caractère vif et très-emporté. Il était de Toulouse. La pétulance gasconne cadrait mal avec la gravité orientale. Il n'attachait aucune conséquence à ses propos, et souvent il menaçait assez légèrement les habitants de leur faire infliger des peines afflictives. On sait en Europe que de pareilles menaces ne veulent rien dire, puisqu'elles passent le pouvoir de celui qui les fait; que, pour infliger des peines afflictives, il y a des formes publiques nécessaires; mais, sous un gouvernement arbitraire, où les agents de l'autorité peuvent tout se permettre, tout homme menacé se tenait pour perdu et vivait en proie aux plus vives alarmes.

Le 6 octobre 1798, après le lever du sultan El-Kebir, le cheik El-Cherqâouy dit qu'il était arrivé un homme de Smyrne à Gâma el-Azhar, qu'il y était demeuré dix jours, qu'il l'avait fait observer et lui avait arraché l'aveu qu'il avait une mission de Djezzar pour engager le combat sacré contre le chef des Français; qu'il avait pris le parti de ne faire aucun éclat, pour ne point s'ôter les moyens de prévenir une autre fois de pareils crimes; qu'il s'était contenté de renvoyer ce fanatique en Syrie, le faisant accompagner par deux de ses affidés; mais qu'il était convenable de prendre plus de précau-

tions, car d'autres individus étaient peut-être actuellement dans d'autres mosquées, nourrissant de semblables desseins.

IV. Le grand divan avait réparti une somme de 6 millions, en forme d'emprunt, entre les divers corps de marchands du Caire. La répartition excita de grandes réclamations, qui occupèrent l'audience du cadi; ce qui y attira beaucoup de monde. Elle devint un rendez-vous de mode; elle s'ouvrait au soleil levant; on y passait une partie de la matinée. Le 22 octobre la foule fut plus considérable qu'à l'ordinaire; les escaliers et les cours du palais étaient remplis de curieux, attirés par une corporation qui avait dénoncé son syndic. L'agha de la police s'y rendit; il fit prévenir le commandant d'armes qu'il y avait beaucoup de malintentionnés qui travaillaient le public. Mais, comme les habitants du Caire sont parleurs, d'un caractère remuant et extrêmement curieux de nouvelles, le général Dupuy était accoutumé à de pareilles alarmes. Il se rendit pourtant au palais, mais trop tard. Il laissa son piquet de dragons dans la cour, et monta chez le cadi. Voyant que les esprits étaient fort agités, il conseilla à ce magistrat d'ajourner l'audience au lendemain; ce qu'il fit. Dupuy eut de la peine à regagner son cheval au milieu de la foule. Les dragons furent pressés. Un cheval foula un Moghrebin; cet homme féroce, et qui arrivait de la Mecque, tira un coup de pistolet, tua le cavalier et monta sur son cheval. Le détachement français chargea et dissipa le peuple. Le général Dupuy, sortant de la cour, reçut, comme il entrait dans la rue à la tête de son piquet, un coup de lance d'un homme qui était là à poste fixe; il tomba mort. Le bruit se répandit sur-le-champ dans la ville que le sultan El-Kebir avait été tué; que les Français avaient jeté le masque et massacraient les fidèles. Les muezzins, du haut de leurs minarets, appelèrent les vrais croyants à la défense des mosquées et de la ville. Les marchands fermèrent leurs boutiques. Les soldats se précipitèrent de tous côtés pour gagner leurs quartiers. Les malveillants firent fermer celles des barrières qui n'étaient pas encore démolies. Les femmes, montées sur leurs terrasses, faisaient entendre d'horribles hurlements. La population se porta à la maison du général Caffarelli du Falga, qui imprudemment s'était logé près de la grande mosquée. On en voulait beaucoup aux officiers du génie, parce que c'étaient eux qui démolissaient les barrières, qui dirigeaient les travaux et les fortifications de la citadelle, et que souvent ils avaient profané les tombeaux pour construire leurs ouvrages. En un moment, la maison fut dévastée, les livres et les instruments pillés, et cinq

ou six individus qui s'y trouvaient, massacrés. Leurs têtes furent promenées dans les rues, et ensuite suspendues à la porte de la grande mosquée. La vue du sang anime les fanatiques. Les grands, épouvantés, s'étaient enfermés chez eux ; mais le peuple court les arracher à leur domicile et les mène en triomphe à Gâma el-Azhar ; il crée un divan de défense ; il organise les milices ; il déterre les armes ; il n'oublie rien de ce qui peut assurer l'impunité de la rébellion.

Par un événement fortuit, à la petite pointe du jour, Napoléon avait passé le Nil pour visiter l'arsenal de Gyzeh. Il retourna à la ville à neuf heures. A la contenance des habitants du quartier qu'il traversa, il ne lui fut pas difficile de s'apercevoir de ce qui se passait. Il fit appeler les grands ulemas. Mais déjà tous les chemins étaient interceptés ; des corps de garde d'insurgés étaient placés au coin de toutes les rues ; des épaulements et des murs étaient déjà commencés ; l'armée était sous les armes, chacun était à son poste. Les grands cheiks avaient cherché à éclairer le peuple sur les suites immanquables qu'aurait la conduite qu'il tenait ; ils ne purent rien obtenir ; ils furent contraints de se taire et de suivre le mouvement, qui était irrésistible.

Le cheik El-Sàdàt fut choisi pour présider le divan des insurgés ; cette assemblée était composée d'une centaine d'imâms, de muezzins, de chefs de Moghrebins, tous gens de la basse classe. Elle fit une proclamation dans laquelle elle annonça : « que la Porte avait déclaré la guerre à la France ; que Djezzar-Pacha, nommé séraskier, était déjà arrivé à Belbeys avec son armée ; que les Français se disposaient à se sauver, mais qu'ils avaient démoli les barrières afin de piller la ville au moment de leur départ. »

Du haut des quatre cents minarets du Caire, on entendit toute la nuit la voix aigre des muezzins faisant retentir l'air d'imprécations contre les ennemis de Dieu, les infidèles et les idolâtres. Toute la journée du 22, toute la nuit du 22 au 23, se passèrent de cette manière. Les insurgés l'employèrent à s'organiser. On entendait quelques coups de fusil, mais peu vifs. Les affaires prenaient un aspect fort sérieux ; la soumission du Caire pouvait être très-difficile.

Mais ce qui donnait plus à penser encore, c'était la suite que cela devait nécessairement avoir. Il fallait soumettre cette grande ville, en évitant tout ce qui pouvait porter les choses à l'extrême et rendre le peuple d'Égypte irréconciliable avec l'armée.

Une proclamation fut affichée, en turc et en arabe, afin d'éclairer les habitants sur les fausses nouvelles dont les malveillants se ser-

vaient pour les égarer : « Il n'était pas vrai que Djezzar eût passé le désert. La destruction des barrières était conforme aux règles d'une bonne police; l'armement de la citadelle du côté de la ville n'était que l'exécution d'une règle militaire. On rappelait aux habitants la bataille des Pyramides, la conduite que le sultan El-Kebir avait tenue envers eux; on finissait par proposer de s'en remettre au jugement du divan. » Cette proclamation fit un mauvais effet. Les meneurs s'en servirent pour persuader au peuple que les Français avaient peur; ce qui le rendit insolent. Les muftis firent dire qu'on n'avait rien à espérer; qu'il fallait sans délai employer la force; que les Arabes du désert étaient en marche; que les tribus qui étaient le plus près arriveraient dans la journée. Effectivement, une heure après on apprit que les Bily et les Terrâbyn, au nombre de 7 ou 800 hommes, commettaient des hostilités et infestaient les communications de Boulâq. L'aide de camp Sulkowski partit avec 200 chevaux, passa le canal sur le petit pont, chargea les Bédouins, en tua quelques-uns, et les poursuivit pendant plusieurs lieues. Il nettoya tous les environs de la ville, mais il fut blessé un moment après. Son cheval ayant été tué, il tomba et fut percé de dix coups de lance. Sulkowski était Polonais, bon officier; il était de l'Institut d'Égypte. Sa mort fut une perte vivement sentie.

Le général d'artillerie Dommartin, avec une batterie de quatre mortiers et de six obusiers, était parti de Boulâq pour s'établir sur les hauteurs du fort Dupuy. A une heure après midi, trente mortiers et obusiers de la citadelle et de la batterie du fort Dupuy donnèrent le signal de l'attaque. Plusieurs bombes éclatèrent dans la mosquée d'El-Azhar. Une heure après, le feu se manifesta dans divers quartiers de la ville. A trois heures, les insurgés débouchèrent par la porte des Victoires pour enlever la batterie du fort Dupuy; ils étaient 7 ou 8,000 tirailleurs, dont 7 ou 800 à cheval. Les minarets et toute la coupole de la mosquée de Hasan se couvrirent de tirailleurs pour faire taire les canonniers de la citadelle, mais vainement. Le général Dommartin avait trois bataillons et 300 chevaux pour protéger ses batteries; il les fit charger, la baïonnette au bout du fusil. Les insurgés furent repoussés; la cavalerie leur fit 400 prisonniers. Le général en chef donna sur-le-champ le signal aux quatre colonnes d'attaque qui étaient préparées. Elles étaient composées chacune de deux bataillons et conduites par des Coptes, des Syriens et des janissaires restés fidèles. Elles arrivèrent toutes les quatre à la mosquée d'El-Azhar, comme les fuyards de l'attaque du fort Dupuy y entraient épouvantés. La mosquée fut enlevée au pas de charge.

A sept heures du soir, tout était tranquille ; le feu avait cessé. Les aghas de la police arrêtèrent quatre-vingts des cent membres qui composaient le divan de défense; ils furent enfermés dans la citadelle.

Toute la nuit fut silencieuse et sombre. Les grands, retirés au fond de leurs harems, étaient fort inquiets de leur position. Ils ignoraient de quelle manière on jugerait leur conduite et si on ne les rendrait pas responsables de la révolte du peuple. Près de 4,000 hommes partirent avant le jour, traversèrent le désert et se réfugièrent à Suez. Trois maisons seulement furent consumées par les flammes, une vingtaine furent endommagées; la mosquée d'El-Azhar souffrit peu.

La perte des Français se monta à 300 hommes, parmi lesquels une centaine de tués. Trente malades, qui arrivaient de Belbeys, traversaient la ville au moment où l'insurrection éclata; ils furent massacrés. La perte la plus sensible fut une vingtaine d'officiers d'état-major, du génie ou de membres de la commission des arts, qui furent égorgés au premier moment de l'insurrection. Ils étaient isolés dans les divers quartiers. Bon nombre de Français furent sauvés par les honnêtes gens de la ville. Tout ce qui avait de la fortune, de l'éducation, resta fidèle et rendit des services importants aux Européens.

Le 24, à six heures du matin, une commission militaire constata que les quatre-vingts prisonniers de la citadelle avaient fait partie du divan de défense, et les fit passer par les armes. C'étaient des hommes d'un esprit violent et irréconciliable.

V. Au soleil levant les soixante cheiks et imâms de la grande mosquée se rendirent au palais. Depuis trois jours ils ne s'étaient pas couchés. Leur contenance était celle de coupables et d'hommes rongés d'inquiétude. Il n'y avait pas cependant de reproches à leur faire : ils avaient été fidèles, mais n'avaient pas pu lutter contre le torrent de l'opinion populaire.

Le cheik El-Sâdât se fit excuser, prétextant son état de maladie. On pouvait ignorer sa mauvaise conduite; si l'on paraissait en être instruit, il fallait lui faire couper la tête. Dans la situation des esprits, cette mort avait plus d'inconvénients que d'avantages; son nom était vénéré de tout l'Orient; c'eût été en faire un martyr. Le général en chef lui fit dire qu'il n'était pas surpris qu'au milieu d'événements si étranges, à son âge, il se trouvât incommodé; mais qu'il désirait le voir le lendemain, si cela lui était possible.

Napoléon accueillit les cheiks comme à l'ordinaire et leur dit :

« Je sais que beaucoup de vous ont été faibles, mais j'aime à croire qu'aucun n'est criminel; ce que le Prophète condamne surtout, c'est l'ingratitude et la rébellion... Je ne veux pas qu'il se passe un seul jour où la ville du Caire soit sans faire les prières d'usage; la mosquée d'El-Azhar a été prise d'assaut, le sang y a coulé : allez la purifier. Tous les saints livres ont été pris par mes soldats, mais, pleins de mon esprit, ils me les ont apportés; les voilà, je vous les restitue. Ceux qui sont morts satisfont à ma vengeance. Dites au peuple du Caire que je veux continuer à être clément et miséricordieux pour lui. Il a été l'objet spécial de ma protection, il sait combien je l'ai aimé : qu'il juge lui-même de sa conduite. Je pardonne à tous, mais dites-leur bien que ce qui arrive et arrivera est depuis longtemps écrit, et qu'il n'est au pouvoir de personne d'arrêter ma marche; ce serait vouloir arrêter le destin... Tout ce qui arrive et arrivera est dans le livre de la vérité. »

Ces vieillards se jetèrent à genoux, baisèrent les livres du Coran; il y en avait de la plus grande antiquité. Un exemplaire avait appartenu à Hasan, d'autres à Saladin. Ils exprimèrent leur reconnaissance plus par leur contenance que par leur langage. Ils se rendirent à Gâma el-Azhar. La mosquée était remplie d'un peuple transi de peur. Elle fut purifiée. Les cadavres furent ensevelis. Des ablutions et d'autres cérémonies conformes à l'usage précédèrent les prières ordinaires. Le cheik El-Cherqâouy monta dans la chaire et répéta ce que le sultan El-Kebir leur avait dit. Le peuple fut rassuré. L'intercession du Prophète, les bénédictions de Dieu furent appelées sur ce prince grand et clément. Pendant la journée du 24, on enleva les barrières, on nettoya les rues et l'on rétablit l'ordre.

Le 25, le cheik El-Sâdât se rendit au lever; il y fut reçu comme à l'ordinaire. Il n'était pas difficile de voir à sa contenance la frayeur qui le maîtrisait. Il divagua et prononça des paroles sans suite. Voulant complimenter le sultan El-Kebir sur les dangers auxquels il avait échappé, il remercia Dieu d'avoir enchaîné la sédition et d'avoir donné la victoire à la justice; par un mouvement convulsif et comme voulant davantage assurer son pardon, il prit et baisa la main du sultan El-Kebir.

Toute la journée du 25 se passa, de la part du peuple, en observation; mais il parut enfin rassuré et se livra à la joie. Il avoua que tous avaient mérité la mort, et que, sous un prince moins clément, le Caire aurait vu sa dernière journée.

L'armée française ne partagea pas la joie et la satisfaction des habitants. Officiers et soldats murmuraient et témoignaient leur mécon-

tentement. Ils blâmaient cette extrême indulgence. « Pourquoi toujours caresser ces vieux cheiks, ces cafards? C'étaient eux les auteurs de tout, c'était sur eux qu'il fallait venger le sang des Français aussi traîtreusement massacrés. Qu'avait-on besoin de tant les cajoler? Il ne restait plus qu'à donner à ces vieillards hypocrites des récompenses pour l'horrible conduite qu'ils avaient tenue. »

Napoléon resta insensible aux murmures de l'armée, qui ne reconnut que beaucoup plus tard combien sa conduite avait été sage. Comme le cheik El-Sâdât baisait la main du général en chef, Kleber, qui arrivait d'Alexandrie, lui demanda quel était ce vieillard qui paraissait si interdit et dont les traits étaient si bouleversés? « C'est le chef de la révolte, lui répondit-il. — Eh quoi! vous ne le faites pas fusiller? — Non, ce peuple est trop étranger à nous, à nos habitudes. Il lui faut des chefs; j'aime mieux qu'il ait des chefs d'une espèce pareille à celui-ci, qui ne peut ni monter à cheval, ni manier le sabre, que de lui en voir comme Mourad-Bey et Osman-Bey. La mort de ce vieillard impotent ne produirait aucun avantage et aurait pour nous des conséquences plus funestes que vous ne pensez. » Les événements qui sont arrivés longtemps après ont fait revenir sur cette conversation, qui était prophétique[1].

Les ulemas firent des proclamations; elles calmèrent les révoltes qui s'étaient déjà déclarées sur divers points. Plusieurs d'entre eux, envoyés en mission dans les provinces, parlèrent avec chaleur; leur cœur était plein de reconnaissance pour la généreuse conduite qu'on avait tenue à leur égard. Ils furent persuadés plus que jamais que Napoléon aimait le Coran, le Prophète, et qu'il était sincère dans toutes les protestations qu'il leur avait faites sur le désir qu'il avait de voir heureux le peuple de l'Arabie. Mille bruits se répandirent dans la ville et dans les provinces : Mahomet était apparu au sultan El-Kebir au moment de la révolte et lui avait dit : « Le peuple du Caire est criminel, car tu as été bon pour lui : ainsi tu seras victorieux, tes troupes entreront dans Gâma el-Azhar; mais aie soin de respecter les choses saintes et les livres de la loi; car, si tu n'es pas généreux après la victoire, je cesserai d'être avec toi et tu n'éprouveras plus que des défaites. » Tout ceci était un mélange de superstition et d'orgueil : c'était le Prophète qui avait tout fait et qui continuait à les protéger.

Cet événement, qui pouvait être si malheureux, consolida le pou-

[1] C'est ce même cheik que plus tard le général Kleber fit bâtonner; ce qui fut une des principales causes de la mort de ce général. (Note du général Bertrand.)

voir des Français dans le pays. Jamais, depuis, les habitants n'ont manqué de fidélité ni trahi les sentiments de reconnaissance qu'ils conservaient pour un si généreux pardon. Mais le divan général fut congédié ; on crut la présence des membres qui le composaient utile dans les provinces. On remit l'exécution des projets que l'on avait conçus au moment où la paix serait rétablie avec le sultan de Constantinople, ou bien au moment où quelques événements militaires d'importance auraient dissipé cet orage, qui menaçait encore.

Pendant octobre, novembre et une partie de décembre 1798, la ville du Caire, pour punition, resta sans divan. Enfin le général en chef se rendit aux sollicitations réitérées des habitants. Il leur dit dans une proclamation[1] : « J'ai été mécontent de vous, je vous ai privés de votre divan; je suis aujourd'hui content de votre repentir et de votre conduite : je vous le rends. Aucun pouvoir humain ne peut rien contre moi. Mon arrivée de l'Occident sur les bords du Nil a été prédite dans plus d'un passage du Coran. Un jour tout le monde en sera convaincu. »

Le lendemain, au lever, les cheiks se prosternèrent, et le cheik El-Fayoumy, portant la parole, demanda la grâce des malheureux imâms et muezzins qui étaient détenus dans la citadelle. Le général en chef leur répondit sans s'émouvoir : « Ils ont été condamnés et exécutés avant le lever du soleil qui a suivi la fin de la révolte. » Les cheiks levèrent alors les yeux au ciel, firent une courte prière et dirent : « que Dieu l'avait ordonné ainsi; qu'ils étaient bien coupables et l'avaient bien mérité; que Dieu était juste, que Dieu était partout, que tout venait de Dieu, que tout allait à Dieu, que Dieu était grand, très-grand; que tout ce qui arrivait dans ce monde et dans les sept cieux venait de Dieu. »

VI. Sur le monticule où l'artillerie avait établi sa batterie de mortiers et d'obusiers, le capitaine du génie Bertrand construisit un fort en maçonnerie. Ce fort dominait le quartier le plus mutin; il croisait son feu avec celui de la citadelle; il battait le grand chemin qui aboutit à la porte des Victoires, et la gorge qui sépare la citadelle du Moqattam. Une grande mosquée ayant des murs très-élevés, située sur le canal du Prince-des-Fidèles, sur la route de Belbeys, qui couvrait l'enceinte de la ville du côté du nord, fut convertie en fort sous le nom de *Sulkowski*. Ce fort pouvait contenir plusieurs bataillons et des magasins; peu d'hommes suffisaient pour le défendre.

[1] Voir le texte de cette proclamation, publiée en entier à la page 221 du tome V.

Sur la hauteur qui dominait la ville du côté du nord-ouest, à mi-chemin de Boulâq, on établit une tour qu'on appela le *fort Camin;* il protégeait la place Ezbekyeh et défendait les avenues de la ville. Sur le monticule près du jardin de l'Institut, s'éleva le fort appelé *de l'Institut;* il battait toute l'esplanade entre le Caire, le Vieux-Caire et le Nil, assurait les communications avec l'île de Roudah; il protégeait l'hôpital établi dans la maison d'Ibrahim-Bey. Cet hôpital était couvert par un mur crénelé en forme d'ouvrage à cornes, qui était une tête de pont en avant de l'île de Roudah. On plaça des batteries au meqyâs; on convertit en fort la prise d'eau de l'aqueduc au Vieux-Caire. Il y eut ainsi une série de positions retranchées depuis le Caire jusqu'à l'île de Roudah et Gyzeh, situé vis-à-vis, sur la rive gauche du Nil. Cette grande ville se trouvait cernée par des forts contenant des batteries incendiaires, qui pouvaient jeter des bombes et des obus à la fois dans tous les quartiers, qui défendaient les approches, et que 500 hommes pouvaient garder. On organisa une troupe de gens du pays pour prêter main-forte aux aghas de la police et des marchands, afin de surveiller, suivant l'usage de ces contrées, les cafés, les rassemblements, les places publiques, les marchés.

La suppression de toutes les barrières intérieures donna une tout autre physionomie à la ville. Les boutiques, cafés, auberges et petites manufactures établies par des Européens, reçurent une nouvelle extension et procurèrent à l'armée des jouissances qui lui rendirent moins pénible son éloignement d'Europe.

VII. Les insurgés échappés du Caire, établis dans la ville de Suez, troublaient la tranquillité du pays. Ils servaient d'intermédiaires à la correspondance d'Ibrahim-Bey, qui était en Syrie, avec Mourad-Bey, qui était dans le Sayd. Ils remuaient par leurs correspondances toutes les tribus du désert. Il était nécessaire d'ailleurs d'occuper cette ville importante; ce qui avait été négligé jusqu'alors, parce que, pour y arriver, il faut traverser un désert très-aride, sans eau, sans ombre, de quarante-deux heures de marche, trajet extraordinairement fatigant pendant l'été. On devait éviter tout ce qui pouvait exciter le mécontentement du soldat. Mais, à la fin d'octobre, les chaleurs cessèrent d'être incommodes; les belles journées de l'automne répandirent la satisfaction dans l'armée. Elle était enfin accoutumée au pays, elle avait de très-bon pain, du riz, du vin de Chypre, de l'eau-de-vie de dattes, de la bière, de la viande, des volailles, des œufs et toute espèce d'herbages. La solde des officiers et des soldats, payée sur le

même pied qu'en France, était d'une valeur quadruple, vu le bon marché de toutes les denrées. L'ordonnateur d'Aure faisait donner régulièrement des distributions de café moka; chaque escouade avait sa cafetière. Pour remplacer les fourgons et les voitures d'équipages militaires, il avait donné à chaque bataillon des chameaux en suffisance pour porter l'eau, les vivres, les ambulances et les équipages. Les officiers généraux et supérieurs avaient leurs lits, leurs tentes, leurs chameaux. Tout le monde était enfin organisé selon la mode du pays. Le soldat était revenu à son esprit naturel; il était plein d'ardeur et du désir d'entreprendre. S'il faisait entendre quelque plainte, c'était sur l'oisiveté dans laquelle il vivait depuis plusieurs mois. Ce changement dans ses dispositions en avait opéré un plus grand encore dans sa manière de voir le pays. Il était convaincu de sa fertilité, de son abondance, de sa salubrité et de tout ce qu'un établissement solide pouvait offrir d'avantageux aux individus et à la République.

Le général de division Bon partit le 8 novembre, avec 1,200 hommes d'infanterie, 200 chevaux et deux pièces de canon. Il porta son camp à Birket el-Hâggy, au bord d'un lac d'eau du Nil, à cinq lieues du Caire, sur la route de Suez. Il fut joint par tout ce qui lui était nécessaire pour traverser le désert. Un chameau porte deux outres pleines d'eau, qui suffisent pour abreuver 400 hommes pendant un jour, ou pour 40 chevaux. Il était nécessaire de porter du bois pour faire la soupe; et, quoique la traversée du désert jusqu'à Suez ne soit que de trois jours, il était prudent de porter des vivres pour vingt jours, de l'eau et du bois pour dix jours; ce qui exigea un millier de chameaux. Le général Bon n'éprouva aucun obstacle, entra dans Suez, fit travailler sur-le-champ aux fortifications pour mettre à couvert la petite garnison qu'il voulait y laisser. Les ingénieurs de la marine avaient mis sur le chantier, au Caire, quatre chaloupes canonnières portant des pièces de 24; ils les avaient démontées; des chameaux les portèrent à Suez, où elles furent remontées et calfatées. Le pavillon tricolore flotta sur la mer Rouge. Elles naviguèrent dans le nord de cette mer jusqu'à Qoseyr et Yanbo.

La mer Rouge, au nord, se divise en deux bras : l'un, appelé la *mer de Suez*, a de cinq à dix lieues de large et cinquante de long; l'autre, appelé *El-Aqabah*, entre dans les terres d'une trentaine de lieues, et a trois à cinq lieues de large. A l'extrémité est la ville d'Ælana ou Aïlab, située à soixante lieues de Suez, sur le chemin des caravanes de la Mecque. Il existe à Aïlab un fort dont la petite garnison est turque, des puits dont l'eau est bonne et abondante. Ce port a appartenu aux Iduméens, qui rivalisèrent avec Tyr; il était le

port de Jérusalem. Le désert de Thor est entre Suez, la mer El-Aqabah et le mont Sinaï. Il est habité par trois tribus d'Arabes de Thor, de 4 à 5,000 âmes. On y trouve des ruines qui ne laissent aucun doute sur les villes qui y ont existé. Dans la vallée de Faran, il y a des bois et des broussailles dont les Arabes font du charbon.

A la fin de décembre, le général en chef partit du Caire avec les académiciens Monge et Berthollet, l'ingénieur des ponts et chaussées Le Père, son état-major, 200 gardes à cheval et 400 dromadaires. Il voulait visiter lui-même les bords de la mer Rouge et reconnaître les traces du canal des deux mers. Depuis la révolte du Caire, il ne s'était pas absenté; il était bien aise d'accoutumer cette grande ville à son absence.

Pour se rendre du Caire à Suez, il y a trois chemins : le premier passe par le village d'El-Basâtin, à deux lieues au sud du Caire, d'où il se dirige à l'est, entre dans la vallée de l'Égarement, à huit lieues rencontre les puits de Gandely. Ces puits sont au nombre de huit, l'eau y est un peu saumâtre; les caravanes qui de Syrie se rendent dans la haute Égypte séjournent à ces puits. Des puits de Gandely on chemine pendant seize lieues jusqu'aux bords de la mer Rouge; là on côtoie la mer pendant neuf lieues, et on arrive à Suez : total du Caire à Suez par cette route, trente-cinq lieues, et seulement vingt-six jusqu'à la mer Rouge. Il pleut dans ce désert. Il serait facile de construire des citernes toutes les quatre lieues pour les besoins des voyageurs, et d'organiser une aiguade au bord de la mer pour les bâtiments. Cette route était la plus fréquentée par les habitants de Memphis. La deuxième route va du Caire au lac dit *Birket el-Hâggy*, cinq lieues; de Birket el-Hâggy, où elle entre dans le désert, que l'on traverse sans rencontrer d'eau, jusqu'au château d'Ageroud, qui est la troisième station de la caravane de la Mecque, il y a vingt-trois lieues; d'Ageroud à Suez il y a cinq lieues : total, trente-trois lieues. La troisième route est par Belbeys. Du Caire à Belbeys, douze lieues; par le désert jusqu'à Ageroud, dix-neuf lieues; à Suez, cinq lieues : total, trente-six lieues, mais seulement dix-neuf lieues de désert. La distance astronomique de Suez au Caire est de vingt-sept lieues et demie : de Suez à la grande pyramide de Gyzeh il y a trente et une lieues. Toutes ces lieues sont de vingt-cinq au degré.

Le 24 décembre, le camp fut dressé sur les bords du lac dit *Birket el-Hâggy*. Plusieurs négociants qui avaient affaire à Suez s'y joignirent. Le 25, à deux heures avant le jour, le camp se remit en route. La caravane marcha toute la journée au milieu d'un sable aride. Le temps était beau, la chaleur du soleil n'était pas désagréable. La

marche dans le désert est monotone, elle inspire une douce mélancolie. Les Arabes qui servaient de guides s'orientaient sans suivre aucune trace. La caravane fit dans la journée deux haltes, chacune d'une demi-heure, et la nuit elle prit position à l'arbre de Hamrâ[1], à quatorze lieues de Birket el-Hâggy. Le Hamrâ est l'objet du culte des Arabes ; la malédiction et les anathèmes sont lancés contre ceux qui seraient assez impies pour toucher à ce prodige du désert. Le soldat n'avait pas apporté de bois pour le bivouac ; il souffrit du froid ; il ne fut que médiocrement soulagé par le feu qu'il essaya d'allumer avec des os et quelques plantes sèches de sept ou huit pouces de hauteur qu'il trouva dans une vallée à portée du camp. Ces plantes forment la nourriture des chameaux. A deux heures avant le jour, le 26, la caravane se remit en marche. Il n'était pas encore jour quand elle passa près du puits El-Batar. C'est un trou de 50 toises de profondeur, extrêmement large; les Arabes l'ont creusé dans l'espérance d'y trouver de l'eau ; ils ont été obligés d'y renoncer. Près de là, on distingua, mais seulement au clair de la lune, un vieil acacia ; il était couvert d'écrits de[2] . . . . . et autres témoignages de dévotion des pèlerins, qui, en revenant de la Mecque, rendent hommage à cette première végétation qui leur annonce les eaux du Nil. A deux heures après midi, Napoléon arriva à Ageroud ; le chemin en passe à 500 toises. Ageroud est un petit fort placé sur une petite éminence qui domine au loin ; il a deux enceintes en maçonnerie, un puits très-profond ; l'eau y est abondante, mais saumâtre ; elle devient moins saumâtre si elle reste plusieurs heures exposée à l'air ; elle est excellente pour les chevaux, les chameaux et les animaux ; les hommes ne s'en servent qu'à la dernière extrémité. Il y a dans ce fort une mosquée, un caravansérail et des logements pour 150 hommes. Napoléon y plaça un commandant d'armes, 15 hommes de garnison et deux pièces de canon. On arriva à Suez à la nuit obscure ; le général en chef préféra rester dans sa tente et refusa une maison qui lui avait été préparée.

Suez est au bord de la mer Rouge, située à 2,600 toises de l'extrémité du golfe et à 4 ou 500 toises de l'embouchure de l'ancien canal. La ville a joui d'une assez grande prospérité. Les géographes arabes la décrivent comme une oasis. L'eau provenait probablement du canal. Il y pleut assez pour qu'en recueillant l'eau dans des réservoirs on puisse en avoir suffisamment, non-seulement pour les besoins de la ville, mais encore pour la culture. Aujourd'hui il n'y a rien ; les ci-

[1] Djamaât Echaramît.

[2] Ce mot n'a pu être lu dans le manuscrit.

ternes sont peu spacieuses et mal entretenues; l'eau, pour les hommes, vient des fontaines de Moïse; pour les chevaux et les chameaux, de la fontaine de Suez, située à une lieue sur le chemin du fort Ageroud. La ville contient un beau bazar, quelques belles mosquées, des restes de beaux quais, une trentaine de magasins et des maisons pour une population de 2 à 3,000 âmes. Dans le temps du séjour des caravanes et des bâtiments de Djeddah, Suez contient en effet cette population; mais, quand les affaires sont terminées, elle ne reste habitée que par 2 ou 300 malheureux. La rade est à une lieue de la ville, les navires y mouillent par huit brasses d'eau; elle a une lieue de tour; elle communique à la ville par un chenal qui a 60 ou 80 toises de largeur, et à basse mer 10 pieds d'eau; ce qui fait 15 ou 16 à haute mer. Le fond est bon, les ancres y tiennent; c'est un fond de sable vaseux. La rade est couverte par des récifs et par des bancs de sable. Son vent traversier est le sud-est, qui règne rarement dans ces parages.

VIII. Napoléon employa la journée du 27 à visiter la ville et à donner quelques ordres pour l'établissement d'une batterie qui pût protéger le chenal et le port. Le 28, il partit à cheval pour se rendre aux fontaines de Moïse. Il traversa à trois heures du matin le Ma'dyeh, bras de mer guéable à marée basse, qui a trois quarts de lieue de large. Le contre-amiral Ganteaume monta une chaloupe canonnière, embarqua des sapeurs, les ingénieurs, plusieurs savants, et s'y rendit par mer. Les fontaines de Moïse sont à trois lieues de Suez; on en compte neuf. Ce sont des sources d'eau sortant de mamelons élevés de quelques toises au-dessus de la surface du sol. Elles proviennent des montagnes qui sont à quatre lieues de là. Ces sources sont à 700 toises de la mer. On y voit les ruines d'un aqueduc et de plusieurs magasins qui avaient été construits par les Vénitiens dans le XVe siècle, lorsqu'ils voulurent intercepter aux Portugais la route des Indes. Les sapeurs commencèrent à fouiller; ils travaillèrent jusqu'à la nuit. Le général en chef monta à cheval pour retourner à Suez. Ceux qui étaient venus par mer s'embarquèrent sur la canonnière. A neuf heures du soir, les chasseurs d'avant-garde crièrent qu'ils enfonçaient. On appela les guides : les soldats s'étaient amusés à les griser avec de l'eau-de-vie, et il fut impossible d'en tirer aucun renseignement. On était hors de route. Les chasseurs s'étaient guidés sur un feu qu'ils avaient pris pour les lumières de Suez : c'était le fanal de la chambre de la chaloupe canonnière; ce que l'on remarqua promptement : il changeait de place à chaque

instant. Les chasseurs s'orientèrent et déterminèrent la position de Suez. Ils se mirent en marche à cinquante pas l'un de l'autre; mais, après avoir fait 200 toises, le chasseur de tête cria qu'il enfonçait. Il fallut reployer cette ligne, et, en tâtonnant ainsi dans plusieurs directions, ils eurent le bonheur de trouver la véritable. A dix heures du soir l'escadron était rangé en bataille au milieu du sinus, les chevaux ayant de l'eau jusqu'au ventre. Le temps était noir, la lune ne se leva cette nuit-là qu'à minuit; la mer était un peu agitée et le vent paraissait vouloir fraîchir; la marée montait, il y avait autant de danger à aller en avant qu'à reculer. La position devint assez critique pour que Napoléon dît : « Serions-nous venus ici pour périr comme Pharaon? Ce sera un beau texte pour les prédicateurs de Rome! » Mais l'escorte était composée de soldats de huit à dix ans de service, fort intelligents. Ce furent les nommés Louis, maréchal des logis, et Carbonnel, brigadier, qui découvrirent le passage. Louis revint à la rencontre; il avait touché bord. Mais il n'y avait pas un moment à perdre : l'eau montait à chaque moment. Caffarelli du Falga était plus embarrassant que les autres à cause de sa jambe de bois; deux hommes de 5 pieds 10 pouces, nageant parfaitement bien, se chargèrent de le sauver; c'étaient des hommes d'honneur, dignes de toute confiance. Rassuré sur ce point, le général en chef se hâta pour gagner la terre. Se trouvant sous le vent, il entendit derrière lui une vive dispute et des cris. Il supposa que les deux sous-officiers avaient abandonné du Falga. Il retourna sur ses pas; c'était l'opposé : celui-ci ordonnait aux deux hommes de l'abandonner. « Je ne veux pas, leur disait-il, être la cause de la mort de deux braves; il est impossible que je m'en puisse tirer; vous êtes en arrière de tout le monde; puisque je dois mourir, je veux mourir seul. » La présence du général en chef fit finir cette querelle. On se hâta, on toucha la terre; Caffarelli en fut quitte pour sa jambe de bois; ce qui lui arrivait du reste toutes les semaines. La perte fut légère, quelques carabines et quelques manteaux.

L'alarme était au camp. Quelques officiers eurent la pensée d'allumer des feux sur le rivage, mais ils n'avaient pas de bois; ils démolirent une maison, ce qui demanda du temps. Cependant le premier feu était allumé sur le rivage lorsqu'on prit terre. Les plus vieux soldats, qui avaient appris leur catéchisme, racontaient la fuite de Moïse, la catastrophe de Pharaon, et ce fut pendant longtemps l'objet de leurs entretiens.

Le 29, les Arabes de Thor, qui, ayant reçu la visite des chaloupes canonnières françaises, avaient appris l'arrivée du sultan El-Kebir

dans leurs parages, vinrent demander sa protection. Thor est situé sur le bord de la mer, c'est le port du mont Sinaï. Ces Arabes portent au Caire du charbon, de très-beaux fruits, et en rapportent tout ce qui leur est nécessaire. Les moines du mont Sinaï montrèrent au général en chef le livre sur lequel était la signature de Mahomet, de Saladin et de Selim, pour recommander le couvent aux détachements de leurs armées. A leur demande, il fit la même recommandation, pour leur servir de sauvegarde auprès des patrouilles françaises.

IX. Le 30, l'état-major partit de Suez. Les tentes, les bagages et l'escorte se dirigèrent sur Ageroud, où l'on dressa le camp à quatre heures après midi. Napoléon, avec l'académicien Monge, plusieurs généraux et officiers d'état-major, côtoya la mer Rouge, fit le tour du sinus. Il retournait sur ses pas, dans la direction de Suez, lorsque, à 4 ou 500 toises de cette ville, il découvrit quelques restes de maçonnerie qui fixèrent son attention. Il marcha dans cette direction perpendiculairement à la mer, 60 ou 80 toises, et il se trouva au milieu des vestiges de l'ancien canal, qu'il suivit pendant l'espace de cinq heures. La nuit approchant, et ayant sept lieues à faire pour gagner le camp à travers le désert, il s'y dirigea au grand galop; après quelques incertitudes, il le rejoignit, n'ayant avec lui que trois ou quatre personnes, les mieux montées; les autres étaient en arrière. Il fit allumer de grands feux sur un monticule et sur le minaret de la mosquée du fort Ageroud; il fit tirer tous les quarts d'heure un coup de canon jusqu'à onze heures du soir, moment où tout le monde avait heureusement rejoint; personne n'était égaré.

Les ruines du canal des deux mers sont bien marquées. Les deux berges sont éloignées de 25 toises. Un homme à cheval est caché et couvert au milieu du canal.

Le 31, le camp fut établi dans une vallée, à dix lieues d'Ageroud, où il y avait assez abondamment de ces petites plantes épineuses qu'affectionnent les chameaux. Plusieurs centaines de ces jeunes animaux y paissaient sans être gardés.

Le 1er janvier 1799, le camp fut placé à une portée de fusil des fortifications de Belbeys. Les travaux de Belbeys étaient fort avancés; à défaut de pierre, les officiers du génie avaient employé des briques séchées au soleil, faites avec le limon du Nil, qui est très-propre à cet usage. Le 3, le général en chef partit avec 200 dromadaires et chevaux dans la direction de l'Ouâdy de Tomlât. A quatre heures après midi, il arriva au milieu du désert, au puits de Saba'-Byâr. La chaleur était extrême, l'eau du puits peu abondante; elle

avait le goût des eaux de Baréges. Pendant qu'on faisait la distribution de cette eau détestable, un chasseur vit arriver un dromadaire, qui, apercevant trop tard les troupes françaises, voulut s'éloigner. Il était porteur des dépêches d'Ibrahim-Bey et de Djezzar-Pacha pour la haute Égypte. Il donna la nouvelle que les hostilités avaient commencé sur la frontière de Syrie, que l'armée de Djezzar-Pacha était entrée sur le territoire d'Égypte, que son avant-garde occupait l'oasis d'El-A'rych et qu'elle travaillait à mettre le fort en état de défense. La nuit, on bivouaqua dans l'oasis, au milieu d'un taillis; elle fut assez froide. Des chacals, espèce de loups du désert, dont les cris ressemblent à ceux de l'homme, firent que plusieurs vedettes crièrent aux armes; elles se crurent attaquées par les Bédouins. Le lendemain Berthier retrouva les vestiges du canal qui traversait l'Ouâdy pour prendre les eaux du Nil à Bubaste, sur la branche Pelusiaque. Les vestiges de ce canal ont les mêmes dimensions que du côté de Suez.

Pendant ce temps la flotte de Djeddah était arrivée à Suez, portant une très-grande quantité de café et de marchandises des Indes. Napoléon traversa le désert et retourna dans cette ville. Les bâtiments étaient de 4 à 500 tonneaux. Une caravane était arrivée du Caire; Suez avait pris de la vie et la physionomie d'une ville indienne. Napoléon y reçut des agents qui revenaient des Indes. De là, il traversa l'isthme dans une autre direction et se rendit à Sâlheyeh. Les fortifications étaient à l'abri d'un coup de main, les magasins abondamment approvisionnés d'orge, de riz, de fèves et de munitions de guerre. Il envoya deux bataillons avec de l'artillerie à Qatyeh. Les puits étaient en bon état. Les officiers du génie construisirent une bonne redoute en palissades de 50 toises de côté, y établirent des plates-formes, le canon battant tous les puits, qui furent nettoyés peu de semaines après. Des blockhaus préparés au Caire furent montés dans la redoute pour servir de magasins. Des convois de chameaux chargés de riz, de farine, d'orge, de fèves, venus du Caire et de Damiette, approvisionnèrent les magasins de cette oasis. Lorsque Djezzar apprit que de l'infanterie française arrivait à Qatyeh, et qu'on y construisait une redoute, il renonça à s'avancer davantage, de peur de compromettre ses troupes. Le général Reynier, dont le quartier général était à Belbeys, envoya une forte avant-garde à Sâlheyeh pour soutenir le poste de Qatyeh.

Le général en chef arriva au Caire quinze jours après en être parti. Il trouva tout dans un état satisfaisant. On savait le mouvement de Djezzar sur l'Égypte, mais on n'en était pas inquiet; la

confiance était entière. Les Anglais se montrèrent avec quelques bâtiments de transport et quelques canonnières devant Alexandrie; cela n'imposa pas davantage. Plusieurs bombardes furent coulées bas par les batteries d'Alexandrie. Mourad-Bey était chassé de la haute Égypte; le pavillon tricolore flottait sur la cataracte de Syene; tout le pays était soumis. La grande et la petite oasis, et le pays des Barâbras, étaient les seuls refuges que les Mameluks eussent dans leurs malheurs.

Napoléon était décidé à porter la guerre en Syrie; les préparatifs se faisaient avec activité sur tous les points.

Avant de quitter l'Égypte, il voulut aller voir de près et mesurer ces fameuses pyramides. Il y campa plusieurs jours, fit plusieurs courses dans le désert, dans la direction de la petite oasis.

La haute et la basse Égypte étaient tranquilles. Le divan était en pleine activité, et les habitants du Caire ne conservaient plus de leur révolte que le souvenir de la clémence à laquelle ils devaient leur salut.

X. Les Arabes n'avaient jamais soutenu le feu de l'infanterie française; les Mameluks, qui d'abord l'avaient bravée, avaient fini par reconnaître leur infériorité et l'impossibilité de l'enfoncer. L'expérience de Chobrâkhyt, des Pyramides, de Sédiman [1], leur servit à ne plus mépriser les troupes à pied. 100 hommes d'infanterie purent dès cette époque parcourir le pays dans toutes les directions; eussent-ils été rencontrés par 7 ou 800 Mameluks, ceux-ci se seraient bien gardés de les attaquer. Aux trois batailles, les carrés français avaient été rangés sur six de hauteur; pendant longtemps chaque soldat porta un pieu de 4 pieds de long et d'un pouce de diamètre, garni de fer, avec deux chaînettes de 8 pouces de chaque côté; ces pieux servaient à couvrir l'infanterie. Mais, lorsque sa supériorité eut imposé aux ennemis, on renonça à ces précautions; les carrés ne se formèrent plus que sur trois rangs, souvent même les soldats se plaçaient sur deux de hauteur. Les officiers avaient l'ordre de faire commencer le feu de deux rangs lorsque la cavalerie était à 120 toises, parce que, si l'on attendait qu'elle fût trop près, comme cela était l'opinion de quelques-uns, les chevaux étant lancés, on n'était plus à même de les arrêter. La cavalerie, si elle est bonne, ne met que [2]..... à parcourir cette distance; pendant ce temps le soldat ne peut tirer que [3]..... Les tirailleurs contre les Bédouins ou les Mame-

[1] Sedment el-Gebel.

[2-3] Espaces laissés en blanc dans le manuscrit.

luks marchaient toujours par quatre, et formaient leurs ralliements carrés; ce qui déconcertait la cavalerie. Ce n'est pas qu'il n'y ait eu bien des exemples qu'un seul tirailleur, de pied ferme, ait jeté à terre le cavalier d'un coup de fusil; mais cela ne doit pas servir de règle.

Les Arabes n'avaient jamais attendu la cavalerie française, à moins qu'ils ne fussent quatre contre un. Les Mameluks, au contraire, faisaient parade de la mépriser; mais, lorsqu'elle fut montée sur des chevaux du pays, elle leur tint tête. Un Mameluk était plus fort qu'un Français; il était plus exercé et mieux armé. 100 Mameluks se battaient avec probabilité de succès contre 100 cavaliers français; mais, dans une rencontre de deux corps d'un nombre supérieur à 200 chevaux, la probabilité était pour les Français.

Les Mameluks se battent sans ordre; ils forment un tourbillon sur les ailes pour tourner les flancs et se jeter sur les derrières de la ligne. Un corps de 300 Français se plaçait sur trois lignes, se portait, par division à droite et à gauche, sur la droite et la gauche de la première ligne, et la cavalerie ennemie, déjà en mouvement pour tourner les flancs de la première ligne, s'arrêtait pour tourner les flancs de cette nouvelle ligne; la troisième faisait le même mouvement, et au même moment toute la ligne chargeait; les Mameluks étaient alors mis en déroute et cédaient le champ de bataille. Les cavaliers français, comme les Mameluks, avaient leurs pistolets attachés au pommeau de la selle par une courroie. Leur sabre pendait au poignet par une dragonne. Les feux à cheval des dragons furent quelquefois utiles; mais cela a bien des inconvénients si l'escadron n'est pas séparé de l'ennemi par un obstacle qui l'empêche d'être chargé. L'infanterie, la cavalerie, l'artillerie françaises, avaient une grande supériorité. La cavalerie française ne marchait jamais en nombre sans avoir du canon servi par l'artillerie à cheval. Les Mameluks, avant de charger, faisaient feu de six armes, d'un fusil, d'un tromblon, de deux paires de pistolets qu'ils portent, une à l'arçon, une sur la poitrine. La lance était portée par un de leurs saïs, qui les suivait à pied. C'était une brave et belle milice.

CHAPITRE VII.

CONQUÊTE DE LA HAUTE ÉGYPTE.

I. Plan de campagne. — II. Soumission des provinces de Beny-Soueyf et de Fayoum; bataille de Sédiman (7 octobre 1798); combat de Minyet el-Fayoum (8 novembre). — III. Syout et Girgeh, les deux provinces de la haute Égypte, sont soumises; combat de Saouâqy (3 janvier 1799); combat de Tahtah (8 janvier). — IV. Desaix s'empare de Syene; les Mameluks sont chassés de l'Égypte; combat de Samhoud (22 janvier); combat de Thèbes (12 février); combat de Qeneh (12 février); combat d'Abou-Marrah (17 février). — V. Mourad-Bey marche sur le Caire; combat de Saouâmah (5 mars); perte de la flottille française (6 mars); combat de Coptos (8 mars). — VI. Hassan-Bey est cerné dans le désert de la Thébaïde; combat de Byr el-Bâr (2 avril); combat de Girgeh (6 avril). — VII. Pillage et incendie de Beny-A'dyn (18 avril); combat de Syene (16 mai); mort de Hassan-Bey. — VIII. Prise de Qoseyr (29 mai).

I. Si, le lendemain de la bataille des Pyramides, une division de l'armée française eût poursuivi Mourad-Bey, elle n'aurait éprouvé de résistance nulle part; elle se serait emparée en quinze jours de toute la haute Égypte. Mais il fallait attendre que la cavalerie fût remontée et que les eaux du Nil fussent assez hautes pour que la navigation devînt praticable. Les ennemis profitèrent de ce moment de relâche, qui dura deux mois. Ils revinrent de leur extrême consternation. L'impression de cette bataille s'affaiblit. Ils reçurent des secours de diverses tribus et des protestations de fidélité de diverses provinces. Depuis, la perte de l'escadre française, les subsides qu'ils reçurent par l'intermédiaire de la croisière anglaise devant Alexandrie, leur rendirent l'espérance, ce premier mobile de toute action et de toute énergie.

En septembre 1798, Mourad-Bey avait une armée de terre et une flottille considérables. Les kâchefs qu'il avait envoyés dans la péninsule arabique pour appeler les Musulmans au secours des fidèles, et implorer l'assistance des chérifs au turban vert, étaient de retour. Ils avaient réussi. Ils lui annoncèrent que de nombreuses cohortes d'Arabes d'Yanbo, renommés par leur bravoure, allaient traverser la mer Rouge et débarquer à Qoseyr.

Hassan-Bey, depuis dix-huit ans, était exilé à Esné avec sa maison, vivant du chétif revenu de la première zone de la vallée du Nil. Il était misérable, mais il s'était allié par des mariages avec les deux

grandes tribus d'Arabes du pays de Sennaar. Il jouissait d'un grand crédit parmi les tribus de la Thébaïde et les Bédouins du désert de la grande oasis. Les deux cent cinquante Mameluks qui lui restaient en état de monter à cheval étaient des hommes d'élite, qui joignaient à la connaissance du pays un courage éprouvé, une âme trempée dans le malheur et les ruses de l'âge avancé. Ce vieillard resta implacable. Ni l'occupation du Caire par les infidèles ni les soumissions de Mourad-Bey ne purent diminuer sa haine. Il se plaisait à voir des vengeurs dans les Français; il en attendait une amélioration de son sort, car il ambitionnait d'étendre sa domination sur tout le Sayd.

Le 25 août 1798, Desaix avec 5,000 hommes, dont 600 de cavalerie, 300 d'artillerie ou de sapeurs, et 4,300 d'infanterie, une escadrille de huit bâtiments, demi-galères, avisos ou demi-chebecs, montés par des marins français, partit du Caire. C'était à la fois une opération militaire importante et un voyage scientifique d'un grand intérêt. Pour la première fois depuis la chute de l'empire romain, une nation civilisée et cultivant les sciences et les arts allait visiter, mesurer, fouiller ces superbes ruines qui occupent depuis tant de siècles la curiosité du monde savant.

Personne n'était plus propre à diriger une pareille opération que Desaix; personne ne le désirait avec plus d'ardeur. Jeune, la guerre était sa passion; insatiable de gloire, il connaissait toute celle qui était attachée à la conquête de ce berceau des arts et des sciences. Au seul nom de Thèbes, de Coptos, de Philæ, son cœur palpitait d'impatience. Les généraux Friant et Belliard, l'adjudant-commandant Donzelot, le colonel d'artillerie La Tournerie, étaient sous ses ordres. Le 21e léger, les 61e et 88e de ligne, excellents régiments qui s'étaient embarqués à Civitâ-Vecchia, étaient les plus nombreux de l'armée; ils occupaient le même camp, au sud de Gyzeh, depuis deux mois, et Desaix les avait employés à se préparer à cette campagne. La cavalerie était montée sur des chevaux arabes, aussi bons que ceux des Mameluks, provenant des remontes et des prises; mais elle n'était pas nombreuse. Les remontes se faisaient avec difficulté : le pays était encore mal soumis.

Des savants et des artistes désiraient suivre Desaix; cela eût eu le double inconvénient d'exposer aux périls de la guerre des hommes précieux et de porter du retard dans les opérations militaires. Denon seul eut la permission de suivre comme volontaire le quartier général de la division.

Desaix a mis cinq mois à la conquête de la haute Égypte : sep-

tembre, octobre, novembre, décembre 1798, janvier 1799. Au 2 février il était maître de Syene. Il employa cinq autres mois à réprimer les insurrections et affermir ses conquêtes. Sa campagne se divise en six opérations. La première comprend cent jours; l'événement militaire le plus important est la bataille de Sédiman : la conquête de la province de Beny-Soueyf et du Fayoum en a été le résultat. La deuxième comprend cinquante jours de décembre et de janvier; les combats de Saouâqy et de Tahtah en sont les seuls événements militaires; il a fait la conquête des provinces de Minyet, de Syout et de Girgeh. La troisième comprend trente jours de janvier et de février 1799; le combat de Samhoud est l'événement le plus important; les Mameluks chassés de la vallée, ayant tout perdu, se réfugièrent dans les oasis, dans le pays des Barâbras, au delà des cataractes, et dans les déserts de la Thébaïde; le pavillon tricolore flotta sur toute l'Égypte. La quatrième comprend quarante jours de février et mars 1799; Mourad-Bey, Elfy-Bey, Hassan-Bey, Hassan d'Yanbo, profitant de la marche de l'armée en Syrie, rentrent dans la vallée, marchent sur le Caire, projettent de s'y réunir et de reconquérir d'un seul coup la haute et la basse Égypte; ils échouent dans leur entreprise; la destruction d'une partie de la flottille française de la haute Égypte, le combat de Coptos, sont des faits d'armes importants. Dans la cinquième époque, les débris des chérifs d'Yanbo infestent les provinces de Syout et de Girgeh; ils sont poursuivis. La sixième comprend mai et juin; la haute Égypte est complétement soumise; Mourad-Bey et Elfy-Bey, peu accompagnés, errent dans les déserts. Le combat de Beny-A'dyn entraîne la perte de cette belle ville. Qoseyr est occupé par le général Belliard. L'armée de Syrie rentre au Caire. Toute l'Égypte, haute et basse, est parfaitement tranquille.

L'instruction que Napoléon donna au général Desaix pour cette guerre fut de marcher à Mourad-Bey, de le battre, de profiter de sa défaite pour le poursuivre l'épée dans les reins et le jeter au delà des cataractes et dans les oasis; de faire, à mesure qu'il s'avancerait, fortifier sur les points les plus importants les mosquées qui domineraient le Nil, en protégeant la navigation. Si, après cette marche triomphante, des révoltes partielles avaient lieu, comme il fallait s'y attendre, il les réprimerait dans des combats particuliers, qui amèneraient enfin la soumission sincère du pays. Mais d'abord il fallait occuper toute la vallée. Une division de 1,200 chevaux, qui était occupée à se remonter, et de 1,500 hommes d'infanterie des 3es bataillons qui restaient au Caire, ainsi que huit barques installées par

les ingénieurs de la marine pour cette expédition, seraient prêtes sous peu pour le soutenir, lui servir de réserve et réparer ses pertes.

II. Desaix arriva le 30 août à Beny-Soueyf. Les Mameluks ne lui opposèrent aucune résistance. Ils se concentrèrent dans le Fayoum, au nombre de 18,000 hommes, à pied et à cheval, ayant une flottille de cent quatre-vingts bâtiments, dont douze armés de canons. Elle était mouillée dans le canal de Joseph. De Beny-Soueyf, Desaix pouvait marcher sur le Fayoum, qui était à quatre lieues sur sa droite, et combattre Mourad-Bey ; mais il pensa qu'en continuant de remonter le Nil il arriverait à Dârout el-Chérif, petite ville où est la prise d'eau du canal de Joseph ; qu'il intercepterait la flottille ennemie et l'enfermerait dans le canal; que, descendant alors ce canal avec son armée et ses bâtiments, il obtiendrait, par une seule victoire, le Fayoum et les richesses des beys portées sur leurs navires, ce quiserait un coup décisif; à moins que pour éviter cette catastrophe Mourad-Bey ne le prévînt avec sa flottille et son armée sur Syout ; mais alors le Fayoum, évacué, tomberait de lui-même et n'aurait pas retardé sa marche. En conséquence de ce plan, il continua de remonter le fleuve, et arriva à Abou-Girgeh le 4 septembre. Mourad-Bey, ayant pénétré le projet de son ennemi, fit remonter à sa flottille le canal de Joseph, la fit entrer dans le Nil à Dârout el-Chérif, et lui donna l'ordre de mouiller vis-à-vis de Syout. Mais il resta immobile dans le Fayoum avec son armée, maître de la rive gauche du canal de Joseph, le long de laquelle il étendit sa droite, communiquant ainsi avec Syout, ayant perpendiculairement derrière lui la petite oasis. Le 5 au soir Desaix eut des nouvelles, à Abou-Girgeh, de ce mouvement de la flottille. Il partit avec un bataillon du 21ᵉ léger le 6 à la pointe du jour, marcha sur sa droite et fit huit grandes lieues. Il arriva à Behnesé, coupant le canal de Joseph; mais il arriva trop tard. Les bâtiments ennemis avaient passé, hormis douze bateaux chargés de bagages, qu'il prit après une légère fusillade. Une de ces barques portait sept pièces de canon. Le 7 il rentra à Abou-Girgeh; il y séjourna plusieurs jours. Il se persuada que, puisque Mourad-Bey avait fait évacuer sa flottille, lui-même se rendrait par le désert dans la haute Égypte. Il se confirma dans le parti de continuer son mouvement en remontant le Nil, et se porta d'un trait à Syout, où il arriva le 14 septembre. A son approche, la flottille ennemie, pour éviter un engagement, continua de remonter le fleuve jusqu'à Girgeh. Mourad-Bey resta tranquille dans le Fayoum; mais, lorsqu'il vit que les Français étaient à soixante lieues en avant de lui,

il coupa leurs communications avec le Caire, insurgea les provinces Minyet et de Syout, ce qui rendit la position de Desaix critique. Celui-ci ne pouvait pas manœuvrer sur les flancs de l'ennemi, qui conservait sa communication avec la haute Égypte par le désert, et qui d'ailleurs avait derrière lui l'oasis. Que faire dans cette position ? Persister dans son projet? C'était tout risquer. Le plus sage était de céder et d'obéir à la combinaison de son ennemi. C'est ce qu'il fit. Il rétrograda sur Dârout el-Chérif, entra dans le canal de Joseph, descendit dans le Fayoum. La flottille ennemie redescendit sur Dârout el-Chérif, sur Abou-Girgeh et jusque vis-à-vis de Beny-Soueyf; tout le pays l'accueillit avec des cris de victoire. Les Français, puisqu'ils reculaient, étaient donc battus! Cependant l'armée française éprouvait les plus grandes difficultés. Les bâtiments s'engravaient à chaque pas. Elle surmonta tout. Le 3 octobre elle arriva au bourg d'El-Lâboun, à l'entrée du Fayoum, s'empara du pont de pierre qui est sur le canal et qui lui permettait de manœuvrer sur les deux rives. Après deux mois de fatigues, pendant lesquels elle avait parcouru deux cents lieues de terrain, elle se trouvait aussi peu avancée que les premiers jours.

Après quelques légères escarmouches, quelques marches et contre-marches, Desaix, impatienté, marcha droit à Mourad-Bey, qui était animé de la même résolution. Les deux armées se rencontrèrent. Celle des Mameluks couronnait toutes les hauteurs de Sédiman, au milieu du désert et à une lieue du canal de Joseph. Elle comptait 2,000 Mameluks, dont le sabre était redoutable, 8,000 Arabes à cheval, autant à pied, et quatre pièces de canon. Les Français avaient 3,400 hommes d'infanterie, 600 de cavalerie et huit pièces de canon, en tout 4,500 hommes. Desaix forma un seul carré de son infanterie et de sa cavalerie; il se fit éclairer par un petit carré de trois compagnies de voltigeurs. La canonnade s'engagea. Le petit carré de voltigeurs s'étant imprudemment éloigné, Mourad-Bey saisit l'à-propos, le chargea; 5 ou 6,000 chevaux entourèrent sur-le-champ toute l'armée française. Le capitaine Valette, qui commandait le petit carré, officier intrépide, ordonna à ses voltigeurs de ne faire feu qu'à bout portant. Ils exécutèrent cet ordre imprudent avec sang-froid. Quarante des plus braves Mameluks tombèrent morts au bout des baïonnettes. Mais les chevaux étaient lancés, le carré fut enfoncé, les soldats sabrés; ils eussent été tous perdus, si le grand carré ne s'était approché pour les protéger. La mitraille et le feu de la mousqueterie continrent les Mameluks, les obligèrent à s'éloigner à la portée du boulet. Cependant l'artillerie ennemie,

soutenue par l'infanterie, s'avança et prit une position qui incommoda les Français. Pour s'en débarrasser, ils marchèrent droit aux pièces; l'infanterie arabe lâcha pied après une vive, mais courte fusillade; les pièces furent enlevées. Mourad-Bey, alarmé, partit au galop pour reprendre son canon; il fut repoussé; les Arabes s'éloignèrent dans le désert. La bataille fut gagnée, mais la perte de Desaix avait été considérable; 400 tués, blessés ou prisonniers : c'était 1 sur 9. Les Mameluks perdirent 500 hommes d'élite, dont trois beys et plusieurs kâchefs. Les Arabes en perdirent autant. Les Arabes-Bédouins, dégoûtés, abandonnèrent Mourad-Bey. Celui-ci se rallia derrière le lac de Garâh, projetant de se retirer dans la petite oasis, s'il était poursuivi. Desaix s'arrêta au village de Sédiman, où il prit une partie des bagages de l'ennemi. Le lendemain il rétrograda sur le Fayoum. Peu de jours après, les habitants de cette province se soumirent. Mourad-Bey fut déçu de ses espérances. Lorsque la charge réussit sur le petit carré, il crut un moment au retour de la fortune : vaine espérance! La perfide l'avait abandonné pour toujours.

Desaix passa tout le mois d'octobre à organiser le Fayoum. Il envoya au Caire une grande quantité de barques chargées de blé, de légumes et de fourrages, et reçut en échange des munitions de guerre, des effets d'habillement. Il avait beaucoup d'ophthalmies; il évacua tous ses malades sur l'hôpital d'Ibrahim-Bey. Ses régiments reçurent de leurs dépôts un même nombre d'hommes en bon état; mais il ne poursuivit pas les Mameluks, il les laissa respirer. Revenus de leur première consternation, ils se portèrent à Behnesé, sur le canal de Joseph, ayant sur leur gauche leur flottille mouillée à Abou-Girgeh. Ainsi ils étaient maîtres de toute la haute Égypte depuis Beny-Soueyf, et de tout le canal de Joseph depuis Behnesé. Desaix occupait sur la gauche Beny-Soueyf, par sa droite le Fayoum.

Sur la fin d'octobre 1798, la nouvelle arriva dans la haute Égypte que la Porte avait déclaré la guerre à la France, que Djezzar-Séraskier marchait sur le Caire, que cette grande ville s'était révoltée, que les Français étaient tous tués. Les esprits fermentaient. Mourad-Bey, habile à profiter de tout, envoya sur plusieurs points des Mameluks, qui insurgèrent à la fois la plus grande partie du Fayoum. Desaix partit de cette capitale, marcha sur les villages qui avaient levé l'étendard de l'insurrection. Il se croisa dans sa marche avec les insurgés, qui, de leur côté, s'étaient de plusieurs points donné rendez-vous sur Minyet. Le 8 novembre, ils s'emparèrent des premières maisons de cette ville; il y avait 300 Français de garnison et 150 malades. Le colonel Heppler commandait la place. Le général Robin

était à l'hôpital. L'usage des malades de l'armée d'Orient était de conserver leurs fusils au chevet de leur lit. Dans ce moment un grand nombre d'entre eux étaient affectés d'ophthalmie plus ou moins avancée, mais ils pouvaient se battre. Les ennemis s'étaient emparés de la ville sans éprouver une grande résistance. Ils se livrèrent au pillage et s'y dispersèrent sans ordre; le général Robin en profita. Il rallia d'abord tout le monde à l'hôpital, de là déboucha sur l'ennemi en deux colonnes au pas de charge, en tua 2 ou 300; une terreur panique se saisit du reste, qui se sauva. Les habitants, pour se venger, se joignirent aux Français. Lorsque Desaix apprit qu'il s'était croisé avec les insurgés, il rebroussa chemin et marcha toute la nuit sur leurs traces. Il était vivement alarmé pour son hôpital de Minyet. Il y arriva le lendemain, à la pointe du jour, pour apprendre la bonne conduite de la garnison et des malades, et la victoire qu'ils avaient remportée.

Cependant le général en chef était mécontent de cette lenteur. « Voilà près de trois mois, disait-il à Desaix, que vous êtes parti du Caire, et vous êtes encore au Fayoum. » Celui-ci n'avait pas assez de cavalerie. Les combats comme ceux de Sédiman lui offraient pour perspective, s'il était battu, une ruine totale, et, s'il était vainqueur, de ne pouvoir pas profiter de la victoire. Le renfort de 1,200 chevaux, étant prêt, partit enfin du Caire avec une batterie d'artillerie légère, six bâtiments de guerre bien bastingués et bien armés, le tout commandé par le général Davout, excellent officier, depuis maréchal, prince d'Eckmühl. Parmi les bâtiments armés était *l'Italie,* qui contenait plusieurs salons meublés en soieries de Lyon, pour servir au quartier général.

III. A l'arrivée de ces renforts, Desaix remonta par terre la rive droite du canal de Joseph, qui ressemblait en ce moment aux plus belles parties du cours de la Seine. La terre était couverte de fruits; les pois, les fèves, étaient en graines, l'oranger en fleur. Le pays entre ce canal et le Nil est le plus beau qu'on puisse voir. Les villages y étaient si nombreux qu'on en découvrait trente ou quarante à la vue. Mourad-Bey se refusa à tout combat, et gagna d'abord Syout; les Français le poursuivirent vivement. Ils arrivèrent à Minyet le 20 décembre. Cette ville est située sur la rive gauche du Nil: elle est grande et belle. Ils y prirent quatre djermes, qui y étaient restées engravées, dont une contenait une pièce de 12, un mortier et quinze pièces en fer. Le lendemain, ils couchèrent à Melâouy el-A'rych. C'est une ville plus jolie que Minyet; elle a 10,000 habi-

tants. Les antiquaires visitèrent en passant les ruines d'Hermopolis. Le 24 décembre, Desaix fit son entrée dans Syout; le 29, dans Girgeh, capitale du Sayd.

La province de Syout est riche; il y a des citernes d'une construction solide et élégante, qui servent pour abreuver les hommes et les chevaux, et une belle écluse, la seule qui soit en Égypte, où il en faudrait un millier. Le village de Beny-A'dyn est très-populeux. Les caravanes du Dârfour y séjournent. Les habitants, fiers et fanatiques, présentèrent au vainqueur des figures menaçantes. C'était le présage de l'insurrection qui, quelques mois après, a causé leur ruine. Les infortunés étaient loin de prévoir qu'ils seraient dans peu à la discrétion de ces mêmes soldats qu'ils recevaient avec tant d'arrogance et d'inhospitalité.

Girgeh est située à égale distance du Caire et de Syene; elle est moins grande que Syout, mais plus grande que Minyet. Il règne dans le pays une telle abondance que, malgré le séjour et la consommation de l'armée, une livre de pain s'y vendait un sou, douze œufs deux sous, deux pigeons un sou, un canard pesant douze livres, dix sous.

Mourad-Bey fuyait toujours en proie à la plus sombre mélancolie. Son dépit éclatait toutes les fois qu'il faisait prisonniers quelques voltigeurs. « Quoi! s'écriait-il, voilà mes vainqueurs! Ne pourrai-je jamais battre ces petits hommes? » Passant sur son champ de gloire de[1] . . . à quelques lieues de Girgeh, il s'y arrêta une heure; il pleura, dit-on, sur les vicissitudes de sa fortune actuelle. En 1788, sur ce même terrain, à la tête de 5,000 Mameluks, il avait battu Hassan, capitan-pacha de la Porte, qui comptait sous ses ordres 16,000 hommes des meilleurs soldats ottomans, soutenus par 2,000 Mameluks de Hassan-Bey. La présence d'esprit de Mourad-Bey, son coup d'œil, son intrépidité, lui avaient donné une victoire complète; peu après, il était rentré triomphant au Caire. Et aujourd'hui, poussé jusqu'aux confins de la terre habitable, il n'aura bientôt plus, comme le malheureux Bédouin, d'autre refuge que le désert. Existence affreuse! il invoque en vain la mort; son heure n'était pas sonnée!

Cependant la flottille était retenue par les vents contraires à vingt lieues sur les derrières; elle était exposée, on pouvait la brûler; ce qui ferait échouer ou retarderait pour longtemps la marche de Desaix. Mourad-Bey chargea de cette entreprise Osman, qui fit un crochet avec 300 Mameluks, et se rendit par le désert derrière l'armée fran-

[1] Il y a un espace laissé en blanc dans le manuscrit.

çaise, intercepta la communication entre Syout et Girgeh, souleva les populations, les anima par l'espérance de trouver des richesses immenses dans ces bâtiments. Il réussit à interrompre les communications de Girgeh avec la flottille.

Ces nouvelles plongèrent Desaix dans la plus vive inquiétude. S'il perdait sa flottille, il fallait qu'il retournât au Caire, en évacuant toute la haute Égypte. Il délibéra s'il abandonnerait Girgeh pour descendre lui-même le Nil, portant son camp sous le canon de ses bâtiments. Ce mouvement rétrograde, qui aurait été suivi par Mourad-Bey, aurait accru l'insurrection. Il prit le parti plus sage de rester à Girgeh avec son infanterie, et d'envoyer le général Davout avec 1,200 chevaux et six pièces de canon pour rouvrir ses communications.

Davout arriva le 3 janvier aux portes du village de Saouâqy, où s'était formé le premier rassemblement d'insurgés. Plusieurs milliers d'hommes armés en défendaient les avenues, qu'ils avaient barricadées. Après un combat d'une heure, la cavalerie française força la ligne des ennemis, en jeta un grand nombre dans le Nil, en passa 300 par les armes, détruisit les barricades, désarma la population et soumit tous les villages des environs. De là il se porta au gros village de Tahtah. Il y arriva le 8 janvier. Après quelques dispositions préalables, il força les barricades, jeta une partie des défenseurs dans la rivière et en tua un bon nombre. Attaqué lui-même pendant ce temps par un détachement d'un millier d'Arabes et de Mameluks, il fit volte-face et les mit en déroute. Il employa plusieurs jours à désarmer et à soumettre tous les villages de la contrée, et à rétablir la communication avec la flottille, qui, le 17 janvier, profitant d'un bon vent du nord, mouilla à Girgeh, à la gauche du camp. Par cette jonction, Desaix fut tiré d'inquiétude et mis à même de suivre sa conquête. Mais ce contre-temps lui avait fait perdre dix-huit jours, et la perte de temps à la guerre est irréparable.

IV. Mourad-Bey apprit la défaite de ses troupes, mais en même temps il reçut la nouvelle de sa réconciliation avec Hassan-Bey et de l'arrivée des chérifs d'Yanbo. Hassan avait enfin cédé à l'influence d'une esclave grecque qu'il aimait. Il consentit à oublier le passé et à employer sa maison et son influence à combattre les ennemis du nom musulman. Il rejoignit Mourad-Bey avec 3,000 hommes, dont 250 Mameluks. Ce vieillard jouissait d'un grand crédit dans toute la haute Égypte ; sa réconciliation eut une grande influence sur l'esprit de toute cette contrée. 2,000 chérifs d'Yanbo, commandés par Has-

san, étaient arrivés. Hassan d'Yanbo était une espèce de derviche militaire ; intrépide devant l'ennemi, il était plus dangereux encore par l'enthousiasme dont il savait animer ses soldats et les fidèles, lorsqu'il leur parlait du haut de la chaire dans les mosquées. Ces chérifs d'Yanbo étaient réputés les plus braves fantassins de toute l'Arabie. Ils étaient armés d'une carabine, d'une paire de pistolets et d'une lance. Ils avaient tous des turbans verts, comme descendants de la tribu du Prophète. Ils avaient la soif du sang et du pillage. Mourad-Bey attribuait ses défaites précédentes au manque d'une bonne tête d'infanterie qui pût donner l'exemple ; il crut avoir enfin ce qui devait le faire vaincre. 2,000 autres chérifs étaient réunis à Yanbo, où ils attendaient des bâtiments pour passer la mer Rouge.

Mourad-Bey se trouva à la tête de 12 à 14,000 hommes ; il conçut un projet hardi et nouveau. Il voulait se porter sur Girgeh, lorsque Desaix l'aurait abandonné, soutenir les insurgés et s'y fortifier. Placé ainsi sur les derrières de Desaix, celui-ci serait obligé de retourner sur ses pas et d'engager un combat de maisons dont Mourad-Bey espérait un heureux résultat. A cet effet, il se tint dans le désert, sur la rive gauche du canal de la haute Égypte. Desaix, parti le 20 de Girgeh, marcha entre le Nil et le canal. Mais, le 22, à la pointe du jour, les deux armées se rencontrèrent à la hauteur de Samhoud, marchant en sens inverse. Elles étaient séparées par le canal, qui était à sec. L'armée française était forte de 5,000 hommes, infanterie et cavalerie, et de quatorze pièces de canon ; sur le Nil elle avait une nombreuse flottille armée. L'armée égyptienne était composée de 1,800 Mameluks, 7,000 Arabes à cheval, 2,000 chérifs à pied d'Yanbo, et 3,000 Arabes à pied, sans artillerie ; total, 13 à 14,000 hommes. Aussitôt que les deux armées se furent reconnues, elles se mirent en bataille. La première se forma en trois carrés, deux d'infanterie sur les ailes, un de cavalerie au centre ; la gauche, du côté du Nil, commandée par le général Belliard ; la droite, sur la gauche du canal, commandée par le général Friant ; le centre, à cheval sur le canal, commandé par le général Davout. Les Mameluks prirent un ordre de bataille opposé : la cavalerie sur les ailes, l'infanterie au centre. Mourad-Bey, avec ses Mameluks, formait la droite du côté du Nil ; son infanterie au centre, vis-à-vis de Samhoud ; les Arabes formaient la gauche, placés dans le désert. Les Français mettaient spécialement leur confiance dans leur infanterie, les Mameluks dans leur cavalerie.

Les chérifs d'Yanbo pétillaient d'impatience. Leur chef Hassan, avec 1,500 chérifs et 1,000 Arabes à pied, se jette dans le ravin en

avant de la ville. L'intrépide colonel Rapp, avec une compagnie de voltigeurs du 21e léger et 50 chevaux, l'attaque, précipite dans le ravin un millier de chérifs; mais il est blessé, le peloton de dragons est repoussé : les chérifs jettent des cris de victoire. Le colonel La Tournerie place deux pièces d'artillerie légère à portée de mitraille, qui enfilent le ravin; en même temps un bataillon français se précipite à la baïonnette sur les chérifs, en tue un grand nombre; le reste évacue le ravin en désordre : une centaine s'enferment dans une mosquée et y sont égorgés. Mourad-Bey, indécis, restait spectateur de ce combat d'infanterie. Mais bientôt les obus et les boulets portèrent la mort dans ses rangs; il n'avait pas d'artillerie pour y répondre : « Pourquoi délibérer? dit le vieux Hassan-Bey; qui a du cœur me suive!... » Il déborda la gauche de l'armée française, enveloppa le carré du général Belliard, en fit plusieurs fois le tour, exposé à un feu de mitraille et de mousqueterie épouvantable. Hassan-Bey, qui pour la première fois se trouvait à un combat contre les Européens, comprit alors que le courage n'est qu'un des éléments de la victoire. Il fut contraint de se mettre hors de la portée du canon. Les batteries s'avancèrent devant Samhoud; trois compagnies d'infanterie légère y entrèrent au pas de charge; les fiers chérifs d'Yanbo s'enfuirent en désordre aux premiers boulets qui les atteignirent; les Arabes s'éloignèrent et se dispersèrent dans le désert. Davout s'ébranla alors avec la cavalerie et trois pièces d'artillerie légère; il chargea Mourad-Bey et le mena battant jusque près de Farchout. Avant d'y arriver, Hassan d'Yanbo, écumant de rage, se barricada dans un village. Davout fut obligé d'attendre l'infanterie, qui enleva le village au pas de charge. Cette journée ne fut pas un moment douteuse; 300 hommes d'élite des Mameluks, 400 chérifs d'Yanbo, les plus braves, et 200 Arabes restèrent sur le champ de bataille.

Le cheik el-beled de Farchout était le dernier descendant du fameux prince Hamman. Cet Hamman, chef d'une tribu d'Arabes Moghrebins, s'était, dans le XVIe siècle, transporté de Tunis à Farchout. Il y avait prospéré, et successivement s'était établi dans une partie de la haute Égypte. Cette tribu s'appelait *Haouâreh*. Son cheik dominait en souverain tout le pays depuis Syout jusqu'à Syene. Il payait cependant 250,000 ardebs de blé au pacha du Caire et aux beys. Les princes de cette maison, qui régnèrent successivement pendant cent cinquante ans, se firent adorer; leur mémoire est encore chère dans ce pays. En 1768, Ali-Bey marcha contre le prince Hamman, qui alla à sa rencontre avec 25,000 cavaliers : Hamman perdit la bataille près de Syout. L'année suivante il mourut à Esné. Ses enfants

achetèrent du vainqueur la paix et la vie par le sacrifice de la plus grande partie de leurs richesses. Le dernier de cette maison était le cheik el-beled de Farchout. A l'approche des Mameluks, il se cacha. Mourad-Bey le fit chercher. Amené enfin en sa présence, il irrita un vainqueur au désespoir en déguisant mal la joie secrète qu'il éprouvait en voyant la défaite et la chute des ennemis de sa maison. Mourad-Bey, dans sa fureur, abattit d'un coup de sabre la tête de ce dernier rejeton d'une si illustre race. Aussitôt après leur arrivée, les Français se firent un devoir de lui rendre les honneurs funèbres.

Mourad-Bey continua sa retraite en remontant le Nil. Hassan d'Yanbo passa le fleuve et se dirigea sur Qeneh pour y attendre le second détachement de chérifs, qui était déjà débarqué à Qoseyr. L'armée française coucha le 22 janvier à Hoû. Le 23 elle arriva à Denderah et bivouaqua au milieu de ces superbes ruines. Le 24, après avoir doublé le promontoire de la chaîne Libyque, qui s'avance dans la vallée du Nil, elle aperçut devant elle les célèbres ruines de Thèbes aux cent portes. Le caractère de grandeur qui les distingue frappa tous les esprits; plusieurs heures furent employées à les considérer. Le 25 janvier l'armée coucha au détroit des Deux-Montagnes, et le 26 elle arriva à Esné. Les Mameluks fuyaient devant leur vainqueur. Ils avaient brûlé leurs bagages, leurs tentes, et s'étaient partagés en plusieurs corps. Mourad-Bey, Hassan-Bey, et huit autres beys avec leurs Mameluks, se jetèrent dans le pays des Barâbras; Elfy-Bey se réfugia dans la grande oasis. Desaix occupa Esné, y fit construire des fortifications, y établit une manutention, des magasins et un grand hôpital. A mesure qu'on remonte le Nil, la vallée devient plus étroite, la navigation plus difficile. Friant, avec sa brigade, resta à Esné pour observer Elfy-Bey et Hassan d'Yanbo. L'armée traversa Edfou ou l'ancienne *Apollinopolis Magna,* gros bourg situé à dix lieues d'Esné, puis les ruines d'un grand temple placé sur la hauteur qui domine le cours de la rivière; les habitants l'appellent *la citadelle.* Le général n'accorda qu'une heure pour la visite de ces ruines; il était pressé de rejoindre l'ennemi. Il traversa les monticules de schiste qui sont contigus au Nil; le soldat y marchait avec difficulté. Il suivit les traces d'une ancienne chaussée romaine dont on distinguait encore les vestiges, et coucha au village de Bibân, vis-à-vis de la belle île de ce nom.

Le 2 février il bivouaqua vis-à-vis de Syene, sur la rive gauche; le 3 février il traversa le fleuve devant la ville. Là, le Nil a 500 toises de large. Pour la première fois Desaix quitta la rive gauche. Les Mameluks y étaient toujours restés, parce que la vallée est plus

large, parce que ce côté est plus fertile et plus à portée des oasis; tandis que, manœuvrant sur la rive droite, ils eussent pu être acculés contre la mer Rouge.

L'île d'Éléphantine, appelée par les gens du pays *île fleurie*, est grande et très-productive. Elle est située vis-à-vis de Syene, à 3,500 toises de l'île de Philæ; une ancienne muraille ferme cet espace, qui forme un triangle ayant le Nil des deux côtés. La cataracte est entre l'île d'Éléphantine et l'île de Philæ. De Syene à la cataracte il y a, en suivant les sinuosités du Nil, 3,000 toises. Au-dessus de la cataracte, le Nil se divise et forme trois îles : celle de Philæ, à 300 toises de la rive droite, où est le principal courant; celle de Begeh et celle de Hesseh, qui ensemble ont 1,200 toises. Cette dernière est séparée de la rive gauche par le canal de navigation. Dans l'île de Philæ était le tombeau d'Osiris; c'était un lieu de pèlerinage. L'île de Philæ est pleine de monuments. Elle n'a jamais contenu aucune ville, il n'y a jamais existé aucune culture. Elle est hors des limites actuelles de l'Égypte, puisqu'elle est au sud de la cataracte de Syene.

La vallée au-dessus de l'île de Philæ n'a que 600 toises. Les deux montagnes sont rapprochées, elles ne sont séparées que par le lit du fleuve, qui arrive perpendiculairement sur cette île d'aussi loin que la vue peut s'étendre. Le général Belliard prit 150 bateaux, reste de la flottille des Mameluks; le Nil étant très-bas, on n'avait pu leur faire franchir la cataracte. Ils avaient été pillés par les habitants des villages voisins, qui s'étaient réfugiés avec leur butin dans l'île de Philæ, où ils se croyaient inexpugnables.

Le général, avec 300 hommes, se mit en marche le 5 pour reconnaître la nature de la barrière qui le séparait du pays des Barâbras, où s'était réfugié Mourad-Bey. Il fut obligé de gravir plusieurs hautes montagnes qui dominent à pic le cours du Nil, interrompant le chemin de halage. Il arriva au premier village des Barâbras. Des Mameluks qui y étaient en cantonnement prirent et donnèrent l'alarme. A son retour, en passant, il fit sommer l'île de Philæ. Les misérables pillards répondirent par des huées et des provocations tout à fait risibles. Ils disaient qu'ils n'étaient pas des Mameluks, qu'ils ne se rendraient jamais et ne fuiraient pas devant des Chrétiens. Il était impossible de faire arriver des bateaux pour traverser le Nil; mais les sapeurs construisirent un radeau; 40 voltigeurs s'y embarquèrent, protégés par quelques volées d'une pièce de 4. Ils abordèrent dans cette fameuse Philæ; ils y trouvèrent les dépouilles de la flottille des Mameluks. Les Français visitèrent avec curiosité les ruines

des monuments qui illustraient cette petite île. Desaix porta son quartier général à Esné, laissant le général Belliard à Syene pour observer le pays des Barâbras.

Cependant la famine obligea Hassan-Bey, avec sa maison, ses femmes, ses trésors, à quitter le pays des Barâbras. Pour laisser plus de place à Mourad-Bey, il descendit la rive droite, se dirigeant sur l'isthme de Coptos, où il avait des intelligences et possédait des villages. Le général Davout, instruit qu'il s'approchait de Thèbes, passa le Nil avec le 22e de chasseurs et le 15e de dragons, et le surprit le 12 février. Les Français étaient plus nombreux, mais un Mameluk se vantait de valoir deux dragons. Hassan était embarrassé du convoi de ses femmes et de ses bagages, qui se trouvaient fort exposés. Cet intrépide vieillard fit face à tout avec le plus admirable sang-froid. Le combat devint terrible. Le convoi fut sauvé; il fila. La perte fut égale de part et d'autre. Le bey pourfendit un dragon; il eut un cheval tué sous lui. Osman-Bey, son lieutenant, fut blessé. Ne pouvant plus camper dans la vallée, Hassan se porta dans le désert et tendit son camp près des puits d'El-Gytah.

Le colonel Conroux partit d'Esné avec 300 hommes de son régiment, passa le Nil et chassa Hassan d'Yanbo de Qeneh, le jetant dans le désert. Mais, peu de jours après, celui-ci fut joint par le détachement qui était débarqué à Qoseyr; avec ce renfort, il se porta de nuit pour surprendre Conroux et égorger son détachement. Effectivement, le 11, à onze heures du soir, les grand'gardes françaises donnèrent l'alarme et soutinrent le premier effort des ennemis, qui, guidés par les habitants, pénétrèrent dans la ville par quatre côtés. Conroux marcha sur une seule colonne au pas de charge, les défit tous successivement et les chassa de la ville; il fut blessé. Dorsenne, depuis général de division et colonel des grenadiers à pied, le remplaça. Les chérifs, effrayés, se rallièrent à une lieue de Qeneh, dans un bois de dattiers. Au lever de la lune, Dorsenne les attaqua, les débusqua de leur position et les chassa loin dans le désert.

Le général Friant arriva à la pointe du jour avec le 7e de hussards. Il se mit à la poursuite des chérifs, qui s'étaient ralliés près d'Abou-Marrah; il les enveloppa par trois colonnes, les chassa du village et acheva de les ruiner. Le colonel Sully prit un bataillon du 88e et lui fit faire une marche de cinq lieues dans le désert, sans eau et sans chameaux; c'étaient des hommes morts de soif s'ils eussent manqué leur coup. Heureusement le cheik qui leur servait de guide les fit parvenir au camp des Arabes d'Yanbo par un chemin détourné. Ils y arrivèrent sans être attendus, s'emparèrent de tous

les chameaux chargés d'eau, de vivres, de troupeaux nombreux et des bagages des chérifs, qui étaient très-pillards.

V. Le pays des Barâbras n'avait plus de fourrages; il ne pouvait pas fournir aux consommations de Mourad-Bey. Ce chef se disposait à se porter sur Dongolah, lorsqu'il reçut la nouvelle que Napoléon avait quitté le Caire et se dirigeait sur l'Asie. Il prit sur-le-champ son parti. Qu'avait-il à perdre? Il fit un crochet par le désert, marcha sur le Caire, laissant Desaix derrière lui. Il donna rendez-vous à Syout à Elfy-Bey, qui occupait la petite oasis. Hassan-Bey se réunit avec les chérifs et descendit par la rive droite du fleuve sur Syout et le Caire. Ce projet souriait au vieux Hassan, qui depuis tant d'années était absent de sa maison et de ces lieux si chers à son enfance. L'idée de délivrer cette première clef de la sainte Kaaba, et de faire ses ablutions dans la grande mosquée d'El-Azhar, réveillait le fanatisme des chérifs.

Desaix s'occupait à Esné à achever la pacification des provinces de son commandement, à y organiser la justice et l'administration, lorsqu'il apprit par des courriers, qui lui arrivèrent à la fois de divers côtés, que Mourad avait quitté les Barâbras, gagné trois marches, et s'était laissé voir entre Esné et Syout; qu'Elfy-Bey avait quitté l'oasis; que les chérifs et Hassan-Bey étaient sortis du désert et descendaient la rive droite du Nil. Il pénétra le projet de ses ennemis. Il ordonna au général Belliard de quitter Syene et de se porter à Esné avec toutes ses troupes, pour faire son arrière-garde et pour contenir le Sayd; il ordonna à Friant de réunir ses détachements et de se porter à grandes marches sur Syout; à sa flottille de descendre le Nil et de suivre Friant. Lui-même partit le 2 mars.

Le général Friant arriva le 5 mars à Saouâmah, comme l'avant-garde, chargée de préparer son logement, entrait dans ce gros bourg; il fut reçu à coups de fusil; 3 ou 4,000 paysans l'occupaient; ils étaient en insurrection. L'avant-garde se replia sur les colonnes, qui entrèrent dans la ville par trois endroits, battant la charge, et jetant plusieurs centaines d'insurgés dans le Nil. Le lendemain, il continua sa route sur Girgeh et Syout. Le général Desaix le rejoignit. Cependant Mourad-Bey et Elfy-Bey avaient réussi à opérer leur jonction à Syout. Ils y apprirent que Napoléon avait pris El-A'rych, était entré en Syrie, mais qu'il restait au Caire plus de Français qu'il n'y en avait dans la haute Égypte, qu'ils occupaient la citadelle, et que les habitants étaient portés pour eux; que les cheiks de Gâma el-Azhar et tous les principaux avaient déclaré que, si les Mameluks

s'approchaient de la ville, ils marcheraient avec les Français, qu'ils voulaient rester tranquilles. D'un autre côté, Desaix était sur leurs talons, éloigné seulement de deux journées; ils allaient se trouver entre Desaix, qui les prenait en queue, et les Français du Caire, qui les recevraient en tête : ils prirent le parti d'attendre l'issue de l'expédition de Syrie. Mourad-Bey se réfugia dans la grande oasis, Elfy-Bey dans la petite; beaucoup de Mameluks se dispersèrent dans le pays, se déguisant sous des habits de fellahs.

Cependant, sur la rive droite, Hassan-Bey et les chérifs, à peine réunis à la hauteur de Qeneh, apprirent que la flottille française était retenue par les vents contraires à El-Bâroud. Ils marchèrent pour l'attaquer. Elle était composée de douze bâtiments armés de gros canons, chargés des bagages, des dépôts, des caisses militaires, des musiques des corps; elle était montée par 300 hommes malingres ou éclopés. Hassan partagea son monde sur les deux rives. Il fut joint par 10,000 habitants attirés par l'espoir du pillage. Le combat s'engagea. Les ennemis occupaient les îles et les minarets. Ils n'avaient pas de canon. La mitraille des bâtiments porta d'abord la mort sur les deux rives; mais les munitions manquèrent. Les bâtiments eurent grand nombre de blessés. *L'Italie* échoua; elle fut en danger d'être prise. Le commandant Morandy y mit le feu et la fit sauter; il y trouva une mort glorieuse. Les autres bâtiments furent pris; les équipages, les soldats, furent égorgés. Tous les bagages, caisses militaires, etc., servirent de trophées aux chérifs. La perte de l'armée dans cette affaire fut de 200 matelots français et 300 malingres qui formaient les garnisons; total, 500 Français. Ce fut la plus grande perte qu'elle éprouva dans la campagne. Cette catastrophe, dont le souvenir se conserva longtemps, affecta sensiblement les soldats, qui reprochèrent avec raison à leur général de n'avoir pas placé sa flottille sous la protection d'un de ses forts et d'avoir espéré à tort qu'elle pourrait suivre l'armée dans une saison où le Nil est si bas.

Le général Belliard, instruit que Hassan descendait le Nil, partit d'Esné, passa sur la rive droite et se porta sur Qeneh. Chemin faisant, il fut instruit par la rumeur du pays qu'une grande bataille avait eu lieu, que les Français avaient été battus, avaient perdu une grande quantité d'hommes et surtout d'immenses trésors et beaucoup de bagages. Arrivé à la hauteur de Coptos, il rencontra l'armée ennemie qui revenait triomphante. Elle était précédée par les têtes des Français portées au haut des piques; elle était grossie par une foule d'habitants, couverts d'habits d'Européens, armés de leurs armes,

marchant au son des instruments de musique : c'était un épouvantable charivari. Le désordre, l'ivresse de cette multitude était une véritable saturnale. Hassan d'Yanbo proclamait partout d'un ton prophétique que le temps de la destruction des Français était enfin arrivé; que désormais ils n'éprouveraient plus que des défaites; que tous les pas des fidèles seraient des victoires. Peu de temps après, les tirailleurs s'engagèrent. Les Français étaient 1,800 hommes et avaient une pièce de 4, dont la mitraille contint d'abord la fougue des chérifs et protégea la marche de la colonne. Celle-ci continuait à descendre, longeant le Nil à droite, suivie et entourée par cette multitude armée. Après avoir fait une lieue, elle fut accueillie par le feu d'une batterie de quatre pièces de canon, provenant de la flottille, que les Arabes d'Yanbo avaient débarquées et mises en position. Au signal de leur artillerie, les chérifs s'élancèrent sur le carré français avec leur ardeur accoutumée. Mais le 15e de dragons les prit en flanc, en sabra un grand nombre; le champ de bataille en fut couvert. Le général profita de ce moment pour marcher sur la batterie qui l'incommodait. Il était sur le point de se saisir des pièces, lorsque Hassan-Bey le chargea avec ses Mameluks; mais les carabiniers de la 21e légère firent demi-tour à droite, reçurent la charge et la repoussèrent; les pièces prises furent tournées contre l'ennemi. Ces deux succès changèrent la fortune de la journée. Les chérifs se jetèrent dans le village d'Abnoud, dans une grande mosquée et un château, qu'ils crénelèrent. Le combat dura toute la journée et la nuit. Les pièces prises à l'ennemi servirent avec succès. Le village fut incendié, la mosquée fut enlevée au pas de charge. La nuit se passa au milieu de l'incendie, des morts et des cris des mourants. Hassan d'Yanbo s'enferma dans le château; il déclara vouloir y mourir de la mort des martyrs. Sous la protection de ce château, les ennemis se rallièrent; mais il sauta en l'air avec tous ses défenseurs, et couvrit de ses débris les deux armées. Les barils de poudre trouvés sur les bâtiments français y étaient emmagasinés; le feu y prit; Hassan d'Yanbo y trouva la mort. L'ennemi, consterné, s'enfuit de tous côtés. Dans ce combat acharné, les chérifs perdirent 1,200 hommes; les Français, avec une seule pièce de 4, se battirent un contre six. Cette journée fit honneur au général Belliard. Il sauva ainsi sa colonne et la haute Égypte, qu'il eût fallu conquérir de nouveau si Hassan eût eu la victoire; ce combat eut lieu le 5 et le 6 mars 1799.

VI. Desaix apprit à Syout le désastre de sa flottille, le combat de

Coptos et la position critique où avait été Belliard ; il sut que celui-ci n'avait plus de munitions de guerre. Il réunit aussitôt les bâtiments armés qui lui restaient et remonta le Nil. Il ne put arriver à Qeneh avec sa flottille que le 30 mars. Après avoir ravitaillé les troupes, il disposa tout pour cerner Hassan-Bey, qui était campé vis-à-vis d'El-Gytah. Hassan ne pouvait pas y rester longtemps, les vivres qu'il avait apportés étaient sur le point de finir; il fallait empêcher qu'il n'en reçût; Desaix le bloqua dans ce désert. Les déserts de l'isthme de Coptos sont couverts de collines raboteuses et impraticables; on ne peut passer que par les gorges ; il y en a trois : une qui débouche sur le Nil, à Byr el-Bâr, l'autre au village de Hagâzy, et la troisième à Redesyeh [1], vis-à-vis Edfou. Desaix campa à Byr el-Bâr avec la moitié de ses forces. Il envoya le général Belliard occuper Hagâzy avec l'autre moitié. Il considéra le débouché de Redesyeh, qui exigeait un détour de plus de quarante-cinq lieues de désert sans eau, comme impraticable. Par ce moyen, Hassan ne pouvait ni recevoir de vivres ni sortir sans combat : il devait périr. Le 2 avril, Hassan, mourant de faim, quitta son camp d'El-Gytah pour gagner la vallée à Byr el-Bàr. Il se rencontra avec le colonel Duplessis du 7e de hussards. L'engagement devint des plus terribles. Les Mameluks étaient plus nombreux. Duplessis fut tué par Osman-Bey, qu'il avait saisi à la gorge. La victoire paraissait se décider pour les Mameluks, mais Desaix arriva au secours de son avant-garde. Hassan, voyant le débouché occupé en force, rentra dans le désert et reprit son camp d'El-Gytah. Quelques jours après, il en partit, se porta par un détour de quarante-cinq lieues sur le débouché de Redesyeh, remonta le Nil jusqu'à Ombos [2], séjourna dans l'île de Mansouryeh, et de là se rendit à Syene. Aussitôt qu'il en fut instruit, Belliard le poursuivit, et arriva à Redesyeh trois jours après que Hassan y avait passé. Il trouva des traces sanglantes des Mameluks : une dizaine de cadavres des plus âgés d'entre eux, ceux de vingt-cinq femmes et de soixante chevaux restés dans le désert; manquant de vivres et d'eau, ils avaient succombé à l'excessive chaleur.

Pendant ce temps, les restes des chérifs d'Yanbo descendirent le Nil, n'ayant plus d'autre but que de piller et d'échapper. Ils arrivèrent à El-Hargeh, village de la rive droite, passèrent sur la rive gauche, pénétrèrent à Girgeh, où ils n'étaient pas attendus ; ils entrèrent dans

[1] Le village de Redesyeh n'est pas situé vis-à-vis d'Edfou; la gorge dont il est question ci-dessus débouche à une lieue plus au nord, au village d'El-Faouasyeh, qui, lui, est bien vis-à-vis d'Edfou.

[2] Aujourd'hui Koum-Ombou.

le bazar. Le colonel Morand, qui les suivait, entra dans la ville après eux et en passa une partie au fil de l'épée. Le colonel du 22e de chasseurs, Lasalle, officier actif et d'un mérite distingué, les attaqua avec son régiment et un bataillon du 88e ; il parvint par ses manœuvres à les cerner dans un enclos et les passa tous au fil de l'épée. Parmi les morts on trouva le corps du chérif successeur de Hassan. Tel fut le sort qu'éprouvèrent 4,000 chérifs d'Yanbo ; 5 ou 600, la plupart blessés, revirent seuls leur patrie.

Cependant le chérif de la Mecque fut mécontent de cette conduite des Arabes d'Yanbo ; il leur écrivit pour leur en faire sentir les conséquences. Il expédia un ministre près du sultan El-Kebir, au Caire, pour désavouer cet acte d'hostilité, qu'il attribuait aux liaisons particulières d'une tribu d'Yanbo avec Mourad-Bey. Il donna des assurances que cet exemple ne serait suivi par aucune autre tribu et que toute l'Arabie resterait tranquille. Il écrivit directement, par Qoseyr, au général Desaix, dans le même sens. Ce chef de la religion craignait que cela pût porter les Français à détruire les mosquées, à persécuter les Musulmans, à confisquer les riches dotations que la Mecque possédait en Égypte, et à intercepter les communications de la Mecque avec toute l'Afrique. Napoléon le rassura, et les relations amicales continuèrent avec ce serviteur de la sainte Kaaba, qui ne cessait de proclamer le sultan français et d'appeler sur lui les bénédictions du Prophète.

VII. Dans le courant de février et de mars, les nouvelles des succès de l'armée de Syrie, de la prise d'El-A'rych, du combat de Gaza, de l'assaut de Jaffa, arrivèrent dans le Sayd. Parmi les prisonniers faits à Jaffa il y avait 260 hommes de cette province ; ils y furent renvoyés et y accréditèrent la réputation des armes françaises ; cela produisit un bon effet sur l'esprit de ces peuples. Mais la nouvelle des premiers échecs de Saint-Jean-d'Acre se répandit, en mai, avec l'assurance que l'armée de Damas cernait dans son camp d'Acre l'armée française ; la révolte de l'émir Hadji, qui avait été la conséquence de ces bruits, les accrédita encore. Hassan-Bey était à Syene depuis le milieu d'avril. Le village de Beny-A'dyn, près de Syout, qui a 20,000 habitants, est l'entrepôt du commerce du Dârfour avec l'Égypte. La population est plus fanatique, plus sauvage, plus féroce et plus noire que celle des autres contrées de l'Égypte. Les Français, comme nous l'avons dit, avaient été mal accueillis la première fois qu'ils y étaient entrés. Depuis, ils avaient toujours évité d'y coucher et d'y séjourner. Les regards des habitants, leur contenance, leur langage, avaient toujours

été menaçants. Ils étaient fiers de leurs richesses ; on calcule que, pendant le séjour de la grande caravane, il y a sur le marché pour six millions de marchandises en entrepôt pour le Dârfour, le Caire ou Alexandrie. En mars de cette année, cette grande caravane, composée de 10,000 chameaux et 6,000 esclaves, était arrivée, escortée par 2,000 hommes armés, Moghrebins, tous gens féroces, comme le grand désert en produit, qui s'indignaient de voir triompher ces petits hommes de l'Occident sans couleur. Les Mameluks démontés, le reste des chérifs se réunirent à Beny-A'dyn, qui devint bientôt un centre d'insurrection.

Mourad-Bey, qui d'abord n'y voulut placer aucune confiance, s'y attacha lorsqu'il fut encouragé par les nouvelles de Syrie contraires aux Français. Il envoya des beys, des kâchefs de sa maison pour diriger, organiser et accréditer ce rassemblement. Le général Davout, alarmé de l'accroissement qu'il prenait, réunit ses forces, marcha avec 2,000 hommes, cavalerie, infanterie, artillerie. Les insurgés étaient au nombre de 6,000, bien armés et bien préparés ; ils attendaient Mourad-Bey. Les deux généraux se rencontrèrent. La cavalerie française chargea l'avant-garde du bey, qui, n'ayant que 300 cavaliers, fut repoussée sur l'oasis. Au même moment Beny-A'dyn fut cerné. Après une vive fusillade, les barricades furent forcées ; les vainqueurs entrèrent au pas de charge, massacrèrent tout ce qu'ils rencontrèrent. L'ennemi s'était crénelé dans les maisons, qui devinrent la proie des flammes. L'armée perdit le colonel Pinon, un des plus braves officiers de cavalerie de la France. Le pillage enrichit le soldat, qui y trouva quatre ou cinq mille femmes, esclaves noires, beaucoup de chameaux, d'outres, des plumes d'autruche, des gommes, des ivoires, de grandes caisses de poudre d'or, beaucoup d'or monnayé. La fille du roi de Dârfour fut au nombre des prisonniers.

Il ne restait plus dans la haute Égypte que Hassan-Bey, qui, depuis qu'il s'était retiré du désert de Qoseyr, était resté tranquillement en possession de Syene. Soit qu'on ne connût pas bien ses forces, soit qu'on supposât qu'il avait déjà passé les cataractes et qu'il n'avait qu'une arrière-garde à Syene, le général fit partir d'Esné le capitaine Renaud, avec 200 hommes d'infanterie seulement, pour s'emparer de cette ville ; ces 200 hommes devaient être perdus. Aussitôt que Hassan fut instruit de leur petit nombre, il sourit à l'espérance d'assouvir sa vengeance dans le sang des infidèles. Avec 180 Mameluks, 200 Arabes et 300 fantassins, il marcha à la rencontre de cette poignée de fantassins isolés et sans canon. Le capitaine Renaud, avec une présence d'esprit admirable, sans se laisser

étonner par cette foule d'assiégeants, forma son carré, se tourna vers ses soldats : « Camarades, leur dit-il, les soldats d'Italie ne comptent pas le nombre des ennemis; ajustez bien, que chacun tue son homme, et je réponds de tout ! » Effectivement 100 Mameluks sont jetés par terre à la première décharge; tout se sauve. Peu d'heures après, Renaud entre dans Syene; il fait main basse sur les bagages et les blessés. L'heure du vieux Hassan était arrivée. Blessé d'un coup de baïonnette, ainsi qu'Osman-Bey, tous deux moururent à quelques jours de là. Le capitaine Renaud n'eut que quatre hommes tués et quinze blessés. Ce combat est le plus beau de toute la guerre d'Égypte.

Mourad-Bey, avec 400 hommes, traînait sa misérable existence au fond des déserts; Hassan-Bey et les redoutables Mameluks de sa maison étaient morts; il n'existait plus un seul chérif d'Yanbo.

Desaix déploya autant de talent dans le gouvernement de ces provinces qu'il avait montré d'activité pendant la campagne. Il fit régner la justice et le bon ordre; la tranquillité fut parfaite. Quoique son gouvernement fût très-sévère, il fut surnommé par les habitants *le Sultan-Juste*. Il rendit les communes responsables de tout ce qui se passait sur leur territoire. Un soldat français armé ou désarmé parcourait toute la vallée sans courir aucun danger. Les contributions étaient payées exactement.

Dans le courant d'avril et de mai, l'armée d'Orient occupait les trois angles d'Alexandrie, de Syene et de Saint-Jean-d'Acre; c'est un triangle de trois cents lieues de côté et de trente mille lieues carrées de surface. La correspondance du quartier général de Saint-Jean-d'Acre, en Syrie, avec la haute Égypte se faisait par le régiment des dromadaires, qui traversait le désert de Gaza à Suez. Plusieurs forts étaient établis depuis Syene jusqu'à Beny-Soueyf; celui de Qeneh était le principal, comme défendant les gorges de Qoseyr. Tous ces forts étaient garnis de batteries qui maîtrisaient la navigation du Nil et contenaient des magasins et de petits hôpitaux. Pour témoigner sa satisfaction à son lieutenant, Napoléon lui envoya d'abord un sabre pris sur les prisonniers faits à Alexandrie, sur lequel était écrit : *Bataille de Sédiman*. Depuis, il lui donna un poignard enrichi de diamants que portait Méhémet-Pacha, fait prisonnier à la bataille d'Aboukir; sur un côté de la lame était écrit : *Napoléon à Desaix, vainqueur de la haute Égypte*, et de l'autre : *Thèbes aux cent portes. Sésostris le Grand.*

VIII. Il restait à occuper le port de Qoseyr, la grande et la petite

oasis. Les chaleurs sont trop fortes au mois de mai et le passage du désert trop fatigant; il fallut remettre l'expédition des oasis au mois de novembre. Mais l'occupation de Qoseyr ne comportait aucun délai. Les bâtiments de l'Arabie, de Djeddah, d'Yanbo, y étaient annoncés chargés de marchandises, et devant, en retour, faire leur chargement avec des riz, des blés et autres denrées nécessaires à la péninsule, surtout à la Mecque et à Médine. Le général Belliard fit toutes les dispositions convenables pour traverser ce désert, prendre possession de Qoseyr et l'armer.

L'isthme de Coptos est une partie de désert comprise entre le Nil et la mer Rouge, au lieu où le fleuve s'approche le plus de la mer. De Qeneh à Thèbes il y a onze lieues; un coude du Nil, de neuf lieues de cours, fait couler le fleuve à vingt-cinq lieues de la mer Rouge, distance moyenne. Ces vingt-cinq lieues s'appellent l'*isthme de Coptos*. Si de Thèbes on remonte le Nil pendant cinq lieues jusqu'à Abou-Khilgân, la rivière, qui a couru à l'ouest, et la mer Rouge vis-à-vis, qui par une direction contraire a couru à l'est, se sont éloignées de sorte que la distance de ces deux points est de quarante lieues. Si l'on remonte jusqu'à Syene, de là à la mer il y a soixante lieues environ; si l'on descend le Nil jusqu'à la hauteur de Girgeh, on se trouve à une quarantaine de lieues de la mer Rouge; à Syout on en est à cinquante. La partie du Nil qui forme le coude au-dessus de Qeneh, laquelle a neuf lieues de long, est donc la seule qui ne soit qu'à vingt-cinq lieues en ligne droite de cette mer.

Pour aller de la presqu'île de Coptos à la mer Rouge, il faut suivre des gorges entre des montagnes. Il y en a six différentes, qui ont une longueur moyenne de trente-quatre lieues ou de quarante-deux heures de marche, vu les détours qu'elles font. Ainsi, des deux seuls ports de la mer Rouge qui communiquent aujourd'hui avec le Nil, Qoseyr et Suez, Qoseyr est à vingt-neuf lieues de Qeneh, en ligne directe, et à trente-quatre ou trente-cinq en suivant la gorge, et Suez est à vingt-sept lieues du Caire. Des six routes qui conduisent de la presqu'île de Coptos à Qoseyr, on n'en connaît bien que trois. La plupart de ces gorges aboutissent à la petite oasis d'El-Gytah, d'où il y a deux chemins pour joindre le Nil. L'un se dirige sur Qeneh, et rencontre la terre cultivée à Byr el-Bâr : c'est un petit village; l'autre se dirige sur Thèbes, et remonte le Nil au petit village de Hagâzy. La troisième gorge que nous connaissons va droit de Qoseyr dans la vallée du Nil, et débouche vis-à-vis d'Edfou, au village de Redesyeh[1]; cette gorge a un peu plus de quarante-cinq

[1] Voir la note 1 de la page 533.

lieues, c'est celle par où s'échappa Hassan-Bey; de sorte que pour fermer tous les abords du Nil il faut occuper les villages de Byr el-Bâr, de Hagâzy, ou les puits d'El-Gytah, et enfin la gorge de Redesyeh, vis-à-vis d'Edfou.

Sur les neuf lieues du coude du Nil qui forme un des côtés de la presqu'île de Coptos, ont successivement existé trois villes qui ont fait le commerce de la mer Rouge : 1° Coptos, ville célèbre, puissante et riche dans le IVe siècle; on en voit les ruines à une lieue du Nil. 2° A Coptos a succédé Kous, qui est un peu plus haut vers le sud ; Kous est encore une grande ville, mais elle est fort déchue; la population est toute copte. 3° Enfin la troisième, qui est au nord, à l'extrémité du coude, est la petite ville de Qeneh. Qeneh est aujourd'hui l'entrepôt du commerce du Nil avec la mer Rouge. Elle n'a point atteint la prospérité de Coptos et de Kous, parce que le commerce de la mer Rouge, aujourd'hui, ne peut pas se comparer avec le commerce de la mer Rouge avant la découverte du cap de Bonne-Espérance.

Le général Belliard partit de Qeneh le 25 mai 1799, avec deux bataillons, deux pièces de canon et 100 chevaux. Il mit trois heures pour aller à Byr el-Bâr; il s'y arrêta pour compléter sa provision d'eau; il alla coucher à cinq lieues dans le désert. A une heure du matin la lune se leva; il arriva à la pointe du jour à El-Gytah. El-Gytah a trois puits, revêtus en briques, fort larges, avec de grandes rampes; les animaux y descendent. Il y a un fort, un caravansérail : c'est une des maisons militaires que Ptolémée Soter fit construire sur le chemin de Bérénice. Le général se reposa plusieurs heures à El-Gytah, coucha à cinq lieues de là, dans le désert. Le 27, au lever de la lune, il se mit en marche, arriva après neuf heures de marche au puits d'El-Haoueh; il campa dans le désert. Enfin, le 28, il arriva au puits de Lambogeh; c'est une oasis, il y a des acacias, une petite rivière, de l'eau saumâtre; là on est à deux heures de Qoseyr. Ainsi, de Qeneh à El-Gytah, en prenant par Byr el-Bâr, treize heures; d'El-Gytah aux fontaines d'El-Haoueh, quinze heures; des fontaines à Lambogeh, onze heures; de Lambogeh à Qoseyr, deux heures; total, quarante et une heures, qui, à 1,800 toises par heure, font 75,800 toises ou environ trente-trois lieues de vingt-cinq au degré. Les Arabes Abâbdeh errent dans tout ce désert. Ils se vantent de pouvoir mettre 2,000 hommes sous les armes. Ils ont peu de chevaux, mais beaucoup de chameaux pour faire la traversée du Nil à la mer Rouge et jusqu'au Sennaar.

La ville de Qoseyr est située sur le bord de la mer Rouge, à envi-

ron cent lieues sud de Suez en ligne directe, à 25°7′ de latitude nord, 32°1′36″ de longitude de Paris. Elle a 4 ou 500 toises de tour. La bonne eau lui arrive de neuf lieues de là. Le château domine toute la ville. Il y a une citerne dont l'eau est bonne pour les animaux. Tout est désert autour de cette ville. Elle n'est peuplée qu'au temps de l'arrivée des bâtiments de Djeddah et d'Yanbo ; on y voit alors beaucoup d'Arabes d'Yanbo et de marchands égyptiens. Les habitants accueillirent les troupes françaises avec des transports de joie. Les Arabes Abâddeh avaient fait leur paix et servaient l'armée française avec zèle. Après y avoir séjourné deux jours, le général Belliard retourna à Qeneh, laissant un commandant, une garnison, des vivres et des canons dans le fort de Qoseyr. Le port de Qoseyr est à l'abri des vents d'est et du nord, mais tourmenté par les vents d'ouest. Le vieux Qoseyr, qui est au nord, est, suivant quelques-uns, l'ancienne Bérénice.

Le 14 de juin, l'entrée triomphante de Napoléon au Caire, à la tête de l'armée revenant de Syrie, consolida la tranquillité de toute l'Égypte.

FIN DU VINGT-NEUVIÈME VOLUME.

SOMMAIRE DU TOME XXIX.

SIÉGE DE TOULON.

(AOUT-DÉCEMBRE 1793.)

PRÉCIS DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE D'ITALIE

PENDANT LES ANNÉES 1792, 1793, 1794 ET 1795.

13 VENDÉMIAIRE.

CAMPAGNES D'ITALIE.

(1796-1797.)

CHAPITRE PREMIER. — DESCRIPTION DE L'ITALIE.

CHAPITRE II. — BATAILLE DE MONTENOTTE.

CHAPITRE III. — BATAILLE DE LODI.

CHAPITRE IV. — RÉVOLTE DE PAVIE.

CHAPITRE V. — MARCHE SUR LA RIVE DROITE DU PÔ.

CHAPITRE VI. — BATAILLE DE CASTIGLIONE.

CHAPITRE VII. — MANOEUVRES ET COMBATS ENTRE LE MINCIO ET LA BRENTA.

CHAPITRE VIII. — BATAILLE D'ARCOLE.

CHAPITRE IX. — PRÉCIS DES OPÉRATIONS DES ARMÉES DE SAMBRE-ET-MEUSE ET DU RHIN EN ALLEMAGNE, PENDANT L'ANNÉE 1796.

CHAPITRE X. — NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES PENDANT L'ANNÉE 1796.

CHAPITRE XI. — BATAILLE DE RIVOLI.

CHAPITRE XII. — TOLENTINO.

CHAPITRE XIII. — LE TAGLIAMENTO.

CHAPITRE XIV. — LEOBEN.

CHAPITRE XV. — VENISE.

CHAPITRE XVI. — NÉGOCIATIONS EN 1797.

CHAPITRE XVII. — JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR.

CHAPITRE XVIII. — PAIX DE CAMPO-FORMIO.

OBSERVATIONS SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES

DES CAMPAGNES DE 1796 ET 1797 EN ITALIE.

NOTES SUR LE TRAITÉ DES GRANDES OPÉRATIONS MILITAIRES

PAR LE GÉNÉRAL BARON JOMINI.

CAMPAGNES D'ÉGYPTE ET DE SYRIE.

(1798-1801.)

CHAPITRE PREMIER. — PRISE DE MALTE.

CHAPITRE II. — DESCRIPTION DE L'ÉGYPTE.

CHAPITRE III. — CONQUÊTE DE LA BASSE ÉGYPTE.

CHAPITRE IV. — BATAILLE NAVALE D'ABOUKIR.

CHAPITRE V. — AFFAIRES RELIGIEUSES.

CHAPITRE VI. — INSURRECTION DU CAIRE.

CHAPITRE VII. — CONQUÊTE DE LA HAUTE ÉGYPTE.

